

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Montréal, le mercredi 21 novembre 1990

No 8

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Association des économistes du Québec	545
Association des notaires de Laval	556
Centre canadien d'architecture	562
Congrès hellénique du Québec	567
Association nationale des Canadiens et des Canadiennes d'origine indienne (section Montréal)	571
Conseil québécois du théâtre	575
Comité exécutif du Parti Égalité	586
M. André de B. Leprohon	596
Fédération des CLSC du Québec	602
Mouvement national des Québécois	613
Institut canadien d'éducation des adultes	623
Y M C A	634

Intervenants

M. Jean Campeau, président
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Lucien Bouchard
 M. Ghislain Dufour
 M. Jacques Proulx
 M. Claude Béland
 Mme Rosette Côté
 M. Gil Rémillard
 M. Jacques Parizeau
 M. Guy Bélanger
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Jean-Pierre Hogue
 M. Richard B. Holden
 M. Jacques Léonard
 M. Roger Nicolet
 M. Serge Turgeon
 M. Robert Libman
 Mme Louise Bégin
 M. Cosmo Maciocia
 Mme Pauline Marois
 M. Michel Bélanger
 M. André Ouellet
 M. André Boulerice
 Mme Monique Simard
 Mme Claire-Hélène Hovington
 M. Louis Laberge
 Mme Diane Drouin
 M. Russell Williams
 M. Robert Benoit
 M. Jacques Brassard
 M. Guy Chevette
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Marcel Beaudry
 M. Gérald Larose
 M. Claude Dauphin
 M. Jean-Claude Beaumier

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Claude E. Forget, Association des économistes du Québec
- * M. Pierre Fortin, idem
- * M. John McCallum, idem
- * M. Bruno Trudelle, Association des notaires de Laval
- * M. Henri Vinet, idem
- * Mme Phyllis Lambert, Centre canadien d'architecture
- * M. Sotirios Antypas, Congrès hellénique du Québec
- * M. Thanassi Katsalkas, idem
- * M. Basile Angelopoulos, idem
- * M. David Jaykar Daniel, Association nationale des Canadiens et des Canadiennes d'origine indienne (section Montréal)
- * M. C. Gowrisankaran, idem
- * M. Francis N. Pinto, idem
- * M. Ramesh Singal, idem
- * M. Normand Chouinard, Conseil québécois du théâtre
- * Mme Catherine Bégin, idem
- * M. René-Daniel Dubois, idem
- * M. Rémi Boucher, idem
- * M. Pierre MacDuff, idem
- * M. Raphaël Chalkoun, comité exécutif du Parti Égalité
- * M. Martin Segal, idem
- * M. Maurice Payette, Fédération des CLSC du Québec
- * M. Serge Bouchard, idem
- * Mme Jeanne d'Arc Vaillant, idem
- * M. Michel Bissonnette, idem
- * M. Louis Côté, idem
- * M. Sylvain Simard, Mouvement national des Québécois
- * M. Jacques Proulx, Institut canadien d'éducation des adultes
- * Mme Lina Trudel, idem
- * M. Pierre Pâquet, idem
- * Mme Nicole Boily, idem
- * Mme Madeleine Blais, idem
- * M. Claude Lemay, Y M C A
- * M. Marcel Côté, idem
- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Montréal, le mercredi 21 novembre 1990

Audition d'organismes et d'une personne

(Neuf heures trente-huit minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames, messieurs, je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je vous rappelle le mandat de la Commission qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition d'organismes et d'une personne qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission. L'ordre du jour: nous recevons d'abord l'Association des économistes du Québec, pour une durée d'une heure; à 10 h 30, l'Association des notaires de Laval, pour 30 minutes; à 11 heures, le Centre canadien d'architecture, encore pour 30 minutes; à 11 h 30, le Congrès hellénique du Québec; à midi, la National Association of Canadians of Origins in India (division Montréal); à 14 heures, le Conseil québécois du théâtre; à 15 heures, le Comité exécutif du Parti Égalité; à 16 heures, André de B. Leprohon; à 16 h 30, la Fédération des CLSC; à 19 heures, le Mouvement national des Québécois; à 20 heures, l'Institut canadien d'éducation des adultes et, enfin, à 21 heures, le YMCA. Comme vous le voyez, notre journée est très chargée.

La première séance qui est l'Association des économistes du Québec, ayant une durée d'une heure, je vous lis les règlements de discussion pour une durée de cette sorte. Alors, nos invités ont 10 minutes pour la présentation de leur mémoire, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant d'un maximum de cinq minutes. Et enfin, cinq minutes pour la présidence.

M. Claude E. Forget, si vous voulez bien nous présenter vos collègues et faire votre présentation.

Association des économistes du Québec

M. Forget (Claude E.): MM. les coprésidents, Mmes et MM. membres de la Commission. Je désire d'abord vous remercier au nom de l'ASDEQ et au nom des membres, particulièrement du comité qui a entrepris la rédaction de notre mémoire pour l'audience que vous nous donnez aujourd'hui. Comme le Président de la séance l'a indiqué, mon nom est Claude E. Forget. Je suis, cette année, président de l'Association des économistes du Québec, et, par

ailleurs, comme on le sait peut-être, vice-président à la Corporation du groupe La Laurentienne. J'ai à côté de moi, M. John McCallum, économiste et directeur du département d'économie de l'Université McGill, et M. Pierre Fortin, économiste et professeur à l'UQAM et directeur du Centre d'étude sur les politiques économiques.

Le mémoire qui vous a été communiqué a été préparé par un comité formé, à la fin de l'été, et composé des personnes suivantes: M. Léon Courville, Mme Marie-Josée Drouin, M. Pierre Fortin, M. John McCallum, M. André Raynauld, M. Norman Wale. Malheureusement, largement, et je crois que, dans tous les cas, sans exception, à cause de l'horaire chargé, les autres membres du comité, il ne leur a pas été possible de se dégager ce matin pour participer à l'audition de notre mémoire. Ils souhaitent s'excuser auprès de la Commission pour cela.

L'ASDEQ est une association volontaire, d'environ 300 membres, qui a environ une quinzaine d'années d'existence. Lorsque votre Commission a été formée, nous nous sommes immédiatement posé la question, à savoir si nous devions préparer un mémoire, et si oui, quelle en serait la portée?

Je veux, ce matin, souligner le sens qu'il faut donner à notre intervention et celui, surtout peut-être, qu'il faut éviter de lui donner. Une association volontaire regroupant environ 300 personnes compte nécessairement parmi ses membres des gens dont les inclinations personnelles vont dans toutes les directions. C'est la situation commune, je crois, de la plupart des associations, de quelque nature qu'elles soient. Nous nous sommes donc posé la question: Est-ce qu'il était possible pour une telle association, sans se diviser elle-même ou sans générer des débats interminables, de dire à votre Commission quelque chose d'utile sur les sujets qui vous préoccupent?

Je pense qu'il est évident, à la lecture de notre mémoire, que le comité, de même que le conseil d'administration de l'Association, n'ont pas souhaité s'exprimer quant aux grandes options que vous considérez de façon directe. Nous le regrettons, puisque, dans une certaine mesure, cela va rendre votre tâche peut-être plus difficile, ou plus facile, selon les façons d'envisager la chose. Mais il est clair que le but n'est pas d'inciter la Commission à aller dans tel ou tel sens sur le plan des grandes options politiques. Cependant, nous avons été frappés par le fait que ce débat, aujourd'hui comme hier, est occupé par une argumentation abondante à caractère économique. Et nous nous sommes posé

la question à savoir: Est-il possible, pour des gens qui font profession commune de comprendre ou d'essayer de comprendre notre économie? Est-il possible, dans un tel groupe, en dépit de la multiplicité des tendances et des orientations qui existent chez elle, de s'entendre quant au sens à donner à ses arguments et à ses préoccupations, par ailleurs légitimes, dont d'ailleurs tout le monde reconnaît la légitimité? Alors c'est le sens qu'il faut donner aux remarques qui sont contenues dans notre mémoire de même qu'aux remarques que nous allons faire ce matin en réponse à vos questions. Je n'ajouterai rien en guise d'introduction, si ce n'est pour demander, d'abord à John et ensuite à Pierre, de dire quelques mots pour compléter ma présentation. Pierre?

M. Fortin (Pierre): En quelques mots, je crois bien que le message central du mémoire de l'ASDEQ consiste à dire que, à moyen et à long termes, à toutes fins pratiques, quel que soit l'avenir constitutionnel que les Québécois décideront de se donner, il faut envisager l'avenir en toute confiance. On a décidé, John McCallum et moi, de nous partager la tâche de traiter, d'une part, dans mon cas, de l'avenir à moyen et à long terme, et dans son cas des questions de transition pendant la phase d'ajustement de la constitution du Québec et du Canada.

Alors de mon point de vue, à plus long terme, il y a trois raisons principales pour lesquelles un changement d'avenir constitutionnel du Québec aurait relativement peu d'impact sur la performance économique de notre province ou de notre région. La première raison est que le progrès de l'économie du Québec intrinsèque a été assez remarquable dans les deux dernières décennies, à la fois sur le plan du rattrapage de productivité qu'on a fait par rapport au reste du Canada, car depuis 20 ans on a rattrapé à peu près les deux tiers du retard de productivité qu'on avait. Deuxièmement, par un certain nombre d'indicateurs dont on peut constater l'existence. Par exemple, des rapports qui nous disent que 27 des entreprises les plus performantes au Canada, les plus en croissance, sont au Québec; qu'il se fait au Québec, comme un rapport de Price Waterhouse le disait tout récemment, plus de recherche et de développement dans les entreprises du Québec que partout ailleurs au Canada. Tout le monde sait aussi que l'innovation financière au Canada est venue d'abord et avant tout, dans les années 1980, des entreprises financières et des milieux financiers du Québec.

Il reste, bien sûr, la dimension emploi à améliorer, mais à mesure que le Québec va compléter sa transition vers un niveau de productivité comparable au reste de l'Amérique du Nord, l'emploi devrait normalement suivre.

La deuxième raison d'être confiants face à l'avenir, quel que soit l'avenir constitutionnel du

Québec, c'est que les frontières économiques dans le monde moderne transcendent de plus en plus les frontières politiques. À cause en bonne partie premièrement de la liberté presque totale des mouvements de capitaux à travers les frontières politiques, deuxièmement à cause de l'existence de traités bilatéraux et multilatéraux qui font qu'on est dans un monde où les barrières commerciales ne sont plus 40 % à 50 % entre les frontières politiques comme autrefois, mais plus rien que de 5 % environ.

Et enfin, on constate une absence presque totale de corrélation entre la taille des pays d'une part, et leur niveau de vie d'autre part. Si vous prenez les 24 pays membres de l'OCDE, la corrélation est exactement de 0,08, ce qui est à peu près 0.

Troisièmement, la troisième raison pour laquelle il faut envisager un changement constitutionnel, cette fois-ci avec confiance, c'est que la plupart des gens au Québec – et ça, ça transcende quelles que soient les options personnelles sur le plan politique – sont d'avis que le fédéralisme économique au Canada ça ne marche plus tellement bien. D'autres vont plus loin et disent qu'il s'agit même d'un échec économique.

Il y a plusieurs raisons à ça. J'en souligne seulement quatre à la volée. La première raison c'est que les finances fédérales sont complètement hors de contrôle et la plupart des gens d'affaires avec qui j'ai travaillé récemment sont d'avis, vont même beaucoup plus loin, sont un peu radicaux, que le Canada est en train de "s'argentiniser". Alors ça c'est un problème qui, évidemment n'est pas seulement québécois mais aussi canadien.

La deuxième raison de difficultés que posent les politiques fédérales, c'est l'instabilité monétaire qu'elle crée pour l'ensemble du pays, y compris le Québec. Quand on voit des allers et retours de 0,69 \$ à 0,88 \$ dans l'espace de 10 ans de la monnaie canadienne par rapport à la monnaie américaine, il devient extrêmement difficile de planifier des expansions mondiales pour nos entreprises, spécialement des expansions aux États-Unis, parce que de fortes variations du taux de change peuvent, du jour au lendemain, complètement jeter à terre des années et des années d'effort soutenu pour augmenter sa productivité.

Enfin, on fait remarquer – et je conclus là-dessus – qu'il y a des chevauchements assez invraisemblables dans les divers secteurs de politique économique, y compris ceux qui touchent principalement les entreprises comme les secteurs de la recherche et développement et de la main-d'œuvre. Enfin, pour conclure là-dessus, c'est à un point tel que le sondage Sun-Les Affaires qui a été publié dans le journal *Les Affaires*, au mois de mai, disait qu'à quatre à un, les gens d'affaires du Québec disaient que sous l'indépendance politique du Québec, l'économie du Québec aurait une meilleure performance. Je

pense que "la gang" va un peu trop loin. Comme vous le savez, les gens d'affaires sont des gens passablement émotifs qui sont emportés par leur enthousiasme; de dire que quatre à un le Québec va mieux performer sous l'indépendance que sous le système actuel, disons que ça dénote leur inquiétude tellement profonde sur l'avenir du fédéralisme économique actuel qu'ils sont prêts à aller très loin pour améliorer la situation.

En somme, le message, je pense, que le mémoire donne, c'est que la voie est libre sur le plan constitutionnel; on pourrait très bien s'accommoder sur le plan économique d'un fédéralisme renouvelé tout comme d'une indépendance assortie, bien sûr, des liens normaux sur le plan économique avec nos partenaires canadiens.

Le Président (M. Jean Campeau): M. McCallum, il vous reste environ une minute et demie.

M. Forget: Je demande l'indulgence de la Commission pour deux minutes et demie.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est négocié.

M. Forget: Ha, ha, ha!

M. McCallum (John): O.K. j'aimerais utiliser peut-être les deux minutes qui me sont allouées pour mettre en évidence une seule question. À l'heure des changements importants dans notre Constitution, il est peu probable que la règle du simple bon sens économique jouera. Par bon sens économique, j'entends la logique selon laquelle les gens ou les gouvernements n'agiront jamais d'une façon qui leur est dommageable sur le plan économique. Dans la réalité, il est évident que le bon sens ou la logique économique ne constitue pas toujours l'élément déterminant. Si tel était le cas, il n'y aurait jamais ni grève ni guerre. Pourtant, on observe et les grèves et les guerres, même si tout le monde vivrait mieux en les évitant. Il me semble qu'afin de conserver le bon sens économique, les trois conditions suivantes sont fondamentales: une ouverture à la coopération; une bonne connaissance des intentions et des ressources de l'autre partie en cause; et des problèmes à solutionner qui soient simples. Dans cet ordre d'idées, j'oserais avancer que ce sont précisément les trois conditions qui ne seraient pas satisfaites dans le cas actuel. D'abord et avant tout, je crois que beaucoup de Canadiens éprouvent un profond attachement à la notion d'un pays continental du Pacifique à l'Atlantique, et que la prise de conscience soudaine par le reste du pays que le Québec envisage vraiment de "Pakistaniser" le Canada pourrait provoquer une réaction hostile et virulente au Canada anglais. Ce climat créerait sans aucun doute le pire des environnements imaginables au moment d'entamer des négociations couvrant une liste de questions à la fois

très complexes et litigieuses, tels les problèmes territoriaux, la répartition de la dette fédérale, etc. De telles négociations seraient dans le meilleur des cas longues et pénibles et elles deviendraient presque impossibles si l'atmosphère générale tournait à la méfiance.

Il serait extrêmement dangereux et même naïf de supposer que les coûts économiques seront bas, tout simplement parce qu'il est dans l'intérêt de tous qu'ils soient bas. Donc je pense que nous sommes d'accord Pierre, Claude et moi, que les perspectives à long terme pour un Québec indépendant sont très favorables, mais ce sont les problèmes de transition qui nous poseraient probablement de grands problèmes économiques. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. McCallum. Nous passons maintenant à la période de commentaires et questions, et nous débiterons avec M. Charles-Albert Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Votre mémoire indique que ça ne devrait pas être une discussion économique, ça ne devrait pas être un bilan comptable, à savoir qui se balance, parce que, de part et d'autre, on peut interpréter des chiffres. Toutefois, quand on avance plus loin dans le mémoire, on se rend compte que, finalement, qu'on le veuille ou non, on est obligés d'évaluer certaines choses et ça, ça se traduit en dollars et cents. Vous parlez à la page 5 des problèmes de production que nous avons au Québec. Plus loin vous dites, à la page 10: C'est une règle d'or de l'interdépendance avec les autres États, les autres provinces. À la page 12 il y a un passage important, c'est que vous dites que "le Québec est quatre fois plus dépendant des autres provinces".

Finalement, et je vais en passer, vous parlez à la fin, et c'est ça que vous dites entre la supposée force de communication ou de force qu'on aurait de négocier avec les autres parties, que possiblement la rationalité ne jouerait peut-être pas, à savoir que finalement, les autres provinces, l'État fédéral va s'asseoir avec nous puis ils ne peuvent pas se dispenser du Québec, alors que vous semblez dire, et c'est intéressant de la manière que vous le dites: "Lorsque deux ou plusieurs partis se trouvent dans une situation, et je lis à la page 40 où le résultat des choix stratégiques de chacun dépend en partie du comportement des autres, la "rationalité", c'est-à-dire, si l'on veut, le simple bon sens, revêt deux significations entièrement différentes. Cette proposition, qui a presque la valeur d'un théorème, est le plus souvent illustrée par le dilemme des prisonniers".

Dans un premier cas, pour simplifier, vous dites qu'à la fin c'est celui qui va sembler gagner le plus qui va probablement vouloir mettre le plus de poids dans les négociations et quand on pense – ce que vous nous dites – que

le Québec est quatre fois plus dépendant des autres provinces vis-à-vis de ses exportations et de ses importations et qu'on s'est fait dire, messieurs, depuis plusieurs jours: Nous définissons l'autodétermination du Québec et on négociera après... Si je lis votre document, ce que je pense d'ailleurs, c'est pour ça que je le souligne, c'est que ça ne sera pas si facile après, si on n'a pas pu le faire avant et avez-vous une solution à ce moment-là pour permettre, comme vous nous dites: Essayez de vous entendre. Je pense bien que c'est le message que vous voulez nous passer. Essayez de vous entendre, c'est encore ce qui est le mieux. Je me trompe peut-être, mais, dans des paragraphes antérieurs vous semblez indiquer cela.

C'est là qu'est le dilemme. Mais si on le fait avant, il va donc falloir avoir une partie de négociation si on veut quand même définir une Constitution nouvelle pour le Québec. Mais comment y arrive-t-on alors? Quelles sont les suggestions que vous faites à la Commission ici pour que nous puissions nous renseigner? C'est un long préambule pour une question, mais j'ai essayé de faire le sommaire de votre mémoire.

M. Forget: Écoutez, il est clair que ce qui se déroule ici dans le moment est, dans une perspective canadienne globale, le secret le mieux gardé. Et ça, c'est assez curieux. On voit des caméras de télévision, on lit dans nos journaux tous les jours un compte rendu de ce que vous avez fait et ce qui a été discuté devant votre Commission. Donc, il est facile ici au Québec de croire que tout le monde est au courant de ce qui se passe, mais ce n'est pas vrai. Ce qui est étonnant c'est que, lorsque l'on franchit les frontières du Québec et parfois même dans certains segments de l'opinion publique au Québec, tout ceci se révélera éventuellement comme la source d'une immense surprise. Il y a une évolution que vous enregistrez dans vos travaux, encore une fois, qui apparaîtra à nos interlocuteurs d'aujourd'hui et de demain, quelles que soient les options politiques sur lesquelles vous vous entendiez, comme une immense source de surprise. Je cite, toujours dans ce contexte, Machiavel qui a dit: Il ne faut jamais prendre le souverain par surprise. Dans le contexte démocratique dans lequel on vit, le souverain, c'est le public, les électeurs, si vous voulez. Il est clair que ce public, en dehors du Québec, risque d'être immensément surpris par ce qui est en train de se produire entre ces murs. (10 heures)

Vous demandez des suggestions. La première chose à faire, c'est de diminuer ce degré de surprise, d'informer et d'être conscient que, dans le contexte que nous avons connu il y a quelques mois, le contexte du débat sur Meech, nous avons tous pu constater qu'il n'y a pas un excès de générosité dans l'air; l'absence de générosité ajoutée à la surprise fait un mélange assez

explosif. C'est un risque. John a décrit la nature du risque, mais sans vouloir décrire davantage, vous savez, est-ce qu'il y a moyen de gérer le risque? Il y a moyen de le minimiser, il y a des efforts qu'il faut faire pour le minimiser et, encore une fois, quelle que soit l'option que vous reteniez, il ne s'agira pas seulement de la déclarer pour qu'elle s'accomplisse. Cette transition, quelle qu'elle soit, elle doit être gérée, elle doit être préparée, et, à condition de pouvoir assumer cette responsabilité, on peut être plus ou moins optimiste.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Forget. Aux autres membres, je ferais remarquer qu'il y a plusieurs intervenants qui désireraient poser des questions. Alors, peut-être que le préambule pourrait être moins long, à moins que votre question ne soit pas sérieuse, pour qu'on puisse donner le temps à M. Forget de répondre. M. Bouchard, qui sera suivi de M. Dufour.

M. Bouchard: Merci. C'est un mémoire qu'on peut regarder de différentes façons. On peut, d'une part, y lire des indications que: Oui, la souveraineté est possible, il s'agit d'être prudent, il s'agit de bien faire ça, tout ça est dans la manière. C'est un autre mémoire qu'on peut lire sous l'angle: Attention, n'allez pas vous fier aux anglophones du Canada anglais parce qu'ils ne vont pas vous faire de cadeau. Au contraire, ils ne seront pas rationnels. Même si leur intérêt leur commanderait de négocier avec le Québec après pour faire des arrangements convenables, il est possible et même peut-être probable qu'ils ne le feront pas. Donc, pour moi, il y a presque deux mémoires dans ce mémoire. Et je voudrais m'attacher, dans mes questions, à cette hypothèse qu'on ne peut pas fonder une décision politique, actuellement, dans l'attente que le Canada anglais réagira d'une façon rationnelle. Ce serait un drôle de syllogisme vicieux que de dire, n'est-ce pas...

Enfin, vous me direz ce que vous en pensez, et là, j'entre dans les facteurs non économiques, parce que je suis d'accord avec vous qu'il y aura beaucoup de facteurs non économiques. Une drôle d'attitude que de dire: Ils viennent de nous dire non à Meech, ils n'ont pas été très généreux – parce que ce n'était pas grand-chose qu'on leur demandait – mais comme ils vont être encore moins généreux si on décide de faire la souveraineté, il ne faut pas la faire. Il y a quelque chose d'un peu vicieux là-dedans, qui nous condamne à une sorte d'immobilisme, une sorte de paralysie que je qualifierais d'une paralysie marquée par la peur, purement et simplement.

M. Forget: La conclusion que vous suggérez, c'est la vôtre. Ce n'est pas ce que nous disons dans le mémoire. Nous disons dans le mémoire: Voici, il y a une situation qui est, telle qu'on la

voit, une situation de fait. Oublions les arguments ou l'utilisation de ces faits comme argument pour ou contre une option en particulier, il reste que cette réalité mérite d'être respectée. On peut la respecter en décidant de passer outre. On le fait souvent dans la vie. On nous avertit qu'il y a tel ou tel coût, telle ou telle conséquence et on décide que, malgré tout, ça en vaut la peine. Donc, le fait de dire qu'il y a un risque, qu'il y a des liens d'interdépendance, ça n'a pas d'implication nécessaire et directe sur les conclusions. Mais il serait également, à mon avis, répréhensible de dire: Parce que nous voulons faire prendre telle ou telle option, il y a une réalité qui existe néanmoins, et il faut cesser d'y penser.

Ce que nous faisons, c'est tout simplement rappeler que oui, il y a des éléments très intéressants dans l'évolution du Québec, il y a des facteurs de force, il y a des facteurs de confiance dans l'avenir, Pierre l'a décrit rapidement et il pourrait le faire plus longuement. Ce sont des éléments réels, mais il ne faut pas non plus croire que tout va bien dans le meilleur des mondes, que tout est facile, qu'il n'y a pas d'obstacle, parce que c'est se raconter une mauvaise histoire.

Les conclusions qu'on en tire dépendront essentiellement des objectifs qui sont non économiques. Nous affirmons – et je pense que là-dessus c'est assez facile de tomber d'accord – que les projets de changement dans le statut politique n'ont pas pour but de modifier ou d'améliorer le fonctionnement de l'économie comme tel. Ce n'est pas leur but. Tant mieux s'il pouvaient avoir cet effet, tant pis dans une certaine mesure, et là c'est une question à évaluer s'ils avaient un effet contraire, mais ce n'est pas leur but. C'est un autre but et c'est en fonction de ces autres objectifs que les décisions seront prises. C'est ce que nous disions.

M. Bouchard: Est-ce qu'il me reste 30 secondes?

Le Président (M. Jean Campeau): Une minute, M. Bouchard.

M. Bouchard: O.K. M. Forget, dans le mémoire, il y a aussi une thèse qui est aussi exprimée, c'est que, finalement, ce qui va importer le plus, c'est moins la nature de l'objectif à atteindre que les moyens qui seront pris pour y arriver. J'aimerais savoir, pour vous, quels seront les moyens? On dit: Il faut être prudent. Bien sûr, mais au-delà de ce qualificatif général, quels seraient les moyens qui seraient de nature à réaliser, par exemple, l'objectif de la souveraineté?

M. Forget: À très court terme, j'ai indiqué, en réponse à la question de M. Poissant, qu'il y a sans aucun doute une sensibilisation d'un plus

large secteur de l'opinion canadienne à ce qui est en train de se passer. Mais je pense que si on essaie de porter notre regard un peu plus loin, il est difficile de tracer un scénario mais il semble qu'il faut un certain degré de décision, si vous voulez. Nous vivons un débat qui a occupé toute notre vie adulte, tous ceux qui sont autour de cette table. Il faut, à un moment donné, qu'il y ait une certaine indication que ça s'en va dans un sens prévisible et qu'on sait exactement à quoi s'en tenir et qu'on est déterminé à mener l'opération à bon terme. Je crois que la prolongation de l'incertitude, la spéculation sur tous les possibles imaginables, il y a un temps pour ça, mais il y a un temps aussi pour quelque chose d'un peu plus ferme mais d'un peu plus décisif.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour, qui sera suivi de M. Proutx et de M. Béland. M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président, M. Fortin a bien résumé, je pense, le mémoire à la toute fin en disant que l'Association des économistes dit s'accommoder bien ou d'un fédéralisme renouvelé qu'on n'a pas défini, ou la souveraineté-association. Ma question, je voudrais vous faire préciser si mon interprétation de votre réponse est bonne. J'ai l'impression, par ailleurs, que vous optez davantage pour un fédéralisme renouvelé. Et je me réfère à votre dernier paragraphe qui généralement est vraiment l'essence de la pensée. Et je vous le lis: "Sans doute, le Québec, si sa population y est déterminée, peut imposer unilatéralement son option – je pense que tout le monde s'entend là-dessus – mais il doit également être conscient que cette façon de procéder en fixera simultanément le coût et, dans ce contexte, le coût pourrait être élevé." Si le coût est si élevé, à ce moment-là, est-ce qu'on n'a pas, a priori, une espèce de choix?

M. Forget: Écoutez, un choix quant à la façon d'y arriver, au moins. Encore une fois, j'ai l'impression d'être un peu comme un disque brisé, ce genre de transition est très difficile à réaliser de manière à ne pas casser les pots. Mais n'importe quel problème, il y a des façons plus ou moins acceptables de le résoudre.

M. Dufour: Mais le coût serait élevé?

M. Forget: Il pourrait l'être. Si on se désintéresse, comme il me semble que c'est un peu le cas, si on se désintéresse, justement, de gérer cette transition, parce qu'on a le regard fixé sur l'objectif ultime et à long terme, il pourrait être élevé. Il pourrait l'être beaucoup moins si, au contraire, on accorde l'attention voulue à ce problème. Mais il ne me semble pas avoir entendu beaucoup de discussions ou de

préoccupations basées sur ces difficultés de transition.

M. Dufour: Peut-être une question rapide à M. Fortin. Quand vous faites le bilan du Québec d'aujourd'hui, qui est un bilan très positif – et ça je pense qu'on le partage tous, on y a fait référence dans les exposés de départ – est-ce que vous êtes d'accord, par ailleurs, pour dire que ce bilan positif d'aujourd'hui est en partie attribuable à l'ensemble canadien?

M. Fortin: Très certainement. Surtout dans la période où les barrières commerciales étaient de 40 % ou plus autour du Canada. C'est évident qu'avoir un espace économique plus grand que ce qu'on aurait pu avoir si on avait été, par exemple, en 1945, à Québec, ça nous a grandement aidé. Les questions que la Commission pose sont, cependant, tournées vers l'avenir et nous, on dit: Pour l'avenir, le démantèlement des barrières tarifaires et de plus en plus non tarifaires entre les pays fait que, dans un sens, la participation ou non à l'ensemble économique canadien sur le plan politique est moins importante maintenant qu'elle ne l'a été il y a plusieurs décennies. Et c'est la même chose pour tous les pays. D'ailleurs, ce n'est pas du tout étranger au fait qu'il y a une montée des nationalismes qui veulent s'exprimer, dans un grand nombre de pays, même très avancés, à l'heure actuelle.

M. Dufour: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. J'ai l'impression, quand je lis votre mémoire, qu'on dit que quel que soit le statut constitutionnel du Québec, à cause de la globalisation ou, en tout cas, de l'ouverture des frontières, ça ne changera pas grand-chose, parce qu'on va être presque conditionnés entièrement par ce phénomène d'ouverture. C'est un peu l'application du proverbe que quand on est né pour un petit pain, on ne peut pas espérer avoir la boulangerie.

Mais j'ai trois petites questions, la première c'est: Vous n'avez pas l'impression que le coût exorbitant, quand même, de la double structure, à l'heure actuelle, n'est pas trop élevé en fait et qu'il vaudrait peut-être mieux regarder s'il n'y a pas lieu de modifier substantiellement ça?

La deuxième, c'est: Pourquoi, dans votre mémoire, vous confondez l'union économique – peut-être le commerce actuel est-ouest – avec les vertus du fédéralisme? Et la troisième, c'est un commentaire, puis en même temps c'est une question: Si on poussait votre raisonnement au bout, comme on dit, est-ce que ça veut dire qu'à cause de la globalisation des marchés – je reviens avec ça parce que vous le soulevez, puis c'est une réalité aussi, je suis

d'accord – nous n'avons plus besoin d'aucun gouvernement, il serait peut-être préférable d'avoir uniquement des structures multilatérales qui auraient comme responsabilité de surveiller, justement, les règles qu'on aurait établies?

M. Forget: Il faut faire attention, mes collègues pourront compléter, bien sûr. Il faut faire attention de ne pas... J'en suis à votre affirmation qu'à cause de la globalisation, nous n'aurions plus besoin d'aucun gouvernement. – Ça ne vient pas plus près, je m'excuse. Là, ça va? – Il n'y a pas... c'est aller un peu trop loin de dire que les gouvernements sont devenus complètement non nécessaires, puisqu'il y a d'autres éléments dans la vie que l'économie.

Même sur ce plan-là, de toute façon, il faut éviter, je dirais presque, la caricature. Il est clair que ce que l'on voit se dérouler, par exemple, en Europe actuellement, ne rend pas les États nationaux complètement désuets, mais ils diminuent, relativement parlant, leur importance par rapport au rôle qu'ils jouaient dans l'après-guerre, alors qu'ils étaient dominés par une philosophie interventionniste très forte, où chaque pays avait, élaborait des politiques industrielles rivales, strictement basées sur des considérations nationales, alors que nous avons, aujourd'hui, un régime où, dans un très grand nombre de domaines, les directives de la Commission européenne se retrouvent mot pour mot dans la législation nationale.

Donc, c'est clair qu'il y a un changement important, dans l'importance – il faut se répéter – dans l'importance des États nationaux. Ils ne sont pas disparus pour autant. Ils demeurent, à certains égards, significatifs, et la philosophie interventionniste qui les guidait, par exemple, dans des domaines comme la politique agricole européenne dont on entend beaucoup parler aujourd'hui, montre qu'ils ne se sont pas évaporés. Je ne sais pas si ça répond à votre question, mais nous n'avons pas l'intention de faire la démonstration que les États sont devenus insignifiants. Mais ils sont moins importants qu'ils ne l'étaient et ceci a une signification ambiguë sur le plan politique. Ils sont moins importants, donc des mouvements, si vous voulez, pour affirmer la souveraineté – par exemple dans le cas du Québec, c'est vrai, sont plus possibles – mais également sont privés d'une partie de leur contenu.

(10 h 15)

M. Proulx: Mais vous n'avez pas l'impression que... Pourquoi on ne pourrait pas faire évoluer, prenons le mot "souveraineté" comme vous dites – on peut en utiliser d'autres, parce qu'il y en a plusieurs – mais pourquoi ça ne pourrait pas évoluer dans le même sens que les économies évoluent à l'heure actuelle? Si les économies ont évolué au cours des dernières années pour s'adapter justement à ces nouveaux phénomènes-là, et puis quand on fait la discus-

sion moi j'aimerais ça qu'on raisonne la même chose pour les autres points sur ça. Pourquoi la souveraineté, ou l'autonomie, elle non plus n'évoluerait pas dans le même sens, au même rythme que les économies et les règles économiques évoluent? Parce que les règles évoluent! Si elles n'évoluent pas, on va être drôlement poignés tout à l'heure. On va avoir rien que transporté des règles économiques désuètes qui ont causé des problèmes dans la restructuration des pays, comme vous dites, et puis qu'on a vécus depuis l'après-guerre. Si on les transporte au niveau mondial, on n'aura rien corrigé. Ça va rien que devenir un phénomène négatif encore plus gros.

Vous n'avez pas l'impression que ça pourrait tout évoluer ensemble ça? Et que s'adapter justement ces différentes idées là...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Forget, il vous reste juste le temps de dire oui ou non.

M. Forget: Je laisse le soin à M. Fortin.

M. Fortin: Je voudrais dire M. le coprésident tout simplement la chose suivante: c'est qu'il y a quand même des courants à l'intérieur de la globalisation. Il y a aussi des courants de diminution de taille des entreprises. La flexibilité des technologies est beaucoup plus grande maintenant et ça permet... Autrefois, on pensait que notre salut était dans les multinationales et maintenant on pense que le salut est dans les PME, et pas seulement au Québec. C'est la même chose au niveau du secteur public. Un des biens les plus importants pour un pays à l'heure actuelle, c'est la cohésion sociale de ses partenaires économiques. Et vous voyez l'Allemagne, le Japon, la Suède etc. qui sont des pays avec une très grande cohésion sociale.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Béland. M. Béland, je m'excuse mais...

M. Béland: Je vais vous poser une question qui va peut-être vous sembler hypothétique, mais ici on est obligés de faire plusieurs hypothèses. Je voudrais vous parler de la monnaie et j'adresserais peut-être ma question plus particulièrement à M. Fortin.

Si on était amenés, à cause de la mauvaise humeur du reste du Canada, à adopter une monnaie québécoise, j'aimerais avoir vos commentaires. Par rapport à votre mémoire, quand vous dites, comme bien d'autres nous l'ont dit d'ailleurs, que le Québec ici enregistre des excédents commerciaux au titre des livraisons manufacturières, en somme notre balance commerciale est positive. D'autres sont venus nous dire que le Québec enregistre un taux d'épargne qui est supérieur à celui des Canadiens et que son bassin d'épargne par rapport à son produit intérieur brut est supérieur ici à l'ensemble du Canada.

Quand on voit que l'évolution des prix et des coûts nous est favorable, quand on se compare avec le reste du Canada, est-ce que vous ne voyez pas là, premièrement, des éléments qui fondent la confiance pour une monnaie éventuelle québécoise? Et deuxièmement, il me semble avoir déjà vu des études qui se sont amusées à établir que si on avait eu une monnaie québécoise au cours des 10 dernières années, la valeur aurait été supérieure à la monnaie canadienne. Est-ce que vous pouvez répondre à cela?

M. Fortin: Je ne peux pas parler complètement au nom de tous les membres de l'ASDEQ ici, quoique, sur 300, il y en a peut-être 158 qui ont été mes anciens étudiants. Mais peut-être comme Freud veulent-ils pratiquer le meurtre du père. Mais ce que je voudrais dire ici, c'est tout simplement que je pense que, généralement, les membres de l'ASDEQ, comme les autres intervenants économiques ici, sont d'avis qu'il est préférable de conserver une monnaie avec le reste du Canada. Mais le principe fondamental ce n'est pas d'avoir une monnaie commune, c'est d'avoir une monnaie stable. Et il faut placer la stabilité de la monnaie bien avant la communauté de la monnaie. Et je pense que l'option la plus sérieuse que le Québec pourrait adopter de ce point de vue là, c'est de dire: Oui, nous voulons maintenir une monnaie commune avec le Canada, mais à condition que la monnaie canadienne se stabilise par rapport à la devise clé des échanges mondiaux qui est la zone dollar américain.

M. Béland: Sinon...

M. Fortin: Pardon?

M. Béland: Ma question c'est, si on ne réussit pas ça?

M. Fortin: O.K. Sinon, virgule, ha, ha, ha! Je pense que la création d'une monnaie québécoise ne pose aucune difficulté. On l'a toujours dit parmi les économistes québécois, sauf en ce qui concerne une phase de transition délicate qui serait l'établissement de la confiance. L'établissement de la confiance signifierait la fixation pure et simple du taux de change du dollar québécois par rapport à la monnaie canadienne ou à la monnaie américaine, selon le cas. Les économistes québécois ont toujours pensé que c'était le cas et je pense que c'est vrai. Comme nul n'est prophète en son pays, et je peux vous mentionner des études à l'extérieur du Québec comme celle du professeur Laidler, de l'institut C.D. Howe, ou celle de l'ancien gouverneur de la réserve fédérale américaine, M. Heller, qui ont démontré, au fond, que le Canada était parmi les 80 pays qui avaient un grand partenaire commercial, un des trois, je pense, avec les Philippines et le Nigéria, qui n'avait pas un taux de change fixe avec son grand partenaire commercial. Alors,

je pense qu'il n'y a aucun problème de... Il y aurait certainement une phase de transition pour établir la confiance dans cette monnaie-là mais, bien sûr... et il n'y aurait pas de danger pour les épargnes de nos gens qui ont de petites ou de grosses fortunes, à condition que ce système de taux de change là soit rigoureusement suivi, taux de change fixe.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Béland?

M. Béland: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Fortin est un bon utilisateur du temps de la présidence. Mme Rosette Côté, si c'est 15 secondes, 15-15 là, 15 votre question et 15 M. Fortin.

Mme Côté: Oui, rapidement. Moi, j'ai trouvé intéressant que vous démystifiez l'importance de la détermination du choix de l'économie dans le choix du Québec. Je pense que c'est intéressant. Vous dites finalement que la marge de manoeuvre qui est dégagée est la même selon les deux statuts, mais vous parlez de l'attitude des autres provinces. Or, à la page 31, ce que vous dites, c'est que le Québec puise plus dans la cagnotte fédérale que les autres provinces. Donc, il aurait intérêt à nous laisser aller puisqu'il va en avoir plus. Cependant, si je m'inscrivais dans une négociation comme vous en parlez, quelles conditions faudrait-il mettre en place pour négocier ce qui est difficile avec le reste du Canada, c'est-à-dire le caractère distinct ou ce que les gens de théâtre ont appelé le caractère singulier du Québec, si on exclut le goût de la performance économique? Vous n'en avez pas parlé du tout, du tout de ce caractère distinct là.

M. Forget: Écoutez, c'est effectivement en dehors de notre mandat et je ne suis pas sûr de comprendre la nature de la question. Je ne sais pas comment on négocie le caractère distinct. Je ne sais pas ce que vous voulez dire.

Mme Côté: C'est ce qu'on a fait avec le lac Meech, non?

M. Forget: Oui. Alors, ce que vous voulez dire, c'est négocier une reconnaissance institutionnelle d'un objectif politique comme celui-là. Je ne sais pas comment on négocie ça, effectivement. Tout ce que nous essayons de dire ici, c'est que quels que soient les choix qui sont faits de ce côté-là, il n'y a pas, encore une fois, sur le plan économique, de prescription absolument claire qu'il faut une structure politique donnée pour sauver l'économie, entre guillemets. Cependant, il y a des problèmes importants

encore une fois – je m'excuse de me répéter là-dessus – de transition. Les problèmes de transition, j'ai l'impression qu'on en parle très souvent pour dire: Oui, oui, c'est un détail qu'on réglera le moment venu...

Le Président (M. Jean Campeau): À cause de nos règles, je suis obligé de vous interrompre. Je m'en excuse. Nous passons maintenant au groupe parlementaire formant le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: M. le Président, M. Forget, M. Fortin, M. McCallum, merci de témoigner devant nous aujourd'hui. Vous nous présentez un très bon mémoire, mémoire que je qualifierais tout d'abord de réaliste et aussi un mémoire de sagesse, je devrais dire. Vous vous référez à quelques reprises aux recommandations du mémoire de la Chambre de commerce du Québec et je trouve que vous avez parfaitement raison. C'est une référence qui est très intéressante. C'est un des très bons mémoires que nous avons reçus. Vous nous dites dans votre mémoire qu'il faut faire preuve de prudence dans le choix d'un nouveau statut constitutionnel parce qu'il faut protéger la sécurité économique des Québécois; vous nous dites qu'il faut être prudents parce qu'il faut protéger le développement économique du Québec. Mais il y a quelques phrases que j'ai retenues dans votre mémoire qui m'ont beaucoup frappé. La première, c'est celle que M. Poissant a relevée tout à l'heure, il y a quelques secondes à peine, lorsque vous dites dans votre mémoire que le Québec est près de quatre fois plus dépendant des autres provinces et ça c'est une phrase qui est quand même lourde de conséquences.

Deuxièmement, vous nous dites: "Si l'Ontario est de loin le principal marché canadien pour le Québec, l'inverse est peut-être vrai mais à une beaucoup moindre proportion, dans une moindre proportion." Troisièmement, vous nous dites: "Le Québec ne détient aucun monopole sur une technologie, ou sur une ressource originale dont ne pourraient pas se passer ses voisins." Alors, si je mets tout ça ensemble, est-ce que vous voulez dire que l'indépendance du Québec pourrait mettre en cause la sécurité économique des Québécois?

M. Forget: Dans la mesure, M. le ministre, où il serait abondamment clair que le Québec, quels que soient ses choix politiques, a l'intention de demeurer une société ouverte sur tous les plans, y compris sur le plan économique, et dans la mesure où cette affirmation-là est prise au sérieux et que la réciprocité est vraie, il n'y a pas d'implication nécessaire. Autrement dit, on commerce, on peut commercer avec des gens avec lesquels on n'est pas liés de façon indissoluble sur le plan politique. On le fait à tous les jours. Donc, ce n'est pas un empêchement.

C'est un rappel cependant qu'il y a là quelque chose de réel, qu'il y a des emplois liés à ces exportations et que des secousses importantes pourraient être un facteur de perturbation.

Est-ce que ce risque-là se gère? Tous les risques se gèrent en principe. C'est une question de dextérité, d'habileté, de pouvoir de persuasion. Et sur quoi porte la persuasion? Je reviens à mon point de départ, sur une intention manifeste et partagée que cette partie du monde veut conserver une société ouverte, tournée vers l'extérieur, capable de la discipline nécessaire pour conserver son statut concurrentiel dans l'économie internationale et nord-américaine, et si on réussit à en persuader non seulement nous-mêmes mais les autres, il n'y a absolument aucune raison de croire en la catastrophe. Il faudrait dire, et j'aimerais apporter cette nuance, c'est que le chiffre que nous citons, et qui est le seul que l'on puisse citer actuellement, est basé sur les expéditions manufacturières de 1984. Pourquoi si loin en arrière? C'est que ce genre de relevé n'est pas effectué à tous les ans. Il y a probablement une évolution. Il y a une évolution dans le temps. Il est pratiquement impossible de dire quelle est la situation aujourd'hui. Elle est probablement moins biaisée qu'elle ne l'est aujourd'hui, mais M. Fortin a des choses qu'il pourrait ajouter là-dessus.

M. Rémillard: Mais si vous me permettez, peut-être que je pourrais poser la question à M. Fortin aussi, parce que dans votre mémoire, un autre aspect que vous nous dites, c'est que, attention, les réactions du reste du Canada ne seraient pas nécessairement rationnelles. On pourrait avoir des réactions aussi émotives. Et finalement c'est que, ce que les Québécois veulent savoir, c'est est-ce que ces choix constitutionnels, entre autres l'indépendance, pourraient mettre en cause leur sécurité économique, leur niveau de vie? Est-ce que le niveau de vie des Québécois baisserait s'il y avait l'indépendance du Québec?

M. McCallum: Peut-être que je peux répondre à cela. Encore une fois, il me semble qu'il faut distinguer entre une situation où le Québec est un pays et où le Québec a toujours été un pays. Et dans ce cas, le Québec n'aurait aucun problème économique, à notre avis. Mais encore on revient à ce processus de transition, et il me semble que, si les négociations vont mal et si les émotions augmentent, il est bien possible que l'on aurait une longue transition de plusieurs années, ou même d'une décennie pendant laquelle le niveau de vie serait beaucoup plus bas au Québec et dans le reste du Canada, en raison de ces conflits qui ne sont pas logiques ou rationnels, mais qui arriveraient, comme on le voit dans plusieurs situations dans le monde aujourd'hui. Et donc, ma réponse à la question c'est oui, le niveau de vie des Québécois, comme des

Canadiens, pourrait souffrir pendant une longue période de transition, si on ne réussit pas à faire des négociations avec grand succès.
(10 h 30)

M. Rémillard: Monsieur, est-ce que je peux poser ma question aussi à M. Fortin? Lorsque M. Bernard Landry est venu témoigner devant nous, il nous a dit ceci, et je le cite au texte: "Je suis moralement certain que le Canada va négocier une association économique en raison d'une des lois les plus profondes de la science économique: l'intérêt, l'égoïsme des nations, l'instinct de conservation." Est-ce que, M. Fortin, on peut être aussi certain? Est-ce que vous, vous êtes moralement certain de ça, comme M. Landry l'est?

M. Fortin: Moi, personnellement, oui. Mais on discute ici, nous, du temps que ça va prendre aux intérêts pour dominer les passions. On dit que ce temps de transition est incertain. C'est essentiellement ça. Notre message, c'est que oui, l'avenir économique... En fait, le fait que les traités multilatéraux et bilatéraux sur le commerce existent est une police d'assurance pour le Québec à long terme, mais, à court terme, les émotions peuvent dominer les intérêts.

Ce que le message de M. Forget était, c'est qu'il faut, le plus rapidement possible, aller expliquer... Nous, on était tous les trois en fin de semaine à une conférence à l'Université McGill. On leur a dit: Écoutez, les choses sont extrêmement sérieuses, il y a de la lumière au bout du tunnel mais c'est un gros train qui s'en vient, vous êtes mieux de le surveiller parce qu'il s'en vient vite. Les trois quarts de l'assistance sont tombés sur le dos. Ils étaient complètement éberlués de ce qu'on leur disait.

Ce qu'on dit, c'est qu'il faut diffuser l'information le plus rapidement possible sur ce qui s'en vient, puis il faut aussi, du côté québécois, ne pas jouer à l'autruche, se préparer à toutes les stratégies possibles parce que, actuellement, il y a des gens à la Banque du Canada qui travaillent sur l'union monétaire et il y a des gens au ministère des Finances du Canada qui travaillent déjà sur le partage de la dette. Tout le monde sait ça à l'heure actuelle.

M. Rémillard: Si je comprends bien ce que vous nous dites, vous nous dites que, finalement, ce n'est pas tellement l'option, c'est la période de transition qui va être difficile, qui pourrait être difficile. Il faut donc être particulièrement prudent dans les moyens que nous utilisons. D'ailleurs, vous nous le dites dans le mémoire. Tout à l'heure, M. Lucien Bouchard vous a posé une question. J'aimerais peut-être y revenir parce qu'il me semble que je n'ai pas entendu une réponse très claire et ça m'apparaît important. Vous nous dites...

Le Président (M. Jean Campeau): Rapide-

ment, M. Rémillard.

M. Rémillard: Oui. Très bien, M. le Président. Vous nous dites que les conséquences économiques des choix constitutionnels dépendent probablement moins de leur nature que des moyens utilisés pour les réaliser. Alors, quels seraient ces moyens qui seraient le plus susceptibles de garantir la sécurité économique des Québécois?

M. Forget: Écoutez, vous nous invitez un peu à improviser puisque nous n'avons pas créé un comité pour étudier les problèmes de transition. C'est un ensemble de problèmes difficiles.

On a parlé d'information. Ça, c'est presque simplement un prologue à l'exercice véritable. Il est clair que tout ce qui est relié au système monétaire, à l'existence d'une dette importante qui, comme vous savez, est détenue dans des titres à très court terme, doit faire l'objet d'une certaine réflexion. S'il y a dans l'esprit, non seulement des gens à l'extérieur du Québec, mais des Québécois eux-mêmes, des doutes quant aux intentions à cet égard, on sait très bien que les Québécoises plus patriotiques au monde pourraient fort bien être les premiers à se dire: Bien, oui, je suis très patriotique, mais je ne veux pas nécessairement en faire les frais tout seul. Ils pourraient avoir un comportement qui serait déstabilisateur.

Donc, il faut anticiper ces choses-là et pouvoir avoir un certain nombre de plans, de contingences et également affirmer très clairement un certain nombre de choses sur le plan politique. En même temps qu'on fait l'affirmation d'une certaine plus ou moins grande, et peut-être d'un très grand désir d'autonomie et de souveraineté, il faut également être conscient et assumer explicitement les responsabilités qui vont avec. Ce serait ma façon de répondre à votre question, M. le ministre. Il y a certainement, du côté de la situation monétaire, de la dette, etc, des choses auxquelles il faut penser dès maintenant.

Le Président (M. Jean Campeau): Le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, M. Jacques Parizeau.

M. Parizeau: D'abord, je voudrais remercier l'ASDEQ de cette phrase qui est au début de leur mémoire et qui se lit ainsi: "En face d'une utilisation aussi ambiguë, sinon contradictoire, des arguments économiques, l'ASDEQ s'est senti le devoir (...) de rappeler à tous les exigences de l'honnêteté intellectuelle." Je vous remercie de ce rappel à nos devoirs.

J'ai eu beaucoup de difficulté à lire votre mémoire puis à le comprendre. Pourtant, ce n'est pas que je n'aie pas essayé. Je vais vous en donner un exemple par le choix de vos deux scénarios. Le premier scénario, c'est la transmis-

sion des pouvoirs dans la sérénité. Et là, c'est manifestement, je pense, un fédéralisme renouvelé dont on parle: "Suivant les nouvelles ententes constitutionnelles, les pouvoirs de dépenser du fédéral sont substantiellement diminués et le gouvernement central accepte de réduire..." On est toujours dans un fédéralisme. Et là, une des options dont vous parlez, dans le même paragraphe, c'est que le Québec décide de frapper sa propre monnaie. Mais pourquoi est-ce que le Québec frapperait sa propre monnaie dans un système fédéral qui existe encore? Je vous avouerai que je ne suis pas, je ne comprends pas le sens de l'argument.

Scénario 2: rancœur et discorde. On est toujours dans le fédéralisme, sans y être tout en y étant. Par exemple, vous dites: "Pour aboutir à quoi? Un quelconque arrangement préliminaire, peut-être, assorti d'une quantité appréciable de sujets très litigieux." Et là, vous parlez, par exemple, de: "Le partage des dettes et des actifs fédéraux" et "le montant des taxes qui devront toujours être versées à Ottawa." Ça, c'est dans la même phrase. Si on continue de payer des taxes à Ottawa, si Ottawa continue d'être un gouvernement fédéral, pourquoi est-ce qu'on partage ses actifs et ses dettes? On fait ça quand il y a deux pays, pas quand il n'y a qu'un pays. Je vous avouerai que j'ai eu beaucoup, beaucoup de difficulté à saisir le sens de l'argumentation.

De la même façon à la page 24, vous parlez des calculs comptables, de ce qu'on envoie à Ottawa puis de ce qu'on reçoit d'Ottawa et vous dites: Il ne faut pas être naïf, des calculs comme ceux-là ne disent pas tout. "Encore faut-il demander - je cite une de vos phrases - s'il est souhaitable qu'une fédération s'appuie sur des calculs comptables à la lumière desquels toutes les provinces s'interrogent régulièrement sur leur appartenance au pays." Et, après avoir dit tout ça, là, vous nous envoyez six pages de tableaux qui sont essentiellement ça, le partage comptable des revenus qu'on envoie et des dépenses qu'on reçoit. Et pour bien marquer le coût, vous avez un tableau, une analyse tirée d'un ouvrage quant au coût du retrait d'une région par rapport au Canada. Et ça, c'est pour l'année 1981, dont tout le monde sait que c'est une année où les transferts au Québec étaient énormes à cause, en particulier, des subventions à l'importation de pétrole qui sont toutes disparues maintenant. 1981, manifestement, est l'année aberrante. Pourquoi l'avoir retenue pour faire les calculs? Je ne comprends pas.

Je voudrais maintenant passer à cette question de l'argument de la rationalité. Si on décide de faire la souveraineté du Québec, on ne peut pas s'attendre nécessairement à ce que la rationalité économique joue. Je veux bien qu'on appuie ça sur la théorie des jeux et sur le dilemme des prisonniers qui arrive en conclusion. Je ne sais pas pourquoi, d'ailleurs, la théorie des

jeux arrive en conclusion de l'exercice, mais, enfin, ça, c'est autre chose. Nous avons tous lu Neumann & Morgenstern, parfait, mais, enfin. On a un certain nombre d'exemples devant nous qu'il faudrait un peu analyser, si on veut éliminer l'hypothèse de la rationalité. La séparation de la Norvège et de la Suède est un cas fort intéressant où la rationalité a joué parfaitement bien. Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de remarquable de voir, au début des années vingt, quand l'Irlande devient indépendante, après un siècle où ils se sont tirés dessus à coups de fusil avec les Anglais, de voir que pendant 20 ans la livre sterling sera la monnaie de l'Irlande. Et pourtant, s'il y a un endroit où on aurait pu imaginer que la rationalité soit jetée par-dessus bord, c'est bien en Irlande et en Angleterre à cette époque-là.

Alors, moi, je veux bien Neumann et Morgenstern, mais il y a aussi des choses que nous avons devant nous et que nous sommes forcés d'examiner. Je vais renverser votre argument. Il n'est pas évident que la rationalité ne prédominera pas, au contraire, parce qu'on parle d'argent.

Finalement, j'en arrive à la dernière phrase... Je voulais dire à cet égard-là, pour ce qui a trait à la question de la dépendance plus grande du Québec au marché canadien, deux choses. D'abord, le pacte canado-américain de l'automobile qui fait que l'Ontario a une bonne partie de sa production manufacturière qui va vers les États-Unis. Si on enlève l'automobile, nous savons tous que, sur le plan de la dépendance des expéditions manufacturières, l'Ontario est aussi dépendant que le Québec du reste du marché canadien. C'est l'entente canado-américaine sur l'automobile qui fait la différence.

D'autre part, nous savons aussi que depuis 10 ans – et on en a fait état souvent devant nous depuis quelques jours – ce qui s'accroît comme expéditions manufacturières pour le Québec comme pour d'autres provinces canadiennes, c'est le marché international. Ce n'est pas le marché canadien. La dépendance au marché canadien est en train de baisser. La dépendance au marché international augmente depuis 10 ans. Les chiffres qu'on nous a présentés sont tout à fait lumineux à cet égard.

Et je termine avec la dernière phrase du mémoire que certains intervenants avant moi ont soulevée, où vous parlez du coût pour le Québec qui pourrait être élevé si le Québec imposait unilatéralement son option. Et ça, effectivement ça a l'air d'être, c'est le moins qu'on puisse dire, pas très souverainiste comme conclusion, plutôt même le contraire. Mais dans l'avant dernier paragraphe, il y a une phrase qui m'intrigue: "Si cette Commission se borne à dresser la liste des vœux et des aspirations des Québécois sans s'interroger sur la manière de les traduire en réalité dans un contexte autre que celui d'un affrontement, elle aura semé le germe de nom-

breuses déceptions et aura fait en sorte que le coût de n'importe quelle option finalement retenue sera plus élevé qu'il n'aurait dû être." Vous avez l'air de dire là-dedans que, de toute façon, toutes les options de changement, quelles qu'elles soient, il y a un coût. Est-ce que je dois en conclure que c'est un plaidoyer pour le statu quo? Est-ce qu'il y a un coût au statu quo?

M. Forget: M. le Président, combien de temps avons-nous pour répondre à toutes ces questions?

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Deux minutes, M. Forget. On pourrait peut-être vous réinviter.

M. Forget: Alors, je ne sais pas quoi faire en une minute, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous en avez deux.

M. Forget: J'ai ai deux, alors ça va bien. Ça s'en va dans le bon sens. Écoutez, dans deux minutes, d'abord j'aimerais donner la parole à John pour cette question de scénario.

M. McCallum: O.K., M. le Président. Concernant les scénarios, on a écrit: L'avenir contredira probablement l'un et l'autre scénario. Donc, ce qui est important, ce n'est pas le détail des scénarios. Ce qui est important, c'est qu'il y a un scénario où il y a rancœur et discorde, l'autre où il y a la sérénité. Notre proposition, c'est que les coûts économiques pendant la transition seront fonction du degré de sérénité. Et nous prétendons qu'il est bien probable ou bien possible qu'il n'y aura pas beaucoup de sérénité.

Pour le point numéro deux, concernant la rationalité, M. Parizeau donne certains exemples où la rationalité joue. Mais on peut également donner des exemples où la rationalité ne joue pas. Par exemple, aux États-Unis juste avant la guerre civile. Et on peut donner des exemples de chaque côté. Mais le point qui reste, c'est qu'il y a beaucoup d'incertitude économique à ce sujet.

M. Forget: Sur les autres points, M. le Président, brièvement, la question de la compatibilité à double entrée pour décider si le fédéralisme est bon ou mauvais, il est évident, à nos yeux, qu'on ne peut pas établir sur la base de ces bilans la question de savoir s'il est bon ou non de faire la souveraineté ou de ne pas la faire. Je crois que M. Parizeau lui-même serait d'accord qu'il ne faut pas trop lire dans ces bilans. Il est clair que c'est un peu comme de dire: Tous les ans où on paie sa prime d'assurance sur sa maison, si ma maison n'a pas

brûlé, j'ai fait une mauvaise affaire. Ce n'est pas sur cette base-là que l'on s'assure. Ce n'est pas sur cette base-là que l'on entre dans des engagements, quels qu'ils soient.

D'ailleurs, on a vu, durant la période des années quatre-vingt, la balance passer de positif à négatif. Ce que nous disons c'est que ça n'a pas plus de signification aujourd'hui que ça en avait dans le passé. Ce sur quoi il faut s'interroger: Est-ce que la base qui justifie ces transferts est acceptable ou pas? Et rappeler également que, quelle que soit la communauté économique vers laquelle on se dirige, ordinairement, des marchés communs, quels qu'ils soient, sont accompagnés de certains paiements de transfert, puisque toutes les régions d'un marché commun ne bénéficient pas également de l'existence de ce marché. On l'a constaté en Europe où il y a trois fonds de développement régionaux actuellement, financés par la communauté. Donc, même sur ce plan-là, le choix entre souveraineté et fédéralisme, nous amènerait à des situations où des transferts, d'une façon ou d'une autre, continueraient de s'effectuer.

Sur la question de la liste des vœux, et l'agenda de la Commission, ce n'est pas une conclusion comme celle que M. Parizeau vient de tracer qui nous inspire. C'est-à-dire que ce que nous disons, c'est que la Commission fait, à travers le Québec, demande à tout le monde, un peu comme le Père Noël: Qu'est-ce que vous voulez dans l'avenir, sans tenir compte des contraintes, des problèmes de transition et des obligations qu'il faudra assumer pour minimiser ces problèmes de transition. Il y a une possibilité d'être mal compris et de générer et de légitimer des désirs qui ne pourraient pas se réaliser, donc générer un élément qui peut devenir un facteur de perturbation. Nous attirons l'attention là-dessus, ça ne veut pas dire que vous ne devriez pas essayer de dégager des consensus sur ce que les gens veulent. Mais il faut qu'ils soient conscients de l'importance de l'opération.

Le Président (M. Jean Campeau): M. McCallum, M. Forget, M. Fortin, merci d'être venus présenter votre mémoire devant la Commission. Merci aussi aux gens de l'Association des économistes du Québec pour avoir réfléchi sur la question. Je m'excuse de vous avoir peut-être bousculés à l'occasion durant l'audience. Et je suis peu repentant parce que je suis forcé de vous bousculer encore un peu, de vous demander de sortir rapidement pour faire place aux autres intervenants. Nous sommes déjà un peu en retard.

(Suspension de la séance à 10 h 48)

(Reprise à 10 h 52)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous

recevons maintenant l'Association des notaires de Laval, et la durée de l'audience est de 30 minutes. Je vous rappelle le temps d'intervention. MM. les notaires, vous avez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire; il y aura 5 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 5 minutes également pour le groupe parlementaire formant l'Opposition, 10 minutes pour les membres inscrits, les autres membres, et 5 minutes pour la présidence. M. Bruno Trudelle, je présente M. Bruno Trudelle et M. Henri Vinet. C'est M. Trudelle qui fait la présentation? Parfait, vous avez 5 minutes, M. Trudelle.

Association des notaires de Laval

M. Trudelle (Bruno): Merci. Nous tenons à remercier les coprésidents de cette Commission, M. le premier ministre, M. le chef de l'Opposition officielle et tous les autres membres de la Commission d'avoir permis que l'on puisse exprimer notre opinion. L'Association des notaires de Laval existe depuis 1980. Elle a été constituée en corporation en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels.

Longtemps fédérée avec les autres associations de notaires du Québec, l'Association est maintenant autonome. Elle a pour objet l'étude du développement et la défense des intérêts moraux, sociaux, économiques et scientifiques de ses membres. Il y a 125 notaires qui pratiquent ou résident à Laval. L'Association est très active dans les débats sociaux et exerce une présence appréciée auprès du public par des initiatives locales ou en collaboration avec la Chambre des notaires du Québec. L'Association a aidé le présent comité à consulter les notaires de Laval afin de connaître leur opinion sur l'avenir constitutionnel du Québec.

Comme juristes, c'est l'aspect rédactionnel et contractuel qui a attiré notre attention. L'avenir constitutionnel du Québec préoccupe le peuple québécois depuis que la Nouvelle France est tombée sous la juridiction de la couronne britannique. Depuis lors, les citoyens du Québec ont contribué à l'évolution du parlementarisme britannique, tel par exemple un M. Pierre Bédard, leader de la majorité en Chambre, qui, vers la fin du XVIII^e siècle, préconisait la responsabilité ministérielle. Ou encore, on a contribué, par exemple, à clarifier la définition des concepts d'organisation politique tels que "fédération" ou "confédération" qui, à l'époque, étaient un peu flous, par l'établissement d'un modèle canadien en 1867. Et aujourd'hui, on peut dire peut-être que la commission parlementaire d'un nouveau type a contribué aussi à cette évolution.

Donc, à travers cette évolution, l'opinion des notaires de la province a été importante pour la collectivité, croyons-nous. Par exemple lorsque le Bas-Canada réclamait la responsabilité ministérielle, les notaires étaient aux premières

lignes et quatre d'entre eux ont donné leur vie en 1837-1838. Les notaires ont toujours su défendre l'intérêt général du peuple québécois lorsqu'un choix s'offrait à lui, le notariat et le droit civil du Québec étant des symboles vivants de notre distinction en Amérique du Nord.

Aujourd'hui, comme en 1980 d'ailleurs, chaque citoyen québécois sait l'importance du droit constitutionnel et des décisions qu'il nous faudra prendre comme peuple, puisque les négociations qui ont achoppé sur un minimum en juin 1990, nous mènent à une étape cruciale. Les notaires de Laval, qui rencontrent quotidiennement la population depuis plus de 90 points répartis à travers l'ensemble du territoire de notre île, le savent également, eux qui instrumentent environ 50 000 transactions de tout ordre par an, et qui administrent plus de 860 000 000 \$ par an dans leurs comptes en fidéicommis.

D'ailleurs nous vivons la création de corporations, de sociétés, la fusion et des réorganisations d'entreprises, ou encore des liquidations de sociétés commerciales qui ne correspondent plus aux besoins. Ça c'est la vie quotidienne des notaires.

Le comité avait pour mandat de sonder les notaires de Laval sur l'avenir constitutionnel du Québec et de présenter le mémoire. Les notaires de Laval ont bien répondu à cet appel par voie d'un sondage. Ils se sont prononcés en faveur du statu quo à 5 %, en faveur d'une réforme du fédéralisme à 25 % et favorables à la souveraineté à 70 %. Le questionnaire envoyé aux notaires de Laval sollicitait des commentaires sur le choix de l'une ou l'autre des options politiques retenues et prévoyait la tenue d'une assemblée pour fin de discussion. Alors, il ressort des écrits reçus et des opinions émises, une forme de consensus dont voici le résumé.

La grande majorité de ceux qui se sont prononcés en faveur de la souveraineté, préconisait en même temps la tenue d'un référendum à cet effet. Il s'agissait pour eux d'un principe élémentaire de démocratie, le partage, la liquidation du régime fédéral, ou même une possible nouvelle convention bilatérale ne pouvant venir qu'après. Les notaires désirent que la consultation se tienne le plus tôt possible, ce qui n'est pas étonnant puisque leur pratique quotidienne du droit exige qu'ils vérifient d'abord et avant tout le consentement des parties qui vont signer un acte.

L'échec du lac Meech a mis en lumière, d'une façon éclatante, la nécessité d'un divorce avec le Canada anglais, pour poursuivre à notre manière et selon notre propre génie la croissance du Québec à tous les niveaux et à tous les points de vue. Il s'agit ici de l'application du principe toujours valable que nul n'est mieux servi que par lui-même. Les 70 % des notaires qui prônaient la souveraineté, considèrent que cette option était un immense défi, à la fois emballant et plein de promesses d'avenir. Quant à

la rédaction d'un nouveau contrat social, les notaires sont d'avis que plusieurs des maux constitutionnels que nous avons vécus depuis 1867, viennent d'une mauvaise rédaction du British North America Act et de ses modifications. Le manque de clarté, la trop grande place laissée à l'interprétation des tribunaux, sans compter les oublis de formules d'amendements, d'une formule de cession d'une province, et les zones grises déterminant les partages de compétences fédérales, provinciales, démontrent l'absence d'esprit civiliste d'origine française mais plus particulièrement du continent européen.

Comme vous le savez, notre droit civil est basé sur des principes de droit écrit. On pourra y revenir tout à l'heure. Tout texte constitutionnel aurait avantage à s'inspirer fortement des principes de clarté et de logique qu'enseigne aux notaires la pratique quotidienne du droit privé au Québec. Je vous remercie de votre attention.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait M. Trudelle. Nous passons maintenant aux interventions. Première intervention, M. Rémillard. M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors M. Trudelle, il nous fait plaisir de recevoir un premier groupe de Laval. On s'est déjà rencontrés dans d'autres arènes, nous n'étions pas du même côté c'était l'évidence. Vous êtes notaire, vous faites un tas d'actes notariés, de contrats, vous avez l'habitude de cela. D'ailleurs, vous demandez que les prochains textes constitutionnels soient plus clairs dans leur rédaction; ça sera une deuxième question qu'on vous posera tout à l'heure. Mais, dans cet ensemble de contrats notariés, de gestes professionnels que vous posez, vous faites quand même partie d'une société assez distincte à cet égard-là. Vous proposez un divorce. Vous en arrivez à une conclusion de divorce. C'est votre diagnostic. Et vous nous dites que l'ensemble des notaires de Laval préconise cette position-là. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ils arrivent à cette conclusion?
(11 heures)

M. Vinet (Henri): Bien, je pense que c'est, dans un premier temps, l'échec du lac Meech comme première raison. Comme autre raison, on a tout ce qui s'est essayé depuis la Constitution et même avant. C'est-à-dire que ces échecs répétés nous amènent à penser comme, on pourrait dire, la majorité de la population du Québec actuellement: Ça ne marche plus dans la Fédération. Et quand ça ne marche plus, on essaie de s'arranger pour en sortir et de s'organiser pour que ça marche mieux après le divorce.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Vous dites aussi, à la page 7 de votre mémoire: "Les valeurs économiques devraient être subordonnées aux

valeurs politiques, sociales et culturelles." Vous êtes des gens très près du milieu des affaires. Comment en arrivez-vous à cette conclusion-là quand d'autres groupes d'économistes nous donnent d'autres conclusions? Quel est votre rationnel pour cette affirmation?

M. Vinet: Nous pensons que les valeurs politiques doivent primer les valeurs économiques, et je pense que l'existence même de cette Commission en est une preuve évidente puisqu'il s'agit d'une Commission non pas sur l'avenir économique du Québec mais sur l'avenir politique. Nous pensons que ce sont les politiques qui doivent primer et diriger l'économie et non l'inverse. Je peux vous donner un exemple concret. Quand il s'agit d'établir la réciprocité... le traité de libre-échange, pardon, avec les États-Unis par exemple, ça se décide d'abord au niveau politique et c'est de cette façon-là qu'on dit, nous, que le niveau politique prime l'économique et non l'inverse, car si c'est l'économique qui doit primer sur le politique, là on s'en va vers un avenir où finalement c'est la richesse qui va nous guider. Et à ce point de vue-là, on est peut-être mieux de s'associer avec le plus riche et on va être plus sûr d'atteindre notre but, si c'est ce but-là. Mais si c'est le politique qui prime, alors, à ce moment-là, le politique domine l'économique et l'harmonise pour le développement de toutes les possibilités du Québec. Et même si on oeuvre, nous, notaires, dans un milieu d'affaires, ça ne nous empêche pas de mettre le débat au niveau où cette Commission a été instituée pour régler le problème fondamental qui est un problème politique.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais vous affirmez avec beaucoup de sécurité ou de certitude et d'aplomb une position au nom des notaires de Laval. Je suis un petit peu inquiet parce que vous me dites que sur 125 notaires membres de votre Association, 37 ont répondu au sondage. Est-ce que vous estimez que c'est suffisant pour affirmer une position claire en leur nom?

M. Vinet: Je pense qu'il n'est pas question de 135, je pense qu'on est une centaine. Mais on a envoyé...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais ce sont les chiffres que...

M. Vinet: ...et on a communiqué...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): ...ce sont les chiffres de votre mémoire, 125...

M. Vinet: 135, alors 135, on a envoyé à chaque notaire une demande d'opinion; 37 ont répondu. On s'est basé sur ces 37 pour établir notre mémoire en estimant que ceux qui

n'avaient pas répondu ou qui n'avaient pas voulu répondre s'en remettaient, comme en toute démocratie, au choix de ceux qui s'étaient donné la peine de répondre. Et on est un peu en situation de ce qu'on appelle une élection générale à des fonctions publiques. Je veux dire que si le maire Doré est élu par 30 % de la population, on présume que les 70 % qui ne se sont pas donné la peine de voter se ralliaient à la majorité. Ainsi en a-t-il été dans notre coin à Laval pour ce qui est du sondage que nous avons fait auprès de nos confrères.

Le Président (M. Jean Campeau): 30 secondes, M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mon Dieu! Alors, quand vous dites que dans l'éventuelle convention Québec-Canada qui pourrait se faire, quel que soit le choix qu'on fera à l'autre bout, qu'elle devrait être plus claire, quel est la prémisse de votre raisonnement à ce niveau-là? Pourquoi arrivez-vous à cette conclusion-là?

M. Vinet: Bien, la conclusion principale à laquelle on arrive c'est une souveraineté, comme choix politique.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui.

M. Vinet: Et la rédaction d'une constitution, on dit que ça devrait être clair. C'est que, en tant que juristes, on est souvent confrontés avec le droit français, qui est une des caractéristiques du Québec, avec la "common law", et on est confrontés aussi avec le problème de l'envahissement nord-américain de la "common law", et on est obligés, à beaucoup d'égards, de mettre beaucoup de temps à se défendre, d'une certaine façon, de cette affaire-là. Et pour en venir à votre question de clarté, c'est que je pense que les juristes du Québec, en général, vont trouver dans l'élaboration des lois, notamment le Code civil du Québec, plus de clarté que dans la "common law" anglaise. Et c'est dans ce sens-là que, disons, beaucoup de rédactions d'actes importants et constitutionnels au niveau du Canada ne nous semblent pas, à nous, très claires, au point de vue manière de penser et de disposer des choses.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien. Alors, je voudrais vous remercier, et je reste quand même un petit peu perplexe quand vous me dites qu'un niveau d'abstention aussi élevé équivaut à "Qui ne dit mot consent". Et vous prenez pour acquis qu'ils appuient une position qui serait la souveraineté. Si c'est ça, on s'en va vers de sérieux problèmes tout à l'heure. J'espère qu'on aura des consensus beaucoup plus larges et beaucoup plus solides si on veut arriver à un résultat quelconque, parce que, avec ça, moi, je ne vais pas à la guerre, ça c'est sûr.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Bélanger. Mme Jeanne Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonjour messieurs. En fait, votre sondage reflète assez fidèlement ce que les autres sondages nous ont appris, sondages qui ont été publiés dans les journaux au cours des dernières semaines. Alors, même si l'échantillonnage est relativement modeste, je pense qu'il est assez fidèle de la réalité québécoise et des opinions québécoises. Ce que je remarque dans votre sondage, selon qu'on est souverainiste, on pense qu'il s'agit-là d'un défi emballant, et si on est pour le fédéralisme ou le statu quo, on s'interroge sur sa faisabilité, et je vous cite: Ceux qui répondent en faveur du fédéralisme renouvelé "ne voyaient pas trop comment mettre en place le nouveau fédéralisme après l'échec du Lac Meech, cet échec cristallisant à jamais l'idée que le Québec, pour le Canada anglais, ne pouvait être autre chose qu'une province comme les autres, avec les mêmes droits et les mêmes obligations." Alors, je pense que ça traduit assez fidèlement la réalité qui nous confronte aujourd'hui. Deux questions: La première, vous suggérez qu'on devrait tenir un référendum et le plus rapidement possible. Ce référendum devrait se tenir dans quel délai, et quelle devrait être la question? Devrait-elle comporter des hypothèses, fédéralisme renouvelé, ou souveraineté avec association économique? Quel est votre avis là-dessus?

M. Vinet: Je pense qu'au point de vue délai, ça devrait être le plus vite possible après le rapport de la Commission. Je pense que le rapport de la Commission va aboutir, probablement, à certaines vues sur l'avenir politique du Québec, et disons que je suppose un scénario qui serait le suivant: La Commission se prononcerait en faveur de deux thèmes majeurs qui en sortiraient: la souveraineté, la souveraineté-association ou un nouveau fédéralisme. Il pourrait y avoir référendum sur les deux thèmes majeurs que la Commission ici aurait étudiés, à savoir on s'adresse à la population du Québec, et on lui demande: Êtes-vous en faveur de la souveraineté, ou si vous êtes en faveur d'un nouveau fédéralisme?

Mme Blackburn: Selon la conclusion de la Commission, vous pensez que la question pourrait comporter deux volets, si tant est que la Commission conclut qu'il y a deux options possibles, réalisables et réalistes.

M. Vinet: Oui, dans l'hypothèse du scénario que j'invoque, ça pourrait être très bien ça puisque, depuis le début de la Commission, on s'aperçoit de deux tendances majeures au sein de la Commission, et alors la population pourrait décider elle-même entre les deux options. Mais il pourrait y avoir, évidemment, d'autres façons de

questionner, mais l'avantage de celle-ci c'est que ce serait rapidement réglé, et la question serait simple et claire.

Mme Blackburn: Plusieurs organismes qui ont été entendus et qui seront entendus s'inquiètent de l'absence ou du peu de place qu'occupe toute la question du contrat social ou du projet de société dans les débats de la présente Commission.

Est-ce que vous pensez, comme certains nous le suggèrent, qu'on devrait d'abord se pencher sur ce que serait le contrat social au Québec ou le projet de société avant d'aller en référendum ou s'il faut d'abord savoir c'est quoi le choix du Québec avant d'établir son projet?

M. Vinet: C'est évident que, pour nous, c'est d'abord décider du principe fondamental de l'avenir politique du Québec. D'abord, on décide si on sera souverains ou si on va essayer une autre fois – on dit dans notre mémoire qu'on ne voit pas comment on pourrait essayer, après l'échec du lac Meech – de réorganiser cette Fédération qui semble boiteuse depuis longtemps. Donc, d'abord ça. Ensuite, on établit le projet de société dont vous parlez.

Mme Blackburn: D'accord.

M. Vinet: Avec les acquis qu'on a. On ne repart pas à zéro pour le projet de société. Quand même, on est une société distincte avec des acquis. On part des acquis, qu'on n'a aucune raison de penser qu'ils vont être perdus, et, à partir de ça, on bâtit un pays.

M. Trudelle: D'ailleurs, si vous me permettez, une fois que le peuple se sera prononcé, il est possible d'imaginer un régime de transition où toutes les lois fédérales et toutes les lois provinciales déjà en vigueur au Québec continuent de l'être comme telles mais ne seraient modifiées ou abrogées que par la législature provinciale.

C'est sûr que ce contrat social dont vous parlez, nous demandons évidemment qu'on respecte l'esprit civiliste que nous avons toujours eu depuis des siècles ici, deux ou trois, et, en plus, on pourra avoir quelques années peut-être pour se pencher là-dessus, une ou deux, trois peut-être.

Mme Blackburn: Vous parlez de protéger les droits des minorités, les droits acquis. En priorité, quels seraient ces droits à protéger dans une Constitution québécoise? Par exemple, les autochtones qui...

M. Vinet: Je n'ai pas parlé des droits acquis des minorités. Je parlais des acquis de la société québécoise comme telle. Autrement dit, ce que je veux dire, on ne part pas à zéro. Disons que,

globalement et généralement, on a un demi-État, un demi-gouvernement au point de vue de la souveraineté. On part d'une demie. Ce qu'on vise, c'est l'entier et on travaille dans ce sens-là. Voilà notre affaire.

Pour ce qui est des droits de la minorité, je suis en faveur de l'enchâssement dans une Constitution du Québec des droits de la minorité.

Mme Blackburn: Anglophone et des autochtones?

M. Vinet: On ferait une distinction entre les autochtones et les anglophones d'ici en comparaison avec les autres minorités. Évidemment, les autochtones ont des droits acquis, même avant les nôtres, et les anglophones d'ici sont quand même ici depuis assez longtemps pour avoir des droits acquis, qu'ils ont d'ailleurs. On a juste à voir comment ils sont traités au Québec pour savoir qu'ils ont des droits. Mais ce que je... c'est les enchâsser dans la Constitution.

Mme Blackburn: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est malheureusement terminé. Nous passons maintenant à M. Jean-Pierre Hogue. Par la suite, M. Holden et ensuite, M. Bouchard.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je pense que vous auriez avantage à suivre un cours sur la rigueur intellectuelle et la rigueur scientifique, mais, ceci dit, c'est deux professionnels qui se parlent. J'ai regardé, comme les autres, votre mémoire. J'ai quelques questions. Et, en passant, peut-être que pour des juristes et des professionnels, il faudra revenir de l'épisode de Meech. Après Meech, le déluge, c'est fini, c'est terminé. Meech est un épisode. Je me positionne comme vous vous êtes positionnés. Ça serait utile de regarder ça différemment pour des juristes, notaires surtout, vous savez, des hommes de loi.

Vous, au deuxième paragraphe de la page 2, vous avez été longtemps fédérés puis vous êtes devenus maintenant autonomes. C'est ce que vous dites. "L'Association est maintenant autonome." Est-ce que vous êtes souverains ou vous êtes autonomes? Est-ce que vous appartenez encore à la Corporation ou à la Chambre des notaires? La réponse doit être oui. Alors, vous m'expliquerez un peu votre titre de souveraineté autonomiste dans votre groupe de professionnels. Ça pourra aider tout le monde.

(11 h 15)

Je ne reviendrai pas sur la page 7 et la page... Peut-être que je vais revenir sur la page 8. La page 7, notre collègue Bélanger l'a soulevée. Mais je comprends difficilement comment vous vous positionnez quant au droit civil et vous dites: D'un esprit civiliste d'origine française. Il n'y a pas des notaires à travers le monde, et puis il y a des juristes avocats qui

font des contrats, et il me semble que c'est un jugement un peu sévère pour vos collègues avocats. Ceci dit, pour des esprits qui faites des contrats sérieux et qui avez à quantifier des opérations de lumière d'une façon éclatante, la nécessité d'un divorce, vous quantifiez ça lorsqu'il y a divorce et séparation. Ne croyez-vous pas que la population a le droit de savoir, une fois que vous vous êtes positionnés comme vous le dites, ce que la souveraineté pourrait coûter en termes d'ajustement économique, c'est-à-dire en termes de dollars? Et je ne fais pas de chasse aux sorcières, mais puisque vous prenez position d'une façon aussi franche, nette et précise, il serait, il me semble, utile d'entendre vos commentaires quant à ces coûts d'ajustement.

M. Vinet: Pour commencer par votre dernière question, c'est-à-dire se positionner sur le coût de la souveraineté, bien sûr que c'est important, puis j'imagine que, si le Québec devient souverain, il va faire cette opération. Mais nous estimons, nous, que le coût de la souveraineté, est un coût économique qui se fait après une décision qui s'appelle prendre notre liberté politique. Et nous ne pensons pas qu'au stade où en est rendu le Québec au point de vue économique, la souveraineté doit être en fonction de plus ou moins cher.

M. Hogue: Si vous me le permettez, c'est ça le noeud de ma question.

M. Vinet: Oui.

M. Hogue: Dans vos offices, dans vos cabinets, dans votre travail quotidien, vous n'utilisez pas cette approche avec vos clients.

M. Trudelle: Moi, j'aimerais répondre à une question que vous avez posée qui parlait justement de la distinction de notre droit. Les gens ne savent peut-être pas que, en Amérique... On a peut-être tendance à regarder ce qui se passe en Amérique du Nord, mais, à travers le monde, toute l'Amérique du Sud, toute l'Amérique Centrale, toute l'Afrique, enfin, le monde se divise en deux grands courants au niveau juridique: il y a la "common law" et il y a le droit civil. Si on mentionne le droit civil d'inspiration française, c'est que, en France, sous le régime de Napoléon, on a donné un grand coup en codifiant ces lois-là. Mais, en fait, ce droit-là, continental européen qu'on pourrait appeler, dont l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, tous s'inspirent, c'est un droit qui est basé surtout sur le droit canon et qui s'enseignait dans les universités, même au Moyen Âge. Alors que le droit anglais n'a commencé à s'enseigner en Grande-Bretagne même qu'à la fin du XVIIIe siècle, au début du XIXe siècle seulement. Le droit anglais qui a inspiré, évidemment, tous les autres pays ou les...

M. Hogue: Personne ne veut avoir un cours sur ça.

M. Trudelle: Bon. Écoutez, ce que je voulais simplement vous rappeler, c'est qu'il faut arrêter de regarder simplement l'Amérique du Nord et regarder un petit peu dans le monde ce qui se fait.

M. Hogue: Oui, je m'en doute un peu.

M. Trudelle: Là, vous allez vous apercevoir que ces droits-là, dans nos lois, sont inspirés, se retrouvent en Afrique...

M. Hogue: Moi, je vous pose une question face à votre travail professionnel...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue...

M. Hogue: ...et face à votre position ici.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Trudelle...

M. Trudelle: ...si vous me permettez de finir...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, M. Hogue, votre temps est terminé.

M. Trudelle: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Holden.

M. Holden: Merci, M. le Président. Je veux vous féliciter d'être ici, parce que ça m'a déçu que le Barreau n'ait pas présenté un mémoire ni la Chambre des notaires. Vous, peut-être que je ne suis pas d'accord avec votre mémoire, mais vous avez pris la peine de faire en sorte que nous sachions au moins ce que votre groupe pense. Je voulais vous demander: Dans votre quotidien, avec vos clients, avec vos collègues, confrères et consoeurs, est-ce que la question constitutionnelle les intéresse vraiment ou si c'est par exception que des gens comme vous s'y intéressent?

M. Trudelle: Je suis un peu surpris. On m'avait dit à la Chambre des notaires du Québec qu'on présentait un mémoire. On y a également appris qu'il y avait déjà deux sondages qui avaient été faits à la Chambre des notaires et qui reflétaient grosso modo un peu le résultat que nous avons, nous, à Laval. Ceci étant dit...

M. Vinet: Donc, on pense que la Chambre des notaires va probablement produire un mémoire.

M. Holden: C'est trop tard maintenant.

M. Vinet: Pardon?

M. Holden: C'est trop tard pour présenter un mémoire, ici, maintenant.

M. Vinet: Je ne sais pas si c'est trop tard, mais je sais que... C'est trop tard? M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui. Si le mémoire n'était pas entré avant le 2 novembre ou une intention de mémoire bien écrite, c'est trop tard. Est-ce qu'il y a eu un mémo d'envoyé?

M. Vinet: Oui, il y a eu une intention de mémoire. Je dois vous dire quand même que la Chambre des notaires a procédé à un sondage analogue au nôtre. Alors, tous les notaires du Québec ont été consultés et je dois vous dire que j'étais sous l'impression qu'ils viendraient devant cette Commission présenter leur propre mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons vérifier auprès du secrétaire de la Commission et on vous le laissera savoir. M. Trudelle.

M. Holden: Une petite question de plus.

M. Trudelle: Rapidement, je voulais simplement vous dire que le droit constitutionnel nous intéresse, d'autant plus qu'on pense qu'à certains point de vue, on a été lésés, nous, les juristes qui faisons du notariat puisque, comme vous le savez, on n'a pas accès à la magistrature, entre autres. On sait très bien qu'au fond, c'est parce que tout notre droit constitutionnel a été fait en Angleterre au moment de la rédaction de la loi, la British North America Act.

M. Holden: Je suis bien d'accord avec vous que le BNA Act, c'est un désastre pour ce qui est de sa rédaction. Mais quand vous parlez de Code civil, ma compréhension, étant avocat, c'est que le Code civil, c'est plutôt des grands principes, comme l'article 1053. Et, là, on analyse le principe par les cas spécifiques. Si j'ai bien compris, vous voulez une constitution beaucoup plus spécifique, moins de règles générales, moins de grands principes. Est-ce que j'ai bien compris?

M. Vinet: Mieux rédigé que ce que vous venez de donner comme exemple, comme rédaction de la Constitution canadienne. Si vous dites que cette rédaction ne pêche pas par clarté et par facilité d'abord, nous, on pense qu'il y aurait intérêt à ce que ce soit l'esprit français, civiliste, qui devrait rédiger la constitution. On a fait simplement une comparaison que ce ne serait pas tellement difficile à rédiger mieux que l'Acte de

l'Amérique du Nord britannique.

M. Holden: Là-dessus, on est d'accord. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard, si vous voulez intervenir, mais rapidement, une minute.

M. Bouchard: D'abord, je voudrais saluer la présence de mes confrères du notariat. Moi, j'ai pratiqué le droit assez longtemps aussi, une vingtaine d'années dans ma vie, et j'ai eu beaucoup de rapports avec mes confrères notaires. Ce n'est pas insulter mes confrères notaires que de dire qu'en général, ils ont une propension au conservatisme, un peu plus que les avocats en tout cas. Ce sont des gens très soucieux de la sécurité dans tout ses angles, et je suis un peu surpris du résultat du sondage. À ce point de vue, ça nous éclaire encore plus sur les tendances qui sont en train de se manifester au Québec, y compris au sein du notariat et je vous remercie de nous en faire part ici. Cependant, je constate qu'il y a encore, évidemment, c'est normal et tout à fait respectable, une part de notaires, 24 % je crois de ceux qui ont répondu, qui souhaitent une réforme. Ils se contenteraient d'une réforme du fédéralisme. Est-ce que le sondage vous permet d'identifier sur quels points en particulier ceux qui ont ainsi exprimé cette opinion voudraient apporter des réformes? Quels sont les changements qu'ils solliciteraient?

M. Vinet: D'une façon générale, les changements qu'on demandait sont à peu près les mêmes changements qu'on entend depuis le début de cette Commission par d'autres mémoires qui ont été présentés: du genre du rapatriement de tout ce qui touche la culture, rapatriement de tout ce qui touche le social et le maximum au point de vue économique aussi. Bon. Ça a tourné autour de ça. Il y a eu une petite discussion au sujet des conséquences d'une souveraineté au point de vue des relations avec les États-Unis. Il y a eu une discussion assez forte sur la possibilité qu'en devenant souverains, on soit moins forts pour affronter un voisin aussi puissant que celui-ci et les possibilités d'échec, et ça a tourné un peu autour de ça. Là, les notaires se sont séparés à peu près en deux là-dessus. On en donne un petit extrait dans notre mémoire. Mais je voudrais revenir quand même à la question: Les notaires sont des conservateurs. Je dois vous faire remarquer que dans l'histoire du Québec, à une période très cruciale de son histoire qui s'appelle "Les Patriotes", je dois vous indiquer que, parmi les douze qu'on a pendus au Pied du courant, il y avait quatre notaires. Et qu'accuser les notaires de conservatisme au point de vue...

M. Bouchard: Ce qui accroît le mérite que

vous avez de venir aujourd'hui.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Vinet: Je crois, pour répondre à un autre aspect de votre question...

M. Bouchard: Est-ce qu'il y avait des avocats, maître?

M. Vinet: Je n'en ai trouvé aucun.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: Ils ont réussi à s'esquiver avant la fin.

M. Vinet: Mais les avocats peut-être pourront se reprendre à la prochaine décision importante du Québec.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Vinet: On sera avec eux.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Vinet, M. Trudelle, merci d'être venus nous voir ce matin. Merci d'être venus apporter votre contribution à notre réflexion sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

(Suspension de la séance à 11 h 25)

(Reprise à 11 h 28)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous continuons nos travaux, et nous recevons maintenant le Centre canadien d'architecture pour une période de 30 minutes. Pour le bénéfice de nos invités, je me permets de répéter les règles. Vous aurez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire, le groupe parlementaire formant le gouvernement et le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 5 minutes chacun, les autres membres, 10 minutes, avec un maximum de 5 minutes par membre, la présidence disposant d'un autre 5 minutes.

Bienvenue, Mme Phyllis Lambert, si vous voulez bien présenter votre collègue. Vous aurez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

Centre canadien d'architecture

Mme Lambert (Phyllis): Bonjour, monsieur. Je vous présente M. Guy Doré, qui est le directeur associé du Centre canadien d'architecture. M. le Président et membres de la Commission, je vous remercie d'avoir accepté de me recevoir et de me permettre de vous livrer quelques-unes de mes réflexions sur l'avenir du Québec. Je rappellerai d'abord quelques idées maîtresses de mon mémoire, intitulé "L'avenir du Québec repose sur

sa définition et ses visées culturelles", et ensuite j'aborderai les moyens à mettre en œuvre susceptibles d'être le ferment de la société que nous voulons construire.

En premier lieu, nous tenons à rappeler que l'objectif d'un Québec économiquement fort, une nécessité, incontestablement, que d'aucuns reconnaissent, ne peut être atteint sans avoir une confiance profonde en notre société. Croire en sa société, c'est la connaître, la comprendre. C'est une quête humaniste qui doit appuyer et encourager le discours, l'expression culturelle et la créativité.

En second lieu, nous pouvons affirmer que la faiblesse du Canada, même doté d'une constitution nouvelle, vient de l'absence d'une compréhension éthique et culturelle fondée sur un débat humaniste. Ceci nous conduit donc inévitablement à donner la priorité à l'éducation et aux arts dans une perspective humaniste et de grande ouverture d'esprit de manière à jouer un rôle de qualité sur la scène mondiale et à saisir les possibilités qui nous sont offertes par la langue.

Voici les moyens que nous proposons: Premièrement, nous doter, en matière d'éducation, de programmes d'enseignement axés sur la compréhension de l'histoire. Il faut pour cela appuyer cette démarche rigoureuse sur des ouvrages scientifiques encore trop rares, qui analysent et mettent en contexte l'histoire de nos villes, de notre architecture, de nos artistes, de nos institutions. Il me semble prioritaire que nous nous donnions le mandat de produire dans les 10 années qui viennent des ouvrages sur notre culture, à la fois rigoureux et accessibles à tous les membres, non seulement de notre société, mais aussi aux États voisins et aux États outre frontières.

Deuxièmement, il nous faut sortir d'une certaine complaisance et nous ajuster au niveau des standards mondiaux d'excellence. Il est inacceptable que nous ayons un aussi bas niveau de scolarité dans une société aussi avancée que la nôtre. Il faut faire en sorte que nos universités comptent parmi les 10 meilleures en Amérique du Nord. Enfin, nous croyons qu'un soutien largement accru à la création, à la recherche et aux arts est fondamental.

Quatrièmement, notre société, a appris à fonctionner à huis clos et nous ne sommes pas ouverts aux expertises gagnées ailleurs. En même temps, nous devons chercher à accueillir les personnes les mieux formées dans des secteurs variés et les intégrer. Au terme de ce bref exposé, nous rappellerons simplement que, force est de constater que nous sommes constitués d'une population multiculturelle dont les racines remontent à une société de culture et de langue françaises, accueillie sur ce territoire américain par les peuples autochtones. Tout cela constitue notre richesse collective, mais est inévitablement source de conflits. Reconnaissons toutefois que

toute société vigoureuse est formée par des conflits. C'est le conflit qui affine l'âme. Une société dynamique est une société ouverte aux différences et ouverte sur l'extérieur.

Et pour conclure, les sociétés dynamiques sont celles où l'art, les artistes, les chercheurs rayonnent à l'intérieur et à l'extérieur.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Lambert. Alors, nous commençons par M. Jacques Léonard.

M. Léonard: Oui, Mme Lambert, nous connaissons tous votre intérêt pour l'architecture, l'urbanisme. J'ai eu l'occasion, à l'époque, d'échanger avec vous sur ce sujet. Et vous dites dans votre mémoire, succinct mais plein de profondeur, vous rappelez l'expérience de la France révolutionnaire et des États-Unis, et vous dites qu'à partir de là il y a eu un formidable essor qui s'est produit sur tous les plans.

Est-ce que vous croyez que le Québec, un coup réglé son statut, pourrait en arriver à un essor de type comparable, toutes proportions gardées évidemment? Et croyez-vous que la complaisance que nous avons envers nous-mêmes trop souvent pourrait disparaître plus facilement un coup que ces complexes, qui sont bien connus par rapport au passé, seront évacués.

Mme Lambert: J'ai eu un peu de mal à comprendre tout votre propos, mais je crois que votre question est si nous pouvons sortir de notre complaisance au fond.

M. Léonard: Oui.

Mme Lambert: Je crois que si on a un but, si on veut aller quelque part, on sort de cette complaisance. On se fixe un "goal". C'est quand il y a trop de... qu'on ne sait pas où on s'en va, qu'on a une tendance à le faire. Et puis ici je crois aussi qu'il y a le problème de ne pas se comparer avec les autres. On est dans une Amérique tout à fait de langue anglaise, et il faut qu'on se fasse des liens internationaux. Il faut qu'on fasse des liens avec les pays en Europe, les autres pays francophones et aussi les pays anglophones parce qu'on est dans un monde où l'anglais est la langue internationale de fonctionnement. Alors ce n'est pas possible de ne pas fonctionner avec ça. Mais je crois que, vous savez, il y a beaucoup de petits pays qui sont par exemple la Suisse et les pays de ...

M. Léonard: Le Benelux.

Mme Lambert: ... la Scandinavie qui ont des institutions de grande force et une grande ouverture. Alors il faut que nous voyions comment nous pouvons agir dans ce milieu étant une société vraiment distincte, étant une société qui parle le français et qui a une culture - ce n'est

pas uniquement la langue comme nous le savons tous — qui a une culture profondément différente du reste du pays. Comme je l'ai dit, il faut un but et il faut savoir viser le but et y arriver. Et je crois que ça peut changer énormément. On a vu d'ailleurs dernièrement, dans les 15 années qui viennent de passer, un essor fantastique dans notre société.

M. Léonard: Est-ce que vous croyez qu'avoir un accès direct par les relations internationales à d'autres pays pourrait favoriser cet essor ou cette ouverture aux autres pays du monde, plutôt que de procéder, comme on le fait actuellement, via la Confédération canadienne?

Mme Lambert: Moi, je vois ça très bien dans la société dont je suis membre. Par exemple, il y a l'ICOM qui est une association internationale des musées; il y a des sociétés comme ICAM qui est la société internationale des musées d'architecture. Cette ouverture est énorme et fascinante. Nous travaillons aussi de très près avec les organismes aux États-Unis qui regroupent des gens qui sont dans notre domaine. Je parle de mon domaine parce que c'est ça que je connais. Dans l'architecture aussi, il y a quand même une action internationale de connaissance de problématiques de toutes les sortes dans la ville, dans l'architecture et on apprend beaucoup. C'est si on ne sort pas de son cocon qu'on arrive nulle part. La société a toujours marché avec les gens de l'extérieur qui viennent nous réveiller. C'est tout le monde, la civilisation s'est séparée.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Roger Nicolet.

M. Nicolet: Je remercie M. le Président. J'aimerais, bien sûr, profiter de cette occasion pour saluer Mme Lambert, pour saluer ce qu'elle est, pour saluer la position très spéciale qu'elle occupe dans la société québécoise. J'aimerais aussi, bien sûr, vous poser deux questions qui touchent en quelque sorte à votre expérience et à votre cheminement personnel. Vous avez vécu en Europe, vous avez vécu aux États-Unis et vous êtes revenue à votre terre natale, au Québec, où, de toute évidence, vous vous sentez partie. Ceci m'amène à vous demander: comment un Québec, dans l'éventualité d'une affirmation nationale de la société québécoise, peut-il se situer vis-à-vis de ses minorités et principalement la minorité anglophone? De toute évidence, nous trainons un bagage d'incompréhension et souvent de méfiance. Dans la perspective que vous représentez, comment pouvons-nous collectivement établir des ponts permanents entre les communautés culturelles? Dans un deuxième temps, vous parliez du rayonnement de petites collectivités à l'échelle mondiale. Est-ce que vous

ne craignez pas que la réduction des moyens de l'État qui sont quand même importants dans une perspective de soutien d'activités artistiques, que la réduction des disponibilités financières de l'État joue au détriment de cet épanouissement que vous recherchez?

Mme Lambert: Alors, votre première question était... Voulez-vous me la rappeler?

M. Nicolet: La première question touchait au pont à bâtir entre les communautés.

Mme Lambert: O.K. vous m'avez posé cette question au niveau personnel, et puis, effectivement, c'est de cette manière que je veux parler. Je me sens Québécoise, je me sens Montréalaise. Je me sens en partie dans le domaine des artistes, dans le domaine des architectes, dans le domaine des humanistes, le domaine des chercheurs. Que ça se passe en anglais, que ça se passe en français, je suis un peu moins forte en allemand, mais, évidemment je sors d'une... je suis formée un peu partout. Toute mon éducation de deuxième cycle a été passée aux États-Unis et une grande partie en France. Alors, je ne me suis jamais sentie mal à l'aise nulle part. Je suis revenue ici parce que je voyais que c'était une culture qui me fascinait après avoir été partie, et que c'était une culture qui était riche, formidablement riche de ses deux côtés, d'une culture française et d'une culture anglaise, et puis aussi d'une culture nord-américaine, qui veut dire quand même ce que nous avons appris et ce que nous allons apprendre aussi des premières nations, les premiers peuples qui étaient ici. Je crois que c'est très important, dans toute société et dans toute famille, d'avoir des lignes de sang, des lignes de pensée multiples. C'est la diversité qui fait une société, du moment qu'on sait très bien quel est le fondement où nous sommes. Il ne faut pas se sentir ballotés, mais il faut être fermement là. Alors, à cette époque-ci, je crois qu'on doit engendrer cette ouverture.

Pour votre deuxième question, la question de réduction de fonds, vous savez, il faut qu'on réajuste nos façons d'agir et j'ai mentionné justement ces pays qui sont à peu près de même taille au point de vue du nombre de personnes que le nôtre, et ils ont des sociétés, des institutions de grande envergure, des universités qui sont respectées partout dans le monde, et ils ont des musées incroyables. Évidemment ce sont des musées qui ont été fondés bien avant le XIXe siècle. Mais vous savez, nous avons le temps. Et il faut qu'on réajuste nos valeurs, nos façons dont on agit. Je crois que si on veut le faire, c'est possible de le faire. Il y a bien d'autres exemples qui nous le montrent.

M. Nicolet: Je pense que mon temps est épuisé.

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, votre temps est épuisé. M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Mme Lambert, je pense qu'il faut saluer et reconnaître ce que vous êtes ici pour le Québec, et votre témoignage, aujourd'hui, est important parce que vous êtes une artiste et parce que vous êtes anglophone, une anglophone qui est revenue, comme vous venez de le dire, au Québec. Nous, on a essayé de comprendre des choses bien précises, et la question que je vous pose: Est-ce que vous croyez qu'un Québec souverain, c'est-à-dire un Québec ouvert au monde, évidemment, pas refermé sur lui, ouvert au monde, mais seul maître de toutes ses politiques culturelles, plus de chevauchement avec le fédéral, plus de double juridiction, est-ce que vous croyez que ça va favoriser effectivement un développement des arts et de la culture basé sur une forme humanitaire, humaniste, comme vous le dites?

Mme Lambert: Je crois que ça va le favoriser, du moment où les gens ici, que tous les Québécois le veulent fermement. Je crois que c'est la volonté qui fait marcher les choses. Je prends, par exemple, l'exemple du Japon. Voilà un pays, au fond, qui n'a rien au point de vue des ressources primaires. Peut-être beaucoup de poissons mais c'est tout. Et ils ont une grande culture, mais c'est une volonté, c'est une discipline. Et je crois que c'est ça, c'est une discipline qu'il faut amener à notre futur, qui va nous mener, qui va engendrer l'action qui est nécessaire.

M. Turgeon: Donc, une discipline, c'est la confiance en soi, et ça, comme Québécois on peut le développer.
(11 h 45)

Mme Lambert: C'est la confiance en soi, mais c'est une rigueur, une rigueur. Nous ne sommes pas formidablement rigoureux ici. Nos publications sur les arts, les critiques dans les journaux, où on se situe envers nos universités. On est contents d'être 17e, peut-être, ou quelque chose comme ça. Ça, ce n'est pas acceptable. Comme je l'ai dit dans mon mémoire, la situation de l'éducation ici est épouvantable et dans tout le pays ça devient de plus en plus impossible. Je crois qu'on doit vraiment regarder ce que nous devons faire pour être une société qui a confiance en elle.

À Montréal, dans beaucoup de circonscriptions, il y a 20 % des gens qui ont neuf années de scolarité. Mais c'est choquant, ce n'est pas possible! Alors, il faut qu'on mette de l'avant... mais je crois qu'avec la conviction de ce qu'on veut faire... On m'a posé la question un peu avec complaisance et je crois que c'est toujours la même chose. Il faut savoir ce qu'on veut et y aller. C'est ça qui motive les gens. C'est ça qui...

M. Turgeon: Une autre question. Vous êtes architecte. Vous êtes anglophone. Notre camarade, Robert Libman, est aussi architecte. Il est aussi anglophone. Question précise. Est-ce que vous croyez, est-ce que vous craignez qu'un Québec souverain fasse des choses épouvantables à sa minorité anglophone?

Mme Lambert: Pardon?

M. Turgeon: Est-ce que vous croyez qu'un Québec souverain, est-ce que vous pensez qu'il faut craindre un Québec souverain vis-à-vis du traitement qu'il pourrait donner à sa minorité anglophone?

Mme Lambert: Écoutez, le Québec est une minorité au Canada en ce moment. Ce n'est évidemment pas un État francophone pour l'instant.

M. Turgeon: Et si ça l'était?

Mme Lambert: S'il devait l'être... Je crois que j'ai répondu à cette question. Écoutez, moi, je reste, O.K. Je n'ai pas peur de ça. Je suis là.

M. Turgeon: J'ai compris que vous n'aviez pas peur de ça.

Mme Lambert: Non, non. Je n'ai pas peur de ça et je crois que... Vous savez, quand les gens n'ont pas confiance en eux-mêmes, qu'ils ne savent pas où ils se situent, il y a toujours des difficultés. Mais, quand les gens... Les gens avec qui c'est plus facile d'agir et d'interagir sont des gens qui savent qui ils sont et qui ont confiance en eux-mêmes. Ils n'ont pas besoin de se protéger.

Je ne sais pas ce qui se passe. Il y a des détails qu'il faut regarder. Je ne sais pas ce qui se passe dans les autres pays pour... Écoutez, moi, j'avais des amis à New York qui étaient Français. Ils ne parlaient jamais un mot d'anglais. Ils vivaient là-bas. Ce n'était pas très ouvert à la société, mais ils pouvaient fonctionner. Ce n'est pas ça qu'on veut.

M. Turgeon: Non, non.

Mme Lambert: On veut des gens vraiment intégrés à la société.

M. Turgeon: Très bien.

Le Président (M. Jean Campeau): Je donnerais peut-être 30 petites secondes à même la présidence à M. Libman s'il veut ajouter un commentaire.

M. Libman: Un commentaire ou ma question parce que j'ai inscrit une question.

Le Président (M. Jean Campeau): Un commentaire. Il ne me reste plus de temps pour ce bloc.

M. Libman: 30 secondes seulement. Au lieu de poser ma question, je veux dire que depuis que j'ai quitté ma profession, comment j'ai fait pour entrer dans le Parti et j'ai toujours voulu avoir l'occasion que la politique et l'architecture se rejoignent. Il faut dire que l'architecture est la profession la plus intéressante, la plus enrichissante qui existe et, évidemment, pas mal plus calme que la politique. En effet, les désaccords entre les collègues en architecture n'apparaissent pas dans les journaux. C'est une chose à dire.

Juste pour répondre à M. Turgeon, moi non plus, comme architecte et comme anglophone, je n'ai pas peur des conséquences de la souveraineté du Québec, mais il faut toujours se battre pour la meilleure option, nos croyances, qui sont que la meilleure option pour le Québec est la grande famille canadienne. C'est ma réponse à ses commentaires.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Libman. Nous allons maintenant passer à Mme Louise Bégin.

Mme Bégin (Bellechasse): Merci, M. le Président. Mme Lambert, dans votre exposé, vous nous avez dit qu'il fallait mettre l'emphase sur l'éducation et les arts. À l'intérieur de l'éducation, vous avez dit qu'il fallait enseigner l'histoire. Jugez-vous que dans le cadre constitutionnel dans lequel le Québec se trouve actuellement il possède les pouvoirs nécessaires pour mener à bien ces deux secteurs, à savoir l'éducation et les arts?

Mme Lambert: Si on ne sait pas qui on est... Je me souviens de l'époque où on commençait à protéger le patrimoine de Montréal. Les gens ne connaissaient pas leurs bâtiments, ne connaissaient pas leur histoire. Il fallait sortir des documentations très fortes pour faire en sorte que les gens les connaissent. Après ça, les gens commençaient à avoir beaucoup plus confiance en ce qu'était leur société.

Moi, je suis étonnée, qu'il n'y ait pas un livre sur l'architecture du Québec. Certaines choses vont changer, évidemment, avec Montréal 350e, mais il n'y a rien là-dessus. Il y a des volumes à droite et à gauche, mais il n'y a rien qui mette l'emphase là-dessus. Il y a quand même la Commission des biens culturels qui sort des volumes tout à fait magnifiques, mais il n'y a pas d'analyse, il n'y a pas de mise en contexte parce que ça ne se veut pas un volume rigoureux et analytique. Alors, il en faut. Et je peux dire ça sur notre littérature, je peux dire ça sur notre peinture, je peux dire ça sur nos institutions. Tout le long, il y a des petites oeuvres et des choses, mais il n'y a rien de ramassé, il n'y

a rien de force. Et si vous pensez à la France, par exemple, on a toujours compris que les volumes qu'on publiait sur la société, qui mettaient en valeur la France, ils sont réellement à l'extérieur. Ça depuis, je ne sais pas, le XVe ou XVIe siècle. Depuis qu'on a des livres imprimés. Et puis d'autres pays ont compris ça. Je crois que c'est fondamental. Comment est-ce que nous pouvons, quand même, avoir une connaissance des choses en commun du dévoilement de notre histoire? C'est fascinant. Comment est-ce qu'on peut le savoir s'il n'y a pas de documents à la portée de tout le monde, et puis, comme je l'ai dit, pas uniquement chez nous mais à l'extérieur?

Mme Bégin (Bellechasse): J'ai bien compris, Mme Lambert, que vous dites que, présentement, il n'y a pas de livre sur l'architecture, mais rien n'empêche, au Québec, actuellement, de le faire. Peut-être est-ce à vous, Mme Lambert, connaissant votre...

Mme Lambert: Mais c'est quand même...

Mme Bégin (Bellechasse): ...à le faire.

Mme Lambert: Évidemment, on va le faire, mais on va faire certaines choses. On va faire certaines choses, mais ce n'est pas uniquement une organisation, c'est la société. Ce n'est pas uniquement en architecture, c'est en art. Est-ce que vous voyez un livre qui parle du déroulement de l'oeuvre artistique du Québec depuis le XVIIe siècle? Est-ce que vous voyez ça? Non. Il y a certaines oeuvres intéressantes. Il n'y a pas de grand recueil analytique, il n'y en a pas sur notre littérature. Nous avons une littérature fort intéressante. Est-ce qu'il y a des recueils? Non. Il y a toutes ces choses-là. Il faut que nous ramassions des données sur notre société.

Mme Bégin (Bellechasse): Vous dites qu'il n'y en a pas, mais pensez-vous qu'il y en aurait plus dans un Québec souverain?

Mme Lambert: C'est-à-dire qu'un Québec souverain doit, doit absolument, pour agir, mettre ces choses en place. C'est une priorité. Si le Québec est souverain ou pas souverain, il faut le faire.

Mme Bégin (Bellechasse): O.K.

Mme Lambert: Mais, dans un Québec souverain, c'est évident qu'il faut le faire. Comment est-ce qu'on peut aller de l'avant? L'idée de mon mémoire, c'est qu'il faut absolument que nous sachions qui nous sommes, que nous soyions confortables dans notre peau, mais d'une façon très rigoureuse, pas de la petite fantaisie, pour aller de l'avant.

Mme Bégin (Bellechasse): Vous dites que

dans un Québec souverain ou non souverain il faut que ça se fasse.

Mme Lambert: Absolument.

Mme Bégin (Bellechasse): Mais si la Commission décide ou si le peuple décide qu'il faut revoir...

Mme Lambert: Je ne crois pas que c'est la Commission qui va décider.

Mme Bégin (Bellechasse): ...un statut constitutionnel à l'intérieur d'une Fédération canadienne, quels seraient les pouvoirs que vous jugez nécessaires pour que le Québec puisse bien prendre position dans ces secteurs d'activité?

Mme Lambert: Évidemment, il faut un effort, il faut doter les organismes d'art. Il faut un ministère des Affaires culturelles qui soit très fort et qui soit très en avance, qui ait une présence importante. Ça, c'est inévitable, mais aussi un ministère de l'Éducation. Il faut aussi que les gens le fassent pour eux-mêmes. Il faut qu'ils le soutiennent, les gouvernements sont là pour le soutenir, mais il faut que les gens demandent une éducation comme il faut. C'est essentiel. Et je crois que les gens seront motivés à le faire.

Mme Bégin (Bellechasse): Merci, madame. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Bégin. Ça clôt notre rencontre, Mme Lambert. Alors, M. Doré, Mme Lambert, au nom des membres de la Commission, j'aimerais vous remercier d'être venus nous aider à faire un pas de plus dans notre réflexion sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Quant à vous, Mme Lambert, j'aimerais vous donner un message personnel. Pour nous, au Québec, vous êtes un bâtisseur. Merci.

(Suspension de la séance à 11 h 55)

(Reprise à 11 h 59)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous poursuivons nos travaux. Nous recevons maintenant le Congrès hellénique du Québec. C'est un mémoire qui sera entendu pour 30 minutes. Je pense que vous savez déjà les règles du temps alloué à chacun. Alors, M. le président, M. Antypas, si vous voulez bien présenter vos collègues.

M. Antypas (Sotirios): Oui. M. Basile Angelopoulos, avocat; M. André Gerolymatos professeur; Dr Thanassi Katsalkas, et moi-même. Le Dr Thanassi Katsalkas va faire la présentation.

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue à vous quatre. On vous écoute, monsieur.

Congrès hellénique du Québec

M. Katsalkas (Thanassi): Non, je ne suis pas avocat, je suis médecin. M. le Président et membres de la Commission, je voudrais vous remercier de la part de mes collègues pour cette occasion de présenter notre mémoire. Les premiers immigrants grecs sont venus à Québec il y a plus de cent ans. Notre communauté hellénique va, dans peu de temps, commencer le deuxième siècle de sa vie. Dans ce sens, notre communauté fait partie intégrale de la société québécoise. Nous avons des parents qui sont enterrés à Québec et nous avons des enfants qui sont nés à Québec. Alors, nous sommes des Québécois.

Afin de dépister les sentiments et la position de la communauté grecque, le Congrès hellénique s'est chargé de la responsabilité d'explorer les points de vue et opinions de la communauté grecque du Québec, afin de contribuer, éventuellement, à l'établissement d'une nouvelle relation politique entre le Québec et le Canada. À la suite de longues discussions et consultations concernant l'impasse constitutionnelle actuelle, notre communauté y voit deux aspects à considérer: d'une part, l'évolution du Québec en tant que société distincte et, d'autre part, le type de relation que nous désirons pour le Québec avec le reste du Canada. Il va sans dire que les Grecs du Québec peuvent s'identifier historiquement avec les aspirations des Québécois francophones pour préserver et épanouir leur culture et leur langue. En tant que communauté culturelle, nous sommes chargés d'une histoire longue de presque 4000 ans. Alors, pour notre communauté, la question devant cette impasse constitutionnelle est d'examiner les options qui nous sont présentées, c'est-à-dire l'indépendance, la souveraineté avec association économique avec le reste du Canada et le fédéralisme renouvelé.

Notre mémoire est structuré autour des cinq points suivants: le premier, la communauté grecque reconnaît que le Québec est une société distincte et qu'il a le droit de promouvoir ce caractère distinct; le deuxième, la promotion des droits collectifs doit se faire en harmonie et non pas aux dépens des droits individuels; troisièmement, la communauté grecque souhaite que le Québec, à son tour, reconnaisse le caractère distinct de chaque communauté culturelle et qu'il maintienne et augmente son appui financier au développement de chacune d'entre elles; quatrièmement, la communauté grecque, comme les autres communautés culturelles, se considère un membre à part entière de la société québécoise et souhaiterait que la société québécoise reconnaisse ce fait par des actions concrètes; cinquièmement, le Congrès hellénique se prononce en faveur d'un nouveau fédéralisme canadien. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant aux interventions et nous débutons avec M. Jean-Pierre Hogue; tout de suite après, M. Libman.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je suis heureux et honoré de vous rencontrer ici et, surtout, de voir jusqu'à quel point vous êtes socialement impliqués. Je vous pose deux courtes questions, M. le Président nous ayant demandé de rétrécir notre temps. Vous êtes au Québec et vous conservez, et je le vois régulièrement lorsque je fraternise avec vos groupes, vos traditions, vous conservez votre culture, vous conservez votre langue, tout en étant à l'aise de vivre au Québec. Est-ce que nous devrions comprendre que c'est ce que vous demandez au Québec vis-à-vis du Canada? Votre situation, vous, comme communauté grecque dans le Québec, le Québec comme communauté francophone, entre guillemets, comme communauté distincte dans le reste du Canada.

M. Katsalkas: Peut-être que nous devons reculer d'un pas et dire que dès qu'il y a un certain arrangement entre le Québec et le reste du Canada, c'est évident que le prochain pas c'est un arrangement des communautés culturelles avec le Québec.

M. Hogue: Ma deuxième question, qui est aussi très courte. De quelle façon cette nouvelle rationalisation de la distribution des pouvoirs dans ce que vous présentez devrait-elle se différencier de la situation actuelle?

M. Katsalkas: C'est évident, M. Hogue, que nous pouvons... et je crois que je peux diviser votre question en deux questions plus petites. Je crois qu'il y a deux problèmes ici. Le premier problème est comment faire pour que le Québec se sente à l'aise dans la fédération canadienne, et en même temps préserver l'économie du pays. Ce qu'on dit en médecine: Nous devons faire quelque chose de bien, sans faire quelque chose de mal.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Hogue. Nous passons maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'accueille chaleureusement la présence du Congrès hellénique du Québec. On a souvent la fausse perception que la communauté grecque du Québec s'associe exclusivement avec la communauté anglophone. La communauté grecque aujourd'hui est une communauté qui est bien ouverte et qui est bien intégrée, harmonieusement, dans la communauté francophone, mais tout en gardant des liens importants avec les autres minorités et aussi tout en gardant son profond attachement à

sa culture. Mais ma question est la suivante. M. le Président, la communauté grecque, qui est une communauté très fidèle au Canada, quelle sera sa réaction si un jour - je dis si, entre guillemets - le Québec devient souverain?

M. Angelopoulos (Basile): Premièrement, je devrais dire que la fidélité de la communauté grecque au Canada ne veut pas dire qu'on est plus près des anglophones que des francophones. On se voit comme une communauté, on se voit comme des Québécois, comme des Canadiens qui ont certaines idées en ce qui concerne le pays, en ce qui concerne le Québec et en ce qui concerne notre communauté. L'étiquette dont vous avez parlé tout à l'heure d'être proche de la communauté anglophone, je crois, n'est pas justifiée, puisque notre histoire démontre clairement que même avant les lois, par exemple, dans le domaine éducationnel, même avant les lois 101 et les lois 22, etc., nous avons pris l'initiative nous-mêmes de nous immiscer dans le système francophone, puisqu'on croyait que c'était dans ce sens-là qu'on devait aller. Pour retourner à l'autre aspect de votre question, qu'est-ce que la communauté grecque va faire si le Québec devient indépendant, c'est évidemment certain que, comme dans tout groupe, dans toute société, il y aura des éléments un peu extrémistes qui vont peut-être décider de quitter le Québec, peut-être juste avec l'idée d'une telle structure politique. Mais, en général, je crois que les Grecs vont sûrement prendre le temps de comprendre et d'identifier comment leurs intérêts économiques et sociaux vont être servis dans une nouvelle structure politique. Et c'est juste au moment où ces intérêts-là vont être desservis qu'ils vont prendre la décision, soit de quitter ou de rester. Où ils vont aller, je ne sais pas, parce que ce n'est pas une question d'aller... Je ne sais pas s'il va y avoir un Canada par la suite, dans lequel ces gens pourront déménager.

M. Libman: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Nous passons maintenant à M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Je remercie le Congrès hellénique d'avoir présenté un mémoire à cette Commission. C'est très important, comme je le disais même la semaine dernière, que les communautés culturelles participent d'une façon concrète et réaliste à l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Dans votre mémoire, vous parlez, vous faites l'analyse de trois options: l'indépendance, la souveraineté-association et le fédéralisme renouvelé. Vous prenez clairement position pour un fédéralisme renouvelé, mais vous dites en même temps qu'il y a des chevauchements et qu'il y a aussi des dédoublements dans certains secteurs, dans certains domaines, entre le gouvernement

provincial et le gouvernement fédéral. Ma première question est celle-ci: Dans quel domaine le Québec devrait avoir plus de pouvoirs ou l'exclusivité des pouvoirs?

M. Angelopoulos: Je vais commencer par dire que le processus actuel, en ce qui nous concerne, de la façon dont on le voit, c'est plutôt une question de redéfinir ou de rediviser les pouvoirs entre le fédéral et les provinces, et peut-être même dans un sens particulier en ce qui concerne le Québec. La division des pouvoirs que nous avons là a été faite en 1867, alors quelques années plus tard, c'est évident que l'habit ne nous fait plus puis qu'il faut aller voir le tailleur encore une fois. Et je pense que c'est ça le processus dans lequel nous sommes engagés.

Pour la nouvelle division des pouvoirs, ce néo-fédéralisme, c'est certain que le Québec doit avoir tous les pouvoirs, toutes les juridictions qui vont lui permettre d'assurer sa culture, la survie de sa culture, la survie de sa langue et de son caractère distinct. De ce point de vue là, c'est difficile pour nous de vous dire exactement quelles seront les juridictions qui devront être transférées, mais c'est certain, par exemple, que les communications, l'immigration, dont on a déjà discuté longuement, sont des juridictions qui sont nécessaires pour le Québec pour s'assurer de son avenir dans le contexte canadien.

M. Maciocia: Justement, M. le Président, vous avez parlé d'immigration. Est-ce que, d'après vous, le Québec devrait avoir l'exclusivité de choisir ses immigrants qui voudront venir au Québec, l'exclusivité des pouvoirs?

M. Angelopoulos: Ça c'est à négocier.

M. Maciocia: Mais c'est à négocier avec qui?

M. Angelopoulos: Avec le gouvernement fédéral et en même temps il y a... C'est le principe de nous assurer que le Québec, dans le contexte fédéral, soit sûr et à l'aise pour son développement culturel et linguistique. Alors, avant de répondre à ces questions, nous devons nous asseoir et nous devons discuter des principes et des pouvoirs que le Québec doit avoir afin qu'il soit à l'aise dans la Fédération canadienne.

M. Maciocia: C'est justement dans cette hypothèse-là que je posais la question. Est-ce que vous ne croyez pas – étant donné que vous connaissez un peu la situation du Québec, sur la démographie du Québec, sur les possibilités du Québec de garder, disons, son caractère distinct en tant que francophone – est-ce que d'après vous – et la question est très importante, spécialement pour une communauté comme la vôtre qui s'est très bien intégrée au Québec et

qui représente, même sur le côté économique et social, une importance vitale pour le Québec – est-ce que vous ne croyez pas qu'à un certain moment vous devrez plus ou moins nous dire à la Commission si en immigration le Québec devrait avoir l'exclusivité des pouvoirs?

M. Angelopoulos: Oui, la réponse est oui, pourvu qu'en même temps on laisse les Grecs venir à Québec.

M. Maciocia: Pour ça il n'y a pas de problèmes, je crois. M. le président, une autre question. Vous parlez à un certain moment de la souveraineté du Québec. Vous dites que... Vous incitez à penser que la souveraineté du Québec, par opposition aux autres options, puisse entraîner d'autres groupes à rechercher aussi la souveraineté. Et vous parlez des Amérindiens. Quels autres groupes pensez-vous pourront à un certain moment, si une éventuelle souveraineté du Québec venait, pourraient demander la même chose sur la souveraineté culturelle?

M. Angelopoulos: Je crois que pour l'instant les Amérindiens suffisent. Ce qui va se passer dans un Québec souverain est difficile à prévoir. Mais un des groupes qui est clairement un groupe qui a sûrement les mêmes liens historiques avec cette terre ici, peut-être encore plus historique que nous les Québécois ou les Canadiens ou les Grecs. Alors c'est facile de voir ce groupe-là demander une certaine souveraineté à un moment donné.

En ce qui concerne d'autres groupes...

Le Président (M. Jean Campeau): Malheureusement le temps est écoulé. À moins que vous n'ayiez... Vous avez dit que c'était le seul que vous voyiez.

M. Angelopoulos: Le seul, oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, ça me fait plaisir de vous souhaiter à mon tour bienvenue, et peut-être juste pour vous rappeler, vous le savez sûrement, mais peut-être que d'autres membres de la Commission vont l'apprendre, qu'une Québécoise membre de votre communauté, Mme Nadia Assimopoulos, a occupé pendant près de cinq ans le deuxième poste en importance au sein de notre formation politique. Et je dois vous dire qu'elle a occupé ce poste avec brio.

Cela étant dit, j'étais particulièrement, nous étions particulièrement heureux de lire votre mémoire et particulièrement heureux évidemment de cet appui que vous donnez à la reconnaissance des aspirations des Québécois francophones sur le territoire québécois.

Cela étant dit, dans votre mémoire, vous mentionnez, à la page 7, le fait que: "il faut que nous passions d'une situation où "on impose le français" à une situation où, au contraire, "le français s'impose de lui-même". Je suis assez d'accord avec cette orientation où le français doit s'imposer de lui-même, mais qu'est-ce qui vous apparaît être les moyens à privilégier pour que nous arrivions à une situation comme celle-là?

M. Katsalkas: Madame, je dois dire que nous sommes fiers de Mme Assimopoulos...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Katsalkas: ...et...

Mme Marois: Je n'en doute pas.

M. Katsalkas: ...en même temps, je crois que nous devons dire qu'il y a des membres de notre communauté qui ont des difficultés même avec le grec. Alors, si tout d'un coup on vient dire: Dès demain matin, vous allez fonctionner en français. Il y a un problème là-bas. Ce que nous disons ici, c'est que nous devons trouver le moyen d'être un peu plus souple avec ces gens et, en même temps, trouver le moyen de faire enseigner la langue française et de les faire fonctionner dans le milieu français.

Mme Marois: Est-ce que dans ce sens-là vous n'avez pas l'impression que le fait que le français devienne aussi la langue de travail pour la grande majorité peut faire en sorte que ça crée les conditions favorables au fait qu'on ne vise pas cette réalité-là comme une imposition mais comme un fait naturel, normal et devant s'accepter de lui-même, si on veut?

M. Katsalkas: La réponse est oui. Nous devons dire que, comme communauté, nous avons déjà montré que nous avons un degré très haut d'adaptabilité.

Mme Marois: D'accord. Oui, j'en conviens aussi. Deux autres questions. D'abord, un commentaire. À la page 8 de votre document, vous dites: "La communauté grecque souhaite que le Québec à son tour reconnaisse le caractère distinct de chaque communauté culturelle..." Il est peut-être intéressant de se rappeler ici – et c'est la Commission des droits de la personne qui nous le disait – que dans la Charte québécoise des droits, ce qui est tout à fait original par rapport à ce qui se passe dans le reste du Canada, on consacre les droits économiques et sociaux et, entre autres, le droit des minorités ethniques au maintien de leur culture. Ce qui veut dire que non seulement on peut le souhaiter, mais c'est déjà reconnu dans la Charte québécoise des droits et libertés. Cela étant dit,

vosre proposition quant au statut que vous souhaitez pour le Québec dans l'avenir est un fédéralisme renouvelé. M. Maciocia a posé un certain nombre de questions tout à l'heure sur cela.

Moi, ma question est la suivante: Comment, quel est le moyen qui va nous permettre de renouveler effectivement le fédéralisme, compte tenu des échecs que nous avons connus dans le passé, et particulièrement du dernier échec, qui est celui du lac Meech? Quel est le moyen que vous nous recommandez ou que vous imaginez ou que vous souhaiteriez qu'on choisisse pour procéder au renouvellement de la fédération, puisque c'est le point de vue que vous défendez?

M. Katsalkas: Madame, en changeant un peu ce que Louis XIV a dit: C'est un peu difficile d'accepter que après le lac Meech le déluge. Alors, si ça c'est un fait, je crois que nous devons renégocier parce que si nous sommes indépendants, nous devons négocier, si nous avons la souveraineté-association, négocier, et si on reste dans le Canada nous devons encore une fois négocier. Alors, n'importe quoi, nous devons négocier, et peut-être la seule chose qui doit changer, c'est le contexte de nos négociations.

Mme Marois: Est-ce qu'on doit aller chercher un mandat par référendum pour ce faire?

M. Katsalkas: Oui, parce qu'il y a un principe ici de la démocratie. Le principe de la démocratie, c'est que la majorité impose son mandat pourvu qu'on respecte les droits des minorités. Mais, en même temps, je dois dire que si l'indépendance est un fait, je crois que nous ne devons pas nous attendre à ce que les Grecs souhaitent être en ligne pour changer le lendemain leurs passeports canadiens pour des passeports québécois.

Mme Marois: D'accord.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Michel Bélanger.

M. Bélanger (Michel): Un très bref commentaire. Je voudrais féliciter particulièrement la communauté hellénique pour la qualité du texte français qu'elle nous a soumis. Il y a beaucoup de mémoires qu'on doit lire, vous vous en doutez. Il y en a certains qui sont des épreuves pour la vertu et l'intelligence. Celui-là est très bien écrit. Je ne parle ni des conclusions ni du contenu pour l'instant, je parle de la qualité de la présentation. La langue est claire, elle s'entend bien et se comprend bien, elle fait un

changement intéressant par rapport à certains autres, je vous en félicite.

Le Président (M. Jean Campeau): Messieurs du Congrès hellénique du Québec, merci d'être venus apporter votre éclairage à cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

(Suspension de la séance à 12 h 22)

(Reprise à 12 h 26)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît! Nous poursuivons. Nous recevons maintenant l'Association nationale des Canadiens et des Canadiennes d'origine indienne, la section Montréal. Pourriez-vous vous identifier et présenter les gens qui vous accompagnent.

M. Daniel (David Jaykar): Merci. De l'autre côté, Dr Petros, Dr Pinto, Mme Shanta Srivastava, Dr Jakhu, Dr Gowrisankaran et Dr Daniel.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Daniel, vous avez une demi-heure de discussions avec nous. Pour présenter votre mémoire, vous avez cinq minutes et, après ça, il y aura des interventions de la part des membres.

**Association nationale des Canadiens
et des Canadiennes d'origine
indienne (section Montréal)**

M. Gowrisankaran (C.): Je suis M. Gowrisankaran. Je dirai quelques mots. Premièrement, la création d'une Commission non partisane pour explorer l'avenir du Québec après la mort de l'accord du lac Meech est remarquable. C'est une excellente idée. Mais nous regrettons l'exclusion des autochtones ou, autrement dit, amérindiens ainsi que du regroupement des femmes et des minorités particulièrement visibles.

La communauté indienne, pour la plupart, est ici depuis 25 ans. Nous avons choisi de venir ici pour rester au Québec parce que nous aimons la culture française et nous sommes ici par choix. L'avenir du Québec nous concerne également. Nous croyons que le fait français appartient non seulement au Québec, mais qu'il appartient au Canada entier. Quand on voyage en dehors de notre pays, n'importe où, même au Japon, en Chine, le Canada est vu comme un pays bilingue avec le français et l'anglais.

Aujourd'hui, la langue française et la culture française dans notre vie sont, beaucoup plus fortes que, disons, 25 ans avant, non seulement au Québec mais au Canada. Il y a un pourcentage remarquable de jeunes qui apprennent le français dans toute la grandeur de notre pays d'une mer à l'autre. Évidemment, le gouvernement fédéral a fait beaucoup pour fortifier et

développer le fait français au Canada. D'autre part, le Québec a beaucoup contribué et les Québécois et Québécoises continueront à remplir un rôle énorme dans le Canada. Si le Québec devient un pays indépendant, avec la souveraineté-association ou non, nous croyons que le nouveau Canada deviendra un pays unilingue. Évidemment avec un pays anglais, on a beaucoup à perdre. Dans le monde tout entier, la tendance est d'augmenter l'association économique au lieu de former des associations politiques. Ceci est évident en Europe, en Afrique, en Asie, etc. Mais ici, au Canada, nous avons un système fédéral en place, peut-être pas parfait. Pourquoi donc l'abandonner et essayer de le remplacer par un nouveau système, disons, souveraineté-association. Nous croyons fermement que la séparation du Québec du reste du Canada ne saura pas remédier aux maux présents. En fait, cela ne ferait qu'empirer la situation, la traumatisant de la cessation du contrat, l'augmentation et l'inconfort; elle provoquera de plus grands problèmes. Avant de finir, je pense que mon collègue Pinto va dire quelques mots en anglais.

M. Pinto (Francis N.): I would like to add to what Dr. Gowrisankaran said that this Commission should perhaps give big attention to the fact that nationally as well as internationally, we are becoming more and more interdependent. Secondly, that there is a tremendous recognition of the diversity of people, culture and languages. And given this diversity and interdependence, perhaps this Commission should look for a structure of the province which would give the greatest possibility for every individual to evolve and develop. And also for groups to identify themselves and contribute to the development of this province and of this country. Québec has made a tremendous contribution, not only to the development of the people of Québec but also of the whole of Canada.

They have been instrumental in the great events that have taken place in the entire country and I think that Québec has a tremendous role to play in the future, not only of this province but also of the whole country. Therefore, I would very strongly urge that when we make our decisions, the interest of citizens rather than of particular groups be kept in mind so that, whatever parts are shared between the Federal and/or the Provincial Government, the paramount interest would be the interest of the citizens rather than the acquisition of part for the take of acquisition of part. Thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): Thank you, Sir. Nous allons commencer par M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Je remercie M. Daniel du mémoire que vous avez présenté devant cette Commission. Comme je le disais tantôt avec le comité grec, c'est très

important que les comités culturels participent activement à l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Dans votre mémoire... je vais tout de suite aux questions parce qu'on n'a pas tellement de temps à notre disposition. Vous dites, à un certain moment, que le Québec a pu s'épanouir à l'intérieur de la Fédération canadienne d'une façon vraiment très harmonieuse et, ça, on est d'accord. Avec certaines imperfections, probablement, qui sont à l'origine des problèmes qu'on vit actuellement.

Vous dites, à un certain moment, que le Québec a joué un rôle majeur dans le choix des immigrants depuis 1971. Je dois vous corriger juste un peu, je crois que c'est depuis 1978, avec l'accord Cullen-Couture sur l'immigration. Mais vous savez très bien que même avec cet accord, le Québec n'a pas encore la totalité des pouvoirs à l'immigration, parce qu'avec cet accord, il a absolument la possibilité de choisir ses immigrants à l'étranger, des immigrants... Mais les immigrants sur place, les réfugiés et autres, ça relève encore du domaine fédéral. Est-ce que d'après vous, le Québec, dans la situation actuelle – et je crois que vous faites une ouverture pas assez grande, mais assez pour un renouvellement du fédéralisme pour des nouveaux pouvoirs au Québec – est-ce que dans cette condition-là – je pose la même question que j'ai posée au Congrès hellénique – est-ce que, d'après vous, le Québec devrait avoir tous les pouvoirs en matière d'immigration?

M. Daniel: Évidemment, la question de l'immigration est de beaucoup d'intérêt pour le Québec et beaucoup importante. Alors, je pense que mon collègue, M. Pinto, répondra à votre question en anglais.

M. Pinto: Regarding the question of immigration, I think Québec has, since 1971, several agreements with the Federal Government which has given Québec a number of parts in this matter and I think that it is legitimate to say that the social culture and economic perspective of the type of immigrant that comes into this province should give Québec a greater role in not only the selection, but also the training of these immigrants. But, at the same time, we should remember that, given the present context of the Federal Country, the citizen of Québec, an immigrant in Québec is also a future citizen of Canada; therefore, the immigration being totally the responsibility of the province would somehow imply further separation of the province from the rest of the country; therefore, there has to be a balance between the type of causes that are exercised by Québec and by the Federal Government. For instance, the requirement of Security, or of the Health requirement should be the federal responsibility. This is just given as an example. Therefore, it is possible under the present circumstances to negotiate with the

Federal Government to require the powers, which the province thinks, are necessary, in order to have the type of citizen or the type of resident in Québec, that the province wants. Thank you.

M. Maciocia: Monsieur, une courte question. Oui, c'est un autre aspect que je voulais toucher et, M. Daniel, c'est que vous parlez de la formule d'amendement, la formule constitutionnelle. Comment pouvez-vous, après l'échec de l'accord du lac Meech, affirmer que la formule constitutionnelle d'amendement, c'est la voie quasiment royale pour une division plus appropriée des pouvoirs? Vous savez qu'il y a eu l'échec du lac Meech avec les cinq conditions du Québec, puis là, vous nous dites aujourd'hui que l'amendement constitutionnel qui est à l'intérieur de la Constitution actuellement est la voie appropriée ou la voie royale pour la division des pouvoirs, quand on a eu l'échec du lac Meech. Est-ce que... Pourriez-vous nous expliquer un peu dans... très brièvement?

Une voix: M. Jaykar répond à la question.

M. Daniel: Permettez-moi d'expliquer en anglais, s'il vous plaît. I think it is possible to negotiate with the Federal Government and we believe it, the whole question of selection and training should...

Une voix: Peut-être que vous pourrez poser la question encore une fois, s'il vous plaît?

M. Maciocia: Ça va. O.K. Parfait.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Nous allons maintenant passer à Mme Jeanne Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président... êtes là, et vous dire que j'ai le plaisir de compter parmi mes amis un de vos compatriotes, le docteur Guha qui est vice-doyen à la recherche et à l'enseignement à l'Université du Québec à Chicoutimi. Je vais commencer d'abord par corriger ce qui m'apparaît une affirmation qui est fausse dans votre mémoire. Vous dites en page 11 de votre mémoire que le mandat que les "dirigeants actuels du Parti québécois proclament qu'une majorité lors d'une élection provinciale pour le Parti québécois serait considérée comme un mandat pour déclarer l'indépendance." Je comprends que vous ne soyez pas tout à fait au fait du programme du Parti québécois, alors c'est une affirmation qui est fausse et je me permettrai peut-être de vous envoyer, si vous le souhaitez, le programme du Parti québécois. Mais, j'en viens à mes questions, puis j'en aurais plusieurs, mais je vais commencer par une qui m'a un peu taquinée en page 7 de votre mémoire. Vous faites un rapport entre union économique et union politique et vous dites que "l'union

économique suppose qu'il existe une union politique viable au préalable", alors qu'on a une union économique par le libre-échange avec les États-Unis, et il n'y a pas d'union politique. Qu'est-ce qui vous amène à un tel raisonnement? À la page 7 de votre mémoire, 7.03, au point 7.03.

Pendant que vous vous retrouvez dans vos notes, je pourrais peut-être poser une seconde question. Parce que je vois que le temps coule et ça va me... Est-ce que vous reconnaissez qu'il existe quelque chose comme un peuple québécois, et est-ce que vous reconnaissez à ce peuple le droit de s'attendre, le droit d'exiger que les Québécois puissent vivre et s'exprimer en français?

M. Pinto: Yes, I think the answer to that question is itself evident, to be able to have the right to live in French. But I do not see what the connection is between the economic and political union?

Mme Blackburn: Non, c'était une autre question. En fait, il y avait deux questions, revenons à la dernière. Parce que je pense que c'est ce qui est fondamental dans le débat qui nous anime aujourd'hui. Comme Québécois, Canadiens vivant au Québec, reconnaissez-vous qu'il existe un peuple québécois, francophone, et qu'il a le droit de s'attendre et d'exiger que ceux qui habitent son territoire, puissent travailler et s'exprimer en français?

M. Pinto: The answer is evident.

Mme Blackburn: Oui. Vous nous parlez des avantages du fédéralisme, et vous soulignez l'entente conclue entre le Québec et le Canada, en matière d'immigration. Vous n'êtes pas sans savoir que, actuellement, il y a une entente qui élargirait les pouvoirs du Québec en matière d'immigration, qui devait être signée au lendemain de l'échec de l'accord du lac Meech, et qui est toujours en attente, et, selon des informations qui nous sont venues de la table fédérale de l'immigration et du travail, la seule raison qui explique que cette entente ne soit pas signée, c'est parce que le Canada, le fédéral attend qu'il y ait une autre province qui soit aussi prête à signer l'accord, de manière à ne pas laisser l'impression qu'on est en train de négocier à deux. Dans un tel contexte, comment pensez-vous que le Québec puisse maîtriser ses politiques en matière d'immigration, et comment pouvez-vous penser que nous ayons quelque chance d'élargir les pouvoirs du Québec dans d'autres secteurs d'activités tel que vous le mentionnez?

M. Pinto: I think a pose can be shared by a negotiation. Since 1971, there have been three agreements with the Federal Government entered by Québec, by which a pose has been shared,

and I think negotiations are quite possible. The Constitution or the arrangement is not something which has been set in stone, it is a flexible, through which, arrangement which is possible with a mutual trust and a mutual give and take. But the perspective should be the welfare of the region, welfare of the provinces, and the particular interests of each province. So I do not see that we can give any definite suggestions. I do not think this forum is meant for that, I think this has to be explored on the basis of the principles which come out through these deliberations.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Blackburn, votre temps est malheureusement écoulé. Nous passons maintenant à M. Ouellet.

M. Ouellet: M. le Président, merci. Mmes et MM. de l'Association nationale des Canadiens et Canadiennes d'origine indienne, je vous remercie d'avoir eu, non seulement la bonne idée de soumettre un mémoire, mais aussi d'avoir accepté l'invitation de la Commission, et de venir témoigner. Je pense que votre présence ici, à la Commission, ainsi que celle du Congrès hellénique du Québec, ce matin et antérieurement du témoignage qu'a aussi présenté devant la Commission l'Association des hommes d'affaires italo-canadiens constituent des témoignages et des points de vue importants qui doivent être entendus par cette Commission et qui, vous me permettrez de vous le dire, légitime pleinement l'existence de cette Commission. Je sais que certains d'entre vous auraient peut-être aimé siéger alentour de la table mais le fait que les groupes ethniques ont été invités à faire valoir leur point de vue et à venir témoigner devant la Commission dénote d'un esprit de coopération important de la part des membres de la Commission. Je peux vous assurer qu'il y a un souci – je ne peux pas parler pour tous les membres de la Commission, mais certainement pour une très grande majorité de membres de la Commission, c'est ce que j'ai senti – un désir de respecter intégralement les droits de chacun et chacune d'entre vous et de s'assurer que, quel que soit le contexte politique du futur Québec, les droits de ceux et celles qui habitent au Québec seront protégés.

Il y a un aspect de votre mémoire qui m'intéresse et vous avez fait une recommandation et j'aimerais que vous la commentiez un peu plus. Vous avez exprimé certains embarras, certaines inquiétudes quant à la clause "nonobstant" de la Constitution canadienne et vous avez suggéré que notre Commission recommande éventuellement que cette clause "nonobstant" soit retirée de la Constitution dans une ronde constitutionnelle future. Pour le cas où cette clause ne serait pas retirée, vous parlez d'une espèce de Conseil national qui aurait – et c'est à la page 15 si vous prenez votre mémoi-

re – vous parlez d'un Conseil national qui aurait l'unique autorité de justifier l'usage de la clause "nonobstant" et d'interpréter les limites raisonnables. Qu'est-ce que vous voulez dire par ça exactement? Qui serait appelé à siéger sur ce Conseil national et comment voyez-vous, versus les tribunaux, l'existence de ce Conseil national?

M. Singal (Ramesh): Je voudrais me présenter. Je suis M. Ramesh Singal. Je suis un membre de la communauté indienne, alors je vais venir dépanner la communauté si vous le permettez. Merci. D'abord je vais répondre à la première partie de M. Ouellet. La question qui a été posée sur la légitimité de la Commission. La communauté pensait que dans une société il y a un contrat social et dans ce contrat social il est nécessaire que toutes les composantes de la société québécoise en fasse partie. Comme nous avons écrit déjà au bureau du premier ministre et du chef de l'Opposition officielle sur la présence des représentants des comités culturels tels quels, il est normal pour nous de questionner la légitimité d'une commission qui va se pencher sur une question aussi importante que l'avenir politique et constitutionnel du Québec dans laquelle une des importantes composantes, et une composante grandissante, ne sera pas présente. Alors, c'est pour cette raison-là que nous, dans les milieux de communautés culturelles, posons fortement cette question de la légitimité de la Commission.

Finalement, à la dernière phase, quand vous allez écrire votre mémoire, quand vous allez préparer votre rapport pour la présentation et la soumission, à ce moment-là il n'y aura pas vraiment des représentants véritables de notre groupe, des communautés culturelles telles quelles, de l'ensemble des communautés minoritaires, ethniques et raciales, et je trouve que ça c'est une lacune. Alors, il est normal pour un groupe qui est exclu malgré tous les vœux de ces groupes-là d'être présent et de questionner la légitimité de la Commission telle quelle. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Robert Libman, la parole est à vous.

M. Ouellet: Allez-vous répondre à mon autre question? Je m'excuse.

Le Président (M. Jean Campeau): Malheureusement, le temps est écoulé, M. Ouellet, par au moins... par plus que... M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. C'est un grand plaisir d'accueillir ici l'Association nationale des Canadiens et Canadiennes d'origine indienne pour votre présentation courageuse.

Your community has been playing and will continue to play a very important role in our province and our country. I have two short questions. The first. In an eventual Québec

constitution, whether this constitution is compatible with the federal system or whether it is a constitution for a sovereign Québec, this constitution may eventually be that social contract that we are looking for. But within that constitution, one or some of the rights that your community would fight to have in French within that new constitution, would one of these things perhaps be the freedom to choose a language of education for your children? What are some of the rights you would want to see entrenched in a new Québec constitution?

M. Pinto: We would like to see it possible that the fundamental rights be more secure. There would be some kind of authority which would see that individual rights are preserved. Secondly, we would like to see a formative action, specially in regard to minorities and very specifically non-white minorities. Thirdly, we would like to see also that those who are not directly concerned, our community, that the native peoples of this country have important roles to play in the political and economic evolution of this province and of this country. Thank you, Sir.

M. Gowrisankaran: ...right to education in a particular language is very important under the present context.

M. Singal: J'ajouterais peut-être M. Libman, si vous le permettez, que pour la communauté, ce n'est pas le choix qui importe. C'est la possibilité de comprendre l'anglais en plus du français. Ça, ce serait une chose qu'on souhaiterait. Mais, ce n'est pas qu'on s'adaptera au choix entre l'anglais et le français. On reconnaît la nécessité d'ailleurs d'apprendre le français. Vous avez vu la difficulté que la communauté a. Les jeunes, surtout, on souhaiterait qu'ils soient francophones pour s'intégrer carrément dans la communauté québécoise. Alors, ça, il n'y a pas de doute là-dessus et on voulait être clair là-dedans. Merci.

M. Libman: O.K. So it means the entrenchment in a charter of rights without an outstanding clause. My second question is: Do you believe that if Québec became a separate country, separate from the rest of Canada, would there be the same attraction to people from your country of origin to want to immigrate to Québec or would there be more of a tendency to look at the rest of Canada as an ultimate destination?

M. Daniel: Our answer will be yes. It is not the language which attracts us. The country which has it better in a protection of rights and culture and economic opportunities. So, I would say that people from India will be equally attracted to independent Québec. Of course, there will be concern of course, in case there is

no protection of rights. Naturally, if there is more protection in the rest of Canada, naturally people will be attracted to that kind of that world. It is a hypothetical question based on the thing that we have to see what structure is there, whether it is independence or not.

M. Singal: De fait, je pourrais ajouter que la communauté indienne est présente dans tous les pays du monde et un Québec indépendant ne sera pas nécessairement exclu par l'immigration indienne. Alors, les Indiens sont des peuples qui sont voyageurs, qui aiment aller dans différents pays et qui aiment connaître diverses cultures. Alors, un pays indépendant nécessairement n'exclura pas l'immigration indienne. Ça, il faut être certain de ça. Mais, il y a quand même l'affinité linguistique et je ne sais pas si vous la connaissez. Même en Inde, il y a 22 universités qui enseignent le français. Ce sont des universités qui sont soit entièrement ou partiellement francophones aussi. L'Inde fait partie de l'organisme des universités mondiales entièrement ou partiellement francophones. Il y a une partie de l'Inde qui s'appelle Pondichéry qui est francophone. Alors, il y a toujours des personnes, soit qui sont déjà francophones, soit qui veulent se franciser comme moi; j'ai appris le français ici. Je ne parlais pas un mot de français avant de venir ici. Alors, il y a possibilité que ces gens vont continuer d'immigrer, compte tenu de la possibilité et du niveau de vie et de la qualité de vie que le Québec aura à offrir.

M. Libman: O.K. parfait. Alors le critère fondamental c'est l'enchâssement d'une charte des droits et libertés sans une clause dérogatoire.

M. Singal: Bien, on veut participer pleinement et entièrement dans à la société québécoise quel que soit le choix qui est retenu finalement par la population québécoise.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman. À même le temps de la présidence, M. Ouellet, si vous voulez revenir sur votre deuxième question.

M. Ouellet: Vous êtes gentil, M. le Président, mais ce que je demandais c'est que pour le cas où la clause nonobstant ne pourrait pas être enlevée, vous proposez un conseil national. Est-ce que c'est une cour ou est-ce que c'est un organisme indépendamment du système judiciaire. Qu'est-ce que vous proposez exactement?

M. Singal: M. Ouellet, notre préférence sera que la clause "nonobstant" ne soit pas là. Parce que véritablement, si on reconnaît les droits fondamentaux, bien il n'y a pas la clause nonobstant. Mais ceci étant dit, je ne peux pas rentrer dans les détails de cette pensée parce que je n'étais pas là lors de la clôture de ce

détail. Mais je suis sûr que s'il y a des questions, on pourra toujours vous faire parvenir les réponses plus tard. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Daniel, messieurs de l'Association nationale des Canadiens et Canadiennes d'origine indienne, merci de votre contribution à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec et sachez aussi une chose: si M. Larose avait été ici ce matin, il vous aurait dit que tous les membres de la Commission sont soucieux de protéger vos droits. Merci.

M. Singal: ...pas aussi bien compter que M. Larose non plus.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons à 14 heures avec le Conseil québécois du théâtre.

(Suspension de la séance à 12 h 57)

(Reprise à 14 h 11)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames, messieurs, nous continuons nos travaux. Nous recevons maintenant le Conseil québécois du théâtre, et l'audience est d'une durée d'une heure. Je vous rappelle les règles de minutage: 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition, 25 minutes pour les autres membres, avec un maximum de 5 minutes par membre, 5 minutes pour la présidence et 10 minutes pour la présentation du mémoire.

Avant de vous passer la parole, M. Chouinard, je voudrais faire une correction. On m'informe que, ce matin, quand nous avons reçu l'Association des notaires de Laval, la Chambre des notaires avait bel et bien déposé un mémoire à la Commission. C'était le point d'interrogation de ce matin. Alors, M. Holden avait raison. M. Chouinard, si vous voulez bien présenter vos collègues.

Conseil québécois du théâtre

M. Chouinard (Normand): Oui. Alors, M. le Président, vous avez, à ma gauche, Mme Catherine Bégin, qui est comédienne et qui a été présidente du Conseil québécois du théâtre de 1987 à 1990; à ma droite, M. René-Daniel Dubois, auteur, comédien, metteur en scène et président du Centre des auteurs dramatiques, il est également l'auteur du rapport; M. Rémi Boucher, à mon extrême gauche, qui est membre du Conseil québécois du théâtre et directeur de la Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, et, enfin, M. Pierre MacDuff, directeur général du Conseil québécois du théâtre. Quant à

moi, mon nom est Normand Chouinard, je suis comédien et président du même Conseil.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, bienvenue à la Commission politique sur l'avenir du Québec. Vous avez la parole pendant dix minutes.

M. Chouinard: Merci. MM. les Présidents, Mmes et MM. les membres de la Commission. En quoi croyons-nous, en tant que Québécois et Québécoises? Telle est la question fondamentale pour notre avenir, qui devrait précéder toutes les autres, y compris celle touchant la Constitution. En quoi croyons-nous?

Le Conseil québécois du théâtre représente l'ensemble de la communauté théâtrale professionnelle du Québec, administrateurs, auteurs, concepteurs, directeurs artistiques, interprètes, marionnettistes, producteurs, professeurs, enfin, tous les corps de métier, toutes les compagnies de théâtre et l'ensemble des praticiens de théâtre, en somme. Le Conseil québécois du théâtre répond, quant à lui, que les valeurs fondamentales que le Québec devrait défendre au premier chef sont la justice sociale et la culture singulière du Québec. Le Conseil recommande le lancement de toute urgence de la phase 2 de la Révolution tranquille visant à la promotion de cette justice sociale et à la rénovation culturelle et, enfin, à l'indépendance du Québec.

Mme Bégin (Catherine): Le mémoire remis par le Conseil à la Commission constitue un cri d'alarme. Il démontre que les valeurs dominantes d'une partie importante du Québec contemporain, valeurs qui sont celles d'un matérialisme étroit, excluant presque entièrement le recours à l'activité intellectuelle, à l'art et, en général, à tout ce qui ne semble pas permettre l'enrichissement immédiat, ont permis d'écarter pendant plus de 30 ans la définition d'un véritable projet collectif, et que les réalités créées par l'adhésion du Québec à ces valeurs font courir le risque de voir disparaître dans un avenir prochain, en termes d'histoire, les traits distinctifs du peuple québécois, notamment sa langue, si tant est que cette disparition de notre culture ne soit d'ores et déjà amorcée.

M. Dubois (René-Daniel): Il démontre aussi que ces valeurs constituent un frein à une promotion vigoureuse des objectifs visés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Notamment, la reconnaissance effective de l'égalité en dignité et en droit de tous les humains et le devoir d'agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

M. Chouinard: Le Québec est singulier en Amérique du Nord parce que la société québécoise y est la dernière à avoir conservé un caractère essentiellement francophone, d'autres au fil

du temps ayant fini par perdre plus ou moins complètement ce caractère sans que l'État fédéral canadien ait freiné cette érosion, bien au contraire.

M. Dubois: La singularité culturelle du Québec ne saurait se définir uniquement par la francité. Elle est tout autant définie par le caractère combatif, militant de cette francité et par l'importance accordée traditionnellement au mode d'être par opposition au mode d'avoir. L'appartenance à notre culture se définit par l'adhésion au fonds commun de la culture québécoise, lequel fonds est constitué des mémoires et des aspirations de chacun et de chacune, quelle que soit son origine, et s'exprime en français.

M. Chouinard: Daniel Johnson, père, disait en 1965: Il est à noter que l'élément fondamental de la nation n'est pas la race mais bien la culture.

M. Dubois: Le Québec ne peut se définir que culturellement, mais...

Mme Bégin (Catherine): ...mais, si la culture québécoise s'est développée, c'a été davantage par l'investissement personnel des intellectuels, des artistes eux-mêmes et de leurs alliés dans la société, à la mesure de leurs moyens, que par celui de l'État québécois qui aurait pourtant dû être en ce domaine, comme il a réussi à l'être dans d'autres, l'économie par exemple, le représentant privilégié de la collectivité et de ses aspirations. Selon l'UNESCO, une société de moins de 10 millions d'habitants ne peut laisser sa culture se définir selon les seules lois du marché. Elle a besoin, pour se développer, d'un soutien important de l'État. Au Québec, l'essentiel de ce soutien a toujours fait défaut et il continue à faire défaut.

M. Dubois: Les artistes et les intellectuels québécois font face à un État censé supporter leurs actions destinées à assurer la survie et le développement de notre culture, mais doivent réaliser, génération après génération, que les valeurs défendues par cet État nient les leurs.

M. Chouinard: Le Québec n'a jamais réalisé d'investissement massif dans sa culture mais s'est toujours fait accroire, au mépris des faits, que de tels investissements étaient une réalité.

Mme Bégin (Catherine): Toute appartenance à une culture est un combat. Renoncer aux risques encourus du fait de l'appartenance à une culture, c'est renoncer à cette culture elle-même.

M. Dubois: Le combat pour l'épanouissement culturel est inséparable de celui pour la justice sociale. Le Québec est peut-être aujourd'hui plus riche, plus solidaire en apparence et plus rassuré

en surface que jamais. Il n'en est pas moins, selon nous, en profondeur, dans un piètre état, au point que l'espoir semble aujourd'hui difficile à ressentir, particulièrement pour les jeunes. Le nombre croissant de sans-abri, la surpopulation des classes dans les écoles et les collèges, l'appétit affiché depuis quelques années par les Industriels québécois pour les contrats d'armement, les années de retard mises à la promotion du condom par l'État, par pure pudibonderie et en pleine épidémie de SIDA, et l'augmentation de la pauvreté ne constituent que quelques échantillons d'une moisson épeuramment riche dans le portrait du Québec contemporain.

M. Chouinard: Nous croyons qu'il est terrible qu'une société cesse de tenter de toutes ses forces de devenir juste.

Mme Bégin (Catherine): Nous croyons que l'alignement du Québec sur les valeurs américaines repose sur une illusion dangereuse parce qu'il expose aux excès du libéralisme triomphant, mais aussi parce que ces valeurs sont irréconciliables avec la volonté de survie de notre peuple. Un peuple en Amérique du Nord, si ce n'est celui des USA, ce n'est pas rentable, en tous cas, pas selon les normes américaines.

M. Dubois: Qui se souvient de ce que la création du ministère des Affaires culturelles figurait au point un du programme libéral de 1960, celui de la révolution tranquille? Que le père de la révolution tranquille, Georges-Émile Lapalme, trouvait urgent qu'on le lance en grande, ce ministère, en 1959, qu'il parlait de tâche herculéenne pour parler de notre épanouissement culturel? Pas survie, pas vivotement, épanouissement.

M. Chouinard: Qui se souvient que Jean Lesage, fondant le ministère en 1961, pourfendait le matérialisme étroit et parfait de civilisation canadienne-française? Civilisation. Qui se souvient que trois ans plus tard, Lapalme démissionnait du ministère des Affaires culturelles parce qu'on lui refusait les moyens d'accomplir le travail urgent qu'il avait décrit cinq ans plus tôt?

Mme Bégin (Catherine): Qui se souvient qu'en 1976, Jean-Paul L'Allier disait que les 15 premières années du ministère avaient été frustrantes, qu'il disait: Le temps presse, rénovez, multipliez, l'action est urgente? Qui se souvient que son projet à lui aussi a été entermé?

M. Dubois: Poète. Qui se rend compte de ce que le petit choc qu'il ou qu'elle vient de ressentir en entendant le mot "poète" dans cette enceinte, comme si ça n'avait pas de bon sens de prononcer un mot pareil dans une telle enceinte,

que ce petit choc en dit long? Alors que Vaclav Havel est président de Tchécoslovaquie, que François Mitterand écrit, que Soljenitsyne est un symbole, que Lamartine fut ministre et Malraux. Eh oui, Gerald Godin aussi, mais en fin de mandat et sans plus de moyens que ceux qu'ont décriés Lapalme et L'Allier.

Nous croyons qu'il faut cesser de renvoyer dos à dos les hôpitaux, les refuges et les écoles, d'une part, et les arts et les activités intellectuelles de l'autre. Malgré les risques non pas économiques mais culturels que cette option présente, trois raisons fondamentales justifient, selon nous, de faire quand même l'indépendance du Québec. Premièrement, le Québec doit, pour la première fois de son histoire, poser un geste collectif et positif d'affirmation et d'affranchissement.

Mme Bégin (Catherine): Deuxièmement, le Québec doit trouver sa place parmi les siens au milieu des nations de moyenne importance, en tant que conciliateur, en tant que nation industrielle non dominante, pacifique et écologique.

M. Chouinard: Troisièmement, il faut, dans la mesure où le Québec décidera de se perpétuer, de décrocher de l'ensemble canadien, ce qui signifie lui donner pleine juridiction sur tous les leviers nécessaires à la maîtrise de sa culture singulière, dans la mesure seulement où le Québec a l'intention d'utiliser ces leviers et non de les laisser dormir. Si le Québec n'a pas l'intention de faire sa révolution culturelle, accéder à l'indépendance signifierait l'accélération de notre assimilation aux États-Unis.

Mme Bégin (Catherine): L'histoire enseignant la prudence, il est un autre risque à l'endroit duquel nous voulons mettre en garde. Un Québec souverain continuerait-il à supporter un courant social démocrate, surtout s'il entreprenait encore une fois de faire la démonstration adressée au modèle étatsunien de sa capacité d'être un habile gérant?

M. Chouinard: La primauté du discours économiste, prétendu inquestionnable par ses promoteurs, doit recevoir une réponse.

Mme Bégin (Catherine): Premièrement, le développement économique est un outil destiné à permettre de se doter des moyens de remplir une tâche. Au Québec, cette tâche à assurer est la survie de notre mémoire ancestrale, le développement et le rayonnement de notre culture et l'établissement d'une société juste et ouverte sur le monde.

M. Dubois: Deuxièmement, le développement économique du Québec a été rendu possible par la mise en branle de la Révolution tranquille

soutenue par l'ensemble de la société. Les victoires remportées par quelques-uns, supportés par tous doivent profiter à la collectivité entière.

Mme Bégin (Catherine): Ce dont la culture singulière du Québec a le plus besoin, c'est d'un débat clair et net.

M. Chouinard: Que voulons-nous défendre, et quel prix sommes-nous prêts à payer pour défendre ce que nous prétendons être essentiel? Ce sont les seules questions vraiment fondamentalement urgentes pour le moment, parce que ce sont les seules auxquelles notre réponse, quelle qu'elle puisse être, ne sera éventuellement plus en mesure de rien changer, de toute façon, avant longtemps.

Mme Bégin (Catherine): Le management ne crée rien, il gère. Dans les meilleures conditions, il peut supporter la création. Mais celui qui domine la pensée de nos dirigeants fait le contraire, il tue l'espoir. Si le Québec veut non seulement vivre mais se développer culturellement, il a besoin d'espoir. On ne fait pas un pays avec rien que des marchés.

M. Dubois: L'écrivain Vercors disait: "L'humanité n'est pas un état à subir, c'est une dignité à conquérir." Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. La première intervention sera faite par M. Boulérice, qui est le suppléant de Mme Louise Harel.

M. Boulérice: Merci M. le Président. Je me permettrai, en entrée en matière, un bref commentaire et forcément quelques questions. Vous devez bien vous douter que j'ai lu avec beaucoup d'attention et beaucoup d'intérêt votre mémoire, étant porteur de ce dossier de façon quasi ininterrompue depuis cinq ans à l'Assemblée nationale. Vous avez cité bien des livres blancs, mais j'ai remarqué malheureusement que vous en aviez omis un, qui a été celui qui a été lancé par le Dr Laurin, qui a été ministre d'État au Développement culturel, et qui avait été écrit sous la supervision du professeur Dumont, qui est président de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Donc, je pense qu'il aurait eu quand même mérite de le citer.

Je ne vous cacherai pas que vous avez eu des propos qui ne m'ont pas blessé, mais peut-être un peu heurté quant à ma formation politique. J'aimerais juste rappeler, amicalement, que lorsque nous sommes arrivés – ma formation politique – au pouvoir, le budget de la culture représentait 0,42 %, lorsque nous avons quitté il était à 0,75 %, et aujourd'hui il est à 0,77 %. Et que, malheureusement, j'allais dire "vous" mais je vais plutôt dire "nous" puisque je m'associe toujours à vos luttes, nous n'avons pas encore atteint le 1 %.

Ceci dit, mon questionnement, à l'instar du Conseil de la culture de la Montérégie et du Mouvement national des Québécois, vous liez le choix politique des Québécois à la nécessité de définir un projet collectif. Pour qualifier ce projet-là vous employez justement cette formule que je trouve intéressante, qui est "phase 2 de la Révolution tranquille". De plus, vous avancez que ce projet collectif devrait se fonder sur deux objectifs primordiaux, la justice sociale, la révolution culturelle, ça c'est à la page 64, je crois, de votre mémoire.

Est-ce que vous pourriez peut-être élaborer un petit peu sur la nécessité de définir un projet commun pour tous les Québécois. Qui, quand, quoi?

M. Dubois: Ce que nous croyons, peut-être que ça répondra à la première partie de votre commentaire, M. Boulérice, c'est que d'une part les variations infimes en regard des besoins des domaines culturel et intellectuel, depuis le début des années soixante, notamment les variations infimes, n'ont pas vraiment fondamentalement changé les conditions. Et c'est pour ça que la formule de relancer la Révolution tranquille pour la culture et la justice sociale nous semble essentielle. C'est davantage qu'un réaménagement, selon nous, qui doit être amené parce qu'on n'en verra jamais le bout de la façon dont c'est parti. Il faut que ce soit un objectif prioritaire et nous croyons qu'il faut que la culture soit au centre des préoccupations de l'État québécois parce qu'il n'y a que la singularité de la culture québécoise qui permette de définir ce qu'est le Québec.

M. Chouinard: Ça veut dire probablement aussi dans le discours du politicien d'aujourd'hui, du politicien qui s'en va vers l'an 2000, une ouverture d'esprit et la possibilité de commencer à envisager que le débat ne soit pas porté qu'en termes économiques. Et ça ce n'est évidemment pas ce qu'on retrouve dans les discours politiques aujourd'hui. Et l'importance à donner à un ministère c'est une chose, mais il y a aussi l'importance à donner dans la façon d'envisager la vie collective québécoise générale dans les années quatre-vingt-dix et à l'aube de l'an 2000. On ne le sent pas dans le débat puisque le débat actuellement est tout à fait à caractère économique et ça on ne peut pas le nier.

M. Boulérice: Est-ce que je résume bien votre pensée en disant que la culture n'est pas un luxe ou un caprice, c'est une des principales qualités de vie d'un peuple?

M. Chouinard: On demande l'établissement de ce peuple-là, mais nous autres, les acteurs, actrices, les gens de théâtre et aussi les gens d'art en général on n'est pas habitués de se payer de mots lorsqu'on parle de culture puis-

qu'on la fait, on en vit. C'est très facile pour nous, on n'a pas de mérite à le faire. On demande aux politiciens d'aller juste un peu plus loin et de voir que la culture ce n'est pas seulement donner de l'argent à une compagnie de théâtre, c'est aussi avoir une visée plus générale, plus globale et c'est impératif de considérer la culture sous une forme globale et générale qui amène l'établissement de politiques qui soient plus larges que celles qu'on est en mesure de constater présentement.

M. Dubois: Et aussi il y a le fait qu'en 1959, M. Lapalme, en préparant le programme de la Révolution tranquille, disait que c'était urgent en 1959 l'établissement d'une politique de développement culturel pour le Québec. Or, selon nous il n'y a pas eu à ce jour, depuis 30 ans, d'établissement d'une politique qu'on aurait vraiment eu l'intention de mettre en application, qui aurait vraiment été audacieuse. Alors, la Révolution tranquille qui a été lancée et qui a permis, par exemple, sur 30 ans, le développement de l'économie québécoise, l'équivalent n'a pas été fait pour la culture. Alors ce qui devrait définir, ce qui définit la culture c'est ce que M. Lapalme disait, c'était ce que Daniel Johnson disait, c'est ce que Jean Lesage disait le jour où il a présenté le projet de loi qui a abouti à la création du ministère des Affaires culturelles, c'est que le fondement, la seule façon de définir le Québec c'est par sa culture. C'est étrange, je trouve ça étrange, dommage et dangereux qu'en 30 ans ce projet politique, sur cet aspect essentiel, n'ait jamais été formulé.

Mme Bégin (Catherine): Chez nous, il a été axé sur la seule défense ou promotion de la langue. Or, nous parlons de langue et culture. La langue seule ne représente pas pour nous l'identité totale d'un peuple. Et pour en revenir aux outils dont vous parliez tantôt, effectivement, en réduisant la portée culturelle primordiale qui était voulue par le projet de la Révolution tranquille qui se voulait le fondement du Québec moderne, on a également, évidemment, complètement taxé les moyens, l'envergure, l'importance du ministère des Affaires culturelles.

M. Boulerice: Ne me provoquez pas en parlant de taxes, on entrerait dans un autre débat, Mme Bégin. Le développement culturel précède le développement économique. Je me suis toujours attaché à cette phrase. Et quand on regarde les grandes nations, on s'aperçoit que plus leur culture est forte, plus leur économie l'est. Mais j'ai remarqué, à la page 58 de votre mémoire, cette affirmation — et, là, je vais citer correctement — "Dans l'état actuel de son projet collectif, l'accession du Québec à la souveraineté aurait de fortes chances de signifier une accélération radicale du processus de son assimilation à la culture étatsunienne." À partir de cette

assertion-là, d'après vous, quels devraient être les rapports entre les États-Unis et un Québec politiquement indépendant, de façon à être à l'abri de cette menace que vous semblez percevoir?

(14 h 30)

M. Chouinard: Est-ce qu'on se demande, quand on est Français, quels sont les rapports qu'on doit avoir avec l'Amérique? Je pense que c'est la même question. Si on a bien défini et établi comme primauté la défense de nos intérêts culturels et si on se place comme société, comme pays au même titre que des pays de même envergure, comme un pays indépendant ayant sa propre culture et qui croit à sa culture, qui a donné les signes extérieurs au monde qu'il est de culture québécoise française, ici, en Amérique, je pense qu'automatiquement les contacts avec l'Amérique seront ceux auxquels peuvent s'attendre les pays de cette envergure-là. On n'a pas à se poser ces questions-là. Si on a bien fait le travail dans la maison, si la maison est propre et bien aérée, bien éclairée, qu'on y est bien, qu'on y vit bien, dans la langue et dans la culture, et que c'est bien défendu, à ce moment-là, il ira de soi que ce seront des rapports, je ne dirai pas d'égaux, on n'a pas à demander que ce soient des rapports d'égaux à égaux économiquement ou culturellement, c'est une autre culture.

Je pense que, ici, au Québec actuellement, les gens sont dans une montée de conscience quant à la défense de leur culture, que ce soit par la chanson ou autre, qui fait qu'on n'a plus besoin de se poser la question si on est en danger, à partir du moment où on s'est bien affirmés. Si on s'est bien affirmés, je crois qu'on n'est plus en danger. Et c'est dans ce sens-là que si l'affirmation est à notre goût et à la force qu'elle devrait être...

Je pense, par exemple... Il y a des tas de choses qu'on peut faire, comme... Par exemple, on parle de doubler le budget du ministère des Affaires culturelles, ce qui suffirait à peine à rattraper le retard et à commencer à réaliser les projets fascinants que nous caressons depuis 15, 20 ou 30 ans, un soutien accru aux régions, un soutien aux communautés culturelles, soutien multiplié aux contacts avec l'étranger pour sortir du Québec pour y inviter des artistes et des intellectuels d'ailleurs. On n'a jamais tant voulu faire connaître l'art québécois à l'étranger, mais on n'a pas pris les moyens pour le faire. On est en limite à ce niveau-là et ce n'est pas le ministère des Affaires extérieures qui va nous aider beaucoup. Alors, il faut constituer quelque chose de global et de faisable là-dessus. Je pense qu'il faut pousser plus loin les réalisations à ce niveau-là. Je dis qu'une maison bien arrangée n'aura pas de problème avec ses contacts avec les États-Unis.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous

passons... Je regrette...

M. Boulé: Une dernière question toute brève, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez-y.

M. Boulé: John F. Kennedy disait: Ne demandez pas à votre pays ce que vous pouvez faire pour lui, mais ce qu'il peut faire pour vous. Vous nous avez dit ce que vous attendiez du pays. Je vous pose une dernière question. Qu'est-ce qu'on doit attendre des artistes que vous représentez pour la promotion de ce projet collectif et de l'indépendance du Québec?

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement, monsieur.

M. Chouinard: Continuer, pour nous. Il s'agit de continuer peut-être encore plus fort. On essaiera. Mais je pense que nous avons commencé depuis un bon bout de temps à faire la promotion de ce pays-là. On a été parmi les premiers à le faire et je crois qu'on peut... On ne s'en pétera pas les bretelles, mais on peut quand même se qualifier d'avoir été parmi ceux qui étaient les premiers. On continue à subventionner les arts abondamment dans toutes les couches, les catégories de comédiens, de techniciens, de gens de théâtre. Nous le faisons depuis longtemps. Nous y croyons. On ne veut pas s'expatrier. On veut rester ici, faire notre métier avec honnêteté, dignité et pour la plus grande gloire de ce pays auquel nous croyons.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Chouinard. On passe maintenant à M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Vous savez, le Conseil québécois du théâtre est un organisme important dans notre société. Je pense qu'on a eu une bonne idée de demander, effectivement, à René-Daniel Dubois d'écrire le mémoire comme il l'a écrit.

M. Dubois est un dramaturge, un auteur de grand talent. Plusieurs de mes camarades qui ont lu votre mémoire se sont demandé si votre scénario à l'effet que la culture américaine risque bientôt de nous englober ne sortait pas de votre imagination ou si c'était quelque chose de bien fondé. Je pense que vous aurez l'occasion de pouvoir répondre à ça.

Vous parlez du rôle de Georges-Émile Lapalme et je pense que c'est important, surtout à la veille du 30^e anniversaire de la création du ministère des Affaires culturelles et vous dites là-dessus que, effectivement, si on avait suivi l'esprit, en tout cas, des recommandations de Lapalme on n'en serait pas là aujourd'hui, on aurait vécu la véritable révolution culturelle et, pourtant, c'était facile parce qu'à cette époque-là

on avait des exemples. En 1958-1959, la France venait de se donner son ministère de la Culture et on ne nommait pas n'importe qui à la tête, André Malraux. Déjà, dès le départ, on voyait que ça ne devait pas être une affaire administrative mais bien une affaire de dimension.

Donc, je comprends bien, dans les lignes de votre mémoire et entre les lignes, que, si on avait eu, depuis 1961, un véritable ministère des Affaires culturelles avec de véritables politiques culturelles, on ne parlerait pas aujourd'hui de souveraineté à acquérir. On aurait sans doute déjà assumé notre souveraineté. Au lieu de ça, dans le système fédéral, dans le système dans lequel on vit, notre ministère des Affaires culturelles est devenu quelque chose, finalement, un ministère plutôt de service. Bien sûr, il y a eu des pointes, des gens un peu plus avisés que d'autres. Mais on a surtout joué au pompier. On a éteint des feux par-ci, par-là, on a bouché des trous par-ci, par-là et, surtout, on a inventé un système de subventions à la pièce qui a maintenu et qui maintient encore les créateurs et les artistes dans un état déplorable de dépendance. Donc, désordre, jamais de plan d'ensemble, pas de vision parce que pas de projet de société.

Moi, la question que je vous pose, dans un Québec souverain, quel serait le rôle de l'État en matière culturelle? Où commencent ses responsabilités? Où finissent-elles? Et pouvez-vous nous dire ça sans qu'on se fasse taxer par une certaine presse, la presse anglophone, *The Gazette* notamment, sans qu'on se fasse taxer d'être des staliniens?

M. Chouinard: Oui. Eh bien, je pense que j'endosse une partie de ce que vous avez dit, à peu près tout ce que vous avez dit au départ sur les interventions à la pièce qui ont été faites, et c'est ce que notre mémoire aussi tend à prouver. Je pense que le rôle de promoteur et d'enchaîneur de décisions que le ministère doit jouer, ça relève de ce que Lapalme disait comme: "Le Parlement de Québec, maître des lois et observateur des traditions et coutumes qui donnent naissance aux lois et dispensateur du produit de la fiscalité, par conséquent distributeur de l'éducation plus par voie indirecte, ordonnateur du territoire, par conséquent, libre de créer des municipalités, régulateur des droits et des obligations... est encore la plus haute autorité capable de mettre en opération le dénominateur commun d'une culture qui nous soit propre."

Tous ces moyens-là sont bons. La culture, ça s'installe partout, ça va chercher partout. Et quand on a, dans un Conseil des ministres, une préoccupation telle, aussi large que celle-là, et si la personne qui est dépositaire, dans le sens du ministre des Affaires culturelles ou de la ministre des Affaires culturelles, véhicule ces préoccupations-là, le Conseil des ministres et le Parlement sont en mesure d'agir sur tous les plans, et ça veut dire accorder une importance

dans l'esprit et aborder le travail de cette façon-là. Je crois que c'est ça qui est important.

M. Dubois: D'un autre côté, j'aimerais répondre à la première partie de votre intervention à propos de l'aspect peut-être un peu littéralement dramatique de la menace que nous évoquons dans ce document à propos de l'éventuelle assimilation du Québec, de la culture québécoise, de la culture étatsunienne. D'une part, le document qui vous a été remis est endossé par l'ensemble de la communauté théâtrale québécoise. Donc, ce n'est pas simplement sorti de mon imaginaire, ça a été discuté. Nous nous entendons sur ce danger.

D'autre part, la raison qui nous a amenés à évoquer ce danger, c'est que nous nous sommes demandés pourquoi Lapalme a crié aussi fort, en 1959, et qu'il est parti en claquant la porte, quelques années après la fondation du ministère. Pourquoi est-ce que c'est advenu, alors que c'était l'article 1 du programme de la Révolution tranquille? Comment est-ce que ça a pu advenir? Comment est-ce que ça a pu advenir qu'en 1976 le livre vert de Jean-Paul L'Allier ait pu être envoyé aux oubliettes?

Et comment est-ce qu'on peut se retrouver aujourd'hui dans une société qui prétend, dans le discours, se définir par sa culture mais, dans les faits, il faut se battre comme des diables dans l'eau bénite pour qu'il y ait, à cette table, un représentant de cette culture qui nous est essentielle, et on l'a par la peau des dents?

Et comment il se fait qu'un ministre dans notre État, dans l'État québécois, cet État qui doit se définir par sa culture, décide que les livres vont être taxés, à moins que le gouvernement central ne décide de ne pas les taxer? Comment ça est-il possible? Cette horreur, nous avons tenté de la décortiquer. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il y avait, souterrainement, un alignement sur les valeurs américaines qui avait commencé à se produire dès la fin des années cinquante...

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est maintenant écoulé. Nous passons maintenant à Mme Monique Simard, qui est la suppléante de M. Gérald Larose.

Mme Simard: Je voudrais vous dire que j'ai trouvé votre mémoire exceptionnel. Rarement a-t-on vu une profondeur d'analyse sur la notion de la culture. Dans tous les mémoires qui ont pu être présentés ici et que j'ai eu l'occasion de lire, c'est vraiment une analyse extrêmement intéressante, et la projection que vous faites sur l'avenir est éclairée et très stimulante. Je pense que, ça, c'est important de le souligner et que ça rehausse le niveau du débat, à mon point de vue, alors qu'on sort des paramètres exclusivement économiques ou constitutionnels ou du cadre constitutionnel. Et c'est, je pense, le sens

profond qui doit animer l'avenir des débats qu'on doit faire au Québec. Et l'articulation que vous faites est surprenante, et je vous dirai que ça ferait l'envie de beaucoup de sociologues. Et je tiens, ça aussi, à vous le dire.

La préoccupation au plan social, la dimension de justice sociale que vous ramenez constamment dans votre mémoire est extrêmement réjouissante puisque pour plusieurs d'entre nous, évidemment, il est important que les artistes, les créateurs soient soudés, finalement, au peuple, à la culture et c'est de là qu'ils tirent leur inspiration. C'est là qu'ils peuvent mieux traduire aussi les aspirations, les peines, le vécu aussi, de tout un peuple. Et je pense que dans la foulée de grands mouvements de création qu'on a pu connaître au XIXe siècle ou au XXe siècle, ici comme ailleurs, vous vous situez très bien dans ce courant-là.

Un des avertissements, et je suis heureuse de l'avoir lu, c'est celui qui concerne le danger de s'inféoder à cette culture américaine. Et vous dites, que c'est non seulement dans le cadre constitutionnel actuel, mais que même si le Québec faisait son indépendance, ce danger n'est pas exclu. Ça aussi je trouve ça important parce que pour certains, peut-être que le seul fait de proclamer notre souveraineté, notre indépendance, nous protégerait de cette assimilation, ce que je ne partage pas du tout comme opinion. Et j'aimerais vous entendre davantage sur cette question. Vous soulignez, en passant, qu'au moment du débat sur le traité de libre-échange avec les États-Unis on a vu le monde culturel, les artistes du Canada anglais se manifester beaucoup contre le projet puisqu'ils craignaient, effectivement, que ça constitue une menace pour la culture canadienne-anglaise. On n'a pas vu peut-être avec autant de visibilité les artistes ou le monde culturel québécois traiter de ce danger-là pour le Québec. Je voudrais avoir votre opinion, aussi: Pourquoi est-ce qu'on s'est si peu exprimé au Québec? Et en quoi les dangers peuvent exister, même dans un Québec souverain?

M. Chouinard: Ça tient peut-être d'abord au fait, on l'a mentionné tout à l'heure, Catherine l'a dit, qu'on s'est peut-être un peu trop senti protégé par l'unique langue que nous parlons et qu'en disant: Si nous parlons français ici, c'est suffisant, ça nous distingue suffisamment des Américains, alors que chez nos amis Canadiens anglais c'est évident que la langue étant la même, on peut penser qu'il puisse y avoir confusion et assimilation plus facile, la culture américaine assimilant plus facilement une autre culture qui soit de même langue qu'elle. Mais ce n'est pas tout et on a réfléchi sur la question et on s'est dit que ce n'était pas suffisant. On pense qu'effectivement un Québec qui serait devenu souverain aurait... On est un petit coq batailleur lorsqu'on arrive le petit dernier sur la scène politique mondiale et qu'on est un nouveau

pays, on veut peut-être prouver qu'on est capable comme les autres et à ce moment-là on va essayer de ressembler à ceux qui sont à côté de nous. Et le premier modèle économique qui nous vient à l'esprit c'est évidemment celui qui est à côté de nous, le modèle américain. On serait tenté à ce moment-là de suivre ce modèle-là et nous on dit: Attention! Il faut faire attention. Je pense que nous avons à nous ouvrir et à trouver des liens importants avec d'autres pays. On le fait avec la France régulièrement, je pense qu'il faut continuer et trouver ces liens-là, établir des liens assez solides et assez durables et les améliorer au point de vue culturel avec la France. Ils sont loin de l'être, ils sont dans un sens. Ils ne vont peut-être pas assez dans les deux sens. Il faut s'ouvrir un petit peu plus de ce côté-là. Il faut que la France s'ouvre un petit peu plus par rapport à nous. Il faut travailler dans ce sens-là et je pense qu'à ce moment-là on va se mettre en position de force par rapport à tous les autres pays. Ça me semble nécessaire.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, Mme Simard?

Mme Simard: Ça va.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jean-Pierre Hogue.
(14 h 45)

M. Hogue: Merci, M. le Président. J'ai lu et relu votre mémoire et il m'a emballé. Je ne m'identifierais pas, mais il y a déjà un bon nombre d'années, je pensais que je prêchais dans le désert, où j'ai dit que la culture est antérieure à l'économie. Je parlais comme un psychologue industriel mais venant de votre milieu, moi ça me soulage et ça m'envahit de joie. Quand je lis votre mémoire, je ne ris pas avec. À la page 58, l'extrait de Rioux me touche profondément et j'aimerais toucher en gros aux pages 58, 60, Taft-Reagan, 62, mais 62, je veux passer par-dessus, et la page 66.

Ma question va toucher à ces pages-là. Et la page 59, ça va de soi. Les trois raisons que vous donnez, la première raison est relativement dramatique, les deux autres ne le sont pas moins. Mais, moi, je suis fédéraliste. Je suis un député conservateur au fédéral. J'ai toujours été fédéraliste. J'ai toujours été bien dans ma peau. Je ne dis pas que les autres ne sont pas bien. Mais je pense que c'est nécessaire de le présenter. Parce qu'il est trop riche, ce mémoire-là, pour ne pas y participer. Mais comment se fait-il que, moi, je pense que vos trois raisons militent pour une continuité de l'association, si l'on veut se mieux protéger du rêve de Taft? Vous comprenez ma question? Taft en 1912. Lorsque vous parlez de votre coup de tonnerre qui sortira le Canada de son rêve béat, peut-être que je le qualifierai avec des guillemets, le Québec en est sorti. Ne pensez-vous pas – et je reviens à ma première

question – que ce coup de tonnerre qui sortira le Canada, le Québec en étant sorti ou étant plus éveillé, le couple ne pourra pas continuer à habiter ensemble? C'est ma sous-question.

Et ma troisième question ou ma deuxième. Dans votre résumé, vous parlez de la république. Et j'ai relu et relu les dernières pages, parce que je trouvais que tout à coup ça finissait un peu avec une jambe dans les airs. Quels seraient les intérêts du Canada anglais à faire partie d'une telle république emballante, où ce ne seraient pas les Canadiens français qui feraient un "takeover", si vous me passez l'expression, mais ce serait cette culture riche qui donnerait des récoltes et ensemencerait tout un territoire? Vous comprenez, votre dialectique, je la prends et je me sens à l'aise avec votre dialectique dans le Canada.

M. Dubois: Je vais commencer, si vous le permettez par la deuxième partie de votre question, qui était un aspect qu'on avait abordé dans le résumé qu'on devait envoyer très rapidement, il y a déjà plusieurs semaines, et il y avait une proposition qui était faite, effectivement, à la fin, d'une république unilingue francophone, a mari usque ad mare. Et nous avons décidé de ne pas conserver cette proposition dans le mémoire lui-même, tout simplement parce qu'il nous a semblé plus important de considérer d'abord... Il fallait que cette question, la discussion sur un sujet comme celui-là – c'était un exemple d'abord que nous donnions – la discussion sur ce sujet-là devrait venir dans une étape ultérieure. Ce que nous croyons, c'est que le premier sujet de discussion qui devrait venir au Québec c'est: En quoi croyons-nous, et quel prix sommes-nous prêts à payer pour défendre ce qui nous semble essentiel? Ensuite, les modalités pour la mise en place et pour la défense des outils constitutionnels qu'on décidera d'adopter, on verra dans un second temps. C'est pour ça que, dans le mémoire, vous ne retrouvez pas cette proposition.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est écoulé, alors je veux bien vous permettre de répondre. Je ne voudrais pas ajouter d'autres questions.

M. Chouinard: J'aurais aimé répondre simplement rapidement à la première partie. Écoutez, je crois qu'en ce qui concerne votre constat – et je le respecte énormément et c'est votre opinion – mais il nous a semblé, nous dans le monde du théâtre – et je crois que c'est partagé par énormément d'artistes, même s'ils ne sont pas du théâtre directement, parce que je fais aussi partie de l'Union des artistes – je crois que nous sommes au point où l'analyse s'est portée, en ce qui nous concerne, assez loin pour ne plus avoir à revenir en arrière sur cette question. Il y a eu toutes sortes d'événements. Il y en a des récents, il y en a qui datent de plus

longtemps. Il y a le lac Meech, enfin vous pouvez analyser vous-même. Il y en beaucoup d'événements qui se sont passés dernièrement. Et il nous apparaîtrait, maintenant, à partir du moment où on est très conscients des questions que nous soulevons là, il nous apparaîtrait maintenant une perte de temps pour nous — je dis bien pour nous — de revenir sur la remise en question de ça. Nous étions déjà d'accord sur cela au début des années soixante-dix. Elles ont pu flotter, couler, remonter, mais elles qui ne sont jamais disparues et ce sont nos idées auxquelles maintenant nous croyons assez pour ne pas être obligés de les requestionner, mais seulement de bien les diriger et de faire avec ces idées-là le Québec dont nous pourrions être fiers culturellement. C'est là où nous en sommes, sans refuser la discussion que vous voulez amener ici, je dois vous dire que, pour nous, elle nous paraît dépassée.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous passons maintenant à Mme Claire-Hélène Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Au nom de la formation gouvernementale, merci de votre mémoire, d'être venus présenter votre mémoire à la Commission sur l'avenir du Québec. Je vous félicite du français très châtié dans lequel votre mémoire est écrit.

M. Chouinard: On a la chance d'avoir des auteurs dans l'association, c'est ce que ça donne. On en est bien contents.

Mme Hovington: C'est ce qui explique. Alors, c'est très bien écrit, je peux vous le dire. Sauf qu'il y a des petits points, M. Dubois, qui m'ont accrochée, et je voudrais, je parle ici de ce que je retrouve à la page 55, où vous parlez de M. Ryan. Je peux vous dire que j'ai parlé à M. Ryan de cette mention et de cet article qui avait paru dans *L'Actualité*, et je peux vous dire que M. Ryan a eu l'occasion de lire des centaines de romans, et je pense que M. Ryan a aussi fait le point avec son fils à ce sujet, parce que ce sont les déclarations de son fils que vous soulevez là. Quant à son supposé mépris, que vous écrivez, pour la culture, permettez-moi de vous rappeler que la loi que le gouvernement libéral a passée sur le statut de l'artiste, qu'on a passée il y a peu de temps, a dû passer par le Comité ministériel permanent des affaires culturelles et sociales — le COMPACS, qu'on appelle dans notre jargon — et ce comité est présidé par M. Ryan. Je puis vous assurer qu'avant d'être accepté au Conseil des ministres, M. Ryan a dû peser de tout son poids pour faire accepter cette loi sur le statut de l'artiste. Alors M. Ryan est très sensibilisé à la culture au Québec, croyez-moi. Vous continuez, M. Dubois, malheureusement, à la même page 55, où vous dites, par

exemple, vous pensez à l'ensemble de la classe politique québécoise: "Il ne serait besoin que de songer à l'absence pour ainsi dire totale des femmes et des hommes politiques au concert, au théâtre, au cinéma, et aussi dans les galeries d'art et les musées, sauf à l'occasion des cocktails". Je trouve que c'est une affirmation gratuite, c'est un jugement gratuit sur l'homme et la femme politique, croyez-moi.

Ceci étant dit, passons plutôt à la page 37 de votre mémoire, à la page 38, plutôt, pardonnez-moi, où vous dites que, "dans leurs combats, les artistes québécois ont, paradoxalement, souvent trouvé un appui plus fort à Ottawa qu'à Québec. Cet appui, particulièrement sous le régime Trudeau, démontrait que, pour sa survie culturelle, le Québec avait besoin du régime fédéral. Avec l'aide que les différents gouvernements québécois ont apportée, par leur incurie, à cette thèse, la démonstration a été et demeure probante". Dites-moi, comment vous conciliez cette affirmation, qui est celle-là, avec votre conclusion à l'effet que l'indépendance du Québec est la seule façon de donner pleine autorité au Québec sur le maintien et le développement de sa culture, avec une assertion comme celle-là?

M. Bégin (Catherine): Si le gouvernement québécois, si les différents et successifs gouvernements québécois, avaient assumé leurs responsabilités en matière culturelle et dans le sens, je l'entends, intellectuel et artistique, il est probable que le gouvernement canadien n'aurait pas eu à soutenir de façon aussi, enfin, aussi importante, si vous voulez. C'était également, que je sache, une façon, pour le gouvernement canadien, d'imposer une forme de suprématie sur la chose culturelle. Je pense que, quand nous parlons de l'indépendance du Québec, il va de soi pour nous que c'est avec des dirigeants, des élus, qui assumeraient au premier chef la responsabilité intellectuelle et artistique de leur société, dans son vaste sens culturel.

Mme Hovington: Parce que... Permettez-moi de vous donner quelques chiffres. Par exemple, on peut dire que, contrairement à ce qui prévaut dans d'autres dossiers, au Québec, le problème pour nous en matière culturelle, ce n'est pas l'insuffisance de fonds fédéraux, peut-être, parce qu'en 1987-1988, les dépendances fédérales per capita dans tous les secteurs culturels confondus étaient plus élevées au Québec que dans toutes les autres provinces. Nous avions 117 \$ per capita au Québec contre 103 \$ pour l'Ontario, qui arrive en deuxième place. Est-ce qu'il est permis de penser qu'en devenant souverain, le Québec aurait le moyen de subvenir à un niveau élevé, entre guillemets, d'aide financière?

M. Dubois: Vraisemblablement d'un choix politique, et tout le sens de notre mémoire est là. C'est-à-dire que ce que nous demandons par

ce mémoire, c'est: Est-ce que nous trouvons que nous avons les moyens de rester en vie?

Ce que nous disons dans ce paragraphe que vous venez de citer, à la page 38, c'est que ça nous semble une aberration, mais présentement, historiquement, il y a eu un soutien très fort d'Ottawa et il n'est pas certain que si Ottawa n'avait pas... que ça a été une ingérence fédérale. Hélas! J'aimerais pouvoir vous dire que c'en était une, mais je n'en suis pas certain. Je ne sais pas, si le fédéral ne l'avait pas fait, si Québec l'aurait fait. Et c'est ça que nous interrogeons et que nous trouvons, pour être très doux, navrant.

Mme Hovington: C'est ça. Alors c'est l'ampleur de l'intervention fédérale, parce que, en 1987-1988, le fédéral a dépensé au Québec 774 000 000 \$ dans le secteur culturel, alors que le Québec lui-même y consacrait quelque 438 500 000 \$. Est-ce qu'en devenant souverain il y aurait une façon de récupérer ou d'assurer une aide financière aussi élevée? Est-ce que ça vous aiderait, en fait, le milieu culturel?

M. Chouinard: Je vais demander à M. Rémi Boucher de vous répondre.

M. Boucher (Rémi): Oui, bon. Il y a deux choses, il y a la façon d'intervenir du gouvernement fédéral ici, qui se fait via le Conseil des arts et qui ne se fait donc pas via un seul ministère, celui des Communications. Nous croyons qu'il serait important dans un Québec indépendant de retrouver ce mécanisme-là d'un conseil des arts qui serait apolitique et qui pourrait intervenir d'une manière directe dans le financement des arts. Bon.

Quand vous parlez de chiffres, ce que je peux vous dire, entre autres choses... si on ramène vos chiffres au théâtre, le théâtre francophone au Canada représente 42 % de l'activité théâtrale et ne reçoit du Conseil des arts que 29 % du budget. Alors ça vous donne une idée quand même du dynamisme de la vie artistique québécoise comparée par exemple au reste du Canada. Et il n'est pas évident qu'on retrouve une parité dans les sommes qui nous reviennent, qu'on paie toujours au gouvernement fédéral, c'est notre argent aussi. Bon. C'est ce que je voulais dire.

Mme Hovington: Quels sont à ce moment-là, selon vous, en matière culturelle les pouvoirs qui doivent être entre les mains exclusives du Québec?

M. Chouinard: Bon, je pense qu'il faut évidemment penser – nous n'avons pas fait le compte exact des pouvoirs – et puis je vous renverrai très efficacement au mémoire de l'Union des artistes avec lequel nous sommes passablement d'accord à beaucoup de points de

vue.

Mme Hovington: Qui a été déposé ici d'ailleurs devant la Commission.

M. Chouinard: Qui a été déposé, et que vous connaissez déjà. Évidemment l'Union des artistes traite plus largement que le théâtre de ces choses-là, mais nous, en ce qui concerne le théâtre il est évident qu'un rapatriement du Conseil des arts des sommes qui sont allouées généralement par le ministère des Communications ainsi que le ministère des Affaires extérieures, soit pour les tournées ou d'autres choses, devraient être rapatriées ici.

Les pouvoirs en matière culturelle, c'est encore plus large que ça, là je vous parlais exactement des pouvoirs qui touchent directement le théâtre. Mais il faut parler des communications, il faut parler de l'immigration, il faut parler d'énormément de choses: toutes les sommes dépensées, les pouvoirs en droits d'auteur. Il y a énormément de pouvoirs qui devraient être rapatriés, c'est une technique qu'il faudrait regarder de plus près. J'avoue que le travail, nous ne l'avons pas fait sous cet angle précis, mais qu'il est évidemment important de rapatrier tout ce qui touche de près ou de loin à la culture.

Mme Bégin (Catherine): Nous insistons aussi beaucoup sur la création d'un conseil des arts québécois.

Mme Hovington: D'accord. Toujours en matière culturelle, quels sont les champs... selon vous est-ce qu'il y aurait des champs de compétence qui pourraient être partagés entre le Québec et le fédéral?

Mme Bégin (Catherine): Pourquoi?

M. Chouinard: Si vous parlez d'un Québec souverain, indépendant, en quoi est-ce qu'il y aurait des partages de compétences? Il y aurait peut-être des échanges à faire. Il y aurait évidemment des choses à négocier comme d'un pays à un autre, cela va de soi.

Mme Hovington: Mais je vous pose la question, parce que vous savez pour les commissaires, nous ici nous avons besoin de ces informations-là, pour faire les...

M. Chouinard: Oui, oui, je comprends.

M. Dubois: Mais s'il y a un point sur lequel le Québec doit avoir toute la juridiction, c'est celui qui nous définit et qui fait que le Québec est une société singulière, donc qu'elle n'est pas comme les autres, et c'est la culture.

M. MacDuff (Pierre): D'autant que, sans

tomber dans un débat de chiffres, l'aide fédérale à laquelle vous faisiez référence tout à l'heure ignore en contrepartie le développement même du secteur culturel.

Ainsi en théâtre, par exemple, depuis une dizaine d'années, la part d'aide étatique provenant du fédéral diminue en proportion des budgets globaux des compagnies de théâtre. Non seulement diminue-t-elle, mais le nombre de compagnies augmente et la partie soutenue financièrement par le fédéral est en nette régression. Forcément puisque le Conseil des arts lui-même, qui est l'instance qui intervient pour soutenir la production artistique dans le domaine, des arts d'interprétation à tout le moins, voit son budget gelé depuis des années par le ministère des Communications. Donc même s'il y a une augmentation, néanmoins le secteur, les activités du secteur se développent plus vite que l'aide fédérale qui leur a été consentie.

Mme Hovington: D'accord. Alors si je comprends bien, quelles que soient les solutions que cette Commission sur l'avenir du Québec proposera quant à l'avenir politique du Québec, celles-ci devront nécessairement se baser sur un projet de politique culturelle d'envergure si je comprends bien votre pensée. Pouvez-vous nous donner des précisions quant aux moyens à se donner ou des composantes qui permettraient au Québec de se doter d'une telle politique, une politique d'envergure culturelle? Quelles seraient les composantes des moyens qu'on pourrait se donner?

M. Chouinard: Vous entendez des moyens constitutionnels ou des moyens...

Mme Hovington: Constitutionnels, des moyens politiques, pour avoir une politique d'envergure peu importe notre avenir constitutionnel. Vous le voyez comment?

M. Dubois: Dans le mémoire vers la fin à la page 64 nous disons que, bon, ce n'est pas le lieu dans le mémoire de faire un plan de ce que devrait être cette phase 2 de la Révolution tranquille. Nous donnons quelques exemples de ce que pourraient être certains champs d'application. Des "considérations culturelles constituent l'axe principale des politiques de l'État québécois. Les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la Science sont mis à contribution: redéveloppement de l'enseignement de la philosophie et des humanités, des langues vivantes, des arts. Soutien aux loisirs culturels et scientifiques. Encouragement aux voyages pour les jeunes surtout en "territoires inconnus" c'est-à-dire avec lesquels le Québec a eu peu de contact direct jusqu'à présent. Objectifs utopiques: un peuple d'artistes. Un ministère des arts et de la culture - ce qui est très différent de Affaires culturelles - s'engageant à plus de 30 ans d'investissements massifs: Il ne suffit plus de

songer à faire aujourd'hui le ministère des Affaires culturelles auquel Georges-Émile Lapalme rêvait il y a plus de 30 ans, il faut réaliser, à coup de bouchées doubles, le MAC que nous aurions maintenant si Lapalme avait pu commencer le travail il y a 30 ans..."

Mme Hovington: D'accord.

M. Dubois: ...et si ce travail avait connu des rebondissements. Je ne sais pas si...

Mme Hovington: D'accord.

M. Dubois: Fondamentalement c'est dans ce sens-là que ça doit aller.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci Mme Hovington. Le temps est malheureusement écoulé.

Mme Hovington: La présidence ne peut pas être généreuse pour moi?

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, une question de combien de secondes? On va négocier ça.

Mme Hovington: Vous savez c'est parce que je voulais citer M. Beauchemin hier qui nous a présenté un mémoire et qui disait: Il ne pousse pas de culture en santé sur une économie malade parce que la culture n'est que l'expression de l'économie et compte tenu que la création et la diffusion culturelle sont favorisées par une économie prospère. C'est un de vos semblables qui l'a mentionné hier. Quel effet, selon vous, aurait l'accession du Québec à la souveraineté sur le niveau de vie des Québécois?

Le Président (M. Jean Campeau): Je pense que le temps est écoulé madame, là. Alors M. Boucher, M. Dubois, M. Chouinard, Mme Bégin, M. MacDuff, merci pour votre présentation fort vivante et fort intéressante, merci pour votre contribution à l'étude et à l'analyse de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Merci.

Une voix: Merci.

(Suspension de la séance à 15 h 3)

(Reprise à 15 h 10)

Le Président (M. Jean Campeau): La Commission reprend ses travaux. Alors bienvenue aux représentants du Comité exécutif du Parti Égalité. L'audience est d'une durée d'une heure. Je répète les règles rapidement pour la durée d'une heure: 10 minutes pour la présentation de votre mémoire, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes également pour le groupe parlementaire formant l'Opposition et 25 minutes pour les

autres membres, avec maximum, dans ce dernier cas, de 5 minutes chacun, et aussi 5 minutes pour la présidence.

Alors, M. Martin Segal, qui est le président, pourriez-vous, M. Segal présenter vos collègues?

M. Segal (Martin): O.K. Ici, M. Raphaël Chalkoun, Mme Gloria Freedman, M. Pietro Calderone, M. Ross Ladd, puis Mme Nadine Lee.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors vous avez 10 minutes, M. Segal, pour la présentation de votre mémoire.

M. Segal: C'est M. Chalkoun qui va commencer.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, allez-y monsieur.

Comité exécutif du Parti Égalité

M. Chalkoun (Raphaël): Merci, M. le Président. M. le Président, MM. les députés, M. le leader de l'Opposition officielle, M. le chef du Parti Égalité, mesdames et messieurs. L'article 2 de la section 1 du projet de loi 90 instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec adopté le 4 septembre 1990 se lit comme suit: "La Commission a pour mandat d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler à cet égard des recommandations."

M. le Président, nous nous sommes inquiétés quand nous avons été témoins, la semaine passée, d'une hostilité surprenante de la part de certains commissaires envers les témoins qui avaient répondu à votre invitation. Nous espérons que vous serez plus indulgents envers nous aujourd'hui.

Nous voudrions rappeler aux commissaires que la population québécoise est une société pluraliste et qu'en conséquence, les recommandations qu'elle devra faire à l'issue de ses travaux devront quand même tenir compte des droits, et j'irais même plus loin, des droits et des aspirations de toutes les communautés québécoises. Nous sommes, moi-même, mes collègues, nos membres, nos sympathisants, nous sommes tous des Québécois ici, des Québécois qui aimons le Québec, qui voulons vivre au Québec et qui sommes soucieux, autant que vous messieurs, mesdames, d'un avenir meilleur du Québec. Je voudrais dire aussi que, dans notre mémoire, nous avons critiqué certains organismes, certaines personnes. Ce n'étaient que des critiques localisées. Nous n'avons voulu offusquer personne. Je peux quand même dire sans hésiter que, quand même, le Québec est une des sociétés les plus démocratiques, les plus égalitaires, les plus libres et les plus paisibles au monde.

M. Segal: Due to the very brief amount of

time allowed for the preparation of submissions to this Commission, we did not have an opportunity to fully discuss many important constitutional issues, such as the division of powers between Ottawa and Québec, or the reform of the Senate. We also regret that the very short schedule did not allow us adequate time to fully consult with our membership. The Party shall, in the near future, develop a broader constitutional position through a series of workshops and conventions which will allow the full participation of our membership in these very important discussions. We shall also study additional ways which will guarantee the promotion of English and French in Québec, without suspending the fundamental civil or historic rights of any citizen.

I must also make very clear that we seriously considered not appearing before this Commission. We are concerned for the absence of many groups, notably the aboriginal people, inadequate representation of some minorities, and in particular the visible minorities, who are not here at all today. In addition, there are other groups such as the youth, which we would have expected to have been represented at this committee.

In spite of our many reservations regarding this Commission, the members of our executive felt that we had to address the fundamental issues which lie at the heart of the social harmony and equality that we seek for all of the people of Québec. Mr. Chairman, we present the following five essential values. Firstly and above all, liberty. The fundamental liberty of all citizens must be fully guaranteed throughout the Québec and Canadian Charters of rights and freedom. Equality is the second. We believe that all Quebecers must be governed equally. There must be no second or third class citizens within our society. Thirdly, fraternity and harmony. We desire harmony and a peaceful coexistence of all Quebecers. Fourthly, we seek for all Quebecers prosperity. Please, do not forget that without prosperity we shall not be able to afford the many services which our society today provides to all of us. And, finally, our fifth essential value, generosity. We wish to keep and improve our social services, so that all Quebecers may live in dignity.

M. Chalkoun: Comme M. Segal vient de vous le dire, nous sommes attachés à cinq valeurs essentielles qu'il a citées bien clairement en anglais, c'est-à-dire la liberté, l'égalité entre les Québécois, l'harmonie sociale, et la prospérité; parce que, ne l'oublions pas, quand il n'y a pas de prospérité économique, ce sont finalement les plus démunis qui vont payer les premiers pour les pots cassés. Et, finalement, notre attachement à améliorer les services sociaux dont nous jouissons présentement.

Nous avons aussi pris en considération dans

notre mémoire les questions suivantes, qui sont, à nos yeux, très importantes dans les contextes québécois, canadien et nord-américain. 1° L'essor de la langue française. Nous voulons préserver, encourager le fait français qui est, nous le savons tous, prédominant au Québec. Nous avons donc fait, dans notre mémoire, certaines propositions concrètes à ce sujet. 2° Le bilinguisme, français-anglais, qui est la source d'une richesse culturelle enviable et qui peut être pour tous les Québécois un avantage économique considérable. 3° Les droits des francophones hors Québec. Il y a eu des progrès qui ont été faits, c'est indéniable, mais nous tiendrons compte de leurs besoins dans toutes les conclusions auxquelles nous arriverons. 4° La place du Québec au sein du Canada. Nous pensons que le Canada n'est pas juste une fédération de provinces, de même que le Québec n'est pas juste un groupe de villes ou de villages. Le Canada est un pays pour beaucoup de Québécois. Qui plus est, nous pensons que, par son histoire, le Québec est en fait le Canada, "Québec is Canada". De nombreux Québécois ont le sentiment que le Canada leur appartient d'un océan à l'autre.

Les recommandations que nous avons faites sont une sorte de vision généreuse et ouverte du Québec et du reste du Canada, des recommandations qui respectent toutes les valeurs humaines que nous avons mentionnées et qui tiennent compte du contexte canadien et nord-américain du Québec. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant aux interventions. Première intervention, M. Ghislain Dufour, qui sera suivi de M. Louis Laberge.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Avant de poser mes deux questions, j'aimerais faire un commentaire. Je voudrais signifier que je ne suis pas du tout d'accord avec la critique soutenue que vous faites, dans votre mémoire, de la loi 101, de la loi 178, de la clause "nonobstant". Je dois témoigner que mon membership représente aussi 30 % d'anglophones et que, pour l'essentiel, ces lois-là font maintenant l'unanimité chez nous. Même chose pour la promotion du français, langue de travail. Je pense que dans notre milieu, c'est acquis.

Pourquoi j'ai de la misère avec cette position-là, et je le dis sans aucune agressivité, c'est que j'ai l'impression que ça ne nous aide pas. Ça ne nous aide pas ici parce que je pense que, même si on voulait revenir en arrière dans la société québécoise, avec la loi 101 ou la clause "nonobstant", je pense que c'est un débat que la société québécoise n'accepterait pas.

Je pense aussi qu'on ne s'aide pas à l'extérieur quand on donne ce genre d'argument à la communauté anglophone canadienne. On se la fait servir constamment, la clause "nonobstant" dans le Canada anglais et je ne pense pas que

nous devons continuer à entretenir que cette clause-là a été si catastrophique que ça. De toute façon, on sait tous que la loi 178 permettra une révision de cette clause-là dans maintenant trois ou quatre ans et je pense qu'on pourrait faire, à ce moment-là, le débat.

Ceci dit, je trouve que vous avez dans votre mémoire des volets beaucoup plus préoccupants pour la communauté anglophone, et je voudrais vous entendre parler, à la page 9, des chiffres que vous avancez sur la présence des anglophones dans la fonction publique. Vous avez des chiffres qui sont éloquentes. La présence des anglophones, de façon générale, des minorités, mais des anglophones serait très faible. Vous parlez de 0,75 %. J'aimerais vous entendre là-dessus. Est-ce que vous pensez que c'est de la discrimination, entre guillemets? Est-ce que c'est une absence de politique de la Communauté anglophone, justement, qui vous met à l'extérieur du circuit? J'aimerais vous entendre commenter votre présence, justement, dans la fonction publique québécoise?

M. Chalkoun: M. Dufour, je voudrais peut-être répondre rapidement aux commentaires au sujet des lois 101 et 178. Nous ne querellons pas ici la prédominance, qui est naturelle d'ailleurs, du français au Québec. Au Québec, il y a au moins 80 % de francophones qui sont solidement francophones. Nous ne querellons pas cette prédominance. Ce que nous querellons, c'est qu'il y a des irritants qui doivent être enlevés et qui ne font absolument rien pour promouvoir le français, ces irritants, dont la loi 178 qui passe outre à la Charte des droits et libertés.

M. Dufour: À la page 20, vous parlez de l'abolition.

M. Chalkoun: De la loi 178.

M. Dufour: Écoutez, en tout cas, je suis content de vous entendre dire que ce sont des irritants et non pas l'ensemble de...

M. Chalkoun: Ah! Vous parlez de la clause "nonobstant"?

M. Dufour: Oui.

M. Chalkoun: Non, non. Je parlais maintenant de la langue. En ce qui concerne la clause "nonobstant", c'est une autre histoire. Oui, nous parlons de l'abolition de la clause "nonobstant" aussi qui peut suspendre tous les droits, pas seulement la liberté d'expression, mais il y a un risque de suspension même des droits d'opinion, de religion, d'association aussi. Et nous pensons quand même que cela est très grave.

Au sujet de la fonction publique de Québec, nos chiffres ont été tirés d'un rapport du gouvernement qui s'intitule "L'intégration des

membres des communautés culturelles à la fonction publique du Québec". Et ça a fait l'occasion de certains articles dans les journaux. Ce qui arrive, c'est que la fonction publique est quasiment un monopole, et il est très difficile, présentement, aux membres des minorités ethniques et surtout des citoyens qui sont d'origine anglophone ou d'expression anglaise de pouvoir obtenir ces emplois. En particulier, je voudrais vous citer quelques chiffres. Sur 54 000 fonctionnaires que nous avons au Québec, il y en a juste 2 % qui proviennent de minorités, de membres de minorités dans cette province quand, en fait, ils représentent, je crois, environ 18 % à 20 % de population de cette province.

Je ne vais pas mettre plus de chiffres, parce que les chiffres sont éloquentes, mais, là où je voudrais insister, c'est que les emplois dans la fonction publique sont extrêmement importants parce que ce sont tout d'abord de bons emplois que tous les Québécois devraient pouvoir avoir, ensuite, c'est un facteur de changement social, puis un moyen de promotion. Et le plus important, c'est que c'est un facteur d'intégration. Si nous n'avons pas de membres de minorités dans les services publics, dans la police, dans les pompiers, à la SQ, il est très difficile pour, justement les communautés minoritaires du Québec, de sentir qu'ils font vraiment partie de cette société.

M. Dufour: Un point de vue que je partage totalement. Rapidement, M. Segal...

Le Président (M. Jean Campeau): Trop rapidement.

M. Dufour: C'est terminé?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui. À moins...

M. Dufour: C'est quand vous dites qu'il faut entretenir et se comporter de façon honorable avec nos concitoyens canadiens et américains, nous, on est d'accord, parce que nous sommes toujours fédéralistes. Vous voulez dire quoi?

M. Chalkoun: Là où j'en ai, c'est qu'il est très très difficile d'expliquer à un américain, par exemple, qui sont nos voisins du Sud, ce que c'est que la clause "nonobstant" dans leur Constitution ou ce que c'est que la loi 178 qui abolit l'anglais de la face du Québec. C'est bien difficile à expliquer à ces gens-là qui ne sont pas, quand même, des fous, qui sont...

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

M. Chalkoun: ...le berceau de la démocratie, un petit peu comme nous le sommes d'ailleurs.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Je

voudrais rappeler aux membres que l'intervention est de cinq minutes. J'ai plusieurs demandes pour entendre le Parti Égalité. Si on pouvait aller un peu plus vite dans les questions, puis, quand vous le pouvez aussi, un peu plus vite dans les réponses, quand c'est possible. Alors, je passe maintenant à M. Laberge, qui sera suivi par Mme Diane Drouin. M. Laberge, c'est à vous.

M. Laberge: Excusez-moi.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous en prie.

M. Laberge: Je consultais mon collègue. Écoutez, il y a des choses intéressantes là-dedans. Il y a des redites, des choses qu'on a déjà entendues, évidemment. Moi j'aurais juste une ou deux questions. Évidemment, on sait déjà que vous avez été pas mal frappés par la loi 178 et tout ça. Vous nous dites que le français a fait des progrès immenses au Canada. Là-dessus je pense qu'on n'est pas tout à fait d'accord. Il y a des gens, des tenants de la langue française, hors Québec, qui sont venus nous dire comment c'était épouvantable. Il ne s'est pas fait autant de progrès que ça, mais ce n'est pas ça qui est le plus important pour le moment.

Quand vous dites que le fédéral a fait des choses pour la langue française, oui, c'est vrai, mais regardez bien comment vous y allez: "Les gouvernements du Québec ont brisé ce "contrat social" en imposant des lois linguistiques contenant certains articles discriminatoires: les lois 22, 101, 178." C'est direct, c'est assez dur. Mais regardez comment vous êtes d'une douceur évangélique quand vous parlez du gouvernement fédéral: "Le gouvernement fédéral a par ailleurs été négligent pendant longtemps face aux revendications des francophones hors Québec." C'est bien dit mais ça ne décrit pas tout à fait la situation.

Moi, j'ai surtout une question à vous poser. Il y a cette Commission, vous l'avez jugée assez importante pour déposer un mémoire qui est important. Il y aura certainement ce processus démocratique qui va jouer son rôle et on arrivera tantôt, à la fin des travaux de la Commission avec une recommandation. Je pense que c'est un secret de polichinelle qu'on semble, tout le monde, se diriger vers la recommandation de la tenue d'un vote, un référendum afin de permettre aux Québécois et aux Québécoises de se prononcer sur la question.

Advenant que la Commission recommande un tel référendum mais que la population, majoritairement, décide: Ça n'est pas un fédéralisme renouvelé, ça sera un Québec souverain, bien sûr avec une association économique qui sera à négocier; est-ce que vous et votre groupe allez pouvoir vivre avec une telle décision dans l'éventualité où une telle décision serait prise?

M. Segal: Absolutely, absolutely. Whatever the decision of the referendum would be, we would work in unison with what the people of the province want. There should be no question about that.

M. Laberge: Et on va pouvoir compter sur vous pour empêcher un autre exode des Québécois et des Québécoises vers les autres provinces, quelle que soit la décision? Ou bien... on a quand même appris à vivre avec la décision de 1980. On ne l'aurait pas trop mais on a vécu avec.

M. Segal: I think it is very important to appreciate that we are Quebecers.

M. Laberge: That's all I want to know.

Une voix: Je voudrais ajouter deux mots au sujet des progrès des francophones. On ne m'entend pas ici.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, si vous avez la même opinion, on va passer à une autre question. Il y a une foule de questions. Mme Diane Drouin.

Mme Drouin: Merci, M. le Président. J'aimerais aller dans votre mémoire en page 30. Vous réclamez certains amendements constitutionnels, entre autres, au point 15.6 où vous dites que: "La Constitution devrait clairement garantir l'existence et l'autonomie de commissions scolaires linguistiques, et en particulier les commissions scolaires anglaises au Québec et les commissions scolaires françaises partout dans le reste du Canada." Est-ce que, pour vous, ces garanties-là devraient s'ajouter aux garanties confessionnelles actuelles?

M. Chalkoun: Bien, je vais répondre... la réponse que je pourrais vous donner n'engage personne d'autre que moi-même à ce sujet-là. Et je vais vous le dire très clairement. Ce que nous faisons ici, en fait, c'est une sorte de déclaration de principes pour que ces commissions scolaires linguistiques francophones dans le reste du Canada ou anglaises d'ici soient garanties. Maintenant, évidemment, nous laisserons à des avocats et à des juristes le soin de figurer et de s'assurer vraiment que ce soit garanti. Est-ce que les garanties existent maintenant? Est-ce qu'il faut ajouter quelque chose? Ce n'est pas exactement clair présentement. Est-ce qu'elle devront s'ajouter aux garanties qu'il y a présentement pour les écoles protestantes et catholiques, vous voulez dire? Je crois que oui, quand même, juste dans le contexte historique. Mais, c'est comme je vous dis, ma réponse n'engage que moi-même.

Mme Drouin: Bon, j'aurais une deuxième question si vous permettez.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez-y, je pensais que vous étiez pour devenir sage et aller vite.
(15 h 30)

Mme Drouin: Ça va être très court. Vous dites aussi, en 15.5: "La Constitution devrait garantir à tous les parents québécois le droit de choisir dans les deux langues officielles du Canada, la langue principale d'éducation de leurs enfants". Moi, j'aimerais savoir: Est-ce que, pour vous, ça s'appliquerait aussi aux immigrants? Et dans un deuxième temps, est-ce qu'il n'y aurait pas contradiction avec tout ce que vous déclarez en page 19, à l'effet que... Vous nommez plusieurs organismes qui sont pour la promotion du français et vous vous nommez là-dedans. Vous dites que tout le monde déclare son attachement à la langue française et sa ferme intention de favoriser son essor. Alors, comment concilier ces deux points de vue là?

M. Segal: For us, the solution of education is to teach both English and French adequately in both the French school and in English school. So that we know that when you graduate from high school, you come out with much better French than I ever did and that a francophone would come out with very good English. And this would ensure that we could all prosper to the greatest degree within the context of North America. I think it is very important that we do not isolate our children within this province. Or should it become a country, we should not cut them off from the expansion and opportunity of North America.

Mme Drouin: Même pour les immigrants? Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Rosette Côté, qui est la suppléante de Mme Pagé.

Mme Côté: Oui. Merci, M. le Président. Vous faites un chapitre important sur la promotion de la langue française en page 21, en parallèle avec la coercition et le plaidoyer que vous faites contre la coercition des lois linguistiques. Cependant, quand on regarde ça, en même temps que vous dites qu'on doit protéger la langue, vous dites: Il faut avoir le bilinguisme au Québec. Et vous parlez du choix de la langue à l'école. Or, une culture, ça prend ses racines et ça prend son ancrage dans le quotidien de la vie: le travail, l'école, la vie quotidienne. Donc, si vous soustrayez de la culture ces deux champs de vie, comment pouvez-vous avoir un chapitre sur la promotion de la langue française? Première question.

Deuxième question. Je reviens au bilinguisme. J'aimerais ça que vous me disiez quel sondage, ou quelle enquête, ou quelle étude vous avez consulté pour penser qu'on puisse proposer

au Québec, même dans un fédéralisme renouvelé, le statut de bilinguisme. J'aimerais que vous m'en parliez parce qu'il me semble que le peuple a toujours revendiqué la prédominance du français et a toujours considéré l'anglais comme une richesse, une acquisition de la richesse culturelle pour pouvoir connaître une autre langue, connaître une autre culture, mais pas pour que ce soit considéré sur le même pied.

Et, troisième question. Quand vous parlez du traitement des droits des minorités et de la majorité, j'aimerais que vous me disiez quels sont les droits des minorités que vous voudriez qui soient protégés? Parce que j'ai cru comprendre que vous traitez un peu les droits des minorités et les droits de la majorité sur le même pied.

M. Chalkoun: En ce qui concerne le bilinguisme et le statut du français, voyez-vous, le Québec est naturellement de prédominance française. Le fait de devenir bilingue ou trilingue ou quadrilingue ne change absolument rien à ça. On peut tous être francophones enfin 80 % ou 85 % de la population du Québec peut être francophone et connaître d'autres langues, ça n'empêche pas. Parce qu'il est absolument nécessaire... Je ne sais pas si vous avez des enfants, moi j'en ai et je ne voudrais pas que mes enfants soient unilingues, que ce soit français ou anglais. Je pense que ce serait leur faire un grand tort que de leur apprendre seulement l'une des deux langues. Ils ont absolument besoin du français pour pouvoir fonctionner comme il faut au Québec. S'ils veulent pouvoir voyager ou traiter ou faire de grosses affaires ou devenir député, ils ont quand même besoin de l'anglais puisque nous vivons en Amérique du Nord et que nous sommes encore au Canada. Alors c'est dans ce sens-là. Ça n'empêche pas qu'on peut promouvoir le français, la culture française de toute façon, tout en acceptant les autres langues.

En ce qui concerne les droits des minorités, je les mets tous sur le même pied parce que là où j'en ai présentement, je n'en ai pas contre le Québec, ou contre le gouvernement du Québec. Nous avons un problème à la grandeur du Canada. C'est un petit peu partout que ça se passe. D'ailleurs, comme vous le savez très bien, les Franco-Albertains viennent de gagner, il y a quelques mois, leur procès à la Cour suprême pour pouvoir administrer leurs écoles. Non? Oui? J'ai fait une erreur?

M. Bélanger (Michel): Dans l'ordre des faits, il y a une décision de la cour qui a été rendue, mais il n'y a pas de contrôle par les écoles francophones...

M. Chalkoun: Pas encore.

M. Bélanger (Michel): ...par les commissions

scolaires catholiques encore, ou de quelque langue que ce soit, françaises à Edmonton actuellement.

M. Chalkoun: C'est exactement là où j'en ai. J'en ai contre le gouvernement fédéral. J'en ai contre le gouvernement de l'Alberta qui est allé contre ces groupes francophones et j'en ai contre le gouvernement du Québec qui s'est aussi déclaré contre les droits de ces groupes. Alors, il me semble que, au Canada en général, nous avons un problème et le problème se situe très clairement au niveau des autochtones, des francophones qui sont en dehors du Québec et des anglophones qui sont au Québec. Tous ces groupes ont certainement des problèmes. Et c'est un petit peu la même affaire qui se passe partout.

Le Président (M. Jean Campeau): Bon, ça va. Alors, on passe rapidement... M. Bouchard.

M. Bouchard: Je vous remercie, M. le Président. Je veux revenir à ce que vous avez dit dans votre mémoire concernant une partition du Québec. Je crois avoir mal compris ce que vous avez expliqué. Vous évoquez l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté et vous dites que parce qu'il n'y a pas de formule d'amendement... que parce qu'il n'y a pas dans la constitution la possibilité d'une séparation unilatérale, que s'il y avait quand même dans ces conditions une accession à la souveraineté, ça entraînerait la partition du Québec. Alors, j'ai assez mal compris ce que vous avez dit, d'autant plus que vous venez de répondre à M. Laberge que vous accepteriez l'affirmation d'un verdict souverainiste à la suite d'un référendum démocratique.

M. Chalkoun: Ce que nous disons, c'est que s'il y a une séparation du Québec, il y a deux façons de pouvoir faire une séparation du Québec: ou bien aller selon les moyens légaux et constitutionnels, donc faire une réunion constitutionnelle, avoir le consentement de cette province et 50 % de la population au mieux ou bien l'unanimité au pire. C'est, disons, constitutionnellement et légalement la seule façon. Étant donné qu'il y a de nombreuses communautés au Québec, étant donné que malgré ce qu'on répète, il n'y a pas de consensus au Québec - on répète souvent, j'entends souvent le mot "consensus" - il n'y a pas de consensus sur aucun sujet, il y a des opinions qui divergent et c'est bien heureux parce que... Donc, il y a des gens qui vont ne pas être d'accord et qui pourraient le dire et en particulier les autochtones et les communautés minoritaires qui pourraient dire que si le Canada est divisible, le Québec aussi est divisible et nous avons signifié bien clairement, je crois, dans notre mémoire que nous nous opposons à l'un comme à l'autre.

M. Bouchard: Alors, vous ne reconnaissez pas le droit à la démocratie québécoise de s'affirmer par un référendum en majorité pour conclure à la souveraineté d'un Québec indivisible.

M. Chalkoun: Ah! je ne suis pas juriste. Mais, enfin, si un...

M. Bouchard: Non, non, c'est ce que vous avez dit. Vous dites que le Québec est divisible.

M. Chalkoun: Non, non. Mais j'ai une idée de ce qui est écrit dans la constitution. Je ne peux pas vous en dire plus, je ne suis pas juriste. Mais si vous avez une opinion à faire, vous pouvez me la dire.

M. Bouchard: Non, moi, pour le moment, je n'ai pas...

M. Chalkoun: Est-ce que le Québec a le droit ou pas le droit, selon le droit? Je ne sais pas.

M. Bouchard: Pour le moment, je n'ai pas d'opinion à formuler. J'ai une question à poser, si vous me permettez. Dans votre mémoire, vous dites qu'il n'y a pas dans la Constitution canadienne – ce qui est exact – une référence à une permission, une possibilité légale en vertu du droit interne de la Constitution du Québec, de se retirer unilatéralement. Vous le dites et c'est vrai. Alors, la question était – et c'est M. Laberge qui l'a évoquée en premier – si malgré cela le Québec, à la suite d'un référendum, les Québécois décidaient majoritairement de décréter leur souveraineté, est-ce que vous reconnaitriez la démocratie, le caractère démocratique de cette décision?

M. Segal: I think what we are trying to say is if you could imagine by some chance in that referendum that the Gaspésie should indicate that it has no desire to separate whatsoever. But the rest of the province does. Then, what would stop the Gaspésie from saying: "Well, O.K. Canada has changed. The whole game is different now, Québec is separated but we do not want to be part of Québec."

M. Bouchard: Autrement dit, il faut pour que le Québec puisse accéder démocratiquement à la souveraineté à la suite d'un référendum, il faudrait que le référendum soit remporté dans toutes les parties du Québec. C'est ce que vous nous dites.

M. Chalkoun: Je voudrais vous dire un petit peu mon opinion personnelle. C'est qu'il y a 10 ans, il y a déjà eu un référendum. Et ça n'a vraiment pas été du gâteau pour tout le monde. Puis, ç'a fait beaucoup d'ennemis, même à

l'intérieur des familles. Avons-nous besoin encore d'un référendum? Allons-nous faire un référendum au Québec tous les 10 ans? Je vous pose cette question personnellement. Ensuite, s'il y avait un référendum, qu'est-ce que nous ferions? Je ne peux pas vous le dire. Je sais qu'il y a eu des livres qui ont été écrits, j'ai lu des articles dans les journaux. Il y a beaucoup de gens qui suggèrent que, à un certain moment, s'il y avait séparation, il pourrait y avoir des risques de "partition".

Et c'est pour ça que, ce que nous disons ici, c'est que en tant que Québécois et Québécoises attachés au Québec, nous pensons que ceux qui agissent pour la souveraineté, pour l'indépendance du Québec, courent le risque qu'il y ait une certaine "partition". Est-ce que c'est cela que nous voulons? Nous disons non.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Turgeon.

M. Turgeon: ...le Québec est le Canada, dernière page de votre mémoire. "Québec is Canada", avez-vous dit. Ça, moi, ça me ramène tout droit à Shakespeare, que vous connaissez bien, et à sa question fondamentale: "To be or not to be". Et c'est justement parce que le Québec veut être, qu'il réclame légitimement, on pense, ce qu'il réclame. Et c'est là où il y a un malentendu entre nous. Pas un malentendu avec tous les anglophones parce qu'il y en a qui sont venus ici hier nous dire que la souveraineté du Québec, c'est la seule chose qui, finalement, peut sauver le Canada qui, dans l'état des choses, s'en va à la dérive.

Moi, je veux qu'on s'entende sur le malentendu, au fond, qu'il y a entre nous. Et je me demande si ce n'est pas parce qu'on ne sait pas très bien où vous vous situez. Or, je n'ai qu'une question à vous poser, précise. Et je pense qu'il n'y a que des anglophones comme vous qui peuvent y répondre. Quelle différence y a-t-il pour vous, culturellement parlant – on s'entend bien, culturellement parlant – quelle différence y a-t-il pour vous entre un anglophone du Québec et un anglophone de n'importe où ailleurs au Canada?

M. Segal: There is a great difference. I have had the pleasure of living in Toronto for a couple of years. I do not consider myself an anglophone that would be comfortable in Ontario. I am not one of those ones who wishes to take the 401 to anywhere. I want to make very clear that I am a product of the culture that was created here in Québec, of immigrants who came from Europe three generations ago. And I have little in common, of even language, with those people who are in Toronto. My culture is different. It was created in a different way. And an anglophone in Québec is a Canadian, but also an anglophone Quebecer.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Poissant.

M. Chalkoun: Je voudrais ajouter quelque chose à cela, au sujet de...

Le Président (M. Jean Campeau): Bien; c'est parce qu'il faut aller rapidement, une réponse...

M. Chalkoun: Oui. Je vais aller très vite M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez.

M. Chalkoun: Je voulais mentionner à M. Turgeon... vous oubliez que l'histoire des... parce que, finalement, quand on parle de souveraineté, on parle quand même en majorité des Canadiens français, finalement, du Québec. Et l'histoire des Canadiens français est partout au Canada, elle n'est pas juste au Québec. En désirant la souveraineté du Québec et en oubliant le reste du Canada, vous oubliez que, dans le reste du Canada, il y a présentement deux millions de francophones, incluant les néo-Canadiens, qui parlent le français. Ce sont des chiffres qui viennent d'être révélés par le président de l'Association canadienne-française de l'Ontario.

Donc, je crois que vous avez le droit, M. Turgeon, de demander d'être le propriétaire, en partie, de tout le Canada. Vous n'avez pas besoin de vous limiter au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Poissant.

M. Poissant: M. le Président, j'aimerais laisser mon droit de parole, mais toutefois, seulement faire une observation. Si le bill 101 est là aujourd'hui, c'est probablement à cause d'une situation qui existait il y a 15 à 20 ans, et si le bill 178 est encore là aujourd'hui - qui est une annexe du bill 101 - et, d'accord avec vous, j'espère qu'un jour ils pourront disparaître. Parce que, à vous écouter maintenant, vous anglophones, qui avez finalement accepté de parler français au Québec, ça nous plaît beaucoup. Et ces choses-là n'existeront peut-être plus dans cinq ans ou dix ans d'ici, et j'espère qu'on pourra les faire disparaître à votre satisfaction et à la satisfaction de tout le monde. Merci M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Russell Williams.
(15 h 45)

M. Williams: Merci M. le Président. Au nom de ma formation politique, je voudrais dire merci à M. Segal et au comité exécutif du Parti Égalité d'avoir présenté son mémoire. Je pense que vous avez souligné plusieurs points importants. And I would like to say that I, as remarked about some of the tones last time, I much prefer the tone

today of discussions and I hope that as the Commission proceeds through its rather difficult task, we will be able to maintain this kind of tone so we can, with the people that are presenting have an open and direct dialogue. So I appreciate that. I also, through my work here, make a great deal of effort to represent the English-speaking community in a way of representing full integration and do my best to speak French. But today I think I would like to ask my questions in English.

I like to start off with a comment. In all my adult life I have been a Quebecker and a Canadian and I have not hidden the fact that I am both much the same that you answered the question, Mr. Segal. And I continue to be a federalist and that. But I do not share the view of a static vision of federalism. I do believe that you can respect the legitimate concerns of Québec within Canada, legitimate concerns of Québec within a Canadian Federation. And it seems to me up to this point that the word "federalism" has been allowed to have an image being developed around it. An image by certain briefs or by comments that have been made that federalism only needs a strong central government. Clearly in my opinion that is not a reflection of Canadian history and it certainly is not a reflection of my vision of federalism. A vision that is static and it is a vision that I do not think that will necessarily survive. To me federalism, and I will get to my question, is flexible and changing and growing and is needing adjustment, and there is no final definition of federalism nor is there a final definition of sovereignty-association. It seems to me your brief and your presentations and your comments is that you are indicating that there is only one type of federalism and I may be wrong and I would like you to talk about that. You cannot ignore that there is, maybe not a consensus, but a profound belief throughout Québec and throughout Canada that the status quo federalism is no longer acceptable for whatever reason that caused that. And in Québec we have special needs for a constitutional recognition. How do you see Québec in Canada dealing with this profound need for change?

M. Segal: I would agree with you that we do not look to a rigid concept of federalism. I think that it is clear that the country has come to a position where change is inevitable. I cannot suggest where we are going, there will have to be a great amount of debate and dialogue with all the provinces and the central government to determine what Canada is going to gradually shape into. I think that it is the only way that we will have a future of Québec within Canada and for that matter it is very possible that other provinces would choose to leave the country if they could not also see change coming ahead. I think any nation evolves and I would

hope that Canada will evolve and stay together as well.

M. Williams: A series of questions on transfer of powers because a number of memoirs have been dealing with "partage des responsabilités et pouvoirs." Do you see, does your party see that any transfer of power to the provincial governments is necessarily negative and if so, what do you make of provinces like Saskatchewan or Alberta asking for a significant transfer of powers and the area of communications, or the province of British-Columbia asking for significant influence on taxation or on interest rates? Is there not as big a danger in rigidity for Canada as there is in too much flexibility?

M. Segal: O.K. I would like to reply to that in all honesty but in terms of the party itself we have not dealt with this question in March. We have a policy convention coming up to look at that. I think it is not an open and shut case. I would not say that all, you know, blankets transferred are necessarily a bad thing, but we would have to look at them one by one.

M. Williams: Could you suggest, even though you cannot suggest today, what transfers, and incidentally I think that is a rather important question, how we would achieve the new relationship given that the last formula of negotiation did not seem to work?

M. Segal: Take it out of the back-room and open the doors.

M. Williams: O.K. Une dernière question avant que je passe à mon collègue. It seems to me, and you made some reference to it, and I have heard this as I dealt without in my community, that some people have lost confidence in the political process, in the process whether it is this Commission or politics in general. And I believe that we must recognize this lack of confidence or this feeling of isolation if we are going to expect minorities, whether they are linguistic or cultural communities, to participate fully in the process of the future of Québec. Obviously these minorities would have to feel confident and comfortable. And incidentally I take the same logic to Québec in which I think Québec needs to feel confident and comfortable with its future. You do, by your presence and participation, I think, feel confident. What concrete needs, and I am talking about day to day issues, can we start to ensure, as we look at the future of Québec, what can we put in place to ensure that all Quebecers feel part of its society and its future? I know your party has addressed some of these issues on a constitutional issue, but also on the concrete level, what are the kinds of things we can be doing?

M. Segal: I think the government would play a role in trying to encourage all groups, all cultural groups within the province of Québec to begin participating as they have with a Commission hearing such as this. I do not disagree with the form of the hearing's *per se*, my opening comments related merely to the make up of the Commission that I felt was incomplete.

I think dialogue is an excellent approach. I think the government also as a role in ensuring that there is more communication, a kind of outreach to the communities. To date, too much of what is going on within the government is not in touch with the grass roots of the population.

M. Williams: O.K. Dernière remarque, je voudrais dire que je pense que nous pourrions bâtir n'importe quelle société si nous avons les bonnes volontés sur les deux côtés. Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Robert Benoit, suppléant de M. Bourassa.

M. Benoit: Devant le peu de temps qui reste, je voudrais plus faire un commentaire que poser une question. Le projet de loi 90 invitait tous les Québécoises et les Québécois à participer au devenir du Québec, et dans les attendus ou les considérants il y en avait un qui disait: Aux valeurs démocratiques et aux droits et libertés du Québec auxquelles nous sommes particulièrement attachés, et un des autres attendus disait: Dans le respect des droits des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le bill 90 que nous avons voté demande aux Québécois de toute origine de participer à ce débat-là, et j'inviterais votre communauté à participer activement, dans tous les coins de la province, ce que je ne crois pas voir en ce moment. Il y a effectivement certains des leaders, mais votre communauté, en ce moment, refuse de participer au devenir du Québec, et je pense que dans quelques mois il sera probablement trop tard. Et il est important, dans vos églises, dans vos milieux sociaux et partout, de participer à la redéfinition de ce que sera le Québec des années prochaines. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Brassard.

M. Chalkoun: Quand vous parliez de communautés, je ne sais pas à qui vous vous adressez exactement, mais est-ce que vous parliez de la communauté anglophone, francophone grecque, italienne, indienne, je ne sais pas, parce que notre Parti est ouvert à tout le monde, ce n'est pas un parti anglais, depuis le début ce n'est pas un parti anglais. Il y en a eu beaucoup, évidemment, à cause de la loi 70, qui s'y sont joints.

Les principes que nous avons, dans ce mémoire que nous avons, ne sont pas une

exclusivité anglaise. La liberté et les principes ne sont pas une exclusivité anglaise, ils sont pour tout le monde. Je réponds au fait que... et M. Turgeon, je pense, m'a mentionné que j'étais anglophone à un certain moment. Je ne parle pas très bien l'anglais, je peux vous le dire tout de suite.

Le Président (M. Jean Campeau): Mise au point acceptée, M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Comme on dit familièrement, il faut de tout pour faire un monde et je pensais, moi, qu'on avait atteint la limite de l'éventail des options politiques et constitutionnelles. On l'élargit aujourd'hui avec votre témoignage parce que je me rends compte que le statu quo vous insatisfait, vous mécontente; vous n'êtes pas satisfaits du statu quo, vous voulez renforcer le statu quo et centraliser davantage les pouvoirs au sein du gouvernement fédéral.

Au fond c'est ça, parce que l'abolition de la clause "nonobstant" ça accroît l'emprise de la Charte canadienne, donc du gouvernement fédéral, et en plus vous voulez remettre en vigueur un droit qui était tombé en désuétude, le pouvoir de désaveu du gouvernement fédéral, le pouvoir du gouvernement fédéral de désavouer des lois votées par les Législatures des provinces. Ça fait des décennies que ça n'a pas été utilisé. Vous demandez qu'on le réhabilite. Donc, une plus grande centralisation, le statu quo ne vous satisfaisait pas vous allez plus loin qu'André Ouellet, là-dessus. Ça élargit l'éventail. Mais je signale que, ce faisant, ça indique que vous n'avez pas confiance au gouvernement du Québec, particulièrement en ce qui concerne les droits fondamentaux et, en particulier, dans le domaine linguistique. C'est le sens que je lui donne. C'est que vous voulez reporter au gouvernement fédéral tout ce domaine de la législation linguistique et des droits fondamentaux.

Vous voulez également qu'on revienne au libre choix de la langue d'enseignement. Mais, par contre, vous êtes d'accord pour que la promotion du français se traduise par un travail efficace de relations publiques. C'est ce que vous dites à la page 21. De sorte que, au fond, si je comprends bien votre position, vous rejetez toute mesure à caractère contraignant visant à promouvoir ou à assurer la survie et le développement du français au Québec. Ça doit se limiter à des mesures purement facultatives puisque le retour du libre choix, vous êtes bien conscients du fait qu'en retournant au libre choix en matière de langue d'enseignement, ça veut dire que les enfants des immigrants vont pouvoir maintenant de nouveau fréquenter l'école anglaise. C'est ça que ça signifie. Or, on sait qu'avant la loi 101 c'est à peu près 90 % des enfants des immigrants au Québec qui se dirigeaient vers l'école anglaise et qui venaient forcément grossir

les rangs de la communauté anglophone au Québec.

Si vous souhaitez un retour à ce libre choix, c'est évident que le contexte nord-américain étant ce qu'il est, de nouveau, les enfants des immigrants vont se diriger vers l'école anglaise dans une proportion aussi élevée qu'auparavant, de l'ordre de 90 % et qu'à ce moment-là le français va de nouveau être véritablement sérieusement menacé.

On se comprend bien que vous êtes d'accord pour la promotion du français. Bon. Je prends acte, mais on s'entend bien que ce n'est qu'un vœu pieux parce que, à partir du moment où vous écarterez toute mesure à caractère contraignant et que vous souhaitez le retour au libre choix en matière de langue d'enseignement, c'est évident que ça ne peut aboutir qu'à une situation qui comporte des menaces sérieuses à la survie et au développement du français au Québec. Est-ce que, au moins, on s'entend... C'est votre opinion, je la respecte, mais on s'entend pour dire que ça a cet effet-là et ça aura cet effet-là?

M. Chalkoun: On ne s'entend pas beaucoup, M. Brassard, parce que vous parlez tellement bien le français après des centaines d'années que ça prouve que le français est encore là. Il a été pendant longtemps sans mesures contraignantes.

Nous ne voulons pas centraliser le fédéral. Absolument pas. Nous ne sommes pas pour le statu quo. Nous ne voulons centraliser le fédéral en aucune façon. Nous n'avons traité que de questions fondamentales dans notre mémoire. Je voudrais vous poser juste une petite question. Vous, en tant que francophone au Québec, si jamais on interdisait aujourd'hui l'affichage en français, comment vous sentiriez-vous comme francophone? Qu'est-ce que vous sentiriez là-dedans? Ça vous donnerait un petit peu une idée de la frustration de certains de nos citoyens d'avoir leur langage interdit en public. Pensez-y. Si on interdisait l'affichage en français aujourd'hui au Québec ou à Montréal. C'est toute la réponse que j'ai à ce sujet. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Chevrete.

M. Chevrete: Merci, M. le Président. M. le Président, je ne partage pas le point de vue du Parti Equality. Je serais menteur si je ne vous le disais pas. D'ailleurs, je déteste des faussetés quand elles sont dites et je me fais un devoir de les relever.

Dans votre mémoire, à la page 6, vous dites qu'en 1978 la loi 101 a imposé le français comme seule langue officielle au Québec, mais interdit presque partout l'usage ou même la vue de l'anglais ou d'autres langues alors que la loi 101 vous accordait 171 000 commerces, soit 60 % des commerces qui pouvaient afficher dans les deux

langues. Pensez à tous les commerces de quatre et moins.

La loi 178, à la page 10, même si j'étais en désaccord avec la loi, mais pas pour les mêmes raisons que vous: "La loi 178, dites-vous, nonobstant la Charte des droits et libertés, interdit l'affichage extérieur dans une langue autre que le français partout au Québec." Vous affichez ça d'emblée, alors que la loi 178 vous donnait, en plus des 171 000 commerces de la loi 101, 65 000 autres commerces qui pouvaient afficher dans les deux langues, à savoir 82 % de tous les commerces du Québec qui pouvaient afficher dans les deux langues, et vous affirmez catégoriquement...

(16 heures)

M. Chalkoun: ...au courant de ça. Comment ça? Je n'ai rien compris.

M. Chevette: Je vais finir mes questions, je vais vous laisser...

M. Chalkoun: Je n'ai rien compris à ça. Qu'est-ce que c'est cette affaire d'affichage? 82 % des commerces peuvent afficher dans les deux langues au Québec?

M. Chevette: Les 171 000 plus les 65 000 de plus, par la loi 178, vous donnaient 82 % de tous les commerces québécois qui pouvaient afficher dans le bilinguisme.

M. Chalkoun: À l'extérieur, monsieur?

M. Chevette: À l'extérieur, monsieur.

M. Chalkoun: Je ne suis pas au courant.

M. Chevette: Et, à l'intérieur, 95 % de tous les commerces québécois pourront afficher dans les deux langues. Entre vous et moi, est-ce que ce n'est pas charrier que d'affirmer des choses aussi catégoriques? Vous avez l'air terriblement malheureux, c'est comme si on vous traitait d'une façon épouvantable, alors que la loi 101, dès le départ, vous donnait 171 000 commerces et que la loi 178 vous donnait 65 000 commerces de plus. Vous affirmez qu'il n'y a plus d'anglais à l'extérieur; possible. Ça fait 236 000 commerces. Il en reste 18 % qui affichent unilingue français seulement. Vous ne trouvez pas, sincèrement, quand vous affirmez des choses du genre, à la page 6 et à la page 10, que c'est en mettre un peu plus que le réservoir est capable d'en contenir?

M. Chalkoun: Je voudrais répondre à ceci, à l'intention de M. le Président, qu'il est interdit au Québec d'afficher à l'extérieur en anglais, même ajouté au français, sauf pour certaines organisations religieuses, librairies, etc., qui, finalement, ne représentent même pas 1 % des affiches que nous avons au Québec. Toutes les

affiches commerciales en anglais sont interdites au Québec. Si j'ai tort, veuillez me le mentionner, M. le Président, s'il vous plaît. C'est toute ma réponse. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Je ne saurais me poser comme arbitre.

M. Chevette: Aïe! Apparemment, j'ai dit "extérieur" alors que c'est "intérieur". C'est possible que j'aie fait un lapsus. Je ne le sais pas, je n'ai pas eu le temps de vérifier. 95 % des commerces pourront afficher dans les deux langues à l'intérieur. Imaginez-vous.

Des voix: À l'intérieur.

M. Chevette: Il me semblait que j'avais dit 95 % à l'intérieur. Bon.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça prouve une chose, c'est que c'est en parlant qu'on se comprend.

M. Chalkoun: Oui. Voilà. Finalement, on s'est compris.

M. Chevette: Et je crois, M. le Président, que je vais demander au groupe qui est devant nous de me dire s'ils ont comparé leur situation aux francophones hors Québec.

M. Chalkoun: Oui.

M. Chevette: Et puis, qu'est-ce que ça donne?

M. Segal: It is very important that the Francophones outside of Québec be given every amount of support that is possible. I would add: The Francophones outside Québec can put up a sign in French if they want to, and it is not against the law. Here, if the corner store, in the neighborhood that I live, puts up a sign that is bilingual... Well, you can just look at them all, they are covered in tape and they are obliterated. So, my neighbors with their children have to walk around the neighborhood and explain why it is illegal for their language to be shown. I do not think that that helps our culture to grow, and I would appreciate if others would think about the needs of our culture to exist in the future. Thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes, monsieur.

M. Chevette: Dernière question, M. le Président. Quand vous parlez du grand exode possible à nouveau, est-ce que vous avez des récents sondages auprès des Anglo-Québécois pour voir si, véritablement... Parce que vous avez affirmé, à une question de M. Laberge et à une

question de M. Bouchard, que, advenant que le peuple québécois se serve de son droit à l'auto-détermination, vous respecteriez le verdict. Est-ce que vous êtes au courant du sondage CROP qui dit que 78 % des Québécois accepteraient le verdict des Québécois? Pourquoi alors brandir la menace de l'exode?

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous voulez répondre?

M. Chalkoun: Nous n'avons aucunement brandi, nulle part, la menace de l'exode.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Chalkoun: Nous avons mentionné qu'il y a eu un exode qui a été l'équivalent, quasiment, du plan Marshall pour Toronto. Toronto a deux fois plus de sièges sociaux que nous et beaucoup de Québécois sont partis et ont emporté leur talent, leur argent, toutes les études qu'ils avaient faites ici ont été inutiles, finalement, puisqu'elles ont servi Toronto. Et c'est bien dommage. Mais nous n'avons pas brandi la menace d'un autre exode.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman, est-ce que vous voulez, pour 30 secondes?

M. Libman: O.K. Juste pour terminer, j'accueille chaleureusement le comité exécutif du Parti Égalité. Un parti qui a l'appui de 11 % de la population québécoise, selon le dernier sondage IQOP qui a paru hier dans le journal *Le Soleil*. Et c'est pas mal évident, M. le Président, que le Parti Égalité est un parti qui appuie, sans équivoque, la Fédération canadienne et est prêt à aller jusqu'au bout pour défendre les avantages incontestables pour que le Québec puisse rester une partie forte et une partie intégrale de notre pays le Canada.

Et dernièrement, juste pour rajouter une chose à ce qu'a dit M. Dufour. M. Dufour a parlé de consensus des anglophones qui sont en faveur de la loi 101. Il est vrai que la majorité des anglophones sont favorables à l'esprit de la loi 101 et cet esprit est bien exprimé dans le préambule de cette loi. Mais comme M. Chalkoun a dit: Il y a des articles, il y a des irritants qui ne devraient pas exister. Et en effet, en terminant, il y aura un appui unanime par la communauté anglophone pour cette loi si ces irritants, si ces articles n'existaient pas et aussi il n'y aurait plus de tensions linguistiques au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman, parfait. Alors, Mme Lee, M. Ladd, M. Segal, M. Chalkoun, Mme Freedman, M. Calderone, merci de votre contribution à notre Commission.

(Suspension de la séance à 16 h 7)

(Reprise à 16 h 16)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux. Notre prochain invité, M. Leprohon, pour une durée de 30 minutes. Le règlement, pour une durée de 30 minutes, quant au temps alloué aux différents intervenants... Vous aurez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire. Il y aura 5 minutes pour chacun des groupes parlementaires formant le gouvernement et formant l'Opposition officielle, pour les deux groupes. Il y aura 10 minutes pour les autres membres qui disposeront d'un maximum de 5 minutes chacun. Donc, il ne pourra y avoir que deux intervenants. Et 5 minutes pour la présidence.

Alors, M. Leprohon, vous avez 5 minutes. Bienvenue avec nous d'abord. Et vous avez 5 minutes pour la présentation de votre mémoire, d'abord.

M. André de B. Leprohon

M. Leprohon (André de B.): Merci, M. le Président. Chers membres de la Commission, il y a quatre mythes qu'on trouve dans notre société. Ces mythes nous ont menés à accepter le rejet du statu quo de la Confédération et d'accepter la possibilité de la dissolution de notre pays. En comprenant ces mythes et leur influence sur nous, en tant que francophones, la Commission peut alors faire des recommandations de façon plus objective. Avec les 6 minutes et demie qu'on m'accorde, je vais me concentrer sur le quatrième mythe, qui est que nous sommes rejetés par le reste du Canada anglais et qu'il ne sympathise pas à notre besoin de sauver notre héritage.

Ce mythe a été répandu et renforcé, suite à l'échec de l'accord du lac Meech. Il n'était pas important que la grande majorité de nos citoyens ne comprennent pas l'accord du lac Meech. Il n'était pas important que nous leur expliquions vraiment les objections légitimes de ce document erroné. Pendant des mois interminables, nous leur avons dit que la position du Québec était totalement raisonnable et que le rejet de l'accord serait le rejet du Québec par le reste du Canada anglais. Alors, nous leur avons montré à plusieurs reprises un groupe minime d'anglophones épais, s'essuyant les pieds sur notre drapeau.

Il y a plusieurs raisons importantes, à mes yeux, pour lesquelles ce document ne méritait pas de vivre. La plus grande opposition était qu'il y avait une possibilité que l'insertion de la clause de société distincte à l'intérieur du texte de la Constitution, pouvait mettre en péril les clauses de la Charte des droits et libertés. La Charte est le document le plus merveilleux à être issu du Canada et elle a été conçue par un francophone. Ce document assure les droits que nous avons toujours tenus pour acquis. La Charte nous protège des excès de notre gouvernement. Nos experts constitutionnels étaient divisés sur

la question de savoir si oui ou non, la Charte des droits et libertés pouvait être touchée. Ma position est la suivante: S'il y a le moindre risque que l'accord touche à nos droits fondamentaux, alors ce risque est par lui-même une raison suffisante pour tuer l'accord.

Notre premier ministre a refusé de garantir la présence de la Charte des droits et libertés. Tout ceci a effrayé les anglophones. Ceux-ci sont tous d'accord pour dire que nous sommes une société distincte. Personne ne conteste ce point. Une grande différence entre nos deux races est notre attitude vis-à-vis de nos gouvernements respectifs. Le francophone, à cause des mythes décrits dans ce rapport, met toute sa confiance dans son gouvernement. La collectivité est d'une très grande importance. L'anglophone, de son côté, craint son gouvernement, veut lui donner le moins de pouvoirs possible et s'oppose à ce que l'État se mêle de ses affaires. Les droits de la personne sont pour lui plus importants que la collectivité. Quand vous enlevez un droit à mon voisin, vous me l'enlevez également. Cette crainte que le gouvernement du Québec, par cette clause de société distincte, soit en position possiblement d'enlever des droits, est ce qui a épeuré plusieurs anglophones. Cette crainte a débuté par l'instauration de la loi 178. Elle fut créée suite à la démonstration de 10 000 à 25 000 personnes dans les rues. Ceci m'inquiète et devrait tous vous inquiéter, qu'il soit si facile d'éliminer un droit. Quel autre droit pourrions-nous perdre, à cause d'autres démonstrations alimentées et inspirées par les mythes qui prévalent dans notre société?

Ceci n'a jamais été expliqué à notre peuple. Ce n'était pas dans l'intérêt de nos politiciens, ni de nos médias qui, comme on le sait, ont un tout autre agenda. Les Anglais à travers le Canada nous appuient de tout leur coeur dans leur désir de conserver notre langue et notre culture. Nous sommes le cachet du Canada. Les anglophones ne nous rejettent pas, ne désirent pas que nous perdions notre héritage et ne veulent pas nous perdre. Il y a une évolution constante au Canada. Les attitudes changent et les vieux mythes sont graduellement mis à l'écart.

Qui aurait pu croire, il y a 20 ans, qu'aujourd'hui dans la ville de Calgary, un centre supposé anti-francophone, anti-québécois, que dans le réseau catholique qui représente environ 25 % des étudiants de la ville de Calgary, il y a plus de 3000 étudiants de familles unilingues anglaises qui vont dans les écoles françaises. Ou que l'Université de Calgary remettrait certains de ses diplômes en français. Il est temps pour nous d'évoluer; il est temps d'enterrer les mythes qui ont toujours entravé notre société. Regarderons-nous vers l'avenir avec confiance ou, au contraire, nous renfermerons-nous, permettant à nos propres inquiétudes de nous isoler toujours plus?

Le Président (M. Jean Campeau): Il vous reste 15 secondes M. Leprohon.

M. Leprohon: Il me reste une minute.

Le Président (M. Jean Campeau): Non mais, vous avez déclaré six minutes et demie, au départ.

M. Leprohon: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, c'est cinq minutes.

M. Leprohon: Oh! Je vais arrêter quand vous me le direz.

Si nous voulons progresser en tant que société au prochain siècle, nous devons changer nos attitudes. Il est inconcevable de voir qu'en 1990, nos étudiants diplômés du secondaire, cégep, et université, ne puissent être que francophones unilingues. Nous brimons nos jeunes, les isolant du reste du Canada, les plaçant ici dans une position économique faible et les empêchant de se développer. Il est injuste que seuls les anglophones, les allophones et les Canadiens français de haute classe soient bilingues. Et que les francophones de classe moyenne ou de faible revenu soient unilingues français. Il est déplorable que dans la région de l'Abitibi des parents aient eu à abandonner leur religion afin de permettre à leurs enfants d'être introduits plutôt à des cours de langue anglaise. Et c'est une hypocrisie de voir nos dirigeants tous parfaitement bilingues, ayant pu fréquenter des institutions telles que Harvard et le London School of Economics...

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, comme la liberté des uns commence où celle des autres finit. Alors, c'est le temps des questions. Alors, M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, je vous remercie M. le Président. Je vais essayer de ne pas abuser de la liberté ou du privilège que vous me donnez. Votre mémoire soulève, pour moi, beaucoup de questions ou beaucoup de réflexions. Malheureusement, on est aussi limité avec le temps. Alors, je vais essayer d'aller direct au but. Il y a un point où je suis d'accord avec vous: sur les mythes. Je suis d'accord avec vous. Je ne me suis jamais senti en chicane avec les Anglais et je n'ai jamais senti que c'était la faute des Anglais s'il m'arrivait quelque chose. Quand tu es le meilleur, il t'arrive ce qu'il y a de meilleur et quand tu es le pire, il t'arrive le pire. Alors, dans ce sens-là, je me dis: On est maître de notre destinée puis on s'arrange bien. Dans ce sens-là, en tout cas, je ne suis pas porté à mettre la faute sur les autres quand j'ai des problèmes.

Mais, il y a un aspect qui me désole

énormément par exemple. Vous dites: L'échec du lac Meech est une bonne chose. En tout cas, vous vous réjouissez de ça et moi, je ne m'en suis pas réjoui. O.K., peut-être parce que je me suis énormément impliqué dans la promotion de cela, dans l'explication de cela, dans la défense de Meech. Mais, l'échec de Meech, pour moi, ça a fait mal. Je ne l'ai pas trouvé drôle pantoute. J'aimerais que vous me disiez pourquoi vous, vous trouvez que c'est une bonne chose?

M. Leprohon: Réjouir, ce n'est peut-être pas le bon terme parce que je réalisais le dommage que ça ferait à notre province, à notre population, et au Canada. J'étais très heureux que le document ne passe pas parce que pour moi, les droits des individus c'est sacré. Et puis, il y a trois éléments. Il y avait un danger que les droits puissent être mis en jeu au Québec puis, même si c'est pour nos minorités, moi, je ne vois pas ça en étant un problème de minorité. C'est la philosophie de dire que les droits sont sacrés puis que si on a des problèmes au Québec, c'est à nous de trouver des approches, puis d'employer la créativité puis l'intelligence pour les régler. Puis que si on enlève, si potentiellement on a la possibilité d'enlever un droit à quelqu'un, ça va nous diminuer en terme de société. Il y avait aussi deux autres problèmes impliqués avec la charte. Et puis en toute négociation, il faut toujours comprendre l'approche ou les objections des autres gens. On n'a jamais pris vraiment le temps de nous expliquer ces objections-là. La réforme du Sénat, c'est une objection assez majeure et puis, il y avait aussi le fait que l'accord du lac Meech aurait isolé en donnant plus de pouvoirs au Québec — puis là je sais que je prends une position vraiment pas populaire du tout — mais ce que je ne veux pas voir, c'est que le Québec s'isole et puis que son peuple s'isole. Moi, je veux qu'on participe au Canada.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais vous me dites, là, qu'en prenant plus de pouvoirs, on s'isole; si je synthétise rapidement ce que vous venez de me dire.

M. Leprohon: Si on diminue l'influence du fédéral, d'Ottawa, et si on coupe de plus en plus les liens, correct, on a une tendance à se renfermer sur nous. On fait toute notre petite affaire ici, au Québec. Alors, on a une tendance à couper nos horizons. Mais si on a une présence fédérale... et puis, entre nous deux, la présence fédérale déjà, selon moi, est minime. On contrôle notre langue, on contrôle... on a notre propre Code civil, nos propres lois. L'éducation, c'est nous qui contrôlons ça. On a tous les outils nécessaires pour préserver notre langue.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui, je

comprendrais votre point de vue si le nationalisme qui s'exprime au Québec était défensif. On a peur de mourir, on a peur... il faut se défendre, il faut se protéger. Là je suis d'accord avec vous. Mais si, au contraire, on dit qu'on a besoin de plus d'espace pour nous épanouir, pour nous affirmer, pour nous développer, que le vêtement fédéral est trop petit, que ça nous en prend plus; on est plus forts, on est plus confiants, nous autres. Si elle est dans ce sens-là, êtes-vous d'accord avec cette forme de nationalisme-là?

M. Leprohon: Bien, disons qu'on parle peut-être de la même chose. La seule différence c'est que, moi, je vois le terrain de jeu comme étant le Canada. On a accompli, dans les derniers 20 à 30 ans... on a pris le contrôle de nos affaires, correct. Le monde des affaires nous appartient. Et puis moi, je dis que la prochaine génération, ça devrait être le Canada. Et puis c'est pour ça que je ne veux pas diminuer l'influence qui existe, que moi, je considère minime présentement.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): M. le Président est-ce qu'il nous reste du temps?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui monsieur.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui, alors dans les liens que vous verriez, dans les pouvoirs, c'est-à-dire, que vous verriez nécessaires à l'épanouissement du Québec, est-ce qu'il y a des pouvoirs supplémentaires que le Québec devrait aller chercher et qui ne réduiront pas ou n'amèneront pas à le "ghettiser", le "ghettotiser"... je ne sais pas trop, là, en fait, "ghettoriser". Excusez, mon collègue a une meilleure formule que moi.

M. Leprohon: Disons que ce que je recommandais vers la fin de mon exposé, c'est qu'on devrait peut-être considérer une société bilingue. Quand je dis bilingue, je ne veux pas dire moitié, moitié. Je parle que, peut-être, on devrait considérer de changer notre système d'éducation pour que ce soit 75 % en français et 25 % en anglais; toutes les écoles. C'est à nous de préserver notre langue, notre culture. On a tous les moyens nécessaires pour le faire. Mais il faut aussi absolument préparer notre jeunesse pour le prochain siècle. L'anglais est critique pour le futur. Il ne faut pas nier ce point-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. On passe à un autre bloc de questions. Peut-être qu'on reviendra vers vous. Alors, M. Jacques Léonard.

M. Léonard: M. Leprohon, j'ai lu votre mémoire, et j'ai eu l'impression que vous défen-

diez, en fait, ce qu'on appellerait le fédéralisme intégral, le statu quo, et au fond, la Constitution de 1982 avec la Charte canadienne des droits et libertés qui y a été insérée. Et sur ce plan, je pense que votre proposition est très claire. Au fond, vous dites: cette Constitution canadienne nous convient, devrait nous convenir, et moi, je la propose aux Québécois. Sauf que, par ailleurs, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de Québécois qui en sont moins satisfaits et pour des raisons qui, à mon sens, ne tiennent pas toutes du mythe. Et c'est là que je pense que les mythes que vous soulevez – on peut les appeler mythes lorsqu'ils deviennent simplifiés à l'extrême... Mais il y a quand même des procès qui ont été faits et des problématiques qui ont été exposées. Il me semble qu'elles sont bien ancrées sur la réalité. Je ne voudrais pas reprendre tout cela, nous n'aurions pas le temps dans cinq minutes. Mais je pourrais simplement vous dire qu'une portion grandissante des Québécois pense justement que ce ne sont pas des mythes et qu'ils voudraient se sortir de la Confédération, de la Constitution canadienne de 1982.

Et ce qu'a fait le premier ministre du Québec en proposant les cinq conditions de l'accord du lac Meech... C'étaient des conditions minimales que tout le monde au Québec, enfin, une partie très grande au Québec a considérées comme minimales, une partie très grande de la population. Alors, je me demande s'il n'y a pas de mythes de part et d'autre dans tout cela et qu'au fond, les gens, à un moment donné ou l'autre, vont devoir trancher démocratiquement.

(16 h 30)

S'il y avait un référendum sur cette question, entre le statu quo que je respecte parce que, pour moi, la Constitution canadienne telle qu'elle a été pensée nous amène à un État central très fort et à niveler, en tout cas, ce qu'on peut appeler les nationalismes; alors c'est une position, alors qu'une autre peut proposer la souveraineté. Il me semble que ce sont deux choses très défendables. Bon, on peut les défendre. Je vais vous poser une première question. Dans ce contexte, vous respecteriez le résultat d'un référendum parce que ce serait l'expression de la démocratie je suppose. Vous pourriez me répondre. Deuxièmement, vous dites que le Québec qui se replierait sur lui-même serait fermé aux courants internationaux. Je vais être d'accord avec vous si vous le dites comme cela mais sauf que la souveraineté du Québec, qui s'oppose à votre vision du fédéralisme, fait en sorte que les Québécois – le gouvernement du Québec et les Québécois – vont avoir de plus en plus un accès direct au monde sur le plan international. Et je voudrais simplement vous souligner que les Québécois eux-mêmes sont, comme collectivité, ceux qui ont la plus grande part de leur produit national brut exporté et importé avec les autres pays du monde. Donc,

c'est déjà une économie très ouverte et je ne vois pas pourquoi aller encore plus loin dans ce sens, qui est dans le courant international de l'heure. Ça nous mettrait en courant inverse et ça nous refermerait sur nous-mêmes.

M. Leprohon: Disons que votre question était relativement longue là. Je vais essayer de garder toutes les traces possibles. Disons mon point: c'est que, du côté économique, ce n'est pas l'aspect qui devrait être le point important pour le futur du Québec. Si on "s'argumente" et on dit qu'on a besoin de garder des liens, à cause de raisons économiques et alors le côté international devient plus important, ce sont des arguments qui sont faux. Nous avons, avec les liens que nous avons avec le Canada, l'opportunité de jouer sur le jeu international qui nous aide. Vous comprenez? Si on se sépare ou si on devient plus autonome, on va être plus restreint en termes de la quantité de notre population qui va avoir les opportunités de jouer sur le marché international. C'est sûr qu'on continuera d'avoir des relations comme on a présentement, mais je ne vois pas comment ça va avoir un bénéfice pour la majorité de notre population. Si on retourne il y a deux ans et demi, même aujourd'hui si on demande à la majorité de notre population de nous expliquer l'accord du lac Meech, ils ne pourront rien dire à ce sujet. Il y a deux ans et demi il n'y avait aucun problème, c'est vrai, pour la majorité de la population. Si on leur avait demandé: Est-ce que le statu quo pour vous est acceptable? Ils auraient dit oui. Correct? Ils n'auraient pas pu expliquer plus que ça. Ce qui est arrivé depuis deux ans, c'est le processus politique – une fois encore dans notre province – et on se trouve aujourd'hui à un certain point province contre provinces, francophones contre anglophones et francophones contre francophones.

M. Léonard: Juste...

Le Président (M. Jean Campeau): Une remarque de 15 secondes.

M. Léonard: ...une remarque très rapide. En Afrique francophone, par exemple, il n'y a aucune maison du Québec dans aucun pays francophone à ce qu'on m'a dit sauf un poste à l'intérieur même de l'ambassade canadienne à Abidjan. Alors vous voyez que quand vous dites que le Québec a un accès au monde international, il l'a strictement par Ottawa. On sait ce que ça signifie; alors, il n'a pas d'accès dans toute l'Afrique actuellement. C'est un fait, on ne peut pas le nier présentement.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Le temps est écoulé. Nous passons maintenant à M. Ouellet qui sera suivi de M. Libman et de M. Louis Laberge. M. Ouellet?

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Je voudrais, pas vraiment poser une question mais, faire un court commentaire. Monsieur, j'apprécie votre mémoire parce que vous avez des convictions et vous les exprimez. Ce qui me vient à l'esprit c'est qu'un mémoire – comme celui de la Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska qui nous a été présenté hier soir – amène nécessairement un mémoire comme le vôtre aujourd'hui. Il y a des choses qui doivent nécessairement être dites et être soumises à l'attention des membres de cette Commission. Vous parlez de mythes et je pense que vous avez raison d'en parler parce qu'on a, en certains milieux au Québec, véhiculé très allègrement plusieurs mythes et je vous félicite d'en crever quelques-uns. Je vous dirai que je ne partage pas vos vues complètement. En particulier, j'étais pour l'accord du lac Meech en 1987, j'étais encore pour l'accord du lac Meech en 1990 et moi j'ai été déçu que cet accord ne soit pas passé.

Je viens d'entendre M. Léonard qui essayait d'expliquer combien terrible était ce rejet par les anglophones de l'accord du lac Meech. En 1987, si je me rappelle bien, le Parti québécois, les souverainistes parlaient d'une grande illusion, d'un compromis, une compromission épouvantable de la part du gouvernement du Québec en parlant d'essayer d'avoir une entente au sujet du lac Meech. Ils étaient contre. Soudainement, quand il se sont aperçus que ça ne marchait pas, là, ils ont dit que c'était donc épouvantable que ça ne marche pas. Et je crois que, à certains égards, quand vous parlez d'un certain mythe qui existe au Québec, vous touchez, vous mettez le doigt sur quelque chose qui fait mal à ce changement d'attitude, soudainement, pour des fins électoralistes et partisans du Parti québécois.

Mais il y a un autre mythe dont vous parlez qui est très important. Et c'est celui du fait qu'il y a une menace de perdre notre langue et notre culture. M. Laberge, plus tôt, nous a parlé d'un mémoire qui a été présenté devant cette Commission et qui disait, qui faisait état d'un mémoire qui a été présenté par la Société Saint-Jean-Baptiste, et qui parlait de la disparition des francophones hors Québec, du fait que les francophones étaient en voie de disparition. J'ai reçu de la Fédération des francophones hors Québec des rectifications assez importantes à ce mémoire qui nous avait été soumis par la Société Saint-Jean-Baptiste, en particulier lorsqu'on parle des taux d'assimilation des francophones. La Société Saint-Jean-Baptiste nous parlait d'un taux d'assimilation de 70,9 % en Ontario. Or, les chiffres qui nous ont été fournis sont de l'ordre de 27 %. Quand la Société Saint-Jean-Baptiste nous parlait du taux d'assimilation du Nouveau-Brunswick de 27,7 %, les chiffres officiels sont de 7,1 %. Un autre mythe, à mon avis, que vous avez raison de dénoncer. Il m'apparaît évident qu'il y a place à l'amélioration au Canada, qu'il

y a lieu de faire une meilleure répartition des tâches entre le gouvernement canadien et le Québec, afin de permettre à la population du Québec d'être mieux servie et de mieux répondre à ses aspirations légitimes. Et je pense qu'il y a possibilité de le faire à l'intérieur du Canada pour le meilleur intérêt des Québécoises et Québécois.

M. Leprohon: Pas de commentaire.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous êtes chanceux, M. Leprohon. Vous n'avez pas besoin de répondre. Le temps est écoulé. M. Libman.

M. Libman: Oui, merci M. le Président. Je dois aussi féliciter M. Leprohon. Je pense qu'il a beaucoup de courage de dire en public ce qu'il pense en privé. Il y a beaucoup de francophones du Québec qui pensent comme ça, mais qui gardent leur opinion privée. Et je pense que vous représentez une majorité silencieuse au Québec, qui devra peut-être avoir le courage de se présenter en public devant notre Commission.

Je veux toucher certains points que vous faites. Vous parlez, vous avez une phrase qui dit: "S'il y a le moindre risque que l'accord touche à nos droits fondamentaux, alors ce risque est par lui-même une raison suffisante pour tuer l'accord." Je pense qu'il faut répéter aujourd'hui le fait qu'en 1985, quand les cinq conditions du Québec initiales étaient soulevées dans leur programme électoral, leur demande pour la reconnaissance du Québec comme société distincte, c'était exprimer qu'ils voulaient que cette reconnaissance se trouve dans un préambule à la nouvelle constitution. Ça, c'était l'exigence originale, par le gouvernement du Québec, pour la reconnaissance du Québec comme société distincte, de se retrouver dans un préambule. Comme ça il n'y aurait pas d'effet sur la Charte des droits et libertés.

Deuxièmement, vous mentionnez ici dans votre mémoire une dizaine de personnes unilingues anglaises dont les enfants sont tous bilingues. Et moi, je mentionne ce point parce que nous parlons souvent du fait que le rêve de Trudeau du bilinguisme pour le Canada, est un rêve qui ne va jamais réussir. Il faut dire – et cette phrase, je pense, met un peu de lumière là-dessus – le fait que si nous pouvons laisser peut-être le rêve de Trudeau évoluer, nous pourrions un jour arriver au point que ce rêve de bilinguisme existe au Canada parce que, parmi nos jeunes, c'est une histoire grandement différente aujourd'hui des générations qui les précèdent.

Ma question, M. Leprohon. Il faut toucher la question de l'éducation. Vous parlez d'éducation. Est-ce que vous croyez que les articles de la loi 101 en ce qui concerne l'éducation, l'éducation pour les immigrants qui devraient fréquenter les écoles françaises, est-ce que

c'est un outil essentiel pour promouvoir la langue et la culture française au Québec d'obliger les immigrants à fréquenter le système scolaire francophone ou si la liberté de choix existait, est-ce que nous pourrions toujours promouvoir la langue française si on gardait une maîtrise du français pour ces immigrants, même s'ils s'en vont dans les écoles anglophones?

M. Leprohon: Disons que ce que je proposais c'est que peut-être on développe un système, un réseau scolaire où toute l'éducation, toutes les écoles sont pareilles. Je recommandais 75 % en français, 25 % en anglais. Puis, si on a besoin de mettre plus d'heures d'école pour que les enfants préservent leur langue, que ce soit en français, en anglais, qu'on le fasse. Je suis contre l'imposition. D'un autre côté, je réalise que pour les immigrants, ils n'ont pas le choix. Il faut absolument qu'ils apprennent le français pour qu'ils puissent s'impliquer dans notre société de la même façon que les Anglais aujourd'hui, les jeunes Anglais, de plus en plus c'est rare de trouver des jeunes Anglais qui sont unilingues anglais. Alors, les francophones ont besoin d'aller dans le réseau français s'il ne change pas. Mais moi, je recommande qu'on le change.

M. Libman: O.K. Merci, M. le Président. Comme je l'ai dit, j'ai apprécié le mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Libman. M. Laberge.

M. Laberge: Merci, M. le Président. D'abord...

Le Président (M. Jean Campeau): Deux à trois minutes.

M. Laberge: Pardon?

Le Président (M. Jean Campeau): Deux à trois minutes.

M. Laberge: Oui. Deux corrections très rapides. M. Ouellet a dit que je m'étais référé au mémoire de la Société Saint-Jean-Baptiste. C'est une légère erreur que vous avez faite. Ce n'est pas la première. Probablement pas la dernière. Mais je n'étais pas là lors de la présentation du mémoire par la Société et, à ma courte honte, je dois vous dire que je n'ai pas même pas lu le mémoire. Ça fait que je n'ai certainement pas fait référence au mémoire de la Société.

M. Libman vient de créer un autre mythe. Il a dit: M. Leprohon, je vous félicite pour votre courage. Il y a beaucoup de Canadiens français qui pensent comme vous. S'il y en avait eu tant que ça, vous ne seriez probablement pas tout seul, Lib.

Le Président (M. Jean Campeau): Pas de commentaire.

M. Laberge: J'ai trouvé ça un petit peu simpliste comme argument, les mythes. Ce n'est pas rien que des mythes. Il y a quand même des vérités là-dedans. Il y a quand même, ce n'est pas un mythe ça, que le fédéral empiète de plus en plus dans les juridictions des provinces, y compris celle du Québec: en éducation, la formation professionnelle. Encore là, avec la Commission qu'ils sont en train de mettre sur pied, 28 organismes, dont les Chambres de commerce, tout le monde patronal était là, tout le monde, tout le monde, excepté un organisme patronal pour le Forum sur l'emploi qui s'est mis d'accord qu'il fallait repousser le fédéral dans son domaine et dire: Ne touche pas à ça. Donc, ça, ce n'est pas un mythe. Ça se fait.

C'est les francophones hors Québec qui sont venus nous dire qu'ils tiraient le diable par la queue et qu'ils en arrachaient. Moi, je n'ai pas pris ça d'ailleurs. Ils doivent le savoir. C'est eux qui le vivent. C'est très différent à Laval-sur-le-Lac, je suppose.

D'ailleurs, un autre mythe qui a existé fort longtemps et dont on se souviendra toujours je pense bien, c'est qu'en 1980 on disait: "Un vote pour le non est un vote pour le changement." Il y a eu des changements. Il y a eu détérioration. C'est ça, les changements qu'il y a eu depuis 1980.

Il y a peut-être des mythes, mais ce n'est pas rien que des mythes. Il y a des causes, il y a des causes et, encore une fois, il y a un tas d'organismes et moi, je suis agréablement surpris de ça, qui voient clair et qui disent: Le statu quo, c'est impossible, ne parlons plus de ça. D'un autre côté, ils disent aussi: La séparation pure et dure - c'est comme ça que M. Rémillard appelle ça - il n'en est pas question non plus. Donc, je pense qu'on part de quelque chose. Il faut que le Québec assume ses propres responsabilités. Vous dites que c'est un mythe de s'appuyer sur le gouvernement du Québec pour défendre nos intérêts. Bon. Là, j'ai de la misère à vous suivre. Est-ce que vous trouvez que... Bien, c'est ce qui est marqué là.

M. Leprohon: ...que seul notre gouvernement peut nous représenter adéquatement. Sur ce point, ce que j'essayais de faire, c'est qu'on ait une représentation francophone à Ottawa qui puisse représenter nos intérêts.

M. Laberge: Si vous permettez. Le numéro 2. Le mythe que notre gouvernement provincial peut, de façon efficace, défendre nos intérêts; ce n'est pas moi qui l'ai écrit.

M. Leprohon: Que le seul, le seul qui peut défendre nos intérêts...

M. Laberge: Ce n'est pas marqué "le seul": "Peut, de façon efficace..." Alors, vous, vous semblez dire qu'il ne peut pas du tout défendre nos intérêts.

M. Leprohon: Pas du tout.

M. Laberge: Bien, je vais vous dire une affaire. J'ai déjà été renfermé une fois pour... Vous savez!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Pas pour des choses de politiciens. Et j'ai jamais mieux été renfermé par mon gouvernement du Québec que par le gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral m'a manqué par deux minutes...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: ...quand ils ont envoyé l'armée, en 1970, puis qu'ils ont ramassé 500 ou 600 Québécois. Ce n'est pas des mythes, ça. Ils les ont renfermés, sans avocat, sans le droit de téléphone, sans le droit de rien faire. Ce n'est pas des mythes, ça. Ça s'est passé ici, au Québec.

M. Leprohon: Comment avez-vous trouvé ça?

Le Président (M. Jean Campeau): Très bien.

M. Laberge: Bon. Alors, moi, je termine...

M. Leprohon: Comment avez-vous trouvé ça?

M. Laberge: ...et ma question est: Est-ce que vous croyez vraiment, mais vraiment sincèrement, qu'on va pouvoir continuer avec le statu quo?

M. Leprohon: Peut-être une question, avant d'aller plus loin: Comment avez-vous trouvé le fait qu'il y a des gens qui ont été ramassés dans la rue puis qui ont été incarcérés? Est-ce que c'est quelque chose qui était vraiment terrible, dégueulasse, abominable?

M. Laberge: Bien, Pauline Julien, à ce que je sache, ce n'est pas une criminelle.

M. Leprohon: Moi, je suis d'accord avec vous, et c'est pour ça...

Le Président (M. Jean Campeau): Bon. Alors, pendant que nous sommes d'accord, c'est le temps de terminer l'audience.

M. Laberge: Vous êtes d'accord, alors, on va voter oui au référendum, pour le changement.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Leprohon, merci d'être venu défendre vos idées devant cette Commission pour l'avenir du Québec.

M. Leprohon: M. le Président, je voudrais apporter une correction.

Le Président (M. Jean Campeau): Non. Je regrette, monsieur.

M. Leprohon: Juste apporter une correction au...

M. Laberge: ... On ne nous a pas permis de répliquer.

Le Président (M. Jean Campeau): Non. Écoutez...

M. Laberge: Alors, qu'il fasse comme moi, qu'il attende.

Le Président (M. Jean Campeau): Bon. Voici. Merci. Alors, nous recevons maintenant la Fédération des CLSC.

(Suspension de la séance à 16 h 47)

(Reprise à 16 h 49)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant la Fédération des CLSC du Québec pour une audience d'une heure. Au bénéfice de nos invités, je répète le minutage. Alors, vous aurez 10 minutes pour la présentation du mémoire, 10 minutes iront pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les autres membres – chacun de ces membres disposant d'un maximum de cinq minutes – et finalement, cinq minutes pour la présidence. Alors, je comprends, M. Payette, que c'est vous qui faites le résumé du mémoire?

M. Payette (Maurice): Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Pourriez-vous d'abord présenter vos collègues, s'il vous plaît.

Fédération des CLSC du Québec

M. Payette: Certainement. Messieurs les coprésidents, mesdames et messieurs, les membres de la Commission parlementaire, j'aimerais présenter mes collègues. À ma droite, M. Serge Bouchard, qui est vice-président de la Fédération. Il est représentant des usagers sur le conseil d'administration d'un CLSC de la Côte-Nord, le CLSC Aquilon à Baie-Comeau. Il est aussi impliqué dans le domaine scolaire et

municipal à titre de directeur d'école et maire de la Pointe-aux-Outardes. À ma gauche, immédiatement, Mme Jeanne D'Arc Vaillant, qui est la directrice générale de la Fédération des CLSC. À ma gauche, à l'extrémité de la table, M. Louis Côté, qui est directeur général du CLSC la Petite-Patrie dans le quartier montréalais de Villeray-Rosemont et qui est aussi vice-président de la Fédération des CLSC. Et à l'extrême droite, M. Michel Bissonnette, qui est le directeur des communications de la Fédération des CLSC.

Mesdames et messieurs, vous avez reçu le mandat d'examiner l'avenir politique et constitutionnel du Québec et nous sommes très heureux d'apporter aujourd'hui notre contribution à la poursuite de cet important mandat. Pour un grand nombre de Québécoises et de Québécois, et pour plusieurs groupes qui se sont présentés devant vous, un tel mandat a fait émerger une préoccupation plus profonde et plus globale. Ce n'est pas tout de se déclarer société distincte, ce n'est pas tout de chercher en quoi nous sommes distincts et ce qui est requis pour être distincts. Il faut, quant à nous, en même temps, se poser la question du type de société que nous voulons bâtir et la façon d'élaborer et d'adopter un projet de société. Pour nous, le projet constitutionnel et politique est inséparable du projet social. Ce qui amène le réseau des CLSC à se présenter devant votre Commission pour vous rappeler la nécessité de construire une cohésion sociale, ce sont les deux caractéristiques suivantes. Premièrement, depuis plus de 15 ans, les CLSC sont solidement implantés dans la base même de la société, les communautés locales. Les 476 lieux de dispensation de services répandus à travers tout le Québec, dans les quartiers urbains aussi bien que dans les villes et les villages, nous mettent en contact, de façon quotidienne, avec la réalité vécue par les Québécoises et Québécois. Les CLSC sont devenus, au cours des années, des partenaires actifs et importants dans toutes les dynamiques locales.

Deuxièmement, les 15 000 intervenants des CLSC, qui rencontrent 2 500 000 d'usagers, sont quotidiennement confrontés à la pauvreté et à la souffrance de milliers de citoyens et de citoyennes qui sont victimes d'une société malade de ces inégalités et de sa désintégration. Nous sommes venus vous dire que les CLSC, à titre de dispensateurs de services de santé et de services sociaux, constatent que la population qu'ils desservent vit un profond désarroi et qu'un grand nombre de personnes ne sont pas en mesure de participer, ni même de se sentir concernées par ces discussions sur l'avenir constitutionnel du Québec. Elles sont, en quelque sorte, sans voix.

Nous ne sommes pas venus vous indiquer comment sortir de l'impasse constitutionnel. Nous désirons simplement vous rappeler que vos réflexions ne peuvent ignorer une autre impasse:

l'écart sans cesse grandissant entre les riches et les pauvres, l'écart entre les régions du Québec, l'écart entre les quartiers urbains. Déjà, plusieurs organismes sont venus vous livrer le même message: l'Association des évêques du Québec, le Conseil des affaires sociales, l'Union des producteurs agricoles, la Fédération des caisses populaires, et d'autres, sans doute, viendront vous rappeler la dimension sociale du projet québécois.

Le pivot de notre avenir, c'est la capacité mobilisatrice de chacune de nos communautés. Pour retrouver la cohésion de notre société, pour refaire notre tissu social et bâtir un avenir meilleur, c'est d'un projet de société dont nous avons besoin, d'un nouveau contrat social qui unit tout notre monde dans la poursuite d'objectifs partagés parce que bien compris.

Je laisserai maintenant à M. Bouchard le soin de vous dire quels sont, selon notre mémoire, les grands principes qui devraient guider l'élaboration d'un contrat social.

M. Bouchard (Serge): M. le Président. Voici, quant à nous, très brièvement, les éléments qui, à notre point de vue, constituent la base du contrat social. Ce dernier doit être fondé sur les dix points suivants.

Premièrement, la clarification des aspirations politiques du Québec et la recherche d'un consensus sociopolitique sur les grands enjeux de notre développement.

Deuxièmement, la détermination d'objectifs précis, à long terme, c'est-à-dire pour au moins les 20 prochaines années, de notre développement socio-économique.

Troisièmement, l'adoption d'une politique d'ensemble consacrant la lutte à la pauvreté et aux inégalités comme une priorité et fournissant aux différents agents sociaux, politiques et économiques les cibles, de même que les moyens d'enrayer notre appauvrissement collectif.

Quatrièmement, la décentralisation véritable des lieux de décision du gouvernement du Québec, à la fois au niveau des régions administratives et au niveau des différents réseaux, que ce soit dans les secteurs de l'économie, de la santé et des services sociaux, de l'éducation ou dans les autres secteurs de l'activité humaine. La principale mission de l'appareil gouvernemental, outre la gestion des fonds publics et des orientations de notre développement, devrait être d'appuyer les efforts et les réalisations des groupes et des organismes qui sont sur le terrain.

Cinquièmement, le recentrage, c'est-à-dire la réorganisation de l'action gouvernementale autour du palier municipal, ce qui pour nous revient à parler du pouvoir local, de manière à mieux l'instrumenter en matière de développement socio-économique et à lui permettre de jouer un rôle plus actif et décisif quant aux orientations que devrait prendre le développement du Québec au plan local.

Sixièmement, la recherche d'un consensus entre patrons et employés de manière à atténuer les affrontements et à solidariser nos forces du travail autour des enjeux de notre développement socio-économique.

Septièmement, l'adoption systématique d'attitudes et de modes de gestion préventive en matière d'action gouvernementale et d'orientation du développement socio-économique.

Huitièmement, la clarification et l'affirmation des valeurs fondamentales que propose le Québec comme terre d'accueil et pour ses immigrants, notamment l'identité francophone du Québec et sa spécificité socioculturelle.

Neuvièmement, la résolution par voie d'ententes négociées des droits des peuples autochtones dans le cadre géographique, socioculturel et politique du Québec.

Enfin, dixièmement, la refonte de l'actuelle Charte des droits et libertés pour y intégrer les droits collectifs de toutes les Québécoises et de tous les Québécois.

M. le Président, voilà les bases du contrat social que nous souhaitons pour le Québec et si, pour s'entendre sur ce contrat social, il nous faut rassembler toute la collectivité, nous proposons que soient convoqués des états généraux qui prendront le temps et les moyens nécessaires pour y arriver. C'est là, nous pensons, que réside notre avenir comme Québécois et Québécoises et nous sommes prêts à y travailler. Merci.

(17 heures)

Le Président (M. Jean Campeau): Merci MM. Bouchard et Payette. Nous commençons par M. Guy Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Moi, je voudrais vous remercier de votre mémoire. Je considère qu'il touche des réalités québécoises et il s'inscrit dans la lignée des rapports qu'on a eus ces dernières années, même ces derniers mois, par exemple celui du Conseil des affaires sociales et de la famille. Je pense qu'il faut s'attaquer de front à la pauvreté au Québec, à une redistribution plus équitable de la richesse. Et quand vous parlez de contrat social ou de projet de société, et que vous énumérez vos 10 points, nous nous rendons compte que nous n'avons pas tous les outils pour réaliser ce contrat social. Vous parlez par exemple des relations avec les autochtones, vous parlez de la redistribution par exemple de l'emploi, vous parlez de l'immigration et je disais dans mon discours d'ouverture à cette Commission, moi, que le 1^{er} janvier 1991, il y aura un manque à gagner exclusivement au niveau de la santé et des services sociaux, de 1 200 000 000 \$ à la suite des transferts fédéraux parce qu'ils ont coupé dans les transferts. Vous le savez. Et vous ne dites pas du tout devant cette Commission, qui est spécifiquement chargée de s'interroger sur l'avenir du Québec, vous ne dites pas quels

sont ces leviers indispensables ou quels sont les leviers indispensables qu'on devrait avoir. Vous ne dites pas non plus par quels moyens on peut régler ce conflit qui dure depuis une trentaine d'années d'essais, si vous me permettez, de régler le problème constitutionnel.

Donc ma question est la suivante. Croyez-vous que le Québec a tous les leviers pour réaliser le contrat social que vous suggérez, premièrement. Deuxièmement, s'il ne les a pas tous, lesquels sont indispensables à court terme? Et, troisièmement, croyez-vous qu'il est possible de faire des états généraux en même temps qu'on s'interroge sur l'avenir du Québec, ou si on doit régler le statut constitutionnel du Québec avant de faire des états généraux?

M. Payette: Croyez-vous que nous allons répondre?

M. Chevette: Je ne crois pas que vous allez répondre, mais c'est mon devoir de vous interroger.

M. Payette: Concernant les leviers dont nous avons besoin, je pense que la réponse est en même temps dans la solution que nous proposons: de nous entendre dans un contrat social pour bien définir les leviers dont nous avons besoin, et pouvoir ensuite, à la suite d'un consensus collectif, s'entendre sur les moyens pour aller chercher l'ensemble de ces leviers-là. Concernant lesquels, de façon plus précise, je vais laisser à Mme Vaillant le soin de répondre à cette question un peu plus délicate.

Mme Vaillant (Jeanne d'Arc): Ce que vous retrouvez dans notre mémoire, c'est finalement de dire en quoi, quel type de société... et la question que vous posez est au niveau du commun. Ce que nous disons, c'est que d'une façon ou de l'autre, que ce soit par une voie ou une autre voie, ce qui apparaît important, c'est que la collectivité québécoise puisse avoir un ensemble de leviers pour être capable de réaliser le type de société que nous souhaitons. Que ce soit par entente négociée avec le gouvernement fédéral ou que ce soit par une autre voie, nous ne nous sommes pas prononcés là-dessus. Et c'est le vœu de nos instances et ça traduit aussi une réalité. Mais ce qui nous apparaît important, au-delà du mécanisme ou de la voie à prendre, c'est quelles sont les relations... les membres de notre société, que veulent-ils? Et cette discussion-là, cette entente-là va devoir se faire.

M. Chevette: Mme Vaillant, vous êtes des intervenants de première ligne dans le domaine de la santé et des services sociaux. C'est vous qui êtes à la porte même, là, de l'individu; vous êtes les plus proches du monde. Vous dites: il faut se rapprocher du monde. Les gens que vous avez rencontrés, qui vous disent tous leurs

problèmes et puis qui vous demandent de les refléter ici, compte tenu que vous n'avez pas tous ces leviers, est-ce que les gens ne veulent pas régler, une fois pour toutes, ce fameux problème constitutionnel pour pouvoir passer à l'étape que vous proposez? Est-ce que ce n'est pas ça qu'on vous dit à la première porte d'entrée que sont les CLSC? Et si c'était le cas, est-ce qu'ils discutent avec vous des outils dont ils ont besoin et qu'ils n'ont pas? Est-ce que vous pourriez nous dire ce qu'ils vous disent, puisque vous n'avez pas daigné l'écrire? Pourriez-vous nous dire ce qu'ils vous disent ces gens?

Mme Vaillant: Ce qu'on dit, d'une part, c'est qu'il faut que cesse l'incertitude dans laquelle nous sommes comme société. Bon, ça c'est le premier point. Le deuxième point, c'est qu'il y a un grand nombre de Québécois qui sont en quelque sorte en grandes difficultés et qui veulent savoir de quoi demain va être fait. Mais demain, pour eux, c'est le pain et le beurre. C'est ça qu'on nous dit et c'est ce qu'on est venu vous traduire ici en disant que l'incertitude dans laquelle nous sommes comme collectivité, cette incertitude-là doit cesser. Mais par ailleurs, il faut, en même temps que cette incertitude-là cesse, que nous puissions bâtir ensemble un projet de société pour justement s'occuper de quoi demain est fait pour un grand nombre de citoyens et de citoyennes qui sont soit en chômage, soit sous le seuil de la pauvreté.

M. Léonard: M. le Président, le président, M. Payette, a dit dans son laïus d'entrée que le projet constitutionnel est inséparable du projet social. Je suppose bien que les structures politiques fondamentales ont quelque chose à voir avec le projet de société que nous pouvons avoir. Et je pense qu'il faut répondre à la base à une question: Quelle sorte de régime nous voulons? En quelque sorte, il s'agit de faire le solage d'une maison. Il faut commencer par là, parce que si on bâtit autrement, si on commence par la couverture, je pense qu'on va avoir des problèmes. Et le solage, ça s'appelle la constitution, dans un pays. Et c'est la question que nous vous posons, nous sommes ici pour ça. Quelle est votre opinion?

Je vous amène aussi sur un autre point que vous avez soulevé. Vous plaidez beaucoup pour que les soins sociaux de première ligne, ceux que vous dispensez d'ailleurs, relèvent d'une autorité locale – soit une municipalité soit qu'il y ait une décentralisation en termes de région ou de réseau – et je vous pose la question: Si on multiplie les niveaux administratifs, on n'arrivera pas encore à multiplier les problèmes au lieu de les régler alors que toute notre attention doit porter sur la résolution des problèmes à la base? Alors je pense qu'il faut d'abord poser le solage et ensuite on pourra aller dans votre sens. Mais

il me semble que c'est ça la question: Quelle est votre opinion sur le solage?

M. Payette: Sur la deuxième question je vais laisser à M. Bouchard, qui est dans le milieu des affaires municipales, le soin d'apporter des éléments de réponse.

M. Bouchard (Serge): Au niveau de la décentralisation vers les municipalités, je pense qu'il faut faire attention. Ce qu'on a vécu en tout cas, dans les deux dernières années, ce n'est pas trop rose et si on continue dans ce sens-là, ce n'est pas de la décentralisation. Et il faut absolument renégocier un partage de pouvoirs avec les municipalités si on veut faire quelque chose dans ce sens-là. Par contre, nous, quand on parle de municipalités à la Fédération des CLSC, c'est qu'on se sent une certaine parenté parce que, d'abord, on couvre l'ensemble des territoires des MRC du Québec – donc on est collé sur cette géographie-là du Québec – en plus on est des partenaires locaux qui sont souvent habilités à faire certaines cohabitations ou certaines participations. Mais dans l'ensemble, négocier pour négocier, ça ne donne pas grand-chose. Il va falloir avoir du contenu pour négocier. C'est la même chose que... Allez demander à quelqu'un qui est dans la misère si on va faire un référendum, si on va faire des états généraux, si on va faire l'indépendance, si on va faire une association. Il s'en fout royalement.

Le Président (M. Jean Campeau): On passe maintenant à Mme Campbell Steer qui sera suivie de M. Béland et de Mme Simard.

Mme Campbell Steer: Mesdames et messieurs, personne ne peut être en désaccord avec vous concernant la nécessité pour nous, en travaillant sur l'esquisse d'un projet de société québécoise future, à faire face au nombre trop élevé et croissant des pauvres chez nous. Il ne suffit pas de seulement faire face à cette situation; il faut que nous travaillions pour mettre de l'avant un projet de société qui pourrait améliorer cette condition de pauvreté. Et c'est pour m'aider, moi, dans mes délibérations à moi, que je pose la question suivante: En travaillant à ce projet, y a-t-il quoi que ce soit dans le fédéralisme canadien surtout, qui empêche le Québec de développer, dès maintenant, un nouveau contrat social, surtout en tenant compte des pouvoirs que certains ont déjà suggéré qu'ils devraient être confiés au Québec, comme la formation de la main-d'oeuvre, l'immigration et les politiques familiales?

Mme Vaillant: Là-dessus, ce que nous disons, c'est qu'il faut, pour que le projet de société puisse se faire, que ce soit au niveau de la main-d'oeuvre, que ce soit au niveau de la

santé et des services sociaux, que le Québec puisse agir. Bon. Si on est dans un contexte fédéral, si on veut, ça veut dire que le Québec doit avoir suffisamment de pouvoirs pour être capable de réaliser ce projet de société là. Ce que nos instances vous disent, dans le fond – et c'est la décision; on est en démocratie et nous avons des instances, et ce mémoire a été adopté à l'unanimité par nos instances – c'est que, finalement, le statu quo n'est pas acceptable.

Mme Campbell Steer: C'est ça.

Mme Vaillant: Premier point.

Deuxième point: Il faut, pour faire face aux iniquités qui s'aggravent au Québec depuis une décennie, il faut un certain nombre de mesures, de politiques qui soient adoptées. Et pour ce faire, il faut que le Québec puisse avoir un ensemble de pouvoirs pour le faire. Bon, c'est jusqu'où nous allons? On n'a pas fait d'analyse. Ce n'est pas notre propos. Nous ne sommes pas des experts constitutionnels. On n'a pas fait une analyse détaillée de la Constitution canadienne et du partage des pouvoirs, mais ce qui nous apparaît évident, c'est: qu'on choisisse la voie de la souveraineté ou de l'indépendance, ou la voie d'une confédération, d'un marché commun ou peu importe la modalité, il faut qu'il y ait une convergence au niveau des grandes politiques sociales, pour que la collectivité québécoise puisse se doter de politiques dont elle a besoin pour faire face à la pauvreté, à l'analphabétisation, pour faire face à la violence, à l'ensemble des grands phénomènes sociaux que nous décrivons.

Mme Campbell Steer: Si nous regardons dans cette optique-là, moi, j'en ai déjà mentionné trois qui me semblaient des pouvoirs que tout le monde, un certain nombre de personnes ont déjà suggérés que, quelle que soit la situation constitutionnelle dans laquelle on était, ils devraient être transférés à nous autres, ici, à Québec. Est-ce qu'il y a d'autres compétences que vous voyez ou que vous pourriez nommer, là?

M. Bissonnette (Michel): Une chose apparaît claire. Le contrat social ou les éléments de base du contrat social qui vous est présenté, est en 10 points. Ce que les instances que vous représentez comme Commission jugeraient approprié d'utiliser, éventuellement, ou l'appareil politique qui nous gouverne jugera utile d'utiliser pour réaliser ce contrat social ou ces éléments de contrat social, c'est à vous d'en décider. Vous êtes la Commission qui est nommée pour utiliser ça. Mais ce qui nous apparaît absolument fondamental – et j'en référerai à M. Léonard quand il parle de solage – nous, ce qui nous intéresse beaucoup, c'est de savoir si la terre dans laquelle vous allez mettre le solage va être

capable de supporter le solage. Est-ce que le tissu social de notre Québec va être capable de supporter le projet politique qu'on veut se donner? Actuellement, nous vivons dans un état tel que nous en doutons. C'est pour ça qu'on est ici.

Mme Campbell Steer: Excusez, actuellement nous...?

M. Bissonnette: Nous sommes dans un état tel, quand on parle de pauvreté galopante ou en augmentation au Québec, c'est que nous en doutons; c'est pour ça que nous sommes ici, pour vous traduire ces préoccupations-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est écoulé, Mme Steer.

Mme Campbell Steer: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Béland.

(17 h 15)

M. Béland: Alors, merci, M. le Président. Je voudrais aussi vous remercier de votre mémoire, parce que c'est ce genre de mémoire, évidemment, qui nous fait beaucoup réfléchir. Vous savez, il y a beaucoup de gens qui viennent ici et qui nous disent: On serait bien fous de changer quoi que ce soit à la Constitution canadienne parce qu'on est un pays très riche, on a un des plus hauts niveaux de vie, la qualité de vie est extraordinaire. Vous, vous nous rappelez qu'il y a deux Québec dans un. Or, il y en a qui nous disent: Bien, il suffit d'un petit ajustement peut-être à la Constitution et on peut continuer ensemble. Il y a un Québec qui marche au moins. Continuons. Il y en a d'autres qui disent: Justement, il y a un autre Québec qui ne marche pas et ça ne pourra pas marcher tant qu'on n'aura pas certains pouvoirs.

Votre mémoire me fait réfléchir aussi parce que je trouve que ça va un petit plus loin que le pouvoir parce que vous définissez très bien finalement ce qu'est un projet de société. Je vous remercie d'ailleurs d'insister sur le projet de société. Je pense que c'est extrêmement important. Mais vous dites: La Constitution, c'est avant tout une sorte de code consensuel régissant notre société. Mais est-ce que vous n'êtes pas d'accord avec moi que quand on veut penser globalement, comme vous le suggérez, avant d'agir localement, quand on veut faire un consensus, que c'est plus facile de le faire entre des gens qui voient de la même façon la société dans laquelle on vit, qui rêvent d'une même société, qui... Est-ce que vous ne pensez pas qu'un consensus, puisque c'est ça que vous nous suggérez, ça se fait entre des gens qui voient l'avenir de la même façon?

Mme Vaillant: Oui. Là-dessus, on est d'accord avec vous. Ce qu'on dit, voyez-vous,

avant tout, c'est que, actuellement, on est au début des années quatre-vingt-dix et on se positionne pour l'an 2000. Et il y a vraiment – on va être interpellés – que ce soit l'environnement, que ce soit tout ce qui se passe, la violence et autres. Ce qu'on dit, c'est qu'il faut s'arrêter et que toutes les composantes de la société, que ce soit le milieu des affaires dont vous faites partie ou que ce soient les milieux sociaux, les mouvements de femmes, les immigrants ou les autochtones, l'ensemble des composantes de notre société, il faut qu'on apprenne à bâtir ensemble. On parlait de solage, il faut savoir quel type de maison on veut. Et cette maison-là, il faut qu'elle dure suffisamment pour faire face à l'an 2000 et pour que dans cette maison-là il n'y ait pas de monde qui couche au grenier et d'autres dans la cave.

C'est un peu ça que nous vous disons. On traduit un ensemble de réalités, nous, puisque, à la base du système, les gens qui fréquentent nos établissements sont de toutes les couches sociales, de tous les groupes socio-économiques. C'est un peu l'appel que nous faisons: Bâtir ensemble.

M. Béland: Mais est-ce que vous croyez que c'est simplement en rapatriant certains pouvoirs particuliers qu'on réussit à faire le consensus ou s'il faut aller plus loin que ça?

Mme Vaillant: Le moyen que nous avons privilégié, parce que c'est une question que nous nous sommes posée, c'est de dire: Pour savoir où il est ce consensus-là, il faut mettre en interaction les différentes composantes de notre société. C'est pour ça qu'on propose, nous, des états généraux. Il y a peut-être d'autres moyens. On n'est pas des experts là-dedans. Mais c'est pour ça qu'on propose la tenue d'états généraux pour que les différents groupes, les différentes composantes de notre société puissent s'exprimer et de là, si on veut tous bâtir, va se dégager un consensus, une terre ferme sur laquelle on va être capables de bâtir le projet de maison qu'on veut.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Simard.

Mme Simard: M. le Président, je suis d'autant plus heureuse de vous entendre que notamment, la CSN, je pense, qu'on représente à peu près la plupart des gens qui oeuvrent dans le domaine des CLSC et donc qui nous témoignent aussi de cette réalité de plus en plus dure qu'ils rencontrent dans le cadre de leur travail, d'une population qui s'appauvrit, le développement de toutes sortes de pathologies sociales importantes.

Moi, je suis d'autant plus heureuse que vous veniez nous apporter votre analyse. C'est que

vous nous rappelez que, effectivement, il y a un développement inégal du Québec, il y en a un riche, il y en a un pauvre, que c'est très bien si certains ont réussi à performer dans certains domaines, mais de ne jamais oublier qu'il y a une portion de plus en plus grande qui est pauvre et que toutes ces personnes qui sont sans emploi, assistés sociaux, chômeurs, dans un état de pauvreté profonde et qui regardent les travaux de cette Commission, bien, chez eux à la télévision, que peut-être, effectivement, leur préoccupation immédiate est davantage leur situation socio-économique et qu'ils se sentent peu concernés, peut-être, par ces grands débats sur des questions constitutionnelles. Et ça, c'est important pour que nous, comme Commission, nous nous rappelions que des centaines de milliers de personnes au Québec, qui sont tout aussi concernées que nous par l'avenir constitutionnel de ce pays, vivent cette situation. Et il y a un défi à faire en sorte qu'elles s'approprient aussi ce débat, au même titre que les autres composantes de la société. En ce sens, vous faites référence, évidemment, à différentes études, à d'autres analyses. Vous parlez de la nécessité de se définir un contrat social, un nouveau contrat social. J'y adhère. Et vous parlez d'états généraux. J'aimerais vous entendre expliciter un petit peu davantage ce que vous voulez dire par états généraux. Qui les convoquerait? Qui serait convoqué? Et est-ce que vous voyez la recommandation d'en tenir, dans le mandat de cette Commission? Alors, vous avez sûrement dû en parler, parce que vous êtes assez affirmatif dans cette recommandation qu'on retrouve à la fin de votre mémoire.

M. Payette: De mon côté, j'aimerais dire que, parmi les différents moyens que nous avons envisagés pour élaborer un véritable contrat social, nous pensons que celui qui nous paraît le plus adéquat, ce serait les états généraux parce que, d'une part, c'est un moyen démocratique qui permettrait de mobiliser le plus grand nombre possible de citoyens, des citoyens de toutes les classes, des citoyens qui représentent toutes les catégories de la société, tous les acteurs de la société. Et, pour nous, le processus est aussi important que le résultat. Si nous enclenchons un processus qui permettra ce grand débat – pensons au débat qu'on fait actuellement; si on pouvait l'étendre à travers tout le Québec et parmi tous les citoyens – je pense que c'est une façon de s'approprier la réalité et de s'approprier aussi les décisions et de préparer ce consensus-là. Nous pensons aussi que c'est le moyen qui serait le plus démocratique. Pour répondre à votre question, je crois que les leaders politiques ont une responsabilité particulière pour, je dirais, susciter une pareille démarche. Les leaders politiques, à mon sens, n'ont pas simplement des responsabilités pour déterminer des contenus, ils ont aussi des responsabilités pour susciter, pour

faciliter des grandes démarches et permettre l'expression la plus démocratique possible des besoins, des aspirations et aussi des objectifs qu'on veut poursuivre ensemble. C'est cette raison qui nous a amenés à suggérer le moyen des états généraux pour arriver à établir un nouveau contrat social.

M. Bouchard (Serge): Juste pour ajouter que, en tout cas, provenant d'une région dite éloignée... et là, on pense que les états généraux nous permettraient de pouvoir aussi dire notre mot même si, en nombre, notre poids politique est moins fort. Alors, c'est un outil comme un autre, les états généraux, mais on pense que c'est cet outil-là qui aurait le plus de chances de couvrir l'ensemble du Québec. Et on pourrait y aller par un processus, d'abord, d'états généraux dans les régions; ensuite, on pourrait faire une synthèse de ça et l'amener au niveau national.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Proulx.

M. Proulx: Moi aussi, je veux vous dire que je trouve ça rafraîchissant, jusqu'à un certain point, si on peut dire ça de même, de vous entendre, parce que ça a été très rare jusqu'ici des gens qui sont venus, je dirais, un peu nous rappeler à l'ordre, nous montrer un peu que le Québec n'est pas seulement sectorisé, ce n'est pas seulement l'économie, ce n'est pas seulement le culturel. Vous nous le montrez en entier aujourd'hui et, je dirais, vous développez un peu le Québec pour qu'on réalise qu'il y a une dégradation de plus en plus évidente, tant économique, sociale que culturelle à l'heure actuelle. Et ça, j'espère qu'on va en avoir assez régulièrement jusqu'à la fin. Parce que le véritable problème qu'on vit à l'heure actuelle au Québec – et ailleurs dans le monde, d'ailleurs, mais on va s'en tenir au Québec parce que on en a plein les bras – c'est justement qu'il n'y a plus de projet de société. Il y a un certain désabusement à l'heure actuelle qui fait en sorte que c'est du laisser-aller, c'est un peu du chacun pour soi, et moi, je pense qu'il va falloir réagir très rapidement.

Pour ce qui est des états généraux, bien j'espère que les états généraux du monde rural vont donner le goût qu'on organise – avec votre collaboration, ce qu'on organise va donner le goût au reste du Québec de faire pareil – et qu'à partir de là, on va être capable de souder ensemble un véritable projet de société.

Deux petites questions. La première. Plusieurs vous l'on posée et je vous la pose, moi aussi, mais d'une autre façon. Ce n'est pas un piège, par exemple. Vous nous proposez, et je suis d'accord, 10 points pour élaborer ce projet de société-là. S'il y avait une tablette devant vous, et que pour réaliser ça vous aviez le choix de prendre un Québec souverain avec les pou-

voirs ou un fédéralisme renouvelé, lequel choisiriez-vous pour réaliser votre projet de société?

M. Payette: C'est votre première question?

M. Proulx: Oui.

Une voix: D'accord.

M. Proulx: ...et je ne veux pas vous embêter...

Une voix: Ah non. Veux-tu répondre à ça?

M. Proulx: ...parce que je sais que vous êtes coincé un peu comme d'autres, mais c'est juste entre nous autres, ici. Il n'y a pas trop de monde là. On est une petite gang.

Une voix: Et tout le Québec.

M. Proulx: Je vous demande: C'est quoi que vous choisiriez? Ça ne vous engage à rien.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Gardez toute votre liberté.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Vous voyez, c'est avec l'assurance du Président, à part ça.

M. Bouchard (Serge): Moi, en tout cas, j'ai toujours préféré régler mes problèmes moi-même, avant que les autres les règlent pour moi.

M. Proulx: Ma deuxième question. Vous parlez de décentralisation. Là aussi, je suis d'accord, mais en même temps ça m'interroge toujours, la décentralisation. Est-ce que c'est la décentralisation pour la décentralisation? Pour changer le pouvoir de place et recréer à nouveau une petite bourgeoisie de pouvoir, et ainsi de suite? Ou est-ce que c'est une décentralisation pour être davantage efficaces, productifs et ainsi de suite? J'aimerais que vous...

Une voix: Louis, as-tu...

M. Côté (Louis): Bien, au niveau de la décentralisation, ce qu'on pense c'est que le niveau municipal – qui est le niveau le plus près, je dirais, des citoyens – est peut-être actuellement sous-utilisé dans notre société. Il y aurait avantage à rapprocher de ce niveau de décision-là, dans le fond, beaucoup d'éléments qui touchent les citoyens de très près. On pense qu'au niveau de la création des solidarités, le niveau local – le niveau régional – est un niveau important dans notre société. Et on vit actuellement dans un Québec où le niveau municipal

pourrait, en tout cas on le croit, nous, davantage faire le lien entre le citoyen et les ressources de la collectivité. Et aussi, de travailler à créer des solidarités entre les différents acteurs qui ont à se coordonner, dans le fond, pour obtenir des résultats à l'échelle locale ou à l'échelle régionale.

M. Proulx: Mais toujours avec une vision globale, quand même, parce qu'il pourrait y avoir un danger de transporter la pauvreté à la pauvreté et la richesse à la richesse.

Une voix: Oui.

Mme Vaillant: Là-dessus, ça part du postulat suivant. C'est que pour régler les problèmes inhérents à la vie – et je vais vous donner un exemple, le vieillissement de la population – pour être capable de faire face au vieillissement de la population, il faut un ensemble de mesures qui vont toucher l'habitation, donc le logement, qui vont toucher le transport, qui vont toucher la sécurité, qui vont toucher aussi des services de maintien en milieu de vie: la santé, les services sociaux. Et nous pensons que les meilleurs pour décider de quel type de solution, pour l'adapter, c'est au niveau local, mais à l'intérieur d'une politique globale. Et pour nous, l'un ne va pas sans l'autre. Et c'est sûr, avec un financement et un système de transfert adéquat.

M. Bouchard (Serge): Je reviens encore sur les régions. C'est très différent. Il faut éviter de faire ce qu'on a fait dans le passé, de passer le tapis mur à mur. Le transport, par exemple, pour les malades dans une région, c'est l'ambulance; dans une autre région, c'est l'avion. C'est différent. À ce moment-là, si on avait, dans les régions, les moyens, les outils nécessaires, un peu comme si le Québec avait les moyens nécessaires pour aller plus loin, peut-être qu'on arriverait à faire quelque chose.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Rosette Côté.

Mme Côté: M. le Président, je pense à l'instar des commissaires, que c'est important le message que vous nous livrez, de dire d'abord que la santé économique du Québec doit être mesurée avec sa santé sociale, de nous dire que le contrat social ne doit pas créer la détresse, mais la cohésion. Je pense que c'est important de se le faire redire. Cependant, lorsque vous parlez des paramètres du projet social, ce que vous venez me dire: la décentralisation doit respecter quand même le principe d'accessibilité, d'universalité et de gratuité... Et vous avez parlé d'une politique globale. Ça veut dire que, dans le fond, vous voulez que le gouvernement ait les grandes politiques et que l'application des décisions soit vraiment laissée en tenant compte de la réalité

régionale. Cependant, vous parlez aussi de... vous avez appliqué le concept de prévention, connu dans le monde de la santé, au développement socio-économique. J'aimerais ça que vous expliquiez un peu ce que ça veut dire quand vous dites "l'adoption d'un mode de gestion préventive du développement socio-économique". C'est difficile. On a rarement entendu ça. S'il vous plaît.

(17 h 30)

M. Bissonnette: Beaucoup de CLSC, par exemple dernièrement, ont été aux prises avec des crises comme Saint-Basile, l'incendie des pneus, les BPC, etc. Il s'agit d'adopter des modes, des façons de prévenir, de la gestion préventive de nos problèmes, plutôt que la gestion des risques. Ça veut dire, par exemple... Il n'y a pas tellement longtemps, il y a quelques jours, le ministre Côté, de la Santé et des Services sociaux, informait tout le monde de son intention de consacrer un pourcentage de son budget de la santé strictement à la prévention. C'est une façon d'agir, et dans le fond, de se gouverner, d'adopter, donc, des attitudes à caractère préventif. C'est peut-être un peu ce qui nous manque.

Mme Côté: Dans le fond, vous intensifiez la mission préventive des CLSC, mais aussi des autres centres de santé en réalité, en lien avec les problèmes sociaux dont vous parlez.

M. Bissonnette: C'est une attitude qui est absolument globale. C'est toute la façon de gouverner, de gérer les affaires québécoises. C'est d'adopter une attitude, une façon de travailler qui est de penser aussi à 10, 15, 20, 30 ans d'avance. Qu'est-ce qui va se passer dans 20 ans, 30 ans? Il faut le gérer maintenant et pas dans l'avenir.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous vouliez parler, M. Nicolet?

M. Nicolet: ...s'il y a encore du temps.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Allez-y.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Ce qui me réconforte de vous entendre, M. Payette, c'est qu'effectivement, en ayant poursuivi des cheminements essentiellement parallèles mais en travaillant à partir d'une même réalité, nous en sommes arrivés, de part et d'autre, à des conclusions qui se recoupent largement. J'aimerais par contre vous entendre élaborer davantage sur votre vision de la décentralisation au niveau de la région administrative puisque c'est quand même un élément important de votre projet. Ce qui m'intéresse en particulier est de savoir si vous avez une vision de la région administrative qui deviendra palier politique ou qui deviendrait

un palier... une courroie de transmission à fonction essentiellement administrative.

M. Payette: Bon. Écoutez, là-dessus, je pense qu'on pourrait peut-être illustrer ça par la réforme du système de la santé et des services sociaux qui sera annoncée dans quelques semaines. C'est évident que, dans cette réforme, le principe de la décentralisation sera de l'avant. Et ce qu'on en sait, d'après le ministre Marc-Yvan Côté, cette décentralisation permettra, d'une part, aux régies régionales de la santé et des services sociaux d'avoir un ensemble de pouvoirs réels, aussi bien sur le budget que sur les orientations à l'intérieur d'une même région, pour pouvoir donner aux citoyens les services dont ils ont besoin. Ces régies régionales devront aussi, d'une certaine façon, travailler de concert avec les établissements locaux. Donc, il s'agit là aussi d'articuler le niveau de pouvoir local et le niveau régional. Mais je pense aussi que même avec une décentralisation semblable dans la réforme de la santé et des services sociaux, il y aura toujours des grandes politiques, des grands cadres de référence qui viendront du gouvernement central. Et à ce point de vue-là, moi, je répondrais que contrairement à ce que nous avons actuellement, les centres régionaux ne seront pas simplement des boîtes aux lettres qui permettent d'être une simple courroie de transmission, mais ces centres régionaux seront des établissements, des conseils, des régies qui auront une marge de pouvoir suffisante pour être en mesure d'adapter correctement les grandes politiques aux besoins qui sont dans les régions. Serge?

M. Bouchard (Serge): Si vous me permettez aussi, je pense que ça va aller plus loin que de la simple administration parce que pour nous, quand on pense à décentralisation, on pense aussi à imputabilité à la population locale. Et ça, c'est extrêmement important. Et là, je pense que ça prend une autre dimension.

M. Nicolet: Une brève question, M. le Président, si j'ai encore le temps. Est-ce que ces instances régionales sont sectorielles, en l'occurrence services sociaux, santé, éducation, ou est-ce que vous voyez un regroupement, une fusion horizontale de différentes activités?

M. Payette: Je n'ai pas pensé à ça encore.

M. Bouchard (Serge): On n'est pas rendus là.

Mme Vaillant: Dans un premier temps – ce sont les représentations qu'on a faites dans le cadre de la commission parlementaire sur la santé et les services sociaux – c'est une décentralisation, mais une décentralisation qui serait

sectorielle. Donc, nous pensons que les choses se font progressivement. Mais nous avons vu des systèmes décentralisés comme dans les pays scandinaves, comme en Norvège par exemple, où le pouvoir local a énormément de responsabilités, et l'éducation, la santé et les services sociaux sont au niveau de la municipalité. Peut-être que dans 15 ans, ou dans 10 ans, ça pourrait être un état de fait, mais pour le moment, nous avons demandé que cette décentralisation-là... nous l'avons mise de l'avant dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Williams, vous avez la parole.

M. Williams: Merci, M. le Président. Au nom de ma formation politique, je voudrais vous remercier pour votre mémoire et je voudrais féliciter la Fédération des CLSC parce que vous avez soulevé plusieurs sujets très importants qui touchent la vie quotidienne du peuple québécois.

Les CLSC jouent de plus en plus un rôle assez important dans la société québécoise. Et avec les 158 CLSC et une enveloppe de budget de plus, si j'ai les bons chiffres, de plus de 500 000 000 \$, vous jouez un rôle économique assez important aussi. Et comme, en moyenne, chaque CLSC a un budget de plus de 3 000 000 \$, vous jouez un rôle économique assez important au niveau local aussi.

Je suis très heureux d'avoir participé à l'implantation des CLSC qui servent mon comté, un des plus vieux, Pierrefonds, et un des plus nouveaux, le Lac-Saint-Louis. Mais vous avez touché la question d'un contrat social, et je voudrais continuer les questions sur cette affaire parce que je pense qu'il y a un contrat social, mais c'est québécois et c'est canadien aussi, quand nous parlons de santé, des systèmes de santé. Il existe un partage de responsabilités maintenant. Il y a une loi fédérale qui contrôle le système et il y a cinq critères: intégralité, universalité, transférabilité, accessibilité et rémunération raisonnable. Ce sont les cinq critères qui touchent toutes les provinces. Mais nous gérons nos affaires chez nous. Mais il y a aussi une péréquation de plus d'un milliard deux cent quelque chose millions de dollars. Peut-être que nous pourrions discuter de ce système d'efficacité. Mais ma question n'est pas préférez-vous, mais croyez-vous au niveau d'efficacité de services, au niveau de la santé et des services sociaux? Est-ce que ça va être mieux? Parce que nous ne voulons pas vivre dans une vie isolée, est-ce que ça va être mieux pour le peuple québécois d'avoir ce système avec les pouvoirs exclusifs à Québec, dans un Québec souverain? Ou est-ce que ça va être mieux ajusté, comme nous avons discuté cette question avant, mais je voudrais y retourner, est-ce que ça va être mieux sur le niveau de services, de la qualité des services?

Une voix: Veux-tu...

Une voix: Michel.

M. Bissonnette: Peut-être un élément... Vous avez parlé tout à l'heure des espèces de standards minimums pancanadiens pour maintenir des principes comme l'accessibilité, l'universalité. Par exemple, dans les programmes actuels que nous avons, M. Chevette en faisait mention tout à l'heure, il y a une forme de désengagement du gouvernement fédéral dans les programmes d'assistance sociale par exemple. Dans les désengagements fédéraux, toujours en maintenant les mêmes standards, il y a un désengagement qui se traduit en termes de pourcentage mais appliqué au poids géographique des provinces. Mais ça ne tient pas compte de la capacité fiscale des provinces de payer. Alors c'est évident, par exemple, que quand le gouvernement fédéral se désengage par exemple par deux points d'impôt, admettons l'exemple, se désengage d'un certain nombre de problèmes. Si c'est 10 % ou si c'est 2 % pour l'Ontario, ça ne représente pas grand-chose finalement, c'est une province riche et prospère. Pour le Québec ça peut représenter un sacré problème par exemple.

M. Williams: Je peux vous interrompre?

M. Bissonnette: Oui.

M. Williams: Est-ce que vous pensez que ce serait bon de protéger les cinq critères que j'ai mentionnés, pour l'avenir du Québec, dans un système ou l'autre?

Une voix: Ce qu'on pense, nous...

M. Côté: Quand on parle, par exemple, dans notre document de charte des droits collectifs et... Pour nous les principes d'universalité, d'accessibilité des services de santé, je pense que c'est un acquis fondamental de notre société – et on pense que c'est quelque chose qui devrait faire partie du contrat social qui relie tous les citoyens de notre société au Québec – et même ultimement, ça devrait être quelque chose qui est garanti constitutionnellement, disons, peu importe le mécanisme. Mais ça devrait être quelque chose qui est garanti constitutionnellement c'est-à-dire le droit d'avoir accès à des services de santé.

M. Williams: Nous avons parlé d'utiliser une expression: régler une fois pour toutes les questions. Vous avez mentionné le problème de l'incertitude. Nous avons parlé de la question de stabilité économique, mais si nous coupons les liens fédéraux, est-ce que l'instabilité politique et économique va avoir des impacts négatifs sur Québec? Parce que vous avez touché à cette question de stabilité, et je voudrais savoir votre

réponse.

Mme Vaillant: Moi, je pense qu'à partir du moment où l'ensemble des Québécois aura un consensus, je pense que nous aurons la maturité pour vivre avec le consensus, quel qu'il soit, et dans le monde, il y a beaucoup de pays qui ont vécu toutes sortes de statuts, si on veut. Je pense aux pays scandinaves, entre autres. Donc, là-dessus, ce qui nous apparaît important pour éviter toute incertitude ou toute insécurité, parce qu'un des fondements d'une société, c'est la sécurité des citoyens, sécurité au niveau global... Et dans ce sens-là, on pense que s'il y a un consensus social, ces questions-là (l'incertitude et l'instabilité) n'auront pas cours, puisque ce sera assumé avec maturité.

M. Williams: Maintenant, je pense que le député de Marquette veut poser des questions.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez-y.

M. Dauphin: Alors, très brièvement, puisque le délai imparti est calculé brillamment par notre président. Je comprends évidemment le message que vous nous transmettez aujourd'hui à l'effet que c'est bien beau de parler de statut politique et constitutionnel, mais que l'on songe à près de – je lisais dans votre mémoire –, à près de 1 000 000 de personnes qui sont soit sans emploi, sur l'assurance-chômage ou sur l'aide sociale, et je m'imagine que quand tu n'as pas grand-chose dans ton réfrigérateur, que tu ne songes pas nécessairement à une vraie confédération ou à une souveraineté-association, ou bien est-ce que nos délégués vont être élus pour les institutions communes ou tout simplement nommés? Mais je voudrais en revenir à ceci. Évidemment, on a eu l'occasion, ces dernières semaines, d'entendre plusieurs groupes, plusieurs individus, notamment certains qui parlaient de rapatriement de certains pouvoirs relativement à la lutte contre la pauvreté. Encore hier, il y avait un intervenant qui discutait de ça. Et je fais référence à des cas de comté que j'ai souvent à mon bureau, de gens qui sont sur l'aide sociale, et considérant le salaire minimum, en allant travailler, ils vont chercher peut-être 30 \$ par semaine de plus, sans compter qu'ils doivent s'habiller, manger ou payer les frais de transport en commun. J'aimerais avoir vos commentaires là-dessus, en reliant tout ça ensemble. Qu'est-ce que vous pensez de tout cela? Évidemment, vous allez me dire que la politique du salaire minimum, c'est de juridiction provinciale, que toute la condition des assistés sociaux, c'est également de juridiction provinciale, mais en rapatriant différents pouvoirs, notamment l'entière formation de la main-d'œuvre, je me demande si on n'aurait pas plus de leviers ou plus d'outils pour trouver une solution à ce qui est vraiment un problème "sociétal" immense. Je me demande si vous avez une

opinion là-dessus, en termes d'incitatifs pour les inciter à retourner sur le marché du travail.
(17 h 45)

Mme Vaillant: Voyez-vous, la lorgnette par laquelle nous prenons le problème, nous, on la prend à la base et ce qu'on dit – et on souscrit à vos propos –, c'est qu'au niveau de la communauté locale, au niveau des citoyens qui vivent quotidiennement, il ne faut pas que, par un mauvais allumage intergouvernemental, ça puisse créer des problèmes à la base. Ça veut dire que si on favorise une rémunération stable, on veut régler la question du chômage, réduire les iniquités, donc favoriser l'équité, ça prend des politiques cohérentes. Il ne faut pas qu'une politique, par ses mesures, ait des effets pervers et annule ce qu'une autre va faire. Et je ne veux pas entrer dans le partage des pouvoirs.

Ce que nous disons, c'est qu'il faut qu'il y ait une cohérence et, au-delà de tout l'enchevêtrement, ce qui prime c'est la vie quotidienne, c'est le pain et le beurre. C'est ce qui va faire notre force comme collectivité. C'est par cette lorgnette-là que nous le prenons.

Une voix: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Il reste deux minutes sur le temps de la présidence, M. Chevrette, mais il faudrait que ça ne dépasse pas les deux minutes.

M. Chevrette: Ça ne dépassera pas, M. le Président. Je fais partie de ce que M. Bélard vous soulignait. Vous dites que le projet constitutionnel fait partie intégrante du contrat de société. Vous dites, dans une réponse tantôt, M. Bouchard, que vous préférez régler vos problèmes vous-même avec vos outils que les faire régler par les autres.

En filigrane dans votre mémoire, vous prouvez que les Québécois sont capables d'inviter les outils nécessaires, mais vous ne le dites pas. Et la Commission est ici pour se baser sur vos témoignages pour nous dire quel est le meilleur véhicule constitutionnel qu'il nous faut. Est-ce que ce sera aux états généraux qu'on apprendra les outils qu'il nous manque pour se réaliser pleinement? Et est-ce que vous nous croyez capables, comme peuple francophone, de nous autodéterminer et de gérer nos propres affaires?

M. Payette: À la dernière question, je dirais oui, nous avons la capacité, la maturité pour nous autodéterminer. Pour moi, c'est évident. Je terminerai en disant, avec le poète Gilles Vigneault: "Il nous reste un pays à construire". Je pense qu'on est capables de le faire.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que je comprends, M. Hogue, que vous aviez un commentaire tout à l'heure?

M. Hogue: Merci, M. le Président. Oui, j'aurais peut-être un très court commentaire. J'ai lu votre mémoire – si je peux retrouver ma note parce que ça m'intéresse de l'avoir. Je vous remercie personnellement de nous montrer simplement, sans emphase, avec un calme certain – et je l'ai écrit parce que ça me touchait – une réalité qui nous confronte tous tant que nous sommes. Vous ne sortez pas des placards toute une série d'épouvantails, le ciel n'est pas d'un bleu azur, tout n'est pas rose, notre société doit se conscientiser davantage pour ensuite décider consciemment que chacun de nous va agir. Et vous ajoutez – puis j'achève, M. le Président – vous dites, ou vous dites implicitement que, bientôt, nos discussions pourraient se faire sur le dos des plus démunis. Je vous remercie pour ça, mais j'ajoute à ceci: Ceci dit, on peut penser...

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que c'est ça que vous avez dit?

M. Hogue: Quinze secondes?

Le Président (M. Jean Campeau): Non, mais je veux savoir si c'est bien ça que vous avez dit, M. Payette.

M. Hogue: Oui, oui. Madame, elle, a dit que nos discussions, bientôt, se feraient sur le dos des plus démunis. On a dit ça tout à l'heure. Ce n'est pas méchant de dire ça. Dans le projet social, il y a du pain et du beurre dont la société du Québec a besoin, puis, c'est ça, le pain et le beurre, c'est ça que les gens du Québec... Quatre personnes ont dit ça.

Ceci dit, on peut penser que la société canadienne ou, si vous me permettez l'expression, les sociétés dans les différentes provinces sont les mêmes, vivent cette même réalité. En d'autres mots, le projet social pourrait venir de chaque province du pays, votre projet social.

M. Payette: C'est les mêmes principes, je pense. Tout projet social...

M. Hogue: Et ça pourrait s'appliquer à travers le territoire. Ce n'est pas une réalité propre au Québec comme tel. On n'est pas nécessairement pires.

Mme Vaillant: Il y a plusieurs pays qui se sont donné des contrats sociaux. La Suède l'a fait dans les années trente.

M. Hogue: C'est ça. Non, mais c'est ça; on n'est pas pire que d'autres.

Mme Vaillant: Non.

M. Hogue: Alors, à l'intérieur de la réalité canadienne, on pourrait développer ce contrat

social dont vous faites état.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors, Mme Vaillant, M. Côté, M. Payette, M. Bouchard, M. Bissonnette, je dirais que c'est un grand merci. C'est un merci un peu spécial d'être venus discuter avec nous, avec les membres de la Commission, d'un des visages du Québec que nous ne devons jamais oublier. Je retiens le commentaire de Mme Vaillant: il faut favoriser l'équité. Merci.

(Suspension de la séance à 17 h 51)

(Reprise à 19 h 8)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames, messieurs, nous reprenons nos travaux de la journée. À 19 heures, nous entendrons le Mouvement national des Québécois, qui sera suivi à 20 heures de l'Institut canadien d'éducation des adultes et, finalement, à 21 heures, du YMCA.

M. Sylvain Simard, bienvenue avec votre groupe du Mouvement national des Québécois. Auparavant, je devrais vous répéter les règles d'usage. Votre audience étant d'une heure, vous aurez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire. Le groupe parlementaire formant le gouvernement aura 10 minutes lui aussi. Celui formant l'Opposition officielle, également 10 minutes. 25 minutes resteront pour les autres membres de la Commission, avec un maximum de 5 minutes par membre, et il restera 5 minutes pour la présidence. M. Simard, bienvenue. Si vous voulez maintenant nous présenter vos collègues.

M. Simard (Sylvain): M. le Président, à ma droite, la secrétaire générale du Mouvement national des Québécois, Mme Danielle Gagné; à ma gauche, le secrétaire du Mouvement national des Québécois, M. André Valois; et à l'extrême gauche, le trésorier, M. Normand Saey.

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue à notre Commission.

Mouvement national des Québécois

M. Simard: M. le Président, Mesdames, MM. les commissaires, à cette étape cruciale de l'histoire du Québec, la responsabilité principale de votre mission est de dégager avec rigueur, lucidité et courage, les enjeux majeurs qui confrontent le peuple québécois et de tracer la voie qu'il doit suivre. Le Mouvement national des Québécois a réclamé, dès le 26 mai dernier, la mise sur pied d'une commission parlementaire itinérante pour entendre les Québécois et Québécoises. Le MNQ, qui regroupe les sociétés nationales et les Sociétés Saint-Jean-Baptiste de toutes les régions du Québec, dont les origines remontent à 1834, s'est impliqué dans toutes les

luttres pour le mieux-être social, économique, culturel des Québécois et Québécoises. Nous aurions, d'ailleurs, apprécié que le MNQ, étant le plus important mouvement nationaliste au Québec avec ses 150 000 membres, soit invité à siéger à cette Commission. Néanmoins, c'est empreint d'un fort sentiment de responsabilité et pénétré de la gravité du moment, que nous témoignons ce soir devant vous.

Notre Mouvement, dans la foulée des états généraux du Canada français, s'est prononcé dès 1969 en faveur de la souveraineté politique du Québec, comme et je cite: "condition indispensable au développement ordonné des ressources humaines, physiques et économiques de la collectivité québécoise". Il se donnait alors le mandat d'informer les citoyens de l'urgente nécessité, pour l'État du Québec, d'accéder à la souveraineté politique dans l'ordre et la sérénité. C'est d'ailleurs ce que nous entendons démontrer devant vous aujourd'hui en insistant sur la nécessité d'opérer ce virage majeur dans les plus courts délais possibles, étant convaincus qu'il existe des limites de temps pour l'économie et pour l'ordre social, que le Québec ne peut dépasser sans risque.

Notre mémoire soumet aussi à votre réflexion les termes d'une recherche que nous poursuivons actuellement dans tout le Québec sur un enjeu fondamental: la population du Québec. En effet, le Québec, ce n'est pas seulement une structure politique. C'est d'abord les femmes et les hommes qui y vivent.

Enfin, nous voudrions souligner les possibilités énormes que la souveraineté libérera dans les différentes régions du Québec. Bref, nous voulons insister sur l'absolue nécessité pour le Québec d'aujourd'hui d'exercer tous les pouvoirs d'un pays normal s'il veut affronter avec succès les défis qui le confrontent aux plans économique, social, linguistique, démographique et culturel.

Les gouvernements successifs du Québec, particulièrement depuis les années 1950, sont allés au bout du fédéralisme canadien. Ils se sont butés, malgré leurs approches différentes, aux mêmes tendances centralisatrices. Même lorsque les demandes, réduites à quelques symboles mineurs, ont été accueillies avec sympathie par un gouvernement plus accommodant, l'ensemble du Canada, on l'a vu, siffle rapidement la fin de la récréation et inflige aux femmes et aux hommes du Québec le camouflet le plus humiliant de leur histoire depuis le rapport Durham. Désormais, il est clair que le fédéralisme canadien ne peut pas être réformé en faveur des intérêts du Québec à l'intérieur des négociations classiques avec le reste du Canada.

La Constitution de 1982, rapatriée et amendée sans l'accord du Québec, n'autorise d'ailleurs pas le moindre espoir de renouvellement interne. Désormais, il est clair que le fédéralisme canadien empêche les Québécoises et

Québécois de s'attaquer de façon efficace au règlement de leurs principaux problèmes. Et le temps presse! Les politiques économiques canadiennes, aussi bien que le superpouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, dont l'endettement catastrophique actuel n'est que le plus visible des effets pervers, freinent le développement de l'économie québécoise. J'en veux comme exemple l'aberrante centralisation de la formation de la main-d'oeuvre, au moment même où la mondialisation des échanges économiques exige de façon impérieuse que le Québec puisse déterminer et orienter la formation professionnelle.

La politique actuelle de hauts taux d'intérêt, maintenant comme en 1982, ne reflète en rien une surchauffe inflationniste de l'économie québécoise, mettant en péril tout le secteur fragile de la PME québécoise dont le taux de capitalisation est encore trop faible. Le gouvernement fédéral exerce tous les 10 ans, par les politiques de la Banque du Canada, une purge dans les secteurs de notre économie les plus générateurs d'emplois. Pas étonnant que tant de gens d'affaires se montrent de plus en plus pressés de voir le Québec accéder à sa souveraineté et se donner des politiques en accord avec sa réalité. Les dédoublements décisionnels et les politiques canadiennes centralisées empêchent le Québec depuis longtemps de s'attaquer avec succès à deux défis majeurs: la lutte à la pauvreté et la mise en place d'une véritable politique familiale.

Déjà à Victoria, MM. Bourassa et Castonguay avaient tenté en vain d'obtenir des concessions constitutionnelles. Mais le Canada a très bien compris, encore une fois, qu'un élargissement des pouvoirs du Québec dans un domaine aussi stratégique allait à l'encontre des "national policies" et menaçait par ce biais de remettre en cause tout l'équilibre centralisateur d'un fédéralisme dont tous, hormis les Québécois, s'accommodaient fort bien. Pendant ce temps, dans les rues des villes et villages du Québec, la pauvreté continuait de faire des ravages. La Constitution, ce n'est pas que des symboles et des "flags" sur le "hood" — pour reprendre une expression célèbre — c'est souvent, pour les plus démunis, l'impuissance des gouvernements à les sortir de la misère qui est leur lot quotidien.

Mais là où notre situation dans la Confédération a déjà eu, et risque d'avoir, dans les prochaines années, des conséquences les plus désastreuses, c'est dans le domaine de la population. Peu de gens en sont réellement conscients. Nous sommes dans les débuts d'une crise démographique qui risque de mettre en péril et faire disparaître en quelques années les acquis de toutes nos luttes pour notre développement individuel et collectif. Notre mémoire met en lumière ce dont plusieurs démographes et instituts statistiques nous préviennent depuis plus de 10 ans. À cause d'un taux de natalité particulièrement

bas, notre population, non seulement ira bientôt en décroissant, mais le recours à une immigration de plus en plus forte ne résoudra qu'une partie de ce problème, tout en créant une situation démographique explosive. Avant la fin de cette décennie, quel que soit l'optimisme des projections, les Québécois et Québécoises de souche francophone ne seront plus majoritaires à Montréal.

Comment peut-on espérer intégrer à la majorité francophone des centaines de milliers de nouveaux arrivants alors que des études récentes démontrent que, dans certaines écoles du centre de Montréal, ce sont les francophones d'origine qui sont anglicisés, malgré les efforts déployés par la loi 101. Seule une politique de recrutement et d'intégration des immigrants en fonction des objectifs démographiques et démolinguistiques des Québécois peut nous assurer que cette souhaitable et nécessaire immigration permette le maintien de notre réalité francophone. Et l'on ne peut pas faire semblant que le problème n'existe pas.

Déjà, notre faible taux de natalité entraîne un vieillissement de population qui vide littéralement certaines régions. Si les projections, même les plus optimistes, se réalisaient, l'inversion de la pyramide des âges entraînerait des bouleversements socio-économiques majeurs. Il est probable que la plupart d'entre nous, présents autour de cette table aujourd'hui, auront droit dans leurs vieux jours à des programmes de retraite et à des soins de santé convenables. Mais il est exclu que les jeunes de moins de trente ans puissent aspirer à des avantages comparables. Mais, diront certains, en quoi la souveraineté changera quelque chose à cette situation? La réponse est simple. La situation québécoise est trop différente pour être traitée comme celle des autres provinces. Ce que l'Ontario gagne en un an comme population, le Québec en met cinq pour l'atteindre. Mais surtout, il s'agit ici de l'avenir linguistique et culturel d'un peuple très fragile dans la mer anglophone nord-américaine. Seules des politiques familiales efficaces, généreuses et intégrées peuvent avoir un effet dans l'évolution du taux de natalité, et elles sont impossibles, sans le contrôle de tous les leviers décisionnels impliqués. Mais attention! Les femmes de 1990 n'accepteront jamais un retour à des comportements et des valeurs qui restreindraient leur propre, leur pleine participation aux activités de notre société. Nous non plus, d'ailleurs. Mais tous ceux et toutes celles qui désirent avoir des enfants doivent pouvoir le faire dans des conditions acceptables.

À propos de ces questions qui font peur et, souvent, soulèvent les passions, le Mouvement national des Québécois fait la demande officielle et souhaite vivement la tenue d'un forum sur les questions de population dans le cadre des travaux de cette Commission. Rien de tel qu'une bonne

connaissance du dossier pour en saisir toutes les implications, à ce point tournant de notre histoire. Un pays qui aura rapatrié l'ensemble des responsabilités, et les moyens d'un État souverain...

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes, M. Simard.

M. Simard: Alors, je termine en soulignant le fait que cette souveraineté devra s'accompagner, pour nous, d'une décentralisation vers les régions, plus de pouvoir aux municipalités, plus de pouvoir aux MRC, la possibilité de création de structures régionales qui permettent vraiment aux régions et à Montréal de pouvoir influencer sur l'avenir du Québec. Et en terminant M. le Président, la Commission peut faciliter à notre peuple le passage obligé à la plénitude des moyens de son développement. C'est pourquoi le Mouvement national des Québécois presse les commissaires de recommander au gouvernement du Québec de présenter à l'Assemblée nationale du Québec, une déclaration proclamant solennellement son intention de faire du Québec un État souverain, et d'instituer une commission chargée d'élaborer la Constitution de cet État. Cette constitution devra être soumise au peuple du Québec lors d'un référendum. Dans l'éventualité où le gouvernement du Québec rejeterait cette recommandation, le Mouvement national des Québécois inviterait le gouvernement du Québec, dont le programme politique s'est effondré au moment de l'échec du lac Meech, à déclencher des élections générales à brève échéance afin de trouver légitimité à cet égard.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Simard. Nous passons maintenant à M. Marcel Beaudry. Je m'excuse juste un instant, M. Beaudry. J'ai cru sentir un petit goût d'applaudissements. Je vous fais remarquer que les règles de la Commission veulent qu'il n'y ait pas d'applaudissements à cette Commission. M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Nous avons le plaisir d'accueillir ce soir, en particulier, du Mouvement national des Québécois, deux personnes de l'Outaouais, M. Simard et M. Saey. Je suis conscient du fait qu'eux aussi réalisent la gravité de la situation pour notre région et la vulnérabilité de cette situation dans le contexte d'un Québec souverain. Je sais également en particulier que ce sont deux personnes qui militent au sein de ce mouvement depuis de nombreuses années et au sein du Parti québécois. Donc, ils ont sans doute dû penser aux problèmes qu'ils ont soulevés d'ailleurs dans leur mémoire, en page 58, quand ils nous parlent des fonctionnaires fédéraux. Ils disent par inadvertance: "habitant Ottawa". Je suis bien sûr qu'ils ne veulent pas récupérer tous ceux qui habitent à

Ottawa mais ceux qui habitent l'Outaouais.

Et ils nous parlent également d'un pôle administratif. Je suis heureux de voir qu'ils se sont penchés sur cette question-là et qu'elle leur tient à cœur autant qu'à moi et à d'autres personnes dans la région. Je regrette cependant de constater que leur mémoire est silencieux sur la question des salariés qui travaillent en Ontario, dans le secteur privé, et qui sont au nombre de 15 000. Et ces salariés-là, également, nécessairement, seraient affectés par un régime souverain. Ils le seraient possiblement, également, par un fédéralisme renouvelé mais plus particulièrement par un régime souverain comme celui qui est préconisé dans ce mémoire-ci.

Alors, ma question est la suivante: De quelle façon intégreriez-vous les fonctionnaires fédéraux dans l'Outaouais québécois avec un régime souverain? Et je vous dis immédiatement que j'ai pris connaissance d'un document qui nous a été remis hier au sujet d'une entente entre le Québec et Ottawa, qui offre aux employés du Canada, dans le contexte du rapatriement de la TPS ou de l'administration de la TPS, les mêmes avantages que les employés du Québec. Cependant, on ne retrouve dans ce document-là aucune garantie que ces fonctionnaires-là travailleront dans la région de l'Outaouais. Ils peuvent être affectés à Québec, comme à Montréal, comme ailleurs. Et vous savez comme moi que même si les fonctionnaires sont intégrés à la fonction publique québécoise et qu'on les rapatrie à Québec ou à Montréal ou ailleurs, ça ne règle pas le cas de l'Outaouais québécois. On va rester avec des bâtisses vides, on va rester avec des maisons à vendre pour pas cher, dont la mienne peut-être.

Alors, dans ce contexte-là, je veux bien concevoir qu'il y a des mécanismes qui ont dû être pensés pour pallier à cette situation-là. J'aimerais vous entendre sur ces deux questions-là, celle des fonctionnaires, si vous pensez qu'on peut les récupérer dans l'Outaouais en particulier, et celle des salariés qui travaillent en Ontario et de quelle façon ils pourraient conserver leur emploi ou quel genre de garantie on pourrait leur offrir dans ce contexte-là pour les sécuriser.

M. Simard: M. le Président, je vais répondre avec plaisir à M. Beaudry. C'est une question qui vient de quelqu'un de l'Outaouais, donc qui est très sensible à cette question. Et la sous-question qu'il pose sur la santé économique de la région et sur les propriétaires de maison sachant son intérêt fort particulier pour ce domaine, m'invite à croire qu'il est très attentif à ma réponse.

M. le Président, si j'avais eu 11 minutes dans ma présentation, je vous aurais lu la phrase suivante: La Commission devra enfin proposer à l'Outaouais un plan de réaffectation des fonctionnaires fédéraux et de diversification écono-

mique pour lui permettre de faire passer la transition vers un Québec souverain de façon harmonieuse. Situé à l'interface du Québec et du Canada, l'Outaouais québécois, avec ses 25 000 fonctionnaires à l'emploi du gouvernement fédéral, doit devenir, après la ville de Québec, capitale nationale, le deuxième centre administratif du Québec. Vous aurez l'occasion, au cours de votre tournée, d'aller en Outaouais, où je connais déjà le contenu d'un certain nombre de mémoires et vous aussi, qui ont été préparés et qui vont vous être présentés touchant cette question.

Sans aller dans tous les détails, il me semble évident, il apparaît au Mouvement national des Québécois – et ce n'est pas un accident si nous avons, nous, présentant un mémoire national, insisté pour inclure cet aspect régional majeur – c'est qu'il nous apparaît capital, comme solidarité nationale, que nous ne fassions aucun changement qui ne garantisse aux gens de l'Outaouais la pleine sécurité, la pleine assurance que leur situation non seulement ne se dégradera pas, mais devrait pouvoir s'améliorer après la souveraineté.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps de M. Beaudry est écoulé, M. Simard.

M. Simard: Est-ce que je peux prendre une petite minute juste pour...

Le Président (M. Jean Campeau): Non, vous ne pouvez pas. Vous êtes tellement habile. On vous a enlevé une minute et demie et vous l'avez replacée dans la question. Alors, vous trouverez une autre occasion. M. Ouellet.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. M. Simard, dans votre présentation, vous apportez une importance qui, à mon avis, mérite toute notre attention: c'est celle de la présence de la population francophone qui va en diminuant. À la page 19, vous faites état que, malgré les statistiques rassurantes que peuvent constituer les 83 % de population francophone du Québec, vous faites état d'études, de projections qui vous laissent croire que le français est en danger au Québec. Je constate qu'au cours des ans, à l'époque où le Québec était peut-être encore moins solide culturellement parlant, économiquement parlant, le français a survécu. Il a même très bien survécu. Et les faits sont là. Vous dites que déjà 83 % de la population francophone du Québec parlent français, travaillent en français et agissent en français. Qu'est-ce qui vous fait croire que demain sera pire qu'hier?

M. Simard: M. le Président, M. Ouellet a certainement lu notre mémoire et la réponse s'y trouve. Si demain risque d'être pire qu'hier, c'est que la réalité d'hier n'existe plus. Les familles de 8 ou 12 enfants – je suis l'aîné d'une

famille de 8 – on ne risque pas d'en revoir beaucoup sur les bords du Saguenay ou du Saint-Laurent. Il y a une réalité démographique qui fait en sorte que la réalité de demain est plus périlleuse. Cette baisse radicale du taux de natalité, actuellement, qui se situe, selon les mois – mais les fluctuations mensuelles n'ont pas beaucoup d'importance dans ce domaine – au cours des dernières années, autour de 1,6, alors que le taux de reproduction est de 2,1, doit nous inquiéter comme société. Cela implique que non seulement notre population ne se renouvellera pas d'elle-même, mais que nous devons – et c'est souhaitable – faire appel à l'immigration. Mais cette immigration, encore faut-il... Quels que soient les impératifs législatifs qu'on puisse imposer aux Québécois, au nouveaux arrivants, il faudrait encore que cette population ait avec elle, devant elle – cette population de nouveaux arrivants – une masse critique de Québécois francophones suffisamment forte pour les intégrer. Et nous constatons – et tous les indicateurs statistiques vont dans le même cas – que dans la région montréalaise, où vivent la moitié des Québécois, il n'y a plus, dans certains pôles de développement, particulièrement dans le centre-ville de Montréal, la masse critique de francophones qui permette d'intégrer harmonieusement les nouveaux arrivants. Il ne faut pas...

M. Ouellet: Est-ce que, pour préciser votre pensée, c'est que vous dites: Bon, il faut compter sur une immigration que nous contrôlons, une immigration qui viendra au Québec et qui restera au Québec. Je vous ferai remarquer... Dans votre mémoire, à la page 27, vous constatez que le Québec a subi des pertes assez importantes au niveau des migrations interprovinciales, au cours des années. Elle était d'environ 15 522, de 1971 à 1976. Par contre, elle est passée à 31 299, de 1976 à 1981. Ça, ce sont vos chiffres, ce que vous nous donnez. Je vous ferai remarquer que, à partir de 1976, c'était un gouvernement du Parti québécois. Est-ce que, à la lumière de ces chiffres, ça voudrait dire que sous un gouvernement du Parti québécois, sous une administration souverainiste, il y aurait donc plus de migration vers d'autres parties du Canada ou vers les États-Unis? Est-ce que vous ne voyez pas là, vous-même, par les chiffres que vous donnez, un climat plus favorable, un climat qui permet cette immigration qui vient en Amérique du Nord, finalement? Vous ne pourrez jamais la contrôler et vous serez toujours, même dans un Québec souverain, perméable à des départs.

(19 h 30)

Le Président (M. Jean Campeau): M. Simard, je ne peux vous accorder que 30 secondes pour répondre. Vu que le temps de M. Ouellet est écoulé, comme tout à l'heure, vous pourrez transporter.

M. Simard: Je prends les 30 secondes très

rapidement pour dire: Un, la tendance de 1976 à 1985 n'était que la continuation de la tendance des 10 années précédentes. Deux, Mme Phyllis Lambert, aujourd'hui, dans une déclaration je pense qui a beaucoup bouleversé les gens, a bien démontré que les gens maintenant, au Québec, sont là pour rester et que les communautés qui ne sont pas francophones d'origine ont bien l'intention de participer à notre devenir collectif. Trois, je pense que diminuer ainsi le Québec en présupposant que la souveraineté du Québec enchâssera... fera en sorte que les gens partent de chez nous plutôt qu'y venir, me semble aller à l'encontre de la réalité. Un Québec dynamique, un Québec fort, un Québec économiquement très sain, qui sait où il va, qui envoie des signaux clairs, ne peut que voir sa population augmentée de ces nouveaux arrivants qui s'intégreront dès lors à la majorité francophone.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Gérald Larose, c'est à vous.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je vous avouerai, d'entrée de jeu, qu'en lisant plusieurs dizaines, proche centaines de mémoires, il y a parfois des chapitres qu'on aurait aimé écrire. Et après le mémoire de la CSN, c'est peut-être un de ceux que j'aurais aimé écrire, pour la raison suivante: C'est que le projet d'indépendance n'est pas un objectif en soi. C'est un moyen pour réaliser un projet qui peut être politique – c'est défendable, c'est intéressant – qui peut être culturel, qui peut être social. Mais ce qui est fort intéressant, et la contribution que je vois dans ce mémoire, c'est le décodage et le démontage du frein économique que représente le fédéralisme. Parce que, contrairement à un certain nombre de ténors, le projet d'indépendance, c'est pas obligé qu'on subisse une perte du niveau de vie; c'est rendu une condition, non seulement pour maintenir ses conditions de vie, mais pour espérer les augmenter.

Dans ce sens-là, je trouve que vous faites une démonstration assez exceptionnelle du fait que le projet de l'indépendance du Québec c'est pour, économiquement, être plus grand, être plus fort et avoir des stratégies qui soient rentables pour l'ensemble de la population. Un autre élément, c'est que vous soulignez à la fois des points faibles – parce qu'on a des points faibles – et il y a aussi des points forts, lesquels il nous faut exploiter. Mais là où je pense qu'il faudrait qu'on s'explique un peu, c'est sur votre proposition. Vous recommandez que la Commission ne propose qu'au gouvernement de faire une proposition pour proclamer la souveraineté. Il me semble que c'est s'équiper très faiblement pour réaliser ce grand projet. Pourquoi ne pas aller directement au peuple, quitte à se dégager un espace pour réaliser le projet, mais d'abord aller chercher le mandat? Je n'ai pas compris.

M. Simard: En fait, peut-être que l'incompréhension vient d'une rédaction qui pourrait peut-être laisser place à un peu d'ambiguïté. En fait, je pense que nous nous rejoignons parfaitement. Après avoir fait cette déclaration d'intention de l'Assemblée nationale déclarant la souveraineté du Québec, immédiatement s'engage un processus de rédaction d'une constitution qui mène, dans des délais qui doivent être très courts – et j'ai répété, nous avons dit dans notre mémoire à plusieurs reprises que le temps en la matière est très important – il faudra aller rapidement demander à la population de trancher, c'est-à-dire d'accepter ou de refuser ce projet de constitution d'un Québec souverain. Je ne vois pas de méthode plus démocratique, plus soucieuse à la fois du respect des institutions parlementaires. Je suis devant une commission parlementaire aussi élargie soit-elle, mais aussi, au-delà du Parlement, il y a la légitimité qu'on va chercher dans la population. Et je pense qu'aller, dans un délai court, avec un projet constitutionnel, demander aux gens s'ils sont d'accord ou non pour réaliser ainsi la souveraineté, ça nous apparaît... Nous ne faisons pas d'exclusive et nous avons aussi l'assurance que d'autres formules peuvent être peut-être aussi valables que la nôtre; c'est notre contribution. Nous pensons que, très rapidement, nous pouvons attendre l'objectif qui est, sereinement, dans le respect de la démocratie, en respectant l'état d'esprit des gens... c'est ainsi que nous pouvons assurer les meilleures bases possibles à une souveraineté qui soit reconnue ensuite, non seulement au Québec, mais face à un Canada qui devra être amené à négocier un certain nombre de choses et surtout, face à la communauté internationale. Je pense que ces bases démocratiques issues d'un référendum sont les plus valables possibles. Je suis de ceux qui croient que des formules – je connais des gens ici qui privilégient des formules genre "états généraux", nous n'avons pas de roi à guillotiner, je ne pense pas que nos habitudes démocratiques depuis quelques siècles, nos luttes nous aient amenés au développement de ce type de structure, je ne dis pas que c'est impossible, mais je suis, moi, moins tenté de faire confiance à ces structures qu'aux structures parlementaires et ensuite à la consultation populaire en allant en référendum.

M. Larose: Est-ce que c'est réaliste?

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette M. Larose, votre temps est écoulé. Alors voici, il y a trois autres interventions. M. Libman d'abord, suivi de M. Nicolet et par la suite, M. Dufour. Si chacun pouvait poser des questions courtes et si M. Simard pouvait répondre rapidement, on aurait le temps de passer les trois intervenants.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'ai, en

effet, trois courtes questions, deux questions. Un petit préambule. Vous dites ici dans votre mémoire: "Désormais, il est clair que le fédéralisme canadien empêche les Québécois et Québécoises de s'attaquer de façon efficace au règlement de leurs principaux problèmes et le temps presse.". M. le Président, avec tout le respect, il faut dire que dans la lumière des dernières 30 années, je pense que cette phrase ici est complètement fausse. Il faut reconnaître ça, dans le **Journal des débats** que cette déclaration est complètement fausse.

Deuxièmement, ma question. Vous dites aussi dans votre sommaire ici: "L'État du Québec doit accéder à la souveraineté politique dans l'ordre et la sérénité". Est-ce que vous pensez que c'est possible? Les négociations des acquis, les négociations des territoires sont très émotives. Il y aura beaucoup de Québécois qui vont s'opposer. Il y a beaucoup de Québécois qui peut-être peuvent essayer de réclamer leur propre territoire. Est-ce que vous, vous voyez des problèmes d'émotion, de confrontation dans ce sens?

M. Simard: On a souvent reproché aux Québécois de faire de la politique avec leurs sentiments plutôt qu'avec leur raison. Et je crois que ce à quoi nous assistons depuis au moins quelques années et particulièrement cette année, c'est absolument l'inverse. Je pense que les Québécois ont atteint un degré de maturité absolument extraordinaire alors que nous sentons bien que dans ceux qui s'opposent à cette autonomie et à cette souveraineté nationale, peut-être inspirée par quelque sentiment de panique, l'irrationalité commence et la passion commence à s'installer. Ainsi, lorsque votre parti, parlant d'intégrité du territoire, de dislocation du territoire – un certain journaliste de **The Gazette** parlait même d'intervention militaire pour récupérer des parties du territoire – lorsque vous jouez dans ces eaux troubles-là, à ce moment-ci du débat, M. Libman, je peux vous assurer que vous vous situez absolument en dehors du débat que nous avons, que vous avez autour de cette table, et que nous avons au Québec actuellement: un débat serein, un débat démocratique, un débat qui fera que les Québécois, entre eux, sauront où ils vont, et ensuite, négocieront avec des gens pour qui, j'espère, la passion aura baissé et qui pourront négocier. Je pense que quelle que soit la faction du Parti Égalité à laquelle nous ferons face à ce moment-là, nous arriverons bien à trouver un terrain d'entente.

M. Libman: Vous utilisez le mot "nous". Il n'y a pas beaucoup de mention dans votre mémoire des minorités du Québec. Il y a pas mal, beaucoup de témoins qui sont venus ici à cette Commission pour nous offrir leur définition de ce que ça veut dire un Québécois. Quand vous dites

que je suis exclu – et nous, ici, nous pouvons discuter ça calmement – quelle est votre définition d'un Québécois ou d'une Québécoise?

M. Simard: Je pense que je vais le faire, mais je pense que d'emblée...

M. Libman: S'il vous plaît.

M. Simard: ...d'entrée de jeu, M. Libman, que je ne me sens pas obligé de me définir tous les matins en me faisant la barbe. Je n'ai pas ce problème.

M. Libman: J'attends votre réponse.

M. Simard: Par contre, pour nous, il est très clair, et que ce soit bien connu – et je pense que le mouvement nationaliste québécois dans son ensemble n'a pas de leçon à recevoir là-dessus – pour nous, sont Québécois ceux qui habitent le territoire du Québec, le territoire du Québec tel qu'il existe actuellement. Tous ceux qui habitent le territoire du Québec, qui ont une citoyenneté et qui sont intégrés à ce Québec, font partie du Québec, sans restrictions ethniques, linguistiques ou autres, confessionnelles ou autres. J'en ferai peut-être une, mais elle est plutôt de l'ordre de l'évidence. Évidemment, pour ceux qui sont en état de payer leurs impôts, ce sont ceux qui paient leurs impôts au Québec qui sont citoyens du Québec, mais je pense que c'est le cas de tout le monde ici, maintenant, autour de cette table.

M. Libman: Alors, dans votre définition, moi, je suis un Québécois. C'est dans votre...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman.

M. Simard: J'espère bien.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Roger Nicolet.

M. Nicolet: Merci M. le Président. M. Simard, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt les pages 49 et suivantes dans lesquelles vous rendez compte d'une vision d'un Québec décentralisé. Et mes questions seront relativement brèves. Premièrement, est-ce que vous envisagez de constituer par incorporation dans une éventuelle constitution québécoise ces structures régionales que vous préconisez? Et dans un deuxième temps, que répondez-vous à ceux qui s'interrogent sur l'opportunité de créer un palier électif au niveau de la région administrative?

M. Simard: M. Nicolet votre... J'ai combien de temps? J'ai quelques minutes pour répondre?

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, vous

en avez tellement pris, là, que... Soyez court un peu.

M. Simard: Je vais être très court. M. Nicolet, votre question est extrêmement importante. Je pense personnellement... Nous n'avons pas, nous, de formule magique. Nous pensons que c'est du milieu que doivent venir les initiatives pour définir exactement quelles seront les structures. Mais je crois profondément que l'occasion de la rédaction d'une nouvelle constitution québécoise – tout le monde sera d'accord autour de cette table pour dire que ça ne se passera pas à tous les 15 jours – est une occasion magnifique pour mettre au point cette décentralisation et créer ce modèle québécois de structures qui répondent vraiment aux besoins des citoyens.

M. Nicolet: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): L'intervenant suivant, M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais revenir, M. Simard, à la recommandation à laquelle référerait M. Larose tout à l'heure. Je veux bien la comprendre. Recommander au gouvernement du Québec – donc la Commission recommande au gouvernement du Québec – de présenter à l'Assemblée nationale du Québec une déclaration proclamant solennellement son intention de faire du Québec un État souverain. La Commission recommande au gouvernement de faire cette déclaration d'un Québec souverain. Je veux que vous m'expliquiez, là, de quelle façon ils ont obtenu ce mandat-là lors de la dernière élection de faire une déclaration solennelle d'indépendance? Il ne faut pas se prendre pour d'autres. La Commission, ce n'est pas la population qui a élu ce gouvernement-là. Je ne comprends pas la recommandation.

M. Simard: Je peux répondre à ce moment-ci. M. Dufour, vous avez vu les sondages comme moi. Vous recevez les mémoires et vous êtes à même, beaucoup plus que moi encore actuellement, de sentir ce qu'est le pouls de la population du Québec. Je suis persuadé qu'un gouvernement actuellement qui ferait, avec l'accord sans doute de l'opposition, je l'espère, une telle déclaration, recevrait un appui consensuel de l'ensemble de la population du Québec. Cependant ne nous leurrons pas. Ne nous faisons pas des illusions qui seraient hors de saison. Nous ne pensons pas que le gouvernement actuel, dont le mandat constitutionnel est mort au lac Meech, aura l'audace de rejoindre ce consensus à ce moment-ci. Aussi, nous lui suggérons, s'il n'arrive pas à le faire, de déclencher des élections de façon à ce que le parti qui sera élu à ce moment-là ait ce mandat.

(19 h 45)

M. Dufour: C'est votre deuxième recommandation; celle-là, elle est claire. Mais la première ne serait sûrement pas considérée comme étant un processus très démocratique. La population n'a pas élu ce gouvernement-là pour faire ce genre de déclaration. Vous pouvez vous baser sur les sondages, mais en système démocratique, on n'en est pas encore rendus à élire des gouvernements par sondage.

M. Simard: M. Dufour, vous avez un mandat. Vous êtes en commission parlementaire pour procurer au gouvernement des indications sur ce qu'il doit faire, et cette responsabilité, vous l'avez. Conseiller au gouvernement de fonctionner de cette façon-là, c'est respecter la population et c'est s'engager à la consulter sous forme de référendum. Je pense qu'il n'y a là rien d'anti-démocratique, bien au contraire.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Simard, le temps est écoulé. Nous passons maintenant au bloc du parti gouvernemental. M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie, M. le Président. Moi, il y a des bouts de votre mémoire que je n'aimerais pas avoir écrits, je vais vous le dire d'emblée, ça va situer les choses. Particulièrement, vous vous servez amplement de l'étude de M. Michel Paillé, une étude qui est assez complexe sur un ensemble de statistiques. Et cette étude a un vilain défaut, c'est celui de faire ressortir par les pourcentages, de donner par les pourcentages une image qui n'est pas la réalité quand on regarde les chiffres absolus. Alors, si je m'enlève le prisme des pourcentages pour regarder les chiffres, j'arrive à une lecture qui est complètement différente de l'effet donné par la lecture des pourcentages. Je vous le donne: On dit que, selon l'étude, les francophones résidant dans l'île de Montréal en 1986 représentaient 51,6 % de toute la région métropolitaine, incluant les banlieues, alors que le pourcentage d'allophones était de 83,8 %. Traduit en chiffres, ces pourcentages donnent 1 084 728 francophones résidant dans l'île, comparativement à 339 354 allophones. Alors, ça change les contextes, ça change les proportions de façon considérable. Et il y a d'autres faiblesses ou d'autres critiques qui sont faites contre l'étude de M. Paillé. Je n'en ferai pas la nomenclature, mais dernièrement, il y avait une série d'articles, entre autres dans **La Presse**, qui faisaient état de ça et qui, en tout cas, questionnaient ces aspects-là.

Il y a un autre aspect, aussi, qui m'a un petit peu fatigué. Moi, quand on me dit: Ça prend la souveraineté sinon le peuple québécois va mourir. D'abord, la semaine dernière, dans les journaux, on faisait état d'une augmentation de la natalité au Québec, et assez substantielle. Et ce n'est pas nous, comme parti, qui le disions, c'est Statistique Canada qui, dans ses statistiques

officielles, disait que la mise en place de la politique nataliste du gouvernement du Québec commençait à donner certains résultats. Donc, il y a une inversion qui commence à se produire là qui est intéressante.

Il y a 100 ans, même plus, on tenait le même langage. On disait: Le Québec va disparaître. Là, ce n'était pas la dénatalité, c'était le problème de l'exode vers les États-Unis; 1 500 000 Québécois s'en sont allés aux États-Unis, ce qui était énorme pour la petite population que nous étions à cette époque-là. On va disparaître. Ça fait je ne sais pas combien de fois au cours de son histoire qu'on a peur que le peuple québécois disparaisse. On est bien plus vigoureux que ça, bien plus tenaces que ça. À preuve, on est tous ici ce soir et je pense qu'on en a encore pour longtemps à y être par nos enfants.

Mon inquiétude n'est pas là. Quand on ressort ce spectre-là, c'est, pour moi, de la même nature que quand M. Mulroney dit: Qui va payer les pensions des vieux quand on va être séparés au Québec? Je trouve que c'est des argumentations qui sont stériles, qui sont usées et qui ne donnent plus rien, qui ne font plus avancer le débat.

Par contre, j'aime dans votre mémoire certains aspects. Là-dessus, il faut être honnête. J'aime bien quand vous dites qu'il y a une force au Québec et que le cadre fédéral actuel n'est pas suffisamment grand pour nous permettre de rencontrer nos aspirations, ne peut plus servir de locomotive à nos aspirations, qu'on aspire à plus grand, plus de pouvoir, entre autres, au niveau de la main-d'oeuvre, au niveau de l'immigration, au niveau de notre culture. Bref, il y a une série de facteurs, et j'ajouterais au niveau du facteur monétaire aussi, avoir notre mot à dire, entre autres, sur les taux d'intérêt parce que quand ça a le rhume un peu en Ontario, je hais prendre les pilules pour eux autres. Je veux bien en prendre quand ça m'appartient, mais quand ça ne me touche pas, ça m'achale pas mal.

Bref, il y a une série de choses là-dedans qui sont très intéressantes. Il y a un concept que vous amenez qui est aussi très intéressant, qui est un concept dont j'avais entendu parler en Suède et en Norvège, mais qui est d'un Québécois, celui de la nordicité. D'assumer notre nordicité, d'en prendre conscience et même, de l'exploiter, ça, dans un deuxième temps, j'aimerais que vous le commentiez.

Mais, avant de commenter ça, j'aimerais que vous répondiez à la question suivante: Si, demain, n'importe quel gouvernement qui est là décide: Bon, O.K. l'indépendance du Québec, c'est fait, c'est réglé. Ça va avoir des conséquences, hein? Au moins au niveau économique. Au niveau de la stabilité économique, il va y avoir un prix à payer. Est-ce que vous avez évalué ce prix-là? Est-ce que vous êtes conscients de cet impact économique-là et comment comptez-vous contrer

ça, empêcher ça de se produire pour que ça se fasse dans une harmonie relative et que la sécurité économique qui est chère à tous soit maintenue?

M. Simard: M. le Président, beaucoup de questions. Je vais les prendre dans l'ordre, si vous voulez bien. M. le Président, ce que vient de dire M. Bélanger sur les statistiques qui seraient alarmistes, donc interprétées de différentes sources de façon différente, je dois vous dire que notre mémoire se situe à l'intérieur d'une démarche qui est un plan d'action du Mouvement national des Québécois sur l'ensemble du territoire. Nous avons préparé une documentation sur la base d'une vingtaine d'études aussi neutres que celles venant du Bureau de la statistique du Québec, des bureaux de Statistique Canada et de dizaines de démographes qui se sont penchés sur l'évolution de la démographie québécoise. Votre chef, M. Bourassa, d'ailleurs est extrêmement sensible, il l'a répété à plusieurs reprises, à ce phénomène.

Vouloir nous mettre la tête dans le sable et dire que nous ne sommes pas en danger, il me semble que vous faites là preuve d'un aveuglement qui pourrait être très coûteux à court terme, si les Québécois ne se rendent pas compte que notre avenir démographique est extrêmement risqué. Ce ne sont pas quelques petites nouvelles semestrielles d'augmentation de 1,4 à 1,6 à 1,7, selon les saisons, qui vont changer grand-chose. Alors, soyons clairs et nets: tant qu'il n'y a pas plus de deux enfants par famille, en moyenne, au Québec, il y a des pertitions de population. Et nous sommes, dans les faits, très trompeurs, actuellement, d'une fin de l'effet du "baby boom", et, dans quelques années, les femmes qui ne sont pas nées ne donneront pas d'enfants, et toutes les études statistiques sans exception, même l'étude du Bureau de la statistique du Québec, la plus optimiste, indiquent des chutes considérables. Alors, on peut faire dire ce que l'on veut, évidemment, aux statistiques, mais je me permets d'être plus alarmiste face à ces chiffres-là.

Pour ce qui est de la nordicité, je pense qu'en effet – et je rejoindrai la troisième question par ce fait-là – refusant votre prémisse que la souveraineté du Québec amènerait une déperdition économique, un choc négatif en termes économiques, je crois qu'au contraire, cela libérerait les Québécois des contraintes qui empêchent d'orienter dans leurs intérêts les principales politiques économiques, et que le prix à payer, c'est le prix du fédéralisme, actuellement. Mais la nordicité est un exemple extraordinaire. Les pays suédois, les pays scandinaves nous donnent des exemples multiples dans ce domaine: comment nous avons négligé de gérer positivement les forêts; comment nous avons considéré, dans le fond, depuis des siècles, que nous étions ici par un accident de navigation et

que c'est en Floride qu'il aurait fallu aller. Il y a eu une négligence, de la part des Québécois et de notre développement, que nous n'avons malheureusement pas dirigé dans beaucoup de cas. Il y a eu une négligence et parfois une exploitation éhontée de ressources qui sont les nôtres, que nous devons intégrer à notre devenir collectif, que nous devons exploiter de façon de plus en plus rationnelle.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, je vais céder la parole à mon collègue, le député Dauphin.

M. Dauphin: Est-ce qu'il reste du temps, M. le Président? Oui?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui. Je vais vous dire ça tout de suite. Allez-y.

M. Dauphin: Alors, brièvement. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Deux bonnes minutes.

M. Dauphin: Deux bonnes minutes. Nous songeons, comme actuel gouvernement libéral... Évidemment, il va être question d'une politique d'immigration très bientôt et nous évaluons, depuis un certain temps, relativement à l'immigration, la possibilité de donner ou d'obtenir ou d'avoir des incitatifs pour que l'immigration se concentre ailleurs que dans la région métropolitaine, notamment – et ça va de soi – dans les régions du Québec, pour faciliter l'intégration à la majorité francophone par toutes sortes d'incitatifs qu'on aura l'honneur d'entendre dans les prochaines semaines. Alors, comme Mouvement national des Québécois, j'aimerais avoir votre opinion là-dessus.

Puis, deuxièmement, si vous avez dix secondes, plusieurs groupes nous ont parlé, évidemment, d'acquis, d'espaces économiques, après la souveraineté. Avez-vous prévu des formules pour maintenir des liens avec nos partenaires économiques, et quels liens?

M. Simard: Très bien. Merci beaucoup. D'abord, pour ces incitations, vous serez d'accord avec moi, et je pense que votre gouvernement, comme tous les gouvernements du Québec, ont été aux prises avec le même problème... Le fouillis actuellement des relations fédérale-provinciale sur cette question d'immigration est absolument scandaleux. Devoir quêter des millions pour intégrer au fait français, dans les COFI, les immigrants qui arrivent et qui doivent attendre un an. Toute cette question d'immigration, le rapport à l'intérieur de la Confédération canadienne est totalement inacceptable actuellement.

Quant au lieu de destination des immigrants, et ça rejoindrait une réponse que j'ai faite à

M. Nicolet tout à l'heure – et qui est très intéressé par ce domaine-là... Nos régions que nous allons développer dans un Québec souverain devraient avoir des pouvoirs d'incitation d'installation de la main-d'œuvre sur leur territoire et donc favoriser, aller chercher... Les régions en Europe actuellement, en France en particulier, qui ont des besoins très précis de main-d'œuvre dépensent des sommes, ont des incitatifs à proposer pour aller chercher des spécialistes dans les domaines dont ils ont besoin, ce que nos régions n'ont évidemment pas les pouvoirs de faire actuellement. Alors, je pense qu'il y a là toute une voie dans le domaine de l'immigration, en termes de pouvoir régional, qui pourrait améliorer un très grand nombre de choses.

Ceci dit, ce ne sont pas quelques dollars de plus, l'exemple des médecins l'a bien montré ces dernières années, qui vont faire aller les gens dans les régions. C'est beaucoup plus une politique globale. Et toute politique globale en matière d'immigration ne peut être basée que sur le plein contrôle de tous ses pouvoirs politiques. Et là, la souveraineté est inévitable. C'est un élément majeur qu'on ne peut pas oublier.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant au groupe parlementaire formant l'Opposition officielle. M. Parizeau. M. Chevette?

M. Chevette: Oui, merci, M. le Président. Si nous avons eu de la difficulté à savoir quelle option choisissait certains groupes, ce n'est pas votre cas et je vous en remercie. J'aurai une seule question et je laisserai à mon collègue du Lac-Saint-Jean, également à M. Parizeau, à la fin, quelques minutes. J'aurais une question à la page 21 de votre mémoire. Vous dites, et je vous cite au texte: "Le MNQ attend de cette Commission qu'elle ose invoquer ce que le Québec peut être sans ses entraves fédérales. Un régime fédéral peut rendre de grands services, mais dans d'autres circonstances." J'aimerais que vous me précisiez votre pensée sur cette dernière affirmation, à savoir: "Il peut nous rendre de grands services, mais dans d'autres circonstances."

M. Simard: M. Chevette, je vais citer un seul exemple et je reviendrai encore une fois à la question de M. Nicolet. En termes de décentralisation, je pense que le modèle que... Vous avez un défi considérable, un défi extrêmement exaltant de créer un modèle de développement québécois qui rejoigne non seulement les préoccupations actuelles mais les perspectives de développement d'avenir des Québécois – et on a, entre autres dans la gestion du territoire, dans la décentralisation, dans le défi de faire en sorte que toutes les régions... Montréal, par exemple... On l'a trop dit lors de la dernière campagne électorale dans Montréal, que Montréal n'avait

aucune influence dans les grandes orientations économiques qui, pourtant, créaient la pauvreté et qui affectaient tout son devenir. L'Outaouais, M. Beaudry en a parlé tout à l'heure, j'y ai insisté. Encore une fois, il nous faut absolument, il faut que la Commission se penche et fasse des suggestions concrètes sur toutes les ressources que nous n'avons pas encore utilisées et qui nous seraient disponibles étant souverains. Je pense qu'il y a un modèle québécois à créer et vous devez déjà en tracer l'amorce.

M. Chevette: M. le Président, juste une question sur le message. Avant le souper on s'est fait reprocher, nous, comme formation politique, d'avoir été contre les demandes du lac Meech, parce que insuffisantes. Et on s'est fait reprocher, après, de s'être scandalisé que le tout soit refusé par le fédéral. Ça a été énoncé par M. Ouellet. Il me semble qu'il y avait une très grande cohérence dans ça. Quand on ne demande rien et qu'en plus on se le fait refuser, c'est insultant.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Chevette: Mais je voudrais profiter de l'occasion pour dire que nous, dans notre formation politique, les députés demandaient quelque chose et le chef demandait la même chose. Alors que je ne peux pas en dire autant de M. Ouellet qui, lui, était d'accord avec Meech mais son chef ne l'était pas. Ceci dit, ma question sur l'immigration... trente secondes, je voudrais dire... Est-ce qu'il n'est pas exact qu'un immigrant qui entrera dans un Québec souverain n'aura pas un double message? Il y aura un message clair. Il rentrera dans un Québec français et le prix à payer sera d'apprendre la langue de la majorité.

M. Simard: C'est l'essentiel de notre message en matière d'immigration. Il y a beaucoup d'autres points, mais le jour où ce sera clair que ce n'est pas n'importe où en Amérique mais bien dans un Québec français qu'ils immigreront, à partir de ce moment-là, toutes les ambiguïtés qui ont empoisonné jusqu'à maintenant nos rapports avec ces nouveaux arrivants devraient sauter. Et je pense qu'on pourra avoir des politiques claires, en accord avec ce principe fondamental, avec ce message lancé. Nous nous ouvrons d'autant plus à l'ensemble du monde que le message sur notre francité québécoise sera clair et net.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Brassard.

M. Brassard: M. le Président, cet après-midi, l'Equality Party a évoqué la possibilité que, advenant le cas où le peuple québécois exerce son droit à l'autodétermination et décide de faire du Québec un État souverain, qu'advenant cette

possibilité, l'intégrité territoriale du Québec serait menacée et que le Québec serait menacé de "partition", de morcellement. Vous, qui êtes familier... Le Mouvement national des Québécois est bien familier, depuis fort longtemps, avec le droit à l'autodétermination et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Vous qui êtes familier avec ce droit – que les Québécois entendent exercer le plus tôt possible, je l'espère, est-ce que ça ne présuppose pas le respect scrupuleux de l'intégrité du territoire québécois?

M. Simard: M. le Président, ce que vient de dire M. Brassard est très important et je pense que ma réponse, qui va être brève, la plus dépensonnée possible – parce qu'il faut éviter les pièges que certaines personnes nous tendent et qui voudraient passionner un débat sur un faux sujet, un sujet, en tout cas, qui n'en est pas un – pour nous comme pour l'ensemble des Québécois, c'est très clair. Le Québec, c'est celui qui, dans votre manuel de géographie, dans votre dictionnaire, dans toutes les cartes fournies par le gouvernement du Québec et même du Canada, est ce qui est recouvert par la géographie politique et économique actuelle du Québec. La carte du Québec, le Québec de demain, le Québec souverain sera celui de la carte politique actuelle du Québec, telle que nous la connaissons. Et à part quelques personnes qui ont intérêt à brouiller de l'eau avec de fausses questions, il est absolument exclu que les Québécois négocient quelque chose que ce soit, quelque point que ce soit, quelque concession que ce soit à cette réalité qui ne fait même pas problème, qui est l'intégrité de notre territoire. Le droit à l'autodétermination des Québécois sur l'ensemble du territoire québécois, c'est-à-dire respect de la démocratie, respect de l'expression majoritaire de l'ensemble des citoyens du Québec.

M. Brassard: Je suis bien content de vous l'entendre dire, parce que si c'était le contraire, en 1980, comme la région de Saguenay-Lac-Saint-Jean a voté oui à 57 %, on aurait peut-être pu faire une république indépendante. On ne l'a pas fait, justement, parce qu'on jugeait que l'intégrité du territoire, c'est tout à fait quelque chose d'intangible et qu'il convient de respecter scrupuleusement.

Une autre question, M. le Président. Vous ne semblez pas douter, d'aucune façon, que le Canada anglais, lorsque les Québécois se seront affirmés et auront décidé majoritairement de faire du Québec un pays, vous ne semblez pas douter d'aucune façon que le Canada anglais accepte de négocier particulièrement des ententes ou une association d'ordre économique. Qu'est-ce qui vous fait être aussi sûr de l'empressement, je dirais, du Canada anglais à s'asseoir à une table et à négocier?

M. Simard: M. Brassard, sur le fond, vous

soupçonnez bien ma réponse. Je pense que les intérêts du Canada anglais sont tellement liés à cette entente qu'ils devront avoir avec nous, qu'ils devront faire cette entente. Cependant, il n'est pas interdit, à ce moment-ci, de se demander qui parlera au nom du Canada anglais? Quelle sorte de Canada anglais nous aurons devant nous? Et nous avons, nous Québécois, probablement une trentaine d'années d'avance en termes de définition de nos objectifs et de ce que nous sommes. Il faudra donc que, assez rapidement – et c'est heureux que le processus commence à s'enclencher au Canada anglais – le Canada anglais commence à savoir ce qu'il est, de façon à pouvoir négocier de façon sereine avec nous. Mais, "money talks"; je pense que les intérêts finissent toujours par prévaloir lorsque l'atteinte des solutions s'est faite de façon clairement démocratique. Nous allons tout faire, nous Québécois, je pense, pour que le débat reste au niveau serein qui est celui de vos débats ici et je pense que nous pouvons non seulement espérer mais être absolument convaincus que le Canada négociera avec nous. Il n'y a aucune raison de croire que le Canada se ferait mal à lui-même simplement pour nous punir d'être devenus nous-mêmes.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Brassard, il vous reste une seule minute.

M. Brassard: Une simple remarque sur votre démarche. Si j'ai bien compris le référendum que vous proposez sur un projet de constitution d'un Québec souverain: en somme, on appellera, on demandera aux Québécois non seulement de se prononcer sur le statut du Québec, c'est-à-dire sur le fait que le Québec passe du statut de province à un statut de pays, mais, qu'également en même temps, ils vont adopter la constitution de ce pays, la loi fondamentale de ce pays parce que la Constitution canadienne évidemment ce ne sera plus la Constitution du Québec. Il va falloir lui substituer une constitution québécoise et au fond, on va faire d'une pierre deux coups, si j'ai bien compris.

M. Simard: Vous avez très bien compris.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Parizeau, 30 secondes. Le temps est maintenant écoulé. Alors, Mme Gagné, M. Simard, M. Valois, M. Saey, merci de votre contribution aux travaux de cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Et M. Simard, le secrétaire, me faisait une petite remarque que je vous transmets. Il me disait: "La facilité avec laquelle vous répondez aux questions et surtout le temps que vous prenez pour répondre auraient fait de vous un excellent membre de cette Commission". Je regrette, il n'y a pas de...

(Suspension de la séance 20 h 7)

(Reprise à 20 h 14)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant l'Institut canadien d'éducation des adultes. La durée de l'audience est d'une heure et je pense que vous connaissez les règles de temps alloué. Alors, je vous les répète. Pour les audiences d'une heure, vous avez dix minutes pour la présentation de votre mémoire. Nous donnons dix minutes au groupe parlementaire formant l'Opposition, dix minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt-cinq minutes pour les autres membres, et chaque membre, dans ce groupe-là, a un maximum de cinq minutes. Il reste finalement cinq minutes pour la présidence.

Alors, M. Proulx, si vous voulez bien présenter vos collègues.

Institut canadien d'éducation des adultes

M. Proulx (Jacques): Alors, je vous présente à l'extrémité, Madeleine Blais, qui est membre de l'exécutif; Pierre Pâquet, qui est membre de l'exécutif; Nicole Boily, qui est directrice générale de l'Institut; et Lina Trudel, qui est chargée de projet du secteur communications et membre de l'exécutif.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, vous avez 10 minutes, M. Proulx, pour la présentation de votre mémoire.

M. Proulx (Jacques): Merci. O.K. Nous apprécions la possibilité que vous nous offrez d'exprimer notre opinion concernant l'avenir du Québec. L'Institut canadien d'éducation des adultes se présente aujourd'hui devant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec afin de faire valoir les intérêts des adultes dans les domaines touchant l'accès à la culture et au savoir. Dès le départ, nous précisons que nous nous prononcerons, durant ces audiences, sur la base de l'expertise développée en éducation des adultes dans les domaines suivants: la formation générale et professionnelle des adultes, l'éducation populaire autonome et institutionnelle et les médias.

Le caractère large et démocratique du débat nous préoccupe aussi particulièrement. La réflexion collective qui s'amorce est pour toute la population d'une importance capitale. Nous souhaitons, par ailleurs, que cette réflexion s'élargisse à davantage d'intervenants, et que tous et toutes aient la possibilité de se former une opinion avant de se prononcer.

Nos ressources limitées et les délais fixés pour les présentes audiences ne nous ont pas donné la possibilité de consulter systématiquement et adéquatement les membres de l'Institut sur le statut politique et constitutionnel du Québec. Nous croyons qu'un tel choix appartient, en bout de ligne, à la population du Québec et

que celle-ci devrait être pleinement informée des enjeux d'une telle décision avant d'être dûment consultée.

Notre réflexion ne portera donc pas sur la définition d'un statut nouveau pour le Québec, mais plutôt sur le questionnement des finalités d'un éventuel rapatriement des pouvoirs et sur la démarche conduisant à un choix politique pour l'avenir du Québec. Pleins pouvoirs pour quel projet de société? Rappelons ici un élément du consensus identifié dans le préambule de la loi 90. L'avant-dernier paragraphe de ce préambule pose comme postulat la maturité et la vigueur de l'économie du Québec et la volonté manifeste des Québécoises et des Québécois d'en assurer le développement et la croissance, en respectant à la fois les exigences de la mondialisation des marchés et celles de la justice sociale.

Cet énoncé nous semble refléter de manière intéressante un désir de plus grande prise sur sa réalité, de la part de la population québécoise. Mais tout d'abord, quelle est la situation présente et de quel Québec parle-t-on? Précisons d'emblée que les problèmes que connaît présentement le Québec urbain et rural ne sont pas réductibles aux seules relations fédérales-provinciales et que ces problèmes nous interpellent à bien d'autres niveaux. Ne serait-ce que dans les choix de société faits en matière de redistribution de richesses, d'universalité des services, de création d'emplois et d'encouragement des productions culturelles. La réponse aux besoins en développement du Québec nécessite une vision plus large qui s'appuie, nous le répétons, sur un projet social et qui tient compte de la mondialisation des marchés et d'un juste équilibre entre les objectifs sociaux et économiques.

Quelle est la situation du Québec? Le contexte social et économique. La restructuration de l'économie survenue au début des années quatre-vingt a amené le Québec à faire certaines percées significatives. Toutefois, elle n'a pas eu que des aspects positifs et, comme dans bien des pays, on observe au Québec un élargissement des écarts entre les différents groupes sociaux. Cela a modifié le visage de la pauvreté et la liste des catégories sociales plus vulnérables à l'exclusion qui s'est allongée durant cette décennie. L'appauvrissement, la reproduction des inégalités, le décrochage scolaire et l'accroissement des tensions et de la violence sociales sont les effets de ce contexte propice à l'exclusion. Une nouvelle période de récession s'amorce. Des catégories d'emploi disparaissent, de nouvelles technologies s'implantent dans tous les secteurs d'activité.

Alors que l'on découvre l'ampleur du problème de l'analphabétisme et de la sous-scolarisation, l'égalité des chances apparaît à plusieurs comme un lointain mirage, une illusion. Nous nous devons de souligner que les lieux multiples d'apprentissage informel, les activités communautaires, de même que les organisations

syndicales et populaires que se sont donnés les Québécois et les Québécoises en matière de défense des droits, de développement social, économique et communautaire représentent à cet égard des efforts inestimables de prise en charge et de recherche de solutions démocratiques originales. Il nous apparaît que ces efforts devraient être davantage pris en compte et reconnus à leur juste valeur.

Deuxième élément de la situation actuelle, le contexte culturel et médiatique. Les changements technologiques et la mondialisation des marchés ont introduit de nouvelles menaces pour l'identité culturelle québécoise et l'avenir de la francophonie. Rappelons que le Québec ne s'est jamais doté d'une politique cohérente en matière de communications. Le ministère des Communications a une vocation avant tout économique et notre société parvient difficilement à concilier les enjeux économiques avec les objectifs démocratiques et culturels. Les médias ne sont pas des industries comme les autres. La radio et surtout la télévision sont devenues, de nos jours, les principaux véhicules culturels d'une société. L'écoute de la télévision constitue une des principales activités humaines. Le Québec arrive au troisième rang mondial au chapitre de la consommation de la télévision. C'est donc non seulement le principal loisir pour la population mais aussi le principal moyen d'accéder à l'information et à la culture. L'avenir culturel d'une société et la qualité sociale et démocratique dépendent de plus en plus de la qualité des médias en général et de la radiodiffusion en particulier. Si le Québec recouvrait ses pleins pouvoirs en matière de communications, est-ce qu'il laisserait le développement de ce secteur entre les seules mains de l'entreprise privée? Ne devrait-on pas envisager qu'il se dote au contraire d'une politique qui mettrait la priorité sur les objectifs démocratiques et culturels?

Donc, pour nous, il nous apparaît qu'il y a un équilibre à rechercher. Les orientations qui ont présidé certains choix politiques des deux gouvernements ont priorisé indéniablement le développement économique et ont favorisé les perspectives de croissance accélérée. Pour l'ICEA, le choix de l'efficacité économique doit être jumelé à celui de l'équité sociale. L'un ne saurait aller sans l'autre dans le genre de société que nous préconisons pour l'avenir. Les organismes, tel l'OCDE, favorisent d'ailleurs la recherche d'un tel équilibre. Un développement harmonieux devrait tenir compte des dimensions telles que la solidarité, l'essor culturel, les relations interculturelles et la participation des citoyens et citoyennes aux décisions qui les concernent.

En conséquence, l'ICEA est d'avis qu'en matière d'éducation et de culture, le statu quo est inacceptable. Toute cette dernière décennie on a assisté aux empiétements manifestes du gouvernement fédéral dans ces deux domaines de

compétence provinciale. Compte tenu de leur importance névralgique pour la société québécoise, compte tenu des effets néfastes consécutifs à ces empiètements et compte tenu de la nécessité de se prémunir face à la menace à l'identité québécoise que constitue le contexte nord-américain, notre position est la suivante: L'ICEA recommande que soit réaffirmée la compétence du Québec en matière de culture, d'éducation, d'alphabétisation, de formation générale et professionnelle; que le Québec rapatrie dans ces domaines ses pleins pouvoirs; que le Québec se dote des outils éducatifs et culturels nécessaires à son développement, outils dont il devrait avoir la pleine maîtrise; tout en reconnaissant la diversité des lieux de formation, que le secteur public soit réaffirmé en tant qu'élément moteur des efforts de démocratisation en matière d'éducation; que le Québec se dote d'une politique de formation professionnelle dans une perspective de plein emploi; que le Québec se dote d'une politique de communication qui ait pour objectif de promouvoir l'identité culturelle québécoise et qui reconnaisse à la radiodiffusion le statut de service public où serait affirmé le rôle central du réseau public; que le Québec favorise une décentralisation des pouvoirs vers les différentes régions du Québec, appuyée des ressources permettant la mise en oeuvre de projets impliquant la participation des Québécoises et Québécois; que soient reconnus et soutenus par l'État des initiatives populaires permettant une prise en charge par la population de son développement de même que l'apport du réseau d'éducation populaire québécois à la vie démocratique et au développement économique et social.

Un deuxième élément sur lequel nous voulons attirer votre attention, c'est la nécessité d'un débat large et démocratique. Sur cette nécessité, citons un autre élément du préambule de la loi 90 instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Le législateur y affirme que les Québécoises et Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel. Il y fait aussi état de la volonté des Québécoises et des Québécois d'être partie prenante à la définition de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Ces Québécoises et ces Québécois sont en effet les premiers concernés dans la réflexion entreprise cet automne par les 36 membres de la Commission ainsi que par les organismes et les experts qui se présenteront devant eux. Il reste cependant, à notre avis, à préciser l'ensemble de la démarche dans laquelle s'inscrivent les audiences de la Commission sur l'avenir du Québec.

Il nous apparaît que pour être véritablement démocratique et refléter la volonté des Québécoises et Québécois de toute appartenance, la réflexion doit être élargie aux différents groupes

sociaux, aux peuples autochtones et aux communautés culturelles qui composent le Québec d'aujourd'hui. Nous considérons que le rapport de la Commission ne doit pas se limiter à acheminer au gouvernement du Québec des recommandations concernant le statut politique et constitutionnel du Québec. Les attentes de l'ICEA quant au rôle de la Commission sont les suivantes: que la Commission favorise une large diffusion du résultat de ses travaux au moyen des médias écrits et électroniques; qu'elle fasse état des grands consensus qui se sont exprimés ainsi que des avantages et des inconvénients des options proposées, et qu'elle propose un processus et des étapes qui devraient conduire à une forme de consultation populaire. Nous privilégions, pour notre part, la tenue d'un référendum précédé d'une période de débat appropriée public et d'étude. Cette période permettrait aux gens de se former une opinion afin d'être à même de faire des choix en toute connaissance de cause.

En conclusion, l'ICEA avait à coeur de démontrer que des préoccupations d'ordre social peuvent s'harmoniser avec un souci de développement de la richesse collective. Un projet de société se bâtit avec les différences, avec les similitudes, comme avec les pas à faire pour se rejoindre et se compléter. Il est pour nous impensable d'accepter les exclusions; nous nous refusons même à admettre que prospérité ne puisse rimer avec équité.

Les dimensions culturelles des changements en cours dans la société nous apparaissent un enjeu fort important. Que sera le Québec de demain si nous ne réussissons pas à intégrer les nouveaux arrivants? L'accessibilité et l'ouverture du système d'éducation québécois, l'affirmation sereine de la culture francophone, peuvent jouer à cet égard un rôle énorme. Pour l'ICEA, il importe par-dessus tout que les débats sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec soient ouverts aux préoccupations que nous avons énoncées tout au long du mémoire présenté à la Commission et que ces audiences n'aient pas comme seule perspective de déboucher sur une structure politique ou juridique mais qu'elles s'inscrivent à moyen et à long terme dans l'élaboration d'un projet de société. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Proulx. Nous commençons les interventions par M. Claude Dauphin.

M. Dauphin: Oui, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais remercier l'Institut canadien d'éducation des adultes pour la présentation de son mémoire au nom de l'équipe ministérielle. Je constate effectivement que vous avez préféré ne pas vous prononcer spécifiquement sur l'avenir constitutionnel du Québec. Cependant, vous touchez à des domaines qui intéressent les membres de la Commission, notamment en matière de communications.

Comme vous savez, je crois que c'est en 1973 que le gouvernement du Québec énonçait pour la première fois une politique officielle en matière de communications. Malheureusement, la Cour suprême du Canada, notamment en 1978, en matière de câblodistribution, a décidé que c'était de juridiction fédérale, à l'encontre de notre énoncé de politique. Elle a décidé également, quelques années plus tard, qu'en matière de télécommunications, c'était également de juridiction fédérale, ce qui nous laisse la place pour la radiodiffusion. Mais vous dites dans votre mémoire que le Québec devrait rapatrier tous ses pouvoirs en matière de communications.

Dans l'hypothèse d'un fédéralisme renouvelé, qu'est-ce que vous verriez comme étant de compétence des Législatures provinciales et étant également de compétence fédérale? Qu'est-ce que vous verriez comme des compétences fédérales?

Mme Trudel (Lina): Je pense que les communications, c'est avant tout une question de culture. Je pense que ça fait partie de la culture. Nous, on regarde les communications non pas comme des industries, mais comme étant du domaine de la culture. Au niveau des communications, le principal instrument que nous avons naturellement, c'est la radiodiffusion. C'est sûr que dans communications rentre télécommunications, rentrent aussi télématique, informatique. Mais nous, on a voulu se pencher davantage sur la question de la radiodiffusion.

Comme on le disait dans notre mémoire, ce qu'on dit c'est que la radiodiffusion est devenue le principal véhicule culturel de la société et le principal outil d'information. À ce titre-là, on considère que la radiodiffusion doit être rapatriée au Québec puisque c'est notre principal instrument culturel. À ce niveau-là, ce qu'on considère c'est qu'il serait assez facile, par exemple, de rapatrier Radio-Canada. Radio-Canada, ce n'est pas qu'une instance fédérale. Dans Radio-Canada, il y a, d'une part, le service anglais, il y a le service français. Le service français de Radio-Canada, c'est évidemment une entité qui est québécoise. Il y a les services offerts aux francophones hors Québec. Il y a aussi Radio-Canada qui offre des services à la minorité anglophone du Québec et nous pensons qu'à ce niveau-là, il pourrait y avoir très facilement des ententes, des échanges entre le Canada et le Québec pour qu'il puisse y avoir des services respectifs aux deux communautés.

(20 h 30)

Alors, concernant Radio-Canada, je pense, ça ne pose pas réellement de problème. Mais quand on parle d'une politique des communications axée sur le développement culturel, une politique globale, je pense que, dans ce domaine-là et dans le domaine de la radiodiffusion, les choix au niveau du Québec sont tous à repenser, puisque c'était une juridiction fédérale. Donc, les choix à faire concernent, par exemple, la place

qu'on va vouloir réserver au secteur public par rapport au secteur privé.

On sait que, dans une petite société comme la nôtre, parce qu'on est une petite société, on a beaucoup de capacité, mais on est une petite société, on a un petit marché. À ce moment-là, la rentabilité n'est pas facilement compatible avec la qualité en matière de production audiovisuelle. Donc, on dit: Il faut miser davantage sur le secteur public, et c'est le secteur public qui investit aussi dans la production canadienne.

Donc, il faut miser sur le secteur public et non pas uniquement sur le développement des industries. À ce moment-là, il est important de garder un équilibre et de dire: Il y a Radio-Québec; c'est important parce que c'est un outil de développement culturel formidable et d'éducation. Il y a aussi Radio-Canada. Il va falloir garder les deux et il va falloir aussi repenser en termes de... On est une petite population, comme je le disais tout à l'heure, et il y a un nombre "inconsidérable", insensé de services de télévision, et cette multiplication du nombre de services compromet la qualité, parce qu'ils ne sont plus rentables. Donc, il va falloir aussi repenser tout ça, et c'est important que tous ces pouvoirs-là soient rapatriés au Québec, parce que le fédéral a fait des choix qui n'étaient pas nécessairement en fonction de nos besoins spécifiques et aussi de nos intérêts en termes de société. Et c'est un peu dans ce sens-là qu'on dit qu'il n'y a pas de politique globale au Québec, en matière de communications, et que le Québec a toujours pensé aux communications en termes d'industrie, mais c'est avant tout une question de culture. Et il va falloir payer le prix pour notre souveraineté culturelle, et ça passe par là.

M. Dauphin: Merci. Peut-être juste une courte question avant de demander à mon collègue Bélanger de vous en poser une. Aux pages 17 et 18 de votre mémoire, quand vous dites: L'institut... C'est-à-dire que je vous demande la définition lorsque vous dites: L'exercice réel du droit du public à l'information ou par un véritable contrôle démocratique sur les communications de masse. Qu'est-ce que vous voulez dire par là?

Mme Trudel: Nous, ce qu'on croit, c'est que, actuellement, si le Québec, en rapatriant les communications, par exemple, en faisait une industrie comme une autre, si le Québec ne reconnaissait pas que ces instruments-là ont un statut de services publics, on dit qu'on y perdrait au change, parce que ce sont des instruments qui ont un tel pouvoir d'influence sur les opinions, les modes de vie et aussi, au niveau de l'information. Comme on le sait, c'est le pivot de la démocratie. Alors, quand on parle d'un contrôle démocratique, ce qu'on dit, c'est qu'on ne peut pas laisser ces instruments-là sous l'emprise

des seules lois du marché. Il faut les réglementer. Il faut imposer aux entreprises privées comme publiques des obligations sociales et culturelles. Donc, c'est un peu dans ce sens-là qu'on dit: Il faut instaurer un contrôle démocratique. Au Canada, la radiodiffusion est définie comme un service public. Il y a un service autonome chargé de surveiller si les entreprises atteignent ces objectifs-là, et je pense que ça, ce sont des acquis au niveau canadien. Si on rapatrie, il va falloir aussi rapatrier ces acquis-là et ne pas faire de ces instruments-là un simple commerce.

Et quand on parle du droit à l'information, on dit qu'au Québec, par exemple, la presse écrite n'est pas réglementée, mais il faut absolument avoir des préoccupations non pas uniquement pour préserver la libre entreprise, mais pour protéger le droit du public à l'information. Et là, ça passe par l'appui au Conseil de presse, l'appui à la population au niveau du droit à l'information. Ce n'est pas un contrôle politique; c'est un contrôle démocratique qu'on propose.

M. Dauphin: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): M. le Président, d'abord, d'entrée de jeu, je veux souligner que je suis d'accord avec vous totalement au niveau des communications. De toute façon, c'est un contentieux qui dure depuis très longtemps. Sur la formation aussi, lorsque vous parlez des problèmes qu'engendre la double juridiction, à ce niveau-là... et d'autres groupes dont la préoccupation première était la formation professionnelle ont fait état de cette duplication, qui est extrêmement coûteuse et qui amène toutes sortes de problèmes. Mais dans les pouvoirs que vous parlez de rapatrier, puisque vous ne parlez pas d'option globale, vous parlez de pouvoirs, à certains égards. Est-ce qu'il serait dans votre vision de rapatrier toutes les responsabilités d'assurance-chômage au Québec?

M. Pâquet (Pierre): Disons que, comme organisme, on a eu l'occasion de se prononcer et d'aller à Ottawa, devant le comité de la Chambre des communes et du Sénat, déposer un mémoire sur la question de l'assurance-chômage. Nous étions très intéressés et nous trouvions positif que l'on puisse assurer un soutien du revenu pour que les travailleurs, les chômeurs, puissent prendre de la formation. Par contre, nous n'étions pas d'accord. Nous disions que la fonction principale de l'assurance-chômage devrait en être une de soutien du revenu, et que le fait de vouloir financer à même la caisse d'assurance-chômage, par le projet de fonds spécial, les activités de formation et d'autres mesures de support, nous semblait non approprié.

Et on rejetait l'idée, du point de vue de l'IECA, d'utiliser la caisse d'assurance-chômage à ces fins-là. Alors, si le projet fait en sorte que des fonds soient alloués à la formation, il nous semblerait cohérent avec les positions que nous avons présentées, que la gestion de ces fonds-là soit du ressort du Québec, y compris le soutien du revenu qui irait au chômeur à des fins de formation. Et donc, dans ce sens-là, on n'a pas pris de position globale sur l'assurance-chômage comme telle. Mais il devrait y avoir une cohérence, bien sûr, en ce qui concerne la formation, l'utilisation des fonds de la caisse d'assurance-chômage à ces fins-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Pâquet. Au tour de l'Opposition officielle, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. D'abord, permettez-moi de vous remercier d'avoir bien voulu participer aux travaux de cette Commission et vous dire que l'expérience et l'expertise que vous possédez en matière d'éducation des adultes donne un poids considérable à votre avis. Je vais reprendre quelques-uns de vos énoncés et terminer par quelques questions. Vous nous dites d'abord qu'on ne peut débattre de l'avenir du Québec sans prendre en considération les dimensions éducatives, culturelles, du développement de la société. Et vous souhaitez que le débat sur l'avenir du Québec se prolonge et s'élargisse afin d'être véritablement démocratique et que la réflexion doit s'inscrire dans l'élaboration d'un projet de société. Vous nous indiquez un certain nombre de pistes de réflexion fort intéressantes. Vous en avez élaboré quelques-unes avec M. Bélanger et M. Dauphin. Vous avez élargi dans le domaine de la communication, mais également de la formation de la main-d'œuvre et de la sécurité du revenu. Mais dans votre mémoire, déjà, vous nous dites qu'en matière d'éducation, de culture, le statu quo est inacceptable, qu'il est essentiel que soient reconnus et respectés les pouvoirs du Québec dans les domaines qui sont de sa juridiction. Et le Québec, dites-vous, devra se doter des outils éducatifs et culturels nécessaires à son développement. Vous continuez, en disant qu'il est capital de réaffirmer la compétence du Québec en matière d'éducation et de formation professionnelle, et que ces matières doivent s'appuyer sur le maintien du développement du secteur public.

Les différents groupes qui sont venus ici – il y a je dirais, une constance, si ce n'est pas en totalité mais à la très grande majorité – ont reconnu que le statu quo était inacceptable et qu'il y avait une certaine urgence d'agir, parce que l'insécurité génère des effets négatifs sur la population la plus démunie – vous en avez fait état tout à l'heure. Alors, dans votre mémoire, vous nous demandez de participer à l'élaboration d'un projet de société. Mais est-ce

qu'on peut vraiment s'asseoir autour d'une table pour participer à l'élaboration d'un projet de société sans qu'on se soit assuré de posséder les outils pour ce faire, c'est-à-dire les compétences que vous réclamez, et que, semble-t-il, on ne peut pas aller chercher dans le cadre du fédéralisme actuel?

Mme Boily (Nicole): Oui, je pense que d'une part – les décisions à prendre sur des structures politiques ou des structures constitutionnelles, c'est une question extrêmement sérieuse – que d'une part, le statut juridique ou le statut constitutionnel, c'est un moyen et que si on ne met pas un certain nombre de balises, qui fait en sorte de voir qu'est-ce qu'on veut faire à partir de ce statut juridique ou de ce statut politique, ce que l'on veut en faire, si on ne met pas un certain nombre de balises, je pense que c'est tout à fait incomplet et que ce moyen-là, que peut être la souveraineté ou que peut être un fédéralisme renouvelé, que c'est un moyen et qu'il faut vraiment l'encadrer. C'est pour ça que, pour nous, de mettre des balises en tant que projet de société, c'est quelque chose qui est essentiel. Parce que s'il y a des choses qui fonctionnent mal actuellement et que le statu quo est une chose à rejeter absolument, il reste qu'il ne faut pas se retrouver dans une situation où des balises de société, où cet équilibre que nous considérons comme des balises importantes – équilibre entre les objectifs sociaux et les objectifs économiques – sera respecté. Il nous apparaît que c'est fondamental. C'est pourquoi il nous apparaît nécessaire aussi qu'il y ait ce débat qui soit très large, qui permette d'aller rejoindre l'ensemble de la société, de dépasser le strict niveau des membres de cette Commission ou des intervenants à cette Commission, mais que l'on puisse rejoindre un large public. Parce que le choix, en définitive, c'est la population qui doit le prendre. Et ce choix que la population doit prendre, que les citoyens et les citoyennes du Québec doivent prendre, ils doivent le prendre de façon éclairée, de sorte qu'ils puissent voir les avantages et les inconvénients d'un statut ou d'un autre.

Il faudrait dépasser aussi... si on pense, par exemple, à d'autres débats qui ont eu lieu, des débats qui n'ont été qu'amorcés, qui n'ont jamais été très loin; je pense à un débat comme celui sur le libre-échange où, vraiment, la population n'avait certainement pas tous les éléments en main pour faire de véritables choix. L'avenir du Québec est quelque chose de trop important pour que les citoyens et citoyennes n'aient pas la possibilité de pouvoir faire ces choix de façon éclairée. C'est donc pour ça que, pour nous, il faut mettre les balises, que l'on sache à quoi s'en tenir et que la population puisse faire ce choix éclairé.

Mme Blackburn: Vous parlez des avantages

et des inconvénients. On en connaît un certain nombre et je vais vous en citer quelques-uns: les coûts, par exemple, des chevauchements dans les programmes. Je pense que la Chambre de commerce nous a dit qu'elle avait répertorié plus de 400 programmes. Il y avait des chevauchements dans plus du tiers de ces programmes. Ça coûte extrêmement cher et ce n'est plus efficace. Alors, j'ai peine à vous suivre. Vous nous dites: On a besoin de pouvoirs additionnels. On sait qu'avec le fédéralisme actuel on débouche sur un cul-de-sac; on sait que Meech nous a amenés là-dessus. Là, vous nous dites... Vous semblez dire qu'il faudrait qu'on fasse tout ce débat-là et qu'ensuite on choisisse la constitution qui nous convient ou le statut constitutionnel qui nous convient. J'aimerais que vous me disiez, vos étapes, idéalement, qu'est-ce qu'elles seraient et ça prendrait combien de temps?

Mme Boily: Je m'attendais un peu à une question de ce type-là, à savoir: Est-ce qu'on veut différer et que le débat dure des années? Est-ce que ça va durer 5 ans, 10 ans? Ça n'est pas du tout dans notre perspective. On n'a pas posé des délais qui soient précis mais c'est simplement qu'on nous donne le temps, qu'on n'esquive pas les débats et que ça puisse se faire dans des délais qui soient raisonnables. On le sait que toutes les négociations ont achoppé jusqu'ici. Dans le domaine de la formation professionnelle, on le sait très bien, il y a des accords qui doivent être renégociés et qui sont en attente actuellement, donc qui sont néfastes pour l'ensemble de la population du Québec. Cependant, il nous apparaît, malgré tout, que l'on doit prendre le temps de procéder à ce débat. Une partie du débat se fait ici en Commission. S'il y a une diffusion qui est suffisamment large de l'ensemble des débats, on peut aussi faire en sorte de voir que la Commission dégage un certain nombre de consensus, que ça soit connu de la population et qu'ensuite on arrive à une étape de consultation populaire. Et pour nous, on l'a dit, c'est le référendum qui serait privilégié comme forme de consultation populaire.
(20 h 45)

Mme Blackburn: Vous savez que M. Bourbeau négocie avec Ottawa depuis avril 1989, le rapatriement de 350 000 000 \$ du fonds d'assurance-chômage pour la formation et qu'il n'y a encore eu aucun succès. Que diriez-vous d'une hypothèse qui serait la suivante: c'est-à-dire le Québec rapatrie tous les pouvoirs dans un État souverain mais dans la situation où ils sont actuellement c'est-à-dire tous les droits, les pouvoirs, les privilèges, les acquis des groupes et des minorités sont reconnus de facto? Simple-ment les lois fédérales s'appliquent au Québec et ensuite, comme société, on définit notre projet de société parce que là, on pourra le faire à la lumière des outils, en plein contrôle de nos

moyens. Est-ce que vous ne pensez pas que ça serait plus efficace?

Mme Boily: Je pense qu'il est nécessaire que l'on sache à quoi s'en tenir. Dans certains cas, on peut dire qu'il y a pu y avoir certaines politiques qui peuvent être intéressantes dans un cadre fédéral, il y en d'autres qui ont été plus néfastes, qu'il y a actuellement chevauchement des juridictions qui est un élément extrêmement néfaste mais...

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous interromps, Madame. Si je veux permettre une question rapide à Mme Marois.

Mme Marois: Très rapidement. Dans le processus qu'on pourrait retenir comme Commission, il est prévu qu'on utilise des forums, des débats larges sur des thèmes en particulier. Est-ce que, par exemple, dans votre perspective touchant la formation c'est-à-dire l'éducation des adultes, communications, formation professionnelle, on peut s'imaginer qu'un forum pourrait permettre d'avoir ce débat sous les angles que vous voulez aborder évidemment?

Mme Boily: Je pense que déjà pour nous, c'était quasi un acquis qu'il y ait ces forums régionaux et aussi des forums thématiques ou sectoriels, que c'était acquis et que c'était une des formes pour permettre l'élargissement du débat. Et, à travers ces forums, à travers aussi les audiences de la Commission, à travers les études et que tout ça prenne des formes, qu'on ait une façon de le présenter au public pour le mieux connaître, c'en est une partie et ça aura aussi un effet d'entraînement dans les différents milieux, les différents secteurs et pourra provoquer aussi des initiatives comme celle qui a été annoncée, qui va se faire dans la région de Québec à partir d'une coalition de groupes dans la région de Québec où il y aura d'une façon complémentaire à la Commission, là encore des forums. Nous croyons que...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, madame.

Mme Boily: ...l'élément-moteur est la Commission mais que, aussi, ça doit se développer dans tous les milieux, tous les secteurs.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Boily. Nous passons maintenant à M. Jean-Claude Beaumier. Juste après, ce sera Mme Diane Drouin.

M. Beaumier: Merci M. le Président. Malheureusement, il y en a plusieurs qui sont entrés dans le sujet dont je voulais discuter avec nos invités. Alors, la dernière c'est Mme Marois. Moi, je connais un peu le domaine de l'éducation des

adultes et mon avis personnel c'est que peut-être le domaine d'éducation dans les 20 dernières années a fait le plus de progrès. Ce sont des gens qui ont été excessivement innovateurs, c'est des gens qui ont inventé des méthodes d'alphabetisation, c'est des gens qui ont fait beaucoup pour relever le niveau des Québécoises et Québécois. Moi, j'ai accroché surtout aux pages 4, 5 et 6 où vous dites dans votre mémoire: "Nous exprimons le souhait que la suite de la démarche soit rendue accessible à l'ensemble". Un peu plus loin vous dites: "cela suppose un processus permettant de "collectiviser" la réflexion" puis vous dites un peu plus loin à la page 5: "Il nous apparaît que, pour être véritablement démocratique et prétendre refléter la volonté des Québécoises et des Québécois de toute appartenance, la réflexion sur l'avenir du Québec doit ainsi être élargie et rendue davantage représentative des différents secteurs de la société." Mme Marois a parlé de forum, vous avez parlé d'un référendum. Quand on parle de référendum, on compte des positions, on met des pour, on met des contre. On amène des discussions et de la façon de collectiver, collectiviser comme vous dites, ce n'est peut-être pas la bonne façon le référendum. On a parlé de forum. Mais, pour rejoindre davantage et faire en sorte que les gens comprennent un peu mieux ce nouveau processus, ce cheminement que le Québec entreprend, ce nouveau Québec qu'on va essayer de dessiner tous ensemble, est-ce que vous avez d'autres moyens qui pourraient rejoindre davantage les Québécoises et Québécois, qui sont différents de ça et qui expliqueraient d'une façon plus sûre et d'une façon plus rationnelle aux gens, pour éviter des débats politiques?

Mme Blais (Madeleine): On a évoqué, tout à l'heure, le terme débat, et j'ai eu l'impression qu'on a interprété d'une certaine façon le sens de débat. Nous, ce qu'on entend justement par la nécessité d'impliquer la population dans le débat actuel, c'est, d'une part, de récupérer l'information dont vous disposez depuis le début des travaux de la Commission. Vous avez senti le besoin de vous informer pour pouvoir en arriver, éventuellement, à une meilleure décision. Vous avez l'immense possibilité de recevoir différents groupes qui vous apportent des points de vue différents, et vous aurez aussi la possibilité de consulter des experts.

Qu'est-ce qui, dans cette matière, dans ces contenus-là, pourrait être réaménagé dans des textes simples, des textes écrits ou des productions audiovisuelles qui permettraient à des gens, dans des groupes populaires, par exemple, ou dans les différentes régions, de débattre ces questions-là?

On sait très bien – je ne sais pas, moi, je dis on sait – dans le domaine scientifique, dans le domaine de l'éducation des adultes, on a démontré très clairement qu'on ne s'approprie

des choses que dans la mesure où on peut en discuter. Il est donc important, si on veut que la population s'approprie ce que va être son devenir collectif, qu'elle puisse en discuter. Mais non pas dans le sens d'une seule option, mais qu'elle ait le choix des options. Quels sont les consensus par rapport à ces différentes options. Quels sont les avantages, les inconvénients? Qu'est-ce que ça peut impliquer, par la suite, si on fait tel ou tel choix. C'est dans ce sens-là que nous, on pense débat. Ce n'est pas nécessairement une activité qui va durer des mois, mais une activité bien organisée et qui va bien informer la population.

On sait très bien qu'informer la population par les journaux, par des bulletins etc., ça ne suffit pas. On a vu l'information qui a été disséminée au moment des discussions sur le libre-échange, et quand on avait des lignes ouvertes ou quand on interrogeait les gens sur la rue — que savez-vous sur le libre-échange — on n'en savait rien. Sauf les quelques personnes, peut-être parmi vous et quelques autres, qui prenaient le temps d'écouter ou de lire.

Alors, je pense que ce dont on parle ici, c'est non pas uniquement de forums thématiques qui sont importants, mais aussi de matériel qui permette à des groupes de discuter autour des options de telle sorte que lorsqu'on leur proposera le référendum, ils sauront sur quoi ils se prononcent.

M. Beaumier: Une dernière, M. le Président. Est-ce qu'on pourrait compter sur l'aide de l'Institut canadien pour essayer de faire des outils?

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez répondre rapidement par un oui?

Mme Boily: Si on nous en donne les moyens.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors, Mme Diane Drouin.

Mme Drouin: Merci, M. le Président. Étant une élue scolaire depuis plusieurs années, je pense que je connais passablement bien le monde de l'éducation aussi et j'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire. Vous savez que dans nos commissions scolaires, on a des mesures d'accueil pour les jeunes d'immigrants. Il y a aussi le problème des adultes immigrants qui doivent s'intégrer quotidiennement à la langue et à la culture québécoise. Vous en parlez très peu dans votre mémoire.

Est-ce que vous jugez que les mesures d'accueil, actuellement, pour les adultes immigrants, sont suffisantes? Sinon, qu'est-ce qui pourrait être fait, par exemple, pour les améliorer?

Mme Boily: Bien, je pense que, d'une part, les mesures d'accueil pour tout le monde sont difficiles et que l'accessibilité n'est pas parfaite pour l'ensemble des adultes. On peut donc dire que du côté des immigrants, les difficultés sont d'autant plus grandes et qu'il y a un certain nombre d'obstacles qui sont plus grands. On peut parler d'obstacles au niveau de la langue et aussi, donc, de l'information, de l'intégration dans le milieu québécois. Et je pense certainement qu'à ce niveau-là, il y a des mesures importantes, et des mesures encore plus précises et en plus grand nombre, pour permettre cet accueil. Et au premier chef, je pense que ce sont des mesures concernant l'apprentissage du français et aussi de donner les moyens de pouvoir mieux connaître la société québécoise pour pouvoir mieux s'y intégrer.

Donc, je pense que c'est ça au départ et si, bien sûr, le mémoire était fort court et que toute la dimension des communautés culturelles ou des nouveaux arrivants est certainement un ordre de préoccupation et qu'il est nécessaire de développer des solidarités aussi avec ces nouveaux arrivants en leur facilitant par un certain nombre de mesures l'accessibilité.

Mme Drouin: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Maintenant, M. Proulx. Juste après, M. Hogue.

M. Proulx (Jacques-UPA): Merci, M. le Président. Je vais faire comme les autres, je vais arriver avec un petit reproche, pas malicieux parce que je serais malvenu, étant une des parties qui forment ça. Quand même, quand je regarde votre mémoire qui est quand même bien vulgarisé, qui va directement au but, vous réclamez à peu près tous les pouvoirs. Vous avez beau me dire de parler, que c'est bon de mettre des balises et si on veut respecter, je résume là, la population, il faut qu'ils cheminent et tout ça. J'ai de la misère à comprendre quand même qu'un organisme comme l'Institut avec tous les gens que ça regroupe, les organisations que ça regroupe, qui réclame cet ensemble de pouvoirs là — c'est à partir d'une constatation quand même — elle appelle ça des balises. Il me semble que si elle avait mis un petit manuel d'emploi pour ne pas frapper les balises, ce n'aurait pas été bien, bien plus forçant et il me semble que ça nous aurait donné d'autres indicatifs. Ça, je pense que ça aurait été possible sans vous mettre dans une situation, je pense, très délicate. Ceci étant dit, moi j'aimerais savoir que... J'ai deux questions en fait. La première a trait à toute la question des programmes de la formation professionnelle, là, qui est en lien avec des programmes d'employabilité. J'aimerais que rapidement vous me donniez... Est-ce que ça a atteint ses objectifs, malgré ce que vous dites que j'ai trouvé bien, malgré l'écheveau enchevêtré des

relations fédérales-provinciales? Alors malgré tout ça, est-ce que ça a atteint les objectifs ou si ça a uniquement permis aux assistés sociaux de devenir de l'assurance-chômage?

M. Pâquet: Je pense que les programmes d'employabilité, ceux qu'on a connus depuis 1985 au niveau fédéral notamment par la planification de l'emploi, sont des programmes qui dans le fond lançaient une réorientation en profondeur des programmes de formation professionnelle. Je pense qu'on était auparavant passablement axé sur des programmes de formation plus complets à des métiers de longue durée. Des programmes d'employabilité, le terme lui-même est plutôt un terme Jell-O, ça veut dire quoi? Ça joue sur la formation? Ça joue sur l'emploi? Je pense qu'on a là un concept qui remettait en cause certaines des orientations de fond qu'on avait voulu développer, notamment au Québec, en donnant l'occasion à des gens sous-scolarisés de pouvoir se former, de pouvoir faire du rattrapage scolaire. Je pense que, dans ce sens-là, les programmes dits d'employabilité offrent finalement très peu de formation. Dans le fond on veut donner aux gens sans emploi l'occasion de prendre une expérience de travail et de compléter ça au besoin si possible avec de la formation. Beaucoup des projets d'employabilité n'offrent à peu près pas de formation, certains en offrent un peu; ça dépend des moments et des lieux où se fait la formation. Dans ce sens-là, je dirais que les programmes d'employabilité sont loin de réaliser ou d'atteindre les objectifs qu'on pourrait vouloir réaliser, à savoir, favoriser l'intégration ou le retour au marché du travail.

M. Proulx (Jacques-UPA): Pensez-vous, si on réussissait à rapatrier les pouvoirs que vous demandez, qu'en même temps il serait possible de rapatrier les sommes d'argent quand même qui sont rattachées à ça? Parce qu'il y a des sommes importantes venant du fédéral. Et ma deuxième question, avant que je manque de temps, c'est par rapport aux communications parce que je sais que vous avez fait un travail assez important — et je le soulève parce qu'aujourd'hui les gens de théâtre nous ont parlé d'américanisation des ondes et des médias et je sais que vous avez fait un travail assez important autour de ça — vous êtes intervenu auprès du CRTC certainement par la commission Caplan-Sauvageau. Moi, je voudrais savoir de vous à partir de quand... Même toutes ces données-là que vous avez, c'est quoi le délai qui nous reste pour limiter les dégâts dans toute cette question d'américanisation?

(21 heures)

Mme Trudel: Je pense que le problème de l'américanisation des ondes est un problème québécois mais aussi canadien et mondial. Ce qu'il faut voir par rapport à ça c'est que, au niveau québécois, au niveau francophone, la

population du Québec, à l'encontre de la population canadienne-anglaise, préfère regarder les émissions qui sont produites ici. Les deux tiers de la population francophone regardent, consacrent le plus de temps aux émissions québécoises francophones alors que c'est le contraire au Canada anglais. Donc le problème, au niveau du Québec, n'est pas du tout aussi important à ce niveau-là, sauf que lorsque le rapport Sauvageau-Caplan a fait ses travaux, il y avait quand même 90 % des dramatiques diffusées sur les ondes au Québec qui étaient des dramatiques étrangères et américaines.

Alors le problème est aussi important. C'est pour ça que, quand on dit qu'il faut miser sur le secteur public ici, c'est parce que c'est le secteur public qui investit dans la production, qui est en mesure de faire des émissions d'envergure, qui est en mesure aussi d'offrir à la population une programmation qui n'est pas uniquement axée sur un divertissement commercial mais qui va avoir les moyens de faire des émissions culturelles éducatives. Et nous, on déplore que, effectivement, actuellement au Québec, même Radio-Canada fait de plus en plus une programmation très commerciale. Il va falloir changer ça parce que notre culture, ça ne passe pas juste par, bon, Céline Dion, Roch Voisine, le Festival juste pour rire. C'est plus diversifié que ça.

Donc, il faut revoir toute cette question-là; et nous on se dit: Payer pour la souveraineté culturelle, là, ça va vouloir dire qu'on peut rapatrier les budgets d'Ottawa. Parce que, en 1989, Ottawa a investi 775 000 000 \$ dans la culture au Québec, et nous au Québec on a investi 420 000 000 \$. Il y a là quelque chose de pas normal parce que c'est de juridiction provinciale, la culture. Mais là, ce qu'on dit, bien, effectivement, on pourrait réinvestir, donc on aurait des moyens. Mais est-ce qu'on va réinvestir dans la culture? Quand on regarde les dernières années, pour le gouvernement du Québec ce n'était pas une priorité, la culture. Et la souveraineté culturelle et politique, c'est très lié. Donc, quand on parle de choix de société, on parle de ça. Et quand on dit qu'il faut un débat, on parle de ça. Moi je trouve...

Le Président (M. Jean Campeau): Pourriez-vous... il ne vous reste pas beaucoup de temps.

Mme Trudel: ...oui, c'est que moi, je ne voudrais pas qu'on soit enfermés comme on l'a déjà été. Rapidement, décidons. Là l'enjeu, c'est de déclarer tout de suite la souveraineté et après ça on fera autre chose. Ce n'est pas tout à fait ça l'affaire. Moi, je pense que souveraineté et projet de société c'est indissociable et que, à un moment donné, parce qu'on veut un débat large, on dit: Il y a du monde encore à convaincre, il y a des débats à faire...

Le Président (M. Jean Campeau): Bon, je vais passer la...

Mme Trudel: ...il y a des gens à solidariser...

Le Président (M. Jean Campeau): Je suis obligé de vous enlever la parole, le temps est écoulé. Je vais passer la parole à M. Hogue, peut-être qu'il en sera question. Ça vous donnera un élément de réponse. M. Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. J'ai, comme les autres, lu votre mémoire et je le trouve fondamental, comme celui que nous avons reçu cet après-midi des CLSC où ils nous obligent à un repositionnement. L'un c'est face à cette question de la pauvreté et l'autre c'est l'autre partie de la société qui est la tête, l'esprit, la formation et l'éducation. Et vous semblez dire, vous aussi, qu'il ne faudrait pas que les discussions se fassent sur le dos du développement intellectuel et pédagogique de notre société et je vous en remercie.

Mais de ceci, j'en arrive à une question qui a été soulevée et à laquelle vous avez donné un certain nombre de réponses. Comme notre collègue M. Dauphin, je note que vous abordez le problème du positionnement fédéralisme-souveraineté avec délicatesse et avec le respect que cette question-là mérite et je vous en félicite. De sorte que, sans parler pour personne... mais vous savez d'où je viens où je vais et il n'y a pas de doute que Ottawa, comme on l'appelle souvent, ou le fédéral peut, dans de nouvelles démarches, réorganiser bien des choses.

Ceci dit, à la page 4, à la page 5 et à la page 6, madame, vous notiez "souveraineté", que ce soit souveraineté ou pas, mais vous associez projet de société, projet social et vous y mettez une période de temps. Alors, si je mets ensemble les réflexions que vous avez données, et dans votre présentation et dans vos réponses, la dernière question, et vous extrapolerez, comme M. le Président vous le suggère: Qui va coordonner, parce que ça m'apparaît fondamental, qui va contrôler cette démarche de mobilisation d'un champ perceptuel d'une population?

Le Président (M. Jean Campeau):...

Mme Boily: Si je comprends bien, c'est la démarche...

M. Hogue: Vous avez comme répondu à M. Beaumier.

Mme Boily: Si je comprends bien, c'est la démarche pour...

M. Hogue: Bien, vous parlez de large consultation, d'une deuxième étape, large et démocratique. Vous avez touché aux autochtones,

vous parlez d'une consultation populaire, vous avez parlé d'une période de temps. Alors, une question précise serait: Pourriez-vous préciser et clarifier ce que vous voulez dire quand vous demandez une deuxième étape? Il y a déjà des éléments de réponse dans ce processus de consultation et de réflexion. Vous avez déjà donné des éléments de réponse. Je ne veux pas y revenir, mais à ce moment-là j'extensionne, je pousse la question et je dis: Qui aurait la coordination ou le contrôle - et ce n'est pas dans le sens péjoratif - de cette opération extrêmement importante pour l'avenir du Québec et l'avenir du Canada?

Mme Boily: Déjà, on peut se dire qu'autour de la Commission, à partir de la création et la formation de la présente Commission, c'est un noyau qui est extrêmement important et, de cette Commission, il est certain qu'on attend beaucoup de choses. On a dit au début de notre présentation ce soir qu'on voulait une large diffusion des résultats des travaux et que ce soit aussi avec des médias écrits, des médias électroniques, une forme de vulgarisation. On se dit: Déjà, autour de la Commission, c'est certainement fort important et il y a là un élément - moteur pour permettre, si la Commission prend tous les moyens, une meilleure connaissance qui peut se diffuser auprès de la population dans les différents milieux.

Je pense qu'en même temps, il y a une responsabilité des différents milieux à pouvoir, eux aussi, continuer de faire ces débats. Il y a les groupes qui sont plus organisés mais qui ont moins de moyens, des groupes qui n'ont pas pu se présenter à la Commission, mais qui ont aussi des choses à dire. Il y a un dynamisme dans le milieu qui peut se faire. Oui?

M. Hogue: Mais...

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez 15 secondes, monsieur...

M. Hogue: Oui. Vous savez, il faut coordonner des choses dans le domaine de la pédagogie et de l'éducation et quand on enseigne il faut contrôler, il faut un peu de dirigisme. Ce n'est pas péjoratif, ce n'est pas "authoritarian", ce n'est pas autocratique. Qui voyez-vous comme étant la personne habilitée? Est-ce que c'est le législateur, les groupes de pression, les groupes sociaux? Qui? Parce que ça ne peut pas être tout le monde?

Le Président (M. Jean Campeau): Une réponse rapide, Mme Boily.

Mme Boily: Honnêtement, on...

M. Proulx (Jacques-ICEA): On ne s'est pas arrêtés sur la question. Ce qu'on a voulu vrai-

ment mettre en évidence, c'est qu'ici la Commission, en plus d'un processus politique, enclenche un processus éducatif. Il nous apparaît important que ce processus éducatif soit élargi pour permettre aux gens de comprendre la situation et que le choix soit pris aussi avec la connaissance des implications, de telle sorte qu'après le choix, les gens se mobiliseront aussi sur la réalisation parce que suit une réalisation après le choix et ça nous apparaît important. C'est pour ça qu'on demande ici à votre Commission de vous pencher sur cet aspect-là et peut-être de voir qui pourrait diriger. Nous sommes prêts à collaborer à cette dépense-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Une dernière question par mon collègue, M. Michel Bélanger.

M. Bélanger (Michel): Ce n'est pas vraiment tout à fait une question, mais vous parlez de projet de société. C'est un terme qui m'impressionne beaucoup. J'ai quelques difficultés à en comprendre toutes les implications. Par ailleurs, vous parlez, à fort juste titre, d'équilibre à maintenir, d'harmonie, de solidarité entre des objectifs sociaux, culturels et économiques. Je pense que tout va très bien jusque-là, et même, tant mieux si on fait encore plus d'équilibre entre tout ça. Mais dans les faits, des objectifs sociaux, ça appelle des dépenses de l'État, et je crois comprendre qu'on en voudrait plus. Je n'y ai pas d'objection. Les objectifs culturels, ça implique aussi des dépenses de l'État. Je crois comprendre qu'on en voudrait plus, puis je n'ai pas d'objection. Et les objectifs économiques, ça implique présumément que c'est le système qui produit les revenus suffisants pour faire toutes les autres dépenses. Alors, dans la situation actuelle de l'État, au Canada et au Québec, qu'on regarde l'ensemble d'une façon ou de l'autre, en séparant ou en ne séparant pas les morceaux, à toutes les fois que l'ensemble des autorités publiques dépensent 1 \$ au Canada, elles produisent, pour leurs propres fins, l'équivalent de 0,70 \$, et elles doivent emprunter le reste. Alors, au départ, avant d'aller plus loin dans nos projets de société, on part dans une espèce de déséquilibre profond et assez durable des finances publiques. Ça vous rassure sur les projets de société qu'on a à faire ou ça vous donne des inquiétudes?

Mme Boily: De toute façon, je pense qu'on fait toujours des choix et que, quand on parle d'objectifs économiques, est-ce que c'est uniquement pour... On ne tourne pas à vide. C'est en fonction de ce que l'on veut faire avec ces résultats ou avec ces profits. Donc, il y a des choix que l'on peut faire. On peut vouloir, et je pense qu'il faut être aussi réaliste. Et je pense que quand on parle d'équilibre, c'est parce qu'on est aussi réaliste et qu'il y a des choix qui

peuvent être coûteux, qu'on peut vouloir étaler dans le temps, mais on ne peut pas... Au fond, il n'existe pas des objectifs économiques, indépendamment de choix sociaux. On peut aller vers la diminution des...

M. Bélanger (Michel): Je suis tout à fait d'accord avec toute cette partie-là, madame, et je vous assure que j'appuie tous ces mouvements pour l'harmonie, l'équilibre, etc. Ce qui me préoccupe, c'est que, au départ, il y a un déséquilibre profond et qui a été relativement durable ces dernières années. Est-ce que, si on veut, justement, que tout le monde soit bien éclairé, dans quelque débat qu'on fasse sur le développement économique, on ne doit pas aussi souligner qu'avant de partir, il en manque un peu?

Mme Boily: Qu'il manque un bout où?

M. Bélanger (Michel): Il manque... Chaque fois que les gouvernements, au Canada, dépensent 100 \$, il manque 30 \$. Ils vont emprunter. On peut faire ça pendant un certain temps, mais le problème d'équilibre profond c'est: Pendant combien de temps on peut le faire? Alors, dans le cas d'un projet de société, ce qui me préoccupe, c'est: Est-ce qu'on est tous conscients qu'en partant, on a quelques problèmes d'équilibre total des finances publiques?

M. Proulx (Jacques-ICEA): Je pense que ça peut faire partie des informations dont on dit qu'il est important devoir traiter pour qu'on soit conscient des choix qu'on aura à faire aussi et du prix qu'on aura à payer de part et d'autre.

M. Pâquet: Je pense qu'on ne peut pas non plus simplement opposer l'économique au social. Je pense que c'est ça le message de fond que l'on véhicule.

M. Bélanger (Michel): Non, non. On est tous d'accord là-dessus. Il y en a même certains d'entre nous qui pensent que le social, c'est une des parties les plus intéressantes de l'économie, mais ce n'est pas l'avis de tout le monde.

M. Pâquet: Je pense que, là-dessus, c'est du côté de l'OCDE qu'on a trouvé les éclairages les plus intéressants, quant à nous, et l'OCDE, précisément, expliquait dans quelle mesure on peut tenter de concilier l'efficacité économique, c'est-à-dire le développement qui est absolument essentiel, avec l'équité sociale. Et la préoccupation qu'on a, c'est de ne pas aller vers un Québec brisé en deux, mais un Québec de solidarité. Ce qu'on veut dire, c'est un Québec qui ne soit pas que pour des gagnants, mais qui tente de créer des solidarités et qui fasse place aussi et qui récupère ses perdants.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mme Trudel, M. Proulx, Mme Boily, M. Pâquet, Mme Blais, merci de l'éclairage que vous avez apporté à cette Commission.

(Suspension de la séance à 21 h 14)

(Reprise à 21 h 17)

Le Président (M. Jean Campeau): Après cette dernière audition, j'aurai quelques remarques à faire sur la journée de demain.

Alors, nous recevons maintenant le YMCA, pour une période de 30 minutes, et au bénéfice de nos invités, je me permets de répéter les règles de minutage. Alors, vous avez 5 minutes pour la présentation du mémoire, 5 minutes vont au groupe parlementaire qui forme le gouvernement pour les questions, et ça inclut aussi les réponses, 5 autres minutes vont au groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 10 minutes vont aussi aux membres de la Commission, qui ont chacun un maximum de 5 minutes sur les 10, et finalement, 5 minutes pour la présidence.

Si les questions sont rapides et si les réponses sont rapides, ça nous permettra de passer tout le monde et de donner une chance à tous les intervenants. Alors, M. Lemay, si vous voulez bien présenter vos collègues.

YMCA

M. Lemay (Claude): D'accord. Merci beaucoup, M. le Président. À ma droite, j'ai M. Salomon Kasimer, directeur général; à ma gauche ici, M. Marcel Côté, président sortant, et à mon extrême gauche, M. Victor Drury, ancien président du conseil.

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue à vous tous. Alors, vous pouvez donner votre rapport.

M. Lemay: Merci beaucoup. Nous voulons remercier la Commission pour avoir l'occasion de présenter un peu le YMCA et notre vision de notre expérience, qui, d'après nous, peut être utile à la Commission. Le YMCA, c'est connu tout d'abord comme un organisme qui fait de l'activité physique, c'est évidemment beaucoup plus que ça. Le YMCA, c'est les activités communautaires, c'est la réintégration des prisonniers, c'est le Centre d'entreprise jeunesse qui aide les jeunes sans emplois. C'est aussi les programmes de garde, les programmes de garderies. Et c'est aussi un organisme qui a su, partout à travers la ville de Montréal, s'intégrer et essayer d'aider au développement de la communauté. Le YMCA, c'est un organisme qui a une certaine expérience, on est ici depuis 1851. Et on a réussi, surtout dans le creuset de

Montréal, à avoir une expérience de société et d'intégration qui, à mon avis, pourrait éclairer la Commission dans ses travaux. Le YMCA, c'est connu comme étant un organisme anglophone, alors qu'aujourd'hui – et c'est vrai, ça a commencé comme un organisme anglophone qui est présent aujourd'hui dans le West Island, dans Notre-Dame-de-Grâce, à Westmount – mais le YMCA de 1990, c'est un YMCA qui est présent à Hochelaga-Maisonneuve, à ville Saint-Laurent, à Pointe-Saint-Charles, à Guy-Favreau. C'est un YMCA qui est d'abord épris de pouvoir régler les problèmes sociaux du grand Montréal.

Montréal, évidemment, a des caractéristiques très précises. Une majorité de francophones, une minorité anglophone importante, et des communautés culturelles qui sont de plus en plus grandes, prennent une partie très importante de la vie de Montréal. Nous avons essayé, au YMCA, d'intégrer ces communautés par un consensus. Nous avons essayé, et je pense que nous avons réussi, en travaillant, en respectant les gens, et en essayant d'avoir une démarche très démocratique, de pouvoir intégrer ces différentes parties de la réalité montréalaise et de pouvoir, de cette façon-là, les aider à réaliser leur projet de société.

Je demanderais à Marcel Côté de nous donner quelques uns des processus que nous avons utilisés, qui semblent avoir réussi et qui pourraient être utilisés par la Commission. Marcel.

M. Côté (Marcel): YMCA travaille beaucoup dans la diversité montréalaise, dans tous les quartiers, et on est amené continuellement à prendre des positions sur des sujets relativement controversés et qui ne font sûrement pas l'unanimité dans notre milieu. Avoir, nous autres, pensé faire un sondage sur les opinions politiques de nos gens, je pense qu'on aurait eu plus d'opinions politiques qu'on a de membres, surtout parmi le personnel et les bénévoles. Ce sont tous des gens qui sont très impliqués dans la communauté. Il reste quand même qu'on a eu un succès. Et ce succès-là c'est peut-être parce qu'on est patient dans nos longues démarches pour obtenir des consensus, pour amener tout le monde.

On écoute. Des fois, il faut faire des compromis. Les compromis se font toujours dans le respect des opinions des autres. C'est un peu à titre d'organisme impliqué au ras du sol dans le milieu qu'on vient rappeler à la Commission que, dans la mesure où on voudrait un arrangement collectif qui implique les gens de Montréal et de la grande communauté montréalaise, au ras du sol, je pense que ce qu'on attend ou on voudrait ou on souhaiterait, ce serait, entre autres, un respect de cette diversité, une attention bien grande au processus, à comment ça va se faire, beaucoup plus qu'à l'aboutissement. L'aboutissement, on va arriver quelque part, c'est

évident. Mais la façon dont on s'y rend est peut-être plus importante. C'est ce que notre expérience quotidienne dans le travail, dans les dix centres communautaires qu'on exploite à travers la ville nous a enseigné. Je ne voudrais pas me lancer dans la lecture de ces principes-là. Je suis certain que vous avez pu en témoigner. Je vais laisser la parole avant la fin de mes 5 minutes. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est rare. Nous commençons par Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je vous souhaite la bienvenue à notre table, à nos travaux. Je voudrais vous rendre hommage parce que je connais votre engagement. Je vous ai côtoyés à diverses reprises. Nous avons même soutenu ensemble une expérience de corporation de développement économique dont je suis persuadée que vous êtes très fier. Et moi aussi, quelque part, j'en tire une certaine fierté parce que je pense qu'on a permis à des gens d'être un peu plus autonomes et de se prendre en main. Et on aurait donc des leçons à prendre, effectivement, de tout le travail que vous accomplissez en termes d'entraide, de solidarité et tout le reste.

Deux questions. Une première qui se relie à une affirmation que vous faites à la page 11. Vous dites: "Au ras du sol où oeuvre le YMCA, l'attribution des responsabilités constitutionnelles apparaît parfois comme un enjeu quelque peu secondaire." Je m'arrête là. C'est à la page 11 de votre document. C'est la dernière phrase en bas. Vous êtes sur le terrain, vous êtes confrontés à des problèmes de sous-emploi, à des problèmes de pauvreté donc, inévitablement, à des problèmes de chevauchement de juridictions et de prix à payer à cet égard. Donc, dans ce sens-là, est-ce que vous ne pouvez pas éclairer un peu notre lanterne quant à un certain nombre de pouvoirs sur lesquels on devrait pouvoir compter au Québec pour nous permettre de mieux agir sur ces situations de pauvreté? Première question.

Seconde. À la page 8 de votre document, vous identifiez les caractéristiques ou les principes sur lesquels devrait s'appuyer notre démarche, c'est-à-dire la démarche dans laquelle la Commission s'engage; participative et démocratique, ouverte, où chaque participant est traité également, etc. Est-ce que, selon vous on doit ouvrir le débat, un peu comme le groupe précédent l'a mentionné, à l'intérieur d'un forum? Est-ce que ça doit aboutir à la tenue d'un référendum pour décider du choix de l'option constitutionnelle? Est-ce que vous vous êtes penchés sur cela, compte tenu des critères que vous avez mentionnés à votre document?

M. Côté: Je vais répondre à la première question du chevauchement et comment au niveau

de la base, qu'est-ce qu'on en pense de cela. Je dois vous avouer qu'au niveau de la base, on cherche de l'argent. Vous savez comment c'est un peu partout: on cherche continuellement de l'argent. Dans des cas, on aime bien avoir des interlocuteurs. Je pense qu'il est clair au niveau de la base d'avoir des interlocuteurs. Dans l'exemple auquel vous référez, qui était le Centre de développement, le PEP, ce qu'était le PEP au début et ce qui est devenu réseau là. Là, c'est à Québec. Finalement, c'est à la ville de Montréal qu'on a trouvé l'argent. On pourrait penser qu'une clarification des responsabilités pourrait aider mais je pense qu'il est peut-être plus important à notre niveau, d'où que vienne l'argent, qu'on fasse confiance finalement à la base beaucoup plus que de l'intervention bureaucratique qui est longue. Je dois vous avouer qu'au niveau où on lance des organisations communautaires, on ne se préoccupe pas trop des chevauchements constitutionnels. Là-dessus, ce n'est pas notre préoccupation. Notre plus grande préoccupation, c'est que ça ne soit pas trop bureaucratique et que les gens soient accessibles et dans ce sens-là, je dois vous avouer que les instances locales sont souvent très utiles. À la ville de Montréal, entre autres, dans tout le quartier de Pointe-Saint-Charles, on a des expériences, même dans Hochelaga-Maisonneuve, assez heureuses avec les implications des instances locales. Mais, on ne pourra pas sortir de grandes théories constitutionnelles à partir de l'expérience quotidienne de Pointe-Saint-Charles. C'est un peu ce qu'on dit dans le rapport. Mais, dans ce sens-là, c'est évident que ça peut avoir un impact, les décisions que vous prenez sur la façon dont on opère au niveau de la base.

Mme Marois: À ma deuxième question sur la démarche.

M. Lemay: D'accord, je vais essayer de répondre à cette deuxième question. Un des exercices que le YMCA a faits et a généralement bien réussis, c'est surtout lorsqu'on faisait une planification stratégique, lorsqu'on avait essayé - lorsqu'on a 150 000, 200 000 ou 300 000 membres et qu'on essaie d'orienter ces gens-là dans une direction particulière - essayé de voir, essayé de les impliquer pour essayer qu'ils se responsabilisent et qu'ils réussissent leur projet personnel. Souvent, c'est très tentant de faire une petite consultation et de dire: "L'élite est d'accord avec ça. On va y aller, on va le faire, on a un conseil d'administration bien organisé, allons-y." Et on s'est aperçu que ça fonctionnait très peu comme ça et que le travail en profondeur, une consultation très ouverte en profondeur est absolument nécessaire. On a jugé ça dans le cadre de problèmes simples, dans des problèmes de quartier, dans des problèmes de chômage, dans des problèmes d'emploi, dans des problèmes d'intégration de réfugiés. Je pense que

si on parle d'un projet de société où on veut respecter la diversité, la consultation très large et l'intégration des différents éléments de réponse – parce qu'il va y avoir beaucoup de différence même si les sondages semblent indiquer une certaine direction – je pense qu'il ne faut pas se fier à ça et je pense qu'il faut consulter en profondeur pour pouvoir réussir à bâtir un consensus. C'est beaucoup plus difficile mais c'est beaucoup plus durable à long terme.

Mme Marois: D'accord. Mais à ce moment-là, quels moyens suggérez-vous que la Commission privilégie pour ce faire? Parce que, dans le fond, le problème c'est à nous qu'il se pose actuellement. Et je reviens à l'exemple de tout à l'heure, l'ICEA nous disait, l'Institut canadien d'éducation des adultes nous disait: "Il faudrait tenir des débats dans les régions, etc." Est-ce que dans ce sens-là vous suggérez une formule quelconque?

M. Lemay: On a vécu des problèmes. On les a réglés souvent quartier par quartier. Ce n'est pas facile par exemple de régler pour Montréal. Il n'y a pas un Montréal. Il y a peut-être 20 Montréal. Et je pense qu'il faut essayer... Si vous voulez convaincre les diversités culturelles, vous voulez intégrer des gens, pour qu'ils se sentent partie d'un projet de société. Il faut se mettre à leur niveau, il faut parler leur langage et ça, vous ne le faites pas dans une réunion avec 5000 personnes et donc, on ne peut pas en tant qu'organisme. Ce n'est pas à nous, mais je suggérerais d'aller le plus à la base possible dans les moyens que vous avez et essayer vraiment d'intégrer les gens à la décision de devenir collectif que vous voulez prendre. Toute proposition autre sera superficielle et ne produira pas les résultats escomptés.
(21 h 30)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Roger Nicolet, qui sera suivi de M. Ghislain Dufour.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire et une des constatations qui m'a frappé, c'est la description extrêmement vivante que vous faites de la collectivité multiculturelle de la ville de Montréal, et je me réfère plus spécifiquement à la page 5:

Donc, une mosaïque que vous maîtrisez parfaitement, et c'est en ça, je crois, déjà un témoignage important. Mais vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a un revers à cette médaille, et ce revers a été amplement décrit par les médias. Ça été diffusé à tous les niveaux. C'est véritablement la précarité de l'équilibre linguistique entre les communautés ethniques et la majorité francophone.

Tout ça pour m'amener – et je vous invite à la commenter, cette dimension-là – mais pour

s'interroger sur une recommandation que vous faites et qui me semble au cœur du débat auquel nous devons faire face. Vous parlez de réconcilier les droits individuels et les droits collectifs. Et n'est-ce pas là qu'est véritablement un des problèmes clés de tous les échanges et les difficultés de communication que nous pouvons avoir avec, dans, en tenant compte de ces contraintes auxquelles je faisais allusion précédemment?

M. Lemay: En ce qui concerne la première partie de votre question, je me rappelle le YMCA il y a peut-être une vingtaine d'années, qui était un organisme à 80 % peut-être anglophone. Et, en tant que bons catholiques, on n'avait pas le goût d'aller au YMCA. C'était quelque chose pour les protestants et pour les Anglais.

Notre réunion annuelle, il y a quelques semaines, se tenait à Hochelaga-Maisonneuve, dans une région qui est 99,9 % francophone. Tout le processus s'est fait en français. On a essayé de le faire sans que les gens soient menacés, sans que l'aspect linguistique soit un problème. La façon dont on l'a fait, c'est qu'on n'a pas vu les gens comme des francophones, des anglophones, des Italiens ou des Grecs, mais comme des gens, des Québécois, des Montréalais qui vivaient ici et qui avaient des problèmes de chômage, qui avaient des problèmes humains, qui avaient des problèmes familiaux. Et lorsqu'on parle de ces problèmes-là, on n'a plus de différence de langue et de culture, parce qu'on s'adresse à des problèmes plus profonds et plus sérieux.

On le dit à la fin, un peu. Le moyen constitutionnel n'est pas un but en soi. On essaie d'amener une justice sociale, un progrès économique, et c'est là un peu la façon dont on a réglé cela; c'est en insistant sur les vrais problèmes et en transcendant, si on veut, les différences culturelles. De cette façon-là, les gens ne se sont pas sentis menacés, et le problème linguistique ne s'est pas posé, et on a fait ça majoritairement en français.

En ce qui concerne la deuxième partie de votre question, sur l'équilibre des droits collectifs et des droits individuels, je ne répondrai pas. Ce n'est pas une question facile. Je pense que, encore là, lorsque les gens sentent qu'ils sont respectés et qu'ils sont écoutés, ils sont beaucoup plus prêts à s'intégrer dans une société. Et si on parle de minorités, les gens qui sont venus participer au YMCA venaient de toutes les communautés. Et c'est sûr qu'on voulait de plus en plus coller à la réalité montréalaise et on est devenu un organisme majoritairement francophone. Mais sans enlever cette fierté, cette différence, on a fait de cette différence un plus et non pas un moins. On a essayé de sentir que ces gens-là soient vraiment intégrés dans notre projet de responsabilité communautaire. Dans la mesure où les gens se sentent respectés, généralement, l'équilibre se fait.

M. Nicolet: Je vous remercie.

vous personnellement?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je veux également souligner la présence des gens du YMCA et souscrire au fait que c'est un des organismes sociaux les plus importants de Montréal. Deux questions. Vous avez en partie répondu à la première. Vous dites, oui, dans le mémoire: Le cadre constitutionnel n'est qu'un moyen, ce n'est pas une fin en soi. Les Québécois ne vivent pas pour une constitution, ils vivent pour la réalité du quotidien et ça m'apparaît important. La première question que je vous poserais à ce moment-là, c'est: Est-ce que, dans le fond, dans le travail que vous faites, tout ce dossier constitutionnel est un peu ignoré à toutes fins pratiques parce qu'on a justement d'autres préoccupations que ça? Et deuxièmement, vous énoncez six principes. J'en retiens deux. "La société québécoise appartient au village global et elle ne peut s'en isoler ou même prétendre le faire." Et un autre qui dit: "Une base économique en santé est essentielle à la justice sociale". Question qui n'est pas piégée: Pour réaliser ces deux principes-là, vous préférez le fédéralisme renouvelé ou l'indépendance?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Côté: A la première question, là, il ne faudrait surtout pas penser que, pour nous, on ne pense pas que le cadre constitutionnel ne peut pas avoir d'impact mais je dois dire que c'est plutôt au niveau de la base, surtout au niveau des problèmes sociaux. Le YMCA, c'est un organisme de bénévoles qui a une mission sociale et à ce niveau-là ce qu'on demande aux gens qui, à votre niveau, établissent les structures qui vont régir notre société en quelque sorte c'est de faire attention – quand vous faites votre omelette où des oeufs sont cassés – de faire attention aux gens de la base qui sont peut-être démunis. Alors, dans ce sens-là, je ne voudrais surtout pas dire que la Constitution ce n'est pas important mais lorsqu'on réarrange la Constitution, il faut penser un peu à la base. Au niveau des questions qui ne sont pas piégées: Est-ce que c'est mieux sous société fédéraliste renouvelée? Ensuite on pourrait dire qu'il y a des petits pays, il y a des grands pays – en fait c'est toutes sortes de pays – et finalement c'est à peu près certain qu'on peut réussir, quelle que soit la formule, à régler ces choses-là. Je ne pense pas qu'on pourrait opposer à une formule quelconque l'ouverture ou la non-ouverture face au monde ou à la technologie ou même la priorité à l'économie. Je pense qu'il n'y a pas nécessairement une opposition.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous parlez pour le YMCA là, vous ne parlez pas pour

M. Dufour: Et c'est la précision que j'allais apporter, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors M. Larose suivi de M. Hogue.

M. Larose: Merci, M. le Président. En 1965, c'est la première fois que j'arrivais à Montréal et que je devais coucher et j'ai couché au YMCA. Je partais pour Goose Bay, ma première expédition de prospecteur. J'ai vécu 13 ans sur la rue Leclerc, j'ai vu arriver dans le quartier le YMCA. Je peux vous dire bravo pour une institution très importante qui s'est toujours collée à la réalité de Montréal.

Vous savez, on ne préside pas toujours la CSN et on ne siège pas toujours en commission parlementaire. Il y a des fois où on essaie de se donner un petit peu de temps pour trouver le sens des choses et essayer de voir où est-ce qu'on s'en va. Vous énumérez six principes. Contrairement à Ghislain, moi, je les prends tous les six. Et je me dis: 1991 c'est l'année du Québec, l'année d'un projet. O.K? Peu importe, je dirais, le véhicule constitutionnel. Mais quand je vous lis, c'est curieux mais je trouve que c'est tout le sens de la construction d'une société que vous faites à ras le sol, dans Hochelaga-Maisonneuve, sur la rue Drummond, etc. Et quand on prend ça dans la perspective d'un projet collectif, c'est quand même, je dirais, le complément du travail qui se fait à ras le sol. Et si on regarde autour de la planète, on prend, récemment, les Allemands, mais on peut prendre les Allemands après la guerre, ou on prend les Japonais, on prend les sociétés qui ont été mises, je dirais, devant le défi de se relever ou devant le défi de se prendre en main. Peut-on se dire que ça donne profondément un sens au quotidien du monde? Et dans ce sens-là, je trouve que vos six principes, indépendamment des options des individus, pour l'expérience qu'on va vivre dans l'année qui vient, c'est curieux mais ça m'apparaît être un extraordinaire complément à l'action que vous menez au quotidien. Je "déconne-tu" quand je dis ça?

M. Lemay: D'abord on apprécie... on pense que ces principes-là, on les vit, nous, tous les jours et ce n'est pas facile. Et quand on a des difficultés on a souvent des débats très difficiles. Peut-être pas aussi difficiles que ceux que vous vivez parce qu'il y a beaucoup de gens intelligents autour de la table et mettre beaucoup de gens intelligents ensemble et les mettre dans la même direction pour un même projet, ce n'est pas toujours facile; et les deux présidents ont beaucoup de défis. Nous, ce qu'on essaie de se dire c'est que si le processus est valable, si les

gens se sentent respectés, si on veut se sentir... Le YMCA est un organisme international. On est présents dans 107 pays et nous, notre devenir, on essaie de le bâtir en essayant d'aider les autres. Essayer d'aider les autres, ici, au Québec et essayer de penser aussi à l'international.

Le Président (M. Jean Campeau): Sans poser de question M. Hogue, feriez-vous un dernier commentaire, avant que je passe à l'autre bloc? Parce qu'il ne me reste plus de temps.

M. Hogue: Bien oui, je vais faire un commentaire. Je veux vous remercier, M. le Président, de me donner cette occasion car je voulais intervenir parce que le YMCA, c'est un "success story" extraordinaire. Moi, quand j'étais jeune, je n'avais pas le droit d'y aller. Contrairement à mon ami et collègue Larose, mon père me défendait d'aller au YMCA.

M. Larose: Ah oui? ...libertaire.

M. Hogue: Donnez-moi cinq secondes. Il y a un YMCA dans mon comté d'Outremont, sur l'avenue du Parc, qui fait un travail extraordinaire. Ma question, répondez-y ou pas. Que faites-vous de votre constitution et de votre sigle? Parce que votre sigle est plutôt anglais; que faites-vous pour vivre dans Québec, pour avoir réussi cet ajustement avec une constitution et un sigle alors que d'autres groupes sociaux ou idéologiques pendant cette même période de temps, sont partis? On ne les retrouve plus.

Le Président (M. Jean Campeau): O.K. Je vais vous aider, M. Lemay. Le temps est écoulé. Nous allons maintenant passer à M. Robert Benoît.

Non, non. Votre commentaire.

M. Benoît: Messieurs du YMCA, je me joins aux autres intervenants pour vous dire bravo pour cette mission que s'est donnée le YMCA à travers le monde, mais particulièrement chez nous et, à la lecture de votre mémoire, il y a un côté humain, une compassion, un amour de la race humaine qu'on n'a pas retrouvé dans tous les mémoires malheureusement, mais on le retrouve dans le vôtre.

À la page 4, vous parlez de ces 21 % de Montréalais qui sont nés à l'extérieur du Québec, qui sont nés à l'extérieur du Canada. Comment vous, qui êtes près des gens, qui êtes près du vrai monde, comment pouvons-nous intégrer au Québec ces gens qui nous arrivent de partout et qui vont nous arriver en de plus en plus grandes quantités dans les prochaines années?

M. Lemay: Le principe a été tout d'abord de voir le rapport comme étant une richesse. Quand des gens se sentent appréciés et qu'ils pensent qu'ils peuvent contribuer à la société, déjà, ils

s'intègrent beaucoup plus facilement. Quand on a des gens qui viennent et qui n'ont pas de travail, on les aide à s'intégrer, on les aide à trouver un travail. Quand les gens ont un travail, ils peuvent se sentir respectés. Donc, les problèmes économiques, quand M. Bélanger disait: "Oui il y a un déséquilibre et il y a un problème économique sérieux", on pense, au YMCA, que la responsabilité économique c'est critique si on veut vivre à long terme un projet de société viable.

Donc, pour ces immigrants, pour ces 21 % qui viennent, si on leur trouve un emploi, si on leur apprend la langue, parce que le Y donne beaucoup de cours de langue, si on leur permet d'avoir des amis, de sentir qu'ils sont appréciés, quand ils viennent au Y, c'est comme un centre communautaire, ils sentent qu'ils sont chez eux. Et déjà, si vous réussissez au point de vue économique, si vous sentez que vous êtes intégrés au point de vue personnel et que votre différence est perçue comme un plus pour la société parce que les gens apprécient votre diversité culturelle, généralement, c'est pas mal des bons critères pour essayer d'intégrer des gens.

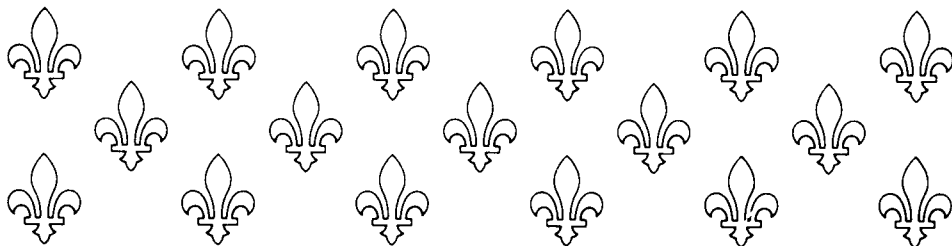
M. Benoît: Merci. Je terminerai cette veillée en lisant une de vos phrases et ça nous servira de méditation pour le restant de la nuit. C'est dans votre mémoire à la page 10. Vous dites: "Les jeunes, la génération de demain à qui nous voulons léguer ce pays, seront les premiers à défier les barrières que nous pourrions élever." Messieurs et mesdames, merci de votre collaboration. Bonsoir.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Kasimer, M. Lemay, M. Côté, M. Drury, je vous remercie de votre implication dans la société québécoise. Je ne peux pas faire autrement que dire merci pour votre générosité, votre dévouement, pour les individus que vous aidez à travers votre engagement. Il est clair qu'une société a besoin de citoyens comme vous, qui sont prêts à aider et servir leurs semblables.

Maintenant, j'ajouterai juste un extrait de votre rapport qu'on pourrait appliquer à la Commission. "Évitez les situations où il y a des gagnants." Je vous remercie.

Des nouvelles pour demain. Alors, nous sommes à Joliette. Les travaux débutent à 10 heures et, de l'hôtel Sheraton, ici, demain matin, départ de l'autobus à 7 h 50.

(Fin de la séance à 21 h 46)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Joliette, le jeudi 22 novembre 1990

No 9

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E8 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec

Table des matières

Sommet économique permanent de Lanaudière	
Corporation régionale de développement des Laurentides	649
M. A.-Richard Côté	659
Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle	664
Comité intermunicipal de développement économique de Labelle inc.	669
Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides	674
Francophonie étudiante de Lanaudière	681
Ville de Sainte-Thérèse	688
M. Roger Lemoine, Mme Yvette Lafontaine et Mme Hélène Robert	693
M. Robert Dean	699
M. Jacques Brisebois	704
Société nationale des Québécoises et Québécois, région des Laurentides et Société nationale des Québécois (SNQ) de Lanaudière	710
M. Gilbert Boulet	720

Intervenants

M. Michel Bélanger, président
 M. Guy Chevette
 M. Jacques Brassard
 M. Jean-Pierre Hogue
 M. Roger Nicolet
 Mme Lorraine Pagé
 M. Claude Béland
 M. Gil Rémillard
 M. Albert Houde
 M. Guy Bélanger
 M. Lucien Bouchard
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Ghislain Dufour
 Mme Monique Simard
 M. Jacques Léonard
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Mark Assad
 M. Serge Turgeon
 M. Cosmo Maciocia
 M. Marcel Beaudry
 Mme Madeleine Bleau
 M. Gérald Larose
 M. Serge Deschamps
 Mme Claire-Hélène Hovington
 Mme Christiane Pelchat
 M. Claude Dauphin
 Mme Diane Drouin
 Mme Alberte Caron
 M. Jean-Guy Bergeron
 Mme Pauline Marois
 M. Robert Benoit

Table des matières (suite)

- * M. Jacques Dupuis, Sommet économique permanent de Lanaudière
- * M. John Redmond, idem
- * M. Grégoire Flamand, idem
- * M. Paul Mercier, Corporation régionale de développement des Laurentides
- * M. Jocelyn Benoît, idem
- * M. Claude Ducharme, idem
- * M. Jean-Pierre Jolicoeur, municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle
- * M. Pierre Borduas, idem
- * M. Jocelyn Séguin, idem
- * M. Claude Radermaker, Comité intermunicipal de développement économique de Labelle Inc.
- * M. Raymond Dalcourt, idem
- * M. Yves Latour, Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides
- * Mme Denise Julien, idem
- * M. Yvon Lefebvre, Francophonie étudiante de Lanaudière
- * Mme Nathalie Charbonneau, idem
- * Mme Line Poirier, idem
- * M. Normand Venne, idem
- * M. Élie Fallu, ville de Sainte-Thérèse
- * M. Jean Coulombe, Société nationale des Québécoises et Québécois, région des Laurentides
- * M. Jacques Racine, Société nationale des Québécois de Lanaudière
- * M. Michel Gingras, Société nationale des Québécois et Québécoises, région des Laurentides
- * M. Guy Mercier, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Joliette, le jeudi 22 novembre 1990

Audition d'organismes et de personnes

(Dix heures deux minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec qui se tient aujourd'hui à Joliette. Je vous rappelle à nouveau le mandat de la Commission qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Aujourd'hui, nous recevons des organismes et des personnes qui ont soumis des mémoires à la Commission et qui viennent de la région de Lanaudière et de la région des Laurentides.

Nous recevons à 10 heures, pour une heure, le Sommet économique permanent de Lanaudière; à 11 heures, pour une heure, la Corporation régionale de développement des Laurentides; à 12 heures, pour 30 minutes, M. Richard Côté, ensuite nous ajournons jusqu'à 14 heures. À 14 heures nous recevons, pour 30 minutes, la municipalité régionale de comté Antoine-Labelle; à 14 h 30, pour 30 minutes, le Comité inter-municipal de développement économique de Labelle inc.; à 15 heures, pour 30 minutes, l'Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides; à 15 h 30, pour 30 minutes, la Francophonie étudiante de Lanaudière; à 16 heures, la ville de Sainte-Thérèse; à 16 h 30, pour 30 minutes, M. Roger Lemoine; à 17 heures, pour 30 minutes, M. Robert Dean; à 17 h 30, M. Jacques Brisebois. Nous ajournons ensuite, à 18 heures, pour reprendre à 19 h 30 avec la Société nationale des Québécois de Lanaudière, qui apparaît en même temps que la Société nationale des Québécoises et Québécois de la région des Laurentides, ces deux groupes ensemble pour une heure, et à 20 h 30, pour 30 minutes, M. Gilbert Boulet, pour terminer vers 21 heures.

Je vous rappelle les règles concernant les temps de discussion. Pour un mémoire qui est présenté pour une période d'une heure, la présidence a 5 minutes, il y a 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les membres inscrits, chacun des membres disposant de 5 minutes, et 10 minutes pour la présentation du mémoire. Pour les règles pour une demi-heure, on verra un peu plus tard. Pour l'instant, on a des gens qui sont ici pour une heure.

Si vous voulez bien, M. Dupuis, d'abord accepter que je vous souhaite la bienvenue chez vous. Ce n'est pas tous les jours que j'ai l'occasion de faire ça. Alors, je vous souhaite la bienvenue chez vous et je vous prie de présenter votre groupe et ensuite prendre 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

Sommet économique permanent de Lanaudière

M. Dupuis (Jacques): M. le Président, Mmes et MM. les membres de la Commission, je retourne évidemment le message de bienvenue qui m'est lancé par le Président. Nous sommes tout à fait heureux de vous recevoir dans la région de Lanaudière dont vous allez constater facilement, par les représentations qui vous seront faites, qu'il s'agit d'une région tout à fait dynamique. Le groupe qui m'accompagne est formé de M. John Redmond, président de Tourisme Lanaudière et vice-président du Sommet économique et résident de la Matawinie. M. Denis Roch, président du Conseil régional des loisirs et résident de la MRC D'Autray, M. Grégoire Fiamand, représentant du Conseil de bande de la Manouane et administrateur. Et je voudrais vous faire remarquer que nous sommes probablement une des seules régions au Québec qui a trouvé moyen de se faire un partenariat actif et dynamique avec les autochtones. Et c'est grâce, particulièrement, à l'ouverture d'esprit de M. Fiamand. Je vais vous présenter M. André Auger, nouvellement élu préfet de la MRC de Montcalm et membre du conseil d'administration et Mme Andrée St-Georges, directrice générale du Sommet économique. Quant à moi qui en suis le président, je ne suis pas un président à temps plein, j'ai d'autres occupations, je suis le maire de la ville de Repentigny et le préfet de la MRC de L'Assomption. C'est donc dire que j'appartiens aux deux unions municipales qui sont ici.

Le Sommet économique permanent de Lanaudière est un organisme régional regroupant divers intervenants de la région et notamment les élus municipaux, les organismes socio-économiques, de même que les représentants gouvernementaux oeuvrant sur notre territoire. Nos actions sont largement basées sur le développement économique et régional. Et nous utilisons principalement la voie de la concertation avec nos divers intervenants, pour atteindre nos objectifs. Notre mandat premier est de promouvoir notre région et de veiller au respect de ses intérêts privilégiés. Les expériences vécues par le Sommet économique permanent de Lanaudière, et plus précisément celle de la tenue de la Conférence socio-économique régionale de 1990, démontrent l'urgent besoin de définir les compétences régionales dans l'avenir du Québec. Profitant de votre tournée régionale, le conseil d'administration du Sommet cherche à vous sensibiliser sur la nécessité de définir le statut des régions, à titre d'entités politiques et administratives reconnues.

Il faudra, à prime abord, s'entendre sur la définition du terme "région". Une région, pour

nous, c'est la somme géographique de plusieurs MRC, à vocation complémentaire, mais constituant un tout homogène de par le sentiment d'appartenance susceptible de se créer ou de se consolider, et de par la concertation socio-économique qui y est souhaitable et réalisable. À l'échelle du Québec, le découpage des territoires totalise 16 régions. Ces dernières regroupent quelque 98 municipalités régionales de comté et plus de 1500 municipalités. La tendance veut qu'actuellement le transfert des pouvoirs se fasse par la fragmentation par territoire municipal qui, avec ses forces et ses faiblesses, demeure fort compliquée et fait abstraction d'un niveau d'intervention majeure. La création des régions s'est faite sur des bases aussi rationnelles que sentimentales, mais de bonne foi. Tous les intervenants peuvent y trouver leur partage et la véritable reconnaissance de la région constitue l'ingrédient premier de la concertation, si essentielle.

Les 10 dernières années ont été surchargées de discours régionaux sans pour autant que des suites ne soient données à ces belles paroles. À la limite, on dira qu'il y a abus de langage quant au terme "région". On l'utilise pour définir un arrondissement de ville, un sous-secteur géographique, une municipalité régionale de comté, une circonscription électorale, un territoire sur lequel on appose un programme gouvernemental, une zone d'un secteur particulier, etc. Les MRCQ en revendiquent le découpage. Certaines villes font de même et finalement le gouvernement du Québec et celui du Canada s'en servent selon les besoins administratifs ou politiques.

Considérant la situation économique du Québec et plus spécialement la situation socio-politique actuelle dans la définition de l'avenir du Québec, il nous apparaît fondamental de déterminer la place ou le rôle dévolu aux régions constituées du Québec. Les grands courants tels la libéralisation des marchés, les efforts pour y soutenir une concurrence adéquate, les règles du jeu économique à l'échelle internationale, les importants déficits de l'État canadien et de l'État québécois, le désengagement des deux gouvernements dans les secteurs économiques et sociaux, de même que le transfert des responsabilités à d'autres paliers comme les municipalités sont autant d'éléments qui nécessitent une prise de position de la part de tous les intervenants sur le plan du développement des régions. L'expérience des conférences socio-économiques régionales nous donne un avant-goût de la situation économique à laquelle nous devons nous attendre.

L'implication du gouvernement fédéral démontre plus souvent qu'autrement les actions à la pièce quant à celles du gouvernement provincial. Elles sont aussi très souvent ponctuelles, négligeant trop fréquemment le mouvement de concertation qu'on nous demande de réaliser. C'est pourquoi, indépendamment de l'orientation

finale que prendra l'avenir constitutionnel du Québec, une place majeure devra être reconnue au développement régional par les régions elles-mêmes.

Dans le contexte de la définition de l'avenir politique et constitutionnel, il nous apparaît donc indéniable que la politique de développement local et régional doit être sous la responsabilité et la juridiction du gouvernement du Québec; que cette politique doit être définie et mise en oeuvre en concertation avec l'ensemble des partenaires municipaux et socio-économiques à l'échelle locale et régionale et que toute intervention structurante doit être assujettie aux priorités et responsabilités établies dans le cadre de cette politique.

La décentralisation des responsabilités passe par la décentralisation des pouvoirs et aussi par la reconnaissance des compétences de chacun des paliers où les actes économiques seront percutants, le plus efficacement, et ce à moindre coût.

Sans vouloir redire l'ensemble des propos livrés par l'Association québécoise des organismes de concertation et de développement du Québec, nous insistons sur le fait que l'avenir du Québec doit se définir par une autre chose que la réduction du nombre de lieux de pèlerinages de deux à un. En conséquence, si nous choisissons de maximiser les potentiels régionaux, d'assurer une qualité de vie socio-économique adéquate de même qu'un développement durable respectant notre environnement, il faut pour permettre aux régions de jouer pleinement leur rôle.

Cela entend encourager la mise en valeur des ressources, supporter les forces vives du milieu et faciliter l'ouverture sur un monde de plus en plus tourné vers la libéralisation des échanges. Il faut donc inscrire la mise en valeur des régions dans la finalité du développement du Québec. Celle-ci se fera en tenant compte des principes directeurs suivants. Premièrement, le développement des régions doit être le reflet des préoccupations économiques, sociales, culturelles et politiques des communautés qui la composent. Bien que cela suppose des choix ou encore des priorités, il importe de laisser les intervenants régionaux se positionner en fonction des forces et des faiblesses de leur territoire respectif.

Deuxièmement, le développement des régions doit se fonder sur les dynamismes locaux et supralocaux en tenant compte des disparités infrarégionales. Il deviendra alors plus plausible de fonder le développement régional sur des bases solides et reconnues par l'ensemble des intervenants d'une région qui souhaitent son épanouissement économique.

Troisièmement, à partir des grandes orientations que le Québec définira avec ses partenaires, principalement les régions, ces dernières devront être en mesure de façonner leur destinée. Et à ce niveau, l'état devra assurer à

chacune d'elles les moyens requis pour son développement, quelle que soit la structure politique privilégiée. Ces moyens se traduisent, d'une part, par la possibilité de gérer des fonds régionaux significatifs, et d'autre part, par une imputabilité légitimée autant par l'état que par les citoyens des régions. Cette légitimité politique et ces moyens financiers sauront permettre de véritables actions structurantes à l'échelle de la région.

Quatrièmement, le développement doit reposer sur une responsabilité partagée entre les intervenants de la région, c'est-à-dire les élus et les représentants socio-économiques ainsi que l'État, faisant ainsi appel à une véritable concertation. À ce propos, la concertation signifie le partenariat dans les orientations, les actions et les décisions concernant le développement socio-économique de la région. La notion de responsabilité partagée entraîne donc la reconnaissance des disparités interrégionales et infrarégionales. Ainsi, le principe de la modulation tant dans les mécanismes de développement que dans les normes applicables imposées dans chacun des programmes d'aide doit prévaloir sur une gestion facilitée pour l'appareil gouvernemental. Pour y arriver, seul le partenariat reconnu peut contribuer d'une façon efficace.

(10 h 15)

Finalement, cinquièmement, dans un but de concordance des territoires, la définition des comtés, c'est-à-dire les circonscriptions, doit s'ajuster aux limites géographiques de chacune des régions. Ce seul aspect aura pour conséquence immédiate d'intensifier le sentiment d'appartenance à une même entité de même que d'accorder des actions posées par chacun des partenaires. Ainsi le développement régional est un système qui est influencé par l'ensemble des politiques gouvernementales. Par conséquent, il importe d'arrimer les objectifs que chacun des ministères sectoriels poursuit dans le but de maximiser les impacts sur le territoire. Au-delà des défis socio-économiques que nous nous sommes fixés, retenons qu'il faudra nécessairement relever celui de l'environnement. Voilà donc l'essentiel du message que le Sommet économique permanent de Lanaudière veut vous transmettre. Comme vous pouvez le remarquer, notre perception se pose essentiellement sur le volet socio-économique. Nonobstant le choix final que prendront les Québécois et les Québécoises sur le volet politique, le développement des régions du Québec repose sur une reconnaissance et une mise en valeur de ses ressources vers une prise en charge des régions elles-mêmes. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Dupuis. Nous allons commencer maintenant par un premier groupe de questions et, comme par hasard, je crois que le premier à vous poser des questions sera M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Je voudrais souhaiter la bienvenue à tous les membres de cette Commission dans une des plus belles circonscriptions électorales du Québec et dire également merci au comité directeur d'avoir accepté qu'on vienne siéger à Joliette même. Je pense qu'on m'a fait cet honneur parce que j'étais membre de la Commission et j'en remercie tous les membres du comité directeur.

Ceci dit, M. Dupuis, ma première question ira à la page 3 de votre mémoire où, après avoir affirmé que vous étiez... Vous recommandiez que le développement régional soit sous la juridiction du gouvernement du Québec. Vous parlez d'implication du gouvernement fédéral. Comme vous le savez, il existe le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral qui lui, ce pouvoir, lui permet d'intervenir n'importe quand, pour n'importe quel projet, sur n'importe quel projet, et c'est soumis à aucune, ou très peu en tout cas, contrainte au niveau du Québec. Comment voyez-vous cette forme d'implication, puisque vous n'optez pas, dans votre mémoire ni pour la souveraineté-association du Québec, la souveraineté politique et l'association économique, et que vous n'optez pas non plus pour un fédéralisme renouvelé ou un fédéralisme tout court? Je voudrais savoir comment vous pouvez voir pour l'instant l'implication du fédéral, puisque vous en parlez à la page 3.

M. Dupuis: Alors, la réponse à la question est relativement simple. Effectivement, nous assujettissons le développement régional à la juridiction du gouvernement du Québec et donc le gouvernement le plus près. Et reconnaissance constitutionnelle étant faite, si on parle dans l'hypothèse que vous soumettez, l'hypothèse fédérale, et c'est rare que vous la soumettiez comme hypothèse, dans cette hypothèse-là, il y aura une concordance à se faire puisque l'accord constitutionnel émanant de la négociation faite par le Québec reconnaîtra les régions, et ça devra être un ajustement qui se fera. Et si, d'autre part, la question fédérale n'existe plus, évidemment la question trouve sa réponse immédiatement.

M. Chevette: Mais comme, dans un premier temps, vous y allez directement et vous dites: "La juridiction en matière de développement économique régional doit être de responsabilité du gouvernement du Québec", automatiquement c'est ce que vous préconisez. Et si jamais ça ne devait pas être ça, vous préconisez des amendements constitutionnels pour faire en sorte que le fédéral s'harmonise avec le provincial. Est-ce que je vous suis bien?

M. Dupuis: C'est ça.

M. Chevette: Donc votre première recom-

mandation c'est que vous préférez que tout ce champ-là soit rapatrié complètement au Québec.

M. Dupuis: C'est qu'au niveau du développement régional il est clair que c'est le gouvernement le plus immédiat auquel on doit s'adresser. Ça ne fait pas abstraction d'autres niveaux, mais c'est le gouvernement le plus immédiat qui doit être le premier répondant.

M. Chevette: Vous parlez également dans votre mémoire, de décentralisation. Concrètement, pourriez-vous nous donner quelques exemples d'objets à décentraliser, obligatoirement, pour assurer un meilleur développement régional?

M. Dupuis: M. Redmond.

M. Redmond (John): On s'aperçoit, à travers les expériences vécues, les sommets ou la vie de tous les jours que les décisions finales à toute décision régionale, locale, supralocale ne sont pas prises en régions. On s'aperçoit qu'on doit donc vivre avec des décisions qui sont outre ou à l'extérieur de notre région et ceci vient, à notre avis, ôter un des outils qui est la décision finale dans les projets et dans les dépenses d'argent. Souvent, on est à la remorque de programmes qui ont été pensés à l'extérieur de nos régions et donc, la décision ne peut pas se prendre dans nos régions. Elle revient aux centrales et cette décision qui revient aux centrales, souvent, doit être modelée à un programme préétabli qu'on n'a pas pu façonner, qu'on n'a pas pu avoir à construire au préalable.

M. Chevette: Mais, concrètement, M. Dupuis ou M. Redmond ou un autre, vous voyez la démarche comment? Par exemple, est-ce que vous voyez des sommes, des fonds à être attribués à une structure permanente et arbitrés quant au partage par les gens du milieu, conjointement avec les gens du gouvernement ou seuls en régions? Je voudrais savoir concrètement la démarche que vous voyez quand vous parlez de décentralisation.

M. Dupuis: La démarche est relativement simple. Il existe dans la majorité des régions du Québec des tables de concertation qui sont, selon moi, habilitées par la diversité de leur formation à véritablement bien représenter les intérêts, les attentes et les besoins d'un secteur géographique donné. Il s'agit donc de donner à ces tables de concertation les moyens de faire pleinement leur travail.

On a, ici au sommet, un fonds de mise au point de projets qui est alimenté par l'OPDQ. Ce n'est pas beaucoup, 50 000 \$, mais, quand même, c'est mieux que rien. Ce fonds est alimenté et nous permet, quant à nous, de présenter au gouvernement et aux intervenants, aux divers

ministères des projets bien étoffés, bien préparés qui représentent véritablement bien les besoins de la région.

Quand on parle de décentralisation, on est bien placés ici, les membres de la Commission vont sûrement reconnaître que, par exemple, dans la région de Lanaudière, deux des secteurs, la MRC des Moulins et la MRC de L'Assomption, sont les secteurs, au Québec, où le taux de croissance est le plus élevé au point de vue démographique. Et alors que le gouvernement, dans son aspect de centralisation, administre sinon la stagnation démographique au moins même des fois des légères baisses, chez nous, on ne répond à aucun critère; à Repentigny, on construit des écoles, alors que, dans bien d'autres endroits au Québec et selon des normes du ministère de l'Éducation, on n'en construit pas, on essaie de leur trouver des utilités. Alors, la décentralisation et la force d'une table de concertation munie des moyens de se faire valoir vont amener précisément ces résultats-là de façon concrète.

M. Chevette: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brassard.

M. Brassard: M. le Président, je voudrais, évidemment, féliciter le Sommet économique permanent de Lanaudière d'avoir réussi à établir des relations de partenaires avec la communauté amérindienne de la région. Vous vous êtes vanté que vous étiez probablement la seule région à le faire. Je ne veux pas vous relancer, M. Dupuis, mais on le fait aussi dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. La communauté de Pointe-Bleue est également partenaire du Conseil régional de concertation et de développement de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, mais je pense qu'il faut le signaler, c'est une excellente initiative.

M. Dupuis: Alors, je suis heureux de constater que vous avez suivi notre exemple.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Je ne sais pas qui a suivi l'exemple de qui, mais, en tout cas, on est dans la bonne voie, je pense. M. Dupuis, je voudrais simplement vous signaler que, quand on réclame que le gouvernement du Québec devienne le maître d'œuvre en matière de développement régional, je voudrais bien qu'on soit conscient de l'ampleur des transferts de compétence, de juridiction et de ressources que ça implique parce que, ça, c'est juste une petite phrase, maîtrise d'œuvre en matière de développement régional, mais ça veut dire transfert de compétence en formation professionnelle, en main-d'œuvre, en développement touristique, en

développement de l'entreprise, en transport, en matière d'affaires culturelles. C'est ça que ça signifie, dans le fond, parce qu'il ne suffit pas de dire: C'est Québec qui est maître d'oeuvre en matière de développement régional, puis le gouvernement fédéral continue d'agir en matière de formation professionnelle, de développement touristique, de développement de l'entreprise ou en matière de développement technologique et continue d'intervenir dans le domaine culturel. À ce moment-là, ça devient un vain mot, une phrase creuse. Je veux juste que vous me disiez que vous êtes bien conscient de ce que ça implique, réclamer la maîtrise d'oeuvre en matière de développement régional.

M. Dupuis: Oui. Effectivement, on est parfaitement conscient de cette chose-là. Cependant, lorsqu'on parle de la reconnaissance, dans un accord constitutionnel, on parle donc d'un alignement s'il y avait deux niveaux de gouvernement vis-à-vis cette réalité-là, reconnue dans les accords qui seront négociés, mais on est parfaitement conscient de la réalité que vous soulevez. D'ailleurs, c'est à peu près le partenariat qu'on a avec la Commission: vous avez à régler le problème, on vous a indiqué les résultats que vous deviez atteindre.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce qui épuise le temps dont nous disposons pour ce bloc de questions. Nous passons maintenant à des questions qui viennent des autres membres de la Commission. M. Jean-Pierre Hogue, qui sera suivi de M. Roger Nicolet.

M. Hogue: Merci, M. le Président. M. Brassard vient de soulever une question qui m'apparaît être une question charnière. J'ai entendu... cette décentralisation, jusqu'à quel niveau? Alors, cette notion de décentralisation, vous la voyez jusqu'à quel niveau? Vous parlez de secteur géographique donné, vous parlez de table de concertation, mais jusqu'à quel niveau la décision doit-elle se prendre? Autour de la table de concertation...

M. Dupuis: Non.

M. Hogue: ...ou autour du secteur géographique donné?

M. Dupuis: La maîtrise d'oeuvre, nous disons, est au niveau du gouvernement du Québec, premièrement. La reconnaissance véritable des régions, du rôle des régions ou des tables de concertation va fatalement devoir être prise en considération comme étant un des facteurs majeurs de décision. Alors, ce n'est pas la région qui va décider, je pense bien, l'application de x, y, ou z programme. Cependant, x, y ou z programme va s'appliquer à une région qui en aura fait la demande de façon claire et

étouffée et c'est le gouvernement du Québec qui est le répondant.

M. Hogue: Alors, la table, elle, est consultative.

M. Dupuis: Elle a un rôle légèrement supérieur au simple rôle consultatif, mais elle n'a pas à administrer des fonds publics généraux, mais bien des fonds publics précis, comme je parlais tout à l'heure, des fonds qui nous permettent de construire des projets et de les présenter.

M. Hogue: Alors, vous arrêtez votre base de décentralisation, entre guillemets, au niveau du secteur, au niveau de la région. Cette même préoccupation est apparue pendant toute la commission de l'Union des municipalités du Québec et on ne voyait pas comme telle d'opposition quant à des transferts. Où la commission voyait certaines difficultés, c'était quant à l'argent qui devait être réutilisé. De sorte que lorsqu'on suit votre raisonnement, on ne voit pas jusqu'à quoi que ce soit dans le fédéralisme canadien qui empêcherait la réalisation de la politique de développement que vous prénez.

M. Dupuis: Le fédéralisme canadien tel qu'il existe présentement n'a pas cette préoccupation reconnue du respect fondamental des régions. Le fédéralisme tel qu'il existe au niveau du gouvernement du Québec également, n'a pas comme telle cette reconnaissance facile du rôle des régions.

(10 h 30)

M. Hogue: Bien, il l'a à un niveau plus vaste, mais...

M. Dupuis: C'est-à-dire que sur le papier, ce que vous me dites, c'est que tout est possible et que rien n'est impossible et je suis de votre avis. La réalité telle qu'elle est vécue, au niveau des régions, nous fait comprendre très clairement que le papier n'a pas grand sens lorsqu'il n'y a pas cet "item" de reconnaissance du rôle des régions, du rôle actif des tables de concertation. Je vous rappelle également que dans une région donnée, la définition que nous en avons faite tout à l'heure, il y a des gouvernements qui sont impliqués, les gouvernements municipaux, et effectivement les municipalités régionales de comté. La table de concertation est donc la réunification de tous les intervenants d'un secteur géographique donné en complicité avec les gouvernements existants...

M. Hogue: Ça va. C'était ce que je voulais entendre, de toute façon.

M. Dupuis: ...qui eux, administrent des fonds généraux, mais qui ont quand même des par-

tenaires...

M. Hogue: C'est qu'il y a toujours plusieurs paliers impliqués, toujours.

M. Dupuis: C'est ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Roger Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais, bien sûr, profiter de l'occasion pour saluer nos collègues élus municipaux, qui oeuvrent dans un champ extrêmement important pour le développement et l'avenir du Québec des régions. J'aimerais, si vous me le permettez, cibler trois aspects distincts de votre mémoire et vous demander, peut-être tout simplement, d'élaborer davantage sur trois points qui ont été soulevés par votre texte et qui, je pense, demandent précision.

La première dimension, ou la première question que j'aimerais que vous traitiez, est la question de cette "concordance des territoires, la définition des comtés, lire circonscription, doit correspondre aux limites géographiques allouées à chacune des régions". Qu'on parte du découpage de la région administrative et qu'on situe là-dedans des circonscriptions électorales et finalement il y a un découpage municipal, il y a un découpage de MRC. Est-ce que tous ces découpages doivent se superposer et coïncider? Donc, première question, pouvez-vous préciser cette dimension?

M. Dupuis: Fondamentalement, le processus doit avoir deux sens. Les régions administratives telles qu'elles sont constituées sont une addition de MRC et de territoires de réserve, par exemple. Nous disons que le même processus devrait se faire, s'il se fait de bas en haut, du haut vers le bas également, et les circonscriptions électorales devraient correspondre au territoire de la région donnée. Prenons un exemple facile, l'exemple d'un député qui a des municipalités, des MRC d'une région administrative et qui en a d'une autre région administrative. On ne nommera personne, je ne veux pas faire de personnalité. Mais il y a une personne à cette table qui est prise entre Laurentides et Lanaudière et qui a des difficultés énormes à concilier des fois des intérêts tout à fait légitimes, et des uns et des autres. Or cette superposition-là manque, selon nous, un peu de logique. Et le fait d'identifier les circonscriptions électorales à une région donnée va, en plus d'augmenter la très grande efficacité des 125 députés du Québec, leur permettre de donner un peu plus de sentiment d'appartenance à leur région et des résultats plus pratiques.

M. Nicolet: Ça va pour ça. La deuxième question concerne les pouvoirs à décentraliser.

Vous vous y référez de façon globale, mais est-ce que vous avez élaboré une liste plus spécifique des pouvoirs qui devraient être transférés de Québec aux régions?

M. Dupuis: On aborde le sujet sur la question du principe. Je pense bien qu'il serait prématuré, à ce stade-ci, de donner des recettes ou des ingrédients très précis. On pense cependant que les régions sont de plus en plus, en tout cas la nôtre l'est, susceptibles d'être des facteurs positifs de développement économique, pour autant qu'on les reconnaisse véritablement et pour autant qu'on leur donne des outils. Ce qui n'enlève rien à personne, mais qui augmente l'efficacité des résultats qu'on recherche.

M. Nicolet: La troisième question touche cette participation amérindienne. Est-ce que vous pourriez élaborer un petit peu sur les intérêts, la concordance d'intérêts qui peut exister entre la région que vous représentez et le territoire des réserves? Quelles sont les fonctions que vous partagez, les intérêts que vous avez en commun sauf, évidemment, la réalité géographique primaire?

M. Dupuis: La réserve de la Manouane, ce sont les Attikameks qui y sont, c'est une région hautement touristique de chasse et de pêche, qui ont sensibilisé le Québec à un moment donné – il y a quelques années je pense, il y a trois ou quatre ans lorsqu'ils ont dénoncé l'état terrible de la route qui menait à la réserve. C'était effectivement absolument aberrant qu'une route comme ça puisse exister au Québec. Les six MRC de la région sous l'égide du Sommet ont donc donné un appui immédiat aux Attikameks et nous les avons, de cette façon-là, intéressés à la dynamique du Sommet économique et intéressés au développement de leur propre secteur qui est situé dans notre territoire. La complicité s'est donc faite naturellement pour identifier certains besoins, pour préparer certains projets qui correspondent aux attentes que les Attikameks ont et au Sommet économique, effectivement, reconnaissance a été faite non seulement de la complicité du travail commun et des besoins et c'est avec grande facilité que nous continuons à mener ces dossiers-là pour que l'on ait des résultats.

M. Nicolet: Dans quelle MRC se retrouve-t-elle...

M. Dupuis: C'est pas dans une MRC, c'est une réserve.

M. Nicolet: ...c'est un territoire non organisé.

M. Dupuis: Ce serait dans le secteur de la Matawinie surtout.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant à Mme Lorraine Pagé.

Mme Pagé: Il y a quelques personnes qui m'ont précédée qui ont posé des questions que j'aurais posées, particulièrement sur les responsabilités qui à votre avis devraient être rapatriées au niveau régional dans le cadre de la décentralisation dont vous parlez. Donc, vous venez de répondre à ça avec M. Nicolet. Je vais vous poser deux questions. La première c'est ce que M. Chevette vous disait en tout début d'exposé et M. Brassard aussi: vous parlez du Québec maître d'oeuvre dans le développement régional. Vous savez ce que ça implique en termes de rapatriement de pouvoirs, vous savez un peu les difficultés que l'on rencontre depuis quelques décennies quand on veut parler de transformation du fédéralisme et à côté de ça, nous avons le Conseil des Affaires sociales qui a parlé d'un Québec cassé en deux, d'un Québec coupé en deux, où les régions connaissent une certaine forme de sous-développement qui mériterait des interventions rapides. À votre avis, est-ce qu'il y a vraiment une urgence dans la nécessité de rapatrier au Québec les pouvoirs liés au développement régional et est-ce qu'il y a urgence également dans le modèle de déconcentration ou de décentralisation que vous envisagez dans votre mémoire? Est-ce que vraiment la situation des régions commande que l'on intervienne rapidement?

Ma deuxième question, vous avez, vers la fin de votre présentation, fait allusion à l'environnement: le développement durable, l'environnement. On n'a pas beaucoup de groupes qui jusqu'ici ont abordé cette question et je voudrais que vous développiez un peu plus sur le rôle des régions dans le mécanisme de décentralisation dont vous parlez, dans l'établissement de la protection de l'environnement et du développement durable.

M. Dupuis: Sur votre première question, lorsque l'on traite d'affaires publiques, d'affaires gouvernementales, vous savez comme moi que le mot urgence a une définition très relative. Je viens moi-même de l'entreprise privée et lorsque je suis devenu maire de la municipalité, je me suis rendu compte que le terme "rapidité" et le terme "urgence" n'avaient pas du tout la même définition lorsque l'on est dans un appareil gouvernemental que lorsque l'on est dans une entreprise privée. Ceci étant dit, le développement des régions est assez fondamental pour nécessiter deux choses en priorité. Premièrement, la reconnaissance d'un rôle véritable et deuxièmement, des actions ou des interventions les plus immédiates possible parce que nous sommes aux prises avec des situations économiques difficiles. Les gouvernements, les deux, contrairement aux gouvernements municipaux, ont des déficits faramineux et il y a actuellement non seulement

un départage, mais un délestage de responsabilités que les gouvernements doivent faire. Ce n'est pas un reproche que je fais, c'est une réalité. À partir de ce moment-là, il est urgent que des palliers d'interventions utiles et efficaces comme des tables régionales de concertation puissent agir, et je pense que c'est ensemble qu'on va réussir à se sortir de ces difficultés dans lesquelles nous sommes. Et pour qu'on puisse avoir un véritable rôle là-dedans, on doit être en mesure... on doit être reconnus purement et simplement. L'urgence est là, à ce niveau-là. Et évidemment, à l'autre niveau, de chercher le plus de ressources possibles pour régler les difficultés qu'on a.

Au niveau de l'environnement, je vous rappelle simplement que le Sommet économique a choisi comme axe de développement essentiel, l'environnement, et que tous les projets que nous avons soumis étaient assujettis à cette réalité-là. Il est clair que nous avons – et je dis nous en parlant des générations qui nous ont précédés – été à tout le moins négligents dans ce dossier-là. Et nous avons donc des bouchées doubles à prendre pour nous stabiliser et pour faire avancer le dossier. Dans ce contexte-là encore, il est fondamental que tous les niveaux de gouvernement s'impliquent. J'étais à une commission sur le transport national la semaine dernière et quand on dit, vous savez, que les gouvernements réduisent les déficits, ils réduisent les dépenses... C'est facile de réduire les dépenses, tout le monde peut le faire. Sauf que la dépense, si elle doit être effectuée à un autre niveau, on n'a pas réglé grand-chose parce qu'on n'a rien qu'un payeur de taxes; il paye à la municipalité, il paye à la commission scolaire, il paye à Québec et puis il paye à Ottawa, rien qu'un. Alors, si on ne fait plus telle dépense, la dépense doit être faite, c'est un autre qui doit la faire.

Au niveau de l'environnement, c'est un peu ce qui est à craindre. Les municipalités ont un rôle, les municipalités régionales de comté ont un rôle fondamental dans le domaine de l'environnement, mais ne peuvent pas régler le problème seules et de façon globale.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant... cette période de temps est terminée. Nous passons maintenant à M. Claude Béland.

M. Béland: Oui, dans votre mémoire, je ne vais pas très loin, à la page 2, vous dites: "C'est pourquoi, indépendamment de l'orientation finale que prendra l'avenir constitutionnel du Québec, une place majeure devra être décernée au développement des régions par les régions". Et un peu plus loin dans votre mémoire vous dites: "La décentralisation des responsabilités passe par la décentralisation des pouvoirs." À une question de M. Hogue tout à l'heure, vous avez dit: non,

ce ne sont pas justes des comités consultatifs, c'est un peu plus que ça. Donc, si je comprends bien, c'est une espèce d'autre palier là auquel vous pensez. Alors, ça m'inquiète un peu quand vous dites indépendamment de l'orientation finale. Si on prenait pour acquis que c'est le statu quo, j'admets que c'est une hypothèse difficile là, mais si c'était le statu quo tout le monde est venu nous dire ici que déjà avec deux paliers c'est bien compliqué, il y a du dédoublement, il y a des coûts, il y a de la confusion, on n'est pas capables de fixer nos orientations. Comment vous voyez ça – à moins de faire disparaître un palier quelque part – comment vous voyez ça le développement des régions par les régions dans le statut constitutionnel actuel?

M. Dupuis: Comme question hypothétique c'en est tout une.

M. Béland: Bien non, c'est la réalité d'aujourd'hui.

M. Dupuis: Oui d'accord, mais je pense bien que si c'était pour être maintenu, on ne serait pas ici personne. Il y a certainement possibilité de faire des concordances non pas de juridictions, mais de pouvoirs. Les gouvernements ont, l'un et l'autre, des pouvoirs de dépenser évidemment. Ils ont des sommes à mettre et la concordance dans le cadre actuel, et je vous ai dit tout à l'heure que l'expérience nous avait déçus à ce sujet-là, mais dans le cadre actuel, sur papier c'est possible de voir que ça pourrait se faire.

Quant à nous, on pense que les sommes d'argent dynamiques, ou les sommes d'argent à investir dans le développement doivent nécessairement l'être après que tous les besoins particuliers aient été identifiés. Vous savez c'est facile d'envoyer, deux, trois, quatre millions à un moment donné et de dire: Il y a des MRC qui sont pauvres, on vous envoie tel argent et puis plantez des arbres, faites ci ou faites ça. Ce n'est pas de ça dont on parle.

(10 h 45)

On parle de développement, donc de consultation, de concertation, d'identification des besoins. Et la concordance, dans quelque système que ce soit peut se faire, pour autant qu'on décide, en la négociant ou en l'inscrivant, que ça doit se faire. Et c'est ce que nous demandons, nous: la reconnaissance des régions, l'identification d'un rôle pour les régions et, donc, la maximisation de l'efficacité des investissements qui sont faits.

M. Béland: Mais vous avez parlé d'urgence tout à l'heure en disant que dans l'entreprise privée, on savait ce que ça voulait dire. Alors, qu'est-ce que vous suggérez pour qu'on puisse régler ça? Comment peut-on le régler d'une façon urgente?

M. Dupuis: Ce qu'on dit comme urgent et clairement urgent, c'est la reconnaissance du statut des régions et la reconnaissance du rôle des tables de concertation. Ceci étant, les régions deviennent donc avec la capacité de se développer par elles-mêmes, d'intervenir de façon majeure dans leur développement et les gouvernements sont assujettis à la reconnaissance qu'ils en font. Alors ce sont des mesures qui, quant à nous, sont importantes. N'oublions pas une chose. Dans la situation économique dans laquelle on est en 1990 et dans laquelle malheureusement on sera en 1991, avec le déficit des gouvernements et les périodes de récession avec tous les facteurs que vous connaissez beaucoup mieux que moi, nous devons absolument être le plus efficaces possible pour que chacune des interventions et des actions soit véritablement utile pour diminuer les effets négatifs des situations. Or, l'urgence est là.

M. Béland: Vous le faites par la décentralisation des pouvoirs...

M. Dupuis: Oui.

M. Béland: ...C'est ça? C'est un palier additionnel.

M. Dupuis: Ce n'est pas un palier additionnel, non, non, ce n'est pas un palier additionnel, c'est un élément additionnel dans la prise de décisions, ce qui ne veut pas dire que c'est un palier.

M. Béland: Et vous parlez de pouvoirs, bien sûr. Vous parlez de décentraliser des responsabilités et des pouvoirs. C'est ce que vous dites dans votre mémoire.

M. Dupuis: Oui. Quand on parle de décentraliser... Les pouvoirs, pour être bien clair, on dit clairement que c'est le gouvernement du Québec qui doit les avoir en matière de développement régional. La reconnaissance qu'on fait des régions en leur donnant un rôle actif dans le développement régional ne lui confère pas comme tel un pouvoir qui se traduit par la possibilité de dépenser un, deux, trois, quatre, cinq ou six millions, il lui donne un pouvoir d'orientation auprès du gouvernement par la reconnaissance de son statut.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à un bloc de questions du parti gouvernemental. M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Madame, messieurs, merci d'avoir accepté de venir discuter avec nous aujourd'hui, ce matin. Il me fait particulièrement plaisir d'être dans votre région, une très belle région du Québec. Je suis accompagné des députés de la région et, en

particulier, je veux souligner la présence de M. Robert Thérien qui est le député de Rousseau, de M. Albert Houde, député de Berthier et de Mme Madeleine Bleau qui est la députée de Groulx.

Vous nous avez présenté un mémoire qui est intéressant en ce sens qu'il est un plaidoyer sur le développement économique régional. Vous êtes une région économiquement très dynamique. Vous êtes une région où le taux de chômage est un des plus bas au Québec. Vous êtes bien concertés parce que vous-même vous le mentionniez tout à l'heure et c'est bien connu que vous êtes bien concertés, que vous travaillez bien. Dans votre mémoire, vous plaidez donc pour une décentralisation et vous avez bien raison. Malgré tous les efforts qu'on peut faire pour décentraliser le développement économique du Québec, on se rend compte très souvent malheureusement que ce que nous faisons est beaucoup plus de la déconcentration que de la décentralisation.

Il faut bien voir que, malgré tous les efforts que nous faisons, il y a encore beaucoup d'efforts que nous devons faire. Vous avez raison de plaider pour un développement économique régional parce qu'il n'y a pas de développement économique du Québec possible sans passer par le développement économique des régions. C'est évident. Dans votre mémoire, vous nous parlez des relations fédérales-provinciales brièvement sans prendre parti pour une option constitutionnelle, mais vous nous dites que le développement économique régional, le développement régional devrait être une compétence provinciale. Cependant, vous vous référez à une concertation avec le gouvernement fédéral. Tout à l'heure, il y a des questions qui vous ont été posées un petit peu en ce sens-là, mais, moi, je n'ai pas tellement bien compris, je l'avoue, votre réponse. Comment voyez-vous... À quel palier de gouvernement devrait appartenir le développement économique régional, et quelles relations, à ce moment-là, voyez-vous avec le gouvernement fédéral?

M. Dupuis: Le développement économique régional, nous l'avons dit je pense assez clairement, relève de la juridiction du gouvernement du Québec qui est le gouvernement le plus immédiat concerné. De quelle façon ça peut se faire? C'est simplement comme je dis, si on reconnaît le statut des régions, si on reconnaît les tables de concertation comme étant des partenaires et des interlocuteurs, l'alignement, dans l'hypothèse où il y a deux niveaux de gouvernement, l'alignement des accords constitutionnels, des négociations ou des textes fera en sorte que le partenariat pourra se faire quel que soit le partage des pouvoirs entre l'un et l'autre. Quant à nous, on veut parler avec un maître d'oeuvre, qui est, selon nous, le gouvernement le plus rapproché. Mais lorsqu'on va signer un accord constitutionnel – pour autant que ça se fasse et si ça se fait – cette réalité-là

étant incluse dans les textes, tout le monde va devoir vivre avec. Et c'est le partenariat dont nous parlons. Alors, qu'il y ait un ou deux niveaux de gouvernement, s'il y en a deux ce sera de l'accommodement, de l'alignement de réalités, s'il y en a un, évidemment, le problème se pose différemment.

M. Rémillard: Tout à l'heure M. Béland s'est référé à un possible statu quo pour vous poser une question. Moi, je me référerais à une modification substantielle du partage des compétences législatives, et si ce développement économique régional, de fait, on l'accordait à la compétence du Québec, quelle serait la structure que vous privilégieriez pour que nous puissions faire ce développement économique régional le plus adéquatement possible?

M. Dupuis: La structure que nous avons actuellement ici même, le Sommet économique permanent de Lanaudière, est précisément ce genre de structure qui pourrait être particulièrement efficace. Alors, à la table de concertation, ici, je n'ai pas besoin de vous le rappeler, 12 municipaux, 12 socio-économiques, 12 nominations gouvernementales pour fins d'équilibre, un représentant de la jeunesse, un représentant des activités communautaires, et évidemment un représentant de la réserve de Manouane. Alors nous avons donc une table qui couvre tous les secteurs géographiques, tous les secteurs névralgiques d'action et de développement économique dans la région. C'est un exemple de palier qui, s'il était véritablement et authentiquement reconnu dans les textes, serait un outil efficace de développement régional.

M. Rémillard: Vous êtes maire vous-même, M. Dupuis, est-ce que vous croyez que les municipalités pourraient jouer un rôle plus grand dans le développement économique régional?

M. Dupuis: Je vais être prudent dans ma réponse, parce que j'ai peur que vous me preniez au mot et que vous nous envoyiez d'autres responsabilités comme ça se fait des fois. Les municipalités, dans le développement régional, sont effectivement extrêmement impliquées, et nous assumons peut-être même plus que le rôle que nous devrions normalement assumer, parce que, effectivement, le service que nous devons donner à la population dépend de l'efficacité d'une foule de facteurs qui interagissent. Les pouvoirs municipaux comme tels – et ce n'est pas à ce titre-là que je suis ici et c'est pour ça que je vais être très bref – devraient certainement être révisés, et les municipalités vont sûrement continuer à oeuvrer dans le domaine du développement régional.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors M. Houde.

M. Houde: Merci beaucoup. D'abord je veux souhaiter la plus cordiale bienvenue dans la belle grande région de Lanaudière dont vous faites partie depuis un certain temps. La première question, en page 3, deuxième principe: "Il doit se fonder sur les dynamismes locaux et supra-locaux". Quel rôle croyez-vous que devront jouer les municipalités et les municipalités régionales de comté dans le développement des régions du Québec au cours des prochaines décennies, et comment voyez-vous le rôle des organismes de concertation et de développement dans le contexte que vous venez de nous décrire?

M. Dupuis: Alors, effectivement, nous avons fait un exercice d'une conférence socio-économique. C'était la deuxième. Il y en a une apparemment qui n'a pas été trop populaire d'après ce que j'ai lu dans les journaux récemment, mais je n'y étais pas. Celle que nous venons de terminer est précisément un exemple où chacun des intervenants, et dans les secteurs et au niveau des gouvernements municipaux, a joué pleinement son rôle régional. Alors, c'est cet outil-là, je pense, la complémentarité que nous avons réussi à obtenir par la participation des différentes MRC, des différents intervenants de tous les milieux, a justement été le gage de cette opération qui, je pense, est réussie, qui pourra être répétée pour autant, évidemment quand la connaissance sera faite.

M. Houde: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une rapide, M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui. Alors, outre le rôle de nivellement des disparités qui pourraient exister entre les régions et qui, inévitablement, existent parce que la nature a été plus généreuse dans certains coins que dans d'autres - on le voit quand on arrive ici; j'espère que vous en êtes conscients. À cet égard-là, outre ce rôle-là, quel sera le rôle du gouvernement du Québec, advenant le cas où ces pouvoirs seraient rapatriés du niveau fédéral dans cette disparité, dans cet abaissement des disparités régionales? Est-ce qu'il y a d'autres rôles aussi qui pourraient revenir à la province ou si on doit entièrement décentraliser la responsabilité aux régions?

M. Dupuis: Le rôle du gouvernement vis-à-vis... Nous, on parle d'une région, le gouvernement va parler de 16, 18 ou 20 régions, peu importe. C'est clair que si on demande, nous, ou si on pense que le développement économique et régional doit tomber sous la juridiction du gouvernement du Québec, c'est qu'on est tout à fait conscients que le gouvernement du Québec, assumant pleinement ses responsabilités, va

justement, pour utiliser l'expression populaire, balancer les voyages. Et, tout autant que nous avons une belle région, je suis de votre avis que nous sommes assez bien, sauf que nous avons 3 des 15 MRC dans notre région, je vous le fais remarquer, qui ont été reconnues comme étant parmi les 15 plus pauvres du Québec.

Le gouvernement du Québec va pouvoir, par son rôle de maîtrise d'oeuvre générale du développement régional, travailler sur le jeu des disparités quand vous parlez des inégalités. Mais toujours, sur la foi d'une table de concertation reconnue et active qui va précisément travailler en partenariat avec le gouvernement pour réaliser les différents programmes qui vont relancer les régions...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dupuis, ceci épuise le temps pour ce bloc de questions. Contrairement à l'usage, il ne reste pas de temps à la présidence, mais il en reste aux autres membres qui ne l'ont pas tout pris. Je voudrais, avec votre permission, profiter du fait que M. Flamand, de la réserve de Manouane, est le premier de ce groupe fort important de citoyens du Québec et qui est devant nous, pour lui demander à lui. Vous, vous avez dit que vous aimiez bien ça qu'il fasse partie de votre groupe. Est-ce que, M. Flamand, il y a quelque chose que vous aimeriez dire sur la participation de votre groupe au Sommet de Lanaudière?

M. Flamand (Grégoire): Oui, M. le Président. Je crois qu'il fallait faire l'effort qu'il restait à faire, c'est-à-dire engager un processus de partenariat entre un groupe autochtone et une région administrative. C'est ce qu'on a fait dans la région de Lanaudière. Il fallait engager, il fallait traduire les volontés par des gestes concrets. Je pense que Lanaudière, les Lanaudois, les composantes de la région de Lanaudière, ont compris que les autochtones sont en mesure de jouer un rôle de partenaires valables sur le plan économique.

Je crois que c'est un début. C'est un exemple que, je pense, les régions auraient intérêt à suivre, les autres régions du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Flamand. Ceci épuise notre période de discussion avec le groupe du Sommet économique permanent de Lanaudière. Je remercie M. Roch, M. Redmond, M. Flamand, M. Auger, Mme Saint-Georges et M. Dupuis et, tout en vous remerciant fort chaleureusement, je vous prie de libérer relativement rapidement la table pour que d'autres puissent la prendre après vous.

Une voix: Bonne journée.

(Suspension de la séance à 11 heures)

(Reprise à 11 h 3)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous demandons au prochain organisme, qui est la Corporation régionale de développement des Laurentides, de bien vouloir venir prendre place à la table.

Je prie les membres de la Commission de bien vouloir reprendre leur siège, s'il vous plaît, pour que nous puissions commencer avec le groupe qui est maintenant devant nous. Si vous ne prenez pas vos sièges, on commence pareil.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, comme je viens de le dire un peu trop bas, si vous ne prenez pas vos sièges, on commence quand même. Alors M. Mercier, M. Ducharme, je vous souhaite la bienvenue. C'est vous, je crois, M. Mercier, qui ferez la présentation. Si vous voulez bien commencer en présentant ceux qui vous accompagnent et ensuite, puisque vous êtes devant nous pour une heure, prendre 10 minutes pour faire la présentation de l'essentiel de votre mémoire. La parole est à vous, M. Mercier.

Corporation régionale de développement des Laurentides

M. Mercier (Paul): M. le Président, je vous présenterai donc d'abord les personnes qui m'accompagnent. À ma gauche se trouve M. Jocelyn Benoît, qui est le vice-président de notre organisme, et, à ma droite, M. Claude Ducharme, qui est en le directeur général et qui me sera utile pour répondre à des questions qui seraient plus techniques. J'essayerai de ne pas dépasser les 10 minutes; peut-être que je les dépasserai de quelques minutes. Le mémoire est grand et long, de sorte que je ne le lirai pas. J'essayerai de le résumer dans mes mots.

M. le Président, je veux d'abord vous dire que j'ai à la fois le plaisir et la surprise de venir vous rencontrer à Joliette. Je dis "le plaisir" parce que c'est une ville charmante et évidemment jolie par définition; je dis "la surprise" parce que je pensais que les Laurentides, quatrième région par son importance au Québec, auraient mérité l'honneur de la visite de la Commission, et je vous signale, pour reprendre les propos de M. Chevette, que nous avons, dans les Laurentides aussi, de belles circonscriptions électorales, notamment, et ceci je le dis pour avoir le soutien d'au moins deux commissaires, les circonscriptions de Labelle et de Rousseau.

Ceci dit, je vais vous présenter la Corporation de développement des Laurentides. C'est un organisme privé à but non lucratif qui oeuvre dans le domaine du développement économique en matière de concertation, en qualité d'intermédiaire entre le milieu et le gouvernement dans l'expression de ses besoins économiques et aussi

pour la répartition de certaines aides et subventions gouvernementales. C'est également nous qui organisons, dans notre région, les sommets économiques. Nos membres sont 45 municipalités, 2 centrales syndicales régionales, 144 entreprises et 59 institutions des affaires sociales, de l'éducation, des loisirs, de l'environnement et de la culture, de sorte que nous estimons être représentatifs de notre région.

Je vous présente ensuite les Laurentides. Comme je le disais tantôt, c'est la quatrième région en importance par sa population qui est de 360 000 habitants environ. L'économie des Laurentides est caractérisée par son caractère exogène, par sa dépendance. Elle est centrée. Elle a comme éléments principaux la forêt, qui est surtout exploitée par des multinationales. Nous avons aussi des industries majeures telles que la General Motors et Bell Hélicoptère qui sont, comme vous le savez, des industries qui ont été subventionnées lors de leur développement ou de leur installation. Nous avons bien évidemment le tourisme, activité très importante qui échappe en partie à notre contrôle puisque cela dépend beaucoup de la voirie, des politiques de promotion et des taux de change. Nous avons Mirabel, bien évidemment, où la situation est meilleure puisqu'il est envisagé d'en remettre la gestion à des autorités régionales.

Ceci dit, j'en viens à la prise de position de notre organisme qui s'appuie sur un sondage fait auprès de nos membres et dont je ne reprends pour les exprimer que les opinions très nettement majoritaires. En deux mots, pour résumer cette position globalement, nous désirons un reflux radical vers la base, des pouvoirs politiques et des instruments de pouvoir. Ce reflux vers la base que nous souhaitons, nous le situons à deux niveaux: tout d'abord, d'Ottawa vers Québec dans le cadre de la souveraineté-association et, ensuite, dans le cadre de Québec vers les régions sous la forme d'une décentralisation. Je traiterai séparément ces deux niveaux en commençant donc par la souveraineté-association.

Pourquoi la voulons-nous? Nous estimons que c'est une solution qui, en matière d'administration d'un pays, est moins coûteuse et est plus efficace. Il est évident que nous ne pouvons pas apporter une argumentation complète sur ce point, je soulève simplement quelques arguments. Le statu quo actuel comporte des chevauchements qui sont coûteux tels que, par exemple, le ministère du Revenu qui comprend, me dit-on et cela m'éberlue, 4300 fonctionnaires, et qui fait bien évidemment double emploi avec la structure équivalente fédérale, chose que ne font pas, que je sache, les autres provinces, tout au moins à un niveau pareil. Nous avons aussi l'Industrie, le Commerce et la Technologie qui fait double emploi avec son équivalent fédéral. Nous nous payons aussi le luxe de donner des allocations familiales et même de les distribuer au prix, m'a-t-on dit, de 5 \$ le chèque. Ça, c'est de l'argent

qui n'apporte pas de service réel aux citoyens et qui est la conséquence du fait que nous essayons d'exprimer notre spécificité dans un cadre fédéral. Il en résulte que si, hypothétiquement, on imagine deux provinces ayant les mêmes revenus per capita, revenus fiscaux, et les mêmes besoins, eh bien, nous, le Québec, nous ne pourrions donner que des services moindres en qualité et en quantité parce que nous aurons consacré une partie de nos ressources à des non-services, à des chevauchements. Il en résulte que nos routes sont dans un mauvais état, 30 % à réparer. Les urgences, nous y avons des lits qui s'alignent dans les hôpitaux. Nos universités crient famine. Les juges de Saint-Jérôme refusent d'envoyer des convocations parce qu'il n'y a pas de locaux et il n'y a pas de juge pour donner suite. 700 enfants attendent d'être vus par la Protection de la jeunesse et il n'y a de reproches à faire à personne. Il n'y a pas d'argent pour. Une partie de notre argent va à des non-services, ce qui fait que, sur certains points, nous ressemblons plus à l'Amérique du Sud qu'à l'Amérique du Nord.

Il y a aussi, actuellement, des conflits de juridictions qui proviennent de zones grises. Tout le monde sait ce qui se passe dans l'environnement avec la phase II de la Baie James. Les programmes partagés entre le provincial et le fédéral, cela n'est pas de l'argent frais, c'est de l'argent qui, de toute manière, aurait été attribué, avec la seule différence, c'est qu'il faut dépenser de l'argent pour créer une structure mixte et qui va gérer l'argent. Tout ceci pour dire que le statu quo nous paraît coûteux et inefficace. Il est évident que les chevauchements seraient évités si nous vivions le fédéralisme à 100 % comme le vivent les autres provinces, mais nous estimons, quant à nous, sans être économes, que des structures très centralisées et très massives, comme la Fédération, ne répondent plus aux besoins économiques actuels. Elles ont été créées au XIXe siècle, en même temps qu'apparaissait l'industrialisation, avec les besoins de la production de masse. La Fédération a été créée, ce n'est pas une coïncidence, en même que l'Allemagne réalisait son unité et également l'Italie. C'étaient des structures lourdes et massives, qui étaient nécessaires à cause de la massification de la société qu'exigeait la production industrielle. Mais on n'en est plus là. Et actuellement, au contraire, le postindustriel exige des structures plus déliées. Au contraire aussi, les grands marchés économiques se font par accord entre États souverains et non plus à l'intérieur d'un même État. Et dans le monde, cette évolution est en cours.

La souveraineté-association, nous la voyons comme étant la meilleure solution pour le Québec, pour les raisons que je viens de dire. Sans, bien évidemment, que l'on puisse élaborer sur le détail et la manière dont elle se ferait. Je rappelle qu'il y a des précédents dont il serait

utile de voir comment la répartition des pouvoirs s'y faisait, puisqu'ils ont vécu. Ces précédents, c'était l'Autriche-Hongrie...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Mercier.

M. Mercier: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous rappelle qu'il vous reste un peu plus d'une minute. Je vous rappelle aussi que les membres ont lu votre mémoire, donc, si vous pouvez simplement, peut-être, introduire les deux dernières parties, et les questions vous permettront d'aller plus loin.

M. Mercier: D'accord. Donc, je disais que nous voulions la souveraineté-association et que le sondage que vous avez ou aurez entre les mains dit les pouvoirs et la manière dont nous voulons les répartir. Il y a très peu de pouvoirs, d'après le sondage, que l'on va laisser entièrement à Ottawa. Évidemment, la Défense nationale est le département que l'on voit bien évidemment à Ottawa. Bien que certains voient ce pouvoir partagé.

Ce que l'on voit comme secteur partagé, ce sont les Affaires extérieures, les Communications et les Transports. Les autres pouvoirs, nous les voyons à Québec.

Deuxième volet du reflux du pouvoir vers la base, c'est la décentralisation. Actuellement, le régime actuel nuit aux régions. La CDL, notre organisme, est chargée de répartir 50 000 \$, ce n'est pas grand-chose, de subvention, ça passe par le contrôle de quatre organismes. Les municipalités ont un tas de contrôles qui font qu'un dossier doit être vu à deux niveaux, municipal et provincial. Il y a des normes qui sont trop rigides pour s'appliquer à nos besoins, etc. La décentralisation doit se faire vers les régions et les instances locales telles que les municipalités, on en parle toujours et on ne la fait jamais la décentralisation, pour prendre vraiment l'essentiel. Je regrette de devoir sacrifier des choses qui paraissent intéressantes...

(11 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je crois, M. Mercier, que vous aurez l'occasion par vos réponses aux questions et même si la question n'est pas tout à fait appropriée, vous pouvez toujours flanquer ça dans la réponse. Habile comme vous l'êtes! Bon. Alors, nous passons au groupe de questions de l'ensemble des membres, 5 minutes chacun, jusqu'à 25 minutes pour l'ensemble, en commençant par M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Je voudrais d'abord vous remercier de la présentation que vous avez faite et vous poser une question surtout en rapport avec un passage que j'ai trouvé dans

vos rapport. Dans votre mémoire, c'est à la page 15 au premier paragraphe, ce passage qui se lit comme suit: "Entièrement souverains ou fédéralistes sans réserve, nous pourrions nous libérer, dans les deux cas, d'une contrainte qui gruge depuis des années nos budgets de services et nos possibilités de développement". Fin de la citation. Tout à l'heure, à la fin de l'exposé que vous avez fait, vous avez précisé que l'option que révélait le sondage que vous avez conduit, concluait à la souveraineté-association comme solution préconisée. Comment réconciliez-vous cette position, ce support de la souveraineté-association avec cette phrase dont j'aimerais que vous nous parliez un peu, au point de vue de l'expliquer en tout cas?

M. Mercier: C'est-à-dire que j'ai évoqué certains cas de chevauchements et les dépenses que cela entraîne. Par exemple, j'ai cité le ministère du Revenu et d'autres exemples, où ce sont des dépenses que les autres provinces n'ont pas. Si nous étions souverains, il est évident qu'il n'y aurait pas de chevauchements dans les juridictions que nous garderions, si nous vivions le fédéralisme de la manière que les autres provinces le vivent, il est évident qu'il n'y aurait pas de chevauchements. Non plus, pour reprendre l'exemple du ministère du Revenu, nous n'en n'aurions pas la double charge dans aucune des deux solutions du fédéralisme mur-à-mur disons ou de la souveraineté. Actuellement, nous sommes dans la situation de chercher à exprimer notre spécificité québécoise dans un cadre fédéral et cela entraîne les chevauchements que je viens de dire.

M. Bouchard: Autrement dit, c'était une hypothèse que vous ne retenez pas, celle où le Québec accepterait de situer en totalité à Ottawa ce genre de pouvoirs pour éviter les chevauchements?

M. Mercier: Non. J'écarte la situation actuelle à cause du chevauchement. J'écarte le fédéralisme mur-à-mur disons parce qu'il ne correspond plus, nous semble-t-il, aux besoins économiques de notre temps. Ça a répondu aux besoins économiques du XIXe siècle et du début du XXe siècle.

M. Bouchard: Je voudrais terminer, M. le Président, si vous me permettez, avec une question concernant un autre aspect du mémoire, une question dont je sais qu'elle est très importante pour toutes les régions du Québec: c'est celle de dégager un minimum d'espace décisionnel ou à tout le moins opérationnel pour les régions par rapport à leur développement. On sent bien que dans toutes les régions, et en particulier dans celle-ci, il y a une tentative et un souhait et même un besoin, je dirais, qui s'expriment pour rapatrier des pouvoirs de décision au niveau

des régions et on sait bien aussi qu'il y a un pouvoir de sympathie pour cela dans l'ensemble du Québec. Mais c'est sur la question de savoir comment on le fait, comment on peut articuler cela tout en laissant au gouvernement du Québec, qui aura besoin aussi d'un minimum de latitude, n'est-ce pas, tout en lui laissant les moyens de déterminer des politiques nationales, comment on peut faire en sorte que les régions trouvent leur place dans les décisions qui sont prises par rapport à leur développement, dans une structure décisionnelle où le gouvernement du Québec conserverait la latitude dont il a besoin. Alors je comprends que c'est un souhait qui est exprimé, vous le posez en termes de...

M. Mercier: Premièrement, je vois en tête une structure et puis deuxièmement, j'ai aussi en tête, évidemment en tant que maire, une autre façon pour le Québec d'organiser sa tutelle. Pour le moment, la tutelle du Québec sur les villes est étroite et par conséquent coûteuse. Chaque fois qu'elle exerce un contrôle de plus, ça fait une chose de plus qui devra être faite par deux fonctionnaires: un à la ville et un à Québec. On ne peut pas imaginer combien cette structure actuelle est lourde et ralentissante pour nos activités.

Nous voudrions que, par exemple, la loi ne dise plus, bien que ce ne soit pas bien grave, que nous ne pouvons pas tenir de réunions avant 6 heures du soir. Nous ne pensons pas que le Québec ait à s'occuper de questions pareilles... Avant, nous avions le droit d'exproprier dans des parcs industriels à des fins industrielles. Et maintenant c'est encore le cas, sauf qu'on vient d'en exclure les activités industrielles hôtelières. Ça nous tombe sur le dos comme ça, alors que nous autres nous avions tout un plan en cours pour, justement, une activité hôtelière. Paf! on vous dit tout d'un coup: Vous ne pouvez plus. Ça freine, ça nuit au développement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Beaumier.

M. Mercier: Est-ce que j'ai répondu à votre question?

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez répondu, M. Mercier.

M. Mercier: Pas suffisamment.

Le Président (M. Michel Bélanger): Pas suffisamment, mais vous allez pouvoir enchaîner. M. Beaumier.

M. Beaumier: M. le Président, mon collègue...

M. Mercier: J'espère qu'il va poser la même question et je pourrai continuer.

M. Beaumier: Mon collègue va pouvoir continuer, c'est à peu près dans la même veine que mes questions vont se poser. Je voudrais tout simplement saluer mon collègue M. Mercier, qui est aussi à la table du conseil d'administration de l'Union des municipalités. Quand on connaît le dynamisme de monsieur Paul, comme on l'appelle aimablement chez nous dans sa région, on n'est pas surpris de voir qu'il défend l'autonomie des régions.

Et c'est justement dans cette lancée-là que je voudrais continuer ma question. Vous affirmez, d'une façon sans équivoque, qu'il faut obligatoirement retourner aux régions; il faut faire en sorte que tout le monde soit impliqué et il y a une chose très intéressante dans votre mémoire. À la page 32, vous dites: "Nous pensons très sérieusement que les députés doivent jouer un rôle de premier plan tout autant que le milieu municipal et les principaux agents socio-économiques". Seulement vous dites à la page 33: "L'idée que le ministre Marc-Yvan Côté avait mise de l'avant en 1986-1987 allait dans cette direction", et vous nous parlez entre parenthèses, un tiers de députés, un tiers de municipalités, un tiers de socio-économiques.

Dans la lancée que vous aviez avec M. Bouchard, et je pense que c'est un peu cette idée-là que vous vouliez poursuivre, moi je voulais tout simplement vous faire une petite mise en garde, ou peut-être, pour que vous puissiez élaborer là-dessus. Vous savez aussi que dans l'idée du ministre Marc-Yvan Côté, le un tiers, un tiers, un tiers, était aussi dans les dépenses et dans les moyens de subventionner les organismes. On se souvient de ce qu'on avait connu dans le transport: un tiers les municipalités, un tiers les usagers, un tiers le gouvernement. Et vous parlez aussi de fonds régionalisés. J'aimerais que vous essayiez d'expliquer ça et d'éclairer ça d'une façon municipale.

M. Mercier: C'est-à-dire que nous considérons la région comme pouvant recevoir, en tant que telle, un pouvoir exécutif. Maintenant que nous mettons cette proposition de un tiers, un tiers, un tiers, pour illustrer notre idée, nous n'avons aucune idée préconçue quant à la répartition. Et puis ensuite, tel que je l'avais lu moi, c'était la manière de composer cet exécutif et non pas du tout la manière de répartir sa façon de la financer. Ce que nous voulons dire, c'est que des ressources que le provincial consacre au développement devraient, de façon plus importante, être remises à la disposition des régions, sans que pour cela je demande à Québec de renoncer à son pouvoir de tutelle. Je n'ai jamais dit que nous voulions la souveraineté-association des Laurentides. Mais nous voulons un exécutif régional. Est-ce que ça répond à votre question?

M. Beaumier: Une partie.

M. Mercier: En partie.

M. Beaumier: Oui.

M. Mercier: Quelle est celle qui n'a pas de réponse?

M. Beaumier: C'est la façon dont les gens vont être choisis. C'est que si c'est un tiers, un tiers, un tiers, il y a des gens et des municipalités qui vont être exclus nécessairement. Dépendamment de la grosseur des régions, il y aura des différences de participation. Il y a des régions où vous aurez peut-être 5, 6 MRC, peut-être 65 municipalités.

M. Mercier: Je comprends...

M. Beaumier: Si vous faites une répartition, on veut avoir une équité au sein des comités. Et le un tiers, un tiers, un tiers, il faudra que vous vous exprimiez d'une façon un peu plus claire pour mon entendement. Qui va déterminer qui sera à la table?

M. Mercier: Je crois que M. Benoît a bien une idée là-dessus.

M. Benoît (Jocelyn): Je pense qu'on a en région via les sommets économiques des tables de concertation, des moyens. On a des MRC, la représentation municipale peut se faire à travers les MRC. Tiers, tiers, tiers, dans une troupe, ça ne donne pas un nombre limite de personnes. Ça peut être 30, ça peut être 40, ça peut être 50. Mais tiers, tiers, tiers, ce qu'on visait, c'est d'avoir des représentants de façon équitable des municipalités, des élus municipaux pour se prononcer sur des grandes questions régionales. Des gens du milieu socio-économique pour faire un certain équilibre aux grandes préoccupations de développement régional moins centrées sur l'aspect politique des élections et aussi une participation active de la députation, tant celle au pouvoir que de l'Opposition.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Dufour, qui sera suivi de M. Nicolet.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je dois dire que j'ai beaucoup aimé certains volets du mémoire. Je me réfère notamment à la dernière entente fédérale-provinciale dont vous parlez, qui a été signée en 1988 et qui devait injecter plus ou moins un milliard dans l'économie de la région. Vous dites que ça vient à peine de commencer à être mis en œuvre, mais avec aucun argent neuf, et vous concluez en disant: il y a cependant une structure nouvelle pour comptabiliser les dépenses. Ça vous permet de dire un petit peu plus loin - et je la trouve excellente aussi. Toute bureaucratie qui se

respecte à le pouvoir de transformer une solution en problème. Je vais vous amener dans un problème très concret que vous vivez dans la région. Comme M. Bouchard, je n'avais pas vu moi non plus que le mémoire optait aussi clairement que ça pour la souveraineté-association, ça m'aide pour ma question. On va parler de Mirabel. On a fait le débat autour de Dorval, autour de Mirabel, dans le cadre évidemment fédéral depuis maintenant plusieurs années. Vous avez mentionné dans votre mémoire que plus ou moins 5500 emplois dépendent de Mirabel. Il y a actuellement une organisation, je ne sais pas comment on l'appelle exactement mais...

M. Mercier: SOPRAM.

M. Dufour: Heu...

M. Mercier: SOPRAM.

M. Dufour: Oui, le comité qui regarde les orientations avec nos deux aéroports. Dans ce Québec souverain dont vous nous avez parlé en conclusion, dont vous ne parlez pas dans votre mémoire, comment gérez-vous ce dossier de l'aéroport de Mirabel?

M. Mercier: M. Dufour, nous disons que les fonctionnaires font des problèmes avec les solutions; vous, c'est l'inverse, vous me soumettez un problème et vous en demandez la solution.

M. Dufour: Est-ce qu'il y a problème?

M. Mercier: Bien évidemment. C'est-à-dire que vous savez que ce dont il est question, c'est que les deux aéroports de Montréal soient gérés par une même structure dans laquelle les pouvoirs locaux s'impliqueraient et c'est cette structure qui s'appellerait le SOPRAM. Ce rôle, que ce soit sous un régime fédéral ou bien dans un État québécois souverain ce rôle resterait dans cet organisme composé d'intérêts régionaux. M. Ducharme?

M. Ducharme (Claude): Je veux peut-être ajouter un élément d'information. L'aéroport de Mirabel a été développé depuis les années 1969-1970 sur la base d'orientations nationales identifiées par le gouvernement fédéral dans lesquelles la région n'avait aucun mot à dire, et on a vu le développement de Mirabel stagner pendant de nombreuses années. Bon, ça aurait pu être n'importe quel gouvernement, je ne veux pas attaquer en soi un gouvernement mais... Ce qu'on dit essentiellement, c'est qu'à partir du moment où les priorités d'intervention, les priorités d'action sont identifiées par ceux qui sont dans le champ, dans les régions, ceux qui interviennent, ça donne des résultats beaucoup plus

intéressants. L'exemple de Mirabel, de son transfert de gestion vers SOPRAM qui est une société qui regroupe l'ensemble du Montréal métropolitain, je pense qu'il amène des éléments très intéressants au niveau des possibilités de développement. On va peut-être enfin voir décoller cet aéroport-là et donner des retombées économiques en région qu'on n'a pas eu beaucoup à date.

M. Dufour: Peut-être une dernière question. Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris tout à l'heure le président Mercier. Dans une souveraineté-association, il y avait quand même un certain nombre de pouvoirs que vous laissez à Ottawa et j'ai compris justement que vous laissiez le transport ou, en tout cas, une partie du transport. Est-ce qu'on peut comprendre que les aéroports de Dorval et de Mirabel dans un Québec souverain continueraient de relever du fédéral?
(11 h 30)

M. Mercier: Répondez-vous à ça?

M. Ducharme: Ce que le sondage traduit c'est l'orientation que les membres ont donné, de dire: Le transport, compte tenu des interrogations qu'il y a dans le transport aérien et ferroviaire, notamment, entre le Québec et les autres provinces, ils ont vu là une certaine continuité et ont dit: Bon, ce serait intéressant qu'il y ait, dans le fond, une harmonisation dans les systèmes de transport, et j'en conclus, une forme de juridiction qui resterait au niveau fédéral, comme tel, que ce soit aérien ou ferroviaire, je pense notamment à ces deux-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Nicolet qui sera suivi de Mme Simard.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président. Dans un premier temps, permettez-moi de tâcher d'approfondir une dimension de votre exposé qui me semble importante. Vous parlez d'un sondage sur lequel vous vous êtes basés pour préparer le document, le rapport que vous présentez. Est-ce que vous pourriez nous résumer brièvement qui a été consulté et quel a été le taux de réponses au sondage, s'il vous plaît?

M. Mercier: Ce qui s'est passé, c'est que nous avons envoyé, assez tardivement, un questionnaire à nos membres qui sont pour 18 % des municipalités, 57 % des entreprises privées, 24 % des organismes. Nous avons envoyé ces questionnaires à tout le monde, et nous devons avoir aujourd'hui entre 42 % et 44 % de réponses, bien qu'ici le dépouillement était de 25 % parce que c'était il y a deux ou trois jours. Les pourcentages n'ont pas changé de façon significative. Je dis qu'un tel échantillon est significatif et j'étais professeur de statistique.

M. Nicolet: Est-ce que vous pourriez quantifier?

M. Mercier: Oui, il y a 250 membres. À ce stade-ci on doit en avoir reçu environ 90 ou 100, ce qui est très largement significatif.

M. Nicolet: Je vous remercie. Dans un deuxième temps je voulais m'arrêter quelques instants sur cette notion d'un palier régional qui, je crois, si je lis correctement votre texte, se verrait confier un pouvoir de taxation. Est-ce que j'ai mal compris?

M. Mercier: Ah, je pense, c'est-à-dire que le palier régional ne serait pas élu par la population, et je ne crois pas que nous ayons dit qu'il aurait un pouvoir de taxation.

M. Nicolet: Bon...

M. Mercier: À quelle page, M. Nicolet?

M. Nicolet: Je me réfère à un résumé qui nous a été présenté et j'essaie de le retrouver... Je vous fournirai le renseignement par la suite, mais enfin je me référais à un résumé que j'ai devant moi.

M. Mercier: Non, la région n'aurait pas de pouvoir de taxation.

M. Nicolet: Donc ce serait essentiellement un palier consultatif, ou est-ce que ce serait un palier qui serait décisionnel?

M. Mercier: Mais ce serait un palier doté d'un pouvoir exécutif et non pas législatif. Par exemple, regardez la manière actuelle dont... en somme il faudrait une loi-cadre du développement régional, donnant un rôle plus important à la région. Pour le moment, quand le gouvernement fait un nouveau programme... enfin un programme comprend quatre étapes: la planification, la réglementation, le financement, et l'opérationnalisation, et nous ne sommes pas partie prenante à chacune de ces quatre parties, même s'il s'agit de nous. Par exemple la réglementation, pour prendre un exemple. Prenons la forêt, nous avons une réglementation qui, se fondant sur l'ensemble de la forêt québécoise, pense surtout aux résineux, et chez nous il y a des feuillus. Et puis c'est normé comme ça, tu dois prendre la norme telle qu'elle est.

M. Nicolet: Mais exécutif dans les champs de compétence du Québec ou exécutif dans les champs de compétence municipale?

M. Mercier: Monsieur...

M. Benoit: M. Nicolet, un exemple très concret d'échanges qu'on a abordés avec certains

de nos collègues qui sont députés. Chaque année il y a des programmes de développement régional. En régions, ce qu'on vous demande, c'est un minimum de 2 000 000 \$, qui vont être répartis pour les priorités régionales. On parle par exemple de la forêt, on a une caractéristique particulière dans notre région, on a une forêt mixte, feuillus mélangés et ça touche en particulier une MRC.

Mais les programmes ne permettent pas facilement d'aménager les besoins de la région aux programmations gouvernementales. Ces 2 000 000 \$ annuels dans le cadre des rencontres annuelles de concertation avec les gens du gouvernement nous permettent, pas de dépenser mais d'orienter les dépenses gouvernementales à partir de nos priorités. Ça, c'est fondamental dans le développement régional.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à Mme Simard.

Mme Simard: Merci. Je pense que votre présentation a été très claire quant à vos préoccupations. Je vous remercie d'avoir souligné que votre région comporte, possède des sous-régions où il y a un état de pauvreté assez grand et que dans certains cas, comme vous l'avez mentionné, certaines MRC sont dans les plus pauvres du Québec.

Vous avez un organisme de concertation qui a été consulté, qui opte évidemment pour des options assez claires quant à la décentralisation d'un certain nombre de pouvoirs. Vous vous prononcez aussi très clairement sur les choix politiques. Je voudrais vous entendre davantage, puisque vous êtes une corporation de développement économique, sur votre conception du développement économique et aussi, on sait qu'un développement économique ne peut pas se faire ou ne doit pas se faire à tout le moins en ne songeant pas aux aspects sociaux ou aux conséquences sociales aussi de ce développement. J'aimerais que vous élaboriez un peu sur le type de développement économique que vous souhaitez réaliser dans votre région et pour lequel d'ailleurs vous réclamez une décentralisation des pouvoirs.

M. Mercier: Le développement économique que nous voyons consisterait notamment, si nous avions les mains libres, à permettre à la région de continuer sans entrave la marche qu'elle a commencée vers une tertiarisation accrue de ses activités, ce qui, en général, constitue pour les personnes qui travaillent dans ces activités une meilleure rémunération que dans certaines activités primaires ou secondaires.

Malheureusement, prenons par exemple le tourisme. Nous avons un grand projet qui est de remplacer la ligne de chemin de fer de Saint-Jérôme à Mont-Laurier, qui est désaffectée, par un parc linéaire, c'est-à-dire une piste équestre

et une piste cyclable qui seraient vraiment la colonne vertébrale de la région. Nous ne parvenons pas à trouver les ressources parce que le Québec dit qu'il n'a pas d'argent et ce n'est pas possible que notre région apporte tout ce qu'il faut pour faire ce développement-là.

Si nous avions l'autonomie requise et les moyens requis pour mettre l'argent sur ce que nous savons être les priorités, nous mettrions, et ce n'est qu'un exemple, de l'argent sur ce projet-là parce que nous savons que si nous laissons passer cette occasion de doter cette région touristique de cet outil-là, c'est perdu à tout jamais parce que la voie va être démembrée. Je vous donne un exemple concret pour vous montrer combien un minimum d'autonomie dans notre région et de moyens nous aiderait à favoriser le passage vers des activités plus rentables.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au bloc de questions du groupe du parti qui forme le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: M. Mercier, M. Ducharme, M. Benoit, merci d'être avec nous ce matin. Vous nous présentez un mémoire qui est un peu dans la même lignée que celui que nous avons eu aussi ce matin, le mémoire du Sommet économique régional permanent, et vous plaidez fortement pour le développement économique régional. Vous avez raison. On ne fait pas assez, comme on le mentionnait, pour décentraliser nos prises de décisions en ce qui regarde le développement économique du Québec. Lorsqu'on critique le fédéralisme canadien comme étant trop centralisé, dédoublement, etc., il y a beaucoup de ces critiques finalement qui pourraient s'appliquer à nous, de la façon que nous gérons ici au Québec. Le problème du Canada principalement, c'est un pays qui est très vaste, faiblement peuplé et au Québec, nous avons un territoire très vaste, faiblement peuplé aussi, nous sommes à peine, pas tout à fait 7 000 000, et nous avons donc des régions qui sont très articulées, qui ont, à bien des égards, des spécificités très marquées et qui veulent la reconnaissance d'une autonomie en ce qui regarde la prise de décision de leur développement, entre autres le développement économique régional, et avec raison. Il faudrait probablement penser, à un moment donné, à une formule inspirée du fédéralisme pour essayer de concilier cette décentralisation et le problème que nous avons avec un territoire si vaste, avec une population quand même si dispersée sur le territoire.

Vous prenez parti pour la souveraineté-association. Cependant, hier, nos amis les économistes sont venus nous dire: Attention, sur le plan économique, la souveraineté peut signifier des conséquences économiques sérieuses dans la période de transition, de négociations comme

telle. Est-ce que ça vous a fait réfléchir d'entendre les économistes faire cette mise en...

M. Mercier: Tout d'abord, M. Rémillard, c'est évident qu'on pourrait facilement s'opposer des arguments d'autorité, puisque je ne suis pas économiste. J'aurais peut-être tendance à vous dire: Je m'incline devant ces compétences. Pour commenter la première partie de votre intervention, je vous ferais remarquer qu'il existe comme une pesanteur et une gravitation du pouvoir qui fait que le fédéral pèse sur le provincial, que le provincial pèse sur les régions et aussi sur les municipalités, et que les municipalités, n'ayant personne en dessous, elles, pèsent sur le contribuable. Il n'y a rien d'autre à faire. Maintenant, quant à la question de voir s'il faudrait... Votre question, précisément, c'était...

M. Rémillard: Vous dites dans votre mémoire, à la page 18: "Les considérations financières trouveront une solution assez rapidement." Moi, je faisais référence à ce que les économistes nous ont dit hier. Vous plaidez pour le développement économique régional, alors, j'essayais de faire les liens et je vous posais simplement la question: Est-ce que ça ne vous fait pas réfléchir?

M. Mercier: Oui. C'est évident que ce que nous disent les économistes doit être pris en considération. Vous comprendrez que, moi, de cette étude, je n'en ai lu que ce qu'il y a dans les journaux et que je n'ai certainement pas élaborer une argumentation contre ce que disent ces économistes, faute de temps et de compétence. Maintenant, je crois me rappeler que ces économistes ont aussi dit que le Québec souverain était parfaitement viable - ils ont dit cela - et que les difficultés seraient transitoires, ce que, dans mon incompetence, je serais prêt à accepter.

M. Rémillard: À la page 17 de votre mémoire, j'essaie simplement de comprendre le sens que vous voulez donner à cette souveraineté-association. À la page 17 de votre mémoire, sous le titre "Les acquis fédéraux dans la région", vous dites ceci et je vous cite: "Les programmes et les services qui s'appliquent chez nous, sont les mêmes qui s'appliquent à la grandeur du Québec. Il est cependant très important que ces programmes et services continuent d'être dispensés sur notre territoire même s'ils sont rattachés à une autre autorité." Qu'est-ce que ça signifie ce passage? Est-ce que votre souveraineté-association, finalement, retiendrait l'autorité fédérale?

M. Ducharme: Peut-être, M. Rémillard, pour répondre, quand on parle de programmes et services, prenons le cas de l'assurance-chômage.

Dans une perspective où le gouvernement du Québec rapatrie les pouvoirs à ce niveau-là, ça veut dire que les chèques d'assurance-chômage doivent continuer d'arriver chez ceux qui en ont besoin. C'est aussi simple que ça. C'est la perspective dans laquelle ça a été dit.

M. Rémillard: Ah bon! Si je comprends bien, ce que vous venez de dire c'est que les services qui existent présentement par des juridictions fédérales, vous aimeriez les conserver s'ils dépendent de la juridiction de la province.

M. Ducharme: Bien ou! C'est clair. Je pense qu'il n'y a personne qui veut perdre des acquis nulle part. S'il y a des choses qui se font, tout le monde souhaite qu'elles se fassent. On dit cependant d'être vigilant quant au coût des services – et M. Mercier en a parlé abondamment – sur les coûts de services et sur les spirales, je dirais, inflationnistes de dépenses des gouvernements au sens général. C'est rare qu'on voie des gouvernements compresser des dépenses ou couper des fonctionnaires, ou des fonctionnaires décider de se couper eux-mêmes. On a tendance, même, quand on distribue des pouvoirs ou des responsabilités à des niveaux inférieurs, à conserver la même structure administrative d'un gouvernement supérieur; alors qu'on a délégué en bas les responsabilités. Prenons le cas du scolaire. Il y a quelque 300 000 000 \$ qui ont été chipés dans la cour des commissions scolaires. À notre connaissance, ça venait du déficit fédéral qui a envoyé ça au Québec et, ensuite, Québec a envoyé ça aux commissions scolaires. Le fédéral n'a pas coupé 350 fonctionnaires. Le Québec n'a pas coupé 4 étages du ministère de l'Éducation à Québec sur les 22 parce qu'il dit: J'envoie les responsabilités en bas. Sauf qu'en bas, ce sont les gens qui paient. Et c'est là le problème. Les services n'augmentent pas, ni en termes de qualité ni en termes de quantité, mais on paie de plus en plus cher. Et cet argent-là n'est pas productif en régions.

(11 h 45)

M. Rémillard: Si on se réfère donc à une nouvelle juridiction pour le Québec, qui lui donnerait pleine juridiction sur le développement économique régional, ce qui serait très souhaitable, j'en conviens avec vous, quelle est la structure qui vous paraîtrait la plus adéquate dans les objectifs que vous nous proposez dans votre mémoire? Parce que vous nous faites référence aux structures actuelles, vous semblez les critiquer et vous nous dites même en conclusion, j'ai cru voir en conclusion quelque part, que c'est le temps de passer de la concertation à la réalisation.

M. Mercier: Oui.

M. Rémillard: Qu'est-ce que vous voulez

dire par cette phrase-là?

M. Mercier: Bien, je veux dire que la souveraineté-association, de la manière dont nous la voyons en ce sens d'avoir élaboré sur des aspects techniques ou détaillés... Prenons par exemple, pour prendre des exemples dans le passé, la spécificité de la collectivité hongroise dans l'empire d'Autriche en Hongrie s'est trouvée satisfaite dans un cadre nouveau, en 1868 ou à peu près, de la double monarchie Autriche-Hongrie. C'étaient deux égaux, l'Autriche et la Hongrie étaient désormais deux égaux qui déléguaient souverainement certains pouvoirs à la tête. On a eu la même chose avec la Suède et la Norvège, en 1805. Il y aurait deux égaux qui pourraient, dans notre cas, être le Québec et le reste du Canada, ou peut-être même dans le reste du Canada qui lui-même, s'il le désire, pourrait constituer deux ou trois entités. Ce seraient, disons, deux États égaux, souverains qui auraient certains services qu'ils mettraient en commun dans l'ensemble, qui porterait quelque nom que ce soit, de cet ensemble d'États souverains. Est-ce que ça répond à votre question?

M. Rémillard: Je vous remercie, M. Mercier.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Merci, M. le Président. D'abord, si on peut dire qu'à la Commission certains prétendent qu'il y a beaucoup d'effervescence autour de la souveraineté-association, je pourrais vous dire que là où cette effervescence devient pétillante, c'est lorsqu'on parle des régions. On en parle d'abondance, on en parle bien et, pour un, je suis convaincu de cette nécessité de décentraliser et d'aller plus loin. On parle toujours du coût de cette double structure, de cette duplication et d'argent non productif, etc. Est-ce que vous avez déjà fait le bilan? Est-ce que vous avez déjà fait l'évaluation? Parce que moi, on me dit le coût. Je veux bien mais, pour moi, c'est de la poésie. Je m'excuse à mon collègue M. Turgeon. Pour moi, c'est de la poésie et les décisions vont se prendre sur des bilans. Alors...

M. Mercier: Si vous pouviez me trouver un comptable qui... C'est vrai ce que vous dites, ce serait un bilan à faire. Je crois que M. Turgeon est comptable, si je crois comprendre?

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Ne soulevez pas le problème plus loin, je vous en prie!

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Non, il est le président de l'Union des artistes. C'était

l'allusion à la poésie.

M. Mercier: M. Turgeon, c'était la poésie.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça épuise le temps pour ce bloc de questions et nous passons maintenant à M. Léonard.

M. Léonard: M. le Président, je voudrais d'abord souligner, en commençant, la présence de ma collègue Jocelyne Caron, députée de Terrebonne ici, à cette table, dont le comté est en partie dans la région des Laurentides. Je voudrais aussi remercier M. Mercier et ses collègues pour venir ici à cette Commission. Je voudrais d'abord souligner qu'à mon sens, après avoir lu le mémoire, son exposé a dépassé... C'est qu'il est écrit dans le mémoire en termes de prise de position et ça va m'amener à poser une question rapide, si vous le permettez. Compte tenu que vous avez pris position en faveur de la souveraineté-association, est-ce que vous considérez que le peuple devrait être consulté sur cette question le plus tôt possible, disons après le rapport de la Commission ou le plus tôt possible après le rapport de la Commission? Est-ce que le mode d'une consultation par référendum vous apparaîtrait approprié sur cette question?

M. Mercier: Tout d'abord, vous avez tout à fait raison de dire que mon exposé est allé plus loin que le texte, pour l'excellente raison que voici. C'est que, pour des raisons techniques, les résultats du sondage nous sont arrivés trop tard et nous n'osions pas nous prononcer, vous comprenez, sans avoir en main la certitude que le milieu nous suit. C'est pour ça que j'ai tenu à faire un exposé verbal, un peu différent du texte.

Au sujet du référendum, c'est l'une des questions que nous posons et la question c'était: Je suis favorable à la tenue au Québec d'un référendum sur son avenir constitutionnel. Et 90 % des personnes ont dit, oui. Mais je dois vous dire que la question ne précisait pas si c'était un référendum avant ou après une élection. Mais le principe du référendum, nous en voulons à 90 %.

M. Léonard: Très bien. M. Mercier, vous avez pris position pour la souveraineté-association, mais vous avez aussi parlé des pouvoirs partagés, dans le cadre de l'association, j'imagine bien. Et vous avez parlé, en particulier, de la défense et des affaires extérieures, et d'autres aussi, mais sur ce plan-là je suis heureux que vous ayez traité de cette question dans le cadre de nos travaux, parce que peu d'intervenants en ont traité. Et il s'agit-là, à mon sens, d'une question fort importante, parce que les dépenses de défense constituent une part importante du

budget fédéral et des pays souverains en général, quelles que soient les positions par rapport à l'utilisation de la force, indépendamment de tout cela. Mais est-ce que vous ne considérez pas que les questions de défense dans le continent nord-américain touchent tout le continent et, au fond, débordent même le cadre canadien? Ces questions sont débattues autant avec les États-Unis et peut-être plus avec les États-Unis qu'avec le Canada. Et, au fond, s'il s'agissait de pouvoirs partagés, ils seraient partagés à trois: États-Unis, Canada, Québec. Dans ce cadre-là, il semble que l'association prend une autre couleur, d'autant plus que, à mon sens, les retombées économiques, en ce qui concerne les investissements en matière de défense, sont toujours très importantes, y compris pour notre région. Si on pense à Bell Helicopter, si on pense Dowty Aerospace, etc., tout ce qui peut se greffer autour du développement de Mirabel, on peut penser qu'il va y avoir des retombées importantes. Est-ce que vous ne pensez pas qu'on doit envisager, à trois plutôt qu'à deux, les matières de défense? Et d'autre part, sur la question des affaires extérieures il me semble que vous laissez aller un gros morceau. Parce que, au fond, pour le Québec, ça sera très important d'avoir un accès direct aux affaires extérieures et aux autres pays plutôt que de transiter par des ambassades que nous ne contrôlons que difficilement?

M. Mercier: M. Léonard, vous avez un talent diabolique pour découvrir les points, je ne dis pas faibles, mais difficiles de notre mémoire, en ce sens que le sondage nous donne des réponses très partagées. Je vais vous les donner. Pour la défense nationale, 45 % d'entre nous sont pour la partager entre deux niveaux, et 42 % sont pour que ce soit exclusivement fédéral, et 8 % pour une armée québécoise simplement. Quand on dit le fédéral, pour la structure commune plus exactement. Ceux qui optent pour la structure commune sont certainement d'avis que des ententes avec les États-Unis devraient se faire par l'intermédiaire de leur structure commune aux États souverains qui constitueraient l'ancien Canada. Tandis que, par contre, ceux qui sont pour le pouvoir partagé ne verraient pas d'inconvenient à ce que ce soit à trois.

M. Léonard: Vous seriez d'accord que ce sera une décision à prendre par le Québec, après que le principe de la souveraineté ait été acquis, je suppose?

M. Mercier: Oui.

M. Léonard: Je voulais simplement souligner que vous parlez aussi des communications, des transports, ça m'apparaît évident, parce que les deux parties du Canada devront nécessairement se rejoindre. Et je pense qu'en termes d'associa-

tion, ça m'apparaît nécessaire qu'il y en ait une avec le Canada.

Je voudrais toucher un autre point, à mon sens, sur le plan interne. Vous parlez du pouvoir des régions et un certain nombre d'intervenants en traitent aujourd'hui. Ma question, à mon sens, touche la façon dont on le fait, et je pense que c'est une façon très importante de faire la chose. Est-ce qu'il s'agit, dans votre esprit, d'un partage de pouvoirs entre Québec et les régions - et on pourrait qualifier de région une réalité qui est très diversifiée et très mouvante aussi - en laissant un pouvoir résiduaire au Québec? Ou, est-ce que, pour vous, le pouvoir est entier au Québec souverain, avec des délégations dans des matières très importantes, avec de larges faisceaux à des régions ou des MRC? Est-ce qu'il s'agit de pouvoir partager ou de pouvoir déléguer?

M. Mercier: Je crois avoir dit que je ne veux pas faire la souveraineté-association des Laurentides. Si c'étaient des pouvoirs partagés, ce serait une souveraineté-association. Nous ne contestons pas que Québec continue à exercer des pouvoirs de tutelle et que Québec fasse des délégations. Sauf que ces délégations vers les régions dont on parle depuis si longtemps et qui ne se font jamais, et cette déconcentration aussi vers les régions, c'est cela que nous voulons et comme je l'ai dit tantôt, nous voulons un pouvoir accru de la région dans les quatre étapes des règlements des programmes gouvernementaux de sorte que nous voyons plutôt une délégation des pouvoirs beaucoup accrue et aussi une réglementation plus souple et plus légère et par conséquent moins coûteuse, mais n'ayant d'ailleurs pas de pouvoir de taxation au niveau régional, je vois mal comment nous y aurions un gouvernement, une assemblée.

M. Léonard: Je comprend que, au fond, l'autonomie s'exercerait dans le cadre d'une législation déléguée même très largement avec des pouvoirs de taxation qui vont en conséquence.

M. Mercier: Oui, mais une plus grande souplesse dans les programmes.

M. Léonard: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Deux minutes Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci M. le Président. D'abord je voudrais vous remercier d'avoir pris position clairement. Ça faisait déjà un moment qu'on l'attendait et de votre organisme, c'est important. Je partage la confiance que vous avez dans les régions quant à leur capacité de gérer leur développement. Vous énoncez aux pages 31, 32 et 33 les principales responsabilités qui

devraient être confiées aux régions, ce avec quoi je suis d'accord. Cependant, vous dites que la meilleure structure porteuse pourrait être celle que proposait M. Côté, tiers députés, tiers municipal et tiers socio-économique. Nous avons eu sensiblement le même débat au moment où l'on s'interrogeait sur la nature et la structure qui pourrait porter la décentralisation en matière de santé et de services sociaux et le problème que posait la structure que vous suggérez, c'est que vous avez partie élus et partie socio-économique et tous nous savons que les élus doivent rendre compte de leur administration qui peut être désavouée et le citoyen peut, à l'occasion d'une élection, le changer parce que non satisfait, alors que vous avez un tiers des membres qui, lui, n'est pas soumis aux mêmes règles et ça posait, selon les spécialistes en la question, un problème d'équité ou d'imputabilité. Alors moi, je ne peux pas dire que je me suis branchée là-dessus, mais j'aimerais un peu vous entendre par rapport à ce pouvoir de désaveu des élus comparativement aux non-élus et comment vous allez parler d'imputabilité dans ces cas-là.

M. Mercier: Madame, ce que nous avons dans le texte, c'est l'idée que le ministre Marc-Yvan Côté avait mise de l'avant, c'était pour illustrer notre proposition, c'était même décentralisation auprès des élus et des usagers. Madame, je vous concède que, dans une telle structure, la position des députés devrait être définie et serait difficile parce que, enfin, un député a d'abord un pouvoir législatif collégial et ensuite il doit aussi pousser les intérêts de sa région. Ici, c'est évident que sa position serait difficile et devrait être parfaitement définie. Ceci concerne la difficulté. Je suis conscient de la difficulté.

Mme Blackburn: Parce que c'est aussi vrai pour les élus municipaux que les élus à l'Assemblée nationale.

M. Mercier: Oui, mais en tant qu' élu municipal, je suis aussi à la Corporation de développement des Laurentides qui, évidemment, n'est pas une structure décisionnelle, je suis à la MRC, qui pourrait éventuellement prendre majoritairement des décisions devant lesquelles je devrais m'incliner, c'est une situation qui arrive.

M. Léonard: M. le Président, je voudrais féliciter M. Mercier de la clarté de ses idées.

M. Mercier: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors M. Mercier vous êtes doublement félicité, puisqu'il me faut aussi vous féliciter et vous remercier, au nom de la Commission, de vous être présenté devant nous ce matin, et de nous avoir exposé les idées de la Corporation régionale de dévelop-

pement des Laurentides. Je remercie également M. Ducharme et M. Benoît qui vous accompagnaient. Je vous prie, en acceptant nos remerciements, de maintenant libérer la table pour M. A.-Richard Côté qui viendra vous succéder.

(Suspension de la séance à 12 h 1)

(Reprise à 12 h 4)

Le Président (M. Michel Bélanger): Messieurs et mesdames les membres de la Commission, M. Côté, si vous voulez bien maintenant procéder. Nous avons une présentation qui va durer au plus 30 minutes, ce qui veut dire que vous avez cinq minutes pour présenter le mémoire. Ensuite, il y aura 10 minutes de questions pour les membres en général, 5 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 5 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement. M. Côté, les membres ont reçu votre mémoire et je vous prie maintenant de le présenter verbalement. Il n'est pas nécessaire de lire le texte, vous faites une présentation de cinq minutes. La parole est à vous.

M. A.-Richard Côté

M. Côté (A.-Richard): Bonjour, mesdames et messieurs les commissaires. Je vous remercie tout d'abord...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous interromps une seconde pour demander à ces messieurs et dames près de la porte de soit rentrer, soit sortir, mais choisir. Et vous, je vous prie maintenant de commencer.

M. Côté: Bon. Alors, je recommence. Je vous remercie tout d'abord de m'avoir permis de présenter cette esquisse pour un Québec nouveau dans une communauté d'État souverain. C'est une stratégie qui permettrait au Québec et aux autres nations du Canada de rediviser le territoire pour mieux correspondre aux aspirations nationales de toutes les populations actuelles. En vertu des principes internationaux, chaque nation a droit à son territoire national sur lequel elle se trouve dominante et peut ainsi s'épanouir en tant que société distincte. Chaque individu a le droit de décider à quelle nation il appartient. Or, les partages territoriaux du passé ont été dictés plutôt par la suprématie militaire que par les différences culturelles. Les événements récents au Québec, en Europe de l'Est et dans le golfe Persique démontrent la nécessité de normes universelles de juridiction territoriale basée sur le respect des groupes nationaux de toutes tailles.

Examinons la situation actuelle du Québec et du Canada. La nation francophone occupe

presque tout le Québec, près de la moitié du Nouveau-Brunswick et certaines portions de l'Ontario, du Manitoba et d'autres provinces. Le reste du Canada est occupé principalement par la nation anglo-canadienne. Les nations autochtones ainsi que des groupes minoritaires des nations dominantes et des groupes nationaux d'immigration récente sont disséminés un peu partout sur des territoires relativement petits. Tous ces groupes nationaux, sauf le dominant, sont constamment obligés de gaspiller leur énergie dans la lutte pour la survie culturelle. Les régions périphériques souffrent de la domination économique du centre parce que chaque province, à elle seule, est trop petite pour tenir tête au Québec et à l'Ontario. La majorité des anglophones refuse l'idée d'un bilinguisme pancanadien. S'ils ont rejeté avec les Premières Nations l'accord du lac Meech, c'est qu'il accordait au Québec une distinction qu'ils aimeraient avoir eux aussi.

La plupart des citoyens du Canada sont actuellement favorables à la création de blocs régionaux distincts et autonomes. De nos jours, l'indépendance totale c'est une utopie. Avec la mondialisation de l'économie, l'interdépendance est devenue la règle entre les états voisins ou même lointains. Ce que cherchent plutôt les peuples concernés, c'est l'identité et la souveraineté régionales ou nationales dans le respect mutuel des autres régions nations. Nous sommes à l'aube d'un nouvel ordre mondial basé sur la concertation à tous les niveaux plutôt que sur des structures de puissance des blocs de l'après-guerre. La conjoncture actuelle ne pourrait être plus favorable à la souveraineté. La majorité des francophones la souhaite intensément, ainsi que les nations autochtones. La plupart des anglophones des autres provinces en ont assez du gouvernement fédéral et désirent se regrouper en régions autonomes. Le Québec devrait s'allier directement avec les autres Canadiens mécontents pour appuyer leurs revendications territoriales en échange de leur appui au nôtre. Seule cette coalition sera assez forte pour retirer du gouvernement fédéral les pouvoirs très centralisateurs qu'on lui a donnés dans le passé. C'est elle aussi qui forgera la nouvelle communauté économique canadienne.

Voici les grandes lignes du plan d'action que je propose pour arriver au résultat décrit plus haut. Premièrement, et c'est peut-être l'aspect le plus important, il faut réclamer le statut d'État distinct et souverain pour un territoire composé du Québec, et des régions francophones contiguës du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario, ainsi que des autres territoires francophones enclavés ailleurs au Canada. Alors, c'est un concept de territoire national très différent de ce qu'on a connu dans le passé, en ce sens qu'il est morcelé. Il faut aussi conclure une alliance avec les nations autochtones et les régions nations anglo-canadiennes qui veulent

obtenir un statut vaguement semblable; élaborer avec nos alliés, sous l'égide de l'ONU — ça c'est très important parce qu'il y a une dimension internationale à ce problème-là, on n'est pas les seuls à l'avoir, partout en Europe de l'Est, au Moyen-Orient ils ont le même problème — un code de conduite universel qui réglera les rapports entre les États-nations ou les États-régions de toute taille; ensuite rapatrier vers les États nationaux ou régionaux les pouvoirs nécessaires à leur pleine autonomie et, enfin, remplacer le gouvernement fédéral par un organisme semblable au Parlement européen, qui sera chargé de faire fonctionner les mécanismes aux États alliés et d'en défendre les intérêts communs à l'échelle internationale, pas plus que ça.

Je crois que nous ne pouvons pas, en toute justice, réclamer la souveraineté pour nous-mêmes si nous sommes incapables de l'accorder aux autres nations que nous dominons actuellement. En étant équitables avec elles, nous susciterons le respect et la confiance de nos partenaires, et leur appui dans notre démarche souverainiste. Notre État national ne sera pas complet tant qu'il lui manquera des populations francophones qui vivent actuellement à l'extérieur du Québec. C'est pourquoi je crois que le gouvernement du Québec, dans l'intérêt de la nation francophone d'Amérique qu'il a le devoir historique de diriger, doit demander un nouveau partage du Canada selon le critère des nationalités. Il dispose actuellement de la monnaie d'échange nécessaire et ne peut se permettre de rater cette occasion. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, ceci termine les cinq minutes qui vous étaient accordées. Nous passons maintenant à un bloc de questions du parti qui forme l'Opposition officielle. M. Brassard est le premier en ligne.

M. Brassard: Merci. D'abord je vous remercie, M. Côté, d'avoir accepté de venir témoigner devant la Commission. Je vous avoue que j'ai peut-être éprouvé un certain plaisir intellectuel à examiner ou à prendre connaissance de votre projet, mais vous savez très bien que les membres de cette Commission se posent aussi, de façon constante, la question de la faisabilité. Je pense qu'on est obligés de le faire. Il ne suffit pas de prendre connaissance de projets, il faut se demander si c'est faisable, si ça peut se faire, si ça peut se concrétiser. J'avoue que, dans le cas de votre projet, la question de la faisabilité s'est posée immédiatement à mon esprit. Pensez-vous vraiment que, par exemple, l'Ontario accepterait de se voir amputer d'une partie de son territoire, parce que y vivent là des francophones et que le Nouveau-Brunswick accepterait, lui-aussi, de se voir amputer d'une bonne partie de son territoire parce que des francophones y vivent, pour constituer avec le Québec évidemment un État souverain? Moi, c'est

évidemment la question que je vous pose.

Qu'est-ce qui vous fait croire... Parce qu'on en a parlé hier à Montréal de toute la question de l'intégrité du territoire, on y tient beaucoup au Québec. Je pense que, avec raison, on tient beaucoup à l'intégrité du territoire québécois. J'ai l'impression, en tout cas je n'ai pas fait de consultation là-dessus, mais j'ai le sentiment qu'en Ontario aussi ils tiennent beaucoup à l'intégrité de leur territoire. Il me semble que votre projet, sur le strict plan de la faisabilité, m'apparaît extrêmement difficile. Je n'ai pas l'impression que les provinces canadiennes vont accepter de se voir amputer d'une bonne partie de leur territoire comme ça, sans dire un mot, de sorte que, finalement, et je conclus là-dessus, j'ai le sentiment que votre projet, malgré toute sa générosité, est peut-être plus difficile à réaliser qu'un projet de renouvellement du fédéralisme.

M. Côté: Pour ce qui est de la question de la faisabilité, disons que je me spécialise dans la construction de choses complexes et puis, jusqu'à date, je n'ai jamais proposé de projet que je ne croyais pas être faisable.

Ensuite, pour venir à l'intégrité territoriale, ce que je propose justement c'est que c'est du donnant donnant. C'est sûr que pour ce qui est de l'Ontario la situation va être que, probablement, si on fait une alliance avec les autres provinces, ça va être probablement plus ou moins contre l'Ontario, sans vouloir être adversaire, parce que c'est l'Ontario qui est perçue par les autres provinces comme étant la province dominatrice et qu'elle l'est effectivement parce que le fédéral, c'est à Ottawa, et ça marche surtout pour l'Ontario.

Pour ce qui est de l'intégrité territoriale, le territoire, en fait, appartient aux personnes qui l'occupent. Si les personnes, disons, d'un certain comté au Nouveau-Brunswick décident qu'elles veulent appartenir au Québec, il n'y a rien qui les empêche, selon la même logique qui dit que le Québec peut décider de s'appartenir à lui-même et ne pas appartenir au Canada, il n'y a rien qui les empêche de se proclamer indépendants du Nouveau-Brunswick et d'adhérer au Québec.

Ensuite, quand je parle de monnaie d'échange à la fin, c'est justement ça. Si on accepte, nous, de donner à des nations souveraines autochtones certains territoires qui font partie du territoire du Québec actuellement et qui n'en feraient plus partie, on ouvre la porte à ce que d'autres provinces puissent faire la même chose avec nous. Puis, dans l'hypothèse où le Canada se subdivise, disons après l'indépendance du Québec ou après la souveraineté du Québec, le Canada ne pourra pas rester comme il est. Il va être obligé de se diviser en blocs régionaux, il n'a pas le choix.

Il n'y a rien qui nous empêcherait de

donner des parties de notre territoire dans le bout du Labrador au bloc maritime en échange des territoires qu'on prend au Nouveau-Brunswick.

M. Brassard: Mais, M. Côté, vous savez que c'est extrêmement dangereux. Si vous acceptez ce processus-là d'échange de territoires, ça veut dire que le Québec risque, par exemple, que toute la partie de ce qu'on appelle le West Island, donc le Montréal anglophone, ça peut vouloir dire aussi qu'on accepte que cette partie-là se greffe à l'Ontario. Donc...

(12 h 15)

M. Côté: Oui. C'est tout à fait concevable dans le système que je propose parce que...

M. Brassard: Et c'est extrêmement dangereux. Savez-vous que dans cette partie-là, il y a à peu près la moitié du parc industriel québécois? C'est dangereux, ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...votre temps de questions, M. Brassard. Nous passons maintenant aux autres membres. M. Assad qui sera suivi de M. Turgeon.

M. Assad: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'assister aujourd'hui et rencontrer plusieurs de mes ex-collègues de Québec pour dire que c'est agréable et je me rends compte qu'ils n'ont pas perdu de leur flair politique non plus...

M. le Président, après avoir regardé le mémoire, ici, je suis pas mal d'accord avec mon ex-collègue, si je puis dire, M. Brassard, à l'effet que M. Côté a présenté une affaire très généreuse qui prendrait une ouverture d'esprit assez extraordinaire pour la réaliser. Je suis d'accord avec M. Brassard, ce serait assez difficile de le réaliser, mais ça n'empêche pas que j'ai trouvé des éléments de vos propositions très intéressants. Si vous me le permettez, à la page 3, dans "La conjecture stratégique," vous mentionnez: "De nos jours, l'indépendance totale est une utopie; avec la mondialisation de l'économie, l'interdépendance est devenue la règle entre états voisins ou même distants." Je suis d'accord avec vous. Donc, effectivement, l'interdépendance, c'est une réalité, c'est l'affaire la plus importante et ce sera facile et logique de voir que l'interdépendance avec le reste du Canada serait absolument nécessaire. Donc, je suis porté à vous demander: Est-ce que vous proposez une autre forme d'interdépendance, finalement?

M. Côté: L'interdépendance, d'après moi, elle existe déjà, ce sont les mécanismes économiques qui existent déjà. Par exemple, s'il y a des usines, qu'elles soient en Ontario, dans le West Island, à Repentigny ou n'importe où, elles ont des marchés, ces usines-là, qui peuvent être soit aux États-Unis, en Ontario ou au Québec.

Moi, je pense que, du point de vue économique, les réseaux qui existent n'ont aucun intérêt à changer parce que, par exemple, si on suppose, des fois, qu'il va y avoir une menace, les gens de l'Ontario vont dire: Oui, on va faire des représailles économiques. Mais quel intérêt est-ce qu'une usine d'Ontario aurait à faire des représailles contre son propre marché qui est au Québec? Parce que le plus gros marché de l'Ontario est au Québec. Alors, je crois que l'interdépendance existe déjà. On n'a pas besoin de lui toucher puis je pense que le fait qu'on fasse la souveraineté ne changera strictement rien au fonctionnement économique, au moins à court terme, sauf par des réactions de panique, peut-être, ou des choses comme ça.

M. Assad: Je suis d'accord avec l'explication que vous avez donnée, mais il n'y a pas de doute que, pour maintenir cette interdépendance et qu'elle soit profitable pour les deux côtés, ça prend des structures et un dialogue constant. Évidemment, ça oblige, si vous voulez, un genre de gouvernement central pour s'assurer que cette démarche fonctionne en tout temps.

M. Côté: Oui. Alors moi, je vois, plutôt qu'un gouvernement central qui a un pouvoir, disons, de droit divin par la reine d'Angleterre et puis qui descend vers les provinces tranquillement, je vois plutôt, moi, une sorte de grande table de concertation, un peu comme ce qu'ils ont à la communauté européenne. Alors, chaque État souverain se rend compte qu'il faut faire des quotas de lait ou qu'il faut faire toutes sortes de choses comme ça. Ils se réunissent à une table centrale pour faire des accords et pour faire un dialogue, pas pour des questions de pouvoir. Le pouvoir, ça existe rien que dans la tête des gens. C'est une chose qui existe de moins en moins le pouvoir. C'est un état de fait que... En tout cas, c'est difficile à expliquer. Mais la concertation se ferait. Ce ne serait pas un gouvernement. Ce qu'on appelle le gouvernement fédéral, actuellement, ce serait plutôt une espèce de table de concertation à l'échelle supranationale.

M. Assad: D'accord. Il y en a qui pensent que les choses de cette Commission qui vont être rendues publiques vont surprendre les Canadiens, nos compatriotes. Je serais plutôt d'accord - c'est une façon de parler - avec le chef du Parti québécois, M. Parizeau, qui dit: Ils ne seront pas surpris. Je suis d'accord avec lui, il n'y aura pas de surprise qui va sortir, dans le fond, parce que tout le monde sait que le statu quo c'est un mot. Il n'y a rien de statu quo dans le monde, il n'y a rien de statique, tout doit avancer. Et même, tel que votre projet le démontre, effectivement il y a des changements dans le monde. Vous avez suivi la crise du golfe Persique et le reste, il y a beaucoup de choses.

Mais juste une dernière question...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise votre temps de parole, M. Assad. Nous passons donc maintenant à M. Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. M. Côté, je dois vous dire que pour le comptable qu'on voudrait que je sois, ça m'apparaît comme un beau roman de fiction, votre proposition. Et un petit peu dans la foulée de ce que vous a demandé M. Brassard, vous voyez qu'on n'est même pas capable de réunir une unanimité au Québec, bien qu'il y ait un fort consensus sur ce vers quoi en s'en va. Mais l'unanimité n'est quand même pas encore là. Pour réussir à convaincre tout le monde de ce que vous proposez, de façon réaliste, ça va nous prendre combien de centaines d'années, vous pensez?

M. Côté: Je crois que ça ne serait pas si long que ça si on s'y mettait parce que ce que je propose fait appel au sentiment de justice de la plupart des Canadiens. Moi, j'en ai rencontré beaucoup de Canadiens. J'ai rencontré des Amérindiens et je connais assez bien leur culture et je suis heureux qu'il existe encore une culture amérindienne qui puisse nous rappeler certaines valeurs qu'on a tendance à oublier dans le monde industriel. Et je suis heureux qu'il existe une culture anglo-saxonne dans le reste du Canada parce qu'eux ont permis, peut-être avec un esprit plus commercial que nous, de bâtir tout cet aspect-là. Je ne pense pas que ce serait difficile de les convaincre de ça parce qu'il y a une justice fondamentale là-dedans, personne ne peut être perdant. C'est une situation "win-win" et c'est ça qu'ils aiment, les Anglais.

M. Turgeon: Votre concept de bilinguisme de facto, si je comprends bien ce que vous avez dit à M. Brassard... Le West Island, par exemple, passerait à l'Ontario. Mais Montréal serait donc un territoire bilingue...

M. Côté: Non. Montréal serait un territoire unilingue. Bon, le West Island, disons que les municipalités du West Island où il y a, je ne sais pas, 80 à 85 % d'anglais, seraient unilingues anglaises. Montréal serait unilingue française sauf s'il y a un quartier comme Westmount qui veut être unilingue anglais, qu'il le soit. Mais le bilinguisme de facto, c'est que les gens qui habitent dans ces endroits-là qui sont tout près d'un endroit d'une autre langue vont, de facto, apprendre l'autre langue. On n'a pas besoin de les y obliger. La langue, disons, et la culture d'une unité territoriale que je veux assez petite, qui serait la municipalité ou le quartier dans une ville, serait celle que décident les habitants de cet endroit-là, démocratiquement. Ils pourraient décider qu'un coin de Montréal est portugais, s'ils le veulent, les Portugais. Mais c'est sûr

qu'il faut avoir des mécanismes pour que la langue de l'État national plus gros, où les petites minorités sont englobées, soit aussi enseignée dans les écoles, etc. Il y a bien des choses... Quand vous dites que le West Island ferait partie de l'Ontario...

M. Turgeon: Bien, c'est ce que j'ai compris de ce que vous avez dit.

M. Côté: Je préconise, moi, qu'il y ait une distinction très nette entre la juridiction administrative et la juridiction législative. C'est-à-dire que du point de vue législatif ou du point de vue nationalité, disons, il serait rattaché à la culture ontarienne. Mais étant sur le territoire du Québec, étant enclavé par le territoire du Québec, il serait administrativement sous la juridiction du Québec. Comme, par exemple, les nations amérindiennes qui sont enclavées, seraient sous juridiction du Québec, au Québec. Alors, ça nous permettrait de protéger nos minorités à l'extérieur aussi, parce qu'elles bénéficieraient du même statut. Par exemple, Saint-Boniface, allez à Winnipeg et cherchez les journaux en français, c'est impossible à trouver. Même à Saint-Boniface, les francos, là-bas, ils parlent tous anglais entre eux, parce qu'ils n'ont plus de statut, ils ne sont rien du tout. Ça nous permettrait de protéger les minorités francophones à l'extérieur du Québec. Elles auraient le même statut, elles relèveraient, disons, culturellement... Tout ce qui concerne la nation, la nationalité, relèverait du Québec. Mais, par contre, on ferait la même chose aux minorités anglophones qui sont au Québec. Si un village en Gaspésie veut se proclamer unilingue anglais, parce qu'il n'y que des Anglais qui restent là, qu'il le fasse. Qu'est-ce que ça nous enlève, nous?

M. Turgeon: Si j'ai le temps pour un petit 30 secondes, M. le Président, il y a un concept, vous parlez de sous-culture. Vous parlez de la sous-culture des Anglais de l'Est. C'est quoi, une sous-culture?

M. Côté: Ce n'est pas un terme péjoratif. Peut-être que ça peut être... Je l'ai enlevé dans mon autre texte. C'est parce que si on regarde la culture anglo-saxonne au Canada, elle n'est pas uniforme, parce que les gens des maritimes ont une espèce... On pourrait même dire que ceux de Terre-Neuve sont différents de ceux de l'Île-du-Prince-Édouard, etc., mais eux ont une sorte de sous-ensemble de la culture anglo-saxonne qui serait la base de leur entité régionale. On peut dire que l'Ouest aussi, ce n'est pas un bloc, comme le pense M. Chrétien, l'Ouest est divisé en deux. Il y a la Colombie-Britannique qui, eux, sont une sous-culture distincte qui s'apparente beaucoup plus à la Californie à la West Coast américaine, qu'à l'Ouest central canadien.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce qui met fin à ce bloc de questions. Maintenant c'est à M. Maciocia pour le parti qui forme le gouvernement.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Côté, dans votre mémoire, vous proposez un projet, le moins qu'on puisse dire c'est audacieux et original. À la page 3 de votre mémoire vous dites: "Il faut envisager un nouveau partage territorial du Canada, plutôt sur le principe des nationalités que sur les anciennes frontières coloniales." En même temps, vous proposez un nouveau partage de la carte géographique canadienne, que vous avez tantôt énuméré. Vous admettez avec moi que vous ne tenez aucunement compte des réalités politiques et économiques actuelles du Canada. En même temps, vous affirmez dans votre mémoire que s'il se réalise, il bouleversera complètement, totalement le régime fédéral canadien. Qu'est-ce qui vous ferait dire aujourd'hui que les autres provinces canadiennes et même le Québec seraient prêts à accepter un tel bouleversement?

M. Côté: Premièrement, quand vous dites que je ne tiens pas compte des réalités politiques et économiques, comme je l'ai dit tout à l'heure, ça ne changera rien du tout aux réalités économiques et puis du point de vue politique, c'est un sigma de notre imagination, pour reprendre une expression anglaise. Qu'un territoire appartienne à une province ou à une autre, ça ne fait pas de différence en réalité, ça fait juste un peu de différence. Le pouvoir qui est là existe pareil, il va juste être divisé un peu autrement, alors les politiciens vont toujours pouvoir affirmer quand même avoir du pouvoir parce qu'il va toujours y avoir des structures politiques. Tout ce que ça va être, c'est qu'un politicien va peut-être avoir un peu moins de pouvoir, mais à quoi ça sert d'avoir du pouvoir sur quelque chose qui ne veut pas accepter son pouvoir? Ça ne donne absolument rien, ça ne donne strictement rien. Quelle est l'autre partie de votre question?

M. Maciocia: Je disais, pourquoi les autres provinces devraient accepter, et aussi le Québec, un tel bouleversement?

M. Côté: C'est parce qu'avec tout ce qui s'est passé disons depuis les années soixante, soixante-dix, les autres provinces se sont rendu compte... Avant on se posait la question: What does Québec want? Mais maintenant ils le savent ce que l'on veut et puis, l'idée a fait son chemin tranquillement et pendant ce temps-là, les Anglo-Canadiens des autres provinces se sont interrogés aussi sur eux, ce qu'ils voulaient. Ils se sont rendu compte qu'ils avaient un besoin eux aussi de se regrouper d'une façon régionale et d'avoir une autonomie régionale, alors on demande une

souveraineté culturelle sur la base de la culture, sur la base d'une nationalité différente. Eux, je crois qu'ils sont très intéressés à avoir une souveraineté sur la base des affinités régionales et d'avoir une autonomie régionale très forte pour pouvoir résister aux grosses provinces comme l'Ontario ou bien au gouvernement fédéral. Alors eux, en se regroupant selon des choses régionales, ça va faire plusieurs États équilibrés qui vont être dans la communauté canadienne après, des États qui sont assez gros pour se tenir tête.

M. Maciocia: Mais c'est pas ça qui ressort des derniers pourparlers sur l'accord du lac Meech, absolument pas. Vous vous rappelez très bien que les provinces anglaises ou la majorité des autres provinces canadiennes voulaient renforcer les institutions fédérales et, entre autres, le Sénat et autres. Mais ma deuxième question est celle-ci: Vous proposez le remplacement du gouvernement fédéral par un Parlement de type européen. Quels pouvoirs devrait-il avoir ce Parlement de type européen?

M. Côté: Bien l'approche que je propose c'est plutôt de passer par les provinces, c'est-à-dire de passer par les provinces qui elles vont s'allier pour demander au... Ça ne serait plus le fédéral là, on ne pourrait plus appeler ça le fédéral, ça serait plutôt une alliance ou quelque chose du genre: une coalition, une communauté qui aurait assez peu de pouvoirs d'après moi, qui réglerait seulement les différends entre les différents blocs régionaux et entre les différents États souverains dont il ferait partie. Je vois très peu de pouvoirs pour ce gouvernement-là. C'est plutôt... On entre dans l'ère de la concertation. L'ère du pouvoir c'est fini, ça n'existe plus! Les armées sont en train de les disloquer, il n'y en aura plus bientôt. On entre dans une ère de paix mondiale. On ne peut plus penser de l'ancienne manière. Puis quand à changer le Québec, il faut le changer de la bonne façon pour résoudre tous les autres problèmes. Quant à faire un chambardement, faisons-le une fois, mais bien, pour que les problèmes des autres nations soient résolus aussi autant que le nôtre.

M. Maciocia: Mais est-ce que ça serait d'après vous plutôt un tribunal comme un tribunal international ou quoi?

M. Côté: Quelque chose du genre oui. Pour établir des quotas de lait, pour faire les systèmes de transport...

Le Président (M. Michel Bélanger): Là-dessus, je vous interromps puisque notre temps est écoulé. Je vous remercie M. Côté. C'est une présentation qui, comme on l'a dit tout à l'heure, est certainement originale et qui a appelé des commentaires intéressants.

Je rappelle aux membres de la Commission que, pour eux et pour le personnel, il y a un autobus qui quittera à la porte d'ici 10 minutes au plus tard, pour se diriger vers le château Joliette où vous aurez 50 minutes pour votre sandwich; il repartira du château Joliette vers 13 h 50 pour être ici pour la reprise des travaux à 14 heures.

La séance est maintenant suspendue.

(Suspension de la séance à 12 h 31)

(Reprise à 14 h 3)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si les membres de la Commission veulent bien prendre leur siège, s'il vous plaît, pour que nous puissions reprendre les travaux.

La Commission reprend ses travaux. Nous recevrons cet après-midi, pour des périodes d'une demi-heure: la municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, le Comité intermunicipal de développement économique de Labelle, l'Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides, la Francophonie étudiante de Lanaudière, la ville de Sainte-Thérèse, M. Roger Lemoine, M. Robert Dean et M. Jacques Brisebois.

Vous savez, messieurs de la municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, que vous avez une demi-heure, que votre mémoire a déjà été reçu par les commissaires et qu'ils ont pu prendre connaissance de l'analyse. Pour cette présentation, vous avez cinq minutes pour présenter le rapport, mais je vous demanderais d'abord, M. Jolicoeur, de nous présenter les gens qui vous accompagnent.

Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle

M. Jolicoeur (Jean-Pierre): À ma gauche, le préfet suppléant, M. Jocelyn Séguin, et à ma droite, le secrétaire-trésorier de la MRC, M. Pierre Borduas. MM. les coprésidents, mesdames et messieurs membres de la Commission, nous vous avons acheminé, au début du mois de novembre, un court mémoire constituant notre réflexion sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Nous avons volontairement évité de prendre une position quant à la souveraineté du Québec ou la mise en place d'un fédéralisme renouvelé. Non pas que cette question ne nous intéresse pas, mais, comme bien des groupes qui se sont présentés devant vous, notre organisme compte des représentants de toutes tendances et il ne nous apparaît pas absolument nécessaire de faire un grand débat sur cette question.

L'échec de l'accord du lac Meech a ébranlé beaucoup de convictions dans notre groupe et il aurait été difficile d'établir un consensus sur cette question dans le court laps de temps qui

nous a été accordé pour produire ce mémoire. Nous avons préféré établir un consensus sur les questions de décentralisation qui nous tiennent à coeur depuis plusieurs années. Il n'en demeure pas moins que je peux vous affirmer sans crainte de me tromper que la majorité des élus de notre MRC, maires et conseillers, sont des tenants d'une forme de changement qui devra tenir compte des véritables aspirations de la population et que c'est par la décentralisation et un référendum clair et net que cette population pourra s'exprimer.

Quant au contenu de notre mémoire, je vais laisser notre secrétaire-trésorier, M. Pierre Borduas, vous le résumer succinctement. Nous serons ensuite disposés, M. Borduas, M. le préfet suppléant, Jocelyn Séguin, et moi-même à répondre à toutes vos questions. M. Borduas.

M. Borduas (Pierre): Alors, mesdames et messieurs, notre mémoire est fort simple, nous parlons au nom d'une MRC de région, la région de Mont-Laurier, qui compte 31 000 habitants dispersés dans 23 municipalités sur un très vaste territoire de 16 000 kilomètres carrés et située dans la partie nord des Laurentides. Notre économie est basée sur la foresterie, le tourisme centré sur les activités de chasse et de pêche, la villégiature. On a un peu d'agriculture, de services et nous possédons depuis longtemps un taux de chômage effarant. Notre région a su, à travers les années, revendiquer et se battre pour défendre sa spécificité et surtout conserver ses acquis, mais ça n'a pas toujours été facile.

Nous constatons, après au moins 10 ans d'implication concrète via les schémas d'aménagement, les sommets socio-économiques, etc., les différentes commissions, que le développement des régions, malgré les belles études, les beaux discours, n'est pas une priorité pour les gouvernements. Nous sommes d'avis que la seule et unique façon de développer les régions, c'est de donner à ces régions les outils nécessaires. Et ces outils doivent venir d'une décision d'en haut, par le biais d'une véritable politique de décentralisation des pouvoirs, un véritable credo en la matière. Mais il faut que cette décentralisation dépasse le stade du pelletage de responsabilités sans compensation ou encore celui du délestage vers les régions, comme ce fut le cas le printemps dernier dans le dossier des commissions scolaires. Et nous espérons que le gouvernement ne poursuivra pas cet exercice à la mi-décembre à la table Québec-municipalités.

Le canal de la décentralisation devrait, selon nous, passer par le biais des municipalités et des MRC, et, évidemment, via les communautés urbaines ou régionales dans les milieux plus peuplés, en ajoutant des pouvoirs à la loi 88 qui contient déjà des mécanismes intéressants pour en recevoir. La loi 88, comme vous le savez, permet, par différents mécanismes, de déléster

certaines pouvoirs en régions et permet à ces régions de discuter et d'accepter ces pouvoirs-là.

Et, selon nous, la décentralisation doit se faire vite et en deux temps. Dans un premier temps, les municipalités et les MRC sont capables de prendre à leur charge un certain nombre de pouvoirs qu'on a déjà énumérés dans notre mémoire, alors je ne reviendrai pas là-dessus, mais en gros on parle de construction, d'entretien de voirie locale, tertiaire et secondaire, certains programmes de développement économique, des pouvoirs d'inspection et de contrôle en environnement, gestion de terres publiques, etc. Alors, on demande que le gouvernement mette des choses sur la table, de véritables pouvoirs avec les sous qui vont avec sous forme de points d'impôt, de retour de taxe, des pouvoirs de taxation, bref des éléments qui inciteront les élus locaux et régionaux à se prendre en main.

Et à plus long terme, il faudra aussi trouver une façon, une structure souple et efficace pour coordonner régionalement les pouvoirs gérés par les municipalités et les MRC, les pouvoirs locaux des commissions scolaires, les pouvoirs locaux aussi des organismes des affaires sociales. Une espèce de structure régionale à l'échelle de la MRC de la région, avec possiblement des élus au suffrage universel. Or notre réflexion en est là. On ne s'est pas beaucoup penchés sur ce deuxième aspect, mais ce qui importe, c'est de décentraliser le plus rapidement possible et que les gouvernements d'en haut prennent une véritable décision.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci termine justement vos cinq minutes, M. Borduas. Vous avez peut-être une phrase à ajouter pour conclure?

Alors nous passons maintenant à la période des questions, et nous commençons avec M. Roger Nicolet, qui sera suivi de M. Beaudry.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Vous me permettez, bien sûr, de saluer nos collègues de la MRC d'Antoine-Labelle et de les remercier d'avoir bien voulu présenter aujourd'hui un mémoire à cette Commission. Sachant les difficultés que vivent les administrations municipales à se prononcer sur les grands débats nationaux, il est remarquable que vous ayez voulu contribuer à cette vision du Québec de demain et je vous en félicite.

Ma question sera brève et se dirige essentiellement sur la question de la problématique des paliers administratifs que, je pense, différents intervenants volent avec des poids distincts au niveau de la MRC, région d'appartenance, et au niveau de la région administrative proprement dite. Nous avons eu ce matin deux groupes qui sont venus argumenter en faveur d'un palier exécutif au niveau de la région

administrative. Je me demande comment vous vous situez face à cette vision de l'organisation du territoire.

M. Séguin (Jocelyn): Je vais essayer de faire une réponse brève aussi là-dessus. À première vue, on dirait, de façon générale, notre priorité, on l'a mentionné dans le mémoire, c'est la décentralisation. C'est sûr qu'il existe déjà, dans le lien fédéral qu'on a actuellement, différents paliers. Si vous me parlez de réintroduire un autre palier, je me sentirais plutôt mal à l'aise avec ça. Les priorités qu'on met, c'est de décentraliser le pouvoir local vers les MRC.

Dans certains cas, comme on l'a mentionné dans le mémoire, vous pourrez regarder l'espèce de coordination qui pourrait se faire de façon régionale. Quand on parle de région, peut-être référence à région administrative. Mais, quand on parle de palier entre les deux... Remarquez, dans le sens où on n'a pas nécessairement abordé notre thème sous la décentralisation... Mais s'il y a d'autres options qui sortent en cours de route, si on se base sur les quatre vraiment complètement comme on devrait le faire et que d'autres options s'ouvrent à nous, peut-être qu'on est ouverts à regarder aussi d'autres options.

M. Nicolet: Il me semble effectivement qu'il y a quand même, depuis quelques années maintenant, une tradition de concertation au niveau de la région administrative et nombreux sont ceux qui sont favorables au maintien de cette concertation au niveau de la région administrative. Mais là où la situation se complique, c'est quand on veut conférer à la région administrative un pouvoir de dépenser. Dépenser quel argent? Est-ce que ce sont des gens qui, véritablement, seront imputables? C'est beau de fonctionner au niveau où on est élu et de dépenser l'argent qu'on perçoit, mais c'est autre chose de tout simplement administrer l'argent qu'on vous cède. Il me semble que l'imputabilité se perd, et c'est dans cette perspective-là que je vous demandais: Si, effectivement, le niveau régional doit devenir un niveau d'intervention doté de fonds propres, comment allons-nous maintenir la relation entre l'élection, donc l'imputabilité, et le pouvoir de taxation? Je ne sais pas si vous avez un commentaire là-dessus.

M. Borduas: Dans le fond, ce qu'on vise, c'est une décentralisation vers les MRC, vers les municipalités locales, dépendant des pouvoirs qu'on décentralise. Il y a certains pouvoirs qui seraient plus faciles à décentraliser vers les municipalités, d'autres vers les MRC, et nous, on croit à une décentralisation importante, et je dirais complète, vers les MRC. Il pourrait y avoir une forme de coordination à l'échelle de la région administrative, mais il faudrait que le gros du pouvoir demeure au niveau de la MRC, donc, d'une sous-région.

M. Nicolet: Je vous remercie. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire, parce que vous êtes dans une région où vous demandez, comme le disait tantôt M. Nicolet, la décentralisation des pouvoirs. Venant, moi également, d'une région, celle de l'Outaouais, nous favorisons également cette décentralisation-là. Dans votre mémoire vous dites, en particulier à la page 3, la dernière phrase: "Nous considérons la décentralisation comme la seule façon d'insuffler aux régions le goût et la volonté de travailler à la recherche du plein-emploi." Et vous ajoutez: "Il faut tout d'abord un engagement ferme du gouvernement." Est-ce que je dois comprendre que cette décentralisation-là, quant à vous, ne serait qu'en provenance du gouvernement provincial ou si ce serait une décentralisation des deux niveaux de gouvernement, puisque vous nous dites antérieurement, dans votre exposé, que le gouvernement fédéral s'est impliqué également au niveau des régions et que ça a créé, dans certains cas, une certaine confusion? Alors, dans votre esprit, est-ce que la décentralisation est uniquement au niveau provincial ou si elle est au niveau des deux gouvernements? (14 h 15)

M. Borduas: D'après nous, il y aura des choix constitutionnels qui vont se faire. Mais peu importe le choix constitutionnel, nous, on considère qu'au niveau de notre région, au niveau de notre MRC, au niveau de nos municipalités, il doit y avoir des pouvoirs là, de l'argent là. Et éviter justement cette confusion de paliers, de discussions, d'accrochages de négociations.

M. Beaudry: Alors, si je comprends bien votre réponse, pour vous, ce n'est pas important que des pouvoirs soient récupérés du fédéral au niveau provincial. Ce qui est important pour vous, c'est de savoir que la région a certains pouvoirs qui lui sont reconnus et sur lesquels elle peut travailler et elle peut administrer. C'est bien ça?

M. Borduas: De là l'importance d'où vient... on revendique dans notre mémoire certains pouvoirs de développement économique. On sait qu'il y a des sous à Ottawa, qu'il y a des sous à Québec, mais ce qui importe, c'est qu'il y ait des sous. Mais la situation constitutionnelle est importante aussi. L'important à notre niveau, ce qu'on retrouve dans notre mémoire, c'est que la décentralisation se fasse. Donc que le pouvoir de décision avec les sous soit au niveau du territoire de notre MRC.

M. Beaudry: Vous dites une autre chose dans votre mémoire, à la fin de la page 4: "Mais il va de soi qu'aucune décentralisation ne sera acceptée par le milieu municipal sans compensation monétaire raisonnable, directement ou indirectement par le biais de nouveaux champs de taxation ou la récupération de sources de revenu". Est-ce que nous devons comprendre par cet énoncé-là que ce que vous préconisez, c'est un nouveau champ de taxation au niveau régional, et qu'à ce moment-là le champ de taxation, par exemple des municipalités, ne serait pas suffisant? Vous iriez plus loin que le champ de taxation, l'impôt foncier, par exemple. Vous iriez plus loin que ça ou quoi?

M. Borduas: Ça pourrait aller plus loin que ça. Quand on parle de milieu municipal, on est souvent porté à penser uniquement impôt foncier, mais il y a d'autres formules. Comme je l'ai mentionné tantôt dans ma présentation, il pourrait y avoir des points d'impôt, certains revenus de programmes qu'on pourrait peut-être tirer. Il pourrait y avoir aussi... ça n'exclut pas une taxe qui pourrait être régionale.

M. Beaudry: Alors, ça créerait ni plus ni moins un nouveau palier de gouvernement, dans votre esprit, qui viendrait s'ajouter aux deux paliers qui existent déjà.

M. Borduas: Oui, mais en comprenant bien qu'une MRC, c'est contrôlé par les municipalités locales.

M. Beaudry: D'accord, mais avec un pouvoir de taxation bien spécifique au niveau de l'ensemble, possiblement.

M. Borduas: Ce n'est pas exclu.

M. Beaudry: C'est bien.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Si je comprends bien, cette décentralisation que vous demandez, présentement ça relève surtout de Québec. C'est le gouvernement du Québec qui pourrait faire ça. Même si vous ne voulez pas vous prononcer – et on peut comprendre ça – vous êtes-vous quand même posé la question, à savoir, est-ce que ça serait plus facile d'arriver à cette décentralisation en maintenant le régime actuel, ou avec une nouvelle option constitutionnelle? Vous êtes-vous posé la question?

M. Séguin: Je pense qu'on peut répondre assez simplement. C'est sûr que si on a juste un intervenant, un peu dans le sens de la question que je me suis posée aussi tantôt, si on a juste

un intervenant pour s'entendre, pour négocier ce qu'on veut vraiment décentraliser et administrer nous-mêmes, c'est beaucoup plus facile. Ça simplifie les choses. Le fait d'avoir plusieurs paliers... C'est pour ça qu'à la question de M. Nicolet, tantôt... C'est à quel niveau, comment? Si on me dit qu'on réintroduit un autre palier, c'est plus compliqué. Mais si vraiment le lien fédéral...

M. Turgeon: Donc si ça fait trois paliers c'est trop compliqué. Si on en enlève un, il en reste deux, c'est ça que je comprends.

M. Séguin: C'est plus évident que c'est plus facile pour nous autres.

M. Turgeon: Parce que quand vous dites aussi que l'Allemagne est devenue ce qu'elle est parce que la décision a été prise en haut, je vous ferais remarquer que la décision a été prise en bas. C'est quand le peuple a décidé que ça allait se passer comme ça que ça s'est passé comme ça. D'accord là-dessus?

M. Séguin: Oui, mais au niveau de l'exécution politique, après, ça a quand même été très rapide.

M. Turgeon: Il y a une question que je voudrais savoir. Parmi les domaines que vous proposez de décentraliser, il y a celui de la culture. Ça, j'aimerais vous entendre là-dessus par rapport aux régions.

M. Borduas: ...des programmes de gestion des bibliothèques, les programmes d'aide aux centres d'exposition, aux centres culturels, les programmes d'aide. Entre autres, en régions, il y a des programmes d'aide pour la production de spectacles. Ces pouvoirs-là qui sont actuellement au niveau du ministère des Affaires culturelles du Québec pourraient être gérés en régions, plutôt que de passer par les différentes instances.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est malheureusement tout le temps dont nous disposons pour ce groupe de questions. Nous passons maintenant au parti gouvernemental, M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour messieurs. En guise d'ouverture, vous mentionnez qu'en environnement, il n'y a qu'un fonctionnaire qui s'occupe de votre région. Alors c'est au moins un secteur où je suis sûr qu'on ne parlera pas de duplication et de triplification, comme on a dans d'autres secteurs, et que, probablement même, vous souhaitez qu'il se multiplie et qu'il se divise pour en faire plusieurs, parce qu'il semblerait qu'on ne répond pas toujours dans des délais intéressants à vos demandes à cet égard-

là. Parce que, en général, on nous dit qu'il y a une multiplication des structures et il y a une duplication du personnel là-dedans qui fait en sorte que toute la structure mange l'argent qui devrait aller en bas à des services. Là, ça ne semble pas être le cas, en tout cas en ce qui concerne votre... Mais c'était juste une boutade pour vous taquiner un peu.

Dans votre décentralisation, puisqu'il semblerait qu'il y a un quorum, qu'il y a une volonté très ferme au niveau des MRC de plaider en faveur de cette décentralisation, vous avez dans votre MRC un problème particulier: celui des chemins de colonisation ou des routes de colonisation, ou que l'on dit de colonisation, qui est revenu. Est-ce que vous verriez la responsabilité de cet aspect de la voirie dans la MRC ou si elle resterait encore du ressort provincial comme c'est le cas actuellement? Vous allez me dire que l'on a renvoyé aux MRC la responsabilité de l'entretien de ces routes-là et pour une des MRC, vous semblez dire qu'il n'y a pas eu de compensation financière. Je ne connais pas la situation. Mais de toute façon, dans votre vision de l'avenir des MRC décentralisées, est-ce que vous voyez cette portion de la voirie rapatriée vers les MRC?

M. Jolicoeur: Oui. Actuellement nous vivons un cas unique à travers la province parce que nous sommes la seule MRC qui entretient ses chemins de colonisation et, d'après moi, si le projet de loi 112 est mis sur la table, disons que l'on pourra donner l'exemple à d'autres MRC parce que nous vivons ce cas depuis 15 ou 20 ans et nous sommes en mesure actuellement de continuer le même travail que l'on fait dans le domaine de la voirie tertiaire. Naturellement, nous espérons toujours avoir une compensation monétaire en conséquence.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Dans les pouvoirs qui devraient être décentralisés vers les MRC, il y a certaines choses que probablement vous ne désirez pas avoir. Quelles sont ces choses-là? Quels sont les pouvoirs que vous ne désirez pas voir aller vers les MRC?

M. Borduas: On ne s'est jamais posé cette question-là de cette façon-là.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Dois-je en déduire que vous les voulez tous?

M. Borduas: Bien, peut-être pas tous. Il y a des pouvoirs que l'on convient qu'ils doivent être exercés à Québec, sur un plan plus national, notamment à cause à un moment donné des difficultés de gestion. Je pense simplement aux déchets dangereux ou à des éléments comme ça qui demandent une expertise importante. C'est évident que ça doit être traité sur un plan plus large. Les autres pouvoirs...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Si vous me permettez, j'aurais une petite question. Dans le traitement des déchets dangereux, quand on leur envoie ça à Québec, on leur envoie aussi les poubelles avec habituellement, mais comme il faut les mettre quelque part, quelle serait la partie du rôle des MRC là-dedans? Parce que moi je veux bien que l'on ait la responsabilité, mais je ne veux pas avoir les poubelles avec. On a eu l'expérience des BPC et on en a à d'autres niveaux.

M. Borduas: Je pense qu'il y a des choses qui se discutent quand on parle de décentralisation. Il y a des choses qui se discutent, je donne l'exemple des déchets dangereux parce que c'est un domaine qui est fort complexe, alors dans ce sens-là, pour répondre à votre première question: c'est, il y a certains pouvoirs que l'on convient qui doivent rester en haut lieu, et il y en a d'autres, ceux qui touchent directement les citoyens, qui doivent être le plus près possible des citoyens. Ça, c'est un principe qui a toujours été défendu par les unions et par le milieu municipal. Mais on ne s'est pas posé la question de façon précise, sur les pouvoirs qu'on ne veut vraiment pas.

M. Jolicoeur: Mais moi, j'aimerais revenir un peu, en arrière. Vous avez fait seulement allusion tantôt à l'environnement. Nous autres, nous gérons, à l'intérieur de notre MRC, un grand territoire, un territoire non municipalisé. Naturellement, ça concerne les ZEC, les pourvoies, beaucoup de chasseurs et de pêcheurs. Nous avons un joli problème à l'intérieur de ce territoire-là et la MRC a pris en charge le contrôle des déchets. La MRC, de son propre chef, a fait des sites de dépôts en tranchées. Je peux vous dire qu'actuellement c'est très, très bien contrôlé et la population s'en sert énormément. Ça fait que c'est un point sur lequel la MRC, au point de vue environnemental, a pris l'initiative de s'impliquer directement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant aux questions du parti de l'Opposition officielle. M. Léonard.

M. Léonard: Je voudrais d'abord féliciter et remercier les gens de la MRC d'Antoine-Labelle d'être venus témoigner devant l'aréopage impressionnant que nous constituons. Je voudrais poser une question sur l'avenir constitutionnel, parce que c'est ça qui nous préoccupe. Vous dites qu'après l'échec du lac Meech, il y a plusieurs de vos collègues qui ont été ébranlés. Je suppose qu'il s'agit là de ceux qui étaient plutôt fédéralistes, alors qu'il ne s'agissait pas tellement des tenants de la souveraineté. Est-ce que je conclus correctement en disant cela?

M. Jolicoeur: Ça sera une réflexion person-

nelle M. Léonard. Nous n'avons pas eu le temps de faire un sondage à l'intérieur de nos troupes. Moi je considère actuellement la situation, si vous voulez, semblable à un divorce. Dans un divorce, naturellement, le couple se sépare parce qu'il n'y a pas entente. On sait qu'il n'y a pas entente actuellement entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, que ce soit au point de vue des différents ministères. On se relance toujours la balle. On établit des programmes, mais on dit toujours: Bien on n'a plus de sous pour les mettre en application. Et naturellement je pense que la population, de ce point de vue là, est tannée d'entendre toujours ces mêmes commentaires. Et je pense aussi que notre population, la population de la MRC d'Antoine-Labelle, prend conscience de cet état de fait et, comme on le disait au début, je pense qu'avec un référendum vous allez définitivement avoir une question claire et nette sur la position de ces gens-là.

M. Léonard: Mais vous souhaitez ce référendum le plus tôt possible, disons, après le rapport de la Commission, je suppose.

M. Jolicoeur: Il est préférable, oui.

M. Léonard: Est-ce que vous pensez, je suppose bien, que des changements dans le cadre constitutionnel actuel sont difficiles? C'est probablement la conclusion que les gens tirent et qui les ont ébranlés après l'échec du lac Meech. Je pense qu'il faut constater que si on veut changer quelque chose, il faut demander en fait la permission à la Colombie-Britannique et à Terre-Neuve pour changer quoi que ce soit dans le cadre de la Confédération, avec les majorités qui sont réclamées. Alors, je conclus que la réflexion s'accélère, je pense.

M. Jolicoeur: Oui.

M. Léonard: Bon. Est-ce qu'en ce qui concerne la décentralisation... On suppose bien que le règlement de la question constitutionnelle va conditionner un pas important vis-à-vis de la décentralisation. Seriez-vous d'accord avec le principe que dès qu'il y a des pouvoirs, des responsabilités qui doivent être exercées en région, le plus près possible des citoyens, qu'on essaie davantage de les remettre à la MRC plutôt qu'à toute autre instance régionale, notamment administrative ou fonctionnaire?

M. Séguin: C'est exactement notre position. Ça répond à la question de M. Nicolet tantôt, ça complète un petit peu. Notre priorité, c'est que c'est vraiment aux locales et MRC que les responsabilités devraient aller.

M. Léonard: Donc, lorsqu'on parle de réorganisation ou de déconcentration administra-

tive des ministères dans les régions, il faut limiter ça au strict minimum et plutôt aller directement vers des instances élues qui ont des pouvoirs de taxer et qui donc contrôlent l'administration de ces responsabilités.

M. Séguin: Tout à fait. Mais ça, ça n'exclut pas, par exemple – c'est pour ça que je n'osais pas dire non à la proposition de M. Nicolet tantôt – toute forme d'innovation. Je pense que compte tenu du fait qu'on redistribue les cartes, c'est peut-être le temps de profiter de l'occasion pour dire... de ne pas toujours aller sur des modèles conventionnels de paliers. On est habitué de fonctionner avec des paliers. On peut redistribuer les cartes de façon différente.

M. Léonard: Oui, j'ai bien compris que s'il y avait un intervenant pour les MRC, un seul qui serait le gouvernement du Québec, cela faciliterait grandement les choses.

M. Séguin: Certainement.

M. Léonard: C'est ce que vous souhaitez.

M. Séguin: C'est une question qu'ils nous posaient. C'est sûr que si un intervenant... à essayer de régler les choses, on est habitué de – excusez l'expression – "dealer" avec deux, avec deux députés, deux groupes, c'est sûr que c'est plus facile avec un. Ça, c'est évident.
(14 h 30)

M. Léonard: Très bien. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Séguin, pour ces dernières réponses. Merci au groupe des représentants de la municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle. Ceci termine le temps que nous avions à notre disposition. Vous nous avez apporté encore d'autres vues sur la situation régionale, c'est fort utile. Merci, M. Borduas, M. Séguin et M. Jolicoeur. Je vous prie maintenant et je vais demander aux membres de la Commission d'avoir la gentillesse d'aller vous féliciter ailleurs que devant la table pour que les autres puissent venir relativement rapidement vous remplacer afin que nous suivions dans l'ordre.

Alors bienvenue M. Radermaker. Si vous voulez bien présenter d'abord les gens qui sont avec vous, et ensuite nous faire la présentation résumée de votre mémoire pour une période totale ne dépassant pas cinq minutes.

Comité intermunicipal de développement économique de Labelle inc.

M. Radermaker (Claude): Merci, M. le Président. D'abord à ma droite, vous avez Sylvain Martineau, qui est le vice-président de la corporation. Vous avez M. Raymond Dalcourt, ici

à ma droite, qui est le secrétaire-trésorier, et à ma gauche M. Jocelyn Saint-Jean qui est le commissaire industriel. Au début je vais laisser M. Dalcourt vous faire la présentation, étant donné qu'il a été le proposeur de notre position, et je vais compléter.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie, allez-y monsieur.

M. Dalcourt (Raymond): MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, le questionnaire actuel de l'ensemble de la société québécoise sur son avenir politique et sur les structures institutionnelles qui devraient régir les citoyens ne peut nous laisser indifférents. Chaque individu oeuvrant à l'intérieur de notre corporation, soit à titre d'administrateur ou d'employé, a une opinion sur le sujet. À titre de corporation de développement économique, il nous importe d'émettre notre opinion sur les aspects de ce débat qui touchent le développement régional. Il s'agit là d'un sujet qui mériterait une longue présentation. Malheureusement, le temps qui nous était imparti pour la préparation de cette position ne nous permettait pas de l'étayer davantage. Nous nous contenterons donc de vous présenter les grandes lignes de ce que nous croyons être la base d'une réforme des interventions de divers paliers de gouvernement dans le développement économique régional, une fois la question constitutionnelle réglée.

Et voici la position du CIDEL qui a d'ailleurs été adoptée à l'unanimité de ses membres. Le Comité intermunicipal de développement économique de Labelle inc., communément appelé CIDEL, opte pour le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs attribués au gouvernement du Canada, notamment les politiques et les pouvoirs qui ont trait au développement économique du Québec. Le gouvernement du Québec négociera avec le Canada et tout autre pays qu'il jugera nécessaire les ententes à son développement sur le plan économique. Ce rapatriement permettra au Québec de se doter de sa propre politique de développement économique, et l'amènera à déléguer à ses régions de véritables moyens de pouvoir à ses besoins et à son développement harmonieux. Ce rapatriement permettra d'éviter ce qui se vit actuellement, soit la duplicité des politiques gouvernementales, la duplicité des administrations trop onéreuses et le manque de consensus entre les divers intervenants gouvernementaux. La structure idéale pour réaliser pleinement le développement de notre région est la MRC, qui doit être dotée de tous les pouvoirs et moyens nécessaires à son plein essor.

Je vais laisser maintenant M. Radermaker poursuivre.

M. Radermaker: La problématique générale qui nous a amenés à ce positionnement c'est en fait que, actuellement, le nombre d'organismes

touchant d'une quelconque façon le développement économique du Québec est tout à fait étonnant. Tous et chacun, sous le couvert d'une bonne intention, posent des gestes dans le but de favoriser l'essor d'une région, d'un secteur d'activités, d'un type de main-d'œuvre, d'un groupe d'âge, etc., sans se soucier des structures déjà existantes et de l'impact effectif de leurs interventions sur les réalités économiques et sociales de chacune des régions et sous-régions du Québec.

Lorsque ce désir d'intervention et de création de structures propres à chaque organisme porteur commence à créer des remous un peu trop forts sur le terrain ou, encore, que la multiplication des organismes ayant un mandat similaire fait réaliser à certains penseurs d'un des deux piliers du gouvernement supérieur qu'il y a peut-être un problème, on se dépêche de créer un comité consultatif ou un organisme qui aura pour mandat de faire de la concertation.

Il y aura sûrement, dans ce comité ou cet organisme, une nouvelle structure avec des gens pour y travailler, des budgets pour opérer et, surtout, d'autres gens pour contrôler l'application du mandat et la justesse des dépenses à l'intérieur même d'un de ces deux piliers de gouvernement.

À titre indicatif, l'Association des commissaires industriels du Québec soulignait dans un document du mois d'août 1990: "Dans les seules années quatre-vingt, quelque 150 nouveaux organismes ont été installés sur les mêmes territoires desservis par les commissariats industriels et les bureaux régionaux du ministère de l'Industrie et du Commerce. Selon notre expérience, on peut facilement évaluer la moyenne des budgets consacrés à ces nouveaux organismes à 100 000 \$ chacun, à 15 000 000 \$. Si ces budgets avaient servi les gens des régions, particulièrement les Corporations de développement économique financées par les MRC et les villes, combien d'efforts de justification, de mandat, de duplication du travail auraient pu être autrement investis dans ces actions productrices d'activité économique? Au lieu de ça, les gouvernements fédéral et provincial ont créé une série de tours d'ivoire où chacun essaie de protéger ses privilèges et sa visibilité alors que, pour l'entrepreneur sur le terrain, ce système ressemble plus à une tour de Babel où tout le monde parle en même temps dans des langages incohérents."

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre temps est presque épuisé. Si vous preniez une dernière phrase, ce serait peut-être bon.

M. Radermaker: Nous pensons, en tout cas, qu'il est grand temps de décentraliser et que ce ne soit pas une déconcentration, un fonctionnaire avec son siège qu'on prend et qu'on met à un endroit. Il faut qu'il y ait plus que ça. Il faut qu'il y ait des pouvoirs et il faut qu'il y ait

absolument un État. Il faut que le peuple fasse affaire avec un État, pas deux États qui ont chacun leurs canaux de regroupement, de développement économique et quand ça arrive dans la région, bien, c'est encore bivalent, c'est encore des conflits et ce n'est pas de la concertation au niveau de la région.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions. Nous commençons avec le parti gouvernemental. Mme Bleau.

Mme Bleau: Bonjour, messieurs. Si je vois bien par votre mémoire, vous aussi, vous allez vers la décentralisation. Est-ce que vous pourriez nous dire quels pouvoirs vous verriez attribués aux MRC, dans quels domaines surtout? Vous parlez d'un pouvoir économique, mais est-ce qu'il y a d'autres domaines?

M. Radermaker: Évidemment, c'est ce que j'allais dire. Les outils de développement économique des régions doivent absolument appartenir aux régions. Ce que je verrais, c'est évidemment de centraliser en régions les programmes de formation. À un moment donné, il y a quand même beaucoup d'intervenants dans ce type de programmes et on aurait avantage à rapprocher ça de la population. C'est évident qu'on a des besoins, nous autres, dans notre MRC. Les terres publiques, ça représente une grande partie de notre territoire. Ça, c'est un élément qui, pour nous autres, pourrait manifester de l'intérêt.

Il y a également qu'on est dans une situation où il y a beaucoup d'assistés sociaux. Si on part d'une question simplement qu'on pourrait se poser parce que, quand même, s'ils représentent un grand pourcentage de notre capacité économique, c'est des gens qui sont sur l'assistance sociale, qui sont sans emploi et, dans ces régions-là, on n'a pas les moyens de trouver des emplois, en tout cas, à court terme. Et il y a plusieurs programmes communautaires qui sont créés, et par le gouvernement provincial et par le gouvernement fédéral qui, à un moment donné, se passent des gens sur le bien-être social au chômage, sur le chômage au bien-être social. Ça prend plus que ça. Ça prend une politique qui va faire que ces gens-là vont devenir, de façon permanente, des éléments productifs de nos régions et du Québec.

Mme Bleau: Est-ce que vous ne voyez pas, dans le moment, si on a à négocier avec les autres provinces et négocier avec le Canada, comment vous voyez les négociations aussi entre les MRC et le gouvernement du Québec ou... Quelles sortes de négociations vous prévoyez?

M. Radermaker: Je dois vous dire que ça ne me fait pas peur du tout. J'ai été six ans membre de la Commission d'aménagement du

territoire. On a passé tout le processus des schémas d'aménagement. Et, en 1978, quand la loi 125 a été passée par le gouvernement du Québec, on disait: Les municipalités ne sont pas prêtes à prendre ces responsabilités-là et ces mandats-là et on s'est retrouvés... Les schémas se sont faits puis ils ont donné, à mon sens, au niveau environnemental, par exemple, des leçons aux paliers de gouvernements supérieurs.

Mme Bleau: C'est un dossier, mais si vous voulez rapatrier, il va y avoir des négociations à faire.

M. Radermaker: Madame, je pense que c'est une question de confiance. C'est ça que je veux dire. Je veux dire que, moi personnellement, je fais confiance en la capacité des régions puis des municipalités de se débrouiller ensemble puis de se concerter.

Mme Bleau: Est-ce que vous croyez que, à la grandeur du Québec, les MRC sont prêtes partout à exercer ces pouvoirs-là?

M. Radermaker: Nous, on est prêts, je pense.

Mme Bleau: Merci, monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au parti de l'Opposition officielle. M. Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président. Je voudrais, encore une fois, remercier et féliciter les gens de CIDEL d'être venus devant cette Commission. Je voudrais tirer, peut-être, une conclusion, si vous êtes d'accord avec celle que je vais tirer. Quand vous dites que vous voulez rapatrier tous les pouvoirs d'Ottawa vers Québec en ce qui concerne le développement économique, ça me paraît un gros rapatriement. Dans le contexte des négociations que nous avons connues précédant le lac Meech, on peut voir qu'elles ont été longues, laborieuses et qu'elles n'ont pas abouti. Je suppose que la conclusion qu'il faut en tirer, si on veut que ces changements arrivent assez tôt et correctement, c'est qu'il faudrait en arriver à ce que les gens appellent le "concept de souveraineté-association." Est-ce que vous êtes d'accord avec ça?

M. Radermaker: Moi, je pense qu'on n'a pas le choix, c'est la souveraineté. D'autant plus que, quand on parle hypothétiquement de la possibilité de certains pouvoirs fédéraux qui pourraient être délégués au niveau, par exemple, des municipalités, c'est complètement anticonstitutionnel, parce que les municipalités, à mon sens, sont créées par le gouvernement provincial. Donc, tout ce qui peut être délégué aux régions, à mon sens à moi, puis à un palier comme le palier municipal,

il faut absolument que ça passe par Québec. Puis les responsabilités, bien, moi, je me sens plus d'appartenance, puis c'est bien plus facile. Les politiques du gouvernement du Canada sont faites en fonction du pays, du Canada au complet puis, du Québec, c'est quand même... Le focus est mis sur le Québec, c'est quand même plus proche de notre réalité à nous autres.

M. Léonard: Vous seriez d'accord qu'il y ait une consultation faite par le gouvernement au terme des travaux de cette Commission, disons par un référendum, le plus tôt possible?

M. Radermaker: Exactement, oui.

M. Léonard: Maintenant, j'aimerais que vous me parliez de la duplication des fonctions entre les deux gouvernements. En réponse à une question de Mme Bleau, vous avez traité de la question de la formation professionnelle. Est-ce qu'il y a d'autres secteurs où vous trouvez que cette duplication vous gêne considérablement, où, en tout cas, les luttes entre deux appareils, deux structures d'État sont paralysantes pour vous? Il y a celle, évidemment, des commissariats industriels dans le domaine où vous œuvrez et d'autres.

M. Radermaker: Les outils de développement économique et les projets communautaires également. Pour une région comme la nôtre, on va bénéficier beaucoup de ces projets communautaires là. Moi, j'ai des exemples de personnes qui ont été prises sur l'assistance sociale, qui ont eu des cours de formation, qui ont eu un emploi et qui se sont ramassées, à un moment donné, encore sur le bien-être parce qu'il y a un projet fédéral qui épuisait les semaines de chômage puis la personne, bien, elle s'en retournait. Ça fait qu'à un moment donné, ces gens-là, tu leur donnes un coup de massue à tout bout de champ. Tu ne viendras jamais à bout de...

M. Léonard: Sur un autre plan, est-ce que vous considérez que si le gouvernement du Québec avait eu, par exemple, la responsabilité des chemins de fer, la ligne de chemin de fer de Montréal vers Mont-Laurier aurait pu être plus efficacement protégée?

M. Dalcourt: Je pense qu'effectivement c'est un exemple très concret de la problématique qu'on peut vivre en régions. Si on prend le problème, justement, de la voie ferrée Saint-Jérôme-Mont-Laurier qu'on a démantelée dernièrement, c'est une voie ferrée qui, pour notre région, est un outil essentiel de développement, non seulement en termes de voie ferrée mais simplement en termes d'emprise, de corridor qui existe et qui appartient aux Québécois. Et je pense, si je porte un jugement personnel, que les Québécois l'ont payée cette voie ferrée là, parce

qu'on n'a pas eu de subvention qui venait du Canada. On est une province qui a dû payer ses voies ferrées et, actuellement, on a une compagnie qui, à mon avis, dilapide le bien des Québécois en vendant cette voie ferrée qui est un outil de développement essentiel à notre région. Et quand je regarde ce matin la publicité dans les journaux où on nous dit que c'est par la voie ferrée qu'on va développer, enlever les camions des autoroutes pour la sécurité et le transport, bien, là, je ne comprends plus.

M. Radermaker: C'est le fruit de la duplication.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez, allez! Rapidement.

M. Radermaker: Ça en est un des fruits de la duplication au niveau du transport ferroviaire et du transport des routes.
(14 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on passe maintenant à un autre bloc de questions. Avant, je rappelle qu'il restait deux minutes au parti gouvernemental, on les prendra à la fin. Pour l'instant, nous passons à M. Assad, qui sera suivi de M. Hogue et de M. Nicolet.

M. Assad: J'ai remarqué dans votre présentation, monsieur, que le mot "souveraineté-association" ou "indépendance" comme tel n'était pas inscrit. Où vous situez-vous et pourriez-vous donner une définition de ce que vous voyez dans l'un de ces termes-là?

M. Radermaker: Je pense que... Je ne sais pas si...

M. Dalcourt: Effectivement, les mots "souveraineté" et "indépendance" ne sont pas employés comme tels. Si on lit notre position, nous, ce n'était pas au niveau des mots, c'était au niveau des gestes. Et quand on dit le rapatriement de tous les pouvoirs du Canada vers le Québec, pour moi, ça se résume en un seul mot... souveraineté.

M. Assad: En d'autres mots, dans cette souveraineté, on déclare une souveraineté et, par la suite, on négocie avec le reste du pays.

M. Dalcourt: Absolument, et tout autre pays avec lequel nous aurions besoin de négocier.

M. Assad: Et cette duplicité dont vous parlez, des différents programmes qui existent. Est-ce que vous ne pensez pas qu'ailleurs au pays, on vit les mêmes sortes de problèmes et qu'avec un dialogue, il y aurait moyen de régler cette duplicité de problèmes? Au lieu de dire que tout le système devrait être remis en question et le foutre à la porte comme ça. Vous n'êtes pas

les seuls. J'étais sur la commission sur l'accord du lac Meech au Manitoba. J'ai entendu les mêmes problèmes que vous soulignez ici aujourd'hui. La question des trains et le reste. Vous parlez d'harmonie, il me semble qu'à l'intérieur des structures dans lesquelles on vit depuis longtemps, il y aurait certainement des moyens de trouver une solution.

M. Dalcourt: Je pense qu'à ce niveau-là, ça fait longtemps qu'on négocie. Et à Meech, nous n'étions pas en demande pour le maximum, nous étions en demande pour le minimum. On nous l'a refusé, on a compris le message. On va prendre nos décisions nous-mêmes et, après, on ira négocier ce qui sera nécessaire à notre développement économique harmonieux avec les autres partenaires.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va, M. Assad?

M. Assad: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Ce matin, on a eu le grand avantage d'entendre des représentants du Sommet économique, de la MRC d'Antoine-Labelle et de votre groupe. En regardant les trois présentations, sans nécessairement approuver votre position verbale, celle que vous présentez immédiatement, je trouve que les deux premières présentations étaient solides, articulées. Je pense que ces groupes-là ont pleinement le droit de montrer des positions comme ils l'ont fait, tout autant que la vôtre, d'ailleurs, lorsque vous êtes préoccupé par la prise en charge par le milieu et par le local.

Lors de la commission mise sur pied par le MQ avec M. Parizeau, dont j'ai eu l'honneur de partager la démarche, on a entendu les mêmes demandes qui viennent vraiment du cœur, qui viennent vraiment aussi de la tête. Et vous savez que ça ne se fait pas en un jour. Je trouve, par contre, que votre position verbale, celle que vous présentez et qui n'est pas dans le texte, est passablement éloignée de celle qu'on retrouve dans votre texte. Je me permettrais de vous demander spécifiquement: Est-ce que vous ne pensez pas que le fédéral, que ce palier-là, parce que j'ai bien compris que tous et chacun avaient la main dans la sauce, que c'était comme une tour de Babel, est-ce que vous imputeriez la responsabilité au palier fédéral de cette tour de Babel dont vous faites mention, de tous et chacun, ou si vous imputeriez la responsabilité à un manque de concertation? Si la réponse est oui, la deuxième question, ce serait... Ne pensez-vous pas, dans l'organisme fédéral, qu'il y a place, une fois qu'on garde les formes telles qu'elles sont, qu'avec des plans d'architecte bien

faits comme les mémoires qu'on a, la réponse de réaménagement venant du fédéral est possible?

M. Radermaker: Je pense que c'est évident qu'on vise le système, on ne vise pas l'un ou l'autre des gouvernements, parce que c'est un ensemble de problèmes. On essaie de le régler, nous, de cette façon-là, en rapatriant tous les pouvoirs et d'avoir un État qui est un État, pas deux États dans un un. Je ne vois pas comment, avec l'histoire et la connaissance que j'ai eue du débat depuis une vingtaine d'années, on pourrait arriver à faire des consensus à ce niveau-là sans passer par la souveraineté et déléguer les pouvoirs aux régions, parce que c'est les régions qui sont pénalisées au bout du compte, ce n'est pas les gens qui ont des jobs dans les tours, dans les grandes villes.

M. Hogue: Vous parlez de décentralisation et de concertation, finalement. Et la décentralisation et le fédéralisme, ce n'est pas mutuellement incompatible.

M. Radermaker: Peut-être, mais nous, notre position, c'est qu'on pense, avec deux gouvernements qui se déchirent depuis des années, je pense pas qu'on puisse... C'est comme un monstre à deux têtes qui se bouffe, donc au bout du compte...

M. Hogue: Vous parlez aussi des tours de Babel. Mais je ne veux pas entrer dans une discussion. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): D'ailleurs on est rendu à M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Il serait peut-être intéressant pour les membres de cette Commission de vous entendre brièvement résumer la structure de votre conseil d'administration, puisque je présume que l'opinion... et votre mémoire a été sanctionné par votre conseil d'administration. Qui sont vos membres du conseil d'administration et sur quelle base est financée votre corporation?

M. Radermaker: Notre corporation, on a neuf membres, on a deux microrégions dans la MRC et on a la ville de Mont-Laurier, donc il y a trois membres qui proviennent de la ville et il y a deux membres par microrégion, soit une dans la vallée de la Lièvre qui représente trois membres et trois membres dans la vallée de la Rouge. Tous les six membres des MRC sont nommés... On les offre à la MRC et les MRC les nomme à tous les ans et la ville en nomme trois. Ce sont des individus qui proviennent de secteurs différents: secteur commercial, industriel, forestier. C'est de cette façon qu'on procède. Le financement par le milieu local, il est financé à 42 % de la part du local, par la ville de Mont-

Laurier, la seule ville qui est sur notre territoire, et le reste, 58 %, est financé par les municipalités, par la MRC. Le reste, il y a un programme qui provient du gouvernement et d'autres revenus qu'on a de différentes sources.

M. Nicolet: Ceci étant dit, est-ce que vous avez l'occasion de prendre connaissance d'une recommandation du Conseil des affaires sociales qui prévoyait ou qui recommandait la création de fonds de développement régionaux, financés en régions par les MRC, par un mécanisme genre SPEQ qui permettrait donc la levée de fonds en régions, qui pourraient être administrés pour l'effet d'encourager la création de PME ou stabiliser des entreprises qui existent déjà?

M. Radermaker: En fait, je ne peux pas voir à quoi vous faites allusion. On a un fonds qui est mis en fidécommiss tous les ans et qu'on utilise, qu'on va utiliser dans des cas comme vous citez là. Mais la recommandation, je ne peux pas voir à laquelle vous faites allusion.

M. Nicolet: Quelle est la provenance de cet argent ou de ces fonds? Vous dites que vous avez un fonds. D'où vient cet argent?

M. Radermaker: Des municipalités.

M. Hogue: Ce sont les municipalités elles-mêmes qui contribuent. Quel est le montant de ce fonds sur une base annuelle?

M. Radermaker: C'est 3000 \$, tous les ans.

M. Hogue: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous revenons maintenant pour le temps qui restait, deux ou trois minutes, au parti gouvernemental, M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Dans votre projet de décentralisation, de quelle façon financeriez-vous les MRC? Par une taxe ou un impôt local, ou par un système de péréquation provinciale où on pourrait tenir compte des iniquités, des différences entre les régions? De quelle façon verriez-vous ce financement se faire?

M. Radermaker: Les modes de financement qui sont sujets... Il y a eu déjà une partie de la taxe de vente de la région. Ça, ça peut en être une source de revenus, à certains niveaux. Il y a évidemment le champ foncier. C'est évident que les MRC et les municipalités pourraient être avantagées si elles étaient toutes seules dans le champ foncier, ça pourrait être un autre mode de financement. Il y a quand même des façons de consulter. Il est évident qu'il faut que ce soit équitable et juste. Ça, je suis d'accord qu'il y ait

une forme de péréquation.

M. Dalcourt: Peut-être aussi que l'on peut ajouter là-dessus que de la même façon que l'on peut financer l'éducation et les affaires sociales, on peut tout aussi bien par le gouvernement du Québec avoir une préoccupation du développement des régions et avoir un fonds expressément attaché à cette préoccupation-là qui pourrait être attribué aux MRC.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais dans une telle hypothèse, et je réfléchis parce que moi aussi je suis carrément pour la décentralisation, je vous le dis, je donne mes couleurs claires, il y a une question qui me trotte dans la tête depuis tout à l'heure. On dit que l'on veut sortir d'un système fédéraliste qui n'est pas vivable pour nous autres et il me semble que l'on est en train d'en créer un autre à travers les régions. En tout cas, peut-être que je me trompe, mais combattons-nous le feu par le feu? Je ne sais pas. Je pose la question.

M. Radermaker: Je pense qu'à l'heure qu'il est, il est le temps de dire où on s'en va et je pense que l'on rapatrie tous les pouvoirs et après on s'assoit et il va y avoir des modes. Quand on a fait, au niveau de la concertation, des schémas d'aménagement avec les tournées de consultation, la loi 125 prévoyait des modes de consultation et la situation a évolué. Il y a des gens qui avaient peur. Il y a des gens qui n'avaient pas confiance aux municipalités et les municipalités ont répondu de la bonne façon, je pense. Et ça va être la même chose. Je n'ai pas peur de ça du tout, moi.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): J'ai vécu cette époque-là...

Le Président (M. Michel Bélanger): Une intervention rapide, M. Bélanger?

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui, j'ai vécu cette époque-là comme conseiller municipal. À l'époque où on a mis sur pied les MRC, j'ai vécu les petites guerres entre les municipalités et les guerres de pouvoir qui se sont faites là pour établir nos positions, tous les problèmes sur la représentativité, etc., mais mon propos n'est pas là. C'est que si on établit un système de péréquation provincial pour... J'ai l'impression que l'on est en train de refaire une forme de fédération à l'intérieur du Québec et je me dis: Si ça n'a pas marché une fois, qu'est-ce que l'on est en train de faire là de se rembarquer là-dedans encore?

Le Président (M. Michel Bélanger): Une réponse tout aussi rapide, s'il vous plaît?

M. Radermaker: En fait, moi, ce que je peux dire, c'est que je ne mettrais pas la charrue devant les boeufs: on va prendre les pouvoirs et après ça, on verra ce que l'on fera avec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors sur cette note qui laisse un peu la question en l'air, mais il faudra voir... Il me reste à vous remercier de ce fort intéressant mémoire et les vues que vous avez exprimées. MM. les membres du Comité intermunicipal de développement économique de Labelle Inc., M. Martineau, M. Dalcourt, M. Radermaker et M. Saint-Jean. Je vous demanderais maintenant de vous précipiter sur le côté de la salle pour que les membres se disciplinent et aillent vous féliciter là et non pas ailleurs pour que le groupe suivant, qui est celui de l'Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides, M. Latour et Mme Julien, puisse venir vous remplacer.

Bienvenue M. Latour et Mme Julien. Lequel de vous deux prend la parole pour présenter l'autre?

Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides

M. Latour (Yves): Bonjour je vais me présenter. Mon nom est Yves Latour, je suis président de l'Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides, directeur général d'une coopérative forestière. Je vous présente Mme Julien qui est directrice générale.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors si vous voulez bien maintenant nous faire le résumé, ou la présentation verbale de l'essentiel de votre mémoire. Vous avez cinq minutes pour ce faire et après ça nous commençons la période des questions. Alors la parole est à vous.

Mme Julien (Denise): Alors nous allons d'abord nous présenter. L'Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides regroupe dix entreprises forestières, c'est-à-dire huit scieries, une entreprise de déroulage et deux coopératives forestières qui oeuvrent sur la forêt publique de la MRC d'Antoine Labelle. Les membres de l'AHF ont décidé de témoigner de leur expérience et de leurs préoccupations devant votre Commission, car il leur apparaît important qu'au moment où les Québécois sont appelés à redéfinir le contrat social qui les unit, les régions et les entreprises qui contribuent à leur développement puissent exprimer les conditions qu'elles jugent essentielles à leur évolution.

Depuis l'implantation d'un nouveau régime forestier au Québec, les entreprises forestières, bénéficiaires d'une attribution de matières li-

gneuse en provenance des forêts publiques, sont amenées à vivre une expérience intéressante de décentralisation et de partenariat gouvernement-entreprises dont nous voudrions vous exposer, ici brièvement, ses caractéristiques ainsi que son impact sur le développement régional.

Avec l'adoption de la loi sur les forêts, en 1986, l'État visait à redonner aux utilisateurs des responsabilités en matière de planification des interventions et à leur donner de nouvelles responsabilités en matière de mise en valeur des forêts publiques, dans une perspective de rationalisation dans l'utilisation des ressources disponibles. Dans cette perspective, l'État demeure propriétaire de la ressource et responsable de son utilisation maximale sur la base du principe du rendement soutenu, et cela au profit de l'ensemble de la collectivité. L'État conserve les pouvoirs d'orientation et de contrôle, mais il s'associe à des partenaires pour la réalisation de ces mandats.

Concrètement, cela signifie que les entreprises qui bénéficient d'un approvisionnement sur forêt publique doivent désormais assumer la remise en production des territoires qu'elles exploitent en fonction de la diversité des besoins de tous les utilisateurs. Pour sa part, le gouvernement consent à investir dans l'avenir en acceptant qu'une partie plus ou moins substantielle de la tarification qu'il reçoit soit réinvestie en fonction de la réglementation qu'il détermine dans l'aménagement de la ressource forestière.

Par l'établissement d'une nouvelle tarification, basée sur la valeur marchande des bois, le gouvernement donne à la ressource forestière une valeur afin de lui permettre de générer l'argent nécessaire à son aménagement. Tout en assurant à l'état sa juste part de la rente du fonds forestier, au même moment il permet aux utilisateurs de matières ligneuses d'aménager les forêts dont ils ont besoin, tout en les incitant à en maximiser l'utilisation pour en tirer les profits légitimes qu'elles peuvent en escompter.

Globalement, sous l'ancien système, les usines étaient responsables de la récolte des bois en échange du paiement d'un droit de coupe. Le gouvernement se chargeait quant à lui de l'aménagement des forêts et décidait à chaque année des montants qu'il pouvait investir dans cette opération. Résultat: la récolte se faisait sans préoccupation de l'aménagement, et l'aménagement dépendait des priorités gouvernementales du moment. Aujourd'hui, l'argent généré par l'exploitation des forêts peut servir à son aménagement, là même où elles ont été exploitées puisque le paiement des redevances forestières peut se faire soit en argent, soit en travaux d'aménagement.

De simples zones d'approvisionnement, les régions ressources deviennent des zones de production forestière où l'état accepte de

réinvestir en fonction du niveau de richesse collective qu'elles contribuent à créer. C'est un tournant majeur. Il y a cependant un obstacle, celui de la rigidité de la normalisation. La normalisation est essentielle pour assurer l'équité, mais la norme est basée sur la moyenne. Or la moyenne demeure une abstraction qui ne peut tenir compte de la diversité du réel. Il n'existe pas une forêt, mais des forêts. Il n'existe pas une région, mais des régions.

Pour répondre à cette problématique l'État devrait, selon nous, tout en conservant ses pouvoirs résiduels, consentir à moduler son intervention et accepter de responsabiliser ses fonctionnaires et ses partenaires en région. Nous avons expérimenté la pertinence d'une telle formule au niveau de la formation de la main-d'œuvre lors de l'implantation du nouveau régime forestier. Avec l'implantation du nouveau régime, les intervenants du secteur, du gestionnaire jusqu'au travailleur forestier, ont été amenés à un changement profond de mentalité. Rien n'avait cependant été prévu pour faciliter ce passage. Notre association a alors décidé d'informer en régions plus de 300 travailleurs en profitant pour ce faire de la période de chômage saisonnier que nous imposent les rigueurs de notre climat. En fonction des normes actuelles des programmes de formation, une telle opération demeure toujours complètement impensable. Pour y arriver, il a fallu mobiliser les deux paliers gouvernementaux et les deux institutions de formation présentes sur le territoire. Il a fallu également mettre sur pied un comité d'adaptation de la main-d'œuvre et convaincre les représentants des élus, des divers organismes économiques et sociaux et du monde des affaires. Une opération d'envergure pour réussir à concerter tous les intervenants concernés afin qu'ils acceptent d'adapter leurs normes reliées à la mise en opération de leurs programmes pour répondre aux besoins spécifiques de notre collectivité. La mise en place par Immigration Canada...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Julien, le temps s'achève. Peut-être que vous voudriez soit résumer soit... en quelques phrases.

Mme Julien: Oui. La seule conclusion qu'on veut en faire, c'est qu'on a vécu cette expérience-là et on s'aperçoit que c'est possible de normaliser tout en laissant au gouvernement le contrôle. Ce qu'on espère, c'est que ce soit possible également au niveau de la gestion et de la ressource et que le gouvernement accepte de laisser aux régions les moyens d'assurer leur développement. Aussi, au moment où vous êtes conviés à réfléchir à un nouveau partage des pouvoirs, nous espérons qu'une partie de vos recommandations pourra tenir compte de l'existence des régions, de la nécessité de leur développement sur une base d'équité et du rôle actif qu'elles doivent pouvoir jouer dans leur

développement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous félicite, vous avez bien utilisé les 30 secondes pour tomber sur la phrase de conclusion. Bon, nous passons maintenant aux questions. Nous commençons par le parti qui forme l'Opposition officielle. M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais vous remercier de votre mémoire. Je pense que ce qui nous apparaît clair, c'est que vous ne voulez pas revivre le fouillis que vous avez vécu. En particulier à la page 4 où vous nous dites que c'est tout à fait impensable et, pour y arriver, il vous a fallu faire de multiples démarches, rassembler du monde qui était difficile, rassembler des structures. D'autre part, dans cette même page, un peu plus haut, vous dites: En conservant ses pouvoirs. Mais vous allez jusqu'à nous dire qu'on peut se développer différemment d'une région à une autre. Est-ce à dire que vous voulez d'abord avoir un seul interlocuteur au niveau gouvernemental et non deux? Et, par la suite, que ce gouvernement qui détiendrait tous les pouvoirs puisse négocier avec chacune des régions selon ses spécificités?

Mme Julien: Nous, on part du terrain. Ce qu'on voudrait, c'est qu'il y ait plus de responsabilités au niveau de ce terrain-là. Ce dont on s'aperçoit, c'est que la structure actuelle infantilise les intervenants régionaux. Le fait d'avoir deux paliers gouvernementaux dont le partage des pouvoirs n'est pas réglé, dont les champs d'intervention ne sont pas non plus très clairs, des fois ça nous sert, des fois ça nous dessert et, tout le temps, ça nous mêle.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Julien: Ça nous sert des fois, quand un palier gouvernemental se dit: Une manière que j'aurais de passer par-dessus l'autre, ce serait d'aller voir directement la population. Alors, on a eu l'exemple des CADC qui, pour nous autres, ont été un outil intéressant parce que c'était la première fois qu'on avait droit au niveau local de faire une recommandation au niveau central sur une adaptation d'une norme d'un programme en région. C'est une chose intéressante. Mais on a un autre exemple, celui des ententes fédérales-provinciales où on sait que la forêt, c'est de juridiction provinciale et, là-dessus, nous autres, on est très satisfaits, on a une relation qui est intéressante. Mais quand on vient au niveau du développement de l'entreprise, est-ce que c'est de juridiction fédérale-provinciale? Entreprise forestière, est-ce qu'on devient provincial-fédéral? Ça fait quatre ans qu'on est incapables de faire débloquent un programme dans notre région dans l'entente Canada-Québec sur tout ce qui concer-

ne la foresterie, et là, ça nous nuit. Nous, ce qu'on pense, c'est que c'est à peu près impossible, pour un palier comme le nôtre où les énergies sont limitées, où les entreprises ont des défis énormes à rencontrer sur le plan économique, d'avoir en plus à faire la réconciliation politique à tous les jours. C'est très compliqué, et ça, ce n'est pas dû au fait que nos fonctionnaires en régions ne sont pas gentils ni "smart", là. Ils sont "smart" sur les deux bords, mais c'est compliqué pour les deux.

M. Chevette: Donc, si j'ai bien compris, vous voulez qu'on vous démêle.

Mme Julien: Oui monsieur.

M. Chevette: Que le peuple québécois se démêle, et pour ce faire c'est un palier de gouvernement. Mais ma question est la suivante: Tous les pouvoirs reliés à l'emploi, à la formation, vous les voyez au niveau national, naturellement, qui est Québec?

Mme Julien: Là-dessus, nous autres, on peut vous dire qu'on appelle la position qui a été développée par le forum pour l'emploi, particulièrement dans la section qui s'appelle le développement local et régional. Je pense que je n'ai pas besoin de vous relire ces recommandations-là, mais nous on s'alignerait sur ce type de recommandation-là. On a suivi les travaux de cette table de concertation là et on a trouvé ça très intéressant.

M. Chevette: Dans votre texte de mémoire, vous utilisez tantôt le gouvernement, mais très souvent l'État. À sept ou huit reprises, ça m'a frappé, l'État, quand vous parlez de l'État, est-ce que c'est le gouvernement québécois?

Mme Julien: Nous autres, au niveau forestier, l'État avec lequel on fait affaire, c'est le gouvernement québécois, et là où on pense qu'il y a un danger, c'est ça qu'on venait dire cette journée-ci, c'est que le gouvernement, quel que soit son niveau, n'a pas une tendance naturelle à la décentralisation. Quand on a fait une discussion au niveau des forêts, on a été capables d'obtenir du gouvernement actuel le fait de la reconnaissance des feuillus, qui est notre caractéristique à nous. Mais ce dont on a peur, c'est que l'État, dans sa gestion ensuite d'une ressource qui est collective, s'il ne vient pas tenir compte des caractéristiques des régions, peut perdre, faire perdre en tout cas, aux régions, les possibilités d'avoir vraiment une prise sur leur développement par le système de la réglementation et de la normalisation.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des autres membres. M. Dufour sera suivi de M. Larose et

de M. Deschamps, qui remplace M. Proulx aujourd'hui. M. Dufour.

M. Dufour: Oui, merci M. le Président. Je vais continuer dans le cheminement que faisait M. Chevrete. On a entendu parler beaucoup depuis ce matin de décentralisation, de déconcentration. Vous n'utilisez pas ces mots-là à ma connaissance. Vous parlez plutôt de partage des pouvoirs, ce qui, de toute façon, est la même chose. J'ai un peu de misère, dans votre document, à identifier justement ces problèmes que vous vivez à cause d'une juridiction qui serait provinciale ou d'une juridiction qui serait fédérale. Vous venez d'identifier formation professionnelle en vous référant au forum sur l'emploi. Ma question très précise c'est: Dans le cadre actuel, parce que vous ne voulez pas vivre vos problèmes durant des années, alors essayons de les régler rapidement, dans le cadre actuel, dans un fédéralisme renouvelé, qu'est-ce qu'il faudrait vous donner, justement, pour régler les problèmes que vous identifiez en filigrane, mais jamais de façon très précise? Dans quel domaine avez-vous le plus de problèmes pour réaliser vos objectifs?

M. Latour: L'objectif de notre mémoire n'était pas d'identifier lequel des gouvernements pourrait faire ça, mais ce qu'on veut dire, finalement, c'est que deux boss, deux patrons, qui ont le même mandat, ça c'est trop pour nous autres. Quand on est limités au niveau des ressources comme nous, c'est important que ce soit clarifié.

M. Dufour: Oui, mais deux patrons, parfait, c'est l'exemple de la formation professionnelle. S'il n'y avait qu'un seul patron, bien identifié, mais dans le secteur formation professionnelle c'est Québec; immigration, parce que vous avez besoin de travailleurs souvent et immigrants, c'est le Québec; transports, c'est Ottawa. S'il y avait une meilleure clarification des pouvoirs dans le contexte actuel, est-ce que, pour vous, vous réaliseriez vos objectifs? Vous parlez de deux paliers, je suis d'accord avec vous. Mais essayons d'en identifier un sans nécessairement changer le cadre actuel.

M. Latour: Je vous répondrai juste peut-être par une question: Est-ce que c'est possible?

M. Dufour: Bien oui, c'est possible.

M. Latour: Depuis le temps qu'on le vit.

M. Dufour: C'est tout à fait possible, je veux dire, dans le domaine de la main-d'œuvre, on est d'accord, nous, avec l'essentiel des recommandations. M. Béland me dit que ce n'est pas fait, mais je dois dire que ça ne veut pas dire que votre demande sera faite beaucoup plus

rapidement. Je vous demande trois secteurs où vous vivez vraiment des problèmes. On en prend compte et on en discute. Formation professionnelle, je suis d'accord avec vous. Les deux autres secteurs?

Mme Julien: L'autre secteur où on a des difficultés, c'est tous les secteurs du développement technologique, développement de l'entreprise. À ce niveau-là, il y a toujours deux paliers d'intervention et, actuellement, on ne met pas le blâme sur personne, mais il y a vraiment quelque chose qui est complètement coincé pour nous.

Je vais vous donner un exemple. On a fait un développement important suite à l'implantation du régime forestier. On a fait un développement manufacturier qui, pour nous, est très important. Pour Montréal, ce n'est pas sérieux, mais chez nous on a créé 72 nouveaux emplois, on a consolidé 400 emplois et on a investi 10 000 000 \$ à partir des entreprises dans la région. Nos entreprises n'ont eu droit à aucune aide du gouvernement fédéral parce qu'elles étaient dans un secteur forestier qui est couvert par le gouvernement provincial et que la juridiction entre les deux n'est pas réglée.

Si on avait été un secteur manufacturier autre, on y aurait eu droit, on correspondait à tous les critères. Parce qu'on était en région sous développement forestier, on n'a eu droit à rien. Il a fallu se développer tout seul.

Bon. Ce que je veux vous dire, c'est que nous ne cherchons pas de coupable. On vous dit juste qu'actuellement, de la façon dont c'est organisé, quand on vient pour se développer dans des régions de ressources, ça nous crée des difficultés majeures. Or, on sait que, actuellement, le développement des régions, l'intervention centrale n'a pas fait la démonstration d'une efficacité vraiment troublante à ce niveau. Donc, on dit: Nous manquons de moyens.

M. Dufour: O.K. Vous avez connu un problème, mais, par ailleurs, dans un paragraphe, vous dites: La mise en place par Immigration Canada - donc c'est un programme fédéral - du programme de développement...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous achevez de... Vous achevez votre temps, M. Dufour. Allez.

M. Dufour: Merci, M. le Président. La mise en place par Immigration Canada du programme de développement des collectivités a facilité cette opération et ce fut un succès. Donc, voici un programme fédéral finalement qui fut un succès.

Mme Julien: On n'a jamais dit que toujours, toujours, toujours le coupable est d'un côté. On dit que c'est le système qui...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. J'aimerais ça, parce que certains y ont fait allusion, plus on est en régions, plus on sent la pression pour que, dans une redéfinition du Québec, que l'occasion ne soit pas manquée de redéfinir en même temps les rapports État-citoyens, les rapports collectivité région versus capitale ou centrale. J'aimerais ça que vous nous donniez plus de détails sur comment s'organise concrètement la dynamique du développement régional dans un secteur aussi précis que le vôtre. Ça met à contribution qui, regroupés comment, sur quel objectif? Ensuite, la question que je veux poser, c'est: Dans cette décentralisation ou cet élan de responsabilisation des communautés ou des régions, comment on doit l'articuler? Comment on doit l'organiser structurellement? Alors, ça se passe comment, très exactement?

(15 h 15)

M. Latour: Peut-être que l'exemple de la loi 150 est un bel exemple au niveau forestier. On a une région feuillue qui représente, au Québec, les bois feuillus, 10 % du total des bois qui sont récoltables. On a sorti une loi, la loi 150, qui était une loi de résineux parce qu'elle visait à régler 90 % du problème, le problème des résineux. Mais, en permettant aux industriels... Cette loi-là a fait qu'elle oblige les industriels à remettre en production. Ça a permis de créer une dynamique locale et puis, finalement, les gens se sont rendu compte qu'ils vivaient des problèmes avec les normes, mais il y a eu une dynamique qui s'est créée puis il y a eu une volonté de la région qui s'est transmise au gouvernement qui a accepté, finalement, de reconnaître les feuillus dans sa loi. Maintenant, on réussit, avec beaucoup de travail cependant, je dois le dire, à faire un aménagement qui convient à nos bois qui sont les bois feuillus. Si vous demandez qui ça met en contribution, dans une région, pour être efficace, à peu près tout le monde: la MRC, CIDE... Tout regroupement ou association qui peut nous appuyer, on va le chercher, parce que c'est vraiment très lourd pour une région de franchir toutes ces portes.

M. Larose: Mais dans le modèle qui se développe sur le terrain, il n'y a pas, je dirais, de structuration politique autour de tout ça, c'est-à-dire, les intervenant actuels. Est-ce que vous sentez le besoin qu'il y ait un palier décisionnel au niveau de la région ou si...

M. Latour: Pas à notre niveau. Justement, la décentralisation ne veut pas nécessairement dire qu'on va créer un gouvernement local. Dans notre cas, on a une décentralisation, puis c'est la responsabilisation des entreprises, et ça passe par les individus puis ça fonctionne très bien. Il

n'y a pas de palier politique à ce niveau-là.

M. Larose: Alors, si je comprends la proposition, c'est que, même si on a des centres de décision qui peuvent être au Québec, là, j'ai cru comprendre que vous ne voulez pas deux patrons – ça va faire un membre de moins pour notre ami Ghyslain Dufour – vous ne voulez pas deux patrons mais plutôt un, vous ne voulez, en même temps, une reproduction, au plan local, de petits cadres, si je comprends bien. Ce que vous voulez, c'est l'espace nécessaire pour une dynamique et une interaction des différents intervenants dans le secteur qui est le vôtre, mais ça pourrait être un modèle qui vaut pour l'ensemble des secteurs.

Mme Julien: Ce qui a été gagnant chez nous, ça a été de faire des liens entre les "partners" politiques et les "partners" socio-économiques. C'est là qu'on a réussi à marquer des points. Nous, on considère que l'État québécois qui est propriétaire pour la collectivité de la forêt québécoise doit en demeurer le grand gestionnaire parce que c'est lui qui est le grand responsable. Mais là où, quand lui a pris ses grandes orientations, décidé des grands... Et pour ça, il doit aussi consulter ses régions. L'État actuel a consulté les régions. S'il n'y avait pas eu cette consultation-là par les commissions parlementaires, au début, dans la loi, les feuillus, on les faisait disparaître à court terme. O.K.? C'est le fait que la région s'est prise en main puis s'est dit: Si on regarde notre développement, nous autres, il va falloir se donner une stratégie de développement. Il faut avoir les moyens de se donner une stratégie de développement, dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, une fois qu'on a les moyens de se donner une stratégie de développement, il faut avoir les moyens d'aller la défendre, cette stratégie-là, auprès des paliers gouvernementaux. Là, on l'a obtenue cette chose-là. Mais, après ça, une fois qu'on a obtenu une loi qui vous dit: O.K., les feuillus, on va en tenir compte. Ça marche, on va s'en occuper comme on s'occupe des résineux, après ça, il faut pouvoir, d'autre part, revenir auprès des grands paliers gouvernementaux, et là, nous autres, on pense que c'est en lien avec nos fonctionnaires en régions, localement, qu'on va être capables de le faire, où là il faut avoir notre mot à dire sur la normalisation puis la réglementation, parce qu'on peut perdre. La vertu peut s'exprimer dans la loi puis, après ça, rendu chez nous, quand tu essaies, là, ils disent: Oui, mais attends une minute. Mon système informatique SYLVA que j'ai inventé, moi, il y a 26 000 000 de mètres cubes qui marchent dedans, puis il y a 2 000 000 chez vous qui ne marchent pas. Tu sais, on va laisser faire tes 2 000 000. Mais moi, mes 2 000 000, c'est mes 2 000 000 à moi tout seul. Je vis avec ces 2 000 000 là. Je ne peux pas ne

pas les laisser passer dans sa machine. Ça fait que, moi, je vais avoir une manière de lui faire des conversions de facteurs, minimalement. C'est ça que je veux. On veut être capables, nous autres, de revenir et de faire des recommandations, puis de dire: Notre réel étant ceci, on pense que vous allez obtenir les objectifs que vous voulez atteindre, mais de telle, telle, telle façon. Ça, on veut le faire en lien avec nos fonctionnaires, chez nous. Et c'est ça qui est en train de se développer chez nous, et c'est ça qu'on voudrait qui soit tenu en ligne de compte quand on fera une proposition politique quelconque. On ne veut pas, nous autres, une multiplication d'intervenants, mais on veut être capables d'avoir une prise sur le développement. On veut pouvoir être en lien avec nos intervenants et nos élus locaux sur cette prise du développement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Serge Deschamps.

M. Deschamps: Merci, M. le Président. J'aimerais aborder un aspect de votre mémoire qui est absent, selon moi, et qui n'a été soulevé par aucun commissaire aujourd'hui, c'est l'aspect économique. Plusieurs producteurs forestiers sont aussi producteurs agricoles et, donc, membres de l'Union des producteurs agricoles. Ils nous font souvent part de certaines préoccupations par rapport au marché d'exportation et, conséquemment, des prix pour leurs produits. J'ignore si vous êtes à l'aise pour parler de cette question, mais considérant la liste des gens que vous représentez et qui me semblent principalement des entreprises dans le domaine du bois de sciage ou de l'industrie des pâtes et papiers aussi, je l'ignore, j'aimerais connaître l'effet de la politique canadienne au niveau des taux d'intérêt, la fixation du dollar canadien sur les marchés d'exportation et, conséquemment, sur la santé financière probablement des entreprises que vous représentez. J'ignore si vous pouvez répondre à cette question, mais j'apprécierais avoir votre vision, votre opinion sur cette question.

Mme Julien: Nous, on vit globalement le même problème que les problèmes des entreprises manufacturières québécoises qui sont sur le marché de l'exportation. Notre différence avec les gens à qui vous vous référez, c'est que ces entreprises-là, d'abord et avant tout, s'approvisionnent sur la forêt publique. Elles achètent tout ce qui est disponible en forêt privée, mais, chez nous, la forêt publique représente 80 % de la forêt, donc ce sont des gens qui sont reliés à la forêt publique. Ce ne sont donc pas des producteurs de bois, ce sont des entreprises forestières. Mais je pense que pour toutes les entreprises, comme M. Dufour pourra vous le dire, les taux d'intérêt élevés, un dollar canadien très fort quand on est sur le marché extérieur, ce ne sont pas des atouts.

M. Deschamps: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions du parti qui forme le gouvernement, et c'est Mme Hovington, je pense.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. M. Latour, Mme Julien, au nom du gouvernement, il me fait plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec et de vous féliciter pour votre mémoire. Et vous féliciter surtout de présenter l'importance de la forêt à tous ceux et celles qui nous écoutent.

Votre mémoire traite, en fait, de la gestion forestière publique depuis l'implantation du nouveau régime forestier, depuis la loi 150 votée par le gouvernement libéral. Il n'y a pas si longtemps, qui a amené, en fait, un partenariat entreprises-gouvernement qui a permis un bien meilleur développement régional. La loi 150 est basée aussi sur le rendement soutenu de la forêt, donc c'est très important. Les régions-ressources deviennent des zones de production forestière où l'État accepte de réinvestir en fonction du niveau des richesses qu'elles contribuent à créer. En fait, c'est un tournant historique, cette loi 150 et ce nouveau régime forestier.

Vous insistez énormément sur l'orientation fondamentale de la forêt qui vise à générer une activité économique en régions qui est assez importante. Pour le bénéfice, et peut-être que ça répondrait à la question que monsieur posait tout à l'heure, c'est que le secteur forestier génère directement et indirectement près de 190 000 emplois. C'est le point d'appui économique de plusieurs centaines de MRC au Québec — ça, je peux vous le dire — et, surtout, des régions périphériques.

En 1988, les exportations de produits forestiers ont représenté une valeur totale de 5 milliards de dollars. C'est extrêmement important au Québec. Soit près de 22 % de toutes les expéditions hors Québec, conservant ici le premier rang parmi les produits manufacturés. Et ça, c'est extrêmement important. Je suis représentante aussi d'une région périphérique où la forêt est pour 80 % de la main-d'œuvre. Mais c'est un secteur aussi où l'utilisation du pouvoir général de dépenser du fédéral peut représenter une embûche pour le gouvernement du Québec dans la gestion de ses ressources naturelles. C'est là qu'il y a dédoublement des interventions, vous en parlez. Il y a une surcharge auprès des bénéficiaires.

Dans la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, le fédéral, pour s'impliquer au niveau du développement régional, a mis en place le plan de l'Est du Québec, où il y a là vraiment une ingérence. Dans votre région, de quelle façon le fédéral intervient, au niveau de la forêt, à votre niveau? Est-ce qu'il y a un programme spécial qui a été

mis en place, comme c'est le cas en Gaspésie-Bas-Saint-Laurent?

M. Latour: Non, simplement dans la négociation des ententes fédérales-provinciales cependant. À ce niveau-là, on n'a pas fait d'intervention au niveau fédéral, mais il n'y a pas grand-chose dans l'entente fédérale-provinciale au niveau des feuillus. Malheureusement, nous, on a eu assez d'énergie à mettre au niveau provincial, à ce niveau-là, et on n'est pas allés plus loin. Mais évidemment, on n'a pas profité de cette manne-là, si on veut, parce qu'elle ne fait pas partie de ça, au point de départ.

Mme Hovington: Vous parlez beaucoup, dans votre mémoire, de rigidité, de normalisation. Advenant qu'on ait juste un État qui détiendrait des pouvoirs, peu importe qui, est-ce que vous croyez que c'est si facile de pallier, si vous voulez, avec des programmes normés, parce que c'est toujours des utilisations de fonds publics, donc ça prend des programmes normés, mais qu'on puisse les moduler aux besoins d'une région. De quelle façon vous le voyez ça? Ça vous prendrait quels pouvoirs pour arriver à ça?

M. Latour: Il s'agit d'une concertation régionale. Moi, quand je discute avec l'administrateur local des forêts chez nous, je m'entends en cinq minutes. Si je m'en vais à Montréal, mon administrateur régional, ça me prend une heure, deux heures. Si je m'en vais à Québec, ça me prend deux jours. Il s'agit de se rapprocher de la réalité. Les gens qui vivent le problème avec moi, ils constatent immédiatement la solution, c'est quoi et c'est très vite réglé. La normalisation, il faut la moduler simplement. Il s'agit de mettre, je dirais, les intrants qu'il faut dedans et on y arrive assez facilement. Mais il faut faire participer les gens des régions, les gens qui sachent quels sont les intrants importants. C'est simplement ça, il s'agit de faire participer. C'est assez difficile, parce que généralement le centre voit cette attitude comme une perte de pouvoir pour eux et une perte de contrôle. C'est là qu'on rencontre des problèmes généralement.

Mme Hovington: Quand vous parlez aussi dans votre mémoire de laisser plus de pouvoir aux fonctionnaires en régions, ça rejoint ce que vous venez d'expliquer? De quelle façon vous voyez ça? Au niveau de la formation professionnelle, au niveau de gérer des budgets spécifiques à chacune des régions? De quelle façon vous voyez un petit peu ces pouvoirs aux fonctionnaires?

M. Latour: Au niveau forestier, ça serait ce que je viens de vous dire. À d'autres niveaux je n'ai pas...

Mme Hovington: Si on va plus loin. Par

exemple, il y a d'autres groupes qui sont venus nous présenter des mémoires et qui parlent de décentralisation de plus en plus vers les régions et quand on est régionalistes, je pense qu'on le comprend un petit peu. Mais de quelle façon les régions pourraient être maîtres d'oeuvre? En possédant quels pouvoirs?

Mme Julien: Au niveau forestier, nous autres, la question n'est pas nécessairement d'être maître d'oeuvre, mais d'avoir des pouvoirs de recommandation et d'influence là-dessus. Par exemple, actuellement, si vous dites aux entreprises forestières: Vous allez remettre tel type de forêt en reproduction pour qu'elle puisse produire à long terme. C'est que nous, le but qu'on vise, c'est du développement durable, donc on a des entreprises qui sont basées sur des arbres de qualité. Mais on sait qu'au Québec, par exemple, on a juste à regarder le ministère de l'Énergie et des Ressources, le budget des forêts, il est de 94 000 000 \$ qui vont aux résineux. Il n'y a pas 1 000 000 \$ qui vont aux feuillus. Le gouvernement a développé une expertise énorme du côté des résineux. Il n'y en pas du côté des feuillus. Quand il vient pour nous rencontrer et qu'il nous dit: Un bouleau jaune, ça va se développer comment? Il y a des grosses chances qu'on le sache plus que le gars au central.

Donc, à ce moment-là, il faut que le gouvernement s'aperçoive qu'il y a des zones, comme par exemple la zone des feuillus, où il y a une problématique que lui ne maîtrise pas complètement et là il va s'associer avec ses partenaires qui cessent de s'en méfier, qui acceptent de se concerter et qui acceptent de recevoir des recommandations. C'est pour ça qu'on donnait un petit exemple, par exemple la formation de la main-d'oeuvre, pour avoir droit à la formation de la main-d'oeuvre, juste pour avertir nos gars, nous autres, qu'il y a un nouveau régime qui s'en vient. Demain matin quand ton contremaître va te dire: Tu ne passes plus sur la petite épingle, au contraire, tu fais le tour parce qu'il faudrait bien qu'elle repousse.

Là, le régime vient tout changer. Ce n'est pas lui qui est tombé sur la tête. C'est que la société au complet a changé d'idée. Comprends-tu? Ce n'est pas la bataille, c'est sérieux. Le gars tient à ça, mais il faut qu'on l'avertisse. Mais là, on n'avait pas le droit de l'avertir parce que ça ne faisait pas 26 semaines qu'il était sur le chômage, qu'il était sur un chômage saisonnier. Mais moi, je ne peux pas lui demander de venir suivre un cours quand il sort de la forêt à 6 heures et demie et qu'il n'a pas fini de "tinker" la débuseuse. Je vais le prendre au mois d'avril quand c'est de la boue partout, quand il n'y a plus personne qui peut intervenir. On va s'asseoir et on va jaser. Là on a fait une recommandation au ministre et le ministre a dit: Ça a plein de bon sens. Zoom, ils ont été sur le

chômage, ils ont reçu un cours d'une semaine. Je suis certaine que ça a aidé énormément toute la région à se développer. C'est ça qu'on veut être capables de faire. O.K. Vous avez une vision des choses, vous, vous allez sur tel objectif, parfait. On veut vous dire: Si vous voulez l'atteindre cet objectif, chez nous, il va falloir que vous teniez compte de ça, ça, ça. Nous autres on est prêts à faire ça, êtes-vous capables de venir faire un bout avec nous autres? C'est ça que l'on veut être capables de faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Là-dessus, Mme Julien, il faut vous remercier d'être particulièrement précise et encourageante dans vos recommandations, ça nous laisse à penser que peut-être on va trouver une solution en ce qui concerne, pas nécessairement vos seuls problèmes, mais aussi les nôtres. Vous nous avez apporté un éclairage intéressant sur un aspect très spécifique et précis de la "déconcentration", responsabilisation du fonctionnaire local, en tout cas on a tous compris, même si on n'a pas exactement le mot, et il me reste à vous remercier, vous aussi M. Latour, et à vous demander de maintenant laisser gentiment la place au prochain groupe qui va vous remplacer: la Francophonie étudiante de Lanaudière.

(Suspension de la séance à 15 h 31)

(Reprise à 15 h 33)

Le Président (M. Michel Bélanger): J'avais une idée de francophonie étudiante comme étant beaucoup plus jeune que vous ne semblez l'être. Vous êtes sûrement très jeunes d'esprit. Ça va bien nous informer. Alors je vous rappelle que, dans cette période d'une demi-heure, nous avons d'abord cinq minutes pour la présentation verbale de l'essentiel de votre mémoire et qu'ensuite, nous passons aux questions.

C'est M. Lefebvre qui va présenter le groupe?

M. Lefebvre (Yvon): Pour le mémoire?

Francophonie étudiante de Lanaudière

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien, j'aimerais d'abord que vous présentiez les personnes. Moi, j'ai leurs noms ici mais le reste du groupe ne sait pas exactement qui est où, et ensuite, celui que vous choisissez présente le mémoire.

M. Lefebvre: C'est Normand Venne le gestionnaire, Nathalie Charbonneau qui est vice-présidente, Line Poirier qui est secrétaire-trésorière et moi-même qui suis président.

Mme Charbonneau (Nathalie): Alors nous

allons commencer le résumé. Bonjour, mon nom est Nathalie Charbonneau. L'histoire de notre peuple et celle de notre éducation suivant des tracés parallèles, nous vous présentons aujourd'hui un mémoire visant à vous proposer une orientation socio-culturelle plus valorisante pour la jeunesse dans un Québec nouveau. Le monde étudiant, notre langue et notre culture étant nos principales préoccupations, nous nous devons de mettre tous les efforts nécessaires, dans la perspective d'un Québec devenu pays, à étudier, défendre et promouvoir l'intérêt porté à notre système d'éducation ainsi que l'intérêt porté aux étudiants et étudiantes qui en font usage.

Si le Québec a atteint une évidente maturité, une force économique supérieure et une notoriété grandissante sur le plan international, il le doit au courage et à la détermination de son peuple et à l'éducation qu'il s'est donnée mais sûrement pas au système fédéraliste qui, en plus d'être désuet aujourd'hui, n'a jamais permis, au cours de l'histoire, de favoriser la nation francophone du Québec puisque nous avons toujours été minoritaires en terre canadienne.

On ne négocie rien d'équitable à 10 contre 1. Le Québec devenu indépendant, nous négocierons d'égal à égal, de pays à pays, les ententes économiques que nous voudrions établir avec nos voisins.

Mme Poirier (Line): Pour un Québec fort, capable de s'assumer comme peuple, sans crainte de perdre son identité à chacun des tournants de l'histoire comme ce fut le cas par le passé et même récemment, nous, Francophonie étudiante de Lanaudière, proposons qu'une loi forte protège et promeuve la langue française partout au Québec. Les lois 178 et 101 ne sont pas totalement inefficaces mais nettement insuffisantes pour rassurer le peuple qui n'a pas baissé sa garde. Les effets en sont néfastes pour tous et surtout pour les minorités ethniques qui souffrent de notre intolérance causée par nos craintes d'être assimilés, car nous sommes nous-mêmes une minorité. Qu'une loi protège et promeuve la culture québécoise sous toutes ses formes, la culture étant, avec la langue, l'identité fondamentale d'un peuple. Nous nous devons de prendre les mesures nécessaires pour ne pas nous laisser noyer par la culture de masse qui nous entoure. Que, tout en faisant du français la langue première et commune au Québec, nous fassions en sorte que les communautés ethniques puissent profiter pleinement de leurs cultures et de leurs langues en ouvrant des classes spécifiques à chacune des ethnies dans les écoles françaises des quartiers à caractère multiculturel. Une fois les craintes dépassées, l'avantage en serait grand pour les Québécois de souche et pour les immigrants.

Que soit rétabli intégralement, ce qui serait un minimum de protection pour notre progrès, le

gel des frais de scolarité. Le droit à l'éducation étant clairement stipulé dans la Charte des droits et libertés, il appartient au gouvernement de voir à ce que ce droit ne devienne pas exclusif à une certaine classe de la société.

Que le ministère de l'Éducation revoise le Régime de prêts et bourses. Ce système est désuet, coûteux pour le gouvernement et désavantageux pour les étudiants et étudiantes qui entrent dans le marché du travail avec une dette parfois phénoménale. Un système où l'étudiant serait employé et rémunéré en stage de travail comme un apprenti, puisqu'il en est un, comporterait beaucoup plus d'avantages pour tous les intervenants. Des structures semblables existent déjà ailleurs depuis un certain temps et avec beaucoup de succès.

Que soit abolie et déclarée invalide toute taxe présente ou future qui toucherait le secteur culturel. Que le ministère de la Sécurité du revenu revoise certaines clauses de la loi 37 qui sont discriminatoires pour les étudiants et étudiantes et qui présentent des incohérences évidentes avec le régime de prêts et bourses. Que les organismes communautaires jouissent d'un statut particulier et puissent obtenir les outils nécessaires pour combattre les fléaux sociaux qui abrutissent notre société. Étant donné le désengagement des familles et des gouvernements, ces organismes ont atteint le rang des priorités pour un peuple dit civilisé.

Que les lois fiscales soient revues et corrigées pour mettre en place un système plus équitable pour tous. Le système actuel tend à creuser l'écart entre riches et pauvres, ce qui occasionne des situations de frustration engendrant la violence, la toxicomanie et la criminalité. Les sans-abri sont de plus en plus nombreux et la situation ne semble pas vouloir s'améliorer. C'est une question de sécurité publique. Que la population autochtone, surtout étudiante, soit valorisée. C'est l'impression de passer inaperçu qui rend violent. Il serait déplorable que le respect des Premières Nations ne soit visible que devant les médias. Cela doit aussi se voir sur papier aussi bien que dans l'expression des gens, car il y va de l'avenir de notre paix sociale.

Mme Charbonneau: En conclusion, l'avenir du Québec en tant que province canadienne a été très sévèrement compromis par la mort de l'accord du lac Meech. L'intégrité du peuple québécois en tant que société distincte a aussi été bafouée pour une deuxième fois en moins de 10 ans. La majorité de la population, soit 85 %, avait déjà rejeté l'accord bien avant les autochtones du Manitoba et, dans un système démocratique, cela compte beaucoup plus qu'une entente de principe signée par 11 personnes, même s'il s'agit de premiers ministres. Cela laisse des marques indélébiles. Étant donné nos propositions que nous croyons fort réalisables par un

Québec devenu mature, étant donné que les cinq conditions minimales du Québec ont été refusées et que rien ne laisse croire que la situation changera pour le mieux dans un système fédéraliste, nous, Francophonie étudiante de Lanaudière, proposons que le Québec se détache de ce système dépassé et prenne lui-même et seul son envol. Une association économique est d'ailleurs toujours possible après avoir obtenu notre statut de pays souverain.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci pour cette présentation. Nous passons maintenant aux questions par le groupe des membres. Mme Pagé aura la première place, suivie de M. Assad et M. Bouchard. Mme Pagé.

Mme Pagé: Merci. Alors, je voudrais vous souhaiter la bienvenue devant la Commission. Ma première question, j'aimerais que vous me disiez qui est la Francophonie étudiante de Lanaudière. Représentez-vous surtout des étudiantes et des étudiants de niveau collégial ou d'écoles secondaires ou ainsi de suite?

Mme Poirier: Bon, la Francophonie est composée d'étudiants du niveau secondaire régulier, secondaire professionnel, éducation aux adultes, collégial et universitaire.

Mme Pagé: De la région de Lanaudière.

Mme Poirier: De la région de Lanaudière, exactement.

Mme Pagé: Vous comptez donc à peu près combien de membres?

Mme Poirier: On compte environ 200 membres et le recrutement va très bien en ce moment.

Mme Pagé: Ah! je n'en doute pas. Ha, ha, ha! Merci beaucoup pour cette première réponse. Dans votre mémoire, je pense que vous me permettez de réagir à tout le moins à tout ce que vous dites sur l'éducation, parce que je crois qu'au moment où le Québec a à réfléchir sur son avenir politique et constitutionnel, vous venez nous rappeler à quel point l'accessibilité à l'éducation et la démocratisation de notre système d'éducation doivent toujours rester au cœur du projet social et collectif que nous avons à porter, et vous signalez que, présentement, certaines orientations qui se prennent à cet égard-là vont un peu à l'encontre de ce dont on aurait besoin comme moyens quand on constate, entre autres, le phénomène galopant de l'abandon et de l'échec scolaire. On a déjà eu une époque où 85 % des jeunes terminaient leur secondaire avec un diplôme. On est rendus maintenant à 68 % seulement qui le font, et la chute continue. Je pense que vous avez raison de

souligner cette importance de l'éducation dans les choix que nous aurons à faire.

Et dans la suite de ça, j'ai une question à vous poser sur une proposition que vous nous faites sur les classes spécifiques aux ethnies dans les écoles francophones. Je voudrais que vous me disiez, cette proposition que vous nous faites, est-ce que ce sont des classes où l'enseignement se ferait dans la langue d'origine des différentes ethnies, ou est-ce que c'est autre chose? Deuxièmement, est-ce que vous n'avez pas peur un peu d'une ghettoisation des différentes communautés culturelles, et où seraient les moments d'interaction et d'interculturalité, si chacune des ethnies, dans sa petite classe spécialisée... Il me semble qu'il y a un risque important, là-dedans, et je voudrais vous entendre plus longuement sur cette proposition que vous nous faites.

M. Lefebvre: D'abord, le projet qu'on a mentionné, ce n'est pas une classe ethnique qui serait dans la même classe toute la journée, là, c'est seulement un cours pour que les communautés ethniques puissent continuer à apprendre leur langue d'origine et leur langue maternelle.

Mme Pagé: Ce qu'on appelle présentement le programme d'enseignement des langues d'origine?

M. Lefebvre: C'est ça.

Mme Pagé: Parfait, O.K. Donc, ce ne sont pas vraiment des classes où on regroupe...

M. Lefebvre: Non, ce ne serait pas une classe fermée...

Mme Pagé: ...les Italiens, les Grecs, ou...

M. Lefebvre: Non, non.

Mme Pagé: Parfait.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé?

Mme Pagé: Oui, ça va.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Assad.

M. Assad: Merci. Les étudiants, je vois dans vos propos, là, une proposition radicale, mais c'est normal. Je me rappelle, quand j'étais aux études, que j'avais des positions très radicales. Sauf que vous avez expliqué, et je reconnais le grand essor qu'a connu le Québec depuis de nombreuses années, depuis le début des années soixante, l'essor économique, l'"entrepreneurship", et le reste et le reste. Il n'y a personne qui peut nier ça. Je pense que vous devrez recon-

naître que, dans la Confédération canadienne, il y avait certainement des éléments positifs qui ont fait l'évolution du Québec à ce moment-là. Et c'est assez difficile d'entendre que vous trouvez que ça été un désavantage. Je crois qu'il y avait certainement des éléments qui ont aidé l'essor du Québec dans tout ça, et ça prouve qu'il y avait des éléments qu'on peut sauver encore aujourd'hui ne trouvez-vous pas?

M. Lefebvre: J'aimerais ça que vous m'en nommiez.

M. Assad: Pardon?

M. Lefebvre: J'aimerais ça que vous m'en nommiez.

M. Assad: Dans le domaine d'investissements qui ont été faits dans l'éducation. Prenez comme Radio-Canada, monsieur en face de nous je ne pense pas qu'il ait souffert du régime fédéral.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Lefebvre: Non, mais ce sont toutes des choses...

M. Assad: Vous dites qu'il y a des.... je pourrais, ce n'est pas dans le moment ici, dans quelques minutes...

M. Lefebvre: Ce sont toutes des choses qu'on peut faire nous-mêmes.

M. Assad: Je pourrais vous donner amplement de raisons pour dire que le fédéralisme, tel qu'on l'a connu, là, ce n'était pas parfait. Dites-moi un régime qui est parfait? Mais je vais vous montrer un régime qui a donné, où on a fait une évolution; ou est-ce qu'on a fait ça dans l'isolement total ici au Québec? Tous nos régimes sociaux, est-ce qu'ils ont... Il faut donner le crédit à l'ancien NPD, le CCF, la pension de vieillesse, toutes les lois sociales, ce n'était pas des affaires qu'on a inventées. On a bénéficié de ça et on a aidé davantage à les avancer. On n'a pas vécu comme une île indépendante de tout le monde. On a partagé ensemble, on a certainement bénéficié des éléments qui sont extrêmement importants pour notre développement. On ne peut pas nier ça.

M. Venne (Normand): Lorsque vous dites que Radio-Canada a eu des investissements, comparez-vous les investissements qui sont faits, à titre d'exemple, au journal "Le Point", ou "The Journal"?

M. Assad: Monsieur vient de répondre à cela et je n'ai pas de détails, là.

M. Venne: Je pense qu'en matière...

M. Assad: Mais tout ce que je vous dis, là, ce n'est pas dans les quelques minutes que j'ai qu'on pourrait élaborer tout ça, mais certainement que je pourrais apporter amplement d'arguments, et je suis sûr qu'au fur et à mesure que les journées vont avancer, les mois, on va les avoir.

Si vous me permettez une deuxième question, j'étais très heureux de voir que vous avez touché une question que je considère et j'étais surpris pour des étudiants, mais je suis très heureux que vous l'ayez approché, le point n° 9, la question du système de taxation qui est inéquitable et je suis d'accord avec vous là-dessus. Je suis content que ça ait été soulevé, je trouve que c'est un élément le plus fondamental dans une société démocratique, le fait que nous ayons un système de taxation qui est complètement injuste et inéquitable. Depuis les 25 dernières années, l'élite financière dans toutes les provinces a pris avantage d'un système de taxation pour se rendre plus riche et c'est vrai que l'écart grandit.

(15 h 45)

Vous avez touché à un point et j'espère que... Ce n'est peut-être pas le mandat ici, mais certainement, vous l'avez soulevé, moi, j'ai l'intention de continuer, ça m'intéresse beaucoup. J'aimerais savoir le point 9, d'où vient cette idée de soulever le fait que notre système de taxation a besoin d'une révision ou certainement d'une étude en profondeur?

M. Venne: On pourrait d'abord parler de ce qui est moderne, de la TPS entre autres. Avec la TPS, on va avoir le plaisir de pouvoir avoir une taxation sur tous les éléments dits culturels. Ça permettra de taxer les livres, les disques, les spectacles et, enfin, tout ce qui est de nature culturelle. On sait très bien qu'au Québec, au niveau de la francophonie, la représentation culturelle par rapport au Canada et au système canadien, on a éprouvé beaucoup de problèmes et on en éprouve encore beaucoup aujourd'hui. Alors, ceux qui ont déjà des noms aujourd'hui, qui ont des noms connus et qui sont bien installés au niveau...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à une question de M. Bouchard qui sera suivi de M. Turgeon. Il y a M. Hogue aussi qui a demandé la parole. Il nous resterait à peu près cinq minutes. Si les premiers vont vite, il y aura de la place pour le dernier. M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. On a parlé des investissements que le fédéral a faits dans l'éducation. Justement, la Constitution réserve ce secteur d'activité au Québec et si le fédéral a fait l'investissement dans l'éducation, c'est avec l'argent du Québec qu'il l'a fait dans les domaines qui n'étaient pas les siens. Ce qui est

présenté comme un avantage est un grand inconvénient pour nous parce que le Québec prétend que c'est à lui de gérer son éducation en fonction de ses propres impératifs, de sa culture. C'est pareil pour Radio-Canada. On est capables, nous autres, de dépenser notre argent nous-mêmes en fonction de ce que nous voulons faire. Moi, j'endosse totalement ce que vous dites au sujet des problèmes que vous soulignez par rapport aux méfaits du fédéralisme au Québec dans le domaine de la culture.

Dans le domaine de l'économie, par exemple, les gens d'affaires du Québec, la Chambre de commerce elle-même du Québec a parlé du fédéralisme économique en termes d'échec, en termes de faillite. Je ne pense pas qu'on est à l'heure des discours, on est à l'heure des solutions. Ces vieux débats-là ont été faits maintenant. Ce que vous concluez, vous, c'est que la solution, pour le Québec qui a été rejeté de la Constitution une autre fois récemment, malgré tous les beaux discours, toute la belle rhétorique, par tous ceux qui nous ont promis un renouvellement de la Fédération, ce que vous proposez comme solution, c'est la souveraineté.

Vous ne dites pas cependant comment on y arrive. Vous n'avez pas établi le processus qu'il faudrait emprunter pour arriver à déclarer la souveraineté et la réaliser. Par exemple, je sais que ce n'était pas le propos essentiel que vous poursuiviez, mais qu'est-ce que vous pensez, par exemple, d'un référendum préalable ou d'un référendum qui l'accompagnerait? Est-ce que vous avez une idée à proposer là-dessus?

M. Lefebvre: Pour que les négociations soient valables, équitables, il faudrait faire l'indépendance après puis...

M. Bouchard: Pardon?

M. Lefebvre: Faire l'indépendance avant et négocier après. Que le référendum soit avant.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...M. Turgeon, M. Bouchard? Oui. M. Turgeon.

M. Turgeon: Merci. Écoutez, d'abord, quant aux angoisses de M. Assad quant au rôle des institutions fédérales dans le champ culturel québécois, je voudrais simplement le renvoyer au mémoire que l'Union des artistes a déposé la semaine dernière. Il me semble que c'était assez clair et concluant à ce sujet-là.

Quant à vous, cela dit, vous avez tout votre mémoire sur la langue et la culture et c'est normal puisque c'est ça qui va donner toute sa dimension à la souveraineté que vous réclamez pour le Québec. Mais il y a une question que je me pose. Vous parlez du devoir que les Québécois devront avoir vis-à-vis des autochtones, vis-

à-vis des différentes communautés culturelles, mais rien de spécifique quant à la communauté anglophone comme telle. Est-ce qu'il y a une raison à ça ou si vous incluez tout ça dans les différentes... Vous ne pensez pas que les anglophones d'ici ont des droits particuliers? Je vous pose la question.

M. Lefebvre: Je pense que les droits des anglophones d'ici sont très respectés, sont même surrespectés vis-à-vis des autres minorités. Je pense que, dans un Québec souverain, les anglophones devraient être traités comme toutes les autres minorités.

Mme Poirier: Si je peux ajouter aussi, je crois que la panique qu'on voit en ce moment dans la communauté anglophone du Québec, ce n'est pas parce qu'ils sont en train de perdre des droits mais bien des privilèges.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Hogue? M. Turgeon? M. Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Vous êtes des étudiants et vous connaissez, ça va de soi, les arbres de décisions et les cheminements critiques. À l'intérieur d'un cheminement critique, combien de temps accordez-vous à l'implantation de vos dix propositions? Ça, c'est ma première question. Ma deuxième, vous proposez, d'une part, une loi plus forte que les lois 101 et 178 pour protéger le français, et je n'ai pas à être d'accord, je vous pose la question. D'autre part, des classes offertes aux immigrants dans leur langue. Comment ces deux propositions-là sont-elles conciliables? C'est ma deuxième question. Et la troisième, vous faites de nombreuses propositions qui peuvent toutes se réaliser à l'intérieur du système actuel si on réaménage les zones d'autorité. Pourquoi alors proposez-vous la séparation du Québec?

M. Venne: À prime abord, on propose la séparation du Québec...

M. Hogue: Avez-vous la première question? On va être pratiques.

M. Venne: O.K.

M. Hogue: La réponse à la première question. Soyons pratiques.

M. Venne: Bien, à la première question, vous demandiez le temps.

M. Hogue: Oui, combien de temps. Un cheminement critique.

M. Venne: Combien de temps? Ce sera relatif à l'obtention de la souveraineté du Québec.

M. Hogue: Non, mais vous l'avez déjà faite, là, vous...

M. Venne: Non, non, mais ce sera relatif au temps que prendra...

M. Hogue: Non, mais en fait, ça vous prend combien de temps pour installer le système?

M. Venne: O.K. Pour installer le système. Bien ça, écoutez, ça dépendra des différents organismes et des différents points du...

M. Hogue: Combien de temps?

M. Venne: Bien, écoutez!

M. Hogue: Je vous pose juste une petite question simple: le cheminement critique.

M. Venne: Je pense bien que ce n'est pas une question de mois.

M. Hogue: ...question de mois.

M. Venne: Ce serait une question d'années.

M. Hogue: Deuxième question...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense qu'il va falloir qu'on aille plus vite, M. Hogue. Si vous pouviez, peut-être, répondre à la deuxième question?

Une voix: La deuxième question qu'il était?

Une voix: La réconciliation entre loi 101 et loi 178 plus serrée; elle est plus loin et l'éducation et la formation dans les autres milieux.

M. Lefebvre: O.K. On sait que la loi 101...

Une voix: Réconcilier ces deux propositions.

M. Lefebvre: ...protège, si on veut, les secteurs primaire et secondaire de l'éducation. Nous, on veut qu'elle soit étendue aux secteurs collégial et universitaire.

M. Hogue: Et universitaire. Comment conciliez-vous deux propositions, celle que vous faites là et qui apparaît dans votre mémoire et, d'autre part, des classes offertes aux immigrants dans leur langue?

M. Lefebvre: On a dit tantôt dans la proposition que ce n'étaient pas des classes fermées mais que c'était un cours. Le cours se donne dans une classe, entre Grecs, si on veut, ou Italiens ou Anglais. Mais un coup le...

M. Hogue: Dans leur langue maternelle...

M. Lefebvre: Dans leur langue maternelle.

M. Hogue: ...quelle qu'elle soit.

M. Lefebvre: À l'intérieur d'une école française.

M. Hogue: Quelle qu'elle soit?

M. Lefebvre: Quelle qu'elle soit.

M. Hogue: C'est correct. La troisième?

Une voix: Si on peut préciser...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au groupe qui représente le gouvernement. Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Je remercie la Francophonie étudiante de Lanaudière de nous avoir présenté ce mémoire. Dans votre mémoire, vous faites preuve d'ouverture d'esprit et j'aimerais vous citer quelques passages, ceux qui m'ont le plus touchée. "Les effets en sont néfastes...", à la page 4, quand vous parlez des moyens proposés et que vous essayez de mettre en relief les difficultés que rencontrent les communautés culturelles à s'intégrer, et vous faites référence à, peut-être, l'intolérance. J'aimerais vous citer dans le texte: "Les effets en sont néfastes pour tous et surtout pour les minorités ethniques qui souffrent de notre intolérance causée par nos craintes d'être assimilés car nous sommes nous-mêmes une minorité." D'un autre côté, vous dites un peu plus loin - Mme Pagé vous a posé la question, M. Hogue a tenté - vous faites encore preuve d'ouverture d'esprit quant aux minorités en disant que vous seriez même prêts à leur donner des classes spécifiques. J'aimerais savoir ce que ce serait "des classes spécifiques" aux communautés culturelles et j'aurai une deuxième question par la suite. Mme Poirier, allez-y.

Mme Poirier: Disons qu'il n'est pas question ici de créer des ghettos. De toute façon, on sait qu'il existe déjà des ghettos, sans doute parce que, justement, la population du Québec étant une minorité au sein du continent nord-américain, la crainte d'être assimilé crée une certaine appréhension face à toute culture étrangère. Et ça a fait que, souvent, le peuple québécois, pas toujours, s'est fermé aux nouveaux arrivants. C'a même créé des ghettos.

Mme Pelchat: Qu'est-ce que vous favorisez pour peut-être mieux intégrer ces nouveaux arrivants et avoir une société plus harmonieuse, plus ouverte?

Mme Poirier: Premièrement, justement, ça répond un peu à la question de M. Hogue. Je crois que le fait que la langue d'éducation soit

réellement le français, que ça soit la langue commune, fait que le nouvel arrivant ici ne se trouve pas placé devant un choix incertain: Je vais choisir l'anglais, je vais choisir le français. Il va être certain de ça. Par contre, tout en l'intégrant à notre communauté, la communauté de la majorité, on lui montre que sa culture est respectée et qu'elle nous intéresse.

Mme Pelchat: D'accord. Tantôt vous avez dit, en réponse à M. Turgeon, que les anglophones, ici, au Québec n'avaient pas de droits mais bien des privilèges. Je dois vous dire que je ne suis pas d'accord avec vous là-dessus parce que, quant à moi, je pense que la communauté anglophone a des droits ici. Est-ce que vous êtes d'accord avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil qui est venue nous présenter un mémoire mardi en Montérégie, sur mon territoire, laquelle regroupait le Parti québécois de Taillon et le Parti québécois de Marie-Victorin qui nous disait qu'eux, advenant une société, un Québec souverain, ils seraient même prêts à donner des garanties à la minorité anglophone pour que leurs droits soient même enchâssés dans une constitution? Il y a même un ex-député du Parti québécois qui est allé aussi loin que de dire que ces droits-là devraient être enchâssés dans une future constitution canadienne. Est-ce que vous seriez prêts à vivre avec ça?

Mme Poirier: Pour ce qui est du début de votre affirmation, je crois que j'ai été mal interprétée. Je n'ai pas dit que les anglophones du Québec n'avaient pas de droits; j'ai dit qu'ils ne perdaient pas actuellement des droits avec les lois 178 et 101.

Mme Pelchat: D'accord, j'aime mieux ça. Merci.

Mme Poirier: Ils ne perdaient pas des droits, ils perdaient des privilèges. Et encore, il leur en reste toujours. C'est différent.

Mme Pelchat: D'accord. Sur la façon de leur donner ces droits-là, est-ce que vous seriez d'accord avec l'affirmation que je viens de vous faire: donner ces garanties-là et même les enchâsser dans une future constitution?

Mme Poirier: Pour cette question-là je vais laisser répondre le président de mon association.

Mme Pelchat: M. le Président. Allez-y brièvement parce que j'en ai une autre petite après.

M. Lefebvre: Si on regarde ce qui se passe en Saskatchewan, c'est déjà dans la constitution de la province et les francophones sont obligés de vendre des graines de tournesol pour soutenir leurs écoles. Faudrait voir.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y pour l'autre question rapide, madame.

Mme Pelchat: Oui. En fait c'est que... à la page 5 vous dites que le ministère de l'Éducation revêt le régime des prêts et bourses, le système est désuet, et tout ça. Moi, je dois vous dire que je suis d'accord avec vous, que les étudiants ne sont pas très riches. Mais j'aimerais vous rappeler qu'on a revu le système des prêts et bourses il n'y a pas tellement longtemps. Il y a eu une commission parlementaire qui a été assez longue, merci, qui s'est terminée en février dernier. Le système a été revu. On a ajouté 50 millions de dollars, une plus grande ouverture quant aux prêts et aux bourses, et tout ça. J'aimerais savoir: Est-ce que vous avez présenté un mémoire à la commission parlementaire, à l'Assemblée nationale, justement sur ce régime qui a été revu après 20 ans de désuétude? Si vous aviez présenté un mémoire à la commission parlementaire?

Mme Poirier: Non, à ce moment-là l'organisme n'était pas encore assez complet. Notre équipe n'était pas encore assez grande.

Mme Pelchat: Merci.

Mme Poirier: Par contre, si on remarque la lettre qui a été envoyée à tous les étudiants, qui était incluse dans le formulaire de demande de prêt et bourse, signée par l'ex-ministre de l'éducation M. Claude Ryan, on remarque à l'intérieur même de cette lettre-là, des incohérences et des contradictions. À savoir que cela permettrait un meilleur niveau de vie aux étudiants, etc., et une plus grande ouverture aussi.

Mme Pelchat: Moi, je vais juste vous dire que j'étais une des tenantes du dégel des frais de scolarité et je pense qu'il faut en arriver, à un moment donné... Surtout si on compare avec les autres provinces du Canada. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je passe à M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Moi, je voudrais vous féliciter parce que, d'abord, on n'a pas eu à vous soutirer votre orientation, vous l'affichez clairement. Deuxièmement, je pense que vous nous rappelez à la Commission ici, que ce n'est pas tout de se brancher en faveur d'une option politique, mais aussi de penser que dans un Québec souverain il faudra se préoccuper des problèmes. Et les problèmes que vous rencontrez particulièrement dans les secteurs que vous touchez, je pense que vous nous faites réfléchir drôlement. Un Québec souverain se comportera comment vis-à-vis les ethnies? Un

Québec souverain se comportera comment face à la langue? Est-ce qu'il la renforcera? Est-ce qu'il renforcera ses outils, etc.?

Je pense que c'est extrêmement important, un Québec souverain face à la culture, par exemple, à la taxation. On est en plein débat justement sur la taxation sur le livre et on sait qu'on aura des mesures annoncées probablement prochainement, corrigeant les premières annonces. Je pense aux immigrants. Mais je voudrais vous poser deux petites questions. Parce que c'est court, 5 minutes.

La première, c'est: Quel avantage représente la souveraineté politique face aux immigrants ou à l'immigration comme telle?

M. Lefebvre: Je pense que ça envoie un message clair, très clair à ceux qui arrivent, aux nouveaux arrivants que le Québec, c'est français et non bilingue. Comme disait Line tantôt, ils n'ont pas de choix à faire. Ils savent que le Québec, c'est francophone et le français c'est la langue commune aux peuples francophones. Comme quand tu vas en Allemagne, tu apprends l'allemand.

M. Chevette: Maintenant, vous faites une phrase sur l'économie. Vous n'en parlez pas. Je comprends qu'on ne peut pas être spécialiste en tout, et je vous comprends. Je vous demanderais cependant: Est-ce que vous croyez fondamentalement à l'importance du lien économique à maintenir, après? Comment voyez-vous ça, vous, les liens économiques? Est-ce que vous voyez ça dans un traité de libre-échange ou autre? Comment le voyez-vous?

M. Venne: C'est très simple, c'est que, à prime abord, je pense bien qu'à partir du moment où le Québec deviendra souverain, l'Ontario va toujours vouloir vendre des autos au Québec, je pense bien. Et je pense bien que tout ce qui existe sur les tablettes et qui est marqué "Made in Ontario" va continuer de se vendre au Québec. Comme l'a déjà dit le président de Bell Canada, une bonne journée, lorsqu'il a été interviewé avant le référendum: On ne déménagera pas les poteaux électriques en Ontario. Je pense qu'à partir du moment où on sera pris au sérieux au niveau de la souveraineté, bien au contraire, ça apportera des avantages à tous les groupements qui existent, du nord au sud et de l'est à l'ouest, et autant pour nous que pour eux.

M. Chevette: Une dernière petite question, je sais que c'est vite: Êtes-vous en faveur d'un référendum immédiatement après cette Commission?

M. Venne: Absolument.

M. Chevette: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Avant de vous remercier, je dois vous dire qu'il y a une de vos propositions qui me laisse assez perplexe. Vous parlez d'étendre la loi 101 aux niveaux collégial et universitaire. Si je comprends bien, ça voudrait dire que quelqu'un qui est un francophone, né au Québec, ne pourrait pas aller à l'université en anglais au Québec. Ce qui voudrait dire, par conséquent, que quelqu'un qui serait, par exemple, un bachelier en génie de Polytechnique ne pourrait pas aller prendre une maîtrise à McGill, il faudrait qu'il aille la prendre aux États-Unis et payer 10 000 \$ par année plutôt qu'avoir des frais de scolarité gratuits, alors qu'un anglophone, il pourrait très bien faire son bac à Polytechnique et, s'il voulait prendre une maîtrise à McGill, ça ne lui coûterait rien. Ça me semble curieux comme proposition. J'ai peut-être mal compris. Ça m'arrive vers le milieu de l'après-midi, des fois.

M. Lefebvre: Nous, ce qu'on veut, c'est protéger notre langue, notre culture. Donc, si l'étudiant est rendu...

Le Président (M. Michel Bélanger): S'il est rendu au niveau universitaire et qu'il a encore besoin de faire protéger sa langue, quelle que soit sa langue et quel que soit son pays, il n'est pas un peu fragile comme étudiant?

M. Venne: Le problème qu'on voit, nous, au niveau des universités, c'est que c'est sûr qu'à l'heure actuelle, beaucoup des livres dont on a besoin dans les universités sont anglophones et tout ça. Et on sait que 85 % de ce qui circule dans le monde est écrit en anglais. On est conscient de ça. Sauf qu'on s'aperçoit aussi en même temps, lorsqu'on regarde beaucoup de rapports, que les subventions aux universités vont beaucoup plus dans le sens des universités anglophones, si on y va en comparaison...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne discute pas de tout ça, c'est votre proposition sur l'extension de la loi sur la question linguistique pour rentrer à l'université qui m'intriguait. Mais, écoutez, on a épuisé le temps. Je ne veux pas vous mettre en fausse position là-dessus. Je voulais juste vous laisser avec cette réflexion-là. Vous allez continuer à y penser, nous aussi. Malheureusement, le temps est épuisé. Il ne faut pas que je donne le mauvais exemple de faire poursuivre au-delà de l'heure prévue. Alors, je vous remercie de votre présentation et je vous prie maintenant d'avoir la gentillesse de laisser la place relativement rapidement à la ville de Sainte-Thérèse.

Ville de Sainte-Thérèse

M. Fallu (Élie): M. le Président, Mesdames

et Messieurs, laissez-moi vous présenter MM. les conseillers, Luis Da Costa, Jean-Guy Filiatrault, Roger Cartier, Louis Lauzon et le directeur des services juridiques et des communications et greffier de la ville de Sainte-Thérèse, M. Jean-Luc Berthiaume.

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous voulez bien maintenant dans l'ordre que vous voudrez nous faire la présentation de votre mémoire.

M. Fallu: Nous souhaitons, MM. les Présidents, que votre Commission, au terme de ses travaux, propose à l'Assemblée nationale la tenue d'un référendum ayant pour objet l'accession du Québec à sa pleine souveraineté nationale. Nous souhaitons également qu'à la fin de vos travaux, vous recommandiez à l'Assemblée nationale d'annoncer son intention de respecter les traités et les ententes déjà signés par le gouvernement du Québec et par le gouvernement du Canada, car la souveraineté nationale doit être entendue, de départ, comme la capacité de définir les limites de sa propre interdépendance.

De même nous souhaitons que vous proposiez à l'Assemblée nationale de mettre de l'avant, auprès du gouvernement du Canada, un traité d'association économique et monétaire. Nous voudrions que vous recommandiez également que notre Constitution inscrive dans son texte même la capacité de défendre et de promouvoir la démocratie au Québec, car, après 198 ans de vie parlementaire, le Québec constitue l'un des plus vieux gouvernements ou l'un des plus vieux peuples démocratiques de la Terre. Il nous faudrait également reconnaître les nations autochtones et, dans la Constitution, reconnaître leur capacité d'autodétermination dans les limites territoriales de la nation québécoise.

À la communauté anglophone, il faut reconnaître des droits historiques en ce qui concerne la culture, l'éducation, la santé et les affaires sociales y compris la gestion des institutions mises en place pour arriver à cette fin. Mais laissez-nous, s'il vous plaît, surtout vous dire dans quelle sorte de société nous voulons vivre. Si, ensemble, nous mettons tous en cause, présentement, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, c'est qu'il faut à la fois mettre en cause la loi constitutionnelle des municipalités de 1840 et reprendre l'analyse que Lord Durham faisait à l'époque de la non-administration ou de l'administration dans cet État. Et en conséquence, cet État unique ayant un seul gouvernement doit être instantanément revu, corrigé et profondément décentralisé.

Cette décentralisation doit se faire, d'après nous, selon cinq conditions. Premièrement, les délégations de pouvoir seront faites par champ d'activité accordant autonomie d'intervention, c'est-à-dire de décision et non pas seulement

d'exécution, et capacité réglementaire. Deuxièmement, l'État devra assurer par entente solennelle des ressources autonomes. Troisièmement, l'exercice de ces pouvoirs sera confié aux corporations municipales ou scolaires, aux corporations régionales et aux régions. Quatrièmement, l'existence des corporations et des régions devra être inscrite dans la Constitution en vue de préserver leur pérennité et leur inviolabilité. Cinquièmement, on établira un mécanisme permanent d'ajustement des fonctions et des rapports entre l'État et les corporations.

Les objets de la décentralisation. Ce sont des pans entiers de l'administration gouvernementale qui doivent être transférés aux corporations et aux régions, les pouvoirs qui sont relatifs aux services aux citoyens. Au premier chef, les outils nécessaires au développement économique régional. Ensuite, dans le domaine culturel, les corporations et les régions doivent avoir l'autorité et les ressources pour favoriser l'expression culturelle de leurs concitoyens et de leurs concitoyennes.

L'environnement sera, en très grande partie, sous juridiction des corporations. Le transport, notamment le transport en commun et la voirie tertiaire, relèvera de l'autorité des corporations. L'éducation sera également décentralisée: une simple commission nationale plutôt qu'un ministère au niveau central et des corporations locales qui recevront des dotations et des crédits suffisants pour pouvoir s'adapter au développement régional. Dans les services sociaux et les services de santé, pour mieux assurer, justement, l'accessibilité universelle, les régions devront être pourvues de l'autorité nécessaire pour ajuster les services, les équipements et les pratiques propres aux régions. L'habitation relèvera des corporations.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps est presque écoulé. Si vous voulez, peut-être, prendre une phrase pour conclure.

M. Fallu: De même, le registre civil et la justice seront revus. Un ministère responsable des corporations et des régions sera institué. Et ce pays doit être mis en marche au plus tard dans un an.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions. D'abord avec le parti représentant le gouvernement, M. Dauphin.

M. Dauphin: Oui, merci beaucoup M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais souhaiter la bienvenue au maire de la ville de Sainte-Thérèse, ainsi qu'aux conseillers et au greffier de ladite ville, les remercier pour la présentation de leur mémoire et la préparation, évidemment, de celui-là. Et puis, je salue tout particulièrement M.

Fallu avec qui j'ai eu l'occasion de siéger à l'Assemblée nationale jusqu'à 1985.

Et puis, je regardais ça; j'ai essayé de sortir tous les champs de compétence que vous aimeriez que lesdites sphères soient dévolues à des pouvoirs régionaux, soit aux commissions scolaires ou à différentes corporations régionales. Et puis, j'en ai fait la nomenclature et je me posais la question si, ce que vous souhaitez, dans le fond, ce n'est pas une confédération à l'intérieur du Québec ou une quasi-fédération. C'est que, en principe, évidemment, personnellement je suis pour une décentralisation des pouvoirs, mais je trouve que vous allez un peu loin. Ce n'est pas que je sois contre entièrement mais c'est à me demander, comme j'ai dit tantôt, si vous ne voulez pas avoir une véritable confédération à l'intérieur du Québec. Je me posais également la question, si vous avez consulté l'Union des municipalités du Québec sur ces propositions-là parce que je sais qu'ils ont adopté des principes généraux en septembre dernier et j'aimerais vous entendre là-dessus. Et puis, comme vous savez, il y a un dialogue qui a cours actuellement entre le ministre des Affaires municipales et les différentes corporations et les différentes unions sur, éventuellement, des transferts de compétences, des transferts de responsabilités.

Alors, ma première question était celle-là, à savoir si vous avez consulté l'UMQ sur les propositions que vous faites. Puis deuxièmement, au niveau du financement, qu'est-ce que vous avez prévu, là, comme transfert de champs de taxation qui seraient dévolus aux municipalités et est-ce que les contribuables en général auraient le même fardeau qu'actuellement ou un surplus, ou bien donc une diminution.

M. Fallu: J'espère que cette Commission va vraiment bien clarifier le vocabulaire. Je pense que tout le monde le souhaite. Il est manifeste qu'une décentralisation administrative n'est pas une confédération. Il ne s'agit pas de faire des MRC et des municipalités ou des régions des provinces du Québec. L'ère du fédéralisme est terminée. C'est ce que tout le monde semble annoncer.

Donc, une décentralisation administrative c'est une autorité qui est déléguée et, qui dit déléguée... elle peut donc être reprise à tout moment. Sauf que cette délégation devra se faire, cette fois, par champ et non pas seulement au niveau de l'exécution comme c'est le cas actuellement dans les corporations municipales et scolaires.

L'Union des municipalités travaille actuellement à la table Québec-municipalités dans le cadre du Canada et du Québec existants. Donc les seuls ajustements qui sont demandés sont des ajustements de type mineur, dans le cadre, d'ailleurs, de nos lois actuelles, c'est-à-dire d'une délégation de capacité d'action. Alors notre

mémoire se situe maintenant dans l'avenir, c'est-à-dire dans le cadre d'un Québec souverain.

(16 h 15)

Le financement. Écoutez, certainement pas celui inverse dans lequel le gouvernement décide, lui, de repousser ses dettes scolaires dans la taxe municipale, dans le foncier municipal. Certainement pas ça parce que ça n'a jamais été négocié, ça n'a jamais été décidé. C'est autre chose comme relation qu'on veut établir avec le gouvernement. Mais toujours des financements qui soient autonomes, des champs de financement autonomes qui puissent responsabiliser les élus. Vous savez, une ville comme Sainte-Thérèse est à 99,8 % autonome et donc les décisions qui sont prises au conseil municipal sont prises de plein gré et en relation directe avec les citoyens. À cet égard, une province comme la province de Québec n'est même pas autonome à 75 %, car plus de 25 % sont directement dictés par des lois, des ententes fédérales-provinciales.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...autre très brève M. Dauphin?

M. Dauphin: Oui, M. le Président. Au niveau du statut dont bénéficieraient les régions, quel en serait le statut? Quel serait le mode de nomination mis en place pour accéder aux postes à pourvoir dans ces régions? Et avez-vous pensé qu'il y ait des élections?

M. Fallu: Oui. Non, les régions...

M. Dauphin: À ces niveaux-là.

M. Fallu: Oui, enfin très rapidement mais ça, je pense que c'est plus à l'état de suggestion, d'un avancé préliminaire plutôt que définitif. Les régions devraient être substantiellement celles que nous sommes en train de connaître, celles qui sont en train de naître depuis, et ça, pour notre société c'est récent, depuis 1969. Et donc, des régions qui reçoivent des dotations de l'État pour agir et non pas des régions qui seraient, comme en France, des conseils régionaux. Du moins telle est notre pensée pour le moment.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, maintenant M. Brassard pour le parti qui représente l'Opposition officielle.

M. Brassard: Merci M. le Président. M. le maire, MM. les conseillers, on vous remercie d'être venus témoigner devant nous. D'abord, je suis heureux de voir que vous prenez la souveraineté pour acquise en partant et là vous réfléchissez après sur ce que pourrait être le Québec, un Québec souverain particulièrement, au niveau des régions. Et c'est un discours qu'on entend maintenant et qu'on va entendre davantage à partir du moment où on va visiter les

régions. C'est vraiment le discours de la prise en main des régions par elles-mêmes, le discours de la décentralisation. Je pense que depuis ce matin, c'est ce discours-là qu'on entend. Je trouve ça extrêmement intéressant mais si je vous interprète bien, et vous me direz si je me trompe, et si j'interprète bien ceux qui vous ont précédé également, je dirais que pour qu'une décentralisation véritable soit à la fois cohérente, efficace et claire, limpide, elle doit se faire dans le cadre d'un Québec souverain sinon ça devient difficile, plus ou moins efficace et plus ou moins cohérent. Est-ce que je vous ai bien interprété?

M. Fallu: Je vous dirai dès le départ que la souveraineté, enfin, n'est pas acquise mais que pour nous elle est un préalable à la décentralisation administrative, et je réponds par là à votre question en ajoutant qu'elle est véritablement un préalable. D'ailleurs vous voyez bien le monde municipal actuellement demander des ajustements, mais il ne demande pas de la décentralisation administrative au sens où nous le proposons aujourd'hui. Et je n'ai jamais eu vent, dans notre société, que dans le cadre de notre vie fédérative, quiconque voulait émasculer de quelque façon que ce soit le tout petit État que nous possédons. Nous avons tous eu la ferme intention de le conserver le plus fort possible, le plus capable de gestion et nous nous sommes refusés, je crois collectivement, à décentraliser les pouvoirs. La notion de décentralisation arrive de pair avec celle de la souveraineté.

M. Brassard: Je vous comprends bien. Donc, une véritable décentralisation doit originer en quelque sorte d'un gouvernement détenant la plénitude des pouvoirs. Je pense que c'est ça votre postulat.

M. Fallu: J'ajoute si vous le permettez, c'est davantage.

M. Brassard: C'est davantage?

M. Fallu: C'est davantage, il faut que ça se fasse en concomitance. Il ne faut pas faire l'un et ensuite l'autre. On ne peut pas imaginer que le nouveau pouvoir québécois, l'État québécois, serait la résultante de deux gouvernements, le fédéral qui s'empilerait par-dessus les pouvoirs provinciaux. Ce n'est pas la société dans laquelle nous voulons vivre. Ce gouvernement central doit avoir les pouvoirs d'un État central, mais doit laisser dans le cadre d'un État complet les pouvoirs qui ont été provincialisés aux bons endroits à l'époque, c'est-à-dire non plus au gouvernement du Québec, mais au lieu le plus près des citoyens pour donner le meilleur service.

M. Brassard: Une dernière question, parce qu'il me reste une minute. Quand vous dites qu'il

faudrait inscrire dans la Constitution, consacrer dans la Constitution, l'existence des corporations et des régions, là, je vous avoue que ça me fait un peu tiquer parce que quand quelque chose est dans une loi fondamentale comme une constitution, ça risque d'être là pour longtemps et que ça devient difficile de changer et de modifier. Qu'est-ce qui serait dans la Constitution, simplement à l'état de principe? Qu'est-ce qu'on inscrirait dans la Constitution?

M. Fallu: L'Union des municipalités propose la création d'une charte des communautés locales. Bon, voilà une des formes d'inscription solennelle dans une société de la reconnaissance des délégations de pouvoirs des institutions qu'on met en place. Personnellement, je suis porté, et nous sommes portés comme conseil municipal, à aller un cran de plus, au moins au niveau de l'identification. Qu'au moins une fois dans la constitution du Québec il soit mention de l'existence des municipalités, au moins une fois, pour qu'on puisse par la suite s'y référer pour vrai. Vous savez, la loi québécoise, enfin la constitution putative du Québec, fait que l'existence des municipalités, leur géographie, leur pouvoir, l'exercice quotidien de leurs pouvoirs — j'appelle ça leur liturgie quotidienne — est déterminée ad unum par des lois de l'Assemblée nationale.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. Il y a à peu près une dizaine de minutes et j'ai possiblement trois intervenants, Mme Drouin, M. Nicolet, et M. Beaudry. Si on y va de façon un peu expéditive on a du temps pour les trois mais de toute façon les deux premiers ont sûrement droit à leurs cinq minutes. S'ils veulent en laisser pour l'autre, tant mieux. Allez-y, Mme Drouin.

Mme Drouin: Merci beaucoup, M. le Président. Messieurs, je suis très heureuse de voir dans votre document des points qui m'apparaissent très positifs, entre autres vous nous présentez un concept qui fait appel à la concertation. Ça rejoint un petit peu ce qu'on veut dans les commissions scolaires. Vous parlez aussi d'une délégation de pouvoirs par champ d'activité et vous parlez d'inscrire dans la constitution québécoise, possiblement, la reconnaissance de l'existence de corporations, incluant le scolaire aussi, et vous parlez de décentralisation. C'est sûr que, actuellement, on a des pouvoirs locaux, vous le dites vous-mêmes, qui n'ont pas les outils pour intervenir intelligemment et efficacement. Vous nous donnez des exemples, d'ailleurs très pertinents, quand vous dites que les municipalités doivent attendre des années le redressement d'une courbe d'un chemin ou que, au niveau scolaire, on est désespérés devant la lenteur à construire des salles de classes. Je pense que ça

rejoint ce qu'on pense. Il reste que, pour les objets de décentralisation, vous touchez le domaine de l'éducation particulièrement. Vous dites que le ministère de l'Éducation ne serait plus qu'une commission nationale, vous dites surtout, et c'est ce qui m'intéresse, que le financement qui serait alloué aux corporations scolaires serait une dotation annuelle, et qu'en plus on pourrait disposer d'une marge de crédit autonome qui permettrait d'agir en réponse aux besoins et en constant dialogue avec la population. J'aimerais savoir d'abord, concrètement, que serait cette marge de crédit autonome pour les commissions scolaires.

M. Fallu: Partons d'abord de la nécessité. Il est manifeste que les commissions scolaires doivent pouvoir agir sur le terrain, construire des écoles quand on n'en a pas. Il nous manque 47 classes en début d'année. Pouvoir agir dans la formation, et Dieu sait si c'est important car on demande que le développement économique ait des pouvoirs d'action régionale, de développement régional. Mais l'un de ces principaux pouvoirs d'action de développement régional c'est l'éducation, notamment l'éducation des adultes, l'éducation récurrente, la formation professionnelle. Et il faut être capables d'agir et de réagir rapidement, avec l'industrie en temps de crise, avec des groupes sociaux, avec des administrations à gauche et à droite.

Donc, la nécessité est là. Il est manifeste qu'un État central n'est pas capable de réagir. Il ne fait que des normes nationales. Si nous comprenons et nous entendons cette nécessité-là, nous saurons trouver les sources de revenu parce qu'il est manifeste qu'avec une telle décentralisation, il n'y a pas que la taxe foncière qui doive être source autonome, entendons-nous bien.

Mme Drouin: Merci. Ça va pour l'instant. Je vais laisser...

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on passe à M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Est-ce que je pourrais vous entraîner à jouer brièvement à Lord Durham? En se replaçant dans le contexte de 1840, il a fait un constat effectivement d'absence de paliers administratifs intermédiaires au niveau local. Est-ce qu'on ne pourrait pas, dans le contexte d'aujourd'hui, faire le même constat? Quand on regarde outre-frontières, et je pense principalement aux pays européens, là où il y a des paliers intermédiaires ou locaux, il y a toujours une vie, une structure et un découpage géographique qui a une réalité historique. Je pense aux cantons suisses, aux provinces belges, aux États allemands, enfin, aux départements français, il y a une réalité historique.

Le PQ, lors de la formation des MRC, a essayé de contourner cette difficulté par le biais de la conception de la zone d'appartenance. Est-ce qu'en voulant créer une région administrative, on n'est pas en train d'essayer de rejouer à Lord Durham et de créer un nouveau palier qui n'a pas encore de réalité dans la vie québécoise?

M. Fallu: Ce que je laissais un peu entendre tout à l'heure, M. le Président, en disant que les régions ont une vie bien courte, qu'elles n'ont pas le vécu de nos corporations municipales, corporations scolaires, que ce sont des paliers qui seraient financés par dotation; ces éléments d'approche vont exactement dans le sens où vous le suggérez, à savoir que nous n'avons pas des provinces du Québec comme la France a ses provinces ou l'Italie ou l'Espagne ou le Portugal, etc. C'est manifeste. Le pouvoir d'ailleurs de gestion n'appartiendrait pas, dans ma pensée et dans notre pensée, à la région. Sachez bien qu'il reposera toujours sur la corporation.

M. Nicolet: Je vous remercie. J'aurais autre chose, mais il faut laisser du temps à mon collègue.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, on vous en laisse et, s'il en reste, il y en aura peut-être un peu pour M. Turgeon.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. D'abord, je comprends que vous avez choisi la souveraineté. Vous me permettez de vous demander si c'est en tant que conseil municipal comme entité juridique ou si c'est individuellement ou si c'est à la suite d'un sondage que vous avez fait au sein de votre municipalité que vous déclarez votre option comme étant souveraine. C'est ma première question.

M. Fallu: Je réponds?

M. Beaudry: Oui, oui.

M. Fallu: Bien. Et voilà, c'est le conseil municipal devant vous. Et, en tant que conseil municipal, nous n'avons pas fait de sondage, mais nous savons, chez nous, que l'idée est bien enclenchée, très répandue. Vous savez que même le Parti libéral fédéral chez nous, Laurentides, s'est déclaré unanimement pour la souveraineté du Québec. D'ailleurs, ils ont tous démissionné en bloc, semble-t-il, à leur dernier congrès, pour votre information.

M. Beaudry: Ça va. Ma deuxième question va à l'effet de votre quatrième – Jacques Brassard vous en a parlé tantôt – relativement aux corporations qui seraient inscrites ou enchâssées dans la Constitution. Vous parlez de

pérennité et d'invulnérabilité. Dans ce sens-là, est-ce que vous pourriez m'expliquer le sens de votre mot "invulnérabilité"? Est-ce qu'on parle du territoire géographique de ces municipalités-là ou quoi?

M. Fallu: Non, de l'institution.

M. Beaudry: De l'institution comme telle.

M. Fallu: Oui.

M. Beaudry: Est-ce que vous croyez que sans y inscrire dans cette Constitution-là les pouvoirs que vous retrouvez comme délégation au premier paragraphe de vos conditions, sans inscrire les pouvoirs dans la Constitution, est-ce que vous sentez que, régionalement parlant, vos municipalités seraient suffisamment protégées? Parce que, comme vous l'avez mentionné tantôt, la délégation de pouvoirs peut constamment être retirée par le pouvoir central.

M. Fallu: Oui. L'existence des corporations reconnues dans la Constitution quant au pouvoir, vous trouvez dans un autre paragraphe la notion américaine de "check and balance", c'est-à-dire de révision possible continue, mais formellement instaurée et non pas simplement occasionnellement, certes, à partir de l'expérience de la table Québec-municipalités, mais créée comme un mécanisme formel de l'État mais non pas inscrit dans la Constitution pour autant.
(16 h 30)

M. Beaudry: O.K. Une dernière question, très courte. Vous décentralisez très considérablement le gouvernement central de Québec. Vous réduisez le ministère de l'Éducation à 200 personnes, vous réduisez celui de l'Environnement à 100 personnes et ce ne sont là que des exemples. Alors, si je comprends bien, cette décentralisation-là va avoir comme effet de vider ou de diminuer sensiblement les fonctionnaires à Québec. Vous en faites quoi de ces fonctionnaires-là, vous?

M. Fallu: Les envoyer aux bons endroits. Au service aux citoyens.

M. Beaudry: Alors, vous obligez ces gens-là à se déplacer pour aller se réinstaller en régions?

M. Fallu: Écoutez, ils sont déjà, en grande partie, en régions mais ils sont au service d'un ministère. Est-ce que vous saisissez que l'éducation, ça se passe dans les écoles, ça se passe sur le terrain, et que tous ceux et celles que l'État... Je ne mets pas en cause les fonctionnaires, je mets en cause, par ailleurs, nos pratiques dans notre société. Tous ceux et celles qui, actuellement, immobilisent les immobilisations ne rendent pas service à la société.

M. Beaudry: Alors, vous videriez les immeubles s'il faut le faire, déplacerez ces fonctionnaires-là, les enverriez où vous pensez qu'ils seraient le plus efficace, déplacerez les familles, etc., pour rentabiliser les régions puis rendre vos régions plus efficaces.

M. Fallu: L'État du Québec, ne le comparez pas à ce qu'il est maintenant, comparez-le à ce qu'il sera comme un État nouveau, un État central, un État qui, entre autres, récupère les pouvoirs qui, actuellement, sont détenus par un autre palier de gouvernement.

M. Beaudry: Pourquoi je vous pose les questions? C'est parce que, moi, je viens de l'Outaouais, puis je veux qu'ils les gardent dans l'Outaouais. Si vous videz les bâtisses à Québec pour envoyer les fonctionnaires en régions, ils vont récupérer les miens puis ils vont les envoyer à Québec.

M. Fallu: M. Beaudry, vous n'en aurez jamais assez de ceux que vous avez déjà du Québec quand le Québec...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, la troisième question avant celle-là, c'était la dernière. Bon, il resterait du temps pour une question ultrarapide. M. Turgeon, si vous voulez.

M. Turgeon: Je voudrais simplement, M. le Président, saluer de façon particulière les élus de Sainte-Thérèse, pour avoir habité cette très belle ville "portique" des Laurentides, pourrait-on dire, pendant une quinzaine d'années et être encore un payeur de taxes chez vous. Il y a une question, nous, M. Fallu, qui nous préoccupe. La souveraineté, bon, très bien, c'est un but à atteindre, mais avant ça, comment on fait pour y accéder? Brièvement, pouvez-vous nous le dire?

M. Fallu: On a tout au plus un an, je crois, pour faire toutes ces choses à la fois. C'est ça que de se décider dans une société. Nous sommes bien partis, la Commission roule bien; vous ferez, d'ici quelques mois, des recommandations à l'Assemblée nationale qui posera un référendum. Six mois pour bâtir une constitution. On sait que ce sont des délais tout à fait normaux. D'autres peuples l'ont fait avant nous, pourquoi pas nous?

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, il me reste à vous remercier, M. Fallu et tout le conseil de ville de Sainte-Thérèse. Ce n'est pas tous les jours que la Commission siège devant un conseil de ville, surtout que c'est nous, par ailleurs, payeurs de taxes ailleurs, qui posons des questions et c'est vous qui répondez. Alors, merci de cette présentation. Je vous prie maintenant, s'il vous plaît, de bien vouloir évacuer la

table des témoins pour être remplacés par M. Roger Lemoine qui est porte-parole du Comité des usagers du transport de Deux-Montagnes.

M. Lemoine, vous voudrez sans doute nous présenter les personnes qui vous accompagnent et ensuite, comme nos règles le prévoient pour une présentation d'un total d'une demi-heure, vous allez prendre cinq minutes pour nous présenter l'essentiel de votre mémoire que les commissaires ont déjà reçu et lu.

M. Roger Lemoine, Mme Yvette Lafontaine et Mme Hélène Robert

M. Lemoine (Roger): Bonjour, M. le Président. Permettez-moi de vous présenter, à ma gauche, Mme Yvette Lafontaine, à ma droite, Mme Hélène Robert. Nous sommes tous les trois ici pour vous présenter un mémoire à titre de résidents de Deux-Montagnes. Mme Yvette Lafontaine à ma gauche va vous expliquer comment on va procéder.

Mme Lafontaine (Yvette): Merci. Mesdames et messieurs, nous désirons vous démontrer aujourd'hui comment notre gérance du réseau ferroviaire favorisera sans doute possible le développement économique et industriel du Québec. Ce mémoire comportera trois volets. Dans un premier temps, je vous ferai un court historique du chemin de fer dans l'histoire canadienne, tandis que M. Lemoine vous en démontrera l'importance économique et que Mme Robert, dans un troisième temps, vous présentera les conséquences désastreuses des coupures dans les services ferroviaires dans la région des Laurentides. À la fin, nous serons à votre disposition pour répondre à vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Tout cela doit se faire à peu près en cinq minutes.

Mme Lafontaine: Oui, oui. En 1836, la première ligne de chemin de fer de Montréal et de Champlain fut mise en service et servait surtout au transport des marchandises. En 1867, naît le Dominion du Canada avec sa Constitution et en 1886 le premier train transcontinental entre en service. Au début du siècle, la région de Montréal était desservie par plusieurs trains de banlieue: Pointe-Calumet, Sainte-Georgette, Cartierville, Saint-Hilaire pour le Canadien National et Sainte-Thérèse et Farnham pour le Canadien Pacifique. Qu'en reste-t-il de nos jours? La région des Laurentides commença à se développer avec la venue du chemin de fer, le P'tit Train du Nord. C'est plus qu'un moyen de transport pour les skieurs. Il fut l'agent de développement du Nord jusqu'à l'Abitibi.

Le transport ferroviaire se développe partout dans le monde, excepté au Canada et surtout au Québec. La souveraineté redonnera l'importance qui est due au transport ferroviaire.

Seuls maîtres chez nous, nous en serons les seuls juges. La déréglementation, la privatisation et le libre-échange redonnent aux régions l'opportunité de développer leur commerce dans l'axe nord-sud en augmentant la rentabilité des entreprises privées et publiques. Le chemin de fer sera le meilleur moyen d'en réduire les coûts de transport. C'est un défi à relever et le Québec se doit d'être prêt.

En 1970, 668 milles de voies ferrées furent abandonnés au Québec, 535 milles furent soumis à l'abandon et 107 milles le furent en 1988 uniquement au Québec pour des raisons de déficit d'exploitation. L'Abitibi et les Laurentides devront se tourner vers le camionnage, augmentant substantiellement leurs coûts d'exploitation.

Selon le Bureau de la statistique du Québec et la revue de 1989 de Via Rail, pour chaque tranche de 100 millions de dollars de coupures dans le réseau ferroviaire au Québec, 3490 emplois sont touchés et l'impact sur l'économie en général en serait de l'ordre de 163 000 000 \$, soit un effet multiplicateur de 1,6. Nous croyons que le temps est venu de nous doter des outils constitutionnels et politiques requis et d'adopter les mesures nécessaires aux aspirations de qualité de vie des Québécois et des Québécoises. Merci beaucoup. Je passe maintenant la parole à M. Lemoine qui vous parlera de l'économie des Laurentides.

M. Lemoine: Selon les données fournies au premier trimestre de 1989 par l'Office de planification et de développement du Québec, Bilan socio-économique des Laurentides, il ressort les éléments suivants pour notre région des Laurentides. La population a augmenté de 33 % en 15 ans, entre 1971 et 1986. Le taux de chômage dans notre région est supérieur à celui du Québec dans son ensemble. Le revenu moyen, par habitant, est inférieur à la moyenne québécoise. À ces informations nous devons ajouter qu'il existe une infrastructure ferroviaire intéressante, une personnalité attrayante, propre à chacune de nos MRC, une prise de conscience collective de nos richesses potentielles, un désir de capitaliser sur cette richesse pour développer notre économie et notre tourisme. Des projets sont actuellement sur la table: l'utilisation des voies ferrées à des fins de transport en commun régional, retour du P'tit Train du Nord au-dessus de Saint-Jérôme, concept de parc linéaire entre Saint-Jérôme et Mont-Laurier pour transformation possible en piste cyclable et en piste régionale de ski de randonnée, et également un train rapide entre l'aéroport international de Mirabel et Montréal et Dorval. Tout cela est menacé par le démantèlement des rails dans les Laurentides. Le gouvernement du Québec, la Corporation du développement des Laurentides, les maires et les groupes populaires ont fait des pressions auprès d'Ottawa pour empêcher ce démantèlement. Malheureusement, ces pressions sont restées

lettre morte. Les rails sont enlevés et nos projets risquent de tomber à l'eau. Si nous avions un Québec souverain, pensez-vous que cette chose se passerait ainsi? On peut en douter.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous activez un petit peu, on a peut-être dépassé de quelques secondes, mais quand même ce serait bon que vous donniez l'essentiel de votre partie.

Mme Robert (Hélène): Si l'histoire du train est intimement liée à l'édification du Canada, les politiques actuelles maintiennent des lignes dans l'Ouest. L'abandon des voies dans l'Est — ce qui va obligatoirement favoriser le commerce nord-sud — milite pour un Québec politiquement souverain. C'est là que le fameux slogan électoral prend toute son importance "Maîtres chez nous". Donc, pour la construction d'un chemin de fer de voyageurs digne du XXI^e siècle, pour le maintien d'un transport de marchandises sur rail qui réponde aux besoins de nos entreprises et de nos populations des régions éloignées, pour le développement d'un transport en commun économique, rapide et efficace axé autour du train de banlieue, nous avons l'urgente nécessité de tenir entre nos mains les leviers politiques décisionnels. Il en est ainsi pour d'autres dossiers importants comme le plein emploi, l'autosuffisance, l'environnement, qui sont des préoccupations fondamentales que seul un Québec souverain paraît apte à les défendre et à les concrétiser dans l'esprit de participation et de solidarité qui seul permet de répondre aux aspirations profondes de la société.

Votre Commission a reçu le mandat d'explorer toutes les avenues. Nous pensons que seule la souveraineté politique constitue la réponse à nos problèmes constitutionnels actuels, ne serait-ce qu'à cause du chevauchement des juridictions et des intérêts divergents de l'Ouest canadien, de l'Ontario, des Maritimes et du Québec. Nous souhaitons fermement que votre rapport présentera un choix de solutions et que le peuple québécois pourra, en toute démocratie, opter pour son régime constitutionnel.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant au premier groupe de questions. C'est le parti de l'Opposition officielle qui commence, Mme Caron.

Mme Caron: M. le Président. Alors je dois dans un premier temps vous remercier pour votre mémoire qui nous apporte un éclairage différent sur un champ d'action bien spécifique, et c'est un champ extrêmement important, le réseau ferroviaire, puisque comme vous le mentionnez si bien dans votre mémoire, l'histoire du train est intimement liée à la construction du Canada et le démantèlement qui se fait présentement au Québec est peut-être le présage de ce déman-

tèlement du Canada. Vous avez très bien démontré la nécessité de la souveraineté du Québec pour le bon fonctionnement du transport ferroviaire et le développement de son réseau. Vous avez reconnu la nécessité de la souveraineté pour plusieurs champs d'action. Est-ce que vous iriez jusqu'à dire que la souveraineté est nécessaire pour tous les champs d'action et que l'on doit donc récupérer tous les pouvoirs?

Mme Robert: Quand on parle de souveraineté, c'est très clair que la souveraineté est d'abord nécessaire pour tous les champs d'action. C'est pas quelque chose qui se compartimente. Quand on parle d'un peuple souverain c'est un peuple souverain, pas à moitié, pas le dixième. Je pense que j'ai déjà vu quelque part où on parlait de femmes enceintes entre autres; tu peux pas être à moitié enceinte, tu l'es ou tu ne l'es pas. Alors la souveraineté c'est ça. C'est certain qu'après on pourra parler d'arrangements, d'échanges, de participation avec des voisins pour arriver à mieux vivre, mais il reste que notre société devra être souveraine.

Mme Caron: Donc, puisque cette position-là est très claire, je vais revenir au côté du réseau ferroviaire: est-ce que vous estimez que les réseaux ferroviaire et routier que le Québec a développés avec les États-Unis à l'intérieur de la fédération canadienne sont adéquats et suffisants et dans un cadre de libre-échange, que souhaitez-vous dans un Québec souverain?

M. Lemoine: Bien, écoutez, les politiques néo-conservatrices du début des années quatre-vingt ont mis en évidence une chose: c'est que le commerce doit se faire de plus en plus dans le sens nord-sud. Nous avons une infrastructure ferroviaire qui existe et qui pourrait servir si on avait la possibilité de la garder d'une part, et de la subventionner de manière à ce qu'elle devienne un moyen efficace de faire le commerce entre le nord et le sud d'autre part. Un Québec souverain nous permettrait premièrement de garder nos rails, ce qui n'est pas le cas au Québec. On sait qu'il y a des subventions dans l'Ouest qui font que leurs rails restent, mais dans l'Est on nous coupe et au Québec on a vu, on coupe beaucoup. Alors si on n'a pas les leviers pour garder ces rails, c'est un outil important qui s'en va.
(16 h 45)

Mme Caron: Vous considérez donc que vous avez perdu effectivement beaucoup d'outils dans le système fédéral. J'aimerais que vous précisiez davantage, pour le bénéfice de ceux qui nous écoutent, en quoi les décisions de l'Office national des transports du Canada, l'organisme fédéral, desservent les intérêts économiques des régions du Québec et de leurs entreprises.

M. Lemoine: Bien. Le nouvel Office national

des transports du Canada permet aux entreprises de couper beaucoup plus facilement que dans le temps. Maintenant, ils n'ont plus à faire la preuve que leur service est rentable. Ils n'ont qu'à dire que c'est rentable et étant donné qu'ils ont droit à 4 % de leur réseau total annuellement pour couper, bien, ils le font là où ils le peuvent. C'est dans l'Est et au Québec que ça se fait et les conséquences sont dramatiques, surtout pour Montréal: coupures d'emplois directs et indirects, perte d'une infrastructure qui servirait. On l'a vu dans le mémoire que l'on vous a présenté, il y a beaucoup de projets dans notre région des Laurentides qui vont tomber à l'eau si ces rails sont effectivement levés. Et comme on n'a pas les moyens de les retenir, et bien c'est dramatique cette chose-là. Et le gouvernement du Québec lui-même, par son ministre des Transports, à plusieurs reprises, a fait des pressions sur Ottawa pour empêcher ce démantèlement. Résultat: ça continue, ça continue à se défaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant au parti du gouvernement, M. Bergeron.

M. Bergeron: M. le Président, M. Lemoine, ma première question, je voudrais savoir: en quoi la souveraineté peut-elle jouer un rôle dans le transport en commun?

M. Lemoine: M. Bergeron, vous êtes député de Deux-Montagnes. Vous savez comme moi que les Laurentides sont quadrillées par deux principaux réseaux, le CN et le CP. Vous savez que pour aller, par exemple, d'Oka que vous connaissez bien, jusqu'à Saint-Jérôme, actuellement, ça prend quelque chose comme six heures. Ça nous coûte à peu près 14 \$ aller-retour alors qu'en machine, ça prend une heure aller-retour. Vous avez donc là une infrastructure qui permettrait de développer, par des trains de banlieue et des services d'autobus, un système de transport public vraiment efficace.

D'ailleurs, la Corporation de développement des Laurentides et les maires de banlieues... et vous êtes un ancien maire de Deux-Montagnes; vous savez aussi bien que moi que ça permettrait de développer quelque chose. Or, le CN et le CP sont des emprises fédérales. Donc, si elles veulent couper, on ne peut rien faire contre ça. Et si elles coupent ces voies-là, et bien, voilà un outil important, les rails, qui en l'occurrence nous échappe et qui nous prive donc d'un transport public régional important.

M. Bergeron: Voici, c'est que votre point de vue me surprend énormément. Parce que, ça fait 10 ans que je travaille avec vous sur le transport en commun, tout particulièrement sur la ligne Montréal-Deux-Montagnes, à sa modernisation. Ça fait 10 ans que je travaille avec vous

et, durant les 10 dernières années, je ne vous ai jamais entendu une seule fois, et je ne dis pas deux, mais une, me parler lorsqu'on a eu de nombreuses réunions, lorsqu'on a rencontré tout le monde. Vous ne m'avez jamais parlé, vous n'avez jamais amené, excepté à l'occasion de cet après-midi, la question de la souveraineté sur le transport en commun. Ça fait 10 ans qu'on est ensemble, vous n'en avez jamais soufflé un mot.

M. Lemoine: M. le député, je vous ferai respectueusement remarquer que, probablement que vous ne lisez pas les journaux ou bien vous n'écoutez pas les nouvelles. Mais chaque fois qu'on s'est rencontrés on a parlé du train de banlieue Montréal-Deux-Montagnes. Vous savez pourquoi. Le train Montréal-Deux-Montagnes... la modernisation se perpétue et ça n'avance pas très vite. Et vous avez pu lire. Ce n'est pas la première fois que je présente un mémoire et, chaque fois, j'ai parlé de l'importance de développer non seulement la modernisation du train de Montréal-Deux-Montagnes mais également de développer un système de transport public régional à travers les Laurentides. Ça, vous êtes au courant comme moi.

M. Bergeron: Oui.

M. Lemoine: Alors, je me rends compte que plus on avance, plus le fédéral enlève des rails. Plus ça avance, plus on se fait priver d'une infrastructure qui est absolument indispensable pour le transport public régional dans les Laurentides.

Et je m'étonne que vous soyez étonné que je vous dise aujourd'hui que sans cet outil-là, qui est indispensable pour nous, on se prive de quelque chose qui permettrait de développer le transport public régional dans les Laurentides.

M. Bergeron: En fait, vous détournez la question. Je n'ai rien dit de ce que... je n'ai rien renié aujourd'hui de ce que je fais depuis 12 ans. Ce que je veux dire: j'ai été avec vous sur la modernisation de la ligne Montréal-Deux-Montagnes et, on est d'accord là-dessus, on a travaillé là-dessus. Il n'a jamais été question de souveraineté. Le seul but qu'on a recherché, c'est le développement des Basses-Laurentides par l'intermédiaire de la modernisation de la ligne Montréal-Deux-Montagnes. Lorsqu'on s'est rencontrés, on n'a jamais dit: on est sur la ligne du CN et on ne devrait pas se mêler de ça; ça relève du fédéral. Jamais ça n'est arrivé dans les discussions. Au contraire, nous avions seulement un but – et on est prêts à le réaliser d'ici 1992-1993 – la modernisation de la ligne Montréal-Deux-Montagnes. Et vous n'avez jamais fait obstacle, à savoir qu'on était sur la ligne du CN qui appartient à Ottawa. Écoutez, j'ai peut-être la mémoire courte, mais ça, je ne l'ai jamais entendu de ma vie.

M. Lemoine: M. le député, cherchez-vous à faire du capital politique ici ou quoi?

M. Bergeron: Absolument pas. Je n'en ai pas besoin. Je suis assis...

M. Lemoine: Chaque fois qu'on s'est vus, M. Bergeron – on s'est vus à trois ou quatre reprises, à ma connaissance – on a parlé du train Montréal-Deux-Montagnes, point. On n'a jamais parlé des options politiques et...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Guy Bélanger?

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): On parle de capital politique. Je voudrais intervenir parce que là, je pense que ça devient un peu indécent. Quand on me dit que l'avenir du Québec dépend... Ça prend la souveraineté pour avoir des trains ou pas, je m'excuse, mais là, on se fait charrier à plein train. Et j'ai eu du respect pour tout le monde qui est venu à date, mais là, aujourd'hui, j'ai mon voyage plein mon train. Il y a une limite à la propagande et à tout ça. Moi, je débarque.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez votre voyage avec ou sans voie ferrée, M. Bélanger?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je suis indigné.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous... Non, malheureusement. La période de temps est épuisée. Je vérifie. Est-ce que le temps est... Ah! vous avez encore une demi-minute, disons une minute pour arrondir.

M. Bergeron: Très bien. Très rapidement, M. Lemoine, "Maîtres chez nous", souverains, parlez-moi donc de la liaison, de la relation que vous allez faire entre le TGV que vous voulez et l'identification d'un nouveau régime constitutionnel pour le Québec.

M. Lemoine: Le TGV, voici un exemple concret de ce qu'on pourrait faire si le Québec possédait ses propres leviers économiques. Vous avez le premier ministre Bourassa, vous avez les maires de Montréal et de Québec, sans parler de tous les groupes populaires et autres qui ont déjà dit, qui travaillent fort pour que le TGV serve de véhicule pour voyager les Québécois d'un bord à l'autre.

M. Bergeron: Et le...

Le Président (M. Michel Bélanger): Bon, nous passons maintenant à M. Hogue, qui sera

suivi de M. Larose.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Lemoine: C'est qui qui dit non à tout ça? C'est Ottawa.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous demande pardon, mais le temps est écoulé. On vient de constater que le temps est écoulé. On passe la parole à M. Hogue, qui sera suivi de M. Larose.

M. Hogue: M. Lemoine...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...le temps était écoulé. Malheureusement, vous êtes comme bien d'autres: vous devez subir la règle. Dura lex, sed lex.

M. Hogue: M. Lemoine, je ne voudrais pas trouver votre présentation drôle, mais je la trouve hilarante. Est-ce que votre train rapide va faire le corridor Montréal-Toronto, Montréal-Ottawa ou bien il va faire le corridor Montréal-Mont-Laurier, votre train rapide, là? Et je ne fais pas d'ironie, je veux seulement vous ramener sur un plan de réalité économique. Est-ce qu'une fois qu'on est souverains là, notre Québec souverain, le vôtre, le mien, celui de tout le monde, là on se met à faire des "tracks" et des trains et des autobus et la pollution des autos, ça a quoi à faire, comme dit le Dr Bergeron, avec la souveraineté, ça, les voies ferrées?

M. Lemoine: C'est...

M. Hogue: Et ma deuxième question, et j'arrête après, là, vous croyez qu'il y a une seule solution au problème de chevauchement, c'est la souveraineté, et vous demandez de présenter au peuple du Québec un choix de solutions. Vous voyez d'autres solutions que la souveraineté? Ou vous pensez que le peuple du Québec va donner d'autres solutions que la souveraineté?

M. Lemoine: Écoutez, je vais commencer par la deuxième question, si vous permettez. C'est que nous espérons que cette Commission, à la fin de ses travaux, arrivera avec deux ou trois alternatives. Il peut y avoir le fédéralisme tel qu'on le connaît aujourd'hui, quoique personne n'en veuille plus, mais enfin, le fédéralisme, disons, décentralisé. Il peut y avoir à l'autre extrémité une souveraineté politique. Entre les deux, il peut y avoir quelque chose comme une superstructure qu'il faudrait peut-être définir. Mais une fois que vous aurez présenté ces deux ou trois choix devant la population, ce que nous espérons, c'est que cette population pourra à l'aide d'un référendum, par exemple, se prononcer très clairement sur son avenir politique, sur

ce qu'elle préfère comme régime politique.

Quant au train TGV, évidemment que le train TGV doit se faire sur les grandes lignes et non pas sur les petites lignes. Mont-Laurier, ça c'est bon pour le P'tit Train du Nord ou pour desservir les petites entreprises qui se trouvent au long. Je ne vois pas en quoi le P'tit Train du Nord, par exemple, ou l'enlèvement des voies peut aider le fédéralisme ou la cause canadienne.

M. Hogue: Mais c'est ça, mais vous faites la relation entre souverain et les voies ferrées et l'absence du Petit Train du Nord. Le P'tit Train du Nord, là, est-ce qu'il est rentable ou s'il n'est pas rentable? Est-ce que le Québec souverain ferait des analyses comptables et économiques pour vérifier si le Train du Nord est rentable? C'est ça le fond de la question, M. Lemoine, et répondez-y rapidement.

M. Lemoine: Est-ce que la rentabilité se mesure uniquement en termes économiques? Est-ce que ce sont des plus et des moins qu'on ajuste et... Pardon?

M. Hogue: Elle se mesure en taxes, la rentabilité...

M. Lemoine: La rentabilité se mesure de plusieurs manières, et vous le savez aussi bien que moi. Elle ne se mesure pas juste en faisant le bilan des plus et des moins, ce serait trop facile, sinon.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose.

M. Larose: M. le Président, je suis un peu surpris que le député Bélanger prenne la mouche. Je vais lui conseiller de lire Stanley Ryerson, qui n'est pas membre du Parti québécois ni membre de la CSN - qui est un éminent historien anglophone, qui a écrit un bouquin édité par Parti pris sur la Confédération - et qui fait une démonstration très claire que par le train, par la Voie maritime, par le transport et les communications, c'est par ça qu'on a construit le Canada. Alors, je trouve que la démonstration, que font les amis, est tout à fait pertinente et ce n'est pas de la propagande; et effectivement, le réseau routier, au Canada, est fait en fonction du Canada. Il n'est pas fait en fonction du Québec. Et si mon ami Jean-Pierre est intrigué pour savoir si le P'tit Train du Nord est rentable, je vais lui demander: Est-ce que l'auto-route du Nord est rentable? Est-ce que la 20 est rentable? Parce que les fonds qu'on met dans le réseau routier, c'est curieux on ne le charge pas à chacun des automobilistes. Mais quand on met une "tie" sur un chemin de fer, ou bien qu'on change une "track", effectivement, ça on comptabilise ça. Alors, il ne faudrait pas s'ennerver plus qu'il faut. Dans ce sens-là, je trouve que

dans un Québec souverain, il se peut que l'infrastructure routière de communication soit faite en fonction de notre développement, pas en fonction du corridor Québec-Windsor. Et dans ce sens-là, je vous rappellerai que les inepties faites par le gouvernement fédéral sur la question de l'aéroport de Mirabel, bien c'est le comble. Ça n'a pas été fait pour le Québec, ça a été fait pour le Canada. Tout croche, en poquant du monde comme ça n'a pas de bon sens. Alors moi, je ne veux pas que le monde s'énerve, et je ne veux surtout pas qu'on m'énerve...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Et dans ce sens-là je trouve que la présentation des amis, elle est tout à fait pertinente et j'encourage tous les membres de la Commission à se promener avec les deux valises. C'est ce que je fais depuis quelques semaines pour lire tous les mémoires. C'est curieux comme on apprend bien des choses sur le Québec, et on l'apprend par en dessous, y compris par les chemins de fer. Alors, il ne faudrait pas avoir une mentalité de cheminot, être sur la même "track", mais il faudrait regarder ce qui se passe autour.

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce que par hasard vous auriez une question, M. Larose, à la fin.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Non, bien j'en avais une, vous m'avez donné cinq minutes, j'aurais plutôt un commentaire à faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous remercie de votre discipline et je ne vous incite pas à aller plus loin.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): ...

Le Président (M. Michel Bélanger): Avec le sourire que vous avez là, on peut vous la passer, sûrement.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Ce n'est pas de l'angélisme caché, simplement dire à M. Larose que j'ai participé au plan de transport de Montréal-Laval-Rive sud, que j'ai étudié la question du train que monsieur... de toutes les façons, de toutes les manières. Je connais fort bien le dossier, je connais son importance pour cette région-là, tout cela. Mais de là à me dire que c'est sine qua non et que... mais le seuil de la souveraineté du Québec, je regrette... Mais je trouve que c'est un propos qui n'a absolument pas sa place ici et je maintiens ce que j'ai dit tout à l'heure.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous

allez presque tous m'inviter à faire état de mes connaissances ferroviaires, mais je ne voudrais pas, ça rendrait le débat encore plus confus. Il arrive qu'on est rendus presque à l'heure pour finir. Peut-être qu'on pourrait passer la parole au groupe pour une dernière phrase dans le sens de l'intérêt de la conciliation, tout en maintenant, bien sûr, ce qu'ils ont parfaitement le droit d'avoir: une option politique. Mais peut-être en acceptant qu'il n'est pas évident que ça découle des chemins de fer. Enfin, la parole est à vous.

Mme Robert: J'aimerais peut-être mentionner, j'en ai parlé à l'intérieur de mon petit énoncé tout à l'heure, on semble oublier, bon... On parle de rentabilité économique, etc. La souveraineté, c'est avant tout une mentalité, une façon, une manière de faire les choses. Et quand on dit: On a tout exploré dans le transport, on a tout vu, ça ne joue absolument pas. On se n'est peut-être pas posé la question qu'il faudrait se poser à ce moment-ci. Le peuple québécois est créatif, le peuple québécois est capable de trouver ses propres solutions, et les solutions qu'il trouvera lui-même iront beaucoup mieux que des solutions qui lui seront imposées par d'autres ou données par d'autres. Et c'est dans ce sens-là, et surtout, je pense...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense, madame, qu'il faut maintenant vous interrompre, à moins qu'il y ait quelque chose de plus urgent. Je vous laisse la parole pour une dernière phrase.

M. Lemoine: Merci, M. le Président. J'aimerais simplement saluer notre député et l'inviter à continuer de travailler très fort pour la modernisation du train Montréal-Deux-Montagnes. De toute façon, j'ai lu sur le journal, aujourd'hui ou hier, que le Parti libéral s'en venait aussi souverainiste. Alors, peut-être M. Bergeron que, éventuellement, bientôt, nous serons dans le même camp et que nous garderons nos rails.

Une voix: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, tout le monde étant maintenant sur la même voie, même si on ne sait pas exactement où elle va, nous allons décider que cette partie de la présentation est terminée. Alors, il me reste à vous remercier de ce débat qui a été, en tout cas chaleureux, sinon qui a dégagé de la chaleur, et de vous inviter, Mme Lafontaine, Mme Robert et M. Lemoine, à céder la place à M. Dean.

(Suspension de la séance à 17 heures)

(Reprise à 17 h 2)

Le Président (M. Michel Bélanger): À

l'ordre, s'il vous plaît!

M. Dean, bonjour. Bienvenue. La journée avance toujours. Nous sommes maintenant rendus à 17 heures. M. Robert Dean a soumis un mémoire. Vous avez, pour cette présentation d'une demi-heure, précisément cinq minutes pour en faire la présentation et je vous cède la parole.

M. Robert Dean

M. Dean (Robert): M. le Président, Mmes et MM. de la Commission, je vous remercie de l'opportunité de pouvoir vous livrer quelques réflexions. Ce dont je veux vous parler surtout, c'est la lutte au chômage et à la pauvreté par une politique de plein emploi et la souveraineté nécessaire à sa réalisation.

Le chômage fait tristement partie de l'histoire du Québec, sans parler de l'époque de colonisation et d'exil aux usines de Nouvelle-Angleterre, on constate que, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le taux de chômage au Québec est constamment et sans exception plus élevé que la moyenne canadienne et encore plus élevé que le taux en Ontario.

Aujourd'hui, après sept ans de croissance économique presque sans précédent, une longue période de croissance, le taux de chômage au Québec n'a pas baissé, ou à peine, en bas de 9 % et, avec le premier coup de la récession, c'est déjà parti à la hausse et tout ça. Après sept ans de croissance, le Conseil des affaires sociales et de la famille nous parle du Québec cassé en deux, de cette pauvreté qui ronge les régions éloignées et aussi les quartiers de nos grandes villes.

Le coût du chômage sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan humain est énorme et inadmissible dans une société qui se veut humaine et moderne. Mais ce chômage n'est pas inévitable.

D'autres pays, de petits pays souverains, ont réussi à maintenir un taux de chômage très inférieur, très bas, malgré les crises, malgré les conjonctures, malgré les inévitables restructurations. Ils l'ont fait en développant une volonté commune de mettre l'emploi comme priorité de développement économique et social et ils ont entrepris une démarche de concertation qui fonctionne nationalement, mais surtout en régions, et qui fait une utilisation cohérente, rapide et souple des pouvoirs gouvernementaux comme des pouvoirs macroéconomique, budgétaire, fiscal, monétaire, commercial, le développement industriel et régional et les mesures de marché du travail, le domaine de la main-d'œuvre, de la formation professionnelle, de la sécurité du revenu.

Dans la situation actuelle, une telle politique serait impossible au Québec à cause des deux juridictions, des deux réseaux de services, des deux séries de priorités, des deux systèmes

qui fonctionnent plus souvent l'un contre l'autre que dans l'intérêt de la population, des entreprises, des travailleurs et des chômeurs.

Depuis la crise de 1982, il y a un consensus croissant au Québec parmi les intervenants économiques et sociaux à l'effet que l'emploi doit être au cœur d'une politique économique et sociale efficace qui assurera la sécurité économique et sociale du peuple québécois.

La réalisation d'une telle politique exige rapidité, cohérence et efficacité, qui sont malheureusement absentes du système à deux États, deux juridictions, deux réseaux, qui engendre confusion, contradiction, échec et c'est les chômeurs, les pauvres, les entreprises qui paient les frais le plus lourdement. Seule la souveraineté du Québec peut permettre un effort concerté des partenaires gouvernementaux et socio-économiques du Québec afin d'atteindre l'objectif du plein emploi, un objectif quand même porteur de dignité et d'espoir.

Je fais quelques recommandations à la Commission mais, surtout, je vous demande de recommander le déclenchement, dans les plus brefs délais, d'un référendum qui permettrait au peuple québécois de se prononcer de façon lucide, sereine et démocratique sur l'avenir du Québec. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Dean. Nous passons maintenant aux questions pour le parti gouvernemental. M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour, M. Dean. Vous nous amenez des points de vue qui s'appuient, en tout cas, sur une expérience comme ministre du Travail et, de ce point de vue là, je pense qu'on doit accorder beaucoup d'attention à vos propos.

Vous dites dans votre mémoire, entre autres, que pour répondre à ces objectifs, prévenir le chômage, le plein-emploi, etc., il faudra d'abord avoir des modèles d'intervention en trois volets, c'est-à-dire des politiques macro-économiques de stabilisation et de développement, des politiques visant le marché du travail et des politiques de développement régional. En d'autres mots, fort de votre expérience, comment vous nous redéfiniriez ça, ces politiques-là, et les pouvoirs que ça prend pour faire ça?

M. Dean: Sur les macro-économiques, ce sont les pouvoirs budgétaires, fiscaux, monétaires, commerciaux, de développement industriel et de développement régional. Et sur le marché du travail, la main-d'œuvre, tout ce qui touche l'inventaire, la formation, le placement, la relocalisation de la main-d'œuvre, la sécurité du revenu, l'assurance-chômage, l'aide sociale et même le Régime de rentes. Parce que, dans une démarche de plein-emploi, il n'est pas inconcevable qu'on puisse utiliser les fonds qu'on

donnerait en prestations afin de créer des emplois utiles pour les gens. Au lieu de ne pas travailler afin de recevoir des prestations, ils auraient un salaire pour travailler. Et ce genre de fonctions là est impossible dans le système actuel.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): À votre point de vue, vous nous dites que l'aide sociale devrait être intégrée à des politiques de plein-emploi.

M. Dean: Oul. La sécurité du revenu en général ferait partie d'un système de plein-emploi en ce sens que, si elle ne travaille pas, il faut quand même qu'on aide la personne, sauf qu'on fait tout pour que cette personne travaille. Mais, à défaut de travail, la personne aurait droit, comme aujourd'hui, à une sécurité du revenu.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Comment faites-vous la distinction entre les aptes et les inaptes par votre intervention? Et il y a une catégorie de population qui est inapte, par exemple, certains handicapés...

M. Dean: Évidemment, les personnes qui... Quand on parle de plein-emploi, on dit: Ceux qui veulent et qui peuvent travailler. Mais je souligne que les pays de plein-emploi ont fait énormément dans le domaine des ateliers protégés, par exemple, pour des personnes aptes mais qui ne sont pas capables de prendre leur place sur le marché du travail, on peut dire, ordinaire.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, si je regarde aussi la conclusion de votre rapport — parce qu'on a très peu de temps pour nos questions — vous dites, en conclusion, que "l'atteinte d'une politique de plein-emploi ne peut être réalisée dans la confusion et par la contradiction qu'entraîne l'existence de deux niveaux d'intervention". Chose qui a été démontrée aussi dans les politiques des programmes de formation, etc., que les deux paliers créaient... et qu'il y avait beaucoup de pertes de capitaux en cours de route parce qu'il y a trop de monde dans la structure. Pour vous, seule la souveraineté peut régler ce problème-là. La souveraineté est la seule solution. Il n'y a pas d'autre forme de lien économique avec le Canada qui pourrait protéger ces facteurs-là, par exemple?

M. Dean: Je ne le vois pas parce que quand on a deux personnes qui s'occupent de la même sauce, on finit par gâter la sauce. Même dans une cuisine d'hôtel, il y a juste un chef. Il y a des assistants-chefs mais il y a juste un chef.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien alors, je vais garder du temps pour la fin.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors,

vous gardez du temps pour la fin, M. Bélanger. On reprend maintenant avec les questions des autres membres, M. Claude Béland, qui sera suivi de M. Dufour et de M. Bouchard.

M. Béland: Merci, M. le Président. M. Dean, hier, on a entendu des économistes qui sont venus nous dire que le Québec souverain serait viable, pourrait continuer à se développer, assurer une qualité de vie à ses citoyens. Sauf qu'on nous a présenté deux scénarios. Un scénario disant: si ça se fait dans l'harmonie, tout va bien aller. Si, par contre, ça ne se fait pas dans l'harmonie, il pourrait y avoir des périodes de turbulence et ça pourrait causer un peu de difficultés temporaires.

Quand je regarde la présentation que vous nous avez faite de vous, ça m'a intrigué un peu parce que vous dites que depuis 35 ans vous avez... Je vais vous lire; ça va être plus simple. Vous dites: J'ai connu de nombreuses personnes du Canada et des États-Unis. Vous mentionnez tous les secteurs. Et vous dites: Tout ce vécu m'a fait ce que je suis aujourd'hui: un Québécois souverainiste. Ça m'a intrigué un petit peu. Partant de cette expérience-là, je ne sais pas si votre phrase est agressive ou si elle est dans l'harmonie. Est-ce que selon votre expérience... parce que nous, on va avoir à faire un choix. Les économistes, hier, n'ont pas fait le choix des scénarios. Ils ont dit: On ne le sait pas. Vous, connaissant ces gens-là, est-ce que vous prévoyez, si le Québec déclarait sa souveraineté, que ça se ferait dans l'harmonie ou dans la turbulence?

M. Dean: Moi, je crois que des personnes que j'ai connues, tant du monde patronal que syndical, que gouvernemental, dans le reste du Canada et aux États-Unis, étaient des personnes, en règle générale, pragmatiques, réalistes et négociateurs dans bien des cas qui, après avoir pris des positions plutôt costaudes devant les faits, devant les éléments, finissent par adopter des décisions réalistes, calmes et pragmatiques. Moi, je suis convaincu que, dans le contexte d'une souveraineté déterminée démocratiquement par le peuple québécois et où on aurait la gentillesse d'informer nos partenaires en d'autres lieux, je suis convaincu qu'il y aurait des voix très fortes, tant dans le Canada anglais qu'aux États-Unis, qui prendraient le micro pour dire: Le Québec est indépendant. Y a rien là; la vie continue. Je suis convaincu de ça.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je dois d'abord dire que c'est le titre du mémoire de M. Dean qui a attiré mon attention: "La souve-

raineté ou le chômage et la pauvreté". Et en conclusion, on dit: "Le chômage, la pauvreté et la déchéance". Je suis sûr que si on avait retrouvé à l'inverse le même titre dans un mémoire fédéraliste, on aurait eu droit à quelques critiques. Nonobstant cela, j'ai bien connu M. Dean comme ministre d'État à l'Emploi, justement sous le régime du Parti québécois. Je l'ai toujours connu comme se faisant l'apôtre du plein emploi; alors sa thèse ne me surprend pas. Et justement parce qu'il a connu le pouvoir, qu'il a eu la possibilité de l'exercer aussi, je lui pose la question suivante: Si à ce moment-là, M. Dean, vous aviez eu vraiment ce qu'on demande actuellement au fédéral, à savoir le rapatriement complet du dossier de la formation professionnelle, plaideriez-vous toujours la même chose?

M. Dean: Seulement que la formation professionnelle, on serait avancé un petit peu mais on n'aurait pas tous les pouvoirs nécessaires. On a beau avoir la formation professionnelle, mais si on n'a pas une certaine prise sur les taux d'intérêt ou les taux de change, ou les politiques budgétaires, ou les politiques fiscales qui influencent le marché du travail, qui influencent l'emploi...

M. Dufour: Est-ce que... est-ce que...

M. Dean: ...ça serait bien plaisant d'avoir la formation professionnelle...

M. Dufour: Ce que vous dites, en somme, M. Dean, aux 11,2 % de chômeurs au Québec actuellement, que dans un Québec souverain on aura le plein emploi?
(17 h 15)

M. Dean: Je dis, M. Dufour, que dans un Québec souverain on aurait la possibilité d'entreprendre une politique de plein emploi.

M. Dufour: Parce que, quand vous comparez avec d'autres petits pays souverains, il faut quand même faire les comparaisons justes qui s'imposent aussi. Vous connaissez bien la structure industrielle du Québec qui est une structure industrielle, pas seulement GM dans la structure industrielle du Québec, on a textiles, chaussures, etc., qui souvent ont des difficultés d'ordre structurel. On sait très bien, aussi, qu'il y a des coûts de main-d'œuvre qui sont plus élevés au Québec, ne serait-ce que le problème du transport. Je ne réfère pas aux augmentations de salaire demandées par les syndicats. Coûts de transport, coûts d'énergie. C'est des coûts vrais de main-d'œuvre au Québec qui, souvent, nous créent des difficultés au niveau, justement, de ce problème de chômage et de plein emploi. En lisant votre mémoire, M. Dean, je pense qu'il n'y a pas d'élément neuf par rapport à ce que vous plaidez déjà il y a un certain temps. Et s'il y

en a, je souhaiterais que vous me les identifiiez pour essayer de comprendre le dossier.

M. Dean: Là, ça devient un dialogue entre vous et moi. Bien sûr, il n'y a pas d'élément neuf parce qu'on revient toujours aux principes fondamentaux. Sauf que j'ai évoqué dans le mémoire... C'est qu'il y a un large consensus qui évolue et sans aide ni du gouvernement ni de ma personne, parce que je suis écarté de ce processus, justement à cause de mes teintures politiques. Mais il y a une grande démarche de plusieurs intervenants socio-économiques qui sont en train d'explorer, de plus en plus profondément la question de l'emploi, et de venir à la conclusion que l'emploi devrait être la priorité économique et sociale du Québec. Et que pour ce faire, ça prend une longue liste de pouvoirs gouvernementaux et qui ressemble à ma liste.

M. Dufour: Je termine, M. le Président, en disant que d'aucune façon je ne conteste l'objectif de M. Dean, au contraire. Je pense bien que donner des emplois à tous ceux qui en veulent au Québec, je pense que tout le monde est d'accord avec ça. Sauf qu'il ne faut pas s'illusionner non plus et de dire que parce qu'on serait souverain on aurait le plein emploi. Ça, ça ne m'apparaît pas correct de dire ça.

M. Dean: Vous avez raison et je n'ai pas dit ça. Et il ne faudrait pas que ce soit tiré de mes paroles. C'est que j'ai toujours dit qu'une démarche de plein emploi est une démarche. On met des outils, des équipements, des bonnes volontés ensemble pour travailler dans un sens. Ce sens, c'est de réduire le taux de chômage, de restructurer l'économie, de renforcer l'économie et de faire tout ce qu'il faut pour faire en sorte que, éventuellement – le plus vite possible – tout le monde qui veut travailler ait un travail.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard.

M. Bouchard: M. Dean, à la page 11 de votre mémoire, vous avez des mots durs à propos du libre-échange avec les États-Unis. Vous savez que ce débat – qui s'est instauré autour du libre-échange à l'occasion des élections générales de 1988 – a été salué, au fond, dans sa conclusion, comme une sorte de victoire du Québec. Puisque le reste du Canada ne voulait pas du libre-échange, que le Québec, en tout cas le Québec majoritaire si je peux dire, l'a perçu comme étant favorable à ses intérêts, malgré qu'il y ait eu des gens dont les syndicats, en particulier, qui se soient objectés au libre-échange. Mais il se trouve beaucoup de monde pour penser que le maintien du traité de libre-échange avec les États-Unis est une condition de

réussite pour l'économie de marché que le Québec souverain voudra maintenir. Alors, quand vous portez un jugement négatif sur le libre-échange, est-ce à dire que vous envisageriez pour un Québec souverain une politique de rupture avec le traité ou de maintien?

M. Dean: Non. Je pense peut-être... D'ailleurs je ne trouve pas mon...

M. Bouchard: À la page 11, en bas, la dernière phrase.

M. Dean: La page 11, bon.

M. Bouchard: Vous en parlez surtout en rapport avec l'absence de recyclage qui met en danger les secteurs mous.

M. Dean: Ce n'est pas le libre-échange en soi, M. Bouchard, qui est le problème, c'est le manque total d'instruments de recyclage et appui aux travailleurs affectés et de recyclage et appui aux entreprises affectées. C'est ça qui est le problème. Je suis très conscient que nos marchés du Québec, de plus en plus, vont s'orienter tant vers le sud que vers l'ouest. Mais le libre-échange aurait dû être accompagné de beaucoup de mesures spéciales dans le but d'aider les entreprises à s'ajuster et aussi aider à recycler les travailleurs qui sont les victimes à court terme du libre-échange.

M. Bouchard: Autrement dit, vous voyez un Québec souverain comme devant maintenir le traité de libre-échange actuel afin de s'adresser aux États-Unis pour en obtenir le prolongement pour le Québec souverain. Et vous voyez dans le fait que le Québec accèderait à la souveraineté et récupérerait la plénitude de ses pouvoirs dans le domaine de la main-d'oeuvre le moyen, justement, de mitiger les effets négatifs du traité.

M. Dean: De se donner les meilleurs instruments pour assurer l'ajustement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous aurons du temps pour une autre intervention des membres. M. Assad.

M. Assad: Merci M. le Président. Je voudrais soulever la même question qui est posée par M. Bouchard concernant votre question du libre-échange. Comme ancien syndicaliste, je vais vous demander... Les effets du libre-échange, à date, il faut le dire, ce n'est pas un secret même si c'est désagréable, ça a été néfaste, et je voulais vous demander... Vous dites plutôt que c'est le manque de programmes de recyclage et d'aide aux industries et vous ne mettez aucun blâme sur le fait que nous avons négocié rapidement une entente de libre-échange.

M. Dean: Écoutez, peut-être que l'on aurait pu négocier une autre sorte de traité de libre-échange, mais on est pris avec le traité que l'on a. Je pense que je peux même, en regardant des représentants patronaux ici, affirmer qu'en plus de ces mesures d'aide aux travailleurs et aux entreprises qui manquent, le gouvernement qui a négocié le libre-échange a aussi maintenu et continue de maintenir des taux d'intérêt et un taux de change absolument aberrants pour les industries exportatrices du Québec. D'ailleurs je vois certains de ces visages familiers en délégation actuelle et je ne ris pas parce que ce n'est pas drôle.

Je suis d'accord avec eux que c'est un autre pouvoir qui est mal utilisé alors tout ce que l'on aurait pu faire pour faciliter le libre-échange, c'est-à-dire contrôler les taux d'intérêt, garder le taux de change un peu plus bas pour favoriser l'exportation de nos entreprises québécoises, en plus du fait de ne pas avoir installé un système transitionnel d'aide aux travailleurs et d'aide aux entreprises, fait en sorte que, même si le traité était un bon traité, on risquerait bien de le rater de la façon qu'on le fait.

M. Assad: M. Dean, en terminant il faut dire que, même avec les erreurs qu'il y a eu, les lacunes du fédéralisme, le libre-échange ne faisait pas partie de l'option lorsque l'on a formé ce pays dans la Confédération et j'espère que ça ne le deviendra pas plus tard quand on va voir l'échec total du libre-échange que ce ne sera pas un autre blâme que l'on pourra porter au système fédéraliste, mais plutôt une décision d'un gouvernement qui a négocié à la dernière heure pour sauver sa peau.

M. Dean: En tout cas, l'avenir c'est l'avenir.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Assad vous nous donnez des tentations de vous parler d'un célèbre premier ministre libéral qui s'appelait Wilfrid Laurier, qui avait certaines vues sur le libre-échange, mais on n'y passera pas parce que ce n'est pas gentil que la présidence fasse ça, surtout quand il commence à être tard. On passe maintenant à Mme Marois et ensuite on revient à M. Bélanger pour la fin de son temps.

Mme Marois: D'accord. Merci, M. le Président. Je vais souhaiter la bienvenue à notre collègue. Je dois dire que je le reconnais bien, que je reconnais bien la qualité de sa réflexion. Évidemment, je partage aussi le point de vue qu'il défend et c'est le cas des membres de notre formation politique, mais j'aimerais, en questionnant votre document, que l'on pousse un peu plus loin la réflexion sur ce que vous nous proposez comme projet de société. Ça va peut-être rassurer d'ailleurs le coprésident de la commission, M. Bélanger, qui s'inquiétait du fait

que des projets de société, à l'occasion, signifiaient "versement de sommes supplémentaires en prestations et en subventions"...

Le Président (M. Michel Bélanger): C'était avant que l'on n'ait plus les chemins de fer.

Mme Marois: Pardon, je n'ai pas compris le début?

Le Président (M. Michel Bélanger): C'était avant que l'on n'ait plus les chemins de fer.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Marois: Mais surtout ce que je veux dire c'est que ce projet de société qui nous est proposé en fait suggère que nous créons la richesse et que nous finissons enfin par la partager plus équitablement. Cela étant dit, un des éléments clés du projet de plein emploi, c'est la concertation. Vous n'en parlez pas beaucoup dans votre document. Je sais que vous avez vécu vous-même des expériences de concertation, particulièrement en mettant en place la première table de l'emploi au Québec, on va se souvenir de ça. Vous ne parlez pas beaucoup, donc, de cet élément-là. Or, à mon point de vue, une des embûches majeures à la concertation, c'est le système fédératif dans lequel on est. Et j'aimerais ça que vous m'en parliez un peu, sous cet angle-là, et particulièrement aussi en tenant en compte d'un nouvel élément – et M. Dufour va en convenir – un nouvel élément dans le paysage québécois qui est le Forum pour l'emploi.

M. Dean: Oui, quand on a noté les mesures prises ou les programmes des pays qui ont fait le plein emploi, c'est caractérisé par une très forte concertation entre le monde patronal, le monde syndical, le gouvernement et les autres intervenants socio-économiques, ce qui permet de régler un certain nombre de problèmes que M. Dufour a évoqués tantôt en posant sa question: problèmes de structures industrielles, problèmes, disons-le, peut-être dans certains cas exceptionnels, M. Dufour, des taux de salaires un peu élevés parce que le patron est tombé sur la tête, que le syndicat a poussé un peu fort, on s'est entendus, bon! Mais justement, quand il y a une approche concertée de l'économie et de la société, ça permet aux partenaires sociaux... parce qu'il y a quelque chose au bout, il y a de la sécurité d'emploi et le partage de richesses qui vient avec cette sécurité d'emploi. Si ce n'est pas une sécurité à vie, c'est au moins une sécurité relative d'emploi qui permet à chaque partenaire de faire des sacrifices, de céder certaines de ses façons traditionnelles d'agir dans l'intérêt du bien commun, si vous voulez, dans l'intérêt de la nation, de l'économie, et qui peut permettre à des employeurs, à des syndicats et à d'autres d'ajuster leur mentalité dans le

sens de vouloir atteindre des objectifs qui sont mutuellement acceptables et souhaitables. Au Québec, j'ai eu le privilège pendant une très courte période, démocratie obligea, pendant un an j'ai été ministre du travail, chargé par M. René Lévesque de mettre en place, de commencer la mise en place d'une politique de plein emploi. Notre première démarche a été de créer une table nationale autour de laquelle siégeaient pas mal de personnes ici présentes: des chefs syndicaux, des dirigeants des différents groupements patronaux, chambres de commerce, associations des manufacturiers, Conseil du patronat, groupes de femmes. Et nous avons déjà commencé, en région, à développer des tables régionales de l'emploi constituées un peu de la même façon. Et dans le peu de temps, avant l'élection qui a exprimé un changement de point de vue de la population québécoise, on a tous constaté que la démarche était bien enclenchée et que le Québec était capable de commencer à se parler en famille, entre Québécois et Québécoises de tous les milieux de vie, autour de projets qui ralliaient toutes les factions.

Après cette élection, il y a une démarche qui s'est continuée, une démarche complètement apolitique qui a résulté en un Forum sur l'emploi l'année dernière. Le Forum a décidé de continuer ses démarches et ce travail de concertation patronale, syndicale, de tous les groupes socio-économiques continue. Il y a des entreprises au Québec où les syndicats et les chefs d'entreprises ont réussi des merveilles dans le domaine de la concertation, dans la recherche d'une plus grande efficacité et d'une plus grande productivité, dans la gestion participative, différents éléments qui permettent de changer les façons traditionnelles d'agir et d'agir pour le bien économique, et par conséquent le bien social de la population.

Mme Marois: Est-ce que vous croyez qu'un tel projet serait réalisable d'un océan à l'autre, dans un contexte comme celui que vous exprimez ou que vous définissez?

M. Dean: Non, parce qu'il y a... Juste au niveau des syndicats québécois, on a souvent beaucoup, beaucoup de misère à fonctionner dans les structures pan-canadiennes. Ce n'est pas pour rien que la Fédération des travailleurs du Québec est, à toutes fins pratiques, souveraine et associée depuis longtemps, dans les faits sinon en droit. Ce n'est pas un secret du tout. Je pense que, entre Québécois et Québécoises, nous avons déjà prouvé que nous pouvons faire des grandes choses. Et entre Québécois et Québécoises, avec un but commun qui est l'essor économique et social de notre peuple, dans un esprit de concertation, nous sommes capables de très grandes choses.
(17 h 30)

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Guy Bélanger?

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui, alors M. Dean, d'abord, juste une petite mise au point avant. Vous parlez de partage de la richesse. Suite à la question – je posais la même question l'autre jour au Conseil des affaires sociales qui, lui, parlait plus de la création de la richesse, et je suis totalement d'accord avec lui – je préfère la création de la richesse que le partage de la richesse parce que se partager un gâteau, c'est pas long qu'on n'en aura plus, mais si on s'aligne pour faire des gâteaux, on va en avoir plus longtemps et pour tout le monde. En tout cas, c'est une nuance qui m'apparaissait importante, mais ma question va dans un autre sens. Et là, je fais étalage de mon ignorance béate dans le domaine, je l'avoue, mais, lorsqu'on parle d'une politique de plein emploi – et prenons comme cible une région comme la Gaspésie où on sait que le chômage et le problème d'emploi sont assez chroniques – comment peut-on arriver à une politique de plein emploi dans une région comme la Gaspésie compte tenu – et je vous pose très sérieusement la question – des disparités régionales qui existent? Il y a des régions où je vois la chose très possible, merci, mais il y a des régions où j'ai de la difficulté à figurer. J'aimerais avoir votre éclairage là-dessus.

M. Dean: Il y a des régions qui ont de plus longs bouts de chemin à faire que d'autres, mais je pense en ça qu'une politique de plein emploi rejoint tous ceux et toutes celles des régions qui viennent plaider pour une plus grande remise de pouvoirs et de ressources dans les régions. Qui mieux que la région pour savoir les possibilités de la région, les ressources de la région, les possibilités de la région. Donc, le pouvoir décisionnel en matière d'emploi, de marché du travail, de développement régional devrait être vraiment décentralisé en région de façon à ce que les intervenants en région puissent prendre en main le développement et le réaliser. Et pour toucher votre affaire de création et partage de l'emploi, peut-être que j'ai été mal compris. Une politique de plein emploi, par définition, cherche à augmenter la richesse collective par le travail productif et rémunéré, pour la partager avec ceux qui ne peuvent pas travailler, mais aussi une politique de plein emploi prévoit, parce qu'on parle souvent de partage de richesse par des subventions, des prestations sociales. Une politique de plein emploi parle de partage de richesse par un emploi valorisant, un emploi utile pour tout le monde. Si on travaille, on partage la richesse. Si on ne travaille pas, il faut qu'on reçoive un chèque de quelque part. Alors, c'est et la création et un partage, mais pas un partage par chèque, un partage par le travail.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors merci, M. Dean, de nous avoir soumis un mémoire et de vous être présenté devant nous,

d'avoir répondu aux questions et surtout de nous avoir laissé sur la voie de l'espoir qu'en créant de la richesse, on va réussir à mieux la partager tout en travaillant. Travaillant, ce qui est une notion qui est bien connue des membres de cette Commission par ailleurs. Je vous remercie, M. Dean, et je vous prie maintenant de céder la place à M. Brisebois, qui fera la dernière présentation de cette séance de l'après-midi.

M. Brisebois est le maire de Mont-Laurier, mais il a préparé ce mémoire et l'a fait parvenir à la Commission à titre personnel, puisque, à l'époque, il y avait encore des problèmes, pas des problèmes, mais encore des élections de conseillers municipaux à se compléter à Mont-Laurier. Tout en sachant qu'il est maire de cette ville, son mémoire est personnel. M. Brisebois, vous avez une demi-heure – j'allais dire comme tout le monde puisque ça en fait plusieurs cet après-midi – et vous avez cinq minutes pour faire la présentation.

M. Jacques Brisebois

M. Brisebois (Jacques): Merci, M. le Président. Donc, M. le Président, mesdames et messieurs les commissaires, je veux d'abord excuser, dans un premier temps, quelques fautes de français et de frappes que je viens de trouver dans le mémoire que j'ai soumis. Je m'en excuse, compte tenu des circonstances. Il y avait une campagne électorale municipale et, effectivement, j'ai travaillé beaucoup. Donc j'ai eu moins de temps pour relire ce que j'avais écrit dans un premier temps. Et comme vient de le souligner M. le Président, malgré le choix que j'avais de le soumettre au conseil municipal, je n'ai pas pu le faire – les nouvelles attributions à tout le monde et aussi il y a toujours eu un membre qui manquait. Donc, vu l'importance du sujet, j'ai préféré conserver le mémoire en mon nom personnel.

Je ne voudrais pas d'abord m'attarder trop longtemps sur la première partie qui, bien sûr, est théorique, mais c'est un argumentaire que vous avez sans doute entendu à plusieurs reprises. Mais je pense quand même important de rappeler l'essentiel de cet argumentaire basé sur la pratique fédéraliste.

Le fédéralisme porte en lui-même sa propre contradiction puisqu'il faut que la qualité d'État appartienne à la fois à la société composée, le gouvernement fédéral, et aux unités membres, les gouvernements provinciaux. Il y a donc essentiellement au cœur du fédéralisme une tension constante entre l'unité composée, entre le gouvernement fédéral, et les gouvernements provinciaux, les unités membres. L'unité composée, ou le pouvoir "fédérant" comme je le nomme dans le mémoire, doit donc exercer une certaine coercition sur les unités composées pour permettre son fonctionnement, sa survie et son efficacité. Et je pense que l'histoire démontre

très clairement que plus il peut prendre de pouvoirs par rapport aux unités membres, plus cette tendance naturelle s'accroît. Le fédéralisme repose donc sur un pouvoir central fort, qui assure la supériorité juridique des lois fédérales. En tout cas, il tend à assurer la supériorité juridique des lois fédérales. Et ce pouvoir central fort, pour s'exercer, doit compter sur un nationalisme fort. Au Canada, et c'est là, je pense, où le bât blesse, puisqu'il n'y pas de nationalisme pancanadien qui ait jamais été partagé par une majorité de Québécois. Il y a toujours eu, évidemment, au Québec, des Québécois qui étaient des tenants du pouvoir centralisateur, mais je pense qu'une majorité de Québécois a toujours refusé cette vue du nationalisme canadien. Donc la tendance centralisatrice du fédéralisme s'est manifestée autant, je pense, au Canada qu'aux États-Unis et dans d'autres endroits du monde.

Par contre, la résistance des unités membres, et notamment celle du Québec – pour qui l'évolution politique a permis de se doter, je pense, d'une personnalité et d'une identité propre – fait en sorte que nous nous retrouvons actuellement dans la situation où nous sommes. C'est-à-dire de l'impossibilité du fédéralisme canadien de fonctionner selon ses tendances naturelles, donc vers la centralisation, avec la présence du Québec comme unité membre. Et je pense que le Québec est prêt à exercer sa qualité d'État en toute plénitude.

Je vais maintenant passer rapidement au développement et à la décentralisation. Je pense qu'un autre fondement, une autre raison d'être du fédéralisme, en tout cas ce que les théoriciens du fédéralisme entrevoyaient, c'était un peu celui de garantir la répartition de la richesse et du développement à travers les unités membres. Je pense que force est de constater l'échec du fédéralisme à ce chapitre et encore davantage quand on se situe dans une région comme la nôtre.

Loin de se rapprocher de cet objectif, l'histoire du fédéralisme canadien nous apprend que la richesse a eu tendance, comme l'ensemble du fédéralisme, à se centraliser dans une région facilement identifiable. À l'est, plus on s'éloigne de Toronto, plus on assiste à l'appauvrissement, à un taux de chômage élevé et au sous-développement. 45 % de notre population sont inactifs. Le chômage, chez nous, oscille constamment entre 15 % et 20 %.

Qui est responsable de cette situation-là? Évidemment, M. Hogue, je ne dirai pas que le fédéralisme est totalement responsable de cette situation-là, mais je pense qu'on doit s'interroger sérieusement sur le bien-fondé d'un système qui permet de tels écarts.

Nous sommes supposément à l'ère de la concertation et de la coopération. Pourtant, il ne se passe pas une semaine sans qu'on entende un nouvel élément du contentieux Québec-Ottawa.

Que penser des politiques de main-d'œuvre et d'emploi?

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brisebois, les cinq minutes sont rapidement écoulées. Peut-être qu'une dernière phrase plus ou moins longue vous permettrait d'atteindre la conclusion.

M. Brisebois: Oui, M. le Président. J'aurais beaucoup de choses à dire encore, mais je vous dirai quand même que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Les questions vont vous permettre d'en dire beaucoup.

M. Brisebois: Oui. C'est vrai. Je vous dirai quand même que, quand on vit dans une région comme la mienne – et on parlait tantôt d'agir ensemble M. Dean – la MRC d'Antoine-Labelle est la 95^e MRC sur 99 quant au revenu moyen des ménages, 94^e sur 99 en ce qui concerne le taux de chômage, je vous dirai que le développement régional pour nous, ça a passé à côté.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions, commençant par le groupe des membres de la Commission. M. Roger Nicolet est le premier intervenant, suivi de M. Beaudry.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président. M. Brisebois, deux questions. La première: Vous faites une déclaration et vous n'avez pas eu le temps d'en parler ce soir – mais je pense qu'elle est intéressante – sur le nombre de municipalités. En principe, je suis d'accord avec vous. Je pense que tout observateur de la scène municipale doit concéder qu'il y a un trop grand nombre de municipalités à l'échelle du territoire. Par contre, j'aimerais vous entendre sur toute la notion de densité de population par rapport au territoire. N'est-il pas vrai que pour qu'une vie démocratique, locale, prenne véritablement toute sa signification, il faut qu'il y ait quand même une relation entre les personnes qui habitent cette première unité démocratique qu'est la municipalité?

M. Brisebois: Cependant, ceci dit, je pense qu'on a des exemples au niveau de la MRC d'Antoine-Labelle, entre autres, où il y a eu des regroupements jadis: Mont-Laurier en est un exemple, entre deux municipalités qui avaient à l'époque environ 2500 de population. Je pense aussi à Desruisseaux, notre voisin, qui regroupait trois municipalités et qui, aujourd'hui, je pense, sont des territoires assez homogènes finalement. Même s'il y a des distances, il reste que les gens se retrouvent tout à fait bien là-dedans.

Là où je pense, dans la MRC d'Antoine-Labelle, et je sais que mes collègues des petites

municipalités ne sont pas toujours très heureux quand j'en fais mention, mais je pense qu'il y a des municipalités de 300 ou 500 habitants qui, finalement, voisinent et participent à une vie un peu plus élargie que cette petite densité et je pense que c'est tout à fait possible et plausible de penser à des regroupements sans changer radicalement la face du Québec. Je pense que c'est tout à fait possible et souhaitable qu'il y ait des regroupements. Et c'est une difficulté, je vous dirais, très grande. Quand je pense assister à une journée de MRC où on se retrouve à 23 autour de la table, avec des problèmes qui sont importants pour ces populations-là mais, finalement, qui sont de toutes petites populations, ça met beaucoup d'obstacles, je pense, aux discussions.

M. Nicolet: Je vous remercie. On pourrait poursuivre, mais enfin! J'aurais aimé aborder avec vous un autre volet de votre mémoire que vous n'avez pas eu l'occasion, non plus, de présenter. Vous parlez, comme beaucoup d'autres intervenants aujourd'hui, de décentralisation. Est-ce qu'il n'y a pas – et c'est une autre dimension de ce débat qu'on n'a pas encore, non plus, abordée aujourd'hui – une limite naturelle à la possibilité de décentraliser, vu la nécessité de voir à une certaine péréquation, une répartition de la richesse québécoise au niveau des régions?

M. Brisebois: Oui. Je suis d'accord et je pense que le nouveau partage des responsabilités nécessitera, je pense, un niveau intermédiaire entre le pouvoir local et le pouvoir central. Je pense à deux sujets en particulier: l'éducation et le développement économique. Je ne pense pas que le développement économique puisse être l'apanage du pouvoir strictement local. En tout cas, je pense que, dans une région comme la nôtre, ce serait impensable que Mont-Laurier ait la responsabilité du développement économique de la ville de Mont-Laurier. On est, je pense, trop petits, et ce qui est bon pour nous, finalement, est bon pour le voisin. Je pense qu'il y a quand même un niveau régional et je pense que le niveau de la MRC, de la municipalité régionale de comté est très intéressant à ce chapitre-là. Il en va de même au niveau de l'éducation, je pense, et du transport. Mais l'éducation... si vous avez remarqué, j'ai été commissaire de la Commission scolaire Pierre-Neveu pendant sept ans, les sept dernières années, et dans le partage des nouvelles responsabilités que je décris dans mon petit mémoire, je ne parle pas du domaine scolaire. C'était voulu. Je pense que l'éducation pourrait être attribuée aux MRC et pas au pouvoir local, justement parce qu'il doit y avoir une certaine péréquation, une certaine... Il faut que les programmes, quand même, aient une certaine résonance plus globale que ce que le pouvoir local pourrait faire. Donc, je pense que, dans le partage des responsabilités, il devra y

avoir un niveau intermédiaire.

(17 h 45)

M. Nicolet: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. C'est un peu dans le même ordre d'idées que M. Nicolet, M. Brisebois. Le nombre des municipalités est en trop grand nombre au Québec; on sait qu'il y en a approximativement trois fois plus qu'en Ontario, par exemple. Je me suis demandé, moi, de quelle façon vous vous y prendriez pour réduire le nombre des municipalités quand on sait que les fusions sont tellement difficiles et tellement contestées présentement au Québec.

M. Brisebois: M. Beaudry, je vous dirai que, si j'en parle aujourd'hui, c'est pour faire avancer ce dossier-là aussi. Je pense qu'on doit chercher à convaincre avant d'obliger à des regroupements mais, éventuellement, je pense que la rationalisation va obliger un gouvernement qui aura le courage de le faire à le faire. Il n'y a pas de recette miracle.

M. Beaudry: Il faudrait les imposer, si je comprends bien.

M. Brisebois: Pardon?

M. Beaudry: Il faudrait les imposer, si je comprends bien, si les gens viennent à ne pas comprendre, comme vous avez donné l'exemple dans Labelle: 23 municipalités pour une population de 30 000 personnes. Vous considérez que c'est beaucoup trop et moi aussi, je considère ça. Alors, il faudrait que le gouvernement en place impose ses volontés et regroupe ces municipalités-là.

M. Brisebois: Je pense qu'à terme, j'ai l'impression que c'est peut-être la seule solution.

M. Beaudry: Est-ce que vous nous dites que dans le contexte d'une nouvelle constitution, ce serait le temps idéal, au moment où on déciderait d'une nouvelle constitution pour le Québec, d'imposer sa volonté au niveau des municipalités également? Et une deuxième sous-question, si vous me permettez, à la page 10 quand vous parlez: Et tout cela passe par un nouvel ordre constitutionnel aux deux niveaux de gouvernement, et le Québec, et les municipalités. Est-ce que je dois comprendre que vous enchaîneriez dans une constitution le principe des municipalités, soit locales ou régionales?

M. Brisebois: Je pense que le principe des communautés locales, oui, je l'enchaînerais, effectivement. Quant à votre première question, est-ce que le moment où la souveraineté se

ferait, est-ce que ça serait le bon moment? Je ne suis pas convaincu, parce qu'il y a beaucoup... Je pense qu'il y aura quand même beaucoup de travail à accomplir et la décentralisation nécessaire. Parce que je pense que la souveraineté devra s'accompagner d'une décentralisation si on veut que le Québec des régions puisse se développer. Je ne suis pas convaincu que, dans un premier temps, ça soit une priorité. Mais disons que ça ne devrait pas trop tarder non plus par la suite.

M. Beaudry: Un petit dernier aparté, M. le Président. Il me reste du temps. Vous avez mentionné également en page 12 – et je trouve ça intéressant puisque cette Commission-ci a été créée sous le gouvernement libéral du Québec... Je présume que c'est à ça que vous voulez en venir quand vous nous dites: Nous avons besoin de prendre de l'air, nous avons besoin d'espace pour continuer notre croissance parce que nous sommes allés au bout de ce que l'on pouvait faire avec un bon gouvernement. Est-ce que c'est des pleurs que vous lancez au gouvernement libéral, ou si vous parlez du gouvernement dans sa notion d'ensemble?

M. Brisebois: Je pense, M. Beaudry, que je vais vous répondre de cette façon-ci. Depuis 20 ans – donc, j'inclus plus d'un gouvernement – depuis 20 ans au Québec, l'administration publique a été bien meilleure, bien meilleure que celle du gouvernement fédéral. C'est dans ce sens-là que je l'entends et je pense qu'une des raisons qui devrait nous pousser rapidement, très rapidement à faire la souveraineté, c'est le gouffre financier qu'est le gouvernement fédéral actuel.

M. Beaudry: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il ne faudrait tirer aucune conclusion du fait que j'ai quitté l'administration provinciale il y a à peu près 20 ans.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): J'avais quitté celle du fédéral 18 ans avant. Peut-être qu'il n'y a rien là; on ne le sait pas. Bon. Passons maintenant à M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Brisebois, votre mémoire c'est un plaidoyer pour l'indépendance du Québec, ça c'est clair, et fait naître dans mon esprit...

M. Brisebois: Dans le mien aussi.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Maciocia: Dans votre note d'introduc-

tion, vous parlez que compte tenu des élections municipales du 4 novembre dernier et des délais que vous aviez pour préparer et pour présenter le mémoire à la Commission, vous n'avez pas eu l'occasion de le soumettre au conseil municipal de votre municipalité, et c'est la raison pour laquelle vous l'avez présenté à titre personnel, c'est ça? Depuis le 4 novembre, est-ce que vous avez eu l'occasion de discuter avec vos membres du conseil et de savoir s'ils sont d'accord avec cette prise de position personnelle?

M. Brisebois: C'est ce que j'expliquais en introduction. J'aurais pu le présenter et le faire passer à la vapeur. Je vous dis, je n'ai aucune inquiétude quant à l'adoption du mémoire par les membres de mon conseil. Sauf que je pense que je suis... Je voulais quand même donner la possibilité aux gens d'en prendre connaissance comme il faut. Quand on vient d'être élu, il y a des tâches à accomplir. Il y a des prérogatives légales qu'il faut faire. Et comme je vous disais aussi, il y avait toujours eu un membre de mon conseil – on est seulement sept, c'est un petit conseil municipal – il y a un des membres qui a dû être hospitalisé, donc je pense qu'il était préférable dans les circonstances de ne pas le faire. Mais je voudrais aussi ajouter, si vous me le permettez. La population lauriermontoise, en 1980, s'est prononcée très favorablement...

M. Maciocia: Oui, je le sais, monsieur, vous l'avez décrit dans votre mémoire que 60 % de vos concitoyens ont voté pour le oui en 1980.

M. Brisebois: C'est ça, en 1980 et je peux vous...

M. Maciocia: ...mais il ne faudrait pas oublier non plus que 60 % de la population du Québec ont voté pour le non.

M. Brisebois: Je peux dire monsieur que...

M. Maciocia: Mais je voudrais...

M. Brisebois: Je peux vous dire que si on prenait un référendum dans la ville de Mont-Laurier, aujourd'hui, je n'aurais pas peur d'aller chercher 75 %.

M. Maciocia: Mais il n'a pas eu lieu encore. Vous parlez...

M. Brisebois: Non, mais je peux vous assurer une chose, c'est qu'on va travailler pour l'avoir.

M. Maciocia: Vous allez travailler dans un sens, il y en d'autres qui vont travailler dans un autre sens, M. Brisebois.

M. Brisebois: Certainement.

M. Maciocia: Pouvez-vous nous dire, M. Brisebois, si la décentralisation vers les municipalités, que vous nous présentez ici, est une proposition qui est partagée par le monde municipal ou si ça vous concerne vous seul?

M. Brisebois: Je pense que c'est partagé. Peut-être enlever le paragraphe sur le nombre de municipalités, mais sur un certain nombre de pouvoirs attribués aux pouvoirs locaux, je pense que oui, c'est partagé en partie. Je ne dis pas que dans l'ensemble ça l'est. Quand j'énonce, par exemple, que les commissions scolaires quant à moi devraient disparaître au profit du monde municipal, je ne vous dis pas que c'est entièrement partagé. Mais il y a des éléments, il y a des évidences au niveau de la voirie, par exemple. Il y a des éléments que je remettrais en question. Si vous me posiez la question sur la sécurité publique, je vous dirais que actuellement la sécurité publique, je pense que ça devrait être un pouvoir régional, pas un pouvoir local.

M. Maciocia: Non, mais c'est toujours dans ce Québec souverain?

M. Brisebois: Oui.

M. Maciocia: Est-ce que vous êtes convaincu que le monde municipal partage votre opinion au sujet de la décentralisation dans un Québec souverain pour les municipalités?

M. Brisebois: Si j'en juge par le dernier congrès de l'UMRCQ, je pense que oui pour ce que j'ai entendu là.

M. Maciocia: Dans un autre ordre d'idées, M. Brisebois, vous parlez à un certain moment qu'un nouvel ordre constitutionnel aux deux niveaux de gouvernement de Québec et des municipalités pourront, après épuration et rationalisation des structures véritables, conjuguer leurs efforts pour assurer le développement du Québec. C'est très vague. Est-ce que vous pourriez un peu élaborer sur ça? Vous voulez dire quoi exactement par "Structure véritable", "épuration", en même temps, et "rationalisation"?

M. Brisebois: Je pense que dans mon introduction, encore là j'aurais voulu en dire un mot et vous me le permettez ça me fait plaisir évidemment. J'ai parlé du nombre des municipalités, c'est un des exemples, mais je pense aussi au dédoublement de tous les services et plus qu'au dédoublement, au fouillis indescriptible des structures que l'on retrouve dans le paysage: c'est incroyable.

Les centres de main-d'œuvre en double, l'assurance-chômage, le bien-être social, je pense que M. Dean a parlé d'une politique de plein emploi, il doit y avoir une synergie. On divise

des choses qui sont indivisibles. J'en suis convaincu. Il y a tellement au niveau de l'éducation et de la formation professionnelle, tout le monde intervient et finalement chacun, selon des intérêts divergents dans le paysage, mais il n'y a jamais d'unité de pensée, il n'y a jamais de stratégies de développement, il n'y a pas de stratégies de développement de l'emploi et je pense que l'on doit passer par l'épuration des organismes et des structures.

M. Maciocia: Si on ramène au...

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre temps est à toute fins pratiques écoulé. Peut-être une rapide, vu la fin de la journée.

M. Maciocia: Ça veut dire que si on ramène au Québec certains pouvoirs comme la main-d'œuvre, la formation professionnelle et, par exemple, l'immigration, l'éducation et d'autres, vous serez quand même d'accord que le Québec peut rester dans un fédéralisme renouvelé avec le rapatriement de ces pouvoirs-là.

M. Brisebois: Et moi je vous dis que le fédéralisme pour fonctionner a besoin d'un pouvoir central très fort. Je ne pense pas qu'au Canada, si le Québec est partenaire dans un fédéralisme décentralisé, moi, je ne crois pas à ça, le fédéralisme décentralisé. Je vous dis que le pouvoir central fort peut faire l'affaire du Canada anglais, je n'ai rien contre, ils décideront ce qu'ils veulent en faire de leurs institutions, mais ça ne peut pas fonctionner avec le Québec comme partenaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Léonard pour le parti de l'Opposition officielle.

M. Léonard: Je voudrais simplement reprendre ce qu'a dit M. Maciocia en ce qui concerne la vérification de ce que pensent les gens dans le territoire. Je pense qu'il y a un moyen de la faire, c'est de faire un référendum après les travaux de cette Commission. Je suppose que vous pourriez nous le conseiller si vous êtes d'accord avec cela, et quand le voyez-vous? Le plus tôt possible après les travaux de la Commission.

M. Brisebois: C'est ça.

M. Léonard: Je voudrais vous entendre sur ce que vous affirmez, que le fédéralisme est essentiellement centralisateur, un système centralisateur. Et je pense que vous... et ensuite, qu'il requiert un désir commun des citoyens de vivre ensemble. Je pense que ces deux grandes articulations de votre exposé, d'ailleurs intellectuellement fort bien construit... je vous demande cela, je vous rappelle cela, que vous avez dit en

vos propres mots, parce que, à mon sens, vous exprimez la même chose que ce qu'a exprimé un constitutionnaliste bien connu, qui est devenu ministre, et qui écrivait ceci dans un livre, page 58, tome I: "Il demeure un principe fondamental du fédéralisme qui veut que l'intérêt national de la fédération puisse toujours prédominer sur l'intérêt d'une région, d'un État membre ou d'une nation composante." C'était M. Gil Rémillard dans **Le fédéralisme canadien**.

Deuxième citation que je veux vous faire, à la page 88: "Le fédéralisme est à la fois une union d'États et de personnes qui doit reposer avant tout sur un désir inébranlable de vivre ensemble. Il s'agit là probablement de la première condition d'existence de toute fédération." C'est encore M. Gil Rémillard qui parle. Et je pense que ça rejoint essentiellement ce que vous en dites.

M. Brisebois: Bien, je n'avais pas lu M. Rémillard, sauf que j'ai lu certains auteurs.

M. Léonard: Alors il pense comme vous, si je comprends bien.

M. Brisebois: J'ai lu certains auteurs quand j'étais étudiant en sciences politiques, des théoriciens du fédéralisme, et je pense que c'est une constatation. Et c'est un peu ce que je dis dans mon texte en disant: pour prendre forme et assurer à la communauté composée une cohésion nécessaire à sa survie, il suppose l'action d'un pouvoir fédéral sur un pouvoir fédéré. Et je crois que la conséquence essentielle au succès du fédéralisme est la supériorité juridique des lois fédérales, supériorité nécessaire au maintien de la solidarité qu'on veut retrouver.

M. Léonard: Je pense que, compte tenu de ces affirmations, des conséquences que ça implique sur les États membres en particulier... vous écrivez aussi dans votre mémoire que vous avez... le Québec a le goût de prendre l'air. Pouvez-vous nous exposer que, finalement, un État indépendant comme le serait le Québec aurait un accès direct à ses relations internationales, aux autres pays, et donc qu'il aurait plus de liberté qu'à l'intérieur d'une fédération dominée par l'État central.

M. Brisebois: Oui, dans un premier temps je dirais que, devenant indépendant, le Québec ne partira pas pour la planète Mars; il va demeurer sur le même continent auquel il appartient actuellement. Donc, en termes d'espace économique, en termes d'espace géographique, on va être encore là et on va, je pense, commercer et partager des choses avec nos voisins, qu'ils soient du sud ou de l'ouest ou de l'est. Mais effectivement, à partir du moment où le Québec atteindra la souveraineté, je pense qu'il pourra

traiter économiquement et politiquement avec beaucoup plus de partenaires qu'il peut le faire actuellement, et d'une façon plus complète qu'il peut le faire actuellement.

M. Léonard: Est-ce que, sur un autre plan – vous avez parlé beaucoup de développement régional; je pense que vous êtes obligé de me répondre rapidement – est-ce que, pour vous, finalement, la souveraineté est une condition pour arriver à un développement régional bien pensé et que si l'on conservait deux États maîtres, ce serait faire perdurer la confusion par rapport à des politiques de développement régional?

M. Brisebois: J'en suis tout à fait convaincu et je pense que... Les décisions d'abord, il y a un principe auquel je crois beaucoup: c'est que les décisions doivent se rapprocher autant que possible des gens à qui s'adressent ces décisions-là, et plus on s'éloigne du citoyen, plus on a des chances que ce qu'on veut atteindre comme objectif ne se rende pas. Et je pense aux divers programmes au niveau de l'emploi ou de l'assurance-chômage. Un problème qu'on a chez nous, particulièrement, c'est toujours fait en fonction de normes, de grandes normes, sauf que quand ça arrive dans des milieux comme chez nous où on est toujours au delà des normes, ça ne s'applique pas. Donc, effectivement, je pense qu'en termes de développement régional, il y a tout intérêt à enlever ce niveau de gouvernement-là.

M. Léonard: Et vous pourriez sûrement attendre que la souveraineté soit réalisée pour vous pencher sur le problème des fusions de municipalités, sûrement.

M. Brisebois: Oui, M. Léonard. D'ailleurs, c'était un petit paragraphe sur quand même quelques pages.

M. Chevette: Avant de remercier l'individu, pour les membres de la Commission, je voudrais déposer un document qui est l'état de la situation concernant le transport ferroviaire au Québec et au Canada, pour bien démontrer que le sujet n'était pas léger et, pour aller dans le sens de M. Larose, j'aimerais que les membres de la Commission en prennent connaissance.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le sujet n'est sûrement pas léger. C'était probablement dans l'esprit de plusieurs des membres le lien entre ce sujet-là et la nécessaire conclusion. Ce n'était pas entre les opinions des gens qui sont venus devant nous qui ont parfaitement le droit de les avoir. La démonstration technique aurait peut-être demandé plus de temps que ce que nous avons devant nous. Alors, votre document

est reçu néanmoins. Cela dit, on peut remercier maintenant... Je pensais que vous alliez faire les remerciements de la région, M. Chevette. C'est pour ça que je vous ai laissé facilement prendre la parole...

M. Chevette: C'est ce soir à neuf heures, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! c'est ce soir à neuf heures. On n'aura pas droit à deux épilogues. Ha, ha, ha! Alors, M. Brisebois, je vous remercie de la présentation que vous avez faite.

Je rappelle aux membres de la Commission que nous reprenons à 19 heures 30 et que la cafétéria de l'école est ouverte pendant la période du repas, que ceux qui désirent déguster des choses plus abondantes auront un autobus qui les amènera au centre-ville et qui les ramènera du centre-ville vers 19 heures 10. C'est bien ça? A peu près.

(Suspension de la séance à 18 h 2)

(Reprise à 19 h 38)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous reprenons nos travaux avec quelques minutes de retard et, comme les périodes de repas sont un peu brèves, il y a quelques membres encore à rentrer dans la salle, mais comme ce que j'ai à dire au début s'adresse surtout à nos invités pour leur rappeler le programme, les règles de procédure, etc., les membres qui ne sont pas encore entrés sont parfaitement au courant.

Donc, nous pouvons commencer. Je vous rappelle que ce soir nous recevrons d'abord, pour une période d'une heure, conjointement la Société nationale des Québécois de Lanaudière et la Société nationale des Québécoises et Québécois région des Laurentides, que par la suite vers 20 h 30, nous aurons une demi-heure avec M. Gilbert Boulet.

Si vous voulez bien, maintenant, messieurs, présenter ceux qui sont à la table et ensuite, comme vous le savez, ou si vous ne le savez pas, comme j'ai le plaisir de vous l'apprendre, il s'agit d'une présentation d'une heure, donc vous avez collectivement 10 minutes pour la présentation résumée de vos vues, que vous pouvez partager à votre goût. Ensuite il y a 10 minutes de questions pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun d'entre eux disposant d'au maximum 5 minutes. Je vous cède donc la parole si vous voulez bien, l'un ou l'autre des deux présidents, présenter vos groupes.

Société nationale des Québécoises et Québécois, région des Laurentides et Société nationale des Québécois (SNQ) de Lanaudière

M. Coulombe (Jean): M. le Président, je vous présente notre délégation: Jean Coulombe, président de la Société nationale des Québécoises et Québécois, région des Laurentides, à ma gauche, M. Guy Mercier directeur général de la Société, et à ma droite, M. Michel Gingras, responsable du comité des communications.

MM. les Présidents, mesdames, messieurs, pardon...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...s'il vous plaît.

M. Racine (Jacques): M. le Président, je me présente, Jacques Racine, président de la Société nationale des Québécois de Lanaudière. À ma droite, M. René Charette, qui est notre directeur général, et à ma gauche M. André Lafrenière, qui est responsable de la rédaction de notre mémoire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Chacun de vous deux prend la moitié du temps, je présume. Allez-y.

M. Coulombe: Mesdames, messieurs les commissaires, reprenons, si vous le voulez bien, les termes essentiels de notre mémoire, puisque le temps nous contraint. Ainsi, il nous importe de rappeler le libellé d'un des considérants que comporte la loi qui a constitué cette Commission, à savoir, je cite: "Que les Québécoises et Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel".

Cette affirmation nous interpelle profondément puisque c'est sur cette base que notre Société nationale s'appuie depuis déjà plusieurs années pour proposer au peuple québécois d'accéder à sa souveraineté pleine et entière. Cette liberté d'assumer son propre destin ayant historiquement été niée par plusieurs des intervenants fédéralistes, on conviendra que son affirmation, maintenant, par l'Assemblée nationale du Québec, nous autorise à vous épargner l'énoncé d'un principe que nous avons mis quelque 30 années à expliquer aux politiciens et aux autres provinces. Il nous importe cependant d'exprimer que la souveraineté d'un peuple doit être définie de façon non équivoque. De la sorte, nous soutenons qu'il ne saurait y avoir de souveraineté réelle d'un peuple sans la reconnaissance bien affirmée de sa souveraineté territoriale.

Nous affirmons, avec d'autres intervenants, que le territoire du Québec a été nombre de fois réquisitionné. Rappelons cette image éloquentes illustrant ce fromage de gruyère qu'est devenu le Québec alors qu'au milieu des années soixante-dix

déjà, on relevait quelque 5000 parcelles de territoire fédéral au Québec totalisant 900 kilomètres carrés, sans compter l'espace occupé par les chemins de fer, les voies maritimes. La ville de Hull, à elle seule, a perdu 31 % de son territoire au profit de la Capitale dite nationale. Où est donc passée la souveraineté territoriale dans tout cela?

M. le Président, nous souhaitons que cette Commission consacre trois principes fondamentaux: que le territoire du Québec est inaliénable; qu'un peuple ne saurait invoquer sa souveraineté politique s'il n'a pas l'absolue et entière propriété de son territoire; que la souveraineté d'un peuple suppose sa liberté d'établir ses priorités en matière de planification du développement et de la mise en valeur de ses richesses naturelles et de son patrimoine collectif.

Si ces principes avaient été retenus, nous n'aurions jamais été témoins d'une telle mesure, d'une telle injustice dans le cas de l'implantation de l'aéroport de Mirabel. Nous affirmons qu'il appartient en exclusivité au peuple québécois et à ses propres institutions politiques de déterminer leurs priorités et de fixer le cadre de réalisation de grands projets socio-économiques, industriels ou agricoles, pour ne parler que de ceux-là.

En d'autres termes, nous soutenons que le Québec a un droit de regard exclusif sur son développement, eu égard à sa spécificité. Si les autres provinces consentent à la concentration des décisions à Ottawa, cela est leur droit. À toutes fins utiles, il s'agit là d'un choix politique que nous respectons.

Cependant, en ce qui nous concerne, nous ne pouvons plus accepter cette duplication du pouvoir politique qui fait qu'une décision du gouvernement central puisse bousiller littéralement un plan de développement qu'une province comme le Québec a mis des années à construire. Par exemple, il n'entrait pas dans les projets du Québec de se donner et de se doter d'autoroutes 13 et 50, mais le choix fédéral de Mirabel pour l'aéroport nous contraint aujourd'hui à supporter le fardeau de leur construction ou prolongement.

Reconnaissons que le Québec a donné plus que sa chance au fédéralisme depuis 1867, sans compter ses efforts pour trouver des solutions au problème constitutionnel, sa tolérance et sa patience, voire son humiliation, qui a trouvé son terme au lac Meech.

Nous avons évoqué, dans notre mémoire, l'exemple du choix de l'emplacement d'un aéroport au Québec en livrant l'opinion étoffée d'un spécialiste du droit aéronautique et professeur à l'Université McGill. Qui, en dernier lieu, avait le pouvoir de décider, dit-il? Légitimement, le Québec. Pour M. McWhinney, il est clair que l'aéroport d'une collectivité dans son aspect constitutionnel comme agent de développement économique, ou comme catalyseur économique, est reconnu – dans la pratique acceptée de tous les

principaux régimes fédéraux aujourd'hui – comme relevant du pouvoir de décision ou de choix de la collectivité locale, en l'occurrence le Québec. Notre mémoire s'inscrit donc à l'enseigne de l'intégrité territoriale. Que faut-il démontrer? Que la science politique révèle un certain nombre de principes vérifiables, à savoir: Un peuple se développe à partir de ses choix culturels, sociaux et économiques. Cet exercice est conféré par sa souveraineté; la souveraineté permet de choisir et d'agir en toute conformité avec ses besoins, ses attentes et ses aspirations.
(19 h 45)

Nous recommandons donc à cette Commission: Un, d'accréditer la notion d'intégrité du territoire du Québec dans ses limites géographiques actuelles; deux, d'affirmer l'inviolabilité de ce territoire; trois, de réclamer le rapatriement au Québec de tous les territoires acquis ou réquisitionnés par le gouvernement fédéral; quatre, de formuler une proposition de partage du territoire du Québec avec les autochtones, tenant compte de certains droits naturels conférés à ceux-ci à titre de peuples ancestraux; cinq, de proposer à l'Assemblée nationale du Québec l'adoption de la thèse constitutionnelle de la souveraineté politique et territoriale du Québec.

M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, nous rendons hommage à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec et aux législateurs qui, en la créant, nous donnent l'occasion de nous exprimer en tant que société enracinée dans le milieu du pays du Québec. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste un petit peu moins de temps, M. Racine, mais je vous cède la parole néanmoins, pendant une minute et demie, si possible.

M. Racine: Très bien. M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, la Société nationale des Québécois, que j'ai la chance de présider, a choisi comme thème la culture et les communications. Et nous avons voulu, tout au long de notre mémoire, souligner l'urgence pour le Québec de devenir souverain afin de permettre à ses citoyens de réaliser leur plein épanouissement tant au niveau culturel que dans le domaine des communications. Je pense que, depuis toujours, la clarté des propos de la Société dans la région Lanaudière a été sa principale caractéristique. On sait que les Sociétés Saint-Jean-Baptiste ont été fondées, à l'origine, pour promouvoir et défendre la langue française au Québec. Avec le temps, le débat s'étant politisé, depuis plus de 20 ans maintenant que nous prônons pour le Québec sa pleine et entière souveraineté... et la clarté, la constance dans nos propos ont sans doute permis de nous mériter un respect certain dans notre région.

Je dois vous signaler que, dans notre

mémoire, la culture est prise au sens large du terme. Très large, le plus large possible. C'est-à-dire qu'elle englobe le patrimoine, l'expression sous toutes ses formes, bref, elle signifie l'art de vivre. On sait que depuis plusieurs années, depuis toujours, le Canada s'est doté de lois et de programmes au niveau culturel et au niveau des communications, en fonction de sa majorité. Pour nous, culturellement, ça devient invivable et inconciliable avec notre culture. Les deux cultures sont complètement opposées l'une à l'autre, tant dans leur façon de penser que de concevoir. Et à cause, justement, de la précarité de notre situation, précarité qui diminue constamment à l'intérieur du Canada comme tel - nous représentons à peine le quart de la population - et précarité surtout au niveau du continent nord américain. On pense qu'à cause de cela, il ne faut plus laisser à un autre peuple, à une autre culture, le soin de nous dire ce qui est bon ou pas bon pour nous. C'est à nous, comme peuple, à le décider. Et cette double juridiction que nous connaissons depuis plus de cent ans, évidemment, ça a causé pas mal plus de troubles qu'autre chose. Un, souvent, ça diluait l'effet visé par la mesure, par la loi, et ça engendrait des chicanes de drapeaux qui ne rapportaient pas grand-chose à personne. Et ça a été probablement et assurément une des causes du sous-développement culturel au Québec.

Au début, lorsque le Canada est né, en 1867, le partage était clair. Ce qui était à caractère international ou ce qui était à caractère interprovincial relevait d'Ottawa. Les autres domaines, l'éducation, enfin, tous ceux qu'on connaît bien, relevaient des provinces, notamment bien sûr du Québec. Mais avec le temps, et au nom de toutes sortes de principes, l'unité canadienne, on en profitait. On profitait d'une guerre, on profitait de toute circonstance et tout prétexte était invoqué pour étendre l'hégémonie du fédéral au Québec. Ce qui fait que le fédéral s'occupe de toutes sortes de choses qui, juridiquement, ne le regardent même pas. Et ça a été cautionné, évidemment, par les tribunaux canadiens, la Cour Suprême. Parce que les pouvoirs étaient innomés et n'étaient pas prévus dans la Constitution.

Évidemment, il serait peut-être bon de faire un bref lien avec l'économique. Une étude démontre que dans notre région, à titre d'exemple, dans la MRC d'Autray, il se dépense, dans nos familles, trois fois plus d'argent pour la culture que pour tout autre type d'activité, incluant les sports. Je pense que ça dénote l'importance de la culture au Québec.

Finalement, aussi simple que cela puisse paraître, ce que nous réclamons, c'est la pleine juridiction, à 100 % du Québec dans le domaine culturel et aussi dans le domaine des communications. Il y a un lien très étroit entre les deux. Évidemment, le temps étant écoulé, je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Nous allons maintenant pouvoir passer aux questions. Nous commençons par le bloc de questions du groupe du parti qui forme le gouvernement et M. Houde est le premier à prendre la parole.

M. Houde: Merci, M. le Président. Avec votre permission il me fait plaisir, en tant que député de l'équipe ministérielle de la belle région de Lanaudière, de remercier tous les membres de cette Commission, et tous ceux et celles qui ont présenté des mémoires ici, aujourd'hui.

Ma première question - d'abord vous féliciter pour votre mémoire que vous avez déposé à deux - à titre de député du comté de Berthier et adjoint parlementaire au ministère de l'Agriculture du Québec, j'aimerais vous rappeler que Lanaudière est la deuxième région en importance au Québec au niveau de l'agriculture. Comme j'ai pu voir dans votre mémoire, vous avez environ 20 000 membres, répartis sur le territoire de la région de Lanaudière. En ce sens, j'aimerais savoir si, dans la Société nationale des Québécois de Lanaudière, il y a des membres qui sont des agriculteurs ou des agricultrices.

M. Racine: Je peux répondre, M. Bélanger?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui.

M. Racine: Merci. C'est évident que notre "membership", si je peux utiliser l'expression, regroupe des citoyens issus de toutes les classes de la société. Nous avons des professionnels, nous avons des agriculteurs, bien sûr, des artistes, des gens de toutes conditions et de tous âges.

M. Houde: Dans ce cas-là, est-ce qu'ils ont été consultés afin de savoir ce qu'ils pensent de la position constitutionnelle de votre organisme et quelles seraient les conséquences, pour l'agriculture québécoise, de l'abandon des plans conjoints et autres subsides comme, par exemple, le lait de transformation. Comme vous le savez, je pense, 48 % du lait de transformation est fait au Québec. J'aimerais vous entendre là-dessus.

M. Racine: D'abord, je dois vous avouer que nous n'avons pas consulté en soi nos membres sur la teneur de notre mémoire. Parce que, premièrement le temps dont nous disposons pour préparer le mémoire, le rédiger, le finaliser, ne nous permettait pas de procéder à cet exercice-là. Deuxièmement, je dois vous dire que notre mémoire a été rédigé en respectant, et ça, dis-je, de façon intégrale, toutes les décisions prises premièrement, par nos assemblées générales tenues depuis 1969, parce que c'est depuis 1969 que nous préconisons la souveraineté du Québec, et je dois vous dire que depuis 1969 notre membership a doublé. Alors je ne pense pas qu'il

y ait de gros problèmes là. Deuxièmement, aussi en conformité avec les décisions prises dans nos congrès et en les respectant, et également avec les décisions, bien sûr, des divers conseils d'administration qui ont siégé. Donc, pour ce qui est de la représentativité du mémoire versus l'ensemble de nos membres, nous avons respecté tout ce que notre structure prévoit. Nous aurions aimé, comme vous l'avez souligné probablement à juste titre, pouvoir convoquer une assemblée générale et consulter nos membres sur le sujet, mais le facteur temps était contre nous.

M. Houde: Je vais revenir plus précisément sur votre terrain d'abord. L'affirmation à l'effet que le Québec est culturellement sous-développé est plutôt étonnante. En effet, la vigueur et l'originalité de la vie culturelle québécoise ont été soulignées régulièrement au cours des dernières décennies. Sur quoi se base la SNQ pour étayer une telle assertion? Comme vous le savez, Lanaudière est certes l'une des régions les plus riches au niveau culturel. J'aimerais vous entendre sur ce point.

M. Racine: M. Houde, ce n'est pas parce que nous avons affirmé ou que nous pensons que le Québec est sous-développé culturellement que cela signifie que nous renions la vigueur culturelle qu'il y a dans la région de Lanaudière. Ce n'est pas synonyme. Ce n'est pas la même chose. Et justement, c'est cette vigueur-là qui nous permet peut-être de sauver ce que nous avons ou de reconnaître ce que nous avons. Je vous demanderais, M. Houde, de vous référer à la page 10 de notre mémoire, et nous nous sommes appuyés sur une déclaration qui a été faite en 1978 par le Docteur Laurin, et je me permets de vous en citer le début seulement parce que quand même c'est un petit peu long. On dit que le Québec est une société culturellement sous-développée et que cela se produit quand? Quand une collectivité n'a pas la maîtrise de ses propres outils d'expression, ne dispose pas des pouvoirs qui lui permettraient d'inscrire son originalité propre dans le paysage et dans les objets qui servent à sa vie. Il est plus ou moins contraint de consommer les produits culturels venus d'ailleurs au détriment de ses propres produits ainsi relégués au folklore familial ou villageois. Et je pourrais continuer à citer les textes de monsieur.

Prenons un autre exemple. On parle souvent de la politique du 1 % du gouvernement provincial qui, malheureusement, n'est pas toujours appliquée. Bien, comme société, nous, on n'est pas prêts à mettre la faute exclusivement sur le dos du gouvernement provincial et ce, indépendamment du parti politique au pouvoir. On sait que c'est un objectif visé; c'est une politique que nous partageons, mais si les 850 000 000 \$ par année, que le fédéral consacre à la culture au Québec, sous toutes ses formes, relevaient ou

étaient gérés par le Québec, je pense que chaque gouvernement, indépendamment de sa couleur individuelle qui lui est propre, pourrait appliquer cette politique avec beaucoup plus de facilité. Tout au moins, il générerait cet argent à sa convenance. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bergeron, je crois.

M. Bergeron: Je pense ma première question, M. le Président... C'est un problème auquel j'ai été mêlé durant cet été, la crise autochtone. Vous formulez ici une proposition de partage du territoire du Québec avec les autochtones, tenant compte de certains droits naturels. Alors je voudrais vous demander, vous parlez aussi quel est le pourcentage qui devrait leur être attribué. C'est une question positive que je vais vous demander. Avec ce qu'on a vécu durant les 78 jours de cet été, comment pouvez-vous penser qu'on pourrait arriver à une solution? Et de quelle façon vous voyez... Quel est le pourcentage qu'on pourrait attribuer aux autochtones?

Un autre point qui me surprend un petit peu — ça va être la deuxième partie, vous pourriez répondre aux deux en même temps — et à ce moment-là, ce soir, vous dites que vous êtes prêt à donner un certain pourcentage de territoire aux autochtones. D'un autre côté, vous dites: Bien écoutez, tout ce qui appartient à Ottawa, depuis 1867, on met ça dehors et le Québec reprend sa souveraineté et ses droits territoriaux.

Alors j'ai de la misère à comprendre que d'un côté vous dites, ce soir: Bien écoutez, il faudrait respecter les droits des autochtones, et j'en suis, et que vous êtes prêt à leur donner un pourcentage de territoire, et que, dans la même phrase, ou dans le même exposé, vous dites: Tout ce qui est à Ottawa, dehors, nous autres, on n'en veut pas.

Alors je demanderais où situer ça?

M. Racine: J'ai remarqué que vous me regardiez depuis le début. Je présume que la question s'adresse à la Société des Laurentides, parce que les propos que vous avez relevés sont dans leur mémoire.

M. Bergeron: Excusez-moi.

M. Racine: Non, ce n'est pas grave.

M. Coulombe: M. le Président...

M. Bergeron: Pour moi, ils ne font qu'un, ils ont le même but.

M. Coulombe: M. le Président, et vous messieurs les commissaires... Écoutez, je vais tenter de répondre à votre question, mais je vais aussi vous expliquer rapidement un certain

nombre de choses qui nous touchent profondément.

Il va de soi que la Société nationale, que pour la Société nationale, la reconnaissance des droits ancestraux, ça ne se touche pas. Cependant ce qu'on dit nous, c'est que nous voulons reconnaître aux peuples autochtones – parce qu'il n'y en a pas qu'un seul, il y en a plusieurs même à l'intérieur de la réalité québécoise – nous voulons reconnaître aux peuples autochtones l'accès à des territoires et à des pouvoirs nécessaires à leur propre développement. Et quand on parle de développement des autochtones, on sait de quoi ils parlent eux. Ils parlent de préserver leurs langues, ils parlent de préserver leurs coutumes. Ils parlent de préserver un certain nombre de traditions. Et ce sont des peuples qui n'ont pas la même configuration sociale et collective à l'intérieur du Québec. Certains vivent en territoire éloigné des grands centres urbains, d'autres près de centres à population beaucoup plus dense comme telle. Donc, ce qu'on veut, c'est ça. Leur accorder une autonomie pour faire en sorte que leur développement se fasse par rapport aux choses qu'ils veulent conserver et préserver et voir s'épanouir davantage. Mais on veut aussi, également, les amener à participer au développement du Québec. Et à notre sens, c'est quelque chose qui devrait s'enclencher assez rapidement en termes de négociations et ça nous permettrait de leur faire comprendre ce que nous sommes prêts à leur faire réaliser à l'intérieur d'un Québec souverain comme tel. Donc, autonomie à l'intérieur d'une souveraineté québécoise. Et je ne vous parle pas de pourcentage; on ne veut pas s'embarquer, si vous voulez, dans des guerres de chiffres, ici. Ce sont des questions complexes qui commandent la présence, si vous voulez, de spécialistes, etc. C'est le principe qui est important. À partir du moment où on dit: Nous reconnaissons le principe des droits ancestraux, nous leur reconnaissons une autonomie par rapport à des territoires et des pouvoirs nécessaires à leur propre développement et nous leur assurons que ça, c'est réalisable à l'intérieur d'un territoire québécois souverain.

(20 heures)

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise la période de temps prévue pour ce groupe de questions. Nous passons maintenant au parti qui représente l'Opposition officielle. M. Chevette?

M. Chevette: Merci, M. le Président. Je prendrai quelques minutes et ma collègue de Terrebonne, Mme Caron, ira sur la dimension intégrité du territoire, moi j'irai sur la dimension culturelle avec la SNQ de Lanaudière. Je dois vous dire que, M. le président Racine, ce qui vous serait arrivé s'il avait fallu que vous ne vous prononciez pas dans le sens qui arrive là. C'est que le recrutement aurait été à la baisse

parce que ça fait à peu près 20 ans qu'on vous entend parler de la souveraineté, de l'autonomie, de l'indépendance du Québec. Et je pense bien que ceux qui y adhèrent adhèrent à ces principes qui, depuis fort longtemps, sont reconnus. Je me rappelle encore dans les années 1962, avec Marcel Masse, on se promenait dans les rues de Joliette pour franciser le nom de certaines rues. Donc, ce n'est pas d'aujourd'hui. Ma surprise, moi, elle n'est pas là. Elle n'est pas à ce niveau. Je pense que vous avez assumé une cohérence totale au niveau des prises de position antérieures depuis une vingtaine d'années au niveau de la Société nationale des Québécois.

J'aimerais vous poser quelques questions. Je prendrai cinq minutes pour en laisser cinq à ma collègue. Je voudrais vous demander quelles sont les différences de perception quant au développement culturel si on parle du Canada et si on parle du Québec? Première question.

M. Racine: Voici. C'est que, quand le gouvernement canadien élabore une politique sur le plan culturel, c'est son droit de le faire et on le reconnaît. On ne dit pas que, comme Canada en soi, c'est mal. Ce n'est pas ça qu'on dit mais, lui, ce qu'il fait, c'est que d'abord, il vise l'unité nationale, bien sûr. Souvent, il invoque que c'est sur le plan national et il a divisé le Canada en quatre ou cinq grandes régions et l'une de celles-là, c'est le Québec. Vous avez aussi les Maritimes, l'Ouest, l'Ontario. Et ce qu'il veut dans chaque occasion, c'est développer culturellement le Canada globalement mais avec des foyers fort importants qui sont chacun des foyers dont je viens de parler. Tandis que le Québec, lui, sa perception n'est pas évidemment ad mari usque ad mare, c'est évident. Elle est québécoise, ça va de soi. Mais seulement, on veut aussi, au Québec, subventionner ou venir en aide financièrement à la culture, pas rien que dans les "supercentres" comme Montréal, si on veut. Elle veut également apporter – la politique québécoise, depuis toujours – apporter sa contribution au développement culturel en régions. Si par exemple on trouve qu'un musée régional doit être développé, c'est le gouvernement du Québec qui, souvent, à cette préoccupation, par opposition au gouvernement fédéral qui, lui, a une philosophie beaucoup plus nationale ou supranationale, si je peux m'exprimer ainsi. Et c'est pour ça que nous pensons que si la culture relevait uniquement du Québec, ça répondrait mieux aux aspirations des Québécois, pas uniquement du Montréal métropolitain, mais de chacune des 15 ou 16 régions que nous avons au Québec. Et chacune des régions a le droit à sa quote-part.

M. Chevette: Quand vous parlez de souveraineté, vous avez souvent, au niveau de la SNQ, parlé des relations internationales. Quels seraient les effets d'une souveraineté politique du Québec

sur le plan international?

M. Racine: Magnifiques, M. Chevette. Ce serait bénéfique, dans le sens suivant, c'est que le peuple du Québec répondant, bien sûr, aux diverses caractéristiques qui constituent un peuple ou une nation en général, ça lui permettrait, sur le plan international, premièrement d'occuper tout l'espace qui lui revient. Ça lui permettrait de convenir les traités qu'il veut bien convenir, librement, avec les peuples de son choix. Il ne serait pas obligé d'avoir le statut de groupement associé, par exemple, aux sommets de la francophonie, qui est traité comme n'importe quelle, bien, peut-être pas n'importe quelle mais comme certaines autres provinces, où la majorité n'est même pas francophone. Ça lui permettrait d'avoir son siège à lui.

Ça éviterait sans aucun doute aussi les guerres de drapeaux inutiles qu'on connaît. Ça ne fait pas longtemps qu'on en a connu des guerres de drapeaux, ça ne fait pas longtemps. Et ça lui permettrait aussi, peut-être, de recevoir des contributions plus importantes de la part de la francophonie internationale, de conclure des ententes qui pourraient rapporter. Les autres peuples francophones, du monde pourraient apporter beaucoup au peuple québécois, de façon bien sûr à ce que nous autres aussi... c'est basé sur des échanges et, nous aussi, je crois que comme peuple on est capable d'apporter quelque chose aux autres peuples francophones du monde. Mais ce n'est pas limité. Nos rapports, évidemment, ne seraient pas limités aux peuples francophones. On privilégierait sans aucun doute les peuples francophones mais c'est ouvert à l'ensemble des peuples, incluant, bien sûr, le Canada.

M. Chevette: Je vous remercie et j'ai bien compris que l'agriculture nourrissait nos corps et que la culture nourrissait notre esprit, Mme Caron.

Le Président (M. Michel Bélanger): On ne sait pas laquelle des deux vous devez démontrer, Mme Caron, mais c'est dur à suivre.

Mme Caron: Merci, M. le Président. Moi je remercie, bien sûr, les deux sociétés nationales des Québécoises et Québécois puisque le comté de Terrebonne a la chance d'être situé sur les deux régions. Vous nous avez parlé principalement du partage du territoire avec les autochtones. J'aimerais avoir une vision un petit peu plus globale, dans le sens où le Québec d'aujourd'hui est bien sûr composé de Québécois et de Québécoises autochtones, d'une majorité de Québécoises et de Québécois francophones, mais aussi de Québécoises et de Québécois anglophones et de Québécoises et de Québécois de différentes origines ethniques. Est-ce que vous croyez qu'un Québec souverain nous permettrait d'établir des liens meilleurs entre toutes ces Québécoises et

ces Québécois, des liens plus enrichissants et qu'il permettrait une harmonie dans le sens où, tous ensemble, nous aurions un seul et unique pays, donc un but commun?

M. Coulombe: Mme la députée, je serais tenté de prendre 20 minutes pour répondre à votre question, mais je vais essayer de faire ça court parce qu'il y a beaucoup d'éléments dans ça. C'est que, d'une part, est-ce que le Québec serait plus en mesure, souverain, d'établir des meilleures relations avec les ethnies qui vivent sur son territoire? À coup sûr. Deux raisons, deux choses. Prenons la dimension linguistique seulement. Il est clair que le message qu'on laisse aux immigrants qui arrivent au Québec, c'est un message d'ambiguïté. D'accord? Ça, c'est important. Pour une raison très simple, c'est qu'au Québec, les choses ne se font pas officiellement dans une langue. Le français n'est pas la langue de la participation à la collectivité. Puis, je laisserai mes confrères développer cette dimension-là. Et c'est d'autant plus important dans le contexte de l'évolution démographique du Québec actuellement. On ne peut plus se permettre de laisser ce double langage, cette ambiguïté, une sorte de travestissement en système. D'abord.

Deuxièmement, parlons des relations avec les autochtones. C'est quoi le message que les autochtones ont individuellement, comme peuple, par rapport à la réalité québécoise et par rapport à d'autres réalités dans l'ensemble canadien? Ils sont confrontés aussi, quotidiennement, à cette double légitimité. On vit dans un système qui cultive à l'état pur une sorte de maquignonnage de pouvoir et qui nous permet de voir des gouvernements, particulièrement le gouvernement fédéral, égrener morceau par morceau, stratégie par stratégie, des éléments de pouvoir qui appartiennent, de par la Constitution, au Québec comme tel. C'est une réalité qui n'est plus tolérable. C'est comme ça un peu dans toutes les dimensions. On vit partout cette double légitimité, et c'est tout à fait clair que les autochtones, les immigrants qui vivent au Québec ne savent pas sur quel pied danser, ne savent pas comment établir des relations claires, solides, tangibles, sans équivoque avec la réalité québécoise au sens large.

À partir du moment où le Québec aura un véritable visage, aura une face qui sera connue à la face du monde, les gens qui viendront chez nous sauront ce qu'est le Québec, ce qu'on fait dans ce Québec, comment on peut vivre dans ce Québec et comment on peut participer au développement de ce Québec, parce que ça serait peut-être la seule façon de leur faire comprendre qu'immigrer au Québec ce n'est plus tomber dans le vide.

Mme Caron: Je vous remercie beaucoup. Dans vos recommandations à la Commission, ce que vous souhaitez, c'est l'adoption de la thèse

constitutionnelle de la souveraineté. Au niveau de la démarche, que pensez-vous d'un référendum?

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vais suggérer une réponse brève, puisque le temps est presque achevé.

M. Coulombe: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Et je présume que ça ne demande pas une réponse longue...

M. Coulombe: Très courte.

Le Président (M. Michel Bélanger):...vu le débat antérieur.

M. Coulombe: Très courte. Ce qui est important prioritairement, on considère que vous êtes suffisamment légitimes, ici autour de la table, pour vous sentir le mandat de demander à l'Assemblée nationale une déclaration d'intention par rapport à la réalisation de la souveraineté, et que ça fasse l'objet d'une consultation populaire, c'est une question de légitimité et c'est une question de reconnaissance.

Mme Caron: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au groupe de questions des autres membres, chacun disposant de cinq minutes, en commençant par M. Deschamps.

M. Deschamps: Merci, M. le Président. J'aimerais d'abord réagir aux questions qui ont été adressées à la Société nationale par M. le député Houde, qui sont des questions reliées au domaine de l'agriculture. Je pouvais très bien comprendre que les membres de la Société nationale ne puissent pas répondre à ces questions. Mais, comme elles ont été posées et qu'elles laissent planer un certain doute par rapport à l'importance de ces questions, j'aimerais juste compléter l'information et ensuite, terminer par une question, si vous le permettez.

Premièrement, concernant la survie des plans conjoints que M. Houde questionnait, dans l'éventualité d'un Québec souverain, les plans conjoints sont de juridiction provinciale, en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, et donc, rien n'empêche leur maintien ou leur survie, éventuellement, dans un Québec souverain.

Deuxièmement, concernant la question des quotas laitiers, effectivement, les producteurs du Québec ont un quota qui représente 48 % de la production laitière canadienne – et, effectivement, dans l'éventualité d'un Québec souverain, cette question du partage pourrait être contestée ou tout au moins révisée, mais c'est purement hypothétique, parce que le Québec est aussi un

importateur de produits agricoles des autres provinces canadiennes – et, éventuellement, des négociations devront être entreprises entre le Québec et le restant du Canada dans une optique beaucoup plus large d'approvisionnement des produits agricoles et alimentaires.

Troisièmement, en ce qui concerne la consultation, on vous a questionné à savoir si les producteurs de votre région avaient été consultés, vous permettant, vous autorisant de vous prononcer sur un projet de souveraineté. Je voudrais rappeler aux membres de la Commission qu'un sondage a été mené par l'UPA, a été publié hier dans les journaux et – sans présumer de la décision finale des producteurs qui vont rendre une décision sur cette question lors de notre congrès général au mois de décembre – les résultats du sondage sont quand même éloquentes: 72 % des producteurs agricoles qui ont répondu sont d'accord avec une forme de souveraineté ou d'indépendance.

Ceci était ma réponse aux trois arguments soulevés. Je finirais par une question, maintenant, bien qu'elle ait été posée, à savoir: Est-ce que vous êtes favorable – à une forme de référendum qui suivrait les travaux de la Commission? Je crois que votre réponse a été affirmative. Et j'aimerais savoir si, tout en vous étant limité, par contre, dans les champs culturels et des communications, est-ce que vous avez regardé, néanmoins, les champs davantage de juridiction économique et est-ce que vous vous sentez aussi à l'aise sur ces domaines-là pour vous prononcer par rapport à un projet de souveraineté?

M. Racine: Pour être bien franc, je ne me sens pas tellement à l'aise avec le domaine économique. Je ne suis ni fiscaliste, ni comptable, ni une personne appartenant à ce groupe de personnes qui se sont spécialisées dans l'art de faire parler les chiffres. C'est pourquoi, d'ailleurs, si vous avez remarqué, notre mémoire ne traite pas comme tel de l'économie. Cependant, il y fait allusion. Il y fait allusion lorsque nous soulignons, par exemple, quel est le prorata de dépenses en termes de loisirs culturels versus les loisirs, disons, d'autres types. C'est pourquoi, nous, on n'a pas touché à ça. Parce que ce n'était pas l'objectif de notre mémoire et, à tout événement, nous n'étions pas intéressés. Pas parce que l'économie n'est pas importante, là, ce n'est pas ça du tout. C'est très important puis il faut en parler. Mais, seulement, nous n'étions pas intéressés à venir ici nous obstiner sur une guerre de chiffres, alors qu'il existe de très bons spécialistes au niveau du Québec dans les deux – j'allais dire dans les deux clans – options, chez les tenants des deux options, de très bons spécialistes. Il y en a même ici, autour de votre table, qui sont capables de traiter ça avec beaucoup plus de compétence que nous et, sans aucun doute aussi,

beaucoup plus d'éloquence.
(20 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Deschamps, ceci épuise votre temps et je me permets de vous suggérer que... bien sûr, vous avez tout le loisir d'utiliser comme vous le jugez bon le temps dont vous disposez mais si vous aviez fait des commentaires sur les sujets relevés plutôt qu'une réponse à M. Houde, ça aurait évité de donner un ton qui ne va pas dans le même sens qu'on va d'habitude. Ceci dit, juste parce que sans cela, ça donne l'impression qu'il y a des questions qui demeurent sans réponse et on ne voudrait pas poursuivre de cette façon-là. Mais vous êtes libre de faire les commentaires que vous voulez. Alors, moi, j'ai entendu que vous faisiez des commentaires et que vous ne répondiez pas à des questions. Des fois on est sourd un peu quand on est président. On passera maintenant à M. Dufour qui sera suivi de M. Turgeon.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais m'adresser au président Coulombe d'abord et ensuite, je ne sais pas là... celui de Lanaudière. C'est un commentaire, ce n'est pas une question. Moi aussi j'étais très surpris que vous utilisiez dans votre mémoire les mots "société sous-développée, culturellement". J'ai l'impression que c'est un abus de vocabulaire. Ça nous arrive à tous, mais j'ai trop d'appréciation pour les chansonniers québécois, les artistes québécois, les gens qui font chez nous la culture, pour qu'on puisse dire qu'ils sont relégués au folklore familial ou villageois. Ce n'est pas quelque chose que, moi, je peux accepter. D'autant que c'est évident que, même dans un Québec souverain, la culture américaine ou la culture ontarienne seraient toujours présentes au Québec. Mais ce n'est pas une question. C'est une réaction et comme je vous dis, ça nous arrive, même à nous, d'avoir souvent des écritures qui vont plus loin que notre pensée.

Le président Racine, semble-t-il, s'intéresse plus à l'économie, alors c'est à lui que je vais m'adresser. Vous parlez beaucoup dans le mémoire des biens fédéraux qui sont sur le territoire auquel vous vous référez. Évidemment, on peut parler de Mirabel. Ma question très précise est: Dans un Québec souverain, qui est votre option, qu'est-ce qu'il arrive des propriétés fédérales sur votre territoire?

M. Mercier (Guy): M. Dufour, nous proposons que ces propriétés-là, y compris les terrains sur lesquels elles sont construites, soient remises, rétrocédées au Québec dans le cadre de sa souveraineté. Attendu que nous ne croyons pas, comme vous le dites, que ce sont des propriétés fédérales. Elles sont les propriétés fédérales dans le sens que l'ensemble des citoyens; sous l'ancien régime, a payé pour ces propriétés-là, à travers

les taxes, à travers les impôts et j'en passe.

M. Dufour: Si je vous comprends bien, vous en faites un débat de partage entre la dette et les actifs au moment éventuel de la séparation.

M. Mercier: Si bien qu'en fin de compte, ce n'est pas une question d'échange d'argent, c'est simplement une question de transfert de juridiction et de propriété.

M. Dufour: Donc, balance de la dette et des actifs.

M. Mercier: D'avoirs qui ont été payés par les Québécois.

M. Dufour: Ce matin, par ailleurs, nous avons entendu un autre groupe qui est de votre région, qui est la Corporation de développement économique, qui est venu nous voir avec un mémoire et un sondage en main, qui nous a dit devoir opter pour la souveraineté et qui nous a dit, par ailleurs, devoir concéder que Mirabel et le domaine du transport, de façon générale, devraient continuer à relever du fédéral. J'ai un peu de misère à concilier les deux options, étant donné qu'on est dans la même région, avec deux groupes qui, j'imagine, ont des contacts.

M. Mercier: Je n'ai pas à relever... je n'ai pas entendu le mémoire ce matin. Pour ce qui est de notre cas, nous croyons au départ, qu'il s'agisse du transport aérien, qu'il s'agisse des questions maritimes, qu'il s'agisse encore une fois de toutes les formes de services publics actuels, que ça soit, dans un premier temps, transféré sous juridiction d'un Québec souverain. Quitte à ce que des ententes ultérieures, pour des raisons logistiques, pour des raisons d'efficacité - mais je dis bien des ententes - interviennent entre les parties au moment des négociations.

M. Dufour: Oui, mais au départ vous rapatriez.

M. Mercier: Nous rapatrions pour nous permettre, justement, de faire nous-mêmes les choix de ce que nous pourrions confier ou de ce que nous pourrions, par entente, gérer en commun.

M. Dufour: O.K. Alors, je constate juste le désaccord entre votre groupe et la Corporation de développement économique. Merci.

M. Mercier: Qui pourtant... vous me permettez, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste encore 30 secondes sur votre temps.

M. Mercier: ...Qui pourtant, parce que nous

en sommes membres, nous savons fort bien, s'est prononcée pour...

M. Dufour: Est-ce que vous avez répondu au sondage?

M. Mercier: Oul. Et j'ai vu la question du transport. Mais nous avons également répondu que nous étions, comme M. Mercier vous l'a annoncé ce matin...

M. Dufour: Je respecte votre position.

M. Mercier: ...pour la souveraineté-association.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Turgeon qui sera suivi de M. Bouchard.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Moi je vais essayer de comprendre ce que vous voulez dire quand vous parlez du Québec comme une société sous-développée, culturellement parlant. Je comprends que pour vous, "sous-développée", c'est par rapport à ce que le Québec pourrait être, ou aurait pu être, étant donné l'extraordinaire potentiel de créativité des Québécois. Et je pense que vous avez mis le doigt sur le bobo, parce que bobo il y a.

Quand vous dites qu'en matière de communication, ce chevauchement de compétence, ce tiraillement de compétence nous fait faire du sur-place, ne nous fait pas avancer parce qu'il y a deux objectifs bien différents à deux niveaux de gouvernement... Il y en a un qui vise effectivement l'unité nationale et l'autre qui vise son identité propre et effectivement, les choses ont commencé à se gâter pour nous. Quand Ottawa a commencé à parler d'unité nationale, c'est à ce moment-là, rappelez-vous, que Radio-Canada, par exemple, a cessé de promouvoir la culture québécoise et nos camarades journalistes en savent quelque chose. On leur a dit: Il faut rentrer dans le rang, sinon... C'est là qu'on a coupé, par exemple, sur les correspondants à l'étranger qui auraient pu nous apporter une compréhension bien québécoise des choses mondiales et qui pouvaient montrer le Québec au monde entier.

Mais non, on a plutôt investi dans des correspondants à Saskatoon, à Edmonton, à Saint-Jean de Terre-Neuve qui, très souvent, n'avaient rien à dire ou rien à nous montrer, mais on passait ça quand même au nom de l'unité nationale. Ce que Radio-Canada a été dans les années cinquante et soixante, pour la promotion, le développement, la diffusion de la culture québécoise, je pense que ça été quelque chose d'absolument extraordinaire. On ne reviendra pas là-dessus. Mais à partir de 1970, là, ça a commencé à dérapier.

Quand M. Trudeau a dit, parce qu'on ne

comprendait pas comme lui ce que ça voulait dire, "unité nationale", quand il a dit: On va mettre la clé dans la boîte, ce qu'il fit, ça a commencé là. Mais plutôt que de mettre le cadenas une fois pour toutes sur la porte, on a décidé de tourner la clé, petit à petit, d'année en année, de coupure en coupure dans l'essentiel et, encore la semaine dernière, on annonçait des coupures de pas loin de 1 000 000 \$ au seul service français de Radio-Canada.

C'est ça, nous asphyxier, nous faire mourir à petit feu; ça, c'est du sadisme. Alors, ma question: Est-ce que c'est en pensant à ce genre d'action – et on pourrait dire la même chose pour le Conseil des arts du Canada, pour bien d'autres choses – est-ce que c'est en pensant à ça que vous parlez d'un sous-développement culturel au Québec?

M. Racine: M. le Président, et M. Turgeon, c'est évident que nous pensions à cet aspect de la question. Il est évident aussi, d'ailleurs je l'ai souligné tantôt, qu'on pensait à ce que nous pourrions faire avec les 850 000 000 \$ que le fédéral dépense chaque année au Québec au niveau culturel. Ça inclut évidemment les frais de télévision et tout. Jamais, au grand jamais, et ça je veux le dire haut et fort, jamais au grand jamais, nous n'avons voulu reléguer au plan de simple folklore villageois la qualité des artistes, des producteurs et des écrivains du Québec, jamais on n'a voulu faire ça. Notre organisme, qui est la Société nationale des Québécois, dans l'un de ses grands axes de fonctionnement, a la culture comme priorité depuis plusieurs années et nous avons même créé deux prix qui récompensent la culture tous les ans. Et si nous n'avions pas cru à la valeur de ce qui se fait au Québec, chez nos producteurs québécois, peu importe le type d'art auquel on pense – ça peut être les arts d'interprétation, ça peut être les peintres, enfin, peu importe – jamais on n'aurait investi temps et argent de nos employés et de nos bénévoles pour apporter notre contribution à l'essor de la culture lanauoise. Et nous aurions pu consacrer cet argent à autre chose. Mais c'est parce qu'on a cru à la valeur des producteurs régionaux. Parce que nous, évidemment, notre activité revêt un caractère régional.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste encore du temps, M. Turgeon. Ça va?

M. Turgeon: Écoutez, s'il me reste encore du temps, je voudrais vous demander...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce n'est pas une raison pour prendre un autre cinq minutes.

M. Turgeon: Non. Je voudrais vous demander: Un Québec souverain, ça va prendre sa

place comment au sein de la francophonie, vous pensez?

M. Racine: À notre avis, ça va prendre sa place de la même manière que n'importe quel peuple libre, autonome la prend. Ça peut paraître simpliste comme réponse, mais je ne vois pas d'autre concept que celui-là. Ça signifie que nous récupérons le droit de nous représenter comme nous voudrions, sans demander la permission à M. Mulroney: Est-ce que j'ai le droit de mettre mon petit drapeau du Québec quand je vais parler à la France, quand je vais parler aux pays francophones d'Afrique, quand je vais parler aux pays francophones d'Europe? C'est rendu qu'il faut leur demander la permission, et s'ils ne sont pas d'accord, ce n'est pas le "fun". Vous savez: on essuie des rebuffades et ça négocie. Tu parles moins longtemps que moi et pas plus que le Nouveau-Brunswick et... on en met...

Le Président (M. Michel Bélanger): Et ça épuise votre temps.

M. Racine: Bien moi, je suis tanné de tout ça, là. Et la société avec.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, qui sera suivi de M. Larose.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. J'ai une question pour M. Racine. Dans votre mémoire, M. Racine vous vous êtes intéressé à la question du territoire. Je pense que c'est une très heureuse idée... M. Coulombe, excusez-moi, c'est une très heureuse idée parce que nous apprenions hier, par exemple, de la bouche de l'économiste Pierre Fortin, qu'il y avait à la Banque du Canada des gens qui avaient commencé à examiner des scénarios de monnaie commune avec le Québec, et je pense que l'on peut imaginer qu'il y a également des gens qui travaillent déjà sur la question du territoire puisque...

Vous aurez peut-être vu dans *The Globe & Mail*, il y a quelques semaines, un article de M. Eugene Forsey où il posait la question du territoire du Québec, d'un Québec qui serait souverain. Et M. Forsey disait: Il ne faudrait pas donner au Québec le territoire qu'il a actuellement puisqu'il conviendrait de lui enlever, entre autres, la Terre de Rupert en haut, dans le nord-est du Québec, qui a été octroyée au Québec par la loi de 1912. Alors, j'imagine que vous avez examiné ces questions parce qu'on voit bien qu'il y aura également une question de territoire. Heureusement que M. Chrétien nous a annoncé la bonne nouvelle récemment qu'il n'envairait pas l'Armée canadienne. Nous pourrions donc le régler de façon civilisée, ce problème, s'il se pose, mais je me demandais si vous aviez analysé la question parce que j'ai cru voir une allusion dans cette conclusion d'accréditer la

notion d'intégrité du territoire du Québec dans ses limites géographiques actuelles.

M. Gingras (Michel): M. Bouchard, si vous permettez, je peux répondre un peu, vraiment parce qu'on ne s'est pas penchés profondément là-dessus. Vous parlez de cette portion du territoire. On pourrait parler du Labrador qui pose aussi beaucoup d'interrogations. Ce dont on s'aperçoit ou du moins ce dont on s'est aperçus, au cours des dernières années, dans nos assemblées, dans nos activités de société, c'est que les avis juridiques à ce niveau-là sont très partagés, sont très difficiles à éclaircir et, quant à nous, on se contenterait déjà pour l'instant, en tout cas, de proposer que le territoire actuel soit respecté actuellement tel qu'on le connaît. On a déjà beaucoup de difficultés à faire comprendre aux fédéralistes que Mirabel, que Hull, que d'autres territoires comme ceux-là, ça nous appartient et je pense que si on faisait ce bout de chemin-là dans une négociation avec un gouvernement du Québec qui aurait eu un mandat avec Ottawa, on pourrait éclaircir un bon nombre de choses à ce niveau-là. Je pense qu'il y a aussi – on parlait tantôt, je pense à M. Dufour qui parlait du partage de la dette, aussi du partage des actifs fédéraux – il y a un moyen, là, de négocier en tenant compte des territoires.

M. Bouchard: Je regrette que M. Dufour soit absent parce que j'ai été étonné qu'il soulève la question, la présentant comme une difficulté, la question des aéroports et des parcs, parce que l'on sait bien qu'il y a des principes internationaux en droit international qui stipulent qu'en cas de partition, comme ce sera le cas après l'accession à la souveraineté, qu'il y a des règles automatiques qui ont été établies. Les actifs fédéraux qui sont situés dans le territoire de l'État qui fait sécession sont versés dans le patrimoine de l'État qui devient souverain parce que, autrement, on s'obligerait à aller chercher une partie des aéroports que nous avons payés à Toronto, à Vancouver, partout. Alors, on va leur laisser leurs aéroports que l'on a contribué à leur payer et on va garder intégralement les installations immobilières que le fédéral a construit au Québec, également avec une partie de notre argent. Ensuite, on va régler le problème de la dette. Ce ne sont pas des choses si sorcières que cela. Ce ne sont pas des épouvantails à moineaux; ce sont des problèmes qui se sont déjà présentés dans le monde et il y a des règles qui ont été établies pour les régler.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Larose.

M. Larose: C'est dans le même registre. Si je comprends votre position, c'est d'aborder la question du territoire de façon la moins contentieuse possible et peut-être d'identifier quand

même un certain nombre de litiges qui pourraient être réglés ultérieurement. Exemple: le Labrador. Parce que pour vous, ça demeure un contentieux. Est-ce que vous avez réfléchi à la question du Saint-Laurent et de la propriété fédérale des eaux et des installations sur le bord du Saint-Laurent? Et est-ce que vous avez notamment réfléchi sur, j'allais dire le rapport de force, un certain rapport de force que ça donne au Québec, pour négocier sur l'ensemble des points contentieux par rapport au territoire? (20 h 30)

M. Gingras (Michel): Vous avez raison, on est dans le même registre. On a réfléchi à ça en abordant la chose globalement. Parce que ce qu'on a voulu faire, en privilégiant le terme de l'intégrité, nous autres, c'est qu'on ne voulait pas que la Commission, ou le public, ait tendance à vouloir s'en aller vers une souveraineté un peu artificielle avec toutes sortes de propositions d'association, etc.

Pour nous, c'est carrément une souveraineté avec le territoire qui est là, et ça c'est inaliénable. C'est pour ça qu'on a voulu l'affirmer. Bien sûr, les questions qu'on se posait même entre nous – on s'en est posé bien sûr avant de rédiger ce mémoire-là – c'était il y a des domaines, les eaux territoriales, les pêcheries, l'utilisation de l'espace aérien exactement, qui seront forcément objet de négociation, comme ça se passe dans tous les pays du monde de toute manière.

Actuellement, le Canada a des ententes avec les États-Unis sur l'espace aérien, sur la lutte au crime, sur les voies maritimes, etc. Pourquoi ne ferait-on pas la même chose exactement avec le Canada le cas échéant? Et en tenant compte de ce que vous dites à juste titre, M. Larose, de notre pouvoir de négociation, celui d'avoir beaucoup d'actifs également. Il n'y a pas que des actifs fédéraux finalement. Il y a des actifs aussi qui appartiennent aux Québécois et pourvu qu'on fasse une reconnaissance juridique de ce qui nous appartient cependant – je pense à la Voie maritime du Saint-Laurent – on a un "bargaining power" et je suis content que le négociateur que vous êtes le reconnaisse.

M. Larose: On n'a pas reçu encore de groupes qui se sont penchés sur tout l'aspect de la défense du territoire. Non seulement ce qu'il y a à défendre, mais l'équipement qu'on doit mettre en place pour se défendre. C'est la question de l'armée, c'est la question de l'espace aérien auquel vous venez de faire allusion. Est-ce que la société a l'intention de creuser un peu ces questions-là? Parce que ça va demeurer, je dirais, des questions éminemment pratiques pour un état souverain.

M. Coulombe: M. Larose, écoutez. En toute honnêteté, on ne peut pas vous dire qu'on s'est embarqués dans des études très fouillées et très

approfondies de différents volets techniques de ce que sera le lendemain du Québec souverain. Il y a des domaines pour lesquels on pourrait jaser très longtemps par contre.

Si on parle de la question du territoire, pour nous, c'est que l'on fait un raisonnement très simple: Un pays souverain politiquement, un territoire souverain également. C'est le principe qui dit qu'un Québec souverain, exclusivité en terme de pouvoir de faire ses lois, de prélever ses impôts et de signer des traités avec des tiers. Alors, toute la dimension d'accords qui pourraient éventuellement venir, ça fera partie de ce pouvoir que le Québec aura de faire des ententes. Mais il n'est pas question de partager des institutions. C'est le régime dans lequel on vit actuellement et qui nous enquiquine tant. On veut, un, rapatrier tous les pouvoirs, la plénitude des pouvoirs, ce qui sera faisable à partir d'ententes bilatérales, soit avec les États-Unis, soit avec le Canada, ou soit avec d'autres pays du monde. Ça sera à faire, ça sera à étudier. Mais je pense même que, vous ici à la Commission, vous avez peut-être aussi un peu dans votre mandat – surtout qu'il y a beaucoup de personnes autour de la table qui ont des éléments de spécialité en termes d'économie, en termes de politique internationale, etc. – vous avez peut-être un peu aussi à l'intérieur de votre mandat, de formuler des hypothèses de travail par rapport à tel ou tel pan d'un Québec souverain.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors je vous... Je m'excuse, finissez la phrase, si vous voulez bien, M. Coulombe.

M. Coulombe: C'est terminé monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bon, je vous remercie et la Société de Lanaudière et celle des Laurentides, je vous remercie de ce que vous nous avez dit. Je vous remercie aussi du ton que nous avons pu garder durant cet intéressant débat. Je vous prie maintenant de vous retirer tranquillement pour que celui qui vous remplace pour la prochaine demi-heure puisse prendre sa place.

M. Boulet, nous disposons pour cette présentation d'une demi-heure, ce qui vous donne, comme convenu, 5 minutes pour la présentation de l'essentiel de votre mémoire et qui sera suivie par une période de questions avec 10 minutes pour un groupe, 10 minutes pour l'autre, pardon, 5 minutes pour le groupe parlementaire, 5 minutes pour l'autre et 10 minutes pour les membres de la Commission, les autres membres. Si vous voulez bien commencer M. Boulet?

M. Gilbert Boulet

M. Boulet (Gilbert): MM. les Présidents,

messieurs, mesdames les commissaires. Le concept de souveraineté a grandement évolué ces dernières années au Québec. Symbolisant dans le passé un rempart à notre protection linguistique et ethnique, il devient de plus en plus l'expression de notre affirmation et la prise en main de notre destinée comme nation québécoise. Ce changement d'attitude des Québécois et Québécoises s'illustre par une confiance renouvelée en nos possibilités, par un comportement de majorité sur notre territoire et un nouvel esprit d'ouverture sur le monde à l'extérieur et à l'intérieur de nos frontières. La souveraineté est un long processus de maturation d'une nation qu'on peut comparer aux étapes de la vie d'un individu.

La recherche de l'identité de l'enfance à l'adolescence, c'est l'élaboration d'une culture québécoise. Se donner un métier comme le jeune adulte, c'est la prise en main de l'économie québécoise. Stabilisé par un emploi, le jeune adulte se développe un réseau de contacts, de relations, comme le gouvernement du Québec a toujours tenté de faire, notamment par les délégations du Québec. Puis il forme une famille, il se donne les moyens de gérer sa population. Enfin, nous atteignons la maturité, la sagesse, ce qui équivaut pour le Québec à s'assumer entièrement. Malgré certains soubresauts, cette démarche évolutive irréversible se poursuit inlassablement.

Rappelons-nous et anticipons les étapes du processus de maturation de la nation québécoise. Un peuple doit son existence à une culture originale, particulière, en évolution, ouverte au métissage. Il va sans dire que nous devons protéger la culture que les Québécois et Québécoises se sont forgée au fil des ans en puisant dans notre héritage français et amérindien en nous confrontant à notre environnement américain et en empruntant de plus en plus au savoir-être des nouveaux arrivants. La culture québécoise a pris son essor quand elle s'est dissociée de la dimension religieuse pour s'ouvrir aux courants internationaux et aux autres cultures. On peut considérer aujourd'hui que la culture québécoise s'est "défolklorisée", qu'elle est supportée par une langue vivante au rayonnement international et que la vitalité de son expression est étonnante, compte tenu du poids relatif de notre population dans l'ensemble nord-américain et de notre situation géographique. On peut affirmer qu'il y a maintenant une manière de faire du théâtre, d'écrire, de faire du cinéma, de faire des chansons qui est propre au Québec.

La deuxième étape de notre évolution a pour début la Révolution tranquille et a pris sa pleine signification quand la Caisse de dépôt a failli prendre le contrôle du symbole même du capitalisme canadien, c'est-à-dire la Canadian Pacific. Dans ce contexte, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976 a été beaucoup plus un symbole de la prise en main de nos leviers économiques. Les Québécois et les Québécoises

sont maintenant reconnus, malgré un préjugé persistant dans le reste du Canada, comme des entrepreneurs dynamiques, efficaces, ouverts au reste du monde. Le Québec, pays de PME, est mieux adapté à la nouvelle économie de segmentation et d'internationalisation des marchés, tout en gardant un style d'entrepreneuriat qui le caractérise. Certaines de nos PME sont devenues des multinationales: Cascades, Bombardier, Lavalin, etc., dont certains, comme Hydro-Québec, exportent leur savoir-faire à l'échelle du globe. En parallèle, nos administrateurs québécois et francophones accaparent de plus en plus de postes de haute direction dans les entreprises tels Bell Canada, Banque Nationale, ce qui nous permet d'élargir notre expertise de gestion et notre réseau d'influence dans le monde économique.

Marqué par le retentissant discours du général de Gaulle, et par la volonté de Daniel Johnson d'élargir nos horizons, le Québec s'est patiemment développé un réseau d'appuis auprès des gouvernements des différents pays et des organismes internationaux, rendu possible grâce aux efforts, entre autres, des délégations du Québec, nous devons admettre que nos entrepreneurs québécois ont maintenant pris en partie la relève en tissant à l'échelle du globe un réseau de contacts d'affaire. On connaît Bombardier, Lavalin, Hydro-Québec, mais il y a aussi une multitude de PME qui font des affaires un peu partout dans le monde.

Étant présentement à cette étape de notre évolution, comme majorité, nous nous questionnons sur notre démographie, sur le vieillissement de notre population, sur notre natalité, sur notre rapport avec les minorités vivant sur notre territoire, sur les politiques d'immigration, un constat incontournable. Sans le plein contrôle des pouvoirs dans ce domaine, il est impossible d'élaborer une politique cohérente de gestion de notre population qui garantit notre survie à moyen et à long terme, tout en permettant de procéder à l'intégration harmonieuse des immigrants et des immigrantes à la communauté québécoise. Le présent blocage constitutionnel nous oblige à faire des choix...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Boulet, nous allons épuiser bientôt les cinq minutes. Peut-être que vous voudrez plonger un peu plus rapidement vers la conclusion.

M. Boulet: La conclusion, c'est des recommandations. Je recommande à la Commission de demander à l'Assemblée nationale d'assurer le leadership du processus vers la souveraineté de l'État québécois, en posant notamment les gestes suivants: une déclaration d'intention votée par l'Assemblée nationale et un référendum confirmant la volonté des Québécoises et Québécois d'opter pour la souveraineté du Québec; la mise sur pied d'états généraux, établissant un projet

de société tenant compte de notre désir de vivre en français, de rapatrier tous nos pouvoirs et qui clarifie nos objectifs d'association avec d'autres États souverains; la formation d'une commission de spécialistes qui traduiront le projet de société en texte constitutionnel et l'organisation d'un référendum qui affirmera le projet de constitution accepté par l'Assemblée nationale. Je vous remercie beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci. Nous passons maintenant aux questions. Nous commençons par le parti de l'Opposition officielle. M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. M. Boulet, je voudrais vous remercier. J'avais préparé au moins cinq à six questions et j'ai décidé, en vous écoutant, de changer d'idée. Je vous connais comme un citoyen qui est fortement impliqué dans le milieu, à tous les échelons, auprès des jeunes, auprès des mouvements, des groupes populaires, des groupes communautaires, au sein de la SNQ. Je vous ai vu travailler dans le cadre du sommet économique. Je vous ai vu travailler en 1980 également lors du référendum, et la question qui m'est venue en vous écoutant, c'est: Est-ce que les gens ont les mêmes réactions qu'ils avaient face à la souveraineté du Québec? Qu'entendez-vous comme citoyen impliqué?

M. Boulet: En tant qu'impliqué dans le milieu, c'est sûr qu'il y a une évolution, depuis quelques années, qui est assez forte. Peut-être, à titre d'exemple, comme par hasard, j'ai apporté un journal régional qui traite justement de ce sujet-là. C'est que dans le journal de la région, le journal du mercredi 23 mai, il y a une recherche qui a été faite par une journaliste, Chantal Héту, qui est allée revoir les gens qui ont travaillé pour le comité du oui, et les gens qui ont travaillé pour le comité du non. Et, à la lumière de cette recherche-là, je peux peut-être donner quelques exemples si c'est possible.

M. Chevette: C'est ce que je veux savoir.

M. Boulet: Oui. Et si on prend l'exemple du maire actuel de Joliette, le nouveau maire, Gilles Beaudry, qui était membre du comité du non, je peux lire ici: "Je regrette d'avoir voté non. Voir aujourd'hui ma position des neuf autres provinces face au Québec." C'était le 23 mai, avant le lac Meech. Il dit maintenant qu'il a voté non en 1980 et aujourd'hui, il voterait oui à l'indépendance du Québec.

Un autre exemple qui est Gilles Ratelle, qui est membre actif du comité du non et président de l'Association libérale fédérale, qui dit oui à une plus grande souveraineté et qui était membre très actif du comité du non. Il y a aussi le président du comité du non, André Asselin, qui

dit maintenant qu'il serait très ouvert à une forme de souveraineté-association.

C'est comme ça. Il y a plusieurs personnes aussi. On voit qu'il y a une évolution profonde, même chez les gens qui ont milité très fortement pour le non.

(20 h 45)

M. Chevette: Vous croyez que cette évolution est due au fait que le monde de l'économique a complètement changé son approche par rapport à 1980. On se rappellera qu'en 1980, le monde des affaires s'objectait. Pour certains, ils brandissaient même des épouvantails à moineaux pour dire que le Québec, ce ne serait pas faisable dans un cadre de souveraineté et que, depuis lors, par exemple, on a plusieurs institutions bancaires, le Mouvement Desjardins, plusieurs hommes d'affaires d'envergure qui ont dit: Un Québec souverain est un Québec viable. Est-ce que dans ce milieu-là, est-ce que vous ne croyez pas que c'est une des clés importantes pourquoi les Québécois présentent sont en faveur d'une souveraineté certaine?

M. Boulet: Bien, il y a une chose. C'est que le milieu des affaires... premièrement, il y a une toute nouvelle génération dans le milieu des affaires qui est plus favorable au nationalisme par les études qu'ils ont faites et par... Je pense que l'élément le plus important au niveau du milieu des affaires ou le milieu des Québécois et des Québécoises en général, c'est que les gens ont une plus grande confiance en eux. Avant, on était hésitants, on n'était pas sûrs de nous-mêmes. Le jour où on est sûrs de nous-mêmes, on est capables, on connaît nos capacités et on connaît nos limites. La souveraineté n'est plus un épouvantail.

M. Chevette: M. Boulet, vous êtes dans le milieu étudiant. Est-ce que les jeunes s'interrogent sur le statut politique et constitutionnel du Québec?

M. Boulet: Évidemment, ils s'interrogent. Si on prend, par exemple, au cégep Joliette-De Lanaudière, lundi prochain, il y a un débat où les gens de différentes tendances vont débattre. Il y aura M. Duceppe, il y aura différentes personnes qui... Et, par après, la semaine d'après, il y aura un référendum. Mais je crois que, depuis quelques années, les jeunes ont retrouvé l'orgueil d'être Québécois et on l'a vu, d'ailleurs, lors de la marche de la loi 101 où on avait des jeunes de 12, 13 ans, 14 ans, 15 ans qui étaient dans les rues pour défendre notre langue. Ça passe par la langue, ça passe par l'économie, ça passe par la culture, mais tous ces gens-là ont une idée commune: c'est de s'affirmer, c'est d'être maîtres de leur destinée, qui que ce soit.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous

passons maintenant aux questions qui viennent des membres. M. Hogue, suivi de M. Larose.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je riais tout seul. J'avais fait une blague avec mon ami M. Larose. Je disais que si ça continue, je vais finir par être tout seul avec des nappes bleues.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose ne riait pas, lui.

M. Hogue: Mais je ne suis pas tout seul parce que je suis dans le milieu de Roch Lasalle. J'ai le plaisir de dire que M. Gaby Larrivée, qui est le député de Joliette, s'est hâté de quitter Ottawa pour venir nous voir. Je veux le saluer.

Je voudrais, M. le Président, prendre aussi de mon temps et, si vous me le permettez, M. Boulet, pour noter la qualité des mémoires qu'on a eus aujourd'hui. Moi, ça m'emballe. Je le dis avec les mêmes tripes que mon collègue Lucien a identifiées, l'autre jour, autour de la même table. Je note aussi la différence tellement importante dans le discours et dans l'attachement entre Montréal et les régions. Je note, ce soir, ce matin, cet après-midi, le calme de la présentation des deux groupes de la SNQ, comparés à un autre qui m'apparaissait un peu plus emballé. Il me semble que je dois dire, à la suite de votre mémoire, M. Boulet, que le concept de la pensée magique de l'unité nationale a fini par faire mal à l'unité nationale et au Canada bilingue. Et cet État central fort dont on parlait, je pense que, moi, je n'y participe pas. Je pense que je peux redire, à nouveau, que la décentralisation puis le fédéralisme ne sont pas mutuellement incompatibles. Je comprends qu'il y ait une fatigue d'une communauté canadienne-française ou québécoise, comme certains le disent, et je comprends cette réaction naturelle. Je comprends l'obligation de la décentralisation et ça m'amène à une question, parce que je ne pourrai pas commenter votre... J'aurais aimé reprendre votre première page et votre allégorie de l'enfant. Je l'aurais placée dans une démarche de couple. Puis, tout à coup, je lisais, à la fin de la première page: "On vit ensemble ou on se divorce." Vous posez cette problématique: On vit ensemble ou on se divorce; on crée des liens ou on les laisse ou on les coupe.

Vous posez deux questions, M. Boulet, une modification de nos structures parlementaires et, la deuxième: Peut-on, à l'intérieur du cadre fédératif actuel, adapter nos institutions à nos besoins spécifiques? Et ma question: Si le Québec - d'après moi et d'après un certain nombre - s'est bien épanoui à l'intérieur de la fédération canadienne, comme vous l'avez noté dans votre présentation, pourquoi faut-il absolument changer de régime? Pourquoi ne pouvons-nous pas regarder cette notion de décentralisa-

tion qui n'est pas une... des vestiges... des lanternes? Je ne suis pas un vendeur. Je ne suis pas dans le temple, là, je ne vends pas. Et je vous la pose parce que, la région, elle est émotive, aujourd'hui, et la journée est émotive. Je vous pose donc une question qui a une logique émotive.

M. Boulet: Je peux répondre. Le désir de s'assumer ne se fait pas nécessairement contre quelqu'un, il se fait pour quelqu'un. Je pense qu'on est rendu à une étape où, pour s'assumer totalement, avoir la pleine maîtrise de ce qu'on veut faire... Si on prend un exemple - vous avez pris des exemples d'enfants - c'est comme un enfant qui part de la maison. Il ne part pas nécessairement de la maison pour fonder une famille, parce qu'il en veut à ses parents, mais parce qu'il est prêt à le faire. Il y a cette notion-là, mais il y a aussi l'autre notion où... Pardon?

M. Hogue: Il revient, à un moment donné. Au moins à Noël, puis au Jour de l'an.

Des voix: Ah oui! Ah oui!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Boulet: Il peut revenir pour Noël et au Jour de l'an.

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Un bon petit gin de mon oncle!

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez, M. Boulet.

M. Boulet: Il peut revenir mais tout en étant indépendant et dans sa famille. D'autre part, le Québec a aussi souffert d'être dans cette fédération-là. Par le passé on hésitait, on avait le complexe, si on peut dire... on va continuer dans le domaine familial, un peu le complexe de la femme battue. C'est-à-dire... on se faisait toujours battre mais... le Canada n'est pas si pire que ça. Mon mari n'est pas si pire que ça. Il me battait mais c'était un bon gars c'est parce qu'il avait trop bu. C'était un bon gars mais il s'était levé du mauvais bord le matin. Je pense qu'on a arrêté d'avoir le complexe de la femme battue et on a décidé maintenant qu'on s'assumait comme nation, et c'est comme ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose.

M. Larose: Bien, moi je voulais dire à Jean-Pierre qu'on n'hésitera certainement pas à venir prendre un bon p'tit gin chaud à Noël à Ottawa

ou à Toronto. Deuxième chose, je veux répéter à mon ami Jean-Pierre que c'est faux l'analogie du couple. On n'a jamais été mariés. Ça a été patenté par les grands-parents, cette affaire-là.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Et dans ce sens-là, ton image tombe à plat.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie, je dois rappeler à l'auditoire que nous ne permettons pas les applaudissements puisque nous sommes une commission parlementaire et, par extension, nous sommes au Parlement, mais continuez, M. Larose.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: À cette heure-ci, le Parlement est plus "slaque".

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): ...

M. Larose: M. Boulet faisait référence tantôt à des gens qui, en 1990, font état de leur transfert politique, si je peux dire, par rapport à 1980. Et ça me rappelle qu'en 1980, quand la campagne du référendum battait son plein, j'avais toujours entretenu deux inquiétudes. Globalement, les gens d'affaires étaient plutôt d'un seul camp, et les chauffeurs de taxi. Et c'est curieux, depuis quelques mois, moi, je ne prends que des taxis à Montréal, et je me dis: On ne pouvait certainement pas gagner le référendum de même, ils étaient tous contre, à quelques exceptions près. Alors, s'il faut qu'en plus les libéraux du Canada deviennent souverainistes, que des maires qui ont travaillé pour le NON le deviennent itou, je pense qu'il va falloir qu'on arrête les travaux de la Commission avant longtemps. Parce que ça va être un consensus extraordinaire. Et je peux vous dire que Jean-Pierre a la moitié du chemin de fait.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est votre question à M. Boulet?

M. Larose: Non, je veux poser la question... je n'ai pas compris ce que vous faisiez exactement. Vraisemblablement, vous n'êtes pas à un poste syndiqué mais j'ai l'impression que vous ravaudez sur le terrain assez largement. Est-ce que pour le travail que vous faites dans le milieu, c'est la question que je posais hier au YMCA aussi, le fait d'avoir un projet collectif, est-ce que ce n'est pas un tonique et j'allais dire, un élément de santé mentale pour un

peuple, le fait de se rassembler derrière un projet collectif? Ça change quoi au quotidien du monde?

M. Boulet: À la première question, oui, je suis un emploi syndiqué, si ça peut vous faire plaisir.

M. Larose: Dans une définition souple alors.

M. Boulet: Deuxièmement, pour la vraie question c'est que c'est sûr qu'une population qui a un défi, ça permet une chose, s'unir. D'ailleurs, pourquoi dans la proposition j'ai fait demander une déclaration d'intention de l'Assemblée nationale?

Tout simplement, je dis que, pour une fois, au-delà de la politique, on aura, pour faire la souveraineté, avant de faire un référendum... ça va être l'Assemblée nationale, ça veut dire les représentants du peuple qui vont aller tester le milieu et demander son "oui" ou "non" pour la souveraineté. C'est la raison d'être de la recommandation d'avoir une déclaration d'intention. Pour une fois, au-delà des partis on pourra peut-être juger réellement les tripes du peuple québécois, demander: Oui ou non, est-ce que le peuple est pour la souveraineté?

M. Larose: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Nous passons maintenant au dernier groupe de questions, celui du parti gouvernemental, M. Robert Benoit.

M. Benoit: Ça fera neuf jours ce soir que nous sommes en audition. On a visité quatre villes différentes. On aura écouté plus de 100 mémoires quand nous vous quitterons. Vous êtes les derniers ce soir que nous entendons et je suis impressionné de voir que des citoyens, du vrai monde, viennent non pas en gang, non pas avec des comités, mais seuls, nous donner leur point de vue pour éclairer l'ensemble de la société québécoise. Vous savez que notre parti, le Parti libéral a été historiquement un parti qui a voulu faire la promotion des choses économiques au Québec.

Il y a une phrase dans votre texte que je voudrais éclaircir un peu avant de vous poser une première question. Vous dites, à l'article 2, "L'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976 a été beaucoup plus le symbole de la prise en main de nos leviers économiques".

Permettez-moi, M. Boulet, de ne pas être d'accord avec ça. L'OPDQ a été créé, l'Office de la planification du développement du Québec, par le Parti libéral. La SDI qui est un grand organisme dans le champ a été créée par le Parti libéral. La Caisse de dépôt du Québec a été créée par le Parti libéral. Hydro-Québec a été créé par le Parti libéral, la Société générale de

financement.

En 1976 et les années qui suivront, les jeunes au Québec auront un taux de chômage qui ira jusqu'à 23 % à un moment donné. Alors je voulais replacer ça parce qu'on est ici pour faire toute la lumière, sur tous les faits avant qu'une décision commune se prenne au Québec. Et je pense qu'il est important de comprendre que ce n'est pas en 1976 qu'un dynamisme économique a commencé au Québec, mais ça été effectivement dès les années soixante avec M. Lesage.

M. Boulet: Peut-être juste préciser. Si on regarde un paragraphe plus haut, on dit: Notre évolution a pour début la Révolution tranquille et c'est le symbole, ça été le symbole visible, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976. Je dis bien que ça a débuté par la Révolution tranquille.

M. Benoit: Je voudrais maintenant... Vous parlez, à l'article 1, comment protéger la culture du Québec, des Québécois? Et vous me dites que nous sommes confrontés à cet environnement américain. Je pense qu'on est tous d'accord avec ça. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, elle, nous a parlé de la mondialisation de la communication. Elle disait autrement. Comment allez-vous arriver à protéger la culture québécoise? Est-ce que vous allez le faire en empêchant des choses telles que les médias américains de rentrer ici, les télévisions américaines, ou si vous allez le faire par la promotion? Quelle est l'approche que vous prendriez pour faire cette protection de la culture québécoise?

M. Boulet: La culture québécoise se protège elle-même. Je dis bien dans mon texte que l'on a des apports étrangers, que c'est important. On vit sur un territoire américain; on ne peut pas ne pas avoir d'influence américaine. Quand je parle de métissage, c'est que, maintenant, avec les communautés culturelles qui arrivent, on a des influences. Si on va à Montréal maintenant, les Québécois mangent des mets indiens ou italiens, de la cuisine africaine. Il y a quand même un métissage qui se fait présentement dans notre société, et je crois que l'important, c'est de prendre des apports extérieurs, mais de pouvoir les assimiler et faire quelque chose de particulier, quelque chose de différent qui est la culture québécoise. Ça se voit, si on parle de culture... Il y a une façon de faire au théâtre qui est typiquement québécoise. C'est peut-être hérité du Grand Cirque ordinaire qui était allé jusqu'aux ligues d'improvisation, qui est une chose assez unique au monde, mais il y a une histoire de la culture québécoise. Ça s'est fait avec des emprunts à l'Europe, ça s'est fait avec des emprunts aux États-Unis et ça s'est peut-être fait avec des emprunts aussi avec la communauté canadienne.

M. Benoit: Ça m'amène à vous poser une autre question, suite à l'article 4 de votre mémoire où vous parlez de l'intégration harmonieuse de nos immigrants. Comment – et j'ai posé cette question-là à peu près à chaque groupe qui est venu... Je suis d'accord avec vous, c'est un phénomène important au Québec avec le vieillissement de la population, la dénatalité; comment allons-nous intégrer ces 35 000 immigrants, cette année, je pense, qui entreront au Québec? Et il y en aura encore plus l'année prochaine. Comment pouvons-nous les intégrer pour qu'ils soient heureux, d'abord, et qu'ils participent à la communauté canadienne-française?

M. Boulet: La première chose à faire, je crois, pour ceux qui arrivent de l'extérieur, c'est de clarifier la situation. Dans un Québec souverain, ce sera clair que la langue commune de communication sera le français, premièrement. De deux, toutes les communautés culturelles, autant la communauté anglo-saxonne qu'italienne ou autres, pourront participer, une fois que ce sera clarifié que nous sommes au Québec, et que les lois sont québécoises, et que la façon de faire c'est québécois. Je ne vois pas comment les communautés culturelles ne pourront pas participer activement à la vie du Québec.

M. Benoit: Oui, ma dernière question, rapidement. Au dernier article de votre mémoire, vous parlez de la modification de nos structures parlementaires. Rapidement, est-ce que vous pensez à un président ici au Québec? Vous pensez à un vote proportionnel, vous pensez à quoi quand vous dites ça?

M. Boulet: Le mémoire dit qu'il faut commencer à se questionner sur les choses. Je ne suis pas rendu là comme citoyen. Je crois qu'il y a des spécialistes qui pourront analyser ces choses-là. Mais il faut quand même commencer à se questionner. Mais moi, je n'ai pas encore de réponse pour ça.

M. Benoit: Merci M. Boulet.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors merci, M. Boulet, pour cette présentation. Avant de terminer nos travaux, un des membres du comité directeur, qui connaît assez bien cette région, m'a demandé de dire quelques mots.

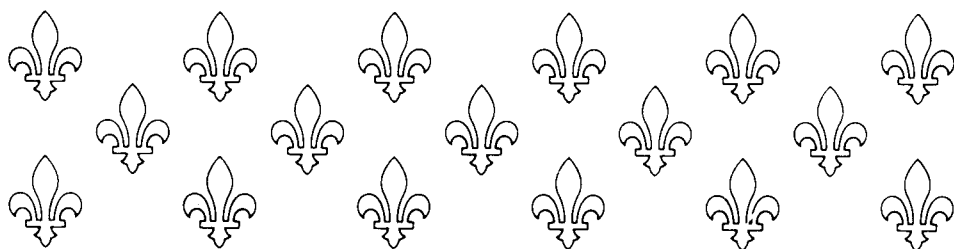
M. Chevette: Merci, M. le Président. Je voudrais remercier tous les gens qui ont participé aujourd'hui, y compris les citoyens qui sont venus entendre ces mémoires. Je pense que la région Laurentides-Lanaudière a parlé haut et fort, et sans ambiguïté. Et je vous remercie infiniment.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je

remercie également, au nom de toute la Commission, de son personnel et de sa direction, les gens de la région qui sont venus non seulement témoigner, mais assister à cette réunion. Je rappelle aux membres de la Commission qui sont venus de Montréal et de Québec que les autobus partiront dans un temps relativement court pour se rendre à ces deux endroits.

Je vous rappelle à tous que nous reprendrons nos travaux le mardi 27 novembre, à 9 h 30, à Matane. Et je déclare que la séance d'aujourd'hui est terminée.

(Fin de la séance à 21 h 3)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Matane, le mardi 27 novembre 1990

No 10

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Ville de Matane	727
Université du Québec à Rimouski	733
Table des priorités régionales de la MRC de Rivière-du-Loup	738
Association du Parti libéral du Québec des Îles-de-la-Madeleine	742
Conseil régional de développement du Bas-Saint-Laurent	750
Municipalité régionale de comté de Témiscouata	755
Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec	762
Parti québécois du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et	
Parti québécois des Îles-de-la-Madeleine	766
Étudiants en sciences humaines du cégep de Matane	773
Comité d'action sociale anglophone	780
Conseil de la culture de l'Est du Québec	786
Mme Éva Côté	790
Centre des dirigeants d'entreprises	798
Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CSN) et Conseil central	
de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CSN)	805
Coalition Urgence rurale	811
Groupe de recherche Éthos (UQAR)	819

Intervenants

M. Jean Campeau, président
M. Michel Bélanger, président suppléant

M. Jean-Claude Beaumier
M. Charles-Albert Poissant
M. Sébastien Allard
Mme Claire-Hélène Hovington
M. Jacques Brassard
M. François Gendron
M. Guy d'Anjou
M. Jacques Proulx
M. Jean-Pierre Hogue
Mme Louise Harel
M. Roger Nicolet
M. Guy Bélanger
M. Lucien Bouchard
M. Richard B. Holden
M. Robert Libman
M. André Ouellet
M. Gérald Larose
M. Cosmo Maciocia
M. Jacques Parizeau
Mme Pauline Marois
M. Claude Béland
M. Bruno Roy
M. Marcel Beaudry
Mme Rosette Côté
Mme Louise Bégin
Mme Jeanne L. Blackburn
M. Robert Benoit
Mme Cheryl Campbell Steer
M. Russell Williams
M. Claude Dauphin
M. Maurice Richard

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Maurice Gauthier, ville de Matane
- * M. Gilles Bernier, idem
- * Marc-André Dionne, Université du Québec à Rimouski
- * Mme Suzanne Tremblay, idem
- * Mme Danielle Lafontaine, idem
- * Mme Hélène Tremblay, idem
- * M. Normand Provençal, Table des priorités régionales de la MRC de Rivière-du-Loup
- * M. Harold Lebel, idem
- * M. Émilien Michaud, idem
- * M. Robert Sumarah, Association du Parti libéral du Québec des Îles-de-la-Madeleine
- * M. Yves Marcotte, idem
- * M. Georges Farrah, idem
- * Mme Paulette Griffin, Conseil régional de développement du Bas-Saint-Laurent
- * M. Robert Gagné, idem
- * M. Émilien Nadeau, idem
- * M. Alonzo Lemay, municipalité régionale de comté de Témiscouata
- * M. Émilien Beaulieu, idem
- * M. Jean-Pierre Laplante, idem
- * M. Pierre Bérubé, idem
- * Mme Paulette Griffin, idem
- * Mme Evelyn Langlois, Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec
- * Mme Denise Banville, idem
- * Mme Micheline Laroche, idem
- * Mme Danielle Doyer, Parti québécois Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- * M. Paul Crête, idem
- * M. Pierre Dufort, idem
- * M. Harold Lebel, idem
- * Mme Marie Leblanc, Parti québécois des Îles-de-la-Madeleine
- * M. Léonce Deraspe, idem
- * M. Sébastien Audy, étudiants en sciences humaines du cégep de Matane
- * Mme Nathalie Lavoie, idem
- * M. Reno Bernier, idem
- * Mme Marie-Claire Perron, idem
- * M. Simon Dubé, idem
- * Mme Jasmine Bernier, idem
- * M. Howard Miller, Comité d'action sociale anglophone
- * M. Claude Mongrain, Conseil de la culture de l'Est du Québec
- * Mme Rita Giguère, idem
- * M. Jacques Bérubé, idem
- * M. René-Michel Ouellet, Centre des dirigeants d'entreprises
- * M. Denis Rioux, idem
- * M. Yves Pomerleau, idem
- * M. Normand Gagnon, Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CSN)
- * M. Pierre Jobin, idem
- * Mme Lisette Dion, Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CSN)
- * M. Jean-Yves Lapierre, idem
- * M. Gilles Raymond, Coalition Urgence rurale
- * Mme Ethel Greene, idem
- * M. Gilles Roy, idem
- * M. Jean-Maurice Lechasseur, idem
- * M. Gratien D'Amours, idem
- * M. Pierre Fortin, groupe de recherche Éthos (UQAR)
- * M. Bruno Boulianne, idem
- * M. Guy Giroux, idem
- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Matane, le mardi 27 novembre 1990

Audition d'organismes et d'une personne

(Neuf heures trente-cinq minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Bonjour! Je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je vous rappelle le mandat de la Commission qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Aujourd'hui, la séance sera encore consacrée à l'audition d'organismes ou de personnes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission. Je vous donne la liste des intervenants de la journée d'aujourd'hui.

À 9 h 30, pour 30 minutes, les représentants de la ville de Matane; 10 heures, encore pour 30 minutes – de fait, tous nos mémoires ou la plupart sont pour 30 minutes – l'Université du Québec à Rimouski; 10 h 30, Table des priorités régionales de la MRC Rivière-du-Loup; 11 heures, Association du Parti libéral du Québec des Îles-de-la-Madeleine; 11 h 30, Conseil régional de développement du Bas-Saint-Laurent; midi, municipalité régionale de comté de Témiscouata; 14 heures, Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec; 14 h 30, conjointement, Parti québécois Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Parti québécois Îles-de-la-Madeleine; 15 heures, étudiants en sciences humaines du cégep de Matane; 15 h 30, Comité d'action sociale anglophone; 16 heures, Conseil de la culture de l'Est du Québec; 16 h 30, Mme Éva Côté; 17 heures, Centre des dirigeants d'entreprise; 17 h 30, Conseil central du Bas-Saint-Laurent CSN conjointement avec le Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine; 19 h 30, Coalition Urgence rurale et, 20 heures, Groupe de recherche Éthos, UQAR.

Comme vous le voyez, notre agenda est fort chargé et je demanderais la coopération des membres et, bien sûr, de tous nos invités à qui nous le rappellerons, une fois le mémoire entendu, si on veut bien se retirer dans la salle voisine pour qu'on puisse procéder immédiatement au mémoire suivant. Alors, nos premiers invités ce matin, les représentants de la ville de Matane. Bienvenue, M. le maire. M. Maurice Gauthier, si vous voulez bien présenter les gens qui vous accompagnent.

Ville de Matane

M. Gauthier (Maurice): Tout d'abord, à mon extrême droite, M. Gilles Bernier, conseiller à la ville de Matane, à ma droite, M. Noël Blouin, conseiller à la ville de Matane, à mon extrême gauche, M. Armand Mailloux, Mme Aldéa Sirols et M. Régis Caron.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Gauthier: Merci, M. le Président. MM. les coprésidents, Mmes et MM. de la Commission, peu importe la formule constitutionnelle que le peuple du Québec retiendra pour son avenir, il nous semble indispensable que cette formule tienne compte de deux aspects de la réalité du Québec, soit le rôle de la municipalité dans l'avenir du Québec et la place des régions dans l'économie du Québec.

Il nous semble que le cadre constitutionnel et politique du pays doit être fonction de l'idée que l'on se fait de l'organisation de son territoire et du développement de son économie. Du moins, il doit être tel que ses objectifs soient bien servis. Comme mode d'occupation du territoire du Québec ou du Canada, veut-on d'un archipel de grandes villes cerné d'une mer de régions périphériques exsangues sur le plan économique? Veut-on d'un Québec où le développement industriel soit concentré uniquement dans le corridor Québec-Montréal et laisser ainsi à l'abandon les territoires périphériques qui se vident actuellement de leur population? Veut-on plutôt d'une occupation et d'une exploitation du territoire qui se fassent en continuum et qui permettent à chaque région d'assurer son plein potentiel de développement à chances égales?

Pour nous, qui vivons dans une région excentrique que l'on a déjà qualifiée de marginale, en raison même de son éloignement des grands centres, notre choix est fait. Pour nous, le Québec est plus que le croissant d'or Québec-Montréal. Le Québec n'est pas l'antique Mésopotamie où toute la richesse de la nation concourait à la seule magnificence de quelques rares cités.

Le rôle des municipalités. Il importe donc que, dans la constitution du pays, les pouvoirs et les responsabilités des municipalités y soient précisés, en tant que mode d'occupation du territoire et en tant qu'agent dispensateur de services aux citoyens, de manière à ce que soit éliminé le dédoublement des pouvoirs, lequel est toujours source d'inefficacité et, par conséquent, toujours coûteux pour le citoyen.

Comme principe directeur, nous sommes prêts à admettre que tout service public pouvant être dispensé à moindre coût pour une qualité au moins égale le soit par niveau municipal, quand ce service s'adresse de façon immédiate aux citoyens, le tout, après entente entre le Québec et le niveau municipal, quant à l'appréciation sur l'efficacité comparée des deux niveaux en

matière de dispensation d'un service donné.

Certes, les municipalités doivent demeurer les créatures du gouvernement qui, ultimement, est responsable devant le public de services dispensés par l'État. Mais le transfert des responsabilités aux municipalités devrait se faire dans le cadre d'une charte ou d'une entente générale consacrée par la loi. Il ne pourrait davantage se faire sans le transfert des pouvoirs et, notamment, des pouvoirs financiers afférents. Somme toute, nous partageons les grands principes énoncés par l'Union des municipalités du Québec dans le mémoire qu'elle se propose de soumettre à cette Commission.

Pour ce qui est de la place des régions dans l'économie du Québec, pourquoi faudrait-il enchaîner la mission du développement régional dans une constitution? Il nous semble que si on ne laisse agir que les seules forces du marché, le développement industriel ne se fera que dans les grands centres qui draineront alors les compétences et les cerveaux, en somme, la main-d'oeuvre qualifiée des régions éloignées pour n'y laisser pour compte que les gens non productifs, ce qui aurait pour résultat net de réduire les régions éloignées à l'état de grands parcs nationaux ou de grandes réserves, sort auquel, d'ailleurs, nous ne pouvons nous résoudre.

Pour que les chances de développement soient égales, il est impérieux que les régions éloignées puissent bénéficier d'instruments privilégiés et spécifiques de développement. Sans mesures incitatives de développement industriel, l'économie des régions du Québec est vouée à un état de subsistance, sinon de délabrement. L'histoire des 30 dernières années montre que l'action des gouvernements en matière de développement régional dans l'Est du Québec a porté essentiellement sur la rationalisation et la modernisation des secteurs de base traditionnels, soit l'agriculture, la forêt et la pêche, que le plan du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec comptait au nombre de ses grands objectifs.

Mais on ne peut pas dire que l'objectif de création d'activités dynamiques nouvelles, notamment dans le secteur industriel, a reçu une attention spéciale et suffisante des pouvoirs publics puisque la plupart des programmes d'aide ont été étendus à l'ensemble du Canada et même des régions centrales, où l'industrie était, par ailleurs, florissante par rapport à celle des régions périphériques. C'est l'évidence. Le décollage industriel de notre région reste à faire et, sans ce décollage, il n'y a pas d'avenir pour notre jeunesse. C'est là un constat incontournable. Voilà pourquoi il importe tant, à nos yeux, que la question du développement régional soit prise en compte dans l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Cela relève, pour nous, d'un véritable choix de société.

Moins que la création d'un gouvernement régional, comme semble le recommander le CRD

du Bas-Saint-Laurent, dans son mémoire soumis à cette Commission, la mise sur pied d'un office régional de développement chargé d'administrer un fonds spécial de développement industriel et composé d'administrateurs issus de la région est capitale.

Le gouvernement responsable doit donc avoir le pouvoir d'instituer des primes à l'emploi et à l'investissement spécifiques à chaque région comme autant d'avantages comparatifs susceptibles d'influencer l'implantation d'entreprises industrielles dans la région et, notamment, d'entreprises de type "footloose".

En guise d'épilogue, M. le Président, je suis bien conscient que notre contribution, si modeste soit-elle, aux travaux de cette Commission ne s'appuie pas, vous l'aurez compris, sur un lourd bagage technique de constitutionnalistes. Elle se veut cependant d'emblée l'expression de mon crédo, de notre crédo, dans l'avenir du Québec. Vision régionaliste, me direz-vous. Il est vrai, mais nous ne vivons pas dans l'abstrait. Pour nous, le développement des régions, le développement des municipalités de ces régions, c'est le développement même du Québec, c'est l'avenir du Québec. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Gauthier. J'ai omis de mentionner le temps de parole de chacun. Alors, le groupe parlementaire a cinq minutes pour des commentaires ou des questions, le groupe parlementaire formant le gouvernement, celui formant l'Opposition officielle aussi, cinq minutes; les autres membres ont dix minutes avec un maximum de cinq et la présidence a aussi cinq minutes.

Premier intervenant, M. Jean-Claude Beaumier, qui sera suivi de M. Poissant et de M. Sébastien Allard par la suite et M. Hogue, ensuite.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Je voudrais saluer le Conseil municipal et le maire de Matane. Il me fait plaisir de voir que les maires s'impliquent. Depuis qu'on est en région, beaucoup de maires sont passés devant la Commission. Et depuis le début, il y a beaucoup de maires qui sont hésitants à se prononcer pour une option ou pour une autre. Et à la question: Quelle option favorisez-vous? c'est toujours avec un peu d'appréhension que les gens voient l'avenir. Moi, je voudrais, M. le maire, que vous expliquiez à la Commission pourquoi le monde municipal hésite justement à se prononcer vis-à-vis d'une option particulière, soit l'indépendance, la souveraineté ou le fédéralisme renouvelé.

M. Gauthier: Dans un premier temps, si nous avons de la difficulté à nous brancher là-dessus, c'est parce que, vraiment, nous représentons une population et c'est à la population qu'appartient le fait de dire: On choisit telle ou telle option. Par contre, nous reconnaissons au

gouvernement en place l'obligation de nous présenter une formule sur laquelle on invitera nos citoyens à se prononcer en toute honnêteté. Mais, pour ce qui est de nous du côté des municipalités, si nous avons tenu à nous présenter aujourd'hui, c'était justement pour signaler cette difficulté que souvent nous avons face à la place que nous avons à l'intérieur de quelque gouvernement que ce soit. Nous avons l'impression d'être des créatures, non pas qu'on refuse cette place, mais on aimerait que cette position dans laquelle on nous met, soit enchâssée, comme on l'a dit, à l'intérieur d'une Constitution ou d'une entente, de façon à ce qu'on ne nous charrie pas d'un bord et de l'autre au bon vouloir de tous et chacun.

On sait que nous avons vécu dernièrement certaines choses et c'est un petit peu ce qu'on a vécu aussi à l'intérieur des municipalités depuis un certain nombre d'années. Alors, selon le bon vouloir des gouvernements, on nous donne des pouvoirs, le lendemain on nous les enlève ou on nous permet de faire telle ou telle communication avec telle forme de gouvernement et, le lendemain, on ne nous le permet pas.

Ce n'est pas qu'on s'oppose complètement à tout ça, mais on aimerait que ce soit très clair, clairement dit, de façon à ce qu'on puisse agir après cela dans un partenariat intéressant et qu'on nous respecte dans la mesure où on a établi ces choses-là.

M. Beaumier: Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Charles-Albert Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. M. le maire, je voulais vous dire au tout début qu'avant que notre compagnie vienne s'installer ici, dans la ville de Matane, j'avais fait une rencontre, grâce à votre intermédiaire, avec des gens de l'environnement, à savoir quel était le climat social parce que d'investir dans une ville des montants aussi colossaux, on veut quand même savoir au départ la qualité. Je dois vous dire, M. le maire, que je suis sorti de cette rencontre-là, il y a trois ans, tout à fait entiché. Je me disais: C'est propice pour l'installation de notre usine.

Savez-vous, toutefois, que si le Québec était un pays indépendant – et qu'il est bon de le savoir et que tous les Québécois le sachent – qu'en vertu de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, nous n'aurions pu venir ici, parce qu'il est défendu pour les États fédéraux, s'entend Ottawa et Washington, de donner des subventions pour des compagnies qui devraient exporter des produits aux États-Unis, ce qui veut dire que le projet Donohue-Matane n'aurait jamais eu lieu. Ça, c'est important de le savoir. Bien qu'on dise que le libre-échange, on chan-

gera tout simplement le nom de Canada pour Québec, c'est beaucoup plus compliqué que ça, M. le maire.

Ceci étant dit, je n'ai qu'une question à vous poser finalement. C'est à la page 6 de votre mémoire où vous dites, au dernier paragraphe: "Pour que les chances de développement soient égales, il est donc impérieux que les régions éloignées puissent bénéficier d'instruments privilégiés et spécifiques de développement." Quels sont, d'après vous, ces mécanismes que vous aimeriez avoir du gouvernement provincial?

M. Gauthier: Quand je parle de mesures ou d'instruments privilégiés ou de mesures égales avec les autres régions, je pense qu'il est important de tenir compte de l'éloignement. Pour pouvoir rivaliser, par exemple, avec une région comme Montréal, il faut absolument que des compagnies comme la vôtre, M. Poissant, puissent bénéficier de certains incitatifs qui vont vous faire choisir, par exemple, le fait de venir à Matane plutôt que d'aller ailleurs. Il y a toutes sortes d'incitatifs. Je prends, par exemple, ce qui se donne assez régulièrement à des compagnies comme la vôtre, des crédits d'impôt ou des primes à l'investissement ou des choses semblables. On pourrait parler aussi de la possibilité de capital-actions avec la Caisse de dépôt, qui est quand même un des instruments du Québec. L'Hydro-Québec, avec la possibilité de fournir, justement, des taux réduits, comme ça peut se placer ailleurs, parce que, souvent, on a comme réponse que, n'ayant pas d'industrie, on peut difficilement nous amener l'énergie nécessaire et c'est un chat qui court après sa queue. Alors, ce qui est important, c'est un petit peu ces éléments-là.

Et juste pour vous rappeler, j'ai souvenance – et tout le monde l'a sûrement – j'avais pris à la télévision la déclaration d'un président d'une grosse compagnie qui avait établi sa compagnie dans le coin de Saint-Jean-sur-le-Richelieu et qui, à un moment donné, a découvert qu'il s'était fait jouer ou, en tout cas, quelque chose de semblable. Nous on suit les nouvelles de loin. Mais ce qui m'avait frappé davantage, c'est la réflexion qu'il avait eue: Il est de valeur que j'ai dû obliger mes cadres à s'établir aussi loin de Montréal. Quand tu es à 20 minutes de Montréal puis que tu appelles ça loin, je ne sais pas, quand on pense à Matane ou à Gaspé, comment est-ce qu'on appelle ça? Alors, dans le fond, c'est ça. Il faut absolument qu'il y ait des incitatifs, et je n'ai rien contre ça, et je suis convaincu que l'accord du libre-échange n'aurait pas de difficulté à accepter des choses semblables.

Il existe aussi l'accord du GATT qui peut quand même nous aider à l'intérieur de ça, puis qui peut nous permettre d'être à chances égales dans le développement. Et la qualité, un coup que vous serez rendu ici, M. Poissant, et un

coup que les autres compagnies seront ici, vous allez voir que notre qualité de main-d'œuvre n'est pas à dédaigner, ainsi que la stabilité d'emploi et que toutes les autres qualités. Et je peux rappeler en passant qu'avant longtemps, peut-être qu'il y en a bien d'autres qui courent aussi après une qualité de vie, après un environnement sain, et ça deviendra peut-être des denrées rares, mais, entre-temps, on ne l'a pas. On se fait vider de notre population et puis on est très peu à pouvoir se battre pour le développement de notre région, parce que nos meilleurs éléments sont partis.

M. Poissant: Est-ce qu'il reste une seconde, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Non. Je regrette beaucoup, M. Poissant. Nous passons maintenant à M. Sébastien Allard.

M. Allard: M. Gauthier, vous avez parlé dans votre mémoire... vous avez fait allusion en tout cas à la création d'un gouvernement régional qui est préconisé par un autre organisme. Vous dites: Ce n'est pas nécessairement ça, mais ça prendrait quelque chose qui pourrait s'appeler un office régional de développement. Il y a eu différents organismes qui ont existé dans le passé, qui existent encore, qui étaient là pour faire du développement économique. Selon ce que je comprends de votre mémoire et d'autres mémoires, ça ne semble pas avoir donné les résultats que vous aviez pu espérer. Pourquoi croyez-vous qu'un autre organisme, qui porterait un autre nom, pourrait donner des résultats?

M. Gauthier: C'est une excellente question, M. Allard. Vous savez quand il y a toutes sortes de politiques qui sont présentées, qui arrivent dans une région, pour desservir une région, et qu'elles sont non cohérentes, ça devient extrêmement difficile de travailler. Nous l'avons vécu. Et, surtout dans cet espace-là, nous l'avons vécu d'une façon assez dure durant les années passées. Je ne suis pas sûr, cependant, que les instruments qui avaient été mis en place étaient des instruments qui avaient comme objectif de peut-être nous aider d'une façon précise. Ce qui est important, c'est peut-être d'avoir... Je vais vous donner un exemple.

Quand Trois-Rivières a eu des difficultés et que la région, justement de Saint-Hyacinthe, à cause des problèmes du textile et tout, on appelait ça le plan Laprade... les deux gouvernements s'étaient mis d'accord pour mettre en place une structure qui s'appelait OCRI. C'est une forme semblable donc, avec les administrateurs du coin, qui peuvent être quand même avec des représentants gouvernementaux et qui, ensemble, parce qu'on connaît nos régions, nous — en tout cas, on les connaît, on est censés les connaître davantage... à ce moment-là,

il y a plus de possibilités que les décisions soient prises.

Ce n'est pas au manque d'argent donné dans nos régions, auquel je fais allusion. Il y a eu des millions qui ont été donnés. Mais des millions qui sont versés n'importe comment, sans structure, sans politique bien définie, c'est jeté à l'eau. Moi, je dis souvent qu'il est important d'avoir un bon cheval avant de miser. Alors quand on a misé vraiment sur des éléments importants, on travaille davantage de cette façon-là. J'ai eu l'impression — vous allez me permettre de le dire — que, souvent, c'était davantage des positions politiques ou des remèdes qui n'étaient pas présentés directement pour ça. On répondait... Les gens de chez nous étaient tellement heureux parce que, quand il y a un morceau de pain qui tombe dans le coin, on est plusieurs goélands à sauter dessus parce qu'on est tous affamés. Alors, c'est normal que des choses comme ça se passent.

On aimerait peut-être avoir quelque chose en main, mais pas un gouvernement régional. Ce n'est pas notre position, nous, ici, mais tout au moins qu'on ait quelque chose qui va nous permettre de nous impliquer et de dire: C'est ça qu'on veut et on le veut de telle façon. On veut participer. La participation, le partenariat, ça devrait exister dans le développement régional.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Allard?

M. Allard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant au groupe formant le gouvernement, Mme Claire-Hélène Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Permettez-moi d'abord, avant de vous souhaiter la bienvenue, de remercier la Commission Bélanger-Campeau d'être venue siéger à Matane et de remercier le comité directeur qui a accepté l'invitation de venir siéger dans la ville de Matane. J'espère que vous avez passé une bonne nuit. Le vent est frais, mais ça oxygène bien!

Ceci étant dit, je dois remercier la ville de Matane, M. Gauthier, M. Caron, Mme Sirois, M. Mailloux, M. Bernier et M. Malouin d'être ici ce matin et de nous avoir présenté, surtout, un mémoire de très grande qualité. Ils nous font percevoir ou ils laissent entrevoir, en tout cas, les difficultés au niveau du développement régional et au niveau de certains partages des pouvoirs.

Vous constatez que le développement régional implique à ce moment-ci deux niveaux de gouvernement: le fédéral et le provincial. Vous avez raison quand vous dites qu'il y a chevauchement, souvent, et qu'il y a chicane, souvent, entre le fédéral et le provincial. Vous êtes bien placés pour le savoir, la ville de

Matane, depuis 30 ans que la population régionale de Matane attendait l'investissement majeur d'une papeterie à Matane. Et je pense que, par un manque de volonté politique ou par une chicane entre les deux niveaux de gouvernement, en tout cas, ça ne s'est pas réalisé. Et ça s'est réalisé maintenant avec le gouvernement libéral en place, avec moi, avec la population et surtout la volonté de la population qui était derrière ses représentants au fédéral et au provincial. Ça s'est concrétisé en fait par une réalisation extraordinaire, la Papeterie de Matane, qui est en train de se roder tranquillement et qui emploiera 125 employés en usine et qui vient consolider, surtout, toute l'industrie du bois de sciage du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Alors, c'est la preuve que lorsqu'on veut travailler en partenariat, autant les organismes socio-économiques que le gouvernement provincial ou que le gouvernement fédéral, on peut produire et réaliser de grandes choses. Je pense que c'est un plus pour toute notre région au niveau des retombées économiques.

Mais ceci étant dit, vous soulignez, dans votre mémoire, que les villes doivent servir d'agents dispensateurs de services selon qu'elles peuvent ou non les fournir à moindre coût. À quels services pensez-vous? Est-ce que vous pensez à la Régie du logement, à la Cour des petites créances pour vous donner des exemples? À quels services spécifiques pensez-vous?

M. Gauthier: Mme Hovington, vous allez me permettre d'abord de relever la première partie de votre énoncé. La construction Donohue est l'exemple parfait que lorsqu'il y a volonté politique, quand il y a des politiques qui sont cohérentes, donc qu'on s'entend, il y a une volonté aussi de toute une population. Parce que vous savez qu'on a essayé de nous faire "chirer" bien des fois au niveau de la population - c'est peut-être ce qu'on attendait - et ensuite de ça qu'il y a des incitatifs, on est capable de réaliser des choses. C'est ce que nous avons fait. Et bravo à ceux qui les ont réalisés, mais on sait tout le travail que ça a demandé. À votre véritable question, on n'a pas défini, ça serait un travail à faire. Il s'agirait de savoir quels sont les éléments où on est le plus proche, nous comme municipalité, de la population et où ce serait mieux que ce soit nous qui les dispensons ces services-là. Alors, ça serait un travail d'étude à faire et au moment où l'on considérerait que ça serait moins dispendieux de le donner à partir de la municipalité, en nous donnant non seulement les pouvoirs mais aussi les pouvoirs financiers pour le faire, je pense que ce serait plus économique. Mais où ça irait, on n'est pas encore rendus là.

Mme Hovington: D'accord. Pour certaines villes, si je comprends bien, fournir un service serait peut-être moins dispendieux, pour d'autres villes, fournir le même service serait peut-être

plus dispendieux. Est-ce qu'on pourrait penser à un partage des pouvoirs asymétriques, c'est-à-dire qui colleraient à la réalité de certaines villes plus qu'à d'autres, un partage asymétrique, quand on parle de... Est-ce que ça pourrait être possible?

M. Bernier Gilles: Nous ne nous sommes pas attardés ou nous n'avons pas poussé l'étude jusque-là. Mais il est quand même important que l'ensemble des citoyens paient des notes qui soient comparatives les unes les autres, d'après leur richesse. Pour moi, c'est extrêmement important. Ça demeure une norme, avant d'établir des éléments comme ça. Qu'on parle de police, qu'on parle de n'importe quoi, y compris de taxes scolaires, c'est important que la population, que les individus soient taxés selon leur pouvoir de payer. Alors, il faudrait que ça respecte au moins ces normes-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Quinze secondes, madame.

Mme Hovington: À la page 7 de votre mémoire, vous reprochez que des programmes de développement régional soient appliqués à des régions où l'économie est plus florissante, si vous voulez, où l'industrie est plus florissante. Dans le Québec de l'avenir, est-ce qu'on doit penser refuser l'aide à certaines grandes régions plus riches comme Montréal, pour donner un exemple?

M. Bernier: Non, non...

Mme Hovington: Est-ce que vous allez jusque-là, dans votre pensée?

M. Bernier: ...absolument pas. C'est pour ça qu'on parle d'incitatifs, en tenant compte de l'immensité du territoire et en tenant compte aussi de l'obligation qu'a un gouvernement de gérer ou d'administrer en toute justice et équité. J'avais dans la tête - parce que, quand on écrit quelque chose, on a toujours des exemples - que, durant qu'on avait le plan de l'Est, qui était reconnu et jaloué par l'ensemble du Québec, il est sorti, absolument en plein durant ce temps-là, le plan Laprade. À ce moment-là, même des gens de Matane ont eu des avantages plus avantageux d'aller s'établir dans le coin de Trois-Rivières, avec le plan Laprade, que d'être, avec le plan de l'Est, dans l'Est du Québec. Et moi-même, j'ai perdu de l'argent à l'intérieur de ça; en tout cas, ça, c'est secondaire. Mais c'est quand même curieux.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Hovington. Nous en sommes maintenant aux cinq minutes réservées au groupe parlementaire formant l'Opposition officielle. M. Jacques Parizeau. M. Brassard?

M. Brassard: M. le Président, je voudrais d'abord en profiter pour déplorer que certains commissaires s'en prennent au contenu des mémoires entendus dans les régions du Québec. On n'a pas fini d'en faire le tour. Je pense qu'il est important de se rendre compte que le mépris ne mène à rien et ne conduit nulle part. Il faut d'abord comprendre que plusieurs des organismes régionaux n'ont ni les ressources financières ni les ressources humaines et techniques des grands organismes nationaux et n'ont souvent pas le moyen de se payer des scribes professionnels pour rédiger leurs mémoires. Alors, je pense que c'est important de le signaler.

D'autre part, la problématique de la décentralisation est une préoccupation majeure, en régions. Elle est présente ici, aujourd'hui, à Matane; elle le sera partout ailleurs, dans toutes les régions qu'on va visiter. Il est tout à fait normal que les régions, dans le cadre de discussions impliquant des changements substantiels au cadre politique québécois, veuillent obtenir davantage de pouvoirs pour assumer pleinement et convenablement leur développement. La décentralisation, par conséquent, m'apparaît une question incontournable, dans l'optique d'un Québec souverain, tout aussi bien, d'ailleurs, que même dans l'optique d'un fédéralisme renouvelé où la juridiction en matière de développement régional, serait laissée totalement au gouvernement du Québec. Donc, c'est une question centrale et c'est loin d'être une question secondaire, accessoire ou futile, dans le cadre des travaux de cette Commission.

Je dirais donc que, plutôt que de critiquer avec un certain dédain les gens des régions, il faudrait peut-être les écouter. C'est le Québec profond qui parle. Il y en a peut-être qui n'ont pas souvent l'occasion de l'entendre, cette voix des régions; ils devraient plutôt ouvrir grandes leurs oreilles plutôt que de trouver ça bien plate.

Ces remarques étant faites, vous venez, M. le maire, de nous faire une description du fouillis, de l'enchevêtrement et des chevauchements stériles, en matière de développement régional, impliquant les deux gouvernements. Donc, votre conclusion, c'est qu'il en faut un seul pour s'occuper du développement régional. J'ai bien compris que, dans votre esprit, ce gouvernement-là, c'était celui de Québec.

M. Gauthier: Dans notre esprit, c'est un gouvernement qui va être capable de gérer et de donner une place au développement régional, à l'intérieur d'une constitution. Ça ne servirait vraiment à rien, M. Brassard... J'ai bien aimé l'expression de départ, où vous avez remis certaines gens en place, parce qu'on avait été vraiment choqués. Ce n'était pas l'occasion de l'exprimer et c'est très important. Nous pensons avoir notre place dans le Québec et dans le Canada, mais ça ne donnerait absolument rien de

remettre une autre forme de gouvernement de quelque nature qu'elle soit si vraiment on ne tient pas compte de cet effet dans la nouvelle constitution d'un gouvernement qui soit du Québec ou autre – je fais attention à ma réponse – si elle ne s'occupe pas vraiment de la place d'une région. Et là-dessus je reviendrais avec ce que Mme Guylaine Saucier disait quand elle était présidente de la chambre de commerce: "Un Québec sans les régions ce n'est pas un Québec." C'est assez important, je pense, d'y penser.

Le Président (M. Jean Campeau): Trente secondes, M. Brassard.

M. Brassard: Permettez-moi d'insister un peu. Je ne voudrais pas que Mme Bacon considère que j'essaie d'imposer mes vues. Mais simplement, selon vous – je ne vous demande pas de vous prononcer sur la souveraineté du Québec – mais selon vous, des deux gouvernements, celui de Québec, celui d'Ottawa, lequel est le mieux placé pour assumer pleinement l'entière juridiction en matière de développement régional? Selon votre expérience vécue, aussi bien comme maire que comme habitant une région, selon vous, est-ce que c'est le gouvernement du Québec ou le gouvernement d'Ottawa qui serait le plus apte, le plus capable d'assumer correctement, convenablement le développement des régions?

M. Gauthier: Selon moi – parce que là je vais m'exprimer comme moi je pense – ça devrait être celui du Québec. Je ne suis pas sûr si c'est ce qui a été fait jusqu'à aujourd'hui et je ne voudrais surtout pas qu'il nous arrive quelque forme de gouvernement qui continue à faire la même chose. Sans ça on n'est absolument pas d'accord pour ni l'un ni l'autre. Je ne suis pas d'accord pour ni l'un ni l'autre.

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames, messieurs, représentants la ville de Matane, je désirerais vous remercier de votre contribution au travail de cette Commission sur l'avenir du Québec. M. Bernier, M. Blouin, M. Gauthier, M. Caron, Mme Sirois, M. Mailloux, merci de votre contribution.

M. Gauthier: C'est à nous de vous remercier, M. le Président, de nous avoir permis de nous exprimer. C'est assez rare qu'on a l'occasion de le faire devant une aussi illustre assemblée. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça nous a fait plaisir de vous entendre. Si vous voulez nous faire plaisir et vous retirer rapidement pour nous permettre de remplir notre cédule.

(Suspension de la séance à 10 h 8)

(Reprise à 10 h 10)

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue aux gens de l'Université du Québec à Rimouski. M. Marc-André Dionne, je comprends que c'est vous qui faites la présentation.

M. Dionne (Marc-André): Oui, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous connaissez les règles de minutage; vous avez 30 minutes d'audience. Avant de commencer votre présentation de cinq minutes, est-ce que vous pouvez nous présenter les gens qui vous accompagnent?

Université du Québec à Rimouski

M. Dionne: Sûrement. À ma droite, Mme Hélène Tremblay, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche ainsi que Mme Johanne Boisjoly, professeure; à ma gauche, Mme Danielle Lafontaine, directrice du groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec et Mme Suzanne Tremblay, professeure.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dionne, vous avez cinq minutes pour nous présenter votre mémoire.

M. Dionne: M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, l'UQAR intervient ici pour affirmer que ses membres ne sont ni en retrait ni neutres au regard des problèmes de la société québécoise. Nous voulons contribuer à identifier certains des paramètres qui devraient guider la Commission dans ce débat crucial pour l'avenir des Québécois et des Québécoises. L'UQAR ne prendra pas position pour une option politique spécifique. Nous suggérons cependant des orientations qui nous paraissent de la plus haute importance dans ce débat, pour l'avenir du Québec.

Certains des considérants créant cette Commission fixent les contours de la redéfinition du statut du Québec. Ces considérants sont intimement liés aux caractéristiques mêmes de notre société, que l'on veut redéfinir. Ils ont trait aux valeurs démocratiques, aux droits et libertés de la personne, à l'importance d'assurer la place de la langue française, à la reconnaissance des droits des communautés anglophones et amérindiennes et à l'apport des communautés culturelles. Cependant, le législateur n'explicite pas l'importance respective de ces traits fondamentaux ni les liens qu'il peut y avoir entre chacun d'eux. C'est néanmoins ce que l'on doit faire pour élaborer un projet de société et nous pensons que la redéfinition du statut politique du Québec doit être associée à un projet de société explicite.

Les mandats qui nous sont confiés au

regard de l'accès aux études supérieures et à la réduction des disparités régionales nous permettent d'apporter un certain éclairage à cette redéfinition. Ces mandats de l'Université du Québec ont été façonnés pendant la Révolution tranquille, époque marquée par des réformes politiques, sociales et économiques sans précédent dans l'histoire du Québec. C'est sur les acquis de cette époque et sur les progrès ultérieurs que le Québec doit maintenant compter pour se redéfinir. Mais si ces acquis sont importants, il faut maintenant réfléchir sur le degré de réalisation des objectifs de justice sociale, d'égalité et de développement qui en étaient à la source. Le contexte a changé et on doit s'interroger sur les moyens et les instruments dont devrait se doter un Québec redéfini.

En ce qui a trait à la fréquentation universitaire, nous constatons qu'elle a connu un accroissement considérable au cours des 20 dernières années, mais le rattrapage par rapport au Canada anglais n'est pas complété. Les disparités régionales marquent toujours la réalité québécoise. Pour tenter de résorber ces disparités et pour assurer le développement de toutes les régions du Québec, nous pensons qu'il faudrait maintenant envisager, au-delà de la décentralisation administrative, une décentralisation des pouvoirs, c'est-à-dire une décentralisation qui accorderait à chacune des régions une plus large place dans la définition des choix lui apparaissant les plus judicieux pour son développement social, économique et culturel.

Une telle décentralisation pourrait être rendue possible par le biais d'une clarification des pouvoirs et des responsabilités dévolus aux divers paliers de gouvernement, incluant les paliers régional et municipal. Une clarification qui devrait faciliter l'intégration et l'harmonisation des interventions de développement par la précision du rôle des partenaires impliqués.

L'UQAR recommande donc que la réforme politique du Québec confirme le rôle politique, social, économique et culturel de l'ensemble des régions du Québec. Cet objectif d'assurer le développement de l'ensemble des régions est d'autant plus important qu'on ne peut pas fonder le Québec sur le seul pôle montréalais.

L'UQAR recommande que la réforme détermine les moyens d'ordre politique et économique qui permettraient de freiner l'écart sans cesse croissant entre Montréal et le reste du Québec en ce qui a trait notamment à la composition ethnique et linguistique de la population.

Si la situation démographique du Québec indique que l'on accueille de nouveaux immigrants ou immigrantes, il importe peut-être maintenant, dans le projet de réforme, de réfléchir sur les moyens qui pourraient permettre leur plus grande dispersion sur le territoire québécois.

Nous savons que cette question de la

mobilité territoriale des immigrants et immigrantes est très délicate, parce qu'elle pose de nouveau tout le débat des droits collectifs et individuels.

Le Président (M. Jean Campeau): Je suis forcé de vous demander d'en venir à vos conclusions, M. Dionne, à cause du temps.

M. Dionne: Je poursuivrai, M. le Président, en vous disant que l'UQAR est d'avis que les institutions d'enseignement supérieur doivent jouer un rôle de premier plan dans l'atteinte des objectifs d'amélioration des capacités d'innovation et de création des Québécois et des Québécoises et que nous devons nous appuyer sur l'importance des connaissances partout dans le territoire québécois. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous remercie, M. le président. Alors, la parole est maintenant à M. Georges Farrah, qui est le suppléant de Mme Christiane Pelchat.

M. Farrah: Merci beaucoup, M. le Président. Dans un premier temps, je voudrais remercier les membres de la Commission de me donner le privilège de siéger à cette Commission, étant donné que je ne suis pas un membre permanent. Étant donné que la Commission siège en région, j'apprécie beaucoup le privilège que vous me donnez. Merci beaucoup.

Dans un premier temps, M. Dionne, Mmes Boisjoly et Tremblay, bienvenue. C'est avec beaucoup de plaisir qu'on vous reçoit en cette matinée, compte tenu de l'importance de l'Université du Québec dans la région Bas-Saint-Laurent-Gaspésie et les Îles. Je pense que vous remplissez très bien le mandat avec les moyens dont vous disposez pour rapprocher l'enseignement supérieur le plus près possible des gens au niveau des régions.

Ma première question est la suivante. La troisième recommandation que vous faites est la suivante: Que la réforme politique et constitutionnelle détermine les moyens d'ordre politique et économique qui permettront de freiner l'écart sans cesse grandissant entre Montréal et le reste du Québec, en ce qui a trait notamment à la composition ethnique et linguistique de la population québécoise. Maintenant, est-ce que vous avez pensé à des mécanismes ou si vous avez des suggestions à nous faire pour freiner l'écart économique entre les différentes régions du Québec et, notamment, entre les régions rurales et les régions urbaines? Je vous parle essentiellement du niveau économique.

M. Dionne: M. le Président, M. Farrah, je voudrais vous mentionner que l'essentiel du mémoire qu'on dépose se veut un plaidoyer en faveur de l'importance de tabler notre dévouement collectif sur les régions. Les régions,

surtout les régions-ressources, ont été au Québec pourvoyeuses de matières premières. Nous avons la conviction que, dans la présente conjoncture et celle qui nous interpelle avec la globalisation des marchés, les structures sociales et économiques des régions doivent beaucoup reposer sur la connaissance et sur le développement des connaissances et la qualité des formations.

Ce que l'on appelle le tertiaire moteur est, pour l'ensemble des régions du Québec, y compris les régions-ressources, les variables d'intrants évidemment importantes pour supporter une activité économique, parce que personne ne revendique de mesures d'assistance. On veut des programmations qui tiennent compte des réalités; on veut des programmes qui soient modulés. Mais, on sait aussi qu'il nous faut appuyer ce développement-là par un climat de concertation avec les intervenants et, également, par des connaissances, parce que, de plus en plus, la connaissance devient la clé du développement dans tous les pays industrialisés, au développement.

M. Farrah: Maintenant, pour améliorer le développement des régions, dans votre introduction ou dans vos commentaires tantôt, vous faisiez allusion à une décentralisation, donc décentralisation des pouvoirs, je présume. Alors, de quels pouvoirs s'agit-il et de quel gouvernement proviennent-ils?

M. Dionne: Le premier élément, avec d'autres, nous pensons que les intervenants régionaux, en concertation, ont une très bonne capacité d'analyse et d'appréhension des problèmes auxquels ils sont confrontés et ces intervenants réclament des structures qui sont, à tous égards, facilitantes. On sait, nous, que ça prend d'abord un climat de collaboration. Ça prend également des structures facilitantes. C'est clair qu'il y a des pouvoirs à rapatrier. Il y a une gamme de pouvoirs qu'on peut retrouver actuellement dans les instances à la fois fédérales et provinciales. Il y a toute une gamme de pouvoirs. Il y a une approche à revoir par rapport à ça. Je ne pense pas que je puisse, dans le temps qui m'est imparti, vous fournir une réponse simple, qui serait peut-être simpliste, parce que la réalité est trop complexe pour l'aborder en si peu de temps.

M. Farrah: M. le Président, une dernière question, si vous le permettez.

Le Président (M. Jean Campeau): Il vous reste 15 secondes.

M. Farrah: O.K. Vous avez parlé de la clause "nonobstant" ou... c'est-à-dire des droits individuels versus les droits collectifs. Est-ce que, pour vous, l'application de la clause "nonobstant", dans le cadre de l'application de la

loi 178, c'est une bonne application de cette loi-là, à ce moment-là, on a suspendu les libertés individuelles pour prioriser les droits collectifs?

M. Dionne: Je vais d'abord vous réaffirmer que, dans toute cette problématique des droits collectifs et individuels, il faut d'abord s'employer à rechercher le plus grand consensus possible. C'est le premier élément que je voudrais rappeler.

Pour poursuivre sur la question, je vais demander à Mme Tremblay de poursuivre.

Mme Tremblay (Suzanne): Oui. Je pense qu'on doit prendre un certain recul pour répondre à votre question. Ce qui nous apparaît très important, c'est effectivement de poser la question du lien entre les droits individuels et les droits collectifs.

À mon avis, les droits collectifs, on pourrait les définir globalement comme des obligations qu'une société se donne, à un moment donné, dans son histoire pour effectivement soit préserver, soit promouvoir des valeurs que nous jugeons prioritaires.

Par contre, dans cette poursuite-là, ce qui nous apparaît aussi, comme société démocratique, important, c'est de se donner des garde-fous pour protéger ce qu'on appelle, nous autres ici, les droits individuels qui sont des droits qu'on juge aussi prioritaires et universels. Donc, il ne faut pas, je pense, chercher une règle mathématique qui nous faciliterait énormément le travail et qui nous dirait: Dans tel cas, ce seront les droits collectifs et, dans l'autre cas, ce seront les droits individuels. Ce n'est pas vrai. Ce sont deux faces d'un problème qu'il faut toujours considérer ensemble. Et il faut, par conséquent aussi, reconnaître que cette question-là va se poser et va trouver une solution précise pour chacune des questions que l'on se pose en termes de droits collectifs et droits individuels.

Donc, il n'y a pas de règle mathématique. C'est une question de jugement et d'intelligence. Même les chartes le disent, elles exigent des règles d'interprétation selon les circonstances. Il ne faut pas les voir comme des opposants l'un à l'autre. Ils sont complémentaires.

M. Farrah: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous allons maintenant à M. Gendron qui est le suppléant de M. Guy Chevrete.

M. Gendron: M. le Président, cher collègues, membres de la Commission, je voudrais remercier très rapidement les gens de l'Université du Québec à Rimouski. Je trouve, M. Dionne, que vous êtes particulièrement bien entouré. C'est un exemple à donner peut-être aux autres constituantes, de voir quatre femmes qui vous entourent au niveau de postes cadres.

M. Dionne: ...sa place à Rimouski, M. le Président.

M. Gendron: C'est intéressant de constater ça.

Deuxième commentaire, puisque vous disposez, par loi, de l'autonomie universitaire et de la liberté académique, je me serais attendu que vous alliez un peu plus loin dans la rétention ou le choix d'une option constitutionnelle plus spécifique puisqu'une des raisons effectivement que par loi on vous consacre ce principe de liberté académique et d'autonomie universitaire, c'est pour, de temps en temps, sur les grands enjeux, les grandes questions, avoir l'opportunité de vous prononcer. Je vous félicite d'être là cependant parce que c'est important qu'une université de haut savoir puisse avoir l'occasion de collaborer et de participer étroitement à des enjeux aussi majeurs que ceux-là.

Rapidement, puisque le temps est très court. Ma première question porterait sur le fait que vous semblez être très volontaires pour associer la redéfinition d'un statut politique du Québec à un projet de société explicite. Vous faites une association très forte entre les deux éléments alors qu'il me semble, moi, qu'il serait plus urgent et plus opportun de justifier d'abord la nécessité d'un nouveau régime constitutionnel puisque la notion et la nécessaire obligation de définir un projet de société, il me semble que c'est une responsabilité de n'importe quel gouvernement responsable. Mais est-ce que vous ne croyez pas que c'est d'abord le régime constitutionnel qui fait qu'on n'est pas en mesure, compte tenu des contraintes qu'il nous fait, de se donner une société comme nous souhaiterions s'en donner une?

M. Dionne: Je voudrais d'abord mentionner que, par rapport à cette vertu que nous confère la liberté académique, on a le droit de parole. L'université est également un lieu qui suscite et engendre la réflexion sur les problèmes auxquels on est confrontés. Ce que je veux vous mentionner, quand on parle de ce projet de société explicite, c'est qu'il faut connaître... Le choix d'un véhicule organisationnel est une chose; le véhicule est une chose, il faut connaître son contenu. Il y a beaucoup d'éléments, il y a beaucoup d'orientations dans la loi qui crée cette Commission, des orientations politiques, des orientations économiques et culturelles. Ce que nous disons, c'est que, dans ce projet de société, il faut y ajouter l'importance de l'éducation ou de la connaissance; il faut y ajouter l'importance de tabler sur les régions, sur le rôle politique et économique des régions. C'est essentiellement les deux composantes qu'on veut ajouter et qu'on veut retrouver dans ce projet collectif. Mme Lafontaine, si vous voulez poursuivre.

Mme Lafontaine (Danielle): J'ajouterais aussi

que, pour nous, compte tenu des deux premiers considérants créant la Commission qui nous disent bien que les Québécois et les Québécoises sont libres de déterminer leur statut politique et sont partie prenante à la définition de l'avenir, nous considérons que nous sommes en train, avec d'autres, de renégocier un nouveau contrat social. C'est ce que nous sommes en train de faire avec d'autres. Alors, nous essayons avec d'autres de dégager les orientations d'un projet constitutionnel, orientations économiques, culturelles, politiques, et nous considérons que, dans le texte qui a créé la Commission, déjà des orientations constitutionnelles économiques, politiques et culturelles sont présentes, auxquelles nous avons dit souscrire. Nous ne faisons ici que manifester notre volonté d'ajouter deux autres volets qui "priorisent" l'éducation, d'une part, et, d'autre part, qui tendent à constitutionnaliser le rôle des régions. Et notre volonté de constitutionnaliser le rôle des régions consiste aussi dans la cadre de cet énoncé d'intentions qui, pour nous, donne clairement et donne au peuple des Québécois et des Québécoises la souveraineté, c'est-à-dire font du peuple souverain celui qui peut négocier son contrat social. Alors, dans ce cadre-là, nous pensons que, sur cette base-là, notre but, en voulant constitutionnaliser le volet ou l'instance politique régionale, consiste aussi à faire contrepoids, c'est-à-dire à énoncer que, sur cette base-là, la souveraineté que le peuple va aussi déléguer à des instances supérieures vient d'abord des Québécois et des Québécoises qui acceptent de la déléguer à des instances de niveau supérieur parmi lesquelles on pourra introduire le système des contrepoids pour, je dirais, trouver une solution originale au problème de l'articulation du droit collectif individuel et ne pas laisser le citoyen, entre guillemets, nu devant le pouvoir d'État.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Gendron, 15 secondes.

M. Gendron: En 15 secondes, j'aurais aimé vous entendre rapidement. Puisque vous souhaitez que le Québec consente à des efforts très importants au niveau de la qualification de la main-d'œuvre, et de la recherche et du développement, croyez-vous que c'est possible, quand on sait que, actuellement, beaucoup de ces pouvoirs-là sont davantage à Ottawa au niveau de la formation professionnelle, en éducation post-secondaire, dans les budgets de recherche, entre autres, quand on sait que le gros des budgets est en Ontario? Est-ce que vous croyez que c'est possible que le Québec consente de plus grands efforts si on reste dans la même situation qu'on est?

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez donner une brève réponse?

M. Dionne: À cet égard-là, l'Université du Québec, comme réseau, a un mémoire qui plaide en faveur de l'intégration de ces pouvoirs-là et on y souscrit.

Le Président (M. Jean Campeau): Pour le bloc de questions suivant, nous avons huit demandes d'intervention et nous ne disposons que de dix minutes. Première intervention, M. d'Anjou, suivi de M. Proulx.

M. d'Anjou: Je remercie l'Université du Québec à Rimouski pour son excellent mémoire. J'imagine que la liberté académique donne le droit de se prononcer mais donne aussi le droit de ne pas se prononcer. Il y a des gens qui sont en cheminement, en réflexion, et qui ne se prononcent pas d'avance et qui veulent voir tous les enjeux avant de prendre une décision définitive.
(10 h 30)

Vous suggérez la tenue de forums sur des aspects particuliers, je pense par exemple au rôle politique d'une région relativement à son développement. J'imagine que l'UQAR a une expertise dans ce domaine-là: vous avez un département de développement régional. Vous parlez également d'un forum sur l'articulation des droits électifs et individuels. Là aussi, je crois qu'en éthique, vous avez une expertise. Ça aurait été intéressant que vous émettiez les principes de base qui nous guideraient en espérant qu'un forum vous permettrait d'aller plus loin, si c'est possible.

M. Dionne: M. D'Anjou, je voudrais vous remercier de votre question. Je voudrais vous dire qu'on réalise, comme citoyens et citoyennes, l'importance de la question qui est devant la Commission et le débat qu'elle suscite au Québec. C'est heureux que la Commission soit itinérante parce qu'elle aussi suscite, au niveau des régions, beaucoup de réflexions et que c'est un problème capital qu'il nous faut résoudre correctement. La suggestion qu'on y faisait, c'est qu'il puisse y avoir des extensions pour qu'on puisse tenir, dans les régions, des colloques sur ces thèmes-là. Mme Lafontaine, voudriez-vous ajouter quelque chose, s'il vous plaît?

Mme Lafontaine: Bien, sinon pour dire que la réflexion... On a évoqué ici, à cette Commission, la question de la décentralisation, mais aussi "régie", "gouvernement régional", "instance". Ce questionnement-là est très complexe.

Au-delà du mot définissant l'instance, je crois que c'est surtout le besoin: Qu'est-ce que ce mot recouvre? C'est le besoin d'avoir une instance de coordination qui va accroître l'efficacité de tous ces équipements culturels, sociaux, industriels ou autres qu'on a en région, mais dont les interfaces et les connexions ne sont pas faites de manière à en augmenter l'efficacité. Alors, la question du gouvernement

ou de l'instance, ne nous enfermons pas dans le mot, c'est la réalité de la chose qu'il importe de regarder de beaucoup plus près et, notamment, son interface avec le pouvoir des MRC et le pouvoir des municipalités. Toute la question de l'imputabilité et des modes électifs...

La question pose aussi le problème des réformes parlementaires, de la création éventuelle d'une instance qui serait la voix des régions au Parlement québécois. Ces questions-là demandent, bien entendu, des réflexions très attentives et très fouillées de la part d'un ensemble de partenaires.

M. d'Anjou: Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Deux points en particulier m'ont impressionné dans votre mémoire. D'abord, celui qui fait une analyse du Québec des régions. Je pense que c'est important de dire que trop peu de gens ou de groupes font cette analyse-là parce que le Québec, c'est limité aux deux communautés urbaines, pour beaucoup de gens au Québec. Alors c'est important qu'on dise ces choses-là même si elles ne sont pas belles à dire devant le déclin et ainsi de suite, particulièrement dans la réflexion que nous faisons tous ensemble, le monde rural, à l'heure actuelle, au niveau des États généraux.

L'autre, c'est votre association aussi de l'importance de développer un projet de société, associée, en fait, dans cette définition-là, de nouvelles politiques, de nouvelles sociétés politiques et constitutionnelles. Ma première question serait: Ne pensez-vous pas que si le Québec possédait – à titre d'expertise, vous avez quand même... Si Québec possédait tous ces leviers économiques, ne serait-il pas en meilleure posture pour définir justement, bien définir ce projet de société québécois?

Une voix: Écoutez...

M. Proulx: Quand je parle de posséder les leviers, je parle aussi de posséder l'argent, naturellement.

M. Dionne: J'aimerais que Mme Lafontaine commence la réponse, s'il vous plaît.

Mme Lafontaine: Je dirais qu'il y a certainement des limites au contrôle qu'on peut exercer sur des problèmes économiques qui sont structuraux. Et là, on ne peut pas contrôler nécessairement directement les forces économiques qui ont leur logique et qui nous mènent, qui circonscrivent des espaces mondiaux très complexes, sur lesquels on n'a pas directement de

prise. Mais à partir du moment où on instaure des unités d'action, où la coordination des actions est plus rationalisée, mieux circonscrite, mieux définie, le pouvoir indirect qu'on peut avoir par rapport à tous ces circuits d'échanges économiques, peut être très important. Je crois qu'il ne faut pas développer notre idée qu'on peut directement contrôler et qu'il serait même souhaitable de chercher à contrôler la mobilité des espaces économiques. Ce serait probablement risqué de le suggérer. Néanmoins, on peut faire beaucoup par des leviers de contrôle et de coordination.

M. Proulx: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Proulx. C'est maintenant au tour de M. Jean-Pierre Hogue. Je sais que M. Jean-Pierre Hogue comme ancien professeur d'université tient à parler à ses collègues. À vous, M. Hogue.

M. Hogue: Bonjour. Oui. Merci, M. le Président. Je trouve extrêmement rafraîchissante et intéressante la tenue, la qualité et des réponses et des questions. Mais les réponses... Et comme dans la région que nous avons visitée, jeudi dernier, Joliette, on voit toute cette force de ce que vous appelez la région. Que ce soit traité par des universitaires, je trouve ça nécessaire et personnellement je n'ai pas à parler au nom de la communauté mais en mon nom comme universitaire. Je vous remercie et je m'associerais facilement à vous.

Ceci dit, je vais faire un peu l'universitaire avec tous et vous présenter trois énoncés... Ça va Gérard? – Gérard est mon ange gardien, il est à ma gauche. Il y a la notion de décentralisation des pouvoirs et quand on parle de décentralisation des pouvoirs on implique deux notions: autorité et responsabilité. Ce n'est pas une notion facile. Vous abordez aussi la délicate question – et elle est revenue souvent – des droits individuels et des droits collectifs. À la réponse d'un des présentateurs, j'aurais à soulever la question du dirigisme et je sais que vous êtes capables d'y répondre. Le troisième volet se réfère à la commission communément appelée Parizeau, de notre collègue et mon ami, M. Parizeau. Les messages dans les régions étaient clairs: décentralisation, autonomie, souveraineté régionale etc., ce qui permettait innovation et créativité. Vous parlez de relativité. Est-ce que ceci se fait dans l'application, dans du blanc ou noir – qui vient avant la poule ou l'oeuf comme dans vos droits collectifs et droits individuels – ou ceci se fait dans une série de palliers acceptables et quasi inévitables lorsque la communication et la décision doivent se prendre?

M. Dionne: Vous avez une grande question, M. Hogue.

M. Hogue: Oui, mais vous pouvez y répondre vite.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Je ne vous demande pas un cours, là. Dites oui.

Des voix: Ha, ha, ha!

Des voix: Oui ou non?

M. Dionne: Mme Tremblay, vous avez l'esprit de synthèse plus développé, allez-y!

Mme Tremblay (Hélène): Ce qu'on avait dit – parce qu'on reprend finalement la question de la décentralisation – ce qui nous apparaît extrêmement important à l'heure actuelle, c'est de reconnaître l'objectif qui est posé lorsque toutes les régions viennent vous dire qu'elles veulent être décentralisées. L'objectif, en réalité, c'est de pouvoir se développer le plus rapidement et le plus harmonieusement possible où les régions se voient vraiment comme partenaires plutôt que de se voir parfois dans une relation dominant-dominé. Et c'est ça l'objectif poursuivi, et là nous en sommes à réfléchir sur les meilleurs moyens. Il faut remarquer que les moyens sont historiques d'abord; dépendre de l'état actuel de la société dans laquelle on vit; ils peuvent être différents dans 10 ans. Mais, dans le moment, la réflexion qui se fait à l'intérieur de la région, dans une reconnaissance – on n'a jamais senti dans la région qu'il fallait le développement endogène – mais pas un développement qui ferait en sorte que les centres des décisions administratifs nous laisseraient à nous-mêmes pour nous développer. On le comprend, il faut un partenariat de tous les acteurs dans ce dossier-là. L'objectif qu'on poursuit, je l'ai expliqué. Donc, on y réfléchit aux meilleurs moyens. Donc, les moyens sans de mur me surprendraient. Je pense qu'on a un peu épuisé les solutions sans de mur en disant: On va tout donner au municipal, au provincial, au régional. On n'en est pas là. Je pense qu'il faut vraiment voir les problèmes tels qu'ils sont et toujours se rappeler notre objectif et pour chacun des problèmes qu'on identifie, trouver la solution la plus efficace possible.

M. Hogue: ...à la Fédération...

Mme Tremblay (Hélène): Excusez, ce qui nous est apparu extrêmement important ici aujourd'hui... Notre présence elle se justifie à plusieurs titres. Comme université, comme groupe d'universitaires, on voulait vous faire savoir à quel point, pour nous, l'université en régions, on veut poursuivre notre rôle d'université parce qu'on joue un rôle peut-être plus – pas de comparaison disons – mais nous sommes convain-

cus de l'importance stratégique de nos missions en région, à la fois pour l'accessibilité à la connaissance mais aussi pour la recherche et le développement, l'avancement des connaissances et le support au milieu et donc le support au développement régional. Et je pense que ça explique très bien pourquoi on est ici; on voulait vous le faire savoir.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Tremblay. Malheureusement, le temps passe. Alors, le temps est écoulé pour votre audition. Mme Boisjoly, Mme Hélène Tremblay, Mme Lafontaine, Mme Suzanne Tremblay et M. Dionne, merci du temps consacré à faire avancer nos travaux.

(Suspension de la séance à 10 h 40)

(Reprise à 10 h 42)

Le Président (M. Jean Campeau): Les gens de la Table des priorités régionales de la municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup. M. Normand Provençal, si vous voulez nous présenter les gens qui vous accompagnent.

Table des priorités régionales de la MRC de Rivière-du-Loup

M. Provençal (Normand): Oui, M. le Président: d'abord, à mon extrême droite, M. Jean-Léon Marquis, maire de la ville de Rivière-du-Loup; M. Émilien Michaud, préfet de la MRC de Rivière-du-Loup; et M. Harold Lebel, du groupe communautaire Action Emploi, de Rivière-du-Loup.

Le Président (M. Jean Campeau): Une audience de 30 minutes, malheureusement, ce n'est pas long. Alors, vous avez cinq minutes pour votre mémoire. Et pour les questions, par la suite, c'est toujours... On semble bouleverser le monde, mais s'il y a moyen de répondre rapidement, ça nous permet de passer plus d'intervenants.

M. Provençal: Parfait!

Le Président (M. Jean Campeau): À vous, M. Provençal.

M. Provençal: MM. les coprésidents, Mmes et MM. les commissaires, notre mémoire est, en soi, une réflexion sur notre volonté et notre capacité d'assumer la responsabilité du développement régional sur notre territoire. Après avoir constaté les difficultés de la double juridiction, de la centralisation de l'administration publique, du manque d'adaptation des programmes gouvernementaux aux caractéristiques des régions, après avoir constaté le sentiment commun d'un partage

inéquitable des ressources dans les différentes régions du Québec et que, dans le fond, la conception et la gestion des programmes échappent aux intervenants des régions, après avoir constaté que la création de structures de développement économique est trop souvent mal pourvue de ressources financières et qu'à la limite le pouvoir régional doit se résigner parfois à créer des crises pour obtenir des résultats, il nous est apparu essentiel de livrer à la Commission des recommandations qui démontrent clairement que les intervenants locaux veulent prendre en charge et sont prêts à assumer la responsabilité de leur développement régional.

Alors, voici les six recommandations: d'abord, la fin de la double juridiction en matière de développement régional et la reconnaissance du gouvernement du Québec comme seul responsable de la politique de développement régional; la reconnaissance du rôle essentiel des MRC comme interlocuteurs privilégiés et responsables de la planification du développement économique régional sur leur territoire. Il faudrait, par ailleurs, prévoir des moyens de financement nécessaires à l'exercice de ce rôle; la création d'une structure de coordination des implications gouvernementales, au minimum pour chaque région administrative. Cette structure serait composée des MRC, des députés, des directions générales des ministères et des intervenants socio-économiques. Le redécoupage des circonscriptions électorales en vue de respecter les limites territoriales des MRC composantes et assurer ainsi la cohérence administrative et politique des régions. Il est essentiel, selon nous, que toutes les municipalités d'une MRC appartiennent à la même circonscription électorale. Cinquièmement, l'implantation des services gouvernementaux reliés aux caractéristiques de la MRC dans l'optique d'une décentralisation modulée de l'administration publique. Et enfin, la création d'un mécanisme permettant que soit pris en considération l'impact sur le développement régional des lieux d'implantation des infrastructures et des services gouvernementaux.

Nous avons transmis ces moyens concrets pour en arriver à ce que chaque région puisse trouver elle-même les solutions qui répondent le plus à ses besoins spécifiques.

Et, en conclusion, nous prétendons que le développement accru des pouvoirs régionaux permettra d'ajuster plus adéquatement les volontés et les capacités de renforcer tout le Québec. Dans cette optique, nous tenons à être partie prenante des grands choix qui toucheront la vie économique de notre région. Voilà, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Provençal. Première intervention, Mme Louise Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. C'est

donc très clairement que vous affichez votre recommandation, soit celle d'un seul gouvernement responsable des politiques de développement régional et, pour vous, ce gouvernement doit être celui du Québec. Et vous recommandez que le moteur, le levier soit confié aux MRC. Vous avez certainement, peut-être, pris connaissance des recommandations contenues par exemple dans le mémoire du CRD Bas-Saint-Laurent qui recommande un gouvernement régional. La ville de Matane, qui vous a précédé, parlait plus d'un office de développement régional. Moi, je vais vous demander, d'abord, pourquoi les MRC? Et puis comment vous verriez, finalement, ce rôle consolidé? Et, d'autre part, dans votre mémoire, vous nous dites: Le pouvoir régional, actuellement, doit malheureusement se résigner à créer des crises pour obtenir des résultats. Et vous nous en citez un certain nombre. Et on aurait pu peut-être dire aussi: Est comme obligé de plaider sa misère pour arracher des exceptions, des dérogations, des exemptions aux politiques-critères gouvernementales, politiques nationales, finalement.

Et j'ai le goût de vous renvoyer la question suivante - elle était posée d'ailleurs à une émission de Radio-Québec dernièrement, qui s'intitulait "L'Est du Québec, l'est de Montréal, le même problème, même combat" en fait c'est à peu près ça - mais qui décrivait bien une situation, d'ailleurs reprise dans toutes les études du Conseil des affaires sociales où, finalement, ce n'est pas Montréal contre les régions. C'est une certaine conception du développement partout au Québec qui fait que dans certains quartiers de grandes villes, comme dans des zones rurales, il y a une réalité de sous-développement et que cette réalité s'exprime dans votre région. Six MRC parmi les plus défavorisées au Québec et une qui est parmi les plus favorisées, Rimouski-Neigette. Vous allez me dire: une sur sept. Mais il y a quand même cette réalité-là, ambivalente dans votre région. J'aimerais vous entendre là-dessus.

M. Provençal: Vous soulignez le problème que vit la ville de Montréal. L'année dernière, au Forum national de l'emploi, j'ai participé à un atelier qui disait exactement la même chose, et ça m'a un peu éveillé à différents aspects. On mentionnait qu'un quartier de la ville de Montréal avait 100 000 de population et qu'il y avait 25 % de chômage. Or, c'est 25 000 personnes qui étaient sur le chômage. Quand on regarde dans nos régions, où il y a environ 15 % mais répartis sur tout un territoire, ce n'est pas une problématique qui est semblable, mais il y en a une quand même dans les deux. Et on essaie, je pense, le plus possible, de résoudre ces problèmes-là, à notre façon. Dans notre région, je pense que ce qui est important c'est de voir nos ressources, toutes nos ressources humaines, physiques, nos ressources premières, de bien les

analyser et de composer avec celles-là pour prendre notre place au niveau du développement régional. Et quand je dis, prendre notre place, c'est que... Quand on dit aussi la MRC, la MRC c'est la première unité de concertation vraiment maillée. Ils ont déjà fait l'exercice d'un schéma d'aménagement. L'environnement est déjà... La MRC s'occupe de plus en plus d'environnement parce que le gouvernement lui donne des tâches de plus en plus vers ça. Et on sent que cette première unité de concertation peut agir encore plus qu'elle peut agir. Et, dans ce sens-là, on lui reconnaît la planification du développement régional.

Et, en second lieu, au minimum, dans les régions administratives, on dit qu'il y aurait une structure de coordination qui pourrait coordonner tout ça. Comme un peu Mme Côté le mentionnait tout à l'heure au niveau de l'Université du Québec, on ne veut pas prendre tous les pouvoirs en régions, comme il ne faudrait pas nécessairement donner tous les pouvoirs au gouvernement. Il faut bien partager ça. Mais ce qui est important selon nous de dire à la Commission aujourd'hui, c'est qu'on est encore plus prêts à assumer ces responsabilités-là. On a la volonté de le faire et je pense qu'on a de plus en plus la capacité de le faire. On ne dit pas que c'est dans l'espace de six mois ou d'un an qu'on va réaliser pleinement cette "assumption", mais dans le temps, si effectivement il y a des montants, des responsabilités qui sont transférées aux MRC, je pense qu'on est prêts à les assumer de plus en plus.

Le Président (M. Jean Campeau): Prochaine intervention: M. Roger Nicolet, suivi de MM. Ouellet et Beaumier, si nous avons le temps.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais, bien sûr, profiter de l'occasion pour saluer mes collègues de la MRC de Rivière-du-Loup. J'aimerais aussi, bien sûr, les féliciter du travail considérable qu'ils ont accompli par le biais de la Table des priorités régionales, dans un contexte extrêmement difficile. Ils ont prouvé qu'un milieu qui se reprenait en main pouvait faire avancer des dossiers même dans des situations qui, parfois, étaient fort difficiles.

Vous me permettez de vous adresser une question, en particulier sur votre deuxième recommandation, où vous traitez des structures de coordination au niveau de la région administrative. Est-ce que, dans la perspective que vous esquissez, il s'agit de conférer à ce palier un pouvoir exécutif ou s'il s'agirait essentiellement des instances consultatives?

M. Provençal: C'est nettement plus, pensons-nous, que des instances consultatives. On pense que les MRC qui deviendraient interlocutrices privilégiées et responsables de la planification de leur développement économique, déjà là,

auraient assez... je dirais – pour employer le terme, "tranchant" – de tranchant pour arriver à une structure de coordination et à parler avec toute la confiance qu'il faut pour prendre des décisions, avec d'autres, dans la région administrative, parce qu'on parle de chaque région administrative et on veut inclure le plus de monde possible dans ces décisions-là. Quand on parle de coordination, pour moi, c'est plus que de la consultation, c'est vraiment des décisions de coordination.

M. Nicolet: Est-ce que ce palier serait imputable? Est-ce qu'il aurait un caractère électif? Parce que nous avons eu un certain nombre de recommandations qui nous ont été faites, par l'AQORCO, en particulier, de considérer, de constituer, au niveau de la région administrative, un palier d'élus, en quelque sorte, qui seraient finalement imputables à leur population. Est-ce que c'est dans ce sens-là que va votre proposition?

M. Provençal: Bon, ce ne sont pas que des élus. Quand on parle des MRC, c'est, bien sûr, des députés qui sont des élus, mais on parle aussi des directions régionales des ministères en région et des intervenants socio-économiques. Il y a l'aspect des directions régionales des ministères, pour moi, qui est extrêmement important, par rapport à votre question, parce qu'on a à se rapprocher de l'administration publique ou l'administration publique a à se rapprocher des régions. Alors, dans ce sens-là, on dit: Pour moduler cette administration publique, faisons venir en région les ministères qui collent à la région, et là, on va discuter avec eux de nos problèmes. Idéalement, on pourrait avoir tous les bureaux des ministères dans chaque région, mais on sait que c'est idéal, que c'est utopique aussi. Mais si on veut vraiment être très concret, jouer notre rôle dans notre milieu, c'est de jouer aussi avec des acteurs qui s'appellent "des directions régionales" et ce n'est pas nécessairement des élus. Ce sont des fonctionnaires, mais des fonctionnaires qui ont été nommés ou qui sont venus dans les régions et qui collent à la réalité des régions.

M. Nicolet: Vous envisagez de partir des CRD actuels, finalement. Si je comprends bien, le tour de table que vous proposez serait bâti à partir de CRD actuels et vous y adjoindriez des fonctionnaires.

M. Provençal: Avec des nuances. Peut-être que M. Lebel pourrait répondre à cette question.

M. Lebel (Harold): Ça peut être ça. Il existe beaucoup de structures, présentement, et on le dit souvent. Dans le dédoublement, on parle autant des structures fédérales que provinciales. Je pense qu'il y a un ménage à faire. Puis, il ne

s'agit pas de rejeter certaines structures mais de voir, en somme que, entre autres, au niveau des sommets économiques, il y ait une structure régionale qui va au suivi du sommet. Il s'agit pour nous d'organiser cette structure-là comme il faut et de lui donner un mandat précis, pas la dédoubler avec d'autres structures. On parle d'une structure de coordination qui pourrait être à partir de celle du CRD et du suivi des sommets économiques. Aussi, tout nouveau, le rajout des commissions régionales de l'emploi, qui sort du Forum pour l'emploi, qui pourrait aussi s'ajouter à ça.

M. Nicolet: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jean-Claude Beaumier.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Moi, comme élu municipal bien entendu, je suis intéressé par les MRC et le développement régional. Dans votre mémoire, il y a des questions qui me sont venues à l'esprit et je n'ai pas trouvé de réponse. Entre autres, dans votre quatrième recommandation, vous dites: Le redécoupage des circonscriptions électorales en vue de respecter les limites... Pour abrégier le temps, je ne continuerai pas, je vais simplement poser la question: Est-ce que vous faites appel à de nouvelles MRC? Parce qu'on sait qu'il y a des MRC qui regroupent peut-être trois ou quatre comtés et que le dossier des MRC qui prennent dans d'autres comtés ou qu'il y a des comtés qui sont divisés en deux MRC. Est-ce que vous faites appel à de nouvelles MRC? C'est ma première question.

La deuxième: Quand on sait que, dans plusieurs MRC actuellement, le problème de financement est un problème, quel mode de financement apportez-vous dans les MRC? Est-ce encore une répartition? Ce mode de financement-là amène des iniquités, en ce sens que la représentativité par le vote n'est pas toujours selon ce qu'on paie à la contrition, mais dans votre proposition que vous faites, qu'est-ce qui arriverait de ça?

M. Provençal: Pour ce qui est des circonscriptions électorales, ce ne sont pas les MRC qu'on veut redécouper, c'est vraiment les districts électoraux ou les circonscriptions électorales. Tout ça dans le but d'être très cohérent; qu'il n'y ait pas, comme ça se passe dans notre région, un comté électoral, c'est-à-dire une MRC et demie ou deux MRC et trois quarts dans un comté. Alors, s'il y a trois MRC dans un comté, il faudrait que le comté soit modifié en fonction de cette géographie-là, tout simplement.

Pour ce qui est de votre autre question, là vous allez m'excuser, j'étais trop concentré.

M. Beaumier: Le financement.

M. Provençal: Au niveau du financement, on voit ça carrément comme un transfert des sommes d'argent gouvernementales, parce qu'il y a un transfert de pouvoir et un transfert d'argent pour exercer ce pouvoir-là. Ce n'est pas un pouvoir de taxation additionnelle.

M. Beaumier: Ça va, M. le Président. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Il me fait plaisir de vous rencontrer ce matin et j'ai particulièrement apprécié la lecture de votre mémoire. Je vais vous expliquer un peu pourquoi et je vais vous avouer des choses un peu naïvement, même si je sais que probablement d'autres autour de la table vont essayer de récupérer ça pour me taper dessus après. Mais ça ne me fait rien, je vous le dis pareil. Je vous l'ai dit, je suis naïf.

Dans mon caucus, souvent, il y a des ténors qui se font aller plus fort que d'autres et il y en a un entre autres qui défend fortement les régions tout le temps. C'est Henri Paradis qui nous crie toujours: Les régions! Vous oubliez toujours les régions. Puis, je vais vous avouer que, des fois, ça m'agaçait un peu. Vous savez, il est toujours avec ses régions et Farrah qui embarquait derrière et Mme Hovington. J'ai dit: Écoutez, les régions, c'est quoi votre problème? Et en faisant le tour, parce que, à Saint-Hyacinthe, à Joliette et un peu partout, on nous ramène toujours le même problème: le besoin de pouvoirs dans les régions et de décentralisation et les problèmes qui sont rencontrés aussi à cause de la concentration dans les grands centres versus les régions. Pour moi, c'est une sensibilité nouvelle. Je viens de Laval où on a la misère assez confortable, alors ce sont des questions qu'on se pose moins.

Ceci étant dit, dans votre mémoire je retiens un aspect particulier. D'abord, une remarque préalable: il y a une MRC qui semble plus riche que les autres ici, on en a fait état tout à l'heure. Est-ce que c'est dû au fait que les organismes et les instances politiques décisionnelles ont été centralisés là ou quoi? C'est un peu le chef-lieu de la région, je pense, Rimouski. Alors, est-ce que cette concentration-là n'a pas favorisé cette région au détriment des autres? Est-ce que c'est ce que je dois comprendre?

M. Provençal: Sur les six MRC qui composent l'est du Québec, effectivement la région de Rimouski est particulièrement plus riche. La ville de Rimouski comme telle est un pôle important pour tout l'est du Québec. C'est la ville de Rimouski, je pense, qui amène cette richesse-là de façon particulière, malgré que la MRC Les Neigettes, si je me souviens - je pense

que c'est ça le nom – a aussi ses problèmes au niveau de son monde rural – qu'on pense à Coalition urgence rurale – et ça inclut toutes les MRC.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien. Mon autre question est la suivante. Comme vous, je suis tout à fait d'accord avec cette décentralisation qu'on veut vers les régions et plus ça va, même, plus je suis d'accord. La question que ça me pose est: Comment va-t-on organiser le Québec de demain? Est-ce qu'il va être bâti à partir du cumul des pouvoirs des régions ou si on va partir d'un pouvoir central pour aller vers les régions? Comment voyez-vous ça?

M. Provençal: Bien, je pense que quand on parle de développement régional et que ça s'articule sur une réalité québécoise de développement régional, parce que quand on parle d'une politique, ça peut être en fonction d'un territoire donné, aussi par rapport à d'autres pays que le développement régional devrait être axé vers et quels sont les moyens qu'on doit se donner.

Si une partie de ça est transférée au pouvoir au niveau de leur planification, pour nous, ça deviendra plus efficace. En fin de compte, c'est globalement un développement régional plus efficace qu'on veut. La société de demain par rapport au développement économique régional, c'est une société peut-être qui va se donner les moyens pour que tous ces gens puissent participer avec leurs moyens au développement du Québec, mais de façon plus articulée et de façon plus responsable aussi.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien. Est-ce qu'on a le temps pour d'autres questions?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, allez-y. Mais je pense que votre collègue avait une question.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui. J'avais mon collègue, M. Farrah, qui avait une question, oui. Allez-y.

M. Farrah: Je vous remercie, M. le Président, mais c'est un peu dans le même sens que mon collègue des Mille-Îles et dans le même sens que Mme Harel également. C'est que justement, je pense qu'il faut être conscient qu'on peut exiger la décentralisation et je pense que c'est une bonne chose, sauf qu'il faut la faire adéquatement parce que, en centralisant dans la région, on peut régler une partie du problème, mais je ne pense pas qu'on règle la totalité du problème. L'exemple de concentrer à Rimouski, et je n'ai rien contre ça, loin de là, et tant mieux s'ils se sont développés, sauf qu'il y a un constat qu'on doit faire: Rimouski s'est très très très bien développé et les régions avoisinantes ou les MRC avoisinantes connaissent le même sort

qu'elles connaissent auparavant.

Je pense que c'est une constatation qu'il faut faire. En décentralisant, il faut s'assurer également qu'on ne concentre pas dans un seul pôle au détriment des autres MRC ou des autres régions avoisinantes.

M. Provençal: C'est pour ça d'ailleurs qu'on parle de structures de coordination pour élargir un peu plus par rapport à chaque MRC. Je suis bien d'accord avec ça.

Il y a peut-être M. Michaud qui pourrait renchérir.

M. Michaud (Émilien): Monsieur, je pense aussi qu'il y a une autre chose. Tout d'abord, ça dépend d'une volonté politique qu'il peut y avoir au niveau du Québec ou des gouvernements supérieurs de décentraliser certaines choses. Par exemple, on disait que Rimouski, et on n'a rien contre, bien entendu, est la métropole du Bas-Saint-Laurent. Donc, ils ont eu des retombées positives que nous, des régions extérieures, on n'a pas eues. Je crois que notre développement économique est plus lent pour des raisons comme ça.

Donc, la volonté des gouvernements supérieurs ou du gouvernement du Québec peut-être de faire certaines décentralisations au niveau des régions qu'on appelle ici 01 et qui seraient les bienvenues dans notre MRC en tout cas.

M. Farrah: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Michaud. Bien, M. Marquis, M. Michaud, M. Provençal, M. Lebel qui représente la Table des priorités régionales de la MRC de Rivière-du-Loup. Merci de votre apport à l'avancement de nos travaux sur l'avenir du Québec.

Le prochain intervenant est l'Association du Parti libéral du Québec des Îles-de-la-Madeleine.

(Suspension de la séance à 11 h 5)

(Reprise à 11 h 6)

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que c'est M. Marcotte qui fait la présentation?

Une voix: C'est M. Sumarah.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, bienvenue M. Sumarah. Vous êtes accompagné de M. Marcotte puis, je le pense bien, de M. Farrah. Alors, vous avez cinq minutes pour votre présentation.

Association du Parti libéral du Québec des Îles-de-la-Madeleine

M. Sumarah (Robert): D'abord, merci

beaucoup, au niveau de l'Association du Parti libéral du Québec des Îles-de-la-Madeleine et aussi au nom de tous les Madelinots, de nous entendre ici aujourd'hui. Je me permets tout de suite de vous donner une petite description des Îles un peu poétique. On y va comme suit: Baignées de tous côtés par la mer, détachées de toute attache terrestre, marquées par des contacts et des affinités avec les provinces maritimes, fières également d'être un paradis touristique québécois que plusieurs d'entre vous ont possiblement visitées, symbole de tolérance où vivent côte à côte anglophones et francophones, les Îles-de-la-Madeleine, c'est un peu tout ça et plus encore, vous le comprendrez.

Les combats que nos pêcheurs d'hier et d'aujourd'hui livrent à la mer nous ont peut-être appris qu'une barque qui sait où elle va ou qui cherche à savoir où elle va doit d'abord être solide. Pour les gens des Îles-de-la-Madeleine, il importe que l'équipage prépare une course qui saura parer vents et marées. Habitué que nous sommes à faire reconnaître les droits d'un petit nombre, nous continuons d'affirmer que, aux Îles-de-la-Madeleine, il y a un petit quelque chose de pas pareil. Voilà pourquoi nous vous offrons quelques éléments de réflexion qui, à notre avis, ne doivent pas être négligés, et dont les débats feront ou pas du Québec une société avec un statut différent de ce qu'il est aujourd'hui. En effet, le Québec s'apprête à vivre au cours des prochaines années d'importants changements qui auront pour but de définir clairement les aspirations des Québécoises et Québécois quant à leur statut politique.

Étant donné le contexte que vous comprendrez particulier des Îles-de-la-Madeleine sur l'échiquier politique québécois, l'Association locale du Parti libéral du Québec aux Îles est passée à l'action en effectuant une consultation qui nous permettra de défendre, nous l'espérons bien, adéquatement les intérêts de la population de l'archipel. À ce sujet, nous avons rencontré des intervenants oeuvrant dans les secteurs suivants: la pêche, bien évidemment, le transport qui est névralgique, le tourisme. Également, nous avons rencontré des gens du milieu économique et puis du milieu municipal.

Ceci dit, aujourd'hui, par manque de temps un peu, nous cernerons surtout les problèmes particuliers ou les questions particulières concernant le domaine de la pêche, que je vais traiter. Par la suite, M. Marcotte, à ma droite, traitera du secteur transport.

Tout de suite, on y va avec le secteur des pêches, si vous le voulez bien. Vous comprendrez que c'est une activité de toute première importance pour les gens des Îles-de-la-Madeleine par son aspect traditionnel et économique. En effet, plus de la moitié de la population des Îles vit de cette activité, que ce soit à titre de pêcheur ou de travailleur d'usine. Il importe donc que toute éventuelle modification du statut politique du

Québec tienne en compte les particularités de l'archipel madelinot. Lorsqu'on parle de la ressource pêche, on parle de deux espèces. On parle de l'espèce sédentaire lorsqu'on parle des mollusques et crustacés, mais également on parle des espèces qu'on dit migratoires. Je vous en nomme quelques-unes: la plie, la morue, le sébaste, le maquereau, le hareng, etc. Pour ce qui est des espèces sédentaires, les inquiétudes des pêcheurs madelinots et de l'Association des pêcheurs sont moins fortes, parce que gérées localement. Rien ne nous empêche de croire que, dans un Québec ayant sa pleine juridiction dans le domaine des pêches, il en serait autrement. Par contre, il en va tout autrement des espèces dites migratoires. Comme nous le savons, ces espèces parcourent les différentes régions du golfe Saint-Laurent, obéissant ainsi aux lois naturelles de leurs espèces. De cette façon – et c'est là la pierre angulaire du domaine des pêches – ces ressources deviennent accessibles à plus d'une province. Donc, étant donné notre situation géographique toute particulière, nous aimerions vous sensibiliser au fait suivant. Advenant un changement politique ou un changement de statut politique, il nous faut nous assurer que des négociations soient entreprises le plus rapidement possible, avec les provinces Maritimes, afin de voir au partage équitable de la ressource disponible.

Ces négociations, très importantes, vous le comprendrez, devront permettre au Québec d'avoir accès aux zones de pêche actuelles et, également, à la zone de 200 milles. Le résultat de ces négociations s'avère vital pour le Québec et vous comprendrez pourquoi. Car le non-aboutissement de cette période de négociation aurait pour effet de nous placer dans une position de faiblesse devant les pêcheurs de l'Est du pays.

Cette position de faiblesse – je l'explique comme ceci – sera attribuable au fait que la décision finale, quant à l'issue des pourparlers, appartiendrait à une cour internationale qui, elle, porte ses jugements sur nos performances historiques en matière de pêche. Maintenant, nos performances historiques en matière de pêche pour le Québec, dans les pêches qu'on dit des Maritimes, c'est 7 % des pêches des Maritimes. Les Îles-de-la-Madeleine comprennent seulement 3 % de ces 7 %. Vous imaginez à quel point serait réduit notre valeur en termes de performance historique. En tenant compte de cette éventualité, nos pêcheurs seraient confinés à des zones des pêches très réduites, ce qui aurait un effet néfaste sur l'économie locale ainsi que sur le mode de vie de ses habitants.

Pour ce qui concerne les pêcheurs madelinots, habitués à des alliances avec les pêcheurs des Maritimes, un changement constitutionnel majeur peut présenter certains risques. Dans le but de conserver une certaine équité dans le partage des prises, les autorités gouvernementales québécoises devront mettre de l'avant des

mécanismes de gestion permettant aux pêcheurs madelinots d'aller chercher leur juste part. D'autre part...

Le Président (M. Jean Campeau): Il vous reste à peine 15 secondes. Est-ce que vous pouvez passer aux conclusions?

M. Sumarah: Dans le domaine des pêches? En totalité?

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être que vous pouvez trouver le moyen, en répondant aux questions, de terminer votre exposé.

Une voix: D'accord.

M. Marcotte (Yves): D'accord. Finalement, c'est que l'Association du Parti libéral des Îles a voulu, je pense, au nom des Madelinots, vous présenter certains éléments qui devront nécessairement être considérés lors de futures négociations constitutionnelles. Ce que nous souhaitons, par notre démarche, finalement, c'est de permettre que tous les comtés du Québec ne puissent subir aucun préjudice face à un changement de statut politique. Donc, les préoccupations de l'ensemble des régions du Québec devront être enchâssées dans toute nouvelle entente constitutionnelle. C'est la conclusion à laquelle on en vient, nous, membres de l'Association libérale des Îles.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous remercie, M. Marcotte. Nous allons maintenant passer aux questions. Première intervention, M. Lucien Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Je voudrais vous souhaiter la bienvenue à la Commission. Je suis très heureux également de vous voir ici puisque vous serez peut-être la première instance de votre formation politique à pouvoir vous exprimer sur l'avenir du Québec. On pourrait peut-être aujourd'hui même commencer à vous en donner l'occasion.

Votre mémoire est intéressant parce qu'on sent qu'il est poussé par un vent du large. Il a un côté fraîcheur qui est très, très particulier. Et, en particulier, il me semble que c'est un mémoire qui se situe dans une période postsouveraineté. Vous vous posez des problèmes qui seront à régler au lendemain de la souveraineté du Québec et vous vous dites: Nous, les Madelinots, quels sont les problèmes que nous aurions à régler, advenant que, la veille, le Québec aurait fait sa souveraineté? Est-ce que je me trompe ou si c'est...

(11 h 15)

M. Marcotte: C'est ce qui a été posé lorsqu'on a fait... Parce que, nous, on dit: On va y aller avec une démarche démocratique, on va rencontrer différents intervenants, dans dif-

férents secteurs, aux Îles-de-la-Madeleine. Ce qu'on leur a posé comme question – parce qu'au niveau de l'Association comme telle, la démarche, c'est qu'on a formé un comité constitutionnel – ces gens-là se sont posé la question: Bon, c'est sûr qu'on n'accepte pas le statu quo comme on l'a connu... Il y aura d'éventuels changements politiques au Québec. Ce qu'on a dit: Bien, on va aller du côté des intervenants dans les principaux secteurs concernés aux Îles et on va leur poser la question: Bon, qu'advierait-il, quelles seraient vos préoccupations majeures advenant un changement de statut politique au Québec? On n'a pas parlé de souveraineté, on n'a pas parlé de Confédération ou de superstructure. On n'a pas envisagé un mode de changement de statut politique, mais on sait qu'on se dirige – de toute façon le titre du mémoire nous le dit quand même assez bien – on parle des Îles-de-la-Madeleine, un Québec en changement; mais je veux dire, ça n'a pas été posé comme question, comme vous semblez le dire.

M. Bouchard: Non, non je comprends.

M. Marcotte: Si la souveraineté du Québec... On n'a pas posé ça.

M. Bouchard: Non, c'est ça. Mais vous vous placez dans une situation postérieure à un changement de statut politique qui aurait doté le Québec d'une zone de 200 milles, par exemple, dans ces rives maritimes.

M. Marcotte: Disons. C'est parce que l'inquiétude du milieu qu'on veut faire souligner dans le sens qu'admettons...

M. Bouchard: Je comprends, vous voulez maintenir les droits de pêche?

M. Marcotte: ...que les gens accèdent à la souveraineté au Québec on parle maintenant de barrière maritime; on parle de frontières maritimes. C'est à ça qu'il faut faire attention. Parce qu'on a découvert avec les intervenants des pêches que notre rapport de force était quand même assez réduit en raison qu'il n'y a pas entente avec les provinces maritimes quant au partage de la ressource. C'est une cour internationale qui va trancher et on représente aux Îles 3 % seulement du rapport historique des pêches.

M. Bouchard: Donc, rapport historique; donc, rapport qui existait sous la Fédération?

M. Marcotte: Oui.

M. Bouchard: Qui existait déjà. C'est donc la Fédération qui a fait en sorte... C'est le fédéralisme qui a fait en sorte qu'une part si minime de la richesse des pêches... Et ça nous place devant un problème que nous aurions à

résoudre si jamais au lendemain de la souveraineté il fallait renégocier notre part de la richesse maritime, de la richesse des pêches.

Une voix: Absolument, oui.

M. Bouchard: Vous vous posez la question. Vous savez que ce n'est pas uniquement un tribunal, ce n'est pas forcément un tribunal international qui aurait à trancher la question. Par exemple ...

M. Marcotte: S'il y a non-entente.

M. Bouchard: Non, non, mais en l'absence d'entente. Vous avez, par exemple, dans le cas des îles Saint-Pierre et Miquelon... La France a un problème de répartition des territoires de pêche avec le Canada du fait de l'attribution réciproque des zones de 200 milles. C'est un conseil d'arbitrage qui a été formé, c'est un conseil d'arbitrage ad hoc qui a été formé. Donc, il pourrait y avoir une certaine marge de manœuvre. Mais comme vous dites, un Québec souverain devrait faire respecter la zone de 200 milles et à ce moment-là conclure un accord ou sinon obtenir un jugement d'un tiers pour déterminer cela. Donc, vous vous êtes posé la question; vous avez essayé, si je comprends bien, de faire la liste des difficultés qu'il y aurait à résoudre dans le cas où le Québec accèderait à la souveraineté. C'est l'optique dans laquelle vous vous êtes placés?

M. Marcotte: À un changement.

M. Bouchard: Enfin, un changement qui ferait que ces questions-là se poseraient?

M. Marcotte: Mais qu'il faut identifier comme tel, soit souveraineté ou autres.

M. Bouchard: Mais c'est un changement radical que vous envisagez puisqu'il est question de transport entre des territoires différents; il est question d'une zone de 200 milles. Ça ressemble étrangement à un changement de statut souverain ça?

M. Farrah: Ce qu'on dit, M. Bouchard, ça, c'est effectivement plus une question stratégique aussi à ce moment-ci. Nous, on ne veut pas que des décisions soient prises sans, en fin de compte, qu'on tienne compte des conséquences qui peuvent surgir après. La question que je me pose, et c'était le but aussi de l'association de faire le constat des îles et d'éclairer la Commission afin d'éventuellement donner des hypothèses au gouvernement; alors à ce moment-là de s'assurer que, peu importe la décision qui soit prise, elle ne soit pas néfaste et négative pour les îles et pour l'ensemble du Québec ...

M. Bouchard: Juste un mot pour terminer ...

M. Farrah: ...alors, dans ce sens-là, vous avez cité tantôt Saint-Pierre et Miquelon et je pense que c'est un exemple parfait. Il faut prévoir avant et non pas après. C'est dans ce sens-là je pense qu'on veut intervenir.

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes, M. Bouchard.

M. Bouchard: Juste un mot. Moi, je trouve ça intéressant parce que c'est très positif. Vous ne dites pas: Ne changeons pas le statut politique trop radicalement parce que ça va y créer des problèmes. Ce que vous faites c'est que vous dites: Voyons quels sont les problèmes qu'il y aurait. Et vous proposez des solutions.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Holden.

M. Holden: Dans l'esprit de collaboration qui existe chez nous cette semaine, j'aimerais céder mon temps à M. Libman.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons faire exception aux règles de la présidence pour cette fois-ci et permettre à M. Libman d'utiliser votre temps.

M. Libman: L'important c'est de travailler dans une équipe, M. le Président. Vous dites à la page 1 de votre mémoire aujourd'hui: Advenant un changement de statut politique il nous faut s'assurer que les négociations soient entreprises le plus rapidement possible avec les provinces maritimes afin d'avoir un partage équitable des ressources disponibles. Vous dites aussi à la page 4: Nous proposons que la libre circulation des liens des personnes soit maintenue sous sa forme actuelle. Et à la page 5: Il est primordial qu'aucune barrière tarifaire ne fasse obstacle aux échanges avec les Maritimes.

Alors, pour continuer un peu l'optique de M. Bouchard, je sais que vous ne voulez pas vous prononcer sur le choix constitutionnel du Québec, mais à la lumière de vos affirmations et à cause de la situation fragile de vos régions, n'êtes-vous pas prêts à admettre que la souveraineté n'est pas un risque énorme ou beaucoup plus difficile pour votre région? Les négociations économiques entre le Québec et le Canada seront longues, émotives et pourraient facilement même échouer. Et tout ça, en effet, si le reste du Canada reste intact. Alors, c'est ma question: N'êtes-vous pas prêts à admettre que la souveraineté est un risque trop énorme pour votre région?

M. Farrah: Moi, au niveau de la souveraineté comme telle, je pense que la question qu'il faut se poser et la crainte des négociations

qu'on a mises de l'avant — et là, je parle plus personnellement, je ne veux pas mettre en cause l'Association, je ne veux pas mettre en cause le parti, loin de là... Je pense qu'on est en train de réfléchir si c'est une bonne chose. Sauf que la référence historique des négociations, au Québec, et notamment au cours des 30 dernières années, et l'échec de Meech qui va encore plus loin parce que c'est quand même renier la signature, alors, ça, à mon point de vue, c'est quelque chose de très très grave.

Alors, dans cette perspective-là, en analysant le passé, c'est sûr que, s'il y a des décisions radicales qui sont prises, moi, je ne suis pas certain — et je dis ça bien personnellement — qu'on va pouvoir aboutir de façon correcte, avec beaucoup de cohésion, à une négociation. Alors, le chemin, et c'est stratégique, le chemin qui sera pris pour y arriver, il faudrait s'assurer qu'il n'y ait pas trop d'impacts négatifs pour notre région. Et c'est ça, la lumière qu'on veut faire rejaillir un peu de la situation qui existe aux Îles. Nous, on ne rejette aucune option, mais il faut quand même se mettre dans le contexte politique actuel, à l'effet qu'il ne faudrait pas non plus avoir une position de se mettre à genoux et de prier. Écoutez, alors, tout peut arriver, compte tenu de l'histoire des négociations. Et tant mieux si ça change, on le souhaite tous. Cependant, compte tenu de l'histoire, si, évidemment, on arrive avec une position très dure parce qu'on n'aura pas le choix, il y a peut-être des conséquences négatives pour le milieu. Alors, c'est important que la Commission se penche là-dessus, pour s'assurer que l'impact soit le moins négatif possible et, au contraire, le plus positif possible.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Farrah. Le temps est maintenant écoulé. Je vois deux intervenants qui voudraient bien parler. Alors, à même le temps de la présidence, on va demander à M. Ouellet, d'abord, et à M. Larose, ensuite...

M. Ouellet: M. le Président, je vous remercie. Je voudrais souligner l'apport de votre mémoire à nos travaux. Évidemment, je ne peux pas l'étudier de façon isolée. Je l'ai étudié en parallèle avec celui qui est présenté par le Parti québécois des Îles-de-la-Madeleine. Alors qu'eux pensent que ce sera tout beau, tout merveilleux et qu'ils ne trouvent absolument aucun problème, vous nous soumettez une série de conditions qui m'apparaissent absolument importantes pour vous, les Madelinots, afin, comme vous le dites, de ne subir aucun préjudice face à un changement de statut politique. Et je vous félicite de l'avoir fait non pas en sortant des épouvantails, comme dit M. Bouchard. Vous avez réfléchi sur des problèmes, des problèmes concrets, des problèmes précis et vous nous dites: Attention! il faut régler ces problèmes-là parce que ça pourra être

néfaste, à certains égards, si on n'y voit pas, pour les Madelinots.

Une question. Vous vous rappellerez que la juridiction des pêches est fédérale-provinciale. Antérieurement, il y avait des accords qui permettaient au Québec, au fond, de gérer presque complètement le dossier des pêches. Après 1982, et surtout mis en application en 1984, le gouvernement canadien, en 1984, a récupéré une certaine partie de l'administration des pêches, dans le domaine de l'eau douce, par exemple, dans le domaine de la pêche au saumon et des anguilles. Est-ce que vous croyez que tout ça devra être remis à la juridiction provinciale et est-ce que les ententes qui prévoyaient, avant, que le fédéral ne s'en occuperait pas, mais qui laissaient au Québec le champ d'activité et d'administration des pêches, est-ce que vous pensez que ça ne devrait pas être comme ça, à l'avenir, aussi?

M. Sumarah: Écoutez, dans les consultations que nous avons faites avec les pêcheurs et l'Association des pêcheurs, ça a été évident, comme réponse. On nous répond que la structure administrative actuelle répond très bien et de façon efficace au secteur des pêches québécoises, bien évidemment. Là-dessus, on nous expliquait que, d'ailleurs, la qualité et le modernisme de nos immobilisations, tout ce qui concerne nos préoccupations réelles en matière de rationalisation de la ressource, tout ce qui concerne également tous nos critères de contrôle de qualité et aussi en matière de formation qu'on offre à nos pêcheurs et tous les intervenants du domaine des pêches... On nous dit, de façon très claire, que le Québec est en force de ce côté-là. Par contre, on nous dit également — et là-dessus c'est encore une petite mise en garde que nous faisons — d'accord nous sommes en force dans ce domaine, dans le domaine des pêches, mais n'oublions pas qu'il y a le secteur de la recherche qui est très important et qu'il faudra faire des pas en avant encore une autre fois particulièrement au niveau des nouvelles techniques de pêche et puis des nouvelles transformations, transformation des produits.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. J'ai beaucoup apprécié l'allégorie d'introduction au texte qui dit qu'il faut d'abord savoir où on veut aller et ensuite s'assurer que la barque est solide. Nulle part vous dites qu'il faut rester au quai tout le temps pour le cas où il y aurait des nuages.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: C'est quand même intéressant...

M. Sumarah: Surtout du vent.

M. Larose: Surtout du vent et des marées.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: J'ai essayé de décoder le texte parce que j'avoue que je le trouve très intéressant, parce que, précisément, il identifie des points à régler. Indépendamment de l'option qu'on peut faire, de toute façon, il y a des points incontournables à régler. Et j'ai cru découvrir la clé d'interprétation du texte quand vous dites: "Pour avoir un plus grand accès..." Parce que c'est ça quand on parle de performance historique de 3 % pour les Îles et 7 % pour le Québec alors c'est parce qu'on veut en avoir une plus grande portion. Donc, avoir accès à la zone des 200 milles parce qu'il y aura ça comme problème à régler. Vous nous dites: Ce qu'on a dans la waguine en arrière, c'est le fleuve et la Voie maritime. Et donc, s'ils bloquent les 200 milles, ça se peut fort bien qu'ils restent à l'extérieur des 200 milles parce qu'on peut bloquer le fleuve. J'avoue que pour avoir étudié la défense qu'un Québec indépendant devrait se donner, c'est à peu près la même thématique, c'est-à-dire qu'il y a un intérêt commun à faire en sorte qu'on puisse rendre disponible la ressource, et du fleuve et de la zone de 200 milles. Un peu comme vous dites la même chose par rapport au rapport dans le transport avec les provinces maritimes, c'est-à-dire la liaison ferroviaire – pas ferroviaire, mais maritime – elle demeure intéressante y compris pour les Maritimes, compte tenu de ce que ça génère comme plusieurs millions de dollars. Alors, dans ce cadre-là, est-ce qu'on peut s'imaginer qu'on aurait droit à un autre traitement que celui qui est déjà en Amérique du Nord qui est celui du traité de libre-échange où il y a libre circulation des personnes, des biens, de plus en plus des services? Je rappelle qu'on n'a même pas besoin de passeport pour aller aux États-Unis. Est-ce qu'on doit s'attendre à un autre traitement plus discriminatoire de la part d'un éventuel partenaire?

M. Farrah: C'est que le constat que vous faites là peut être exact, sauf que le problème c'est la fragilité du milieu aussi, tant au niveau économique que social, principalement au niveau économique. Ça fait que dans toute cette chicanerie-là qui pourrait surgir – et on ne le souhaite pas – étant donné qu'il y a des tractations et des échanges, etc., est-ce que le milieu pourra tenir le coup? Alors c'est ça la question qu'on pose et c'est pour ça que, idéalement – et je pense que la Commission est mandatée pour ça – c'est de s'assurer, peu importe l'option qui pourrait être choisie, que toutes les portes sont ouvertes, c'est de s'assurer que, s'il y a une période transitoire qui peut être difficile, on trouve des mécanismes, qu'on puisse faire en sorte, nous, comme région, et nous comme

Québec en général, de voir passer cette période transitoire là. Parce que, dans une perspective à moyen terme, moi, je pense que ça peut se corriger ces choses-là compte tenu que chacun a besoin de chaque côté de la table. Est-ce qu'on va pouvoir subir ou tenir le coup sur une période de négociation très ardue qui pourrait durer... peu importe le temps? C'est la question qu'on se pose parce qu'à ce moment-là on ne servirait pas notre collectivité, compte tenu de la fragilité de notre milieu.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Farrah. Merci, M. Larose. Maintenant le temps réservé au groupe parlementaire formant le gouvernement, M. Cosmo Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Je remercie l'Association libérale des Îles-de-la-Madeleine d'avoir présenté un mémoire à la Commission. C'est très intéressant et, je crois, très important aussi pour la réflexion de cette Commission. Dans votre mémoire vous résumez assez bien les préoccupations majeures de la population des Îles-de-la-Madeleine, sa situation géographique particulière, sa faible population – parce que dans les Îles, il y a seulement 15 000 habitants, si je ne me trompe pas – et la fragilité, disons, de son économie. Moi, j'ai fait une étude un peu différente de celle de M. Bouchard, justement dans le sens que la situation, comme je le disais tantôt, la fragilité de cette économie font que les Îles sont une région vulnérable à un éventuel changement politique du Québec. Ce sont les grandes lignes de mon étude et j'ai trouvé très intéressant l'aspect que personne, jusqu'à date, n'a relevé: Celui que, par votre mémoire, vous mettez en relief un aspect très important dans un éventuel changement politique, celui des contraintes d'une période de transition, que ce soit dans le domaine des pêches, que ce soit dans le domaine du commerce, que ce soit dans le domaine du tourisme, que ce soit dans le domaine du transport, etc. Ma question est celle-ci: D'après vous, dans quel domaine ou quels pouvoirs le Québec devrait-il aller chercher au gouvernement central, au gouvernement fédéral?

M. Marcotte: Je pense que c'est... on a un peu répondu à cette question tantôt, par le biais de M. Sumarah, au niveau des pêches. Je pense que le Québec peut aller chercher une entière autonomie au niveau du secteur des pêches et, comme l'a mentionné M. Sumarah, c'est de faire attention au niveau de la recherche. Le gouvernement québécois devra, à ce moment-là, s'il a l'autonomie dans ce secteur des pêches, développer davantage le secteur de la recherche au niveau du développement des nouvelles espèces pour assurer un essor économique de notre région.
(11 h 30)

M. Maciocia: O.K. Ma deuxième question est celle-ci: Advenant l'indépendance du Québec, quelles seront, d'après vous, les conséquences pour les îles et quelles seront, comme sous-question, les relations entre les îles et les provinces maritimes?

M. Marcotte: Je pense qu'il faut conserver la libre circulation de biens et de personnes entre les îles-de-la-Madeleine et le reste des provinces maritimes parce qu'il ne faut pas oublier qu'en termes d'échanges commerciaux, on parle de 38 000 000 \$ par année qui sont échangés entre les îles et les provinces maritimes. C'est aussi que pour nous, au niveau des producteurs comme tels, au niveau de la matière marine, c'est la route la plus courte et ça donne accès plus facilement au marché américain, cette liaison maritime, parce qu'on a un traversier entre l'île-du-Prince-Édouard et Souris. Donc, ça donne une porte ouverte sur le marché américain beaucoup plus courte que de passer par le Québec comme tel. Mais il ne faut pas oublier non plus que, par contre, les îles, au cours des dernières années, ont également sensiblement augmenté leurs échanges commerciaux avec le Québec.

Mais il ne faut pas laisser tomber les échanges commerciaux avec les Maritimes parce que, comme je vous l'ai dit, c'est 38 000 000 \$, la facilité d'accès au marché américain et, au niveau de l'exportation du poisson, vous savez que le poisson exporté va à Boston où sont tous les "brokers" et où le prix du poisson, finalement, est transigé également. Donc, c'est de garder absolument la porte ouverte du côté des Maritimes pour conserver cet aspect commercial. On a aussi à faire de l'importation tant au niveau du lait, des denrées périssables comme telles. On importe beaucoup du côté des provinces maritimes aussi.

M. Maciocia: O.K. Est-ce que j'ai...

Le Président (M. Jean Campeau): 30 secondes.

M. Maciocia: Oui, M. le Président. Ça veut dire qu'il faudrait s'assurer d'avance qu'on pourrait négocier et avoir la collaboration des provinces maritimes avant que vraiment on pose un geste drastique comme celui-là, l'indépendance du Québec.

M. Marcotte: Bien, c'est de s'assurer qu'il y aura libre circulation des biens et des personnes entre les îles-de-la-Madeleine et les provinces maritimes, comme on la connaît actuellement.

M. Farrah: Je pense que, si vous le permettez, M. le Président, tout ça est encore dans la question de stratégie. Il y a beaucoup de gens d'affaires autour de la table. Je pense qu'il va

falloir peut-être imaginer une stratégie ou une planification stratégique. Si A ne fonctionne pas, est-ce que B va fonctionner? Je pense que ce sont des questions tellement importantes qu'il ne faut pas aller les yeux fermés là-dedans. Et ça, je pense que c'est le mandat de la Commission de nous assurer que peu importent les décisions qui seront prises, elles seront à l'avantage des îles-de-la-Madeleine et de l'ensemble de la collectivité québécoise.

M. Maciocia: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Parizeau.

M. Parizeau: M. Marcotte, je voudrais, dans un premier temps, vous dire que je pense que votre mémoire est exemplaire. Vous ne voulez pas, bien sûr, vous prononcer quant à la nature des changements politiques ou constitutionnels qui peuvent intervenir. Des fois, certainement on se rend compte que quand vous parlez de changements politiques majeurs, c'est vraiment de la souveraineté dont vous parlez, mais vous dites: Si ça se produisait. Si ça se produisait, alors là, il faudrait faire attention à ceci, il faudrait faire attention à cela. C'est très concret, c'est très précis et c'est très éclairant. J'espère que dans d'autres régions aussi on aura des gens qui viendront nous voir en disant: S'il y a, pour utiliser vos termes, un changement constitutionnel majeur, attention à ceci, attention à cela! Il y a peu de choses qui peuvent être aussi éclairantes, dans le cheminement qui commence à se dessiner, qu'une démarche comme celle-là.

Vous nous éclairez sur certaines dépenses que le gouvernement du Québec aurait à prendre à sa charge et, possiblement à développer, par exemple pour les transports, en particulier, pour ce qui a trait à la liaison maritime avec l'île-du-Prince-Édouard, avec l'aéroport. Dans le domaine des transports, vous nous soulignez un certain nombre de substitutions de dépenses. Ce que le gouvernement fédéral ne dépensera plus là, il faut que le Québec n'oublie pas de le dépenser pour assurer que les services se poursuivent et s'amplifient même.

Pour la libre circulation avec les Maritimes et le nord-est des États-Unis, message compris. Je pense que, à cet égard, vous êtes dans une situation qui n'est pas très différente de passablement d'autres régions: La question de la libre circulation reste toujours importante. Là, j'ai un problème cependant. J'aimerais vous poser la question suivante: Quand, à la page 2, vous dites: Pour ce qui concerne les pêcheurs madelinots habitués alors à des alliances avec les pêcheurs des Maritimes, un changement constitutionnel majeur peut présenter certains risques. Laissons de côté les 200 milles, je parlerai des 200 milles dans un instant. Je pense

que je sais à quoi vous faites allusion, mais pourriez-vous expliciter ça un peu? Vous avez peur que ces alliances avec les pêcheurs des Maritimes soient rompues ou...?

M. Farrah: Je peux répondre, M. Parizeau?

M. Parizeau: Mais, bien sûr.

M. Farrah: Ce qui arrive, c'est que le climat existant entre l'Alliance des pêcheurs des Maritimes ou des Îles, etc., c'est un climat, quand même de coopération, de concertation. Parce que, il ne faut pas se le cacher, les pêches au Canada, selon le gouvernement fédéral, c'est la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve. Le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec sont oubliés là-dedans. Alors, il se crée une certaine cohésion, un certain rapport de force, une certaine unité entre le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, et le Québec notamment, pour défendre nos quotas au fédéral; parce qu'on dit que Terre-Neuve, c'est comme l'électricité au Québec, donc il faut qu'il y ait tout. En Nouvelle-Écosse, ils ont accès à la zone de l'Atlantique. Donc, il y a une affinité qui se développe et qui fait en sorte que souvent ces gens-là, à la défense de certains quotas, vont nous aider à justement aller chercher des quotas supplémentaires parce que ça les avantage eux aussi. Il ne faut pas se le cacher. C'est une base d'affaires là. Il reste quand même qu'il ne faudrait pas qu'un éventuel changement majeur politique du Québec fasse en sorte d'effriter tout ça, parce que c'est quand même un rapport de force intéressant qu'on a. Aussi, lorsqu'on parle de zones de pêche, l'accès aux 200 milles dans l'Atlantique, on appartient au Canada, jusqu'à preuve du contraire, puis on n'a pas accès. Alors, il n'y a pas grand changement là et je pense qu'il faut démontrer l'incohérence du gouvernement fédéral à cet égard-là.

Mais quand vous prenez dans le golfe Saint-Laurent où il y a l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et même une partie de la Nouvelle-Écosse, ils sont tous reliés, alors si on tranche une ligne selon le droit international pour dire: D'un côté, c'est le Québec et l'autre bord, c'est l'Île-du-Prince-Édouard, il faut dire qu'à l'heure qu'il est, il y a beaucoup de bateaux madelinots, notamment, ceux de Madelipêche qui vont dans le golfe avec le sébaste, vont dans une zone où s'il y avait une ligne qui serait tirée moitié-moitié ou à 10 milles ou à 20 milles, peu importe, on n'aurait plus accès. Je ne sais pas si vous comprenez.

M. Parizeau: Très, très bien, oui.

M. Farrah: Alors à ce moment là, je pense que c'est important de considérer cet effet là, parce que ce bateau-là qui revient à bon port,

c'est des emplois dans les usines, c'est de l'économie. Alors c'est pour ça qu'on dit, nous, qu'il faut s'assurer que les mécanismes soient mis en place pour nous protéger le plus possible dans la période transitoire.

M. Parizeau: Je comprends.

Le Président (M. Jean Campeau): Il vous reste 30 secondes, M. Parizeau.

M. Parizeau: Quant à la zone de 200 milles, on s'entend bien, là, la situation... S'il y avait, pour utiliser votre expression, un changement constitutionnel majeur, pour la zone de 200 milles, ça ne peut pas être pire que maintenant. Ils nous l'ont refusée trois fois, si je comprends bien, l'accès à la zone de 200 milles.

M. Farrah: Je suis tout à fait d'accord. Et les bateaux français...

M. Parizeau: On ne peut qu'améliorer les choses avec un changement constitutionnel majeur! Ha, ha, ha!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Farrah: Sauf que, M. Parizeau, et je vous vois venir, définitivement...

M. Parizeau: Ha, ha, ha! Vous avez bien raison.

M. Farrah: ...on ne peut qu'avoir amélioration à ce niveau-là, sauf pas au détriment d'un autre secteur de pêche.

M. Parizeau: Je sais, j'ai compris.

M. Farrah: Alors, à ce moment-là, il ne faut pas changer quatre trente sous pour un dollar non plus.

M. Parizeau: Exactement.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Marcotte, M. Sumarah, M. Farrah, merci de vous être déplacés pour venir témoigner devant notre Commission. Comme il y a d'autres gens des Îles-de-la-Madeleine qui vont venir plus tard dans la journée, espérons qu'il y aura aussi des retombées secondaires et qu'il y aura plus de Québécois qui iront passer leurs vacances aux Îles-de-la-Madeleine. Merci.

Une voix: Bienvenue.

Une voix: Espérons-le.

M. Sumarah: Merci beaucoup.

(Suspension de la séance à 11 h 40)

(Reprise à 11 h 43)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous continuons les travaux de la Commission.

Nous recevons maintenant le Conseil régional de développement du Bas-Saint-Laurent, dont Mme Paulette Griffin est présidente. Alors, Mme Griffin, pourriez-vous nous introduire vos collègues?

Conseil régional de développement du Bas-Saint-Laurent

Mme Griffin (Paulette): Bonjour, M. le Président, Mmes et MM. les commissaires. À la table ce matin, nous remarquons: à ma droite, M. le maire de Rivière-du-Loup, M. Jean-Léon Marquis; M. Robert Gagné, directeur général du CRD Bas-Saint-Laurent; M. Émilien Nadeau qui est, à la ville de Dégelis, le principal de l'école polyvalente de la ville de Dégelis.

Compte tenu du temps que nous avons à notre disposition, je vais commencer par le sommaire et, si vous me le permettez, j'irai peut-être un petit peu voir dans le développement de notre mémoire ce matin pour faire en sorte de rentrer dans les cinq minutes.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez-y, Mme Griffin.

Mme Griffin: Alors, au Bas-Saint-Laurent, ce qu'on présente, on a présenté un mémoire en quatre parties: Le CRD Bas-Saint-Laurent et la concertation régionale. Nous situons le CRD Bas-Saint-Laurent et nous définissons la concertation régionale comme une pratique visant à introduire dans l'appareil gouvernemental une vision régionale du développement.

Si je veux m'expliquer un petit peu plus, c'est que le Conseil régional de développement du Bas-Saint-Laurent, à l'instar des autres organismes de concertation et de développement du Québec, est un lieu de convergence d'une foule de leaders sociaux, politiques et économiques de huit municipalités régionales de comté qui composent notre territoire d'intervention.

Notre conseil d'administration, qui compte 48 personnes, prend la forme d'une table permanente de la concertation multisectorielle et intersectorielle entre les régions. Dans nos interventions publiques et nos activités corporatives, nous nous efforçons de véhiculer les aspirations régionales et d'agir au mieux pour le compte des intervenants régionaux. C'est dans cette optique qu'entre nous nous soutenons les promoteurs du milieu dans la mise en oeuvre de projets innovateurs et que nous nous assurons des travaux reliés à la réalisation et au suivi de l'instrument de planification et de concertation que nous appelons la conférence socio-économi-

que. Donc, la concertation qui se pratique dans notre région, c'est dans un cadre bien particulier. Tout à l'heure, on pourra peut-être répondre à vos questions.

Dans la deuxième partie, on touche les régions et la question nationale. Nous montrons que la question du développement régional et celle de l'avenir constitutionnel du Québec sont intimement liées par le fait même que les régions sont des systèmes ouverts qui s'accommodent mal du dédoublement des juridictions les chapeautant, ce qui veut dire qu'on attend d'une constitution qu'elle définisse les grands paramètres d'un système national auquel les régions auront à s'intégrer. La cohérence d'un tel système repose sur un jeu complexe d'interrelations qui doivent être aussi complémentaires que possible. Les contraintes qui sont à la base même du développement régional forcent en quelque sorte les régions à se référer à un système cohérent. Celles-ci ont constamment à faire des choix qui tiennent compte à la fois du contexte politique, des orientations nationales et de la place qu'elles occupent dans l'espace géographique du système.

La réflexion élargie et publique que permettent les travaux de votre Commission nous donne à espérer qu'il y a moyen de trouver une solution à l'épineux problème de la double juridiction en matière de développement régional.

Troisième partie: la mésentente fédérale-provinciale en matière de développement régional. Le développement régional, l'état de la question. Nous présentons des éléments clefs de deux documents – vous allez les retrouver dans votre dossier – qui semblent guider les initiatives différenciées des deux paliers gouvernementaux.

Alors, si vous allez à la page 11 de votre document, vous le retrouvez justement. On dit qu'il y a eu, au Québec et au Canada, des ententes fédérales-provinciales qu'on a signées ensemble, et aussi on se rend compte, en vivant toute cette complexité-là, qu'on n'a pas les résultats qu'on en attendait. Si je regarde, en 1988, il y a eu des signatures pour un montant de 970 000 000 \$. Et si on regarde aujourd'hui, sur les 210 000 000 \$ mis à notre disposition pour cette année, il y en a 10 % de dépensés. Alors, c'est à grands coups de renfort qu'on a quand même présenté ces ententes Canada-Québec là et, aujourd'hui, on est encore un peu à l'état d'attente. On pourrait vous en citer d'autres, on en parlera un petit peu plus tard.

On parle aussi de deux cas explicites, des cas particuliers – je viens d'en aborder un – mais aussi les conférences socio-économiques qu'on a vécues au Bas-Saint-Laurent qui avaient une incidence sur les ententes-cadres Canada-Québec, et qui fait en sorte que les dossiers tardent à avancer, tout simplement parce que, dans les pouvoirs de juridiction, ça diffère, et les idées ne sont pas toujours concordantes au moment de la prise de décision.

Donc, il y a nécessité de faire un choix. Et le choix, pour nous, l'alternative est la suivante: le développement régional, on pense que ça devient la responsabilité exclusive d'un seul gouvernement suprarégional où un des deux paliers gouvernementaux disparaît. Et, pour nous, ce palier-là, qui devrait avoir la responsabilité, c'est le Québec. Dans nos recommandations, on dit que le développement des régions est tributaire des éléments suivants: la responsabilité d'un seul gouvernement quant à la question régionale; l'adoption d'une politique officielle de développement régional par le gouvernement responsable de la question; une décentralisation vers les régions de pouvoirs politiques et/ou administratifs actuellement assumés à Québec et à Ottawa; la confirmation...

Le Président (M. Jean Campeau): Je me vois forcé de vous interrompre bientôt.

Mme Griffin: J'achève. La confirmation de l'existence d'un palier intermédiaire entre le municipal et le national, et la mise en place, dans chaque région administrative du Québec, d'une régie régionale de développement.

On conclurait rapidement en disant qu'elle laisse entendre que nous ne croyons plus possible la collaboration entre les deux paliers de gouvernement en matière de développement régional.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Hovington, à vous la première intervention.

Mme Hovington: Je vous remercie, M. le Président. Permettez-moi d'abord, au nom de ma formation politique, de remercier votre organisme de développement régional d'être venu éclairer les commissaires d'une nouvelle lumière sur le développement régional, très intéressante. Je veux vous féliciter, Mme Griffin. Je pense qu'en fin de semaine, vous avez été nommée, élue présidente de l'AQORCD, l'Association québécoise des organismes de concertation et de développement régional du Québec. Félicitations! Je pense que c'est la première fois qu'il y a une femme à la tête de cet organisme-là.

Mme Griffin: Oui, c'est la première fois. Je vous remercie.

Mme Hovington: Vous avez toutes mes félicitations. Cela étant dit, il y a des idées très intéressantes dans votre mémoire. On va s'y attarder un petit peu plus tard, mais avant, je voudrais rectifier certaines affirmations à propos, entre autres, du fait que le gouvernement ne reconnaît pas de valeur juridique aux ententes découlant des conférences socio-économiques. Vous en concluez que le gouvernement ne reconnaît pas d'autonomie aux régions.

Il faut quand même vous rappeler que la première génération des sommets économiques,

qui avait été mise en place par le gouvernement précédent, n'avait aucun lien qui liait les parties entre elles, ni le gouvernement ni les régions. Je pense que la nouvelle génération que le gouvernement libéral a mise en place est venue bonifier, si vous voulez, le sommet économique, en liant les deux parties, parce qu'il y a quand même une entente-cadre, un contrat qui est signé entre les gouvernements et les régions. Je pense qu'il y a une volonté, que ça témoigne d'une volonté mieux établie de partenariat, je pense, entre Québec et les régions. Je pense que c'est un plus, mais il y a encore des choses à améliorer. Je suis sûre que Mme Griffin va nous les proposer, au gouvernement, en temps et lieu.

Il y a des contrats de relance aussi qui ont été mis en place. La MRC de Denis-Riverin, qui est dans mon comté, par exemple, est la MRC la plus pauvre du Québec. Alors, elle a été choisie pour faire partie d'un contrat de relance justement, qui va favoriser des axes de priorité de développement, dans cette MRC.

Vous dites aussi, d'autre part, que le Québec refuse la présence de représentants fédéraux aux sommets. Je vous ferai remarquer que, depuis que l'entente sur le développement des régions a été signée, le gouvernement du Québec a offert une place au fédéral et on a même invité le fédéral à venir avec nous aux sommets, mais ils ont préféré s'abstenir.

Cela étant dit, c'était des... Je vois dans votre mémoire que vous parlez d'une présence, d'un nouveau palier intermédiaire entre le municipal et le national. Vous parlez... vous demandez la responsabilisation d'un seul gouvernement. Je me demande, moi, en toute logique, quel mode d'opération il faudrait privilégier pour réussir ensemble à faire fonctionner le développement régional, avec les gens de la région, comme il se doit, avec un palier comme celui-ci.

M. Gagné (Robert): Là-dessus, il est important de mentionner que nous n'avons pas été aussi loin que de réclamer purement et carrément un gouvernement régional. Lorsqu'on parle de palier comme tel, on n'est pas certains qu'il est obligatoire ou absolument essentiel que nous ayons un palier entre le municipal et le gouvernement national, un palier avec un pouvoir législatif. Pour nous, ce qui est important dans le présent débat, c'est de faire reconnaître que les régions du Québec aient la possibilité de gérer un certain nombre d'outils qui se rattachent directement au développement de leur milieu. C'est pour ça que, dans notre mémoire, nous avons mentionné un palier, soit politique, soit administratif.

Pour le moment, dans notre région, comme dans l'ensemble des régions du Québec, le débat n'est pas rendu assez loin pour vous donner un modèle précis de ce que pourrait être ce palier-là. On a avancé l'idée d'une régie en ayant en tête le style de régie qui est annoncé par le

ministre responsable de la Santé et des Services sociaux. Nous avons hâte d'en voir le contenu et, surtout, de voir comment, à l'intérieur de ce modèle qu'on va proposer, on va régler toute la question de l'imputabilité.

Nous pensons qu'à un niveau administratif il y aurait certainement moyen de mieux associer les décideurs de la région face aux décisions qui concernent le développement de leur propre milieu.

Mme Hovington: D'accord. Quel mode d'opération... Vous ne vous y êtes pas arrêtés...

M. Gagné: Non.

Mme Hovington: ...au mode d'opération entre les régions et le Québec et entre les régions entre elles.

M. Gagné: Oui. C'est sûr que c'est impensable. Ce qui est important, pour nous, d'abord, c'est de faire reconnaître le principe de la décentralisation et lorsque ce principe sera reconnu, fermement reconnu et officialisé, soit à l'intérieur d'un projet constitutionnel ou à l'intérieur d'une loi, à ce moment-là, je pense que ce sera plus facile de regarder la mécanique, les mécaniques ou les modèles qui seront adaptés à ce principe de décentralisation.

Mme Hovington: C'est fini? Parce qu'on parle beaucoup de décentralisation et le problème a été soulevé tout à l'heure par mes deux collègues: Si on décentralise un certain nombre de pouvoirs ou on rapatrie un certain nombre de pouvoirs du fédéral vers le Québec et le Québec décentralise dans les régions, comment faire pour qu'il n'y ait pas une polarisation de développement à l'intérieur d'une même région? On le vit dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, vous le savez.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez faire une réponse courte?

M. Gagné: Oui. Je pense que, de plus en plus, depuis les trois dernières années, Mme Hovington, vous avez pu vous rendre compte qu'au niveau du CRD Bas-Saint-Laurent, nous avons privilégié une démarche qui dans le respect de chacune de nos huit zones en s'entendant que nos zones sont nos territoires de MRC... Et c'est l'une des caractéristiques qui, un peu, donne la marque de commerce du CRD Bas-Saint-Laurent dans tout le processus de concertation et dans les régions.

Le Président (M. Jean Campeau): Au tour de Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, je vais vous souhaiter la bienvenue à mon tour

et souligner effectivement la présence de Mme Griffin à la tête de la délégation. Je pense que c'est la première, ce matin de toute façon, qui est responsable de sa délégation. Alors bienvenue à notre table de travail.

Vos propos ont été plus clairs aussi dans votre intervention de départ que ne l'était le mémoire quant à la conclusion que vous en tirez sur la responsabilité que doivent avoir les différents niveaux de gouvernement et entre autres que le niveau du développement régional soit logé à Québec.

Je voulais vous dire aussi que votre mémoire est particulièrement intéressant; et je pense que c'est le premier qui fait état des philosophies de développement régional qu'on a adoptées à Ottawa, par l'intermédiaire des différents rapports qui ont été déposés, de même qu'à Québec. Je pense que c'est la première fois qu'un rapport en fait état d'une façon aussi complète.

Bon, cela étant dit, je vais venir aussi avec des questions très précises, parce que ce que vous demandez suppose énormément de changements. Des changements majeurs et avec lesquels on peut être d'accord, mais il faut savoir en quoi ils vont consister exactement. Vous dites: Décentralisation vers les régions de pouvoirs politiques ou administratifs actuellement assumés à Québec ou à Ottawa. Est-ce que vous avez identifié une liste de ces pouvoirs-là ou de ces thèmes d'action qui devraient se retrouver dans vos régions?

M. Nadeau (Émilien): Nous n'avons pas identifié de thème précis sauf qu'à l'expérience, quand on regarde par exemple le fonctionnement des ministères surtout de façon sectorielle, il nous apparaît que, lorsqu'on parle de développement régional, il devrait y avoir vraiment une décentralisation en termes de gestion d'outils et qu'on ne fonctionne plus, si vous voulez, par corridors. On pense en ceci au développement régional. On pense entre autres à la formation professionnelle aussi, qui, à notre point de vue, devrait appartenir à un seul niveau de gouvernement, peu importe lequel, comme le développement régional, et qu'il y ait une partie de ces pouvoirs dévolus à un niveau, peu importe lequel encore une fois, qui nous soient remis pour qu'on soit capables de les gérer.

Mme Marois: D'accord. Vous êtes bien conscient que sous le couvert de développement régional, puisque vous avez signé déjà des ententes, vous savez exactement en quoi ça consiste; c'est-à-dire les thèmes qui sont abordés dans ça: On parle du transport routier, on parle du tourisme, on parle des équipements culturels, on parle des équipements sportifs, etc. Ça peut donc être très vaste comme champs d'action. Est-ce qu'il y a des priorités qu'on devrait établir au départ dans une perspective comme celle que vous souhaitez et quelles seraient-elles

à votre point de vue puisque vous le vivez concrètement sur le terrain?

M. Gagné: Je pense qu'il y a un aspect qui est extrêmement important qu'on a tenté aussi de développer dans notre mémoire: c'est que le développement régional, c'est horizontal et multisectoriel. On se bute assez souvent à une approche des ministères qui, elle, est extrêmement hiérarchisée et cloisonnée, ce qui ferait en sorte que l'on pourrait dans une réponse facile vous dire: C'est tous les ministères qu'on aimerait avoir la possibilité d'influencer. Mais je pense que chacune des régions du Québec devrait identifier deux ou trois axes d'actions prioritaires et, à partir de ces axes prioritaires, on puisse avoir des mandats spécifiques décentralisés de façon spécifique à cette région-là. Nous, on en a contre des modèles provinciaux; des modèles où l'on essaie de rentrer tout le monde dans une même pièce, décorée de la même façon. C'est ça qui pose les problèmes, le mur-à-mur.
(12 heures)

Mme Marois: Une expression qu'on utilisait d'ailleurs...

M. Gagné: Le mur-à-mur.

Mme Marois: ...le mur-à-mur, c'est ça...

M. Gagné: Voilà.

Mme Marois: ...utilisée assez fréquemment. Vous, comme CRD, vous réunissez des intervenants de tout le milieu, au plan économique, au plan culturel, au plan social, des élus, etc. Votre mémoire semble dire: Conservons la MRC qui est la base, établissons, quelque part entre un gouvernement national québécois - enfin, je présume, là - une autre institution. Vous parlez de régie; ça pourrait être aussi un groupe d'élus. Le modèle que vous vivez, qui est celui du CRD et qui n'est pas nécessairement facile parce que vous avez peu de pouvoirs, dans les faits, est-ce que vous croyez que ça pourrait être un modèle que l'on pourrait retenir, en y ajoutant peut-être des éléments de délégation de pouvoirs un petit peu plus clairs?

M. Gagné: Je pense que ce qui est extrêmement intéressant dans la représentativité de notre table de concertation qui est notre conseil d'administration aussi, c'est que nous avons déjà des leaders d'opinion de l'ensemble du territoire du Bas-Saint-Laurent, d'une répartition égalitaire entre tous nos pôles et nous avons une représentation aussi multisectorielle, tant des élus municipaux que des propriétaires présidents d'entreprise, que des groupes socio-économiques, que du monde institutionnel. Bref, nous avons autour de cette table tous les gens qui peuvent le plus possible influencer leurs propres leviers de développement.

Mme Marois: D'accord. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Alors, maintenant, on passe à l'autre groupe. On me dit que M. Guy d'Anjou a une raison spéciale pour intervenir.

M. d'Anjou: Oui, M. le Président. Je suis un de ceux qui ont fondé le Conseil régional de développement. Dans ce temps-là, c'était le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, c'était la grande région. Je veux féliciter Mme Griffin qui a accédé au poste de présidente.

La question que je veux vous poser... Vous avez une orientation très claire en faveur de la décentralisation vers les régions. Est-ce que vous faites une distinction entre les pouvoirs administratifs et les pouvoirs politiques? Et favorisez-vous une décentralisation des pouvoirs politiques vers un niveau politique, des élus au suffrage universel, dans quelque domaine que ce soit, alors qu'au point de vue administratif, évidemment, c'est différent? Le pouvoir politique amène nécessairement des pouvoirs administratifs dans le domaine où on a le pouvoir politique. J'aimerais aussi avoir un petit peu d'information sur votre vision d'une régie régionale de développement.

M. Gagné: En fait, comme je le mentionnais tout à l'heure, le débat autour de pouvoirs soit politiques ou administratifs est véritablement à faire, et non seulement dans notre région mais dans l'ensemble des régions du Québec. Nous venons de terminer, en fin de semaine passée, un congrès d'orientation provincial qui demande à notre organisme de pouvoir faire un certain nombre de déblayages et de proposer un certain nombre de solutions dans ce sens-là. Donc, c'est très difficile pour moi, ce matin, de répondre de façon très claire à cette question. Mais on soupçonne qu'il n'est peut-être pas essentiel d'avoir des pouvoirs de caractère législatif pour être en mesure de pouvoir influencer l'application ou les décisions des programmes touchant le développement régional. Cette question, bien sûr, est à être raffinée, est à être discutée dans le milieu. Mais on pense que, dans un premier temps, on pourrait s'associer avec le gouvernement responsable du développement régional, pour atteindre un certain nombre d'objectifs de développement et qu'on ait la possibilité, soit à l'intérieur d'enveloppes budgétaires, de pouvoir faire avancer certains secteurs.

M. d'Anjou: Votre temps de réponse compte dans notre temps d'interrogation. Je vais vous poser une question encore plus claire: Voyez-vous une plus grande responsabilisation, une plus grande décentralisation vers les régions en donnant plus de responsabilités aux gouvernements locaux, qu'ils soient scolaires ou municipaux?

paux?

M. Gagné: Oui.

M. d'Anjou: Maintenant, j'aimerais avoir une réponse aussi sur la régie régionale de développement que vous envisagez.

M. Gagné: Nous, on croit que la régie régionale pourrait ressembler à ce qu'on a comme table de concertation régionale avec notre propre conseil d'administration. On croit que le CRD, avec des mandats, des pouvoirs élargis, pourrait jouer ce rôle-là, en fonction de certains secteurs d'activité bien précis. Dans le Bas-Saint-Laurent, actuellement, la priorité est placée au niveau du développement de l'emploi et du développement de nos entreprises manufacturières. On croit qu'avec une orientation comme celle-là, on pourrait aller négocier des enveloppes budgétaires avec le gouvernement responsable pour pouvoir faire avancer le développement dans ces secteurs.

M. d'Anjou: Vous savez qu'au début du CRD les élus régionaux siégeaient, sauf les élus au niveau provincial ou fédéral. Êtes-vous d'opinion que, pour une véritable concertation, les élus régionaux devraient siéger avec les autres organismes?

Mme Griffin: Je pense, M. d'Anjou, que c'est essentiel. Il faut que les élus régionaux soient là. Si je regarde le Bas-Saint-Laurent, actuellement, nous avons les huit préfets des MRC, trois maires élus du littoral et deux maires élus dans le haut-pays. Alors on a quand même 13 personnes sur 48 qui représentent les élus municipaux. Chacun des préfets des MRC qui retournent dans leur région qui regroupe tous les élus là... Alors le véhicule au fond, c'est le préfet de la MRC qui apporte les idées et on est alimenté aussi par les élus municipaux en provenance de nos huit MRC du Bas-Saint-Laurent.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est maintenant M. Claude Béland qui sera suivi de M. Bruno Roy.

M. Béland: Merci, M. le Président. Vous savez, je pense que, depuis le 6 novembre, on entend des mémoires trois jours par semaine et rares sont les mémoires qui ont été présentés ici sans nous suggérer de rapatrier des pouvoirs. La plupart des mémoires disent: Il faut rapatrier des pouvoirs. Il y en a que c'est un peu. Il y en a que c'est beaucoup. Il y en a que c'est tous les pouvoirs. Et moi je suis rendu à penser qu'il va falloir dire à un moment donné: Comment on fait ça? Parce que je pense que vous ne seriez pas satisfaits de nous si, dans notre recommandation à l'Assemblée nationale on disait: Il faut rapatrier des pouvoirs. Parce que je pense que ça fait longtemps qu'on entend dire ça. J'aimerais

ça que vous me disiez comment vous voyez ça quand vous dites: "Il faut un seul gouvernement responsable du développement régional." Parce que quand on parle du développement régional, on parle de développement. Ça touche beaucoup de pouvoirs ça, à mon sens. J'aimerais que vous nous aidiez un petit peu dans le comment. Et j'espère que vous ne me direz pas: Eh bien, nous, on n'est pas des spécialistes là-dedans, parce que tous ceux qui sont à ce bout-ci de la table, on est comme vous. On est des intervenants du milieu. On n'est pas des spécialistes. Ils nous ont prêté une chaise pour quelques mois. J'aimerais ça que vous nous disiez un petit peu. Aidez-nous un peu à dire comment ça se fait ça rapatrier tous les pouvoirs pour avoir un seul gouvernement responsable au Québec pour le développement?

Mme Griffin: On pense, nous, qu'avec... à la lueur de ce qui se passe au Québec, il va y avoir une redéfinition du Québec. Les régions du Québec veulent être partie prenante au développement du Québec. On veut occuper notre territoire et on veut bien l'occuper et on veut l'occuper de façon positive. Si on n'a pas en régions les gens qui sont proches du milieu, certains pouvoirs... parce qu'on pense que plus on est près des gens, mieux on est capables de défendre nos intérêts, plus on connaît leurs besoins et je pense qu'on est capables de trouver des solutions ensemble même si on est périphérique et c'est ces pouvoirs-là qu'on veut. Actuellement c'est difficile. Il y a deux paliers.

M. Béland: Si on veut donner des pouvoirs aux régions, il faut les avoir. Il faut que quelqu'un les ait. Or, comment on fait pour les avoir? C'est ça ma question. Moi, je veux bien écrire...

Mme Griffin: Si on veut les avoir, M. Béland, il faut que dans une nouvelle constitution du Québec ils soient écrits. Il faut aussi, dans une nouvelle constitution du Québec, qu'on dise que le Québec prend cette responsabilité-là, qu'on détermine aussi qu'on ait un ministère du développement régional. En fin de semaine, toutes les régions...

M. Béland: Mais qu'est-ce qu'on fait de l'autre?

Mme Griffin: De l'autre...

M. Béland: Qu'est-ce qu'on fait de l'autre palier?

Mme Griffin: Bien, on ne sait pas qu'est-ce qui va en advenir, nous autres, là actuellement, de l'autre palier.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Griffin: On présume qu'il va y avoir des ententes à ce niveau-là. Et, en tout cas, éventuellement... Un statu quo, on ne serait peut-être pas pour ça, mais on pense qu'il peut y avoir des bonnes idées au Québec pour un palier.

M. Béland: Je vous comprends. Vous dites: Si on inscrit ça dans la Constitution canadienne, on a réglé le problème. Le fait de l'inscrire dans la Constitution canadienne c'est qu'on a rapatrié nos pouvoirs. C'est ça que vous me dites?

Mme Griffin: Je ne parle pas de Constitution canadienne.

M. Béland: Québécoise, pardon.

Mme Griffin: O.K.

M. Béland: C'est ça?

Mme Griffin: Alors si vous négociez, M. Béland...

M. Béland: Je voulais qu'elle me contredise.

Mme Griffin: Si, M. Béland, vous négociez des pouvoirs accrus, peu importe comment vous allez négocier avec le gouvernement fédéral, on se dit que ces pouvoirs-là devront être inscrits dans une nouvelle convention. Appelons ça comme ça, bon, pour l'instant. Et qu'on donne au Québec... si on dit que l'accent, si on veut que les régions du Québec participent à ce développement-là, il faut un ministère responsable. Là, l'OPDQ fait un beau travail, mais c'est un... je dirais que c'est un endroit où on dépose les enfants pauvres du gouvernement, d'après nous autres. Et on pense qu'avec le gouvernement, ce n'est pas d'être rapatrié pour être contre, c'est de rapatrier des pouvoirs pour être avec, pour participer à ce développement-là, pour participer à ce nouveau Québec-là.

M. Béland: On s'en reparlera. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Roy.

M. Roy: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Roy est le "supplément" de M. Serge Turgeon.

M. Roy: Supplément? Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Excusez-moi, monsieur...

M. Roy: Un gros supplément, comme dirait l'autre. C'est vrai que je fais le poids.

Une voix: C'est un plus.

M. Roy: Suite à la réponse que madame a donnée à M. Béland, je pense que la question que je voulais poser s'inscrit tout à fait dans la même logique. C'est que, d'abord, il est affirmé en page 10 que "la responsabilisation d'un seul gouvernement" - et on ne dit pas ici "un gouvernement", on dit "d'un seul gouvernement quant à la question régionale" et vous avez même ajouté: Nous avons fait notre choix, c'est le Québec. La question que je vous pose: De quel Québec est-il question? D'un Québec souverain, oui ou non?

Mme Griffin: Le Bas-Saint-Laurent ne s'est pas prononcé sur la constitution comme telle du Québec parce que, chez nous, on n'a pas eu le temps de faire l'exercice, d'aller vérifier auprès de chacun de nos membres sa vision. Alors, ce serait difficile, ce matin, de vous dire exactement: C'est un Québec plus qu'un autre, mais ce qu'on veut, c'est qu'il y ait des responsabilités. Je ne pense pas que le statu quo après... En tout cas, on veut voir ce qui va se passer, mais on pense qu'il va y avoir une nouvelle définition et la région veut être présente.

M. Roy: La question que je vous pose, c'est: Pourquoi faites-vous le choix du Québec?

Mme Griffin: Parce qu'on trouve que...

M. Roy: Qu'est-ce que ça sous-tend, ce choix?

M. Griffin: Ça sous-tend que c'est le palier le plus proche de nous.

M. Roy: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est malheureusement écoulé. M. Marquis, M. Gagné, Mme Griffin, M. Nadeau, merci de votre intervention et je suis convaincu que votre présence ici aidera nos travaux. Merci.

Mme Griffin: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue à la municipalité régionale du comté de Témiscouata. Je comprends que M. Jean-Pierre Laplante est celui qui fait le résumé de la présentation?

Municipalité régionale de comté de Témiscouata

M. Lemay (Alonzo): M. le Président, je pense qu'on va alterner au niveau de la présentation, si vous êtes d'accord.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va très

bien. Est-ce que vous pourriez d'abord présenter les membres de votre groupe?

M. Lemay: À ma droite, M. Émilien Beaulieu, maire de Packington; M. Pierre Bérubé, chercheur-écrivain; à ma gauche, M. Jean-Pierre Laplante, directeur de la MRC; Mme Paulette Griffin, maire de Cabano; M. Serge Pelletier, maire de Rivière-Beau.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez. Vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

(12 h 15)

M. Lemay: M. le Président, nous avons dû couper un peu notre mémoire ce matin pour rentrer dans les cinq minutes. On va essayer quand même d'être disciplinés.

C'est avec honneur que les représentants de la grande région du Témiscouata, au nom de la MRC de Témiscouata, comparaissent devant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. C'est par sa spécificité à l'intérieur du Québec, et par son ancienneté dans l'organisation territoriale de cette province et de l'État fédéral, que nous considérons légitime de faire valoir devant cette Commission constitutionnelle notre position à l'égard de la place des régions à l'intérieur de l'État que nous avons sous mission de définir.

Notre vision est constitutionnelle parce qu'elle se positionne sur le statut officiel de la région à l'intérieur du cadre étatique québécois.

M. Beaulieu (Émilien): Autrement dit, la MRC de Témiscouata ne limite pas l'approche constitutionnelle en regard du statut du Québec vis-à-vis de l'extérieur, mais sensibilise la Commission sur le statut du Québec vers son intérieur. C'est-à-dire en relation avec les communautés qui déterminent concrètement le réel par l'espace vécu de ses habitants.

Lorsque l'on a procédé à la constitution de l'État canadien, l'on a déterminé tout de suite ses parties en provinces. Quant aux États-Unis, les étoiles sur le drapeau national nous expliquent, en termes héraldiques, le processus organisationnel de l'État. L'État de Russie, à l'intérieur de l'Union soviétique, a également sa délimitation intérieure officielle. Ainsi en est-il du Québec moderne.

Le Témiscouata fonde exclusivement son expérience évolutive de développement en fonction de sa situation périphérique, dont la population peu urbanisée s'étale sur un territoire assez important et dont la géographie regroupe ses habitants dans un cadre homogène. L'analyse de ce cadre, que l'on retrouve aussi au Québec est vulgarisée par un de nos concitoyens, M. Pierre Bérubé, qui fut coauteur du dernier avis du Conseil des affaires sociales du Québec "Agir ensemble" où il a clairement exprimé la problématique rattachée à l'exode des régions, versus

l'organisation territoriale du Québec. Il en conclut qu'il est de la responsabilité de voir à ce que son territoire soit occupé.

Une voix: Responsabilité de l'État.

M. Lemay: Aussi en parlant du chambardement des délimitations territoriales. Le grave problème d'exode des régions au Québec est dû entre autres à deux phénomènes relativement récents et directement reliés à l'organisation territoriale. D'une part, depuis une vingtaine d'années, l'État procède à diverses formes de délimitation territoriale toutes aussi différentes les unes que les autres, sans que l'on se soucie avant tout des citoyens qui occupent ce territoire.

Les diverses délimitations sont tracées d'abord en relation avec le fonctionnement administratif de l'appareil gouvernemental plutôt que des communautés régionales en place. La superposition des comtés électoraux fédéraux, provinciaux, des MRC, des régions administratives, en plus de la délimitation particulière pour chaque ministère et des organismes publics tels que commissions scolaires, CLSC, etc; brisent l'élan commun des communautés d'appartenance. Comment peut-il être possible de permettre une forme de concertation régionale ou communautaire en matière de développement lorsque les intéressés de la même communauté régionale sont étalés de part et d'autre?

N'ayant pas l'effet de proximité comme en ville et n'ayant pas de pôle urbain majeur, les communautés régionales étalées sur le territoire sont plus vulnérables aux délimitations administratives qui tendent à les écarteler ou les annexer en tout ou en partie. C'est le cas des régions comme Témiscouata, Lotbinière, Bellechasse, Pontiac, Kamouraska, Mégantic, Matapédia, Charlevoix, etc.

La délimitation territoriale sans égard aux communautés d'appartenance démobilise l'élan et le dynamisme d'une même population qui a les mêmes problèmes et les mêmes besoins en regard du développement. D'autre part, le phénomène de désorganisation des communautés d'appartenance est accompagné d'un "désoutillage" de ces mêmes entités. La fermeture de centres de main-d'œuvre, de postes de la Sûreté du Québec, d'options dans les polyvalentes, de Cours des petites créances, divers points de services de ministères, etc; privent la communauté régionale d'outils qui lui permettraient de se développer en relation avec la singularité même de l'entité territoriale.

La rationalisation, entre guillemets, administrative ou la standardisation des services pour des fins d'économie se transforme par un autre coût social encore plus dispendieux l'abandon des contribuables de la communauté régionale déjà organisée et structurée.

Ainsi, par la déstructuration ou la démobi-

lisation de la dynamique communautaire, accompagnée du "désoutillage" des régions d'appartenance, on en vient à un point ultime de perte d'identité de la communauté. Orienter par là pour tel service, diviser de telle façon pour telle fonction ou annexer à tel territoire pour d'autres fins, en plus d'une absence croissante de services adaptés à la communauté régionale crée une forme d'hétérogénéité d'esprit qui vient à faire perdre l'identité des citoyens à leur coin de pays.

Au cours de l'histoire du Québec, il y eut trois types de circonscriptions régionales auxquelles les Québécois et les Québécoises se sont identifiés: l'ancien comté électoral, le Conseil de comté qui, la plupart du temps, correspondait au précédent et le diocèse. Or, plus près de nous, au début des années quatre-vingt, le gouvernement du Québec, par une vaste consultation publique en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, demandait aux populations régionales de quelle façon celles-ci se voyaient comme entités et comment elles désiraient se répartir et s'organiser. Qu'en est-il 10 ans plus tard?

M. Laplante (Jean-Pierre): En conclusion, la prémisse essentielle à la reconnaissance du Québec des régions et du peuple québécois commande une reconnaissance constitutionnelle des communautés naturelles sous la forme de circonscriptions d'État calquées sur le territoire des MRC. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Voilà. Nous commençons les interventions avec Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je vais vous souhaiter la bienvenue à notre table. Votre mémoire est un plaidoyer pour le respect de ce que vous appelez le réel espace vécu de la population. Je prends vos propres termes. Donc, respecter la communauté d'appartenance sinon, selon vous, il y a un risque réel de démobilitation des dynamismes locaux, régionaux, de la participation, finalement, des gens à leur volonté de progresser et de se développer.

Vous dites: Les MRC devraient être des circonscriptions d'État. Vous vous référez au modèle européen, que vous parlez de la Suisse, de l'Allemagne, de la France, vous en parlez dans votre mémoire. Est-ce que vous vous êtes posé la question sur le poids d'une personne dans une MRC par rapport à une autre, dans une perspective où vous évacuez le problème ou la réalité de la population en termes de nombre? J'aimerais ça vous entendre là-dessus.

M. Laplante: Est-ce que c'est le poids en nombre ou le poids des personnes qui représentent le nombre que vous voulez...

Mme Marois: Bien, moi, je veux savoir,

quand on vote au Québec, actuellement, et c'est ça le débat qu'on a à l'égard de la carte électorale, on essaie qu'un vote à Gaspé, à Rivière-du-Loup, à Rouyn ou à Montréal ait à peu près le même poids dans le sens où la circonscription électorale, si on veut, représente un certain nombre de populations, qui se compare d'un endroit à l'autre. D'accord? Alors, si on retient ce que vous nous proposez, c'est évident qu'on retient un autre principe. On peut décider que c'est un autre principe, mais je veux que vous m'en parlez, moi, de ça.

M. Laplante: O.K. C'est peut-être ce vécu-là qui est très difficile à vivre pour des régions comme les nôtres, parce qu'on remarque que la population diminue continuellement. Et les circonscriptions électorales, actuellement, sont basées sur les populations, et peut-être pas sur l'étendue du territoire comme tel, ce qui cause énormément de problèmes au niveau des régions périphériques. C'est peut-être pourqu'il ça reflète un peu ça dans notre mémoire, ce matin. Parce que, au Témiscouata, on connaît énormément de difficultés au niveau de circonscription électorale. On en a connu dans le passé, on a failli en connaître très dernièrement; c'est arrêté sous peu, pour quelque temps, on ne sait pas pendant combien de temps, mais on fait partie, actuellement, on en a fait partie, juste la MRC de Témiscouata, de trois circonscriptions électorales provinciales. Je trouve que c'est un mélange, ça diminue nos forces, et c'est dans cet esprit-là qu'on présente un peu le mémoire de ce matin.

Mme Marois: D'accord.

M. Bérubé (Pierre): Peut-être ajouter quelque chose, Mme Marois.

Mme Marois: Oui. J'aimerais ça vous entendre.

M. Bérubé: C'est que l'idée de statuer sur une forme de délimitation officielle d'État, c'est sûr que, en nombre d'électeurs, on peut dire: Ah! Bien, ça ne respecte pas, disons un certain nombre d'électeurs, mais on a toujours oublié, ici, au Québec, quelque chose, on a toujours pensé à l'aspect démocratique, mais on n'a jamais pensé à l'organisation sociale. Alors, je vous donne un exemple très concret. Si, par exemple, dans une région très petite et très peu peuplée, à l'extérieur du Québec, disons, alors, vous pouvez remarquer que la circonscription, même si elle est petite, il n'y a pas beaucoup de population — elle est au moins délimitée officiellement comme une circonscription d'État et le petit nombre de population moins les pouvoirs qui sont donnés là... Je vous donne l'exemple, du département de l'Aveyron, à titre d'exemple, en France, peu peuplé, une petite capitale 26 000 habi-

tants. Mais, à côté, vous avez les Bouches-du-Rhône avec une capitale, qui est Marseille, qui a 3 500 000 de population. Mais n'empêche que les gens de cette petite région-là peuvent développer leur territoire comme eux le voient, selon leur singularité même.

Quant à l'aspect électoral, qui est un aspect très très important – et vous le soulignez – c'est la démographie. L'organisation sociale aussi est très importante. À ce moment-là, en se fondant sur la circonscription d'État, on peut dire: C'est la circonscription officielle et, là, par après, on peut y aller par tranches de population...

Mme Marois: Ah bon! D'accord.

M. Bérubé: ...mais la base, c'est la région.

Mme Marois: Alors, à ce moment-là, une forme de proportionnalité pourrait être introduite sans qu'on aille à la proportionnelle pure nécessairement...

M. Bérubé: J'ai oublié un détail, Mme Marois. Je dois vous dire – parce que c'est très important – que je travaille au ministère des Affaires municipales et que tous les propos que je tiens ici n'engagent nullement mon ministère. Je devais le dire. Alors...

Mme Marois: D'accord. Bon. Revenons à notre propos de fond. Je pense que c'est important de le dire, mais revenons à notre propos de fond quand même.

À ce moment-là, est-ce que, pour respecter ce que vous décrivez et auquel je crois – je suis très consciente de ça – un régime qui retiendrait des éléments de proportionnalité, comme on retrouve dans certains pays d'Europe d'ailleurs – une proportionnelle régionale modérée enfin il y a toutes sortes de possibilités – ne pourrait pas répondre à ce que vous attendez en respectant l'entité régionale de base qu'est la réalité socio-économique et culturelle en ajoutant un élément proportionnel pour s'assurer qu'il y ait un équilibre et un respect de la démocratie?

M. Bérubé: Mme Marois, la démocratie, c'est très important. Je veux dire, c'est fondamental. Mais on a toujours oublié un autre principe qui est aussi fondamental. À l'ONU, les îles Seychelles, qui ont une population de 68 000 habitants, ont un vote et la République populaire de Chine a une population de plus de 1 000 000 000.

Alors ce qu'on vous dit ici, au Québec, il y a de vraies régions. En statuant comme ça, l'entreprise privée et tout le monde par la suite vient à fonctionner selon la circonscription de l'État: les statistiques, les bureaux des ministères, tout fonctionne selon la réalité de l'État.

Mme Marois: Je vais la poser autrement: Est-ce que vous l'excluez complètement?

M. Bérubé: Pardon?

Mme Marois: Est-ce que vous excluez complètement une possibilité de proportionnelle?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bérubé, par un oui ou un non, parce qu'il est fondamental de respecter l'horaire.

M. Bérubé: Non, ce n'est pas dans nos moeurs au Québec, à mon idée.

Mme Marois: Parfait.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. M. Gérald Larose qui sera suivi de MM. Roy et Nicolet.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je voudrais prolonger le débat qui est initié. La question du scrutin proportionnel, c'est un problème en soi, indépendamment de la structure géographique. À mon avis, on a un problème de représentativité à l'Assemblée nationale, ne serait-ce que pour la diversité des familles politiques. Je trouve que le bipartisme est un peu intrigant pour une société qui se dit ultra démocratique. En soi, c'est un problème. Combiner à la proposition que vous faites, il me semble qu'il y a moyen tout en réinstaurant, parce que je pense que vous touchez un point important dans la redéfinition des rapports État-citoyens, des rapports Québec-régions en pouvant asseoir la base démocratique et de développement et de la structuration de l'organisation sociale sur des milieux naturels. Mais on me dit qu'il y a 95 MRC au Québec. Vous pensez que ça peut être effectivement sans palier intermédiaire? C'est-à-dire les grandes régions administratives telles que définies, je pense qu'il y en a 16, est-ce qu'elles perdent de leur pertinence dans ce contexte-là?

M. Lemay: J'aurais peut-être le goût d'intervenir actuellement. Lorsqu'on a parlé tout à l'heure au niveau de proportionnelle, moi, je voudrais revenir sur un point qui m'apparaît important. Compte tenu de la situation actuelle, nous autres, on est pogné toujours dans un cercle vicieux. Nos populations diminuent constamment, donc, on ne peut plus répondre aux normes au niveau des circonscriptions électorales et la raison pour laquelle nos populations diminuent, c'est parce qu'on n'a peu ou pas de développement économique. Si l'on regarde l'exode de nos jeunes, dans les régions comme les nôtres, on se rend compte qu'on ne s'en sortira jamais à moins que le gouvernement provincial, le gouvernement national, ils sont là comme on voudra, vraiment n'établissent une

politique de développement des régions.
(12 h 30)

Nous autres, pendant longtemps, on a été des réservoirs, des réservoirs de ressources naturelles, des réservoirs de ressources humaines; et on n'a rien contre ça. Mais on a dit maintenant, ça serait peut-être le temps qu'on reçoive la contrepartie de tout ça. Et la contrepartie, dans le fond, c'est qu'on veut qu'il y ait une décentralisation au niveau des pouvoirs. On veut qu'il y ait des modulations de programme au niveau des programmes gouvernementaux, que ce soit provincial ou fédéral et on veut aussi être des participants actifs à notre développement. On ne veut plus se faire imposer des normes ou des règles administratives venant d'en haut. On veut que ce soit des gens de la région qui l'établissent.

M. Larose: Mais ça, je pense qu'il y a un consensus qui se développe autour de ça. L'originalité de votre contribution c'est de dire: L'espace du réel vécu, il doit être fixé par territoire.

Une voix: Au niveau des MRC.

M. Larose: Là, vous proposez les MRC. La question que je posais: Est-ce qu'il y a un palier intermédiaire qui disparaît?

M. Bérubé: M. Larose, c'est une question d'identité. Vous, votre famille Larose, vos parents, l'endroit d'où vous venez, c'est un dynamisme naturel. Les vraies régions au Québec, ce ne sont pas les régions 02, 04, 06 et encore moins la région 06a. C'est Lotbinière, c'est Mégantic. Ce sont les...

M. Larose: Quoiqu'elles soient favorisées, celles-là, par exemple!

M. Bérubé: Ce sont les vraies régions, voyez-vous? Alors, c'est pour permettre l'élan commun d'une même communauté qui a les mêmes buts et les mêmes intérêts de pouvoir travailler ensemble, puisqu'elle a une même destinée. À partir du moment où tu as 20 municipalités et qu'il y en a 8 dans cette circonscription électorale et que les 6 autres sont dans l'autre circonscription mais que dans les six autres là, il y en a 2 qui font partie du système de transport d'un... C'est que vous créez une hétérogénéité d'esprit. La vraie région, c'est celle qui a été déterminée par les arpenteurs du XVIIIe et du XIXe siècle qui disaient: Tu te rends de tel lieu jusqu'à telle rivière et jusqu'à tel lac. C'est quand même la réalité de la géographie et de la nature. C'est ce qui a toujours existé. Ce sont les anciens conseils de comté, les anciens comtés électoraux. Et quand on a consulté le monde en 1980, les gens ont dit: Moi, ma paroisse, je voudrais aller là. Pas là, plutôt là. C'est le même

consensus du passé, du présent et de l'avenir. C'est la vraie région.

M. Larose: Je trouve que c'est paqueté de bon sens, votre affaire. Je trouve que c'est une contribution originale et très intéressante.

M. Bérubé: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Larose. Malheureusement, le temps est terminé. Si vous voulez répondre à l'autre question. M. Roy.

M. Roy: Merci, M. le Président. Je suis très heureux de ce que je viens d'entendre, parce qu'on a parlé d'identité et, conséquemment, donc, de culture. Or, curieusement, vous utilisez le terme... Pas curieusement. Je devrais dire: Vous utilisez le terme «communauté d'appartenance». Et j'allais vous poser la question. Ce que sous-tendent ces termes «communauté d'appartenance», il me semblait que ça sous-tendait la notion d'identité et, donc, de culture. Comment la culture peut-elle favoriser, justement, l'organisation des communautés d'appartenance plutôt que la désorganisation dont vous faites mention dans votre mémoire?

M. Bérubé: ...et en étudiant le rayonnement communautaire, comment peut-on savoir où se situe la région d'appartenance, où se situe le «beat» de vie des gens? En réalité, ce que j'ai fait, à un moment donné, j'ai regardé comment les gens circulaient en automobile de telle place à telle place, comment les gens se téléphonaient de telle place à telle place, qu'est-ce que le monde lit, quel est le journal de X, ça se rend jusqu'où. Les gens se téléphonent de quel endroit à quel endroit?

Là, tu peux voir où est ton rayonnement communautaire. Et, ça, je vais vous dire quelque chose: C'est déterminé par la géographie. Quand tu viens d'un milieu agricole, même le magasin où tu vends à la personne, il va vendre à un agriculteur. Les gens ont les mêmes problèmes, la même destinée. À ce moment-là, quand tu permets aux gens de développer tout, ce qui, de fait, est une même culture... Tout vient de la terre, du sol, de la réalité de la nature.

À ce moment-là, tu as à l'esprit culturel de développer des affaires agricoles et de la musique agricole. Je ne sais pas comment je pourrais vous l'exprimer d'une façon plus concrète... Si tu viens d'une région de bois, tu vas avoir un festival de bois. Culturellement parlant, tout se relie avec la réalité du territoire. C'est le vrai territoire, ce n'est pas de le partager n'importe comment. Je pense que, ici, je vais vous dire quelque chose. Moi, monsieur, ça fait 17 ans que je me casse la tête parce qu'on perd notre identité. Là, vous avez des maires, ici, qui

viennent du territoire, qui vivent là tous les jours, et c'est l'union de la pratique et de la théorie, si vous voulez.

M. Roy: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Bien sûr, j'apprécie l'occasion de saluer mes collègues de la MRC de Témiscouata qui est devenue, grâce, justement, aux thèses que vous avancez ici, ce matin, l'une des plus connues du Québec. Je pense que vous avez, effectivement, fait un travail remarquable pour, finalement, répandre une notion qui avait tendance à se perdre.

J'ai particulièrement aimé votre conclusion qui, très clairement, établit les priorités de ce projet de société de ce Québec de demain que nous voulons bâtir en revenant à la base, la base organique, l'unité de fonctionnement de la société, la région administrative devenant un palier de référence pour d'autres objectifs. Là, je ne veux pas embarrasser Mme Griffin qui a présenté un mémoire qui était peut-être axé un peu différemment, tout à l'heure, mais, est-ce que vous vous entendez tous, sans équivoque, pour confirmer qu'à la base de toute autre organisation future doit demeurer la cellule organique qu'est la région d'appartenance?

Une voix: Tu veux répondre.

Mme Griffin: J'aimerais ça, M. Nicolet, vous répondre. Je pense que ce qu'on véhicule, ce matin, ce n'est pas incompatible. C'est que la cellule de base, c'est bien la MRC parce que l'esprit d'appartenance, c'est là. Nos besoins d'identification, ces besoins-là, on les fait ensemble, ensuite on s'allie avec nos voisins, nos MRC voisines. On a quand même des affinités qu'on ne peut pas oublier. On a nos différences, mais on a aussi nos affinités et, ensemble, on veut, avec les MRC, à partir de nos différences et de nos forces, être capables de se concerter pour en arriver à faire des consensus pour développer nos huit régions, nos huit MRC, mais toujours en respectant l'unité de base qu'est la MRC. Je pense que ce n'est pas incompatible dans ce qu'on véhicule.

M. Nicolet: Pour être très précis, est-ce que cette reconnaissance constitutionnelle, s'il doit y en avoir une, se ferait au palier municipal plutôt qu'au palier de la région administrative?

Mme Griffin: Moi, je voudrais qu'on reconnaisse le palier municipal, premièrement. C'est la base. Que ce palier municipal ou cette MRC... Le municipal parce qu'il faut penser qu'on est une MRC. Moi, juste municipal, je pense qu'on est trop petit, là. Il faut être avec les autres aussi.

Maintenant qu'on s'en aille ensemble au niveau régional, qu'il y ait un palier où, ensemble, on prend nos décisions, je pense que, là, c'est compatible, ça marche. Ça peut marcher.

Une voix: Je vous remercie.

M. Nicolet: Je pourrais peut-être réagir aussi en disant, je pense qu'on n'en est pas, nous autres, à définir la structure exacte qu'on veut avoir. Ce qu'on dit tout simplement, c'est que c'est au niveau local et au niveau des MRC que tout doit se faire dans un premier temps. On sent aussi qu'il y a un besoin de concertation qui doit se faire en région. D'où l'importance de structures dites régionales un peu comme le CRD ou tout autre. Je pense qu'on n'en est pas là, nous autres, là.

Le Président (M. Jean Campeau): ...la prochaine intervention, M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Il me fait plaisir de vous recevoir aujourd'hui, ici. Et je peux vous dire que votre mémoire... Je vais paraphraser mon collègue Larose qui, l'autre jour, disait: C'est un mémoire que je voudrais avoir écrit, ma foi, la lecture du vôtre, j'en pense la même chose aussi, dans le sens où il y a une réflexion, un contenu qui est extrêmement intéressant et qui va nous permettre d'aller plus loin dans nos réflexions.

D'ailleurs, j'ai l'impression que votre mémoire est déjà devenu un classique, puisque vos pages 5 et 6 sont citées in extenso dans d'autres mémoires. Les pages 12 et 13 qu'on verra cet après-midi, il y en a d'autres qui en parleront. Mais, déjà, vous faites œuvre de propagation, ce qui est extrêmement intéressant. Et, donc, on n'est pas les seuls à apprécier ce que vous avez fait.

Votre notion du Québec profond, moi, j'ai l'impression qu'on parle d'une émergence du nationalisme au Québec. Je pense qu'on a oublié que la notion de nationalisme ou de régionalisme est très forte. Et c'est une notion que je découvre ici. Avec quelle fierté et avec quelle ardeur vous parlez de votre région et vous voulez la défendre et l'organiser. Vous avez une vision du futur au niveau de votre région, en tout cas, qui m'impressionne et qui m'emballe. Et qui «m'emballe», c'est le terme bien mesuré.

Dans ce sens-là, quand vous dites, par exemple, que les structures actuelles, les duplications qu'on y rencontre ont eu des effets très négatifs, ont amené, entre autres, un exode de votre population. Vous disiez tout à l'heure que vous vous sentiez comme des réservoirs pour les grands centres que sont Montréal et Québec et que, finalement, c'est toujours à votre détriment que les choses se font, qu'on ne compte pas

assez sur votre dynamisme et votre désir de bâtir.

Vous voulez ramener un tas de pouvoirs ici. Mais ce qui me fatigue... Pas ce qui me fatigue, mais ce qui est moins clair pour moi, c'est que ça ressemble à une fédération ce que vous êtes en train de refaire. Et c'est ce que j'ai dit aussi à d'autres régions d'une façon peut-être moins claire. Vous reprenez, dans le fond, les pouvoirs régionaux, etc., l'autonomie des régions, etc. Et je suis d'accord, mais je me dis: Bon sang d'affaire, on ne risque pas de recommencer le même "pattern" qu'on décrie vis-à-vis le reste du Canada, en disant qu'on a deux paliers d'intervention et des duplications de structures. Dans le cas où on décentraliserait au niveau régional tout plein de pouvoirs comme ça, on ne risque pas de retrouver, à un moment donné, cette duplication avec le gouvernement central, provincial, et le gouvernement régional ou ne je sais pas trop comment vous l'appellez?

M. Lemay: J'aurais peut-être le goût d'intervenir, M. Bélanger. Dans le fond, sans rien enlever à la commission Bélanger-Campeau et à tous les commissaires ici présents, on sait pertinemment que vous travaillez de façon assez particulière au niveau d'un éventuel statut politique du Québec, qu'on parle de souveraineté, de souveraineté-association ou de superstructure. Je pense qu'il y a peut-être un mot qu'on a éliminé depuis le début, qui s'appelle le statu quo. C'est déjà un plus quant à moi. Là, je parle pour moi, je dois le préciser. Mais il y a quand même un élément qui m'apparaît important.

Qu'on regarde le statut politique versus l'extérieur du Québec, c'est drôlement important et c'est essentiel, mais ce qu'on dit, nous autres: C'est beau, c'est un grand pas au Québec, en plus de ça, on devrait regarder aussi le statut politique, mais à l'intérieur du territoire québécois. Et l'intérieur du territoire québécois, à notre point de vue, c'est les grands centres urbains. C'est les centres urbains, mais c'est aussi les régions. Et on ne veut pas être laissés pour compte dans tout ce processus parce que, pour nous autres, un changement, ça peut vouloir dire pour notre population, en tout cas, un plus. Un plus, ça veut dire un plus aussi pour les gens des régions. On ne veut pas un Québec pour Montréal ou les grands centres. On veut un Québec pour tous les Québécois.

À ce niveau-là, il est essentiel que vous ayez à l'idée, je pense, le questionnement et les interrogations profondes qu'ont les gens des régions. Sans être méchant, je voudrais dire aussi que, nous autres, on est un petit peu tannés de passer pour les quémandeurs du système. On n'est pas des quémandeurs, on veut être des participants, des intervenants à part entière. C'est à ce niveau-là, d'ailleurs, qu'on se présente ici à la Commission Bélanger-Campeau: Pour vous faire part aussi de nos attentes dans

un futur Québec. Et c'est drôlement important à nos yeux.

M. Bérubé: Un ajout peut-être aussi, M. Bélanger. Quand vous faites référence, constitutionnellement parlant, à une fédération, c'est que c'est surtout l'idée qu'il faut retenir. C'est qu'on parle de pouvoirs qu'on pourrait décentraliser et tout ça. Nous autres, ce qu'on vient vous dire, en réalité, c'est qu'on constitue une entité. Et la façon dont le territoire du Québec s'organise, actuellement, c'est que tu passes les délimitations pour les districts de transports, de telle façon, sans considération, quand même que le monde... Voyons... tu as quatre municipalités dans un district de transport et huit dans l'autre. Et dans ces huit-là, il y en a deux qui sont dans telle circonscription électorale.

On oublie quelle est la vraie entité. Autrement dit, mettons donc les choses à leur place. Et quand on parle de faire un État souverain, un État souverain associé, quand on a créé les États-Unis, l'Union soviétique, on a tout de suite dit: Comment partage-t-on ça? La Fédération canadienne? C'est en provinces. L'Union soviétique, ce sont des États. Ici, il faudrait qu'on le dise pour nous protéger, parce que nous constituons une population de 20 municipalités qui, finalement, voulons continuer à vivre et à prendre nos décisions selon la singularité même de notre territoire.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bérubé, merci.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Si vous me permettez de vous interrompre, parce que je trouve qu'en cinq minutes, on ne peut pas rendre justice à votre travail. Ce qu'il y a de contenu là-dedans, il me semble qu'il y en aurait pour des heures de discussion. Je trouve ça très malheureux, M. le Président. On n'a plus le temps, malheureusement. Mais je souhaiterais ravoir d'autres tribunes pour vous poser d'autres questions, parce que c'est très intéressant.

Le Président (M. Jean Campeau): MM. Beaulieu, Bérubé, Laplante, Lemay, Pelletier, Mme Griffin, merci de l'éclairage apporté à notre réflexion et je dirais sur l'avenir d'un Québec pour tous les Québécois.

Quelques annonces pour les membres de la Commission. Les chambres doivent être libérées à 13 heures. Il y a deux ou trois chambres qui sont prévues pour les bagages. Vous pouvez vous renseigner à la réception. Le dîner est libre. Reprise des travaux à 14 heures. Je vous demanderais d'être là à 14 heures pour qu'on puisse commencer à l'heure, vu que nous avons encore une cédule très chargée pour cet après-midi et ce soir.

(Suspension de la séance à 12 h 45)

(Reprise à 14 h 4)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous avons, cet après-midi, la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec. Mme Évelyne Langlois, je comprends que c'est vous qui présenterez le mémoire. Alors, bienvenue avec nous. Est-ce que vous pourriez nous présenter vos deux collègues?

Mme Langlois (Évelyne): Oui, ici à ma droite, c'est Mme Micheline Laroche, qui est coordonnatrice du Regroupement des femmes de Matane. Ici à ma gauche, c'est Denise Barville, directrice de Ficelles pour l'accès des femmes au travail.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, ça va. Tel que je vous l'expliquais tout à l'heure, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire. C'est à vous.

Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec

Mme Langlois: Merci. Je voudrais remercier la Commission de nous entendre et lui faire part, du même coup, de notre assurance quant à la qualité de notre mémoire, même s'il n'est que régional. Ceci étant dit, la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec est une instance qui existe depuis 1982 et qui regroupe une quinzaine d'organismes sans but lucratif. Ces groupes de femmes se répartissent sur les deux régions administratives du territoire, c'est-à-dire le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Le principal mandat de la Table de concertation est d'intervenir dans toute situation contraire aux intérêts et aux droits des femmes et ce, au plan local et régional d'abord, mais également provincial et fédéral.

Nous désirons profiter du contexte d'une redéfinition de l'avenir constitutionnel du Québec pour démontrer à la Commission que les femmes de l'Est sont doublement concernées par ce débat historique. Elles le sont comme citoyennes du Québec mais aussi comme personnes vivant dans des régions rurales trop souvent laissées pour compte dans le choix des priorités socio-économiques de nos décideurs.

Quelques données du dernier recensement fédéral confirment que les femmes d'ici connaissent des disparités importantes comparativement à leurs consoeurs de l'ensemble du Québec pour ce qui est de leur revenu disponible et des secteurs d'emploi qui leur offriraient les meilleures chances d'avenir. La Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec croit aussi que le chevauchement des compétences fédérales et provinciales a des incidences marquées sur différents aspects qui touchent les conditions de vie des femmes. Le financement de leurs organismes et associations alternatives,

l'avortement, la formation professionnelle, les services de garde et la santé et les services sociaux en sont quelques exemples.

Par ailleurs, la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec considère qu'un nouveau projet de société québécoise devrait tenir compte, dans l'établissement de ses priorités d'orientation, des régions qui, comme les nôtres, connaissent des difficultés alarmantes.

Le Québec de demain devra s'associer étroitement aux initiatives locales et régionales afin d'aider les milieux à se développer. Une modulation des normes et des critères d'application de certains programmes sera aussi nécessaire afin de les adapter plus adéquatement à la réalité socio-économique d'ici. Finalement, bien qu'un pas ait été franchi par la société québécoise vers la matérialisation des principes d'égalité entre les sexes, le Québec de demain doit, de toute évidence, poursuivre sa progression en adoptant des positions sans équivoque, face aux inégalités subies par les femmes.

En tant que féministes et citoyennes, les femmes considèrent à juste titre que les changements politiques et constitutionnels susceptibles d'être apportés au régime actuel les concernent de près. Trop souvent tenues à l'écart des grands débats historiques, celles-ci ont décidé d'être présentes à ce rendez-vous mémorable et sont déterminées à exprimer à haute voix leurs aspirations face à ce projet de société.

En résumé la Table de concertation juge que, quelle que soit la forme qu'adoptera la société québécoise, les éléments suivants devront être retenus: Au niveau des partages des compétences fédérales-provinciales, le respect de la pratique globale préconisée par les groupes de femmes et, par conséquent, un financement total qui tienne compte également de l'ensemble des ressources provenant des divers paliers gouvernementaux actuels; le libre choix en matière d'avortement; l'instauration d'une politique de formation de la main-d'oeuvre réaliste et tenant compte des véritables besoins des populations régionales; la mise en place de programmes sociaux adéquats, de services de santé et de services de garde d'enfants répondant aux aspirations et aux besoins spécifiques des Québécoises; au niveau du Québec régional, l'adoption d'une véritable politique de développement régional, le soutien des initiatives locales et régionales des groupes de femmes et l'établissement de normes administratives adaptées aux caractéristiques de nos régions éloignées; au niveau de la poursuite de l'équité hommes-femmes, l'adoption de positions fermes face à toute forme de discrimination sexuelle et la reconnaissance financière du travail des groupes et des associations de femmes. Bref, tout cadre politique et constitutionnel devra permettre le développement d'un projet de société qui réponde aux ambitions légitimes des femmes et des groupes de femmes. C'est avec leur apport que

s'érigera le Québec de demain. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Langlois. Nous commençons par M. Marcel Beaudry, qui sera suivi de Mme Côté.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Je vous remercie pour votre mémoire, que j'ai trouvé fort intéressant. On remarque dans votre mémoire que, malgré le fait que vous ayez fait beaucoup de progrès depuis un certain temps, vous considérez qu'il y en a encore beaucoup à faire; et je suis complètement d'accord avec vous que le plus vite ce sera fait, le mieux ce sera pour tous. Vous avez parlé de régionalisation et de décentralisation dans votre mémoire. Je pense que c'est une question qui tient à cœur à plusieurs personnes, parce que depuis qu'on est en région, on parle de ce problème-là, qui pourrait naturellement répondre aux besoins du milieu. Vous dites également dans votre mémoire: "Tout cadre politique et constitutionnel devra permettre le développement d'un projet de société qui réponde aux ambitions légitimes des femmes..." Ma question est la suivante: Est-ce que vous considérez que dans le cadre actuel vous pouvez répondre à ce développement-là? Sinon, dans le cadre d'un fédéralisme renouvelé, si on allait chercher ou si on rapatriait certaines compétences, est-ce que ça pourrait répondre à votre question? Si oui, quelles seraient les compétences que vous voudriez voir rapatrier?

Mme Banville (Denise): Par rapport aux compétences que nous on veut qui soient rapatriées et que le Québec puisse garder ses pouvoirs, on veut les voir au niveau de la santé, on veut les voir au niveau de la formation. On veut les voir aussi au niveau des politiques familiales, au niveau de l'avortement, et tout ce qui concerne les dossiers de femmes.

M. Beaudry: Dans ce contexte-là, est-ce que je dois comprendre que, quant à vous, votre groupe de concertation, vous seriez satisfaites et vous croyez que vous pourriez atteindre vos objectifs si le gouvernement du Québec rapatriait ces pouvoirs-là?

Mme Banville: Écoutez, la table de concertation ne s'est pas positionnée quant à un Québec souverain ou un fédéralisme renouvelé. Ce que l'on peut vous dire, c'est que nous souhaitons un référendum quand même, et les Québécoises et les femmes de notre région sauront choisir quel Québec on veut. On a confiance dans le choix que nos femmes vont faire.

M. Beaudry: C'est bien. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Côté.

Mme Côté: Oui, il y avait un intervenant tout à l'heure qui disait: On veut un Québec pour des Québécois. Je pense que ce que vous venez nous dire, c'est: On veut un Québec avec les Québécoises, qui sont 52 % de la population. Je pense que c'est le message que vous nous livrez.

Cependant, lorsque je lis votre mémoire, je me rends compte que, finalement, vous posez en hypothèse première et vous le démontrez, que les femmes du Québec, malgré les acquis fragiles, ont réussi à déterminer certaines politiques et certains services qui les servent beaucoup plus que les femmes du Canada. Vous montrez notamment que le Québec de demain devra tenir compte de l'emploi, des services de santé, de l'éducation.

J'aimerais que vous nous disiez... Je sais que vous ne voulez pas vous prononcer, j'ai compris ça là, je n'ai pas besoin... je ne vous poserais pas la question là. Mais j'aimerais que vous nous disiez cependant, d'après l'expérience que vous avez sur le terrain et d'après le mémoire que vous avez présenté, quels seraient les avantages que vous autres vous trouvez qui serviraient les femmes du Québec, dans un Québec fédéraliste renouvelé ou non. Je pense que le statu quo, tout le monde n'en veut pas là. J'aimerais que vous me disiez quels seraient les avantages que vous y verriez, que le Québec devrait considérer s'il décidait d'être souverain.

Mme Langlois: Est-ce que vous voulez savoir ce que les femmes considèrent comme avantageux dans un Québec souverain?

Mme Côté: Non, le contraire.

Mme Langlois: Le contraire, dans un fédéralisme...

Mme Côté: Parce que vous faites une démonstration...

Mme Langlois: Oui, oui, O.K.

Mme Côté: ...que les femmes du Québec ont des acquis plus grands que les femmes canadiennes. Vous dites que certains acquis que les femmes ont gagnés, c'est grâce au mouvement des femmes, à sa réalité et aussi à la réalité et à la spécificité du Québec. D'accord. Vous ne vous prononcez pas, mais, dans votre expérience, vous avez quand même vu qu'il peut y avoir des avantages, qu'il pourrait y avoir des avantages aux femmes à rester dans le fédéralisme. Si le Québec devenait souverain, il devrait tenir compte de ces avantages-là qu'on avait, donc les rapatrier au Québec. C'est ça que je voudrais savoir, les avantages pour les femmes du Québec de rester dans le fédéralisme.

Mme Langlois: Elle est embêtante cette

question-là... vraiment.

Mme Côté: Je ne voudrais pas vous mettre en boîte.

Mme Langlois: Bien, on sait que dans les années cinquante, l'intervention du gouvernement fédéral au niveau de la santé et des services sociaux a été déterminante. Ça a été d'un grand support pour le Québec. Sauf qu'aujourd'hui, financièrement aussi. Bon, si je parle, par exemple, moi je travaille dans un centre de femmes. Financièrement, c'est que le gouvernement fédéral alloue des subventions, nous alloue des subventions, mais le gouvernement provincial aussi. Peut-être que, financièrement, ce serait un avantage, mais je n'en suis pas tout à fait convaincue non plus. Aujourd'hui, le désengagement du fédéral amène des conséquences aussi pour les groupes de femmes et pour les femmes. Si on regarde au niveau de la sécurité du revenu, au niveau de l'assurance-chômage et même au niveau de la TPS bientôt, ça va avoir des influences, des incidences majeures en tout cas pour les femmes que, nous, on aide et pour nos groupes aussi.

(14 h 15)

Mme Côté: Ça veut dire que si le Québec devenait souverain – puisque vous dites que les femmes sont capables de se prononcer – ça veut dire que le support financier que vous aviez comme groupe de femmes, qui venait du fédéral, le Québec devrait en tenir compte donc vous donner les moyens financiers pour que le mouvement des femmes puisse avoir vie à l'intérieur du Québec et dans votre région. C'est ça que vous me dites?

Mme Langlois: Oui, c'est ça. Et ce qu'on mentionne dans le mémoire aussi c'est que, s'il y avait un nouveau cadre constitutionnel, le Québec devrait tenir compte du fait que, nous, on a une approche globale aussi auprès des femmes. C'est-à-dire qu'on ne peut pas dissocier les services directs qu'on offre aux femmes de nos activités d'éducation populaire et de nos actions de conscientisation parce que, pour nous, aider les femmes à la base, mais en même temps au niveau de la société il n'y a rien qui change, ça ne donne rien. Ça fait qu'on considère qu'un gouvernement devrait tenir compte de notre approche globale et nous financer en conséquence.

Mme Banville: Et lorsqu'on parle des programmes, quand on s'adresse au fédéral, on s'adresse à une région, le Québec, quand on parle au provincial, on s'adresse à des régions. C'est peut-être un peu plus avantageux.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va?

Mme Côté: Je peux ajouter une autre affaire? Parce que beaucoup de groupes viennent

parler de l'importance de la régionalisation et de l'importance de la décentralisation. Or, dans le cas du mouvement des femmes pour qu'il y ait une vraie régionalisation, une vraie décentralisation, il faut que les politiques nationales soient très grandes, très fortes. Il faut que les grands paramètres nationaux soient très forts parce que, si les grands paramètres nationaux ne sont pas très forts, on va vivre au niveau des régions une disparité entre les régions et une disparité par rapport aux grandes réalités des femmes. Il y a une nuance à mettre. Est-ce que vous êtes d'accord avec ce que je fais comme analyse?

Mme Laroche (Micheline): Les disparités on les vit déjà depuis plusieurs années. On peut dire que le manque de stratégie, en tout cas ce qui apparaît dans les régions comme ici – il n'y a pas seulement la nôtre, je pense qu'on peut le voir dans les différentes régions du Québec, un peu éloignées des pôles, des grands centres comme Québec, Montréal – ces disparités-là, elles sont là depuis 30 ans et s'accroissent. Alors comme on le disait très bien il y a des femmes qui se fréquentent chez nous et qui disent: Ça ne peut pas être pire, tu sais. Le souverainisme ça ne peut pas être pire. Un Québec souverain ne peut pas être pire. On est habituées à être débrouillardes et à fonctionner avec à peu près rien, à être inventives. Parce que je ne sais pas... Vous êtes à Matane. J'espère que vous serez ici plus d'une journée. J'aimerais que vous puissiez vous promener un peu dans la campagne environnante et que vous essayiez de voir si vous retrouvez les choses avec lesquelles vous êtes habitués de vivre. C'est vraiment un milieu exotique, c'est un dépaysement, ici. Et puis on accepte de vivre ici. Il y a certaines qualités à vivre ici, sauf que les femmes disent aussi: Il faut qu'on change nos stratégies de développement assez rapidement, parce que les écarts ne peuvent pas continuer à grandir indéfiniment. Je pense qu'on atteint un point limite actuellement. Les femmes comptent beaucoup sur un rapatriement régional des budgets et... pouvoir compter et faire le développement, non pas par des penseurs dans des bureaux à l'extérieur. On est capables de penser ici aussi et on est capables de développer notre coin de pays. Mais on veut regagner nos pouvoirs, des pouvoirs régionaux.

Mme Côté: Merci bien.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est écoulé sur le premier bloc de 10 minutes. On passe maintenant à Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: Merci, M. le Président. Tout d'abord, je tiendrais à vous féliciter pour votre mémoire. À la lecture de celui-ci j'ai remarqué que vous en venez aux mêmes conclusions que le mémoire qui nous a été présenté par le Conseil du statut de la femme en ce qui concerne les

chevauchements de compétences et les conclusions auxquelles lui et vous arrivez sont les mêmes, sauf qu'à la lecture de votre mémoire je crois remarquer que vous trouvez peut-être... vous vous plaignez du fait que vous avez à vous adresser à deux ordres de gouvernement, tant fédéral que provincial, pour aller chercher des fonds, de l'argent. Par contre, comme vous êtes des femmes en région, vous dites: Pour nous développer, nous, étant donné qu'on est des femmes en région, il faudrait avoir plus de pouvoirs pour les régions. Et vous dites qu'il faudrait un peu régionaliser les programmes, il faudrait que le gouvernement régionalise ses programmes, il faudrait qu'on tienne compte de nos besoins. Or, il y a des intervenants qui nous ont présenté des mémoires et qui sont allés un peu plus loin que vous. Je voudrais vous entendre là-dessus. Ils nous ont dit: Bon, bien, il faudrait que la future Constitution prévoie spécifiquement des pouvoirs pour les régions. On ne retrouve pas ça dans votre mémoire. Moi, ce que je comprends, c'est que vous dites: Le gouvernement du Québec devra, dans le futur, prévoir des programmes où on nous accordera beaucoup plus de pouvoirs. Moi je vous dis: Est-ce que vous êtes d'accord avec ce que prônent les autres mémoires où vous dites: Ce sera le gouvernement qui déterminera, quitte à nous donner des pouvoirs un peu appliqués à notre région?

Mme Laroche: On espère que le gouvernement va développer des structures assez souples pour pouvoir inclure à peu près toutes les régions du Québec.

Mme Bégin: Mais est-ce que vous aimeriez les voir incluses dans la Constitution ou simplement à l'intérieur de programmes qui pourraient être déterminés ultérieurement par un gouvernement québécois?

Mme Laroche: C'est des modalités qui ont leur importance, je suis d'accord avec vous, mais je ne sais pas...

Mme Banville: Les régions sont capables de faire la gestion de programmes avec des normes qui s'appliquent dans les régions.

Mme Bégin: O.K. Donc, vous n'allez pas jusqu'à l'inclure dans la Constitution. Vous direz ultérieurement: On fera des programmes pourvu que ce soit régionalisé. Nous, ça nous convient. C'est ce que je crois comprendre de votre mémoire. Est-ce que c'est bien ce que je comprends?

Mme Banville: Nous ne sommes pas allés jusqu'à demander que ce soit inclus dans une constitution effectivement.

Mme Bégin: O.K. Ça répond à ma question.

Non, M. le Président. Ça répond à ma question. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Bégin. Mme Jeanne Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonjour, mesdames. Vous faites la démonstration dans votre mémoire de choses particulièrement évidentes pour moi, peut-être moins pour d'autres. C'est d'abord que les femmes ont effectivement contribué et ont montré leur capacité à contribuer au développement économique et social du Québec, et votre volonté d'être partie prenante aux décisions touchant l'avenir du Québec. Je trouvais que c'était peut-être utile qu'on le réaffirme.

Vous faites également la démonstration des coûts particulièrement élevés des chevauchements des programmes et de l'ingérence du fédéral dans le financement de certains programmes. Vous dites, entre autres, touchant la formation professionnelle, que ça ne pourra jamais être pire pour les femmes. Diriez-vous que finalement l'idée de la souveraineté fait moins peur aux femmes?

Mme Banville: Effectivement, sur le seul plan administratif, il y a des sommes importantes qui sont dépensées seulement sur la paperasse et on se dit que toutes ces sommes épargnées pourraient être réinjectées directement pour la clientèle. On dit aussi que les femmes ne seront pas plus pauvres qu'elles le sont aujourd'hui en régions.

Mme Blackburn: D'accord. Plusieurs intervenants en régions, et je m'en réjouis, contrairement à d'autres qui ont droit à leur avis mais dont je ne partage pas l'avis, les régions font entendre de façon unanime à ce jour, et très forte, l'idée qu'il faut décentraliser et les pouvoirs et le choix des orientations de développement et les budgets.

Vous dites en même temps: Selon les intervenants, il faudrait que ce soit au moins inscrit dans la Constitution. Et vous nous fournissez un certain nombre d'éléments de ce que devrait contenir un projet de société. Moi, je trouve que c'est extrêmement important, dans un Québec souverain, quelle sera la place des régions. Il faut que vous veniez ici nous donner un certain nombre d'indications et c'est ça qui se fait de façon extrêmement intéressante.

Cela dit, comme on aura à prendre, comme commissaires tantôt, une décision qui invitera la population à se prononcer sur un choix de société, est-ce que vous pensez qu'on pourrait ou qu'on devrait d'abord décider des pouvoirs qui seront les nôtres avant de parler de distribution des pouvoirs et, ensuite, de parler d'un projet de société sur la base de ce que nous aurons entendu? Alors, je repose la question parce que

ce n'est peut-être pas clair. Parce que beaucoup de gens réclament des pouvoirs, le Québec ne peut pas donner les pouvoirs qu'il n'a pas. Il nous apparaît difficile, actuellement, de commencer à dessiner un Québec avec des pouvoirs qu'on ne détient pas et qu'on n'est pas sûr d'avoir, selon les choix qu'on fera. Alors, est-ce que vous pensez qu'il faut d'abord aller chercher le mandat pour récupérer un certain nombre de pouvoirs ou tous les pouvoirs et, ensuite, signer notre projet de société?

Mme Banville: Écoutez, selon les sondages, toute la population est prête. Je pense qu'il manque seulement vous.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Blackburn: Très bien.

Mme Banville: "Vous" étant la Commission!

Une voix: "Vous" étant nous.

Une voix: "Vous" étant la Commission.

Mme Blackburn: Très bien. Alors, vous suggérez donc, comme tout à l'heure, un référendum le plus rapidement possible.

Une voix: "Vous", c'est la Commission?

Une voix: Oui, oui. Il fallait bien le préciser.

Mme Blackburn: "Nous", c'était la Commission, là. J'imagine, oui, que ce n'est pas juste moi.

Mme Banville: Non, non. Ce n'est pas seulement vous qui étiez visée.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Banville: Ce n'est pas seulement vous qui étiez visée. C'est parce que vous parliez au nom de la Commission.

Mme Blackburn: Bien, bien. Parce que, moi, je dois vous dire que, mon choix, il est fait. Vous réclamiez tout à l'heure un référendum le plus rapidement possible et, si je vous comprends bien, il ne devrait comporter qu'une question: Veut-on, oui ou non, être souverain et avec des associations économiques avec le Canada? Est-ce que ce serait ça?

Mme Banville: Nous pensons qu'ici, en région, les femmes sont prêtes à entendre cette question-là.

Mme Blackburn: Bien. Est-ce que – peut-être dans le prolongement de la question, parce

qu'il me reste encore une petite minute, monsieur – dans le prolongement de la question de Mme Côté de tout à l'heure, si je comprends bien votre réponse, c'est: N'importe quoi est préférable au fédéralisme actuel et on n'a pas peur de la souveraineté.

Mme Banville: En tout cas, pas le statu quo.

Mme Langlois: On sait qu'il y a un consensus de base qui dit que, le statu quo, on ne l'accepte plus.

Mme Blackburn: Écoutez, je pense que, pour moi, c'est très clair. Je vous félicite. Je vous félicite de la qualité de votre mémoire également et de vous faire le porte-parole de ce qui me semble, effectivement, comme à vous, être devenu un courant très fort au Québec. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien. Mmes Laroche, Langlois et Banville, merci de votre apport à notre Commission.

Nous recevons maintenant le Parti québécois Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, conjointement avec le Parti québécois Îles-de-la-Madeleine. Alors, si je comprends bien, M. Lebel est le... Non... Quel est votre nom, madame?

Mme Doyer (Danielle): Danielle Doyer.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Vous êtes Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et l'autre côté, Mme Leblanc.

Mme Leblanc (Marie): C'est moi.

Le Président (M. Jean Campeau): Îles-de-la-Madeleine. Alors, vous, vous avez 30 minutes donc, vous vous partagez chacune cinq minutes. Alors, vous avez cinq minutes pour la présentation totale, vous avez donc deux minutes et demie chacune.

Parti québécois du Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Parti québécois des Îles-de-la-Madeleine

Mme Doyer: M. le Président, on nous a dit qu'on avait cinq minutes de présentation pour chacun des mémoires. On s'est préparé de cette façon-là. On nous a dit qu'on avait cinq minutes de présentation pour le mémoire du...

Le Président (M. Jean Campeau): Écoutez...

Mme Doyer: ...de l'Est du Québec, cinq minutes pour le mémoire des Îles-de-la-Madeleine.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Dans ce cas-là, vous allez prendre chacun cinq minutes à même le temps de la présidence, et il

y aura un petit moins de temps pour les questions. Ce sera 30 minutes conjointement.

Mme Doyer: D'accord.

Le Président (M. Jean Campeau): À vous, madame, de commencer. Auparavant, est-ce que vous pourriez présenter vos collègues?

Mme Doyer: Certainement, M. le Président. À mon extrême gauche, M. Pierre Dufort, qui est président du Parti québécois du comté de Matane, M. Léonce Deraspe, secrétaire du Parti québécois des Îles-de-la-Madeleine, Mme Marie Leblanc, présidente du Parti québécois des Îles-de-la-Madeleine. Je vais attendre à la fin, la politesse... M. Harold Label, qui est président du Parti québécois pour Rivière-du-Loup, Paul Crête, qui est une personne-ressource qui a travaillé au mémoire et qui est membre de l'exécutif du comté de Kamouraska-Témiscouata, Danielle Doyer, présidente de l'Est du Québec pour le Parti québécois.

Le Président (M. Jean Campeau): À vous pour la présentation de votre mémoire.

Mme Doyer: Merci. M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, je vous souhaite la bienvenue dans la région qui a vu naître René Lévesque. La Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est une occasion unique pour le Parti québécois du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine de faire valoir, au-delà de toute partisanerie, ce que devrait être le Québec de demain. Nous exprimons la vision d'une partie importante de la population des huit comtés, allant de Kamouraska-Témiscouata à Gaspé, en passant par Bonaventure, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup sans oublier les Îles-de-la-Madeleine.
(14 h 30)

Nous nous targuons de vous faire entendre la voix d'une région du Québec qui a été le plus grand laboratoire d'intervention dans le cadre du fédéralisme canadien au cours des 30 dernières années, avec les résultats désastreux que l'on connaît. Notre région est aujourd'hui plus que jamais en instance de survie. Nous profiterons de la présente audience pour vous faire part des conditions essentielles à cette survie, mais surtout à la viabilité économique, politique... excusez-moi, économique, sociale et culturelle des régions du Québec, sans lesquelles le Québec ne répondrait pas à l'une des conditions qui en font une nation, soit l'utilisation et la maîtrise de son territoire.

Dans les pages de notre mémoire, nous vous avons fait partager certains constats politiques qui démontrent clairement l'échec du système actuel pour une région comme la nôtre, que ce soit en matière de transport, de communication,

de pêche, de tourisme, de mines. Cet échec est peu attribuable à des hommes ou à des femmes, mais plutôt à l'inefficacité du système. Ce constat d'échec repose sur des structures politiques qui ont conduit à l'affaiblissement de nos régions. Mais nous voudrions surtout vous convaincre du possible qui est le nôtre si nous assumons pleinement toutes nos responsabilités et si nous nous dotons de structures politiques, d'un processus électoral et d'outils d'intervention économique permettant de nous réaliser. Nous sommes, aujourd'hui, les champions toutes catégories du chômage au Canada.

À chaque fois qu'un gouvernement fédéral, qu'un gouvernement provincial ou que des initiatives locales, toutes remplies de bonnes intentions ont voulu secouer la baraque pour renverser la tendance, ils se sont vus paralysés par l'enchevêtrement des pouvoirs entre les deux niveaux de gouvernement. Le plus bel exemple, c'est le secteur des pêcheries. Un autre exemple, c'est celui de la formation professionnelle. L'enchevêtrement des juridictions nécessite une telle dépense d'énergie qu'il n'en reste plus suffisamment pour s'attaquer au véritable problème: un développement régional respectueux des ressources régionales disponibles.

Concernant le développement régional, le bilan est catastrophique. Les ententes Canada-Québec, renouvelées en 1988, sur le développement des transports, une enveloppe globale de 170 000 000 \$, sur le développement de la science et de la technologie, 60 000 000 \$, sur le développement touristique, 100 000 000 \$, sur le développement des entreprises de communications, 40 000 000 \$, n'ont généré aucun investissement dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Le choix voulu et calculé de développer le Canada de l'Atlantique au Pacifique s'est fait au détriment de l'axe Québec - États-Unis d'Amérique.

La double représentation de députés à Québec et à Ottawa est une source d'inefficacité qui permet d'alimenter les soirées des organisateurs politiques, mais qui nuit profondément au développement de notre région, les représentants d'un gouvernement ou de l'autre changeant à tous les deux ans environ. Le député actuel, avec ses moitiés de pouvoir, applique des moitiés de solution. Le système électoral actuel désavantage les régions en provoquant une sous-représentation systématique de l'Opposition au lendemain de l'élection et nous suggérons un mode de représentation proportionnel territorial.

Le Québec de demain gagnera en efficacité, en qualité de vie et en force collective s'il se dote de structures régionales respectueuses des volontés de ses régions et possédant des pouvoirs appropriés. L'accession à la souveraineté confirmerait le rôle du Québec comme maître d'oeuvre exclusif en matière de développement économique régional.

En matière économique, la création de fonds

d'investissement régionaux autonomes s'appuyant sur des garanties de prêt gouvernemental donnerait l'occasion au milieu de mettre de l'avant les projets qui sont les siens. La Caisse de dépôt et placement, dans les années soixante, est venue répondre aux besoins de capitaux d'investissement au Québec. Nous croyons à la nécessité d'une initiative semblable dans l'Est du Québec et dans toutes les régions du Québec. Il nous apparaît essentiel de doter les régions de budgets composés de sommes totalement transférables et administrées par une structure décisionnelle régionale, regroupant les députés du Québec et les élus locaux.

En conclusion, le Parti québécois du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine recommande à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec d'adresser un rapport unanime à l'Assemblée nationale lui recommandant d'accorder au gouvernement du Québec le mandat de réaliser la souveraineté du Québec, de proposer un projet constitutionnel à être ratifié par voie référendaire, qui respecte la tradition démocratique québécoise, d'intégrer à ses recommandations un modèle de structure politique accordant aux régions d'un Québec souverain, un contrôle réel sur leur développement économique, social et culturel, tant par le mode de représentation retenu que par les pouvoirs délégués à ses élus d'une région. M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, je veux vous remercier de nous avoir écoutés.

Le Président (M. Jean Campeau): Bon, Mme Leblanc, c'est à vous.

Mme Leblanc: Mesdames et messieurs, merci d'avoir accepté de nous entendre. Nous représentons le Parti québécois des Îles-de-la-Madeleine. Le Parti québécois compte un peu plus de 700 membres sur une population de 15 000 habitants. La population des Îles, contrairement à celle de la Gaspésie, ne va pas en diminuant. Disons qu'elle a une lente, très, très lente, progression; c'est presque imperceptible. Cependant, nous sommes confrontés aux mêmes problèmes que la Gaspésie, c'est-à-dire que nos enfants qui vont étudier à l'université, en général, ne reviennent pas dans les Îles parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi. Alors ils demeurent à l'extérieur des Îles, ce qui fait qu'on perd un peu, disons, de nos compétences, si vous voulez. Le Parti québécois a représenté aussi 49 % de l'électorat à la dernière élection. Alors, nous pensons que nous représentons un courant idéologique qui a une certaine importance aux Îles.

Vous vous demandez probablement pourquoi nous avons voulu présenter un mémoire à la Commission, étant donné qu'aucun exécutif de comté, dans notre Parti, ne l'a fait. C'est que nous considérons que les Îles-de-la-Madeleine, ça a un caractère unique. Nous savions qu'aucun

mémoire ne ressemblerait vraiment, ou en tout cas s'apparenterait vraiment avec le mémoire des Îles-de-la-Madeleine. Les Îles-de-la-Madeleine, c'est surtout à cause du territoire maritime que nous pensons, peut-être y aurait-il la Côte-Nord qui peut revendiquer ce territoire, mais nous n'avons pas voulu prendre de chance. Les Îles-de-la-Madeleine, comme je vous l'ai dit, c'est particulier. D'abord, il y a notre histoire, nous sommes à 95 % des descendants d'Acadiens. Ça se voit dans notre accent. Être Acadiens, pour nous, c'est nos origines. C'est les coutumes que nous avons conservées et nous sommes fiers d'être Acadiens. Cependant, soyez rassurés, on ne demandera pas de statut de société distincte...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Leblanc: ...comme descendants d'Acadiens. Nous sommes conscients qu'être Acadiens, c'est le passé. C'est notre passé, ça nous appartient. Personne ne peut nous enlever ça, mais ça demeure le passé. Nous sommes Québécois depuis 1895, lorsque les Îles-de-la-Madeleine sont devenues un comté autonome. Ça a commencé là. Disons que ça s'est développé encore davantage à partir des années soixante, avec la télévision d'État et les communications, enfin, la facilité des communications. Donc, nous sommes Québécois, nous sommes définitivement Québécois. Et être Québécois, pour nous, c'est notre avenir. Nous avons voulu aussi vous situer...

Le Président (M. Jean Campeau): Vous pouvez abréger, madame, le temps fuit.

Mme Leblanc: Bon, d'accord. Alors nous avons voulu, si vous voulez, être présents dans le débat actuel. Nous avons voulu être participants à cette démarche du Québec vers la souveraineté.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, mesdames. M. Robert Benoit, vous avez la première intervention.

M. Benoit: Mmes et MM. du Parti québécois, bienvenue parmi nous. Mme Doyer, vous nous avez mentionné, dans votre court laïus, pourquoi vous avez voulu présenter un mémoire ici. J'apprécie que vous soyez ici, mais je me pose un peu la question, puis je n'ai pas eu la réponse complète. Votre chef était en fin de semaine dans l'Estrie. Il a indiqué clairement que, peu importe ce que serait la réponse à cette Commission, à la fin du mois de mars, que son choix était fait, qu'il procéderait si la réponse faisait son affaire. Mais si elle ne faisait pas son affaire, qu'il ne tiendrait pas compte de ce qui serait décidé à cette Commission. Alors je me demande, vous, Mme Doyer, qui êtes à la base d'une association dans votre Parti, est-ce que vous êtes comme votre chef? Préférez-vous qu'on

fasse une élection avant la fin de cette Commission, ou même un référendum avant la fin de cette Commission?

Mme Doyer: Je pense bien, M. Benoit, que je suis comme mon chef et que je suis pour la démocratie au Québec. D'ailleurs, nous sommes un parti social-démocrate. Nous avons répété depuis plusieurs mois que ce qui est important, c'est que ce soit le peuple du Québec qui soit consulté, et que ce que M. Parizeau a probablement voulu dire, je pense bien, c'est qu'on est un petit peu dans un climat instable actuellement au Québec. Par exemple, je ne crois pas que les libéraux se soient prononcés encore, ils ont laissé toutes les choses en suspens, les portes ouvertes, d'accord. Nous, on prend position. On prend position pour la souveraineté du Québec et c'est clair. Et on prend position... Personnellement, je réponds au nom de l'instance régionale de l'Est du Québec et nous voulons une consultation référendaire. C'est clair pour nous, et je crois bien que M. Parizeau est de cet avis-là aussi. Et l'élection aussi, c'est une façon de consulter le peuple québécois.

M. Benoit: Mais cette Commission, pour vous et les gens de votre association, c'est important?

Mme Doyer: Certainement que c'est important, cette Commission. Nous ne nous serions pas présentés si ce n'était pas important.

M. Benoit: Et vous êtes prête à travailler avec la conclusion qu'aura cette Commission éventuellement?

Mme Doyer: Je pense que je vais laisser M. Paul Crête répondre.

M. Crête (Paul): Notre hypothèse de base, à nous aussi, ça a été de dire de faire passer la patrie avant le parti. Tous nos gestes sont en ce sens. On fait confiance à la Commission. On a le droit à nos opinions politiques, et on est là dans un régime démocratique pour tenter d'influencer les gens de façon correcte pour les amener à notre idée. Ça fait plus de 22 ans qu'on est dans le dossier pour ça et je pense qu'on a beaucoup d'acquis. On croit que ce qui est très intéressant, c'est qu'aujourd'hui, plus de 60 % des Québécois, d'un sondage à l'autre, sont d'accord avec nous autres.

M. Benoit: J'aurais une autre question. Le mémoire du Parti libéral qui venait des Îles, ce matin, disait qu'ils voulaient la libre circulation des biens et des personnes entre les provinces maritimes et vous, les gens des Îles. Vous, dans votre mémoire, vous dites, à la page 7 ou 8 - mais vous ne les avez pas numérotées - alors 7 ou 8 que vous ne voulez pas d'une

souveraineté qui isole de leurs voisins les gens des Îles. Qu'est-ce que vous voulez dire quand vous dites que vous ne voulez pas être isolés de vos voisins?

Mme Doyer: Je vais laisser répondre M. Léonce Deraspe.

M. Deraspe (Léonce): Essentiellement, je pense que ce que nous souhaitons pour les Îles-de-la-Madeleine, c'est de continuer à avoir un service de transport aérien et maritime permanent avec le Québec. Actuellement, nous avons une liaison avec les Maritimes, il est vrai, mais ce ne sont pas des échanges commerciaux que nous avons avec les Maritimes, avec l'Île-du-Prince-Édouard, c'est plutôt une place où les Îles vont acheter. Par ailleurs, les Îles-de-la-Madeleine exportent très peu vers les Maritimes ou presque pas. De sorte que ce n'est pas un échange commercial que nous avons avec eux, c'est une place où on va magasiner, si on veut.

Alors, nous, on pense qu'actuellement, si on avait une liaison avec la Gaspésie, entre autres, qui serait la plus proche terre, si on veut, du Québec, on pense qu'on serait capable d'avoir des liens qui seraient beaucoup plus significatifs et beaucoup plus adéquats pour nous. Contrairement à ce qui a été dit ce matin, c'est une première chose.

Quand on parle d'isolement, aussi, on veut être considéré comme étant un groupe qui vit une particularité qui lui est propre et qui n'est pas partagée par d'autres. À cet égard, nous pensons que nous devons avoir des programmes qui s'appliquent explicitement ou de façon très particulière pour des milieux comme nous. Peut-être aussi l'Île d'Anticosti ou des milieux comme ça. De sorte qu'au niveau de l'accessibilité, au niveau des programmes de subventions, d'aide ou des choses comme ça, il faut absolument, à notre avis, que ce soient des programmes qui soient adaptés à notre milieu. Dans ce sens-là, on dit qu'on ne veut pas se sentir isolés parce que, actuellement, la majorité des programmes qui sont offerts au niveau fédéral et un peu au niveau provincial aussi, souvent ça nous désavantage.

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est maintenant écoulé. Nous passons à M. André Ouellet.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Mesdames et messieurs, je regrette que votre mémoire minimise l'importance de la politique laitière canadienne. Pour en avoir parlé souvent à des producteurs laitiers, je sais que les quotas de lait et les subsides qu'ils reçoivent sont très importants pour eux.

D'ailleurs, l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques a fait une étude de ces subsides et ils ont jugé que ces

subsidies canadiens étaient même trop généreux, d'après eux. Ils ont conclu que les producteurs laitiers du Canada — évidemment ça comprend ceux du Québec — reçoivent 72 % de leurs revenus en subsides comparé à 60 % pour les producteurs laitiers de la Communauté économique européenne et 56 % pour les producteurs laitiers des États-Unis.

Lorsqu'on constate que plus de 47 % de la production de lait industrielle du Canada vient de la province de Québec et que cette production québécoise est protégée à l'intérieur du pays par un système de quotas qui est contrôlé par la Commission canadienne du lait, il faut se demander comment un Québec souverain ferait pour préserver ses acquis. Est-ce que vous avez une réponse à cet égard? Est-ce que, les producteurs laitiers... Vous ne pensez pas que les producteurs laitiers des autres provinces ne s'empresseraient pas dans un Québec souverain d'augmenter leurs propres quotas pour répondre à leurs propres besoins laitiers?

(14 h 45)

Mme Doyer: Je vais laisser M. Paul Crête répondre.

M. Crête: La première partie de la réponse, c'est que je pense qu'on laisserait facilement une ou deux minutes de notre temps à M. Proulx qui est l'expert là-dedans pour y répondre correctement. Et le deuxième élément, je pense que le Québec, en termes agricoles, c'est bien connu, est victime du système fédéral depuis longtemps. On a fait de nous autres des spécialisés dans un secteur donné. On a contré de façon systématique au fédéral les volontés d'autosuffisance du Québec et ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui on fait des réclamations là-dedans pour avoir le plein contrôle dans ce domaine-là et je crois que là-dessus, l'UPA pourrait d'ailleurs vous donner de l'information très complémentaire, étant donné qu'ils sont eux autres mêmes les représentants des agriculteurs du Québec.

M. Ouellet: Je n'ai aucun problème pour discuter de la question publiquement ou privément dans n'importe quel forum avec M. Proulx et je pense qu'il y a un certain nombre de chiffres véhiculés par l'UPA qui doivent être contestés. Malheureusement, les producteurs du Québec n'ont pas toujours les bons chiffres et je vous ai donné des chiffres ici qui me paraissent assez importants.

Ma deuxième question est la suivante. Vous prétendez que les ententes du ministère de l'Expansion économique régionale n'ont pas donné ce que vous espériez avoir en retombées dans la province de Québec. Ceci me paraît assez surprenant. Vous parlez, dans votre mémoire, de catastrophe. Or, à la lecture des performances du ministère de l'Expansion économique régionale, on se rend compte que près du tiers du budget de ce ministère, bon an, mal an, vient dans la pro-

vince de Québec soit par des ententes cadres signées avec les autorités provinciales soit par des subventions directement aux industries. Ma question est la suivante: Comment pouvez-vous sous-estimer les réalisations concrètes dans le domaine agricole, dans le domaine de l'industrie des pâtes et papiers, ici même à Matane, dans le domaine du tourisme et dans le domaine de la construction routière qui sont à mon avis tous des exemples très concrets d'intervention du gouvernement canadien qui n'ont peut-être pas apporté tous les résultats que vous espériez mais qui ont quand même apporté des résultats assez concrets?

M. Crête: Je répéterai que dans l'entente qui a été renouvelée en 1988 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, aucun sou n'a été dépensé dans l'Est du Québec de cette entente-là depuis deux ans, pas parce que les gens ne sont pas corrects, pas parce que les députés ne sont pas corrects, parce que le système est tout croche, parce que ça prend beaucoup d'interventions pour aller réussir et ça prend tellement d'énergie pour se rendre jusqu'à la subvention et de toute façon sur ces ententes-là il n'y a pas, encore aujourd'hui, en tout cas hier, à la veille, d'autorisation du fédéral pour libérer les sommes liées à cette entente.

M. Ouellet: Non, mais, moi, je vous parle de réalisations qui datent depuis 11 ans, depuis que le ministère de l'Expansion économique régionale existe, depuis 1969. Bon an, mal an, depuis 1969, il s'est dépensé, dans la province de Québec, au-dessus de 200 000 000 \$ et dans la région, je vous ai donné des cas précis, dans le domaine touristique, dans le domaine agricole, dans le domaine des routes et dans le domaine des pâtes et papiers, des projets précis dépensés dans vos régions par des ententes passées avec des autorités fédérales et provinciales.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est écoulé mais, en vertu d'une courte tradition à la Commission qui veut que quelqu'un qui est non pas attaqué mais contesté puisse répondre, M. Proulx, vous avez une minute.

M. Proulx: Merci M. le Président. C'est juste pour... Je comprends que M. Ouellet, comme ça fait longtemps qu'il n'a pas eu la chance de pouvoir scruter à fond les véritables chiffres, je suis certain qu'il n'a pas voulu nous induire en erreur, mais, malheureusement, il l'a fait en donnant ces chiffres-là. Juste dire que 72 % de subventions c'est le calcul entre le prix international de la poudre de lait et le prix qui est vendu ici, alors c'est une fausse donnée, parce que ce n'est pas de la subvention; juste pour imager ça un peu plus, si on prenait la moyenne des salaires des avocats mondialement et la moyenne des salaires des avocats québécois, il

faudrait dire que l'écart entre les prix, c'est une subvention. Alors, ça n'a pas de sens.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Proulx: Deuxièmement, même si...

Le Président (M. Jean Campeau): Votre minute est écoulée, là.

M. Proulx: ...on produit 48 % du lait, les quotas c'est des signatures internationales, par l'article 11 ça s'applique, que tu adhères au GATT, que tu sois indépendant ou non, tu deviens automatiquement signataire de ça et je rappellerai à M. Ouellet aussi qu'en échange de nos 48 %, on pourrait changer avec l'Alberta, parce qu'il faut se rappeler qu'on consomme de 75 % à 80 % de leur production bovine.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Proulx. Nous passons maintenant à M. Charles-Albert Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. En lisant les deux mémoires, il y a d'abord des statistiques qui sont plaisantes, il y a des statistiques que je vais conserver. Et quand on les lit, qu'on regarde, et qu'on essaie de ressortir une pensée de tout cela, c'est que ça va mal et puis que le fédéral est sans doute responsable de tous les maux. Toutefois, il y a une petite phrase qui m'a semblé très importante. À la page 17 du mémoire, quand il s'agit d'économie. Attendez, il y avait deux mémoires, je m'excuse, donc ce serait à la 10 du deuxième mémoire des Îles-de-la-Madeleine: "Le Québec est tourné vers la prospérité. N'étions-nous pas la province qui s'est sortie la première de la récession économique de 1981-1982?". Ce n'est pas le premier mémoire dans lequel je lis cela. Il y a quand même une évolution. On va même jusqu'à dire - on a fait la comparaison - qu'on serait l'État, le onzième pays du monde pour le standard de vie. Ça va vraiment mal. Il y en a environ 200, comme on vous a dit il n'y a pas longtemps. Mais on est le onzième.

Moi je trouve que dans tout cela, on se fait dire beaucoup de choses. C'est vrai que le piano a des notes fausses. On est rendu au stade, maintenant, où est-ce qu'il faut changer le piano ou réparer les notes qui sont fausses. Et c'est là le grand problème. Ça se situe dans cela. Et je pense qu'il faut que vous nous aidiez à trouver des solutions et non pas aller à l'extrême et dire qu'ils sont responsables de tous les maux. Il faut se souvenir que le pays des anges n'est pas forcément le paradis. Il y a même une critique dans un de vos rapports, qui est très bonne. Vous avez dit: le problème d'Hydro-Québec vis-à-vis du ministère fédéral de l'Environnement. Voilà que le fédéral a décidé de dire: Bon, on n'interviendra pas d'une manière... Et le problème

revient au Québec. On a deux ministères qui, au Québec, se disputent le fameux projet d'Hydro-Québec. Mais on n'en sortirait pas plus dans le système actuel. Je trouvais... au moins on pouvait dire qu'il y avait peut-être un arbitre indépendant, mais la chose...

Mais là c'est revenu sur les ondes dire: "Ah! le fédéral n'a pas pris ses responsabilités". Quand il en prend trop c'est mauvais, et quand il n'en prend pas, ah bien! là c'est encore plus mauvais. Alors, il va falloir, dans tout cela, disséquer le bon et le mauvais, et trouver si le piano en est au point qu'on doit complètement s'en débarrasser ou trouver des moyens de le réparer dans le contexte actuel.

Et si on prend tous les mémoires, et je vais en faire un sommaire de tout ce qui est bon, onzième pays au monde pour le standard, ce n'est quand même pas négligeable. Et votre observation, pour moi, je la respecte. Qu'est-ce que vous nous offrez comme solution possible pour réparer mon piano?

M. Dufort (Pierre): Je voudrais d'abord préciser que ce qui est soulevé à la page 10, c'est vraiment suite à des initiatives du gouvernement du Québec que le Québec s'est sorti de la crise, et non pas à cause du fédéral.

M. Poissant: Tant mieux.

M. Dufort: Ça, c'est important de le dire, dans notre esprit c'est très clair, à cause de tous les programmes qui ont été mis sur pied à cette époque-là. Il ne faut pas confondre. Il y a des choses qu'il est important de mettre au clair.

M. Deraspe: J'aimerais préciser que l'esprit du mémoire dans lequel nous avons fait cette affirmation-là, c'est que prenons un domaine comme la pêche, comme exemple: si on se fie au découpage territorial au niveau des eaux, normalement le Québec aurait accès à quelque chose comme 60 % de l'ensemble du territoire du golfe Saint-Laurent. Actuellement, nous allons chercher dans le golfe Saint-Laurent 7 % de la ressource qui est pêchée là. À ce que je sache, c'est toujours le même gouvernement qui fait les lois, qui donne les permis, les quotas, qui subventionne les bateaux et qui fait en sorte qu'une place au détriment d'une autre, ou plus qu'une autre est favorisée ou défavorisée.

Nous, ce qu'on dit, aux Îles-de-la-Madeleine c'est que nous n'avons pas la juste part qui nous revient dans le golfe Saint-Laurent. Nous ne pouvons pas nous servir des ressources naturelles que nous avons pour nous développer. Actuellement, nous avons des usines qui avaient été construites par le gouvernement du Québec qui ne sont pas opérantes, qui sont fermées, la clef est dans la porte faute de ressources. Pas parce que la ressource n'existe pas, parce qu'on

ne nous donne pas le droit d'aller la chercher. Il y a d'autres provinces, nos voisines, qui sont reconnues comme étant des provinces de pêche et ont accès à la ressource alors que nous c'est à notre compte et à nos plects, on ne peut pas y aller. C'est ça qu'on dit dans le mémoire et je pense qu'il faut ramener...

Le Président (M. Jean Campeau): Il y a définitivement des notes brisées, je suis d'accord avec vous.

M. Lebel (Harold): Moi, je n'ai pas 30 ans et ça ne m'intéresse pas de passer ma vie à jouer après le piano. En fin de semaine, j'ai lu un livre. Ça s'appelle "Disparités régionales d'une société opulente", Institut canadien des affaires publiques, 1966. Il y a des gens là-dedans comme Guy Coulombe, Paul-Henri Lavoie, Clément Vincent qui était ministre, Maurice Sauvé. Ce qu'ils disent là-dedans, c'est la même affaire que vous dites aujourd'hui. En 1966, j'avais quatre ans à cette époque-là. Je n'en reviens pas. Je me dis: Un jour ou l'autre, il va bien falloir faire un choix. Là, je dis...

Le Président (M. Jean Campeau): Il faudrait que vous...

M. Lebel: Non, je le dirai tantôt. Ça va me permettre de prendre mon souffle.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Le temps est écoulé. M. Parizeau.

M. Parizeau: M. le Président, d'abord, quelques remarques au sujet des gentilleses que M. Benoit avait à mon égard tout à l'heure. Je n'ai pas très bien compris. Je serais en situation anormale que de demander au gouvernement un référendum sur la souveraineté le plus rapidement possible. Je dois être, quoi, le sixième ou le septième membre autour de cette table à demander la même chose. Et beaucoup de gens qui sont venus devant nous ont demandé ça. Je comprends qu'on me reproche, quant à l'avenir du Québec, d'avoir, moi et mon parti, des convictions et de savoir où l'on va. Ce n'est pas parce que nos amis d'en face, actuellement, ne savent pas très bien où ils vont qu'ils doivent nous reprocher, à nous, de savoir où on va. Alors, je préfère passer l'éponge.

Bon. Cela étant dit, je reviens au mémoire que nous avons devant nous, d'abord par quelques commentaires et ensuite, par une question. C'est vrai que cette région - même M. Poissant, dans un pays qui, dans l'échelle des degrés de prospérité, se place après tout plutôt vers le haut que vers le bas - est la plus pauvre du Québec, que le taux de chômage habituel dans cette région est anormal par rapport au Québec, anormal par rapport au reste du Canada, anormal par rapport à l'Amérique du Nord tout entière.

La situation est anormale ici, est perçue comme anormale depuis très longtemps. Sur le plan du chômage, les chiffres qu'on atteint dans cette région provoquent des réactions qu'on ne voit nulle part ailleurs, ni au Québec ni au Canada. C'est certainement une des dernières régions où on se réunit dans les églises, où les évêques interviennent en lançant des cris d'alarme parfois absolument pathétiques. Si ce n'était qu'une question d'accorder le piano, Dieu que ce serait simple!

D'autre part, je pense que, Mme Doyer, vous avez parfaitement raison de dire que cette région ici, peut-être en partie à cause de ce que je viens de dire, a servi de laboratoire depuis presque 30 ans à toute espèce de combinaison fédérale-provinciale. Nulle part l'exubérance fédérale-provinciale n'a été aussi poussée qu'ici depuis le BAEQ. Non, depuis ARDA. Ça remonte encore plus loin. Pour ceux qui ont mes tempes grisonnantes, ils se souviendront d'ARDA. L'ardeur et les efforts ont été considérables. À peu près constamment des échecs, un chaos fédéral-provincial, la Gaspésie, le Bas-du-Fleuve, les Îles-de-la-Madeleine, c'est vraiment l'expression vivante du chaos fédéral-provincial qu'on dénonce dans bien d'autres cas, dans bien d'autres domaines, mais qui, nulle part, n'a trouvé autant qu'ici une telle apothéose. Dans ce sens-là, il faut continuer, je pense, à montrer que le roi est nu, à faire en sorte qu'on arrête de se payer de mots comme on le fait dans cette région depuis tellement longtemps sur la collaboration fédérale-provinciale, sur les programmes fédéraux-provinciaux de développement, sur "ce programme-là n'a peut-être pas marché mais, vous allez voir, le prochain marchera". Je m'arrête là parce que mon temps doit être épuisé.

Le Président (M. Jean Campeau): 30 secondes.

M. Parizeau: Alors, je vous dis simplement, Mme Doyer: Cette révélation de l'aberration "fédéral-provincial" que vous trouvez ici, on ne la retrouve nulle part au Québec avec une acuité pareille. Continuez à la pousser, continuez à l'analyser. Il faut enfin que le message passe que ce système fédéral-provincial avec lequel on a cherché à remonter la Gaspésie et le Bas-du-Fleuve a échoué. Pas échoué depuis deux ans, échoué depuis un quart de siècle. Et que les perspectives sont probablement plus sombres maintenant qu'elles ne l'étaient il y a 20 ans.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, MM. Lebel et Crête, Mme Doyer, Mme Leblanc, M. Deraspe, M. Dufort, merci de votre présentation.

Je regrette. Je voudrais juste avertir les gens qu'on a établi qu'ici, à la Commission, il n'y avait pas d'applaudissements.

(Suspension de la séance à 15 h 2)

(Reprise à 15 h 4)

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que les étudiants en sciences humaines du cégep de Matane sont arrivés? S'ils pouvaient se mettre à la table. Bienvenue aux étudiants en sciences humaines du cégep de Matane. Celui qui présente le rapport voudrait-il s'identifier et présenter des collègues?

M. Audy (Sébastien): Oui, je vais présenter mes collègues. D'abord, Reno Bernier, Marie-Claude Perron, Simon Dubé, Jasmine Bernier, Nathalie Lavoie et moi-même, Sébastien Audy.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre rapport. S'il y avait moyen de faire ça en cinq minutes et un petit moins, ça nous aiderait.

M. Audy: Ça va être cinq minutes pas mal juste, je pense.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

Étudiants en sciences humaines du cégep de Matane

M. Audy: Nous, étudiants et étudiantes en sciences humaines du cégep de Matane, nous pensons être un groupe de personnes dont c'est important d'entendre les commentaires sur l'avenir constitutionnel du Québec. Issus d'une région qu'on dit éloignée de divers milieux, tant urbains que ruraux, nous avons tous en commun un intérêt pour l'avenir de notre nation et nous souhaitons faire quelque chose de concret qui pourra peut-être influencer, nous l'espérons, les décisions qui seront prises concernant le Québec de demain.

Mme Lavoie (Nathalie): Nous sommes jeunes et, pour la plupart d'entre nous, c'est la première fois que nous nous intéressons de si près à la vie politique de notre pays. Cette expérience de réflexion que nous avons faite ensemble nous a permis de prendre conscience de nos lacunes, du manque d'information pour traiter d'un sujet si important. Cependant, nous ne pouvions pas, nous semble-t-il, laisser passer cette occasion. Quoique jeunes, nous ne sommes pas indifférents au monde qui nous entoure. Nous vous entendons beaucoup parler, vous, les vieux, et on ne peut pas dire que vous nous rendez la vie, sinon l'avenir, facile.

On entend parler tous les jours d'un énorme déficit. On vit tous les jours dans un coin où le taux de chômage est très élevé. On voit nos amis se former ici puis s'exiler dans les grands centres, soit pour continuer leur formation, soit pour trouver un emploi dans leur domaine d'études. On peut facilement s'imaginer qu'on

aura à le faire nous autres aussi. Nos villages se vident et vieillissent. Parfois, on entend un personnage politique, tantôt du provincial, tantôt du fédéral, faire de grandes déclarations sur ce qu'il compte faire pour assurer l'avenir de notre région, pour assurer notre avenir. Sur le coup, on le croit, mais on prend cela avec un grain de sel.

M. Bernier (Reno): Quand on regarde ça plus globalement, on s'aperçoit que le Québec traverse une période de dénatalité et on comprend qu'il faudra la contrer en attirant des immigrants. On sait aussi qu'ils se retrouvent en grand nombre dans les grandes villes. Ils contribuent ainsi à mettre en péril notre langue et notre culture sans apporter de solution au peuplement et au développement des régions périphériques comme la nôtre. Qui est responsable des politiques d'immigration?

On a été les témoins, également, d'un grand nombre d'accidents écologiques: les pneus à Saint-Amable, l'incendie des BPC, les déversements d'huile dans le fleuve, etc. On entend parler de réchauffement du climat, de disparition de la couche d'ozone. On se demande dans quel état sera notre monde, demain. Vous pouvez penser que le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie ressemblent à un paradis terrestre exempt de toute pollution. C'est ignorer qu'une des grandes richesses de chez nous, c'est le fleuve, que vous avez pollué. Saviez-vous que nous n'avons jamais pu manger les moules qui vivaient le long de nos côtes? Et pourtant, il y a pour nous protéger deux ministères de l'Environnement.

Dans le monde de l'éducation, on connaît toute la confusion entre les palliers de gouvernement. Tous, nous connaissons le taux de chômage qui touche le Québec; on sait qu'il a toujours été plus élevé que la moyenne canadienne. Qu'est-ce qui explique cela? Il y a pourtant deux ministères responsables du développement du Québec et du développement des régions. C'est la même chose pour l'agriculture. On s'aperçoit qu'elle est en piteux état et pourtant, on nous dit que certaines des terres de notre région sont parmi les meilleures du Québec. Or, nos terres déperissent, faute d'exploitants. Les gens préfèrent s'en aller en ville, car il devient trop coûteux de s'établir en agriculture. C'est un secteur particulièrement névralgique pour assurer l'occupation de tout notre territoire. Ça devrait bien aller, pourtant. N'y a-t-il pas deux ministères de l'Agriculture?

Mme Perron (Marie-Claire): Voici nos recommandations. Premièrement, afin d'améliorer sa situation, nous estimons que le Québec doit affirmer sa souveraineté et assumer la plénitude de ses pouvoirs. Il serait préférable de le faire par le biais d'un référendum. Nous pensons qu'il serait très souhaitable d'établir des liens, tant aux plans politique qu'économique, avec le reste

du Canada, sous forme d'entente ou de traité. En devenant souverains, nous ne serons plus soumis à la juridiction de la Cour suprême, le Québec devra inévitablement en mettre un sur pied pour ses propres problèmes intérieurs et participer à l'élaboration d'un tribunal d'arbitrage pour régler les litiges éventuels entre le Québec et le Canada.

M. Dubé (Simon): Cinquièmement, l'immigration sera, sans doute, un outil important pour développer le territoire du Québec. Il faut donc que le Québec soit le seul à décider de sa politique d'implantation des nouveaux arrivants.

Sixièmement, la protection de la langue française passe par le pouvoir exclusif du Québec à légiférer sur ce point. On a vu, avec le "Canada Bill", comment une juridiction extérieure pouvait rendre une loi québécoise inopérante.

Septièmement, dans le secteur de la culture et des communications, il est évident que nous devons les protéger pour ne pas les laisser se noyer sous la masse culturelle anglo-saxonne et celle des immigrants. Il faut assurer une sorte de continuité à notre culture française.

Huitièmement, le Québec doit avoir tous les pouvoirs en ce qui a trait à l'éducation, tant pour assurer la formation de ses jeunes, que pour intégrer les nouveaux venus. On se doit, cependant, de respecter la minorité anglophone. Pour assurer le développement équitable de toutes les régions du Québec, il faut que le Québec dispose de tous les leviers de développement économique. Bien plus, il nous faut décentraliser les zones de développement. Le Québec ne peut grandir s'il se contente de développer les grands centres au détriment des régions qui dépeissent.

Mme Bernier (Jasmine): Dixièmement, le développement régional passe, selon nous, par la protection et l'exploitation de notre potentiel agricole. Il faut donc être en mesure de gérer ce secteur au niveau de la production, des choix, des quantités, etc. Il faudra songer à une renégociation du traité de libre-échange pour l'améliorer, en particulier dans le secteur des produits laitiers où le Québec est désavantagé.

Douzièmement, dans le domaine de l'environnement, le gouvernement du Québec devra en assumer la responsabilité entière et en faire une priorité "prioritaire". Le fleuve Saint-Laurent devra faire l'objet d'une attention toute particulière.

M. Audy: Avant de terminer ce document, nous ne voudrions pas passer sous silence tout l'effort que nous avons mis dans la rédaction de celui-ci. Nous avons pris le temps de nous pencher sur le sujet, de peser le pour et le contre, et notre opinion en est ressortie renforcée. C'est une chance pour nous de faire valoir

notre point de vue, de nous faire entendre. Ce n'est pas parce que nous habitons une région éloignée, et bien souvent oubliée, que l'on ne s'intéresse pas à notre avenir. Au contraire, cela nous tient fortement à cœur. Il est évident que notre mémoire ne construira pas à lui seul le Québec de demain, mais au moins, nous aurons le sentiment d'avoir fait quelque chose de concret en ce qui concerne notre futur pays. Nous aspirons à un nouveau Québec, un Québec fort qui reflètera également son peuple. Nous voulons faire partie de ceux qui pourront dire: J'ai fait quelque chose pour ma nation. Je l'ai aidée à enlever ses chaînes. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs, merci. Nous passons maintenant à M. Gendron.

M. Gendron: Dans un premier temps, je voudrais vous dire merci à chacun et à chacune d'entre vous d'être là. Ça fait plaisir de voir un groupe de jeunes s'intéresser à l'avenir du Québec. Je pense qu'on sent, par les questions que vous avez touchées, votre intérêt réel pour le devenir d'un Québec plus représentatif. Je voudrais faire une courte mise au point – venant d'une région agricole – citer une phrase simplement pour que les commissaires soient au moins informés que, contrairement à ce que M. Ouellet affirmait, de 1980 à 1987, les dépenses fédérales en agriculture se sont accrues six fois moins vite au Québec que dans le reste du Canada. Les dépenses fédérales ont augmenté de 192 % au Canada durant cette période, alors qu'au Québec elles n'ont augmenté que de 37 %. Ça ce sont des chiffres. Les dépenses fédérales en agriculture au Québec sont en chute libre. Elles sont passées de 16,4 en 1980-1981 à seulement 7,7 en 1987-1988. Et c'était uniquement pour que les commissaires puissent voir qu'avec les chiffres on peut faire toutes sortes de considérations.

Je reviens à vous, chers jeunes, je tiens, comme je vous l'ai dit, à vous remercier pour votre mémoire. On sent que vous avez les mêmes préoccupations que beaucoup d'autres Québécois et Québécoises. D'ailleurs, dans les recommandations que vous faites aux pages 6, 7 et 8, votre première recommandation, c'est que vous reconnaissez le besoin évident pour le Québec d'assumer sa pleine et entière souveraineté et de rapatrier, non pas quelques pouvoirs, mais l'ensemble des pouvoirs.

Ma première question serait la suivante, puisque vous indiquez que vous estimez que le Québec doit affirmer sa pleine souveraineté et ainsi assumer tous ses pouvoirs, et vous souhaitez qu'il serait préférable de le faire par le biais d'un référendum: Est-ce que vous croyez que ce référendum devrait se tenir au terme des échanges avec le reste du Canada – parce que également vous suggérez une association économique – ou s'il devrait se faire dès le début des

échanges pour éventuellement donner une meilleure force de négociation?

M. Audy: On devrait d'abord faire le référendum, définir notre souveraineté, et ensuite parlementer avec le Canada.

M. Gendron: Je vous remercie. Deuxième question que j'aimerais vous poser. En éducation, vous indiquez, et moi je partage votre analyse, qu'il est clair que même si la Constitution canadienne laisse aux provinces, supposément, l'entière responsabilité éducative sous leur juridiction, ce n'est pas le cas dans les faits et vous l'illustrez d'une façon éloquente. Vous dites que le Québec devrait avoir tous ses pouvoirs en matière d'éducation pour la formation des jeunes de même que pour l'intégration des jeunes. Alors j'aimerais quand même, puisque dans cette partie-là, vous indiquez que vous êtes cependant soucieux – et je suis honoré de votre souci – de respecter la minorité anglophone. Mais il me semble que vous avez des inquiétudes que j'ai de la difficulté à comprendre. Pourriez-vous préciser un peu plus qu'elles sont vos inquiétudes concernant le respect de la minorité anglophone?

M. Audy: Je vais laisser Jasmine répondre.

Mme Bernier: Je crois que ce n'est pas en essayant de détruire les autres, qui vivent avec nous autres, qu'on peut faire quelque chose. Il faut d'abord essayer de s'entraider tous ensemble. Ce n'est pas en essayant de dire: Toi, tu es une minorité, moi je suis plus fort que toi, je suis Français, qu'on va pouvoir faire de quoi de solide. Je pense aussi qu'il faudrait demander aux minorités anglophones d'être québécoises, un peu, puis de comprendre un peu ce que nous vivons, nous, aussi. Eux autres le vivent à petite échelle, nous autres nous le vivons présentement à grande échelle. C'est tout.

M. Gendron: Dans votre lecture de la situation, parce que c'était plus ce que vous venez de donner comme précision, je suis très heureux de la précision que vous apportez, c'était plus en disant: Comprenez-nous, même si vous êtes une minorité. Mais vous n'avez pas d'inquiétude quant au respect de la minorité anglophone au Québec?

Mme Bernier: Non, je ne penserais pas qu'on arrêterait de respecter les autres pour faire de quoi de mieux. Je pense qu'on va continuer à respecter les gens avec qui nous vivons. C'est dans le respect qu'on va faire de quoi de bon.

M. Gendron: Vous avez touché des questions importantes, comme l'environnement, l'écologie, toutes les valeurs que j'appellerais de l'époque

moderne, ou d'un Québec plus autonome. Et vous avez indiqué que vous souhaiteriez que, au niveau parlementaire, il y ait amélioration quant au mode de représentation. Est-ce que vous avez réfléchi un peu là-dessus, sur quelle sorte de suggestions précises vous voudriez que nous adoptions?

M. Dubé: Je pense que le mode de représentation pourrait être, comme ceux qui sont intervenus juste avant nous, représenté selon le territoire. Parce qu'on pense que nous autres, il faudrait qu'on nous entende plus fort, à l'Assemblée nationale: la Gaspésie puis les Îles-de-la-Madeleine.

M. Gendron: Et avez-vous une réflexion, pour être entendus plus fort? Est-ce que vous partagez ce qu'on entend depuis ce matin – avec raison, en ce qui me concerne, comme régionaliste – que les régions aient de meilleures structures de représentation, également par des pouvoirs décentralisés? Est-ce que vous croyez que, dans un Québec souverain, ce serait plus facile de partager certaines responsabilités si nous les assumions toutes?

M. Dubé: Je crois que si on devenait souverain, bien, on pourrait le décider parce que, premièrement, on va être souverain et, deuxièmement, on pourrait en discuter pleinement en négociant avec le parti au pouvoir.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Dubé. Nous passons maintenant à M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. Je pense que vous posez un geste de justice, M. le Président, parce que, ce midi, c'est moi qui suis allé au collège et j'ai subi les questions des étudiants. Alors, c'est simple justice que vous me donniez le droit maintenant de leur en poser. Avant d'en poser, j'aimerais dire que votre mémoire m'a grandement impressionné. Vous savez, on a vu beaucoup de mémoires depuis qu'on est ici, faits par des vieux, et il n'y en a pas beaucoup parmi les mémoires des vieux qui sont allés jusqu'au bout de leur pensée et qui sont arrivés à des recommandations aussi précises que les vôtres. Je veux simplement souligner que peut-être ça vous fait mesurer toute la liberté d'expression que vous avez. Vous avez cette grande chance de ne pas penser que si vous vous prononcez, vous allez perdre des membres ou vous allez perdre des amis ou vous allez perdre des clients. Vous avez une parfaite liberté d'expression et vous allez au bout de votre pensée. Vous nous dites: Voici ce qu'on pense, nous, comme avenir pour le Québec.

Je suis surpris de voir que des étudiants en sciences humaines, vous vous êtes intéressés à la question de la monnaie. Je ne sais pas si vous avez parlé à vos confrères ou si ça vient de

vous-mêmes. Mais ce qui m'a intrigué, c'est: Qu'est-ce qui vous attire dans une monnaie commune avec les États-Unis?

Mme Lavoie: Je vais répondre à la question. Premièrement, on avait pensé à une monnaie commune avec le Canada. Si éventuellement ça ne marchait pas, on pourrait envisager une monnaie avec les États-Unis. Ce serait plus facile de commercer. Parce que si on a une monnaie propre au Québec, ça implique des taux d'échange, ça implique que c'est difficile de commercer avec les autres parce que ce n'est pas la même monnaie. Il faut tout changer, quelle valeur va avoir notre... je ne sais pas si on peut appeler ça, je ne sais pas comment ça va s'appeler, mais disons le dollar québécois, comme exemple. Je ne sais pas quelle valeur va avoir, par rapport au dollar américain, quelle valeur il va avoir avec le dollar canadien. Donc, pour nous, ce serait avantageux soit une association, au point de vue de la monnaie, avec le Canada ou avec les États-Unis, parce que ce serait plus facile pour nous autres de commercer et d'échanger et de faire toutes les transactions.

M. Béland: Ah bon, merci. Je suis bien content que vous ne m'ayez pas posé la question ce midi. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Allard, suivi de M. Larose.

M. Allard: Je voudrais d'abord dire à M. Sébastien, le jeune, que je trouve qu'il a un très beau prénom. Comme un des vieux dont vous parlez dans votre mémoire, j'ai le mien depuis bien longtemps. Je suis heureux de voir qu'il commence à rajeunir parce qu'il y en a beaucoup de Sébastien.

Ceci étant dit, ma question a trait aussi, comme celle de M. Béland, à la monnaie. Vous dites dans votre mémoire qu'on pourrait partager une monnaie commune avec le Canada à condition d'avoir un droit de regard sur le taux d'escompte. Je ne sais pas de quelle façon on pourrait faire ça, puis si vous pensez qu'on pourrait avoir une influence sur le taux d'escompte. On est un Québec souverain, les autres ont leur monnaie, on la partage, et on voudrait avoir un droit de regard. Est-ce que vous voulez dire que vous voudriez l'influencer? Et comment ça pourrait se réaliser? À la fin du même paragraphe, vous dites que votre dernier choix, ce serait notre propre monnaie, parce que ce serait plus coûteux. Est-ce que vous pouvez nous expliquer pourquoi vous dites que ce serait plus coûteux que le Québec ait sa propre monnaie?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Allard: Est-ce que c'est parce qu'il faudrait imprimer des billets ou... non?

M. Audy: Parce qu'il faudrait tout renverser le système, tu sais, je veux dire qu'on est habitués de fonctionner avec ça et il faudrait tout changer. Même justement comme vous le disiez: Imprimer des billets, faire, je ne sais pas, une Banque du Québec, si on peut dire, à la place de la Banque du Canada. Toutes les infrastructures pour ça, je pense que ça doit être quand même assez coûteux. Je ne suis pas un spécialiste mais c'est facile à se rendre compte, il me semble.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Allard: Alors vous dites que ce serait plus coûteux parce qu'il faudrait imprimer des billets?

M. Audy: Bien, ce n'est pas juste...

M. Allard: Ce n'est pas parce que la monnaie du Québec...

M. Audy: ...je veux juste...

M. Allard: ...aurait une valeur...

M. Audy: Il y aurait peut-être ça aussi parce que...

M. Allard: ...différente de celle des autres.

M. Audy: ...justement ce serait le problème d'établir la valeur du dollar, je dis dollar là, du dollar québécois. C'est ce qui fixerait sa valeur, c'est ça qui serait compliqué aussi.

M. Allard: Est-ce que, en ce qui regarde la monnaie, la possibilité d'une monnaie commune avec les États-Unis, vous souhaiteriez aussi avoir un droit de regard sur le taux d'escompte? Ça existerait quand même ça...

M. Audy: Bien, à moins que ce soit...

M. Allard: ...entre le Québec et les États-Unis.

M. Audy: ...parce qu'il faudrait qu'il soit ajusté à la réalité québécoise. Comme présentement le taux d'escompte du Canada est ajusté par rapport à ce qui se passe en Ontario, la surchauffe de l'économie. Ce sont des régions comme la nôtre qui en subissent les conséquences avec la montée des taux d'intérêt. C'est pour ça qu'il faudrait avoir un droit de regard autant – si, admettons ce serait avec les États-Unis – avoir un droit de regard là-dessus aussi pour l'ajuster à nous autres et non à ce qui se passe là-bas.

M. Allard: On n'aurait pas le même problème avec les États-Unis...

M. Audy: Oui, c'est ça que je dis...

M. Allard: ...qu'on a présentement selon vous avec l'Ontario et...

M. Audy: Bien il faudrait avoir un droit de regard justement. Si c'est avec le Canada ou avec les États-Unis c'est la même chose, il faut avoir un droit de regard pour l'ajuster à nous autres.

M. Allard: Droit de regard ça veut dire quoi?

M. Audy: Sur le taux d'escompte.

M. Allard: Ça veut dire quoi avoir le droit...

M. Audy: Pouvoir en fixer un pour le Québec.

M. Allard: Ça veut dire quoi avoir le droit de regard?

Mme Bernier: Ça veut dire peut-être pouvoir l'ajuster en fonction de chez nous et non pas de ce qui se passe à l'extérieur. Peut-être là il y a une personne à peu près si on généralise là pour que tout le monde comprenne... dans le fond ce serait une personne qui dit: Bon bien moi je veux que le taux d'escompte soit comme ça. Bien nous autres ce qu'on aimerait c'est que cette personne là discute et regarde un peu autour d'elle pour voir si ce n'est pas seulement dans un coin que ça se passe comme ça ou si c'est partout que c'est comme ça et essayer de mettre ça pour généraliser ça pour faire une plus grande uniformité.

M. Allard: Alors, à ce moment-là, ce ne serait plus une monnaie commune?

Mme Bernier: Oui, ce serait une monnaie commune pareil.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Bernier: Je veux dire pour le taux d'escompte, pour le fixer.. Comme là Sébastien il dit que c'est fixé surtout en...

Le Président (M. Jean Campeau): Mmes, MM. les étudiants je regrette le taux, le temps est écoulé.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose c'est à vous.

M. Larose: Merci M. le Président. En lisant votre premier paragraphe où vous êtes un peu

persifleurs à l'endroit des vieux, j'espérais que vous regardiez un peu de ce côté-ci de la table pour au moins dire qu'on n'est pas tous vieux de la même façon.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Je m'excuse.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: C'est un texte simple, clair, pas compliqué et, contrairement à d'autres textes, il n'y a pas de chiffres. Ça me rappelle quelqu'un qui m'avait dit, après un exposé farci de chiffres, que les statistiques étaient à quelqu'un ce qu'un réverbère était à l'alcoolique...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: ...ça servait plus à se donner une certaine contenance qu'à éclairer le sujet.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Alors je pense que vous nous avez privés de cet éclairage. Je voudrais vous amener à votre recommandation 10 sur le traité de libre-échange que vous souhaitez voir être renégocié. Est-ce que je comprends que c'est seulement sur l'aspect touchant les produits laitiers ou si on doit regarder ça sous d'autres aspects?

M. Bernier: C'est tout le traité qu'il faudrait revoir, pas nécessairement renégocier mais revoir, sous les nouveaux yeux d'un Québec libre. Quand on va être souverains, on va avoir d'autres yeux. C'est tout le temps les autres, comme au fédéral, qui le regardaient pour nous, qui étaient presque nos lunettes, quelque chose comme ça. Donc c'est ça. Mais surtout au niveau des produits laitiers qu'on devrait peut-être là renégocier mais encore là, vérifier pour faire le mieux qu'il faudrait.

M. Larose: Est-ce que, pour vous autres, le traité de libre-échange – bon, globalement on dit que c'est un traité qui permet la libre circulation des biens, d'une partie des services, d'une partie des capitaux, est-ce que vous êtes d'orientation davantage libre-échangiste ou si vous pensez que, comme société, à travers notamment les appareils d'État, à travers l'État, on doit quand même avoir un plus grand contrôle sur un certain nombre de leviers?

M. Bernier: C'est justement pour ça qu'il faudrait revoir le traité de libre-échange, pour avoir plus de contrôle sur certains niveaux, avoir des leviers, comme vous dites.

M. Larose: Et ça servirait à quoi d'avoir

plus de contrôle, pour quel objectif?

M. Bernier: L'indépendance.

M. Audy: Plus on a de contrôle, il me semble, plus on est indépendant. Ce serait pour éviter, peut-être, que les industries comme l'industrie du meuble, présentement qui est partie à la dérive, pour ne pas dire sur la "dérive", là, je veux dire, ils ont des gros problèmes justement à cause de ça, parce que les meubles américains rentrent, rentrent, et coûtent mois cher, et les industries ferment, il y a du monde qui est au chômage. Il n'y a pas juste l'industrie laitière, il y a d'autres points aussi peut-être qu'il faudrait voir. C'est pour éviter qu'on soit désavantagés sur certains points.

M. Bernier: Je l'ai dit, les produits laitiers, c'est parce que je vis dans le monde agricole, parce que mon père est agriculteur. C'est ça que j'ai vu en premier. J'ai été élevé là-dedans et c'est ça qui m'a frappé. C'est comme Sébastien dit, il y a beaucoup d'autres secteurs comme ça, mais moi ce qui m'a frappé c'est l'agriculture, parce que mon père a travaillé toute sa vie sur sa ferme. C'est son grand-père qui la lui a léguée et il a travaillé toute sa vie. Il s'est arraché la vie là-dedans, et là depuis quelque temps, ce n'est plus sur sa terre qu'il travaille, c'est dans les papiers.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose, votre temps est écoulé. Avant de passer la parole à Mme Hovington qui, étant du coin, pourrait aussi s'attirer des applaudissements, je voudrais faire remarquer aux gens qu'on est venus à une entente à la Commission pour qu'il n'y ait pas d'applaudissements. Alors je demanderais aux gens, aux spectateurs ici, aux gens qui assistent, de ne pas applaudir. Mme Hovington, c'est à vous.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. D'abord à mon tour, permettez-moi de féliciter les jeunes étudiants en sciences humaines du cégep de Matane d'être venus nous présenter un mémoire à la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec et je veux mentionner à cette Commission que le cégep de Matane est le seul groupe de jeunes à avoir présenté un mémoire à la Commission dans tout le Québec. Alors, je vous en félicite. On dit toujours que les jeunes sont apolitiques, qu'ils sont plus ou moins intéressés à la politique, alors vous venez nous prouver le contraire. Et c'est tout à votre honneur. Et vous prenez carrément position, dans votre mémoire, pour la souveraineté-association. Je dois vous dire qu'à l'intérieur du Parti libéral du Québec aussi, il y a certains jeunes comme vous qui prennent position pour la

souveraineté du Québec avec une association avec le Canada.

À la page 6 de votre mémoire, je voudrais revenir sur la première de vos recommandations, qui m'apparaît un petit peu paradoxale, si vous voulez bien me l'expliquer. Vous dites: "Afin d'améliorer sa situation, nous estimons que le Québec doit affirmer sa souveraineté et assumer la plénitude de ses pouvoirs." Jusque-là, ça va. "Nous pensons qu'il serait très souhaitable d'établir des liens, tant au plan politique qu'économique, avec le reste du Canada, sous forme d'ententes ou de traités". Ça m'apparaît paradoxal parce que, d'une part, vous voulez rapatrier la plénitude des pouvoirs politiques, j'entends bien, et ensuite vous voulez créer des traités ou des ententes avec le reste du Canada sur les mêmes thèmes politiques. Ça veut dire quoi, en termes clairs dans votre esprit?

M. Audy: On veut dire par là qu'on ne peut pas rester isolés, on ne peut pas se couper et faire un mur de béton entre le Québec et le Canada. Il faut quand même continuer à avoir des échanges sur le plan économique. Par exemple, ce pourrait être des choses sur les tarifs douaniers entre les deux nations, des choses comme ça, et au plan politique on peut peut-être parler de l'armée, la protection du territoire, des choses comme ça, aussi.

Mme Hovington: L'armée resterait une armée canadienne?

M. Audy: Ce n'est pas à moi à déterminer ça, mais je veux dire que c'est des choses comme ça qu'il faudrait peut-être voir sur le plan politique.

Mme Hovington: Comme au niveau du passeport, est-ce que le passeport canadien resterait quand même pour un Québec souverain?

M. Audy: Non, moi je ne pense pas par exemple.

Mme Hovington: Est-ce que vous êtes déjà allé dans un pays étranger avec un passeport canadien?

M. Audy: Non.

Mme Hovington: As-tu déjà été gêné de montrer ton passeport canadien?

M. Audy: Je n'ai jamais été dans un pays... je n'ai pas de passeport, ce qui fait que...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Hovington: Mais si tu en avais un, je pense que tu ne serais pas gêné de sortir ton passeport canadien dans le reste du monde, parce

que le Canada est bien vu.

M. Audy: Je pense que je ne le serais pas plus avec un passeport québécois, je pense.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Hovington: Maintenant, vous parlez dans votre mémoire de l'immigration comme d'un outil important de développement du territoire et ça j'en suis, mais comment voyez-vous cet outil? Est-ce que vous prévoyez des obligations pour les immigrants de venir s'installer en régions périphériques ou des obligations de résidence, ou des octrois de primes d'éloignement? Quelle forme, selon vous, devraient avoir les incitatifs pour amener les immigrants en régions, comme en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent?

Mme Bernier: Je pense que ce serait en leur donnant des avantages, soit que s'ils viennent ici, bien, premièrement, le gouvernement pourrait faire des programmes pour les aider à s'établir. Nous autres, à la maison, on riait bien, on disait: Bon, bien, on va leur donner un terrain de ferme puis ils vont leur dire: Ils vont faire la culture; c'est ce que les gens font de moins en moins ici. Mais ce serait peut-être un outil pour essayer de peupler aussi des régions périphériques, peut-être faire des programmes, leur donner des avantages beaucoup. Leur faire comparer des avantages entre Montréal, qu'ils restent dans un petit appartement et, des fois, ils sont obligés de recourir à des assurances sociales pour pouvoir survivre. Tandis qu'ici on pourrait leur donner d'autres moyens que recourir à ces choses-là et à devenir quelqu'un et peut-être un Québécois.

Mme Hovington: Sûrement. Et... Oui?

M. Audy: Et parce que, bien souvent, quand ils s'en vont dans des grandes villes, bien, ça devient quasiment des ghettos. C'est comme à dire un petit appartement; ils travaillent à 5 \$ l'heure dans les usines mais ce n'est peut-être pas ce qu'il y a de mieux pour eux autres. Il faudrait peut-être qu'ils s'aperçoivent de ça. Il faudrait qu'ils prennent vraiment conscience de ce qui se passe avant de venir ici. C'est ça...

Mme Hovington: Parce que le grand problème qu'on a avec l'immigration, vous savez qu'ils restent tous dans la grande région de Montréal et à peu près. Donc, mettre en place des programmes d'incitation pour les amener en région, mais c'est les garder aussi. La rétention des immigrants en région c'est important parce que, dans les années passées, on a vécu avec des peuples orientaux des mesures comme ça pour amener les immigrants en région. Mais au bout de trois mois, six mois, un an, ils retournaient à Montréal. Et ça, il va falloir y penser aussi: des programmes de rétention pour garder, comme on

fait pour nos médecins en région dans le fond.

M. Audy: C'est ça. S'ils ont le choix, bien, ils vont s'en aller, mais il ne faudrait peut-être pas trop leur laisser le choix non plus.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Hovington: Vous préconisez...

M. Audy: Je ne veux pas dire les enfermer, mais...

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Hovington, un dernier commentaire.

Mme Hovington: C'est déjà fini, mon Dieu!

Le Président (M. Jean Campeau): C'est déjà fini.

Mme Hovington: Ça passe vite, oui, parce que j'aurais eu plein de questions à vous poser, parce que je vous ai laissés ce midi au cégep de Matane sur une réflexion. Je vous ai posé la question: En quoi la souveraineté pourrait faire en sorte que le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie on puisse se développer, économiquement parlant, politiquement parlant, socialement et culturellement parlant? Et en quoi la souveraineté pourrait faire en sorte, par exemple, qu'on pourrait assurer un plein emploi dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie? Je ne sais pas si vous avez eu le temps d'y réfléchir en vous en venant, ou ultérieurement.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça sera...

Mme Hovington: Il est important d'y penser.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça sera pour la prochaine fois. En attendant, le temps est maintenant épuisé. Sans vous approuver, sans vous désapprouver, je peux dire qu'au nom de tous les membres de la Commission, c'est rafraîchissant de vous entendre parler et qu'avec vous autres, je ne pense pas que la région est à la veille de disparaître. Je vous remercie.

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Merci beaucoup.

(Suspension de la séance à 15 h 33)

(Reprise à 15 h 37)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant le Comité d'action sociale anglophone. M. Howard Miller, si vous voulez bien présenter les personnes qui vous accompagnent.

Comité d'action sociale anglophone

M. Miller (Howard): Bonjour, messieurs et mesdames. I would like to present our committee: on my left, Fiona Watts, member of the Board of Directors of CASA, Committee of Anglophone Social Action, as well, on my left, Johanne Richards, who is the program coordinator for CASA. On my immediate right, Ethelyn Vatie, who represents the Women's Institute of la Gaspésie. And also on my right is Albert Patterson, the executive director of CASA.

I would like to begin by saying, on behalf of CASA, I would like to express our thanks to the Committee for allowing us this opportunity to state our views on the constitutional future of Québec society.

Our position is pro-federalist. That should require no apologies in a free and democratic society. The question for us is whether or not the French Québec society is prepared to believe in and accept the sincerity of the Anglophone community when we proclaim that, as true-blue Québécois, we love our province and we wish to be a vital and contributing member of that society.

There is a mythology that has been carefully crafted to deny us, as Anglophones, any serious recognition or input into the growth, development, or political destiny of this province. Contrary to what has often been said about us, we do not feel like we are "the best treated minority in the country" and we resent its implication. We are not living in hope of returning to the good old days of Québec, when French Canadians were perceived as the "porteurs d'eau" for their English bosses. We are not insincere, nor are we two-faced, when we claim ourselves to be Québécois, even if we oppose loi 101 et loi 178. However, we have been made to feel that if we do not support Québécois nationalism 150 %, then we are not true Québécois.

Outright separation or independence for Québec will, in our mind, break up the country. Sovereignty-Association, super-structure, they may be more polite terms, but they will have the same effect. Our concern is for the growing linguistic intolerance evident throughout our society, and we are afraid that the emerging Québec of tomorrow may no longer be able to claim the moral high ground. All the current signs point to a type of resentment and hostility that are being heaped on the French minority citizens outside of Québec and also on our anglophone minority citizens here in Québec, as if we are guilty for all the linguistic injustices of Canadian history.

Bien sûr, le Québec français dit tout ce qu'il faut: On aime nos anglophones, on supporte leurs institutions, on leur donne la loi 142 et la loi 107, on les traite mieux que n'importe quelle autre province le fait au Canada. From our

viewpoint, French Québec is much better at recognizing the injustices committed by other provinces than it is at finding fault within its own borders.

People of the Gaspé Coast, be they French-speaking or English-speaking, have, by tradition and throughout history, lived and worked in harmony with one another. Much intermarrying has occurred and, in many of our communities, one is sometimes hard pressed to determine which, indeed, is the mother tongue. Traditional levels of tolerance and harmony have broken down among our people, and we blame this poisoned atmosphere on the urban nationalists who would impose an unjust unilingual stamp on this province. We, in CASA, representing our anglophone community, have already gone on record numerous times when we have stated that we appreciate, enjoy and support living in a predominantly French Québec. But he have been made to feel that we are no longer welcomed in the province of our birth: Strangers without a home. For make no mistake about it, we have more in kinship in Québec with our rural Francophone neighbours than we would with the urbanites of Toronto, Vancouver or Calgary.

Anglophones of our community want essentially one thing from our Francophone neighbours: respect. Respect for our mother tongue, respect for our right to learn to be conversant and work in the language of Québec, le français. We do not want to be called: "les autres" or "les Anglais", we do not wish to be excluded when we hear the saying: "le Québec aux Québécois". We consider ourselves "Québécois". We do not want to be excluded from the sociopolitical dynamic of this province, but do not expect us to adopt nationalistic policies that treat the sight or sound of our mother tongue as worse than pornography.

En conclusion, je veux vous raconter une histoire personnelle, qui, je pense, représente un petit symbole. Le mois passé, chez moi, à Gaspé, j'ai pris une petite marche avec ma fille de 19 mois. Au bout de mon chemin, quelqu'un a écrit un message, - j'espère que je peux le prononcer assez bien: "Allô les blocs, salut les 'blokes'. J'ai montré ça à un voisin francophone - tous mes voisins, à Gaspé, sont des francophones - et j'ai dit: "Regarde ce qui se passe maintenant avec les politiques du Québec ici, à Gaspé". Et il m'a dit une réponse propre: "Écoute, Howard, ils sont des fous partout." Et j'ai répondu: "C'est vrai, mais c'est la même chose à Brockville, n'est-ce-pas?"

Ce qui est dangereux, c'est quand un gouvernement utilise des stratégies ou des lois répressives, parce que ça donne un mauvais signal au monde. Si la langue est menacée, par extension peut-être, les personnes qui parlent cette langue sont aussi une menace. De notre part, la souveraineté, ce n'est pas un beau risque, ce n'est pas un risque calculé, c'est un

risque peut-être assez sévère pour toutes les personnes du Canada et du Québec, avec beaucoup de dangers inconnus.

Et à cet instant, les risques ne méritent pas le but. Québec n'a pas besoin d'une constitution qui dise qu'on est distincts. Nous étions distincts, nous sommes distincts, nous serons toujours distincts, avec un accord ou sans un accord constitutionnel. Et de notre part, les Québécois français seront toujours une société forte et formidable, avec un avenir sans limites, parce qu'ils sont capables de survivre contre n'importe quel obstacle. Les Québécois anglais ont assez de confiance dans leurs voisins francophones, c'est la raison pour laquelle on veut rester ici.

Maintenant, il faut que les francophones pensent qu'ils sont en majorité au Québec, qu'ils ont assez de pouvoir, assez l'esprit ouvert de rester maîtres chez nous. Et on peut rester maître chez nous quand même, dans un contexte canadien fédéraliste sans prendre la route séduisante de la souveraineté.

Les anglophones de la Gaspésie sont vos voisins, nous sommes des Gaspésiens, nous sommes des Canadiens et surtout, nous sommes des Québécois. Nous sommes fiers de ce grand héritage, nous ne sommes pas ennemis du Québec français, we are your allies. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Miller. Première intervention, M. Libman. (15 h 45)

M. Libman: Merci, M. le Président. M. Miller, we welcome your brief. And I would like to say a few things about your brief, and especially about some of the points that you mentioned. As you mentioned and we hear all too often by the Parti québécois and the Liberal Party that Québec's Anglophones are the best treated minority in the world, and this is used as justification for the suspension of individual rights.

What people overlook is the fact that the universities, the school system, the health and social service network that they refer to were built by and sustained by the Anglophone community over the years, and predominantly, in the heavily concentrated area of Montreal. What is overlooked often is the fact that Anglophones in outlying regions, especially in the Gaspé, do not benefit from some of these services that come with the numbers that exist in the Montreal area. Yet, they suffer from the same suspension of individual rights.

Now, in addition, before I get my question, as you mention in the brief that the stability of our health and social service system is on shaky ground right now. Bill 142 still has not been implemented four years later. The recent Bill 107, the new education act, may be placing our school boards in jeopardy as well. The one thing that is important to realize is that most of the

groups that have come before this Commission, favouring sovereignty or favouring sovereignty-association have said: There is an important place for Anglophones in Québec. We must respect the Anglophone minority. But when questioned, they are not willing to accede to any of the legitimate demands or concerns of the Anglophone minority.

Now, Anglophones, over the years, especially the past 15 years, have shown a willingness to participate, have shown an understanding, have shown an effort, have been very accommodating. And what do we get in 1990? We hear that the Liberal Government now says that they don't need the Anglophones' support anymore. And we see that some of this effort of a part of the minority has not been getting through to the majority. So, my question then is today: What remains for Anglophones to do today, in 1990, 10 % of the population, as one of the founding peoples of Québec, what remains to be done, what must the Anglophone community of Québec do? How must they proceed? How must they assert their legitimate aspirations individually, socially and constitutionally, at least another strategy, because some of the strategies of the past 15 years have not worked? What is your assessment of that?

M. Miller: In a word or less? The problem for us always is to determine the most appropriate strategy that will not upset our neighbours. However, in presenting a moderate point of view, we very often perhaps have not been listened to or rationalized the way by being told that: What do you have to complain about, you are the best treated minority? Well, for the best treated minority, our community is dying on the Gaspé coast. Our schools are disappearing, as it says in our brief and the estimates that many of our people have is that there will not be any Anglophones left on the Gaspé coast.

Perhaps we should apply to some conservation society and in that way we might be better off. But in terms of strategy, certainly we have to be more aggressive, not hostile, but aggressive. And I think we have to learn from our Francophone colleagues and peers who, I think, have presented their case very well across Canada, in terms of the injustices done to Francophone minorities across the country, and to the Francophone majority here in Québec historically. I think Lysiane Gagnon said that in a number of her articles, I think, we have to impress upon our neighbours in French Québec that they are indeed a majority, and they have to start thinking like a majority. And with that comes a certain level of responsibility to treat minorities with respect and consideration. And it is not enough to simply say: Well, you are well-off here, what are you complaining about? Look what is elsewhere. We could use that type of comparison to complain about nothing, if we

looked at the rest of the world. We are not here to lower the common denominator. We are here to elevate it.

So I don't know if that completely answers your question M. Libman, but essentially, we must be aggressive, but we must be fair. We must convince our colleagues in this province that we are with them and not against them.

M. Libman: One last...

Le Président (M. Jean Campeau): ...15 secondes.

M. Libman: O.K. You speak of Bill 107 here. I understand from your brief that you are willing to accept the transfer from confessional school boards to linguistic school boards, assuming only that linguistic school boards will be given constitutional protection. Is that what I understand from your brief?

M. Miller: That is correct. And our concern, as evidenced in the brief, is the way the Québec government dealt with the Mahé case in Alberta. It was rather ironic that here, when Francophone parents in Alberta were attempting to control their own schools, the Québec Government was an intervener against the Francophone minority in Alberta to control their own schools. If that is the case, we certainly fear for what could happen to our own linguistic institutions under Law 107.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Thank you. Continuing in the same vein as Mr. Libman, if we look at your point C, in your summary, on page 16, you speak about employment, and the recommendations that you have for the employment field. Could you perhaps turn that around for me, and tell me why you feel it makes a good business case to promote the six items that you have put there? Why it makes sense, not because of a question of rights, or because of requirements, but because it may make economic good sense to do so?

M. Miller: I am not sure if I completely understand your question, but I will attempt to answer in terms of the context of those recommendations. Because we are Québécois, we want to remain here. The problem for many of us, on the Gaspé coast, is that without the opportunity to work, most people here leave or they go on welfare. We feel there is a tragic loss of human potential that may be flowing out of this province from our own community.

Mme Campbell Steer: So if I can just add, or embroider back the point of my question, it

was: If you believe that you are losing manpower, then the basin of manpower or labour is no longer present in the area, and employers are looking at a restrained group of people that they can hire... That is the kind of thing that I wanted to know from you. Do you see this is making good business sense that some of these things be done?

M. Miller: Well, certainly. Otherwise, we would not have put it in the brief. We feel it makes good business sense, we feel it makes good political sense. What we are doing is, we are saying: Look, the language of Québec, la langue de travail ici au Québec, c'est le français. Mais donnez-nous la chance de participer.

Mme Campbell Steer: Point 5, to make a more specific case out of it. You ask for posting bilingual signs. Is that because you feel that it is an infringement of rights, or because you feel that the tourists do not understand where they are going?

M. Miller: It is probably a combination of both. Look, we understand, and I remember listening to various politicians, including Gérard D. Levesque, when we spoke on Law 178. And Law 178, as we understood it by most Québec politicians, was a law designed for Montréal, to maintain the French face of Montréal. It is very, very hard to convince an Anglophone businessman in Gaspé, who is operating a bilingual enterprise, for being forbidden to post his own language. That is not going to provide une menace pour la langue française à Gaspé. There is 5 % to 10 % Anglophones in Gaspé. That is not a threat. So, yes, it is considered an insult. But I will tell you, our people are sufficiently bilingual that we do not need bilingual signs to get by. But it is a terrible sign and it is a terrible slap in the face. Especially for us on the coast, where we have lived in harmony for so many years prior to this.

Mme Campbell Steer: Do you believe it also affects the tourism, the level of tourism?

M. Miller: I think that, in some instances, tourists will come to Québec because we are distinct, because it is exciting, because it is like visiting another country. But on the other hand, the politics have left some tourists kind of standing, not knowing what is going on. And certainly, from some tourists' point of view, it can only help. In elements of our tourism part of the brief – and we did not dwell on it very long – we have been told by our community that they feel that the unilingual policies that are espoused are hurting the tourist trade on the Gaspé coast. Our economy is so poor, we cannot afford any type of disadvantage.

Mme Campbell Steer: Do I have time for another question?

Le Président (M. Jean Campeau): Il vous reste 30 secondes.

Mme Campbell Steer: Je voulais juste savoir... I only wanted to know, in a sovereign Québec, what type of protection and how would you require for the protection of Anglophone minority rights?

M. Miller: That is a tough question, because I think we would feel very bad if Québec were to be sovereign and break from Canada. But I will tell you quite frankly, we are also convinced that most of our people would remain, because there is a fundamental belief that our Francophone majority would treat us with respect and equality. I know, I was speaking with the Parti québécois vice president in Gaspé who said: The moment we are sovereign, Howard, the moment that occurs, we will be able to be more generous. We will feel more confident. I hope that is not simply a romantic vision, but a realistic one. I would hope that were the case, but certainly some of the signs that we see are not very good. In Gaspé again, as our brief points out, all the stop signs have the "stop", the English part, written off or scratched out. City Hall never removed that. It is an insult to us. It hurts us, just as Brockville hurt many Francophone Quebecers. It happens on both sides. And we are concerned, we are nervous, we are worried just as many Francophones, in the history of French Québec, and throughout Canada where Francophone minorities have been worried. And we are entitled to express that worry as a minority.

Une voix: Thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Russell Williams.

M. Williams: Merci, M. Miller, pour votre exposé aujourd'hui, et merci aussi pour votre présentation de vos perceptions des problèmes. Il me semble que vous avez plusieurs des mêmes problèmes que plusieurs autres groupes qui se sont présentés aujourd'hui. Et vos voisins francophones partagent avec vous sur les questions de l'amélioration de la situation ici. Il me semble aussi que vous avez peut-être la même situation que plusieurs francophones hors du Québec - peut-être au Manitoba - dont nous avons parlé, parce que vous êtes un groupe assez isolé.

Dans votre mémoire, vous avez discuté souvent, vous avez utilisé souvent le mot "respect", et je pense qu'il y a du respect, oui. Ça prend deux voix, je pense, pour le respect. Je pense aussi que vous avez mentionné souvent

"appartenance". Et je pense... Il me semble, dans les dernières quelques semaines, que vos inquiétudes sont environ les mêmes que celles que j'ai entendues souvent des Québécois ici. Quand vous avez parlé de vous comme Québécois avec les autres Québécois, il me semble que les Québécois mentionnent ici, à moi, que le reste du Canada donne les mêmes réactions que vous avez eues du Québec.

For now I see, if that's an illegitimate analysis. Clearly, living in isolation is not the answer. But neither is assimilation. The solution is more complex than that. And I believe though rigidity is as dangerous as too much flexibility. So as we look towards the future, and the Bélanger-Campeau Commission, what would you recommend to break this pattern, both in terms of Québec and in Québec with the rest of Canada? How would we break this pattern?

Le Président (M. Jean Campeau): Again in 30 seconds or less.

M. Miller: Well, there were many people obviously who felt that the Meech Lake Accord could have broken that pattern. I am not going to be able to answer that question for you, Mr. Williams, simply because many people have already tried, in the history of Canada. Certainly when you mention rigidity, it is a word we can no longer afford to use, either on the Anglophone side or the Francophone side. Although I hate making that type of division, parce que je crois que nous sommes tous des voisins.

Certainly in answering the question we would have to look over all the historical injustices committed by Canadian federalism to minority Francophone groups throughout Canada and to Québec. Certainly there has not been perhaps the sensitivity required of the federal system to the aspirations, the political aspirations that the Québec society needs. But on the other hand, this is a compliment to Québec society. Nous sommes forts ici. Law 22, Law 101, Law 178 came out of the federalist system. Québec society has matured and has grown to such an extent that we should all be proud of the society we live in.
(16 heures)

So in terms of our response to how we can correct the situation, anything always requires improvement. But it is not nearly as bad as perhaps we are all making it out to be in this particular moment, snapshot, in Canadian history.

M. Williams: If I can just jump in on that, I think we should have some clarification of some of the facts too, because we have often had some discussions about quoting figures, and laws, etc. I just want to clarify this whole issue where numbers warrant it, it seems to be rather important to your community. Incidentally, some

of the concepts of the Québécois, Bill 142, we still need some improvements, and we need to keep working on it, and you mentioned that in your brief and I agree with you. As a concept of that English-speaking people have services no matter where they live, regardless of numbers warranting. I know during the election campaign, the Equality Party took the position of where numbers warrant. And I have never supported the notion of when numbers warrant. Furthermore you talked about it in many cases. Bill 107 of the Québec law talks about wherever there is one English-speaking person has the right to education, not where numbers warrant. So in fact the government is agreeing with that principle. On the Côte-Nord you have a number of examples of where there is 15 young people and they have a school. So I think what we have to do is billed on that concept of giving services to the individual and not getting trapped in the game of where numbers warrant. Do you want to comment on that?

M. Miller: Yes, I would like to. I think the problem is one of trust. I work in a teacher's union and we draft clauses and you can never draft clauses efficiently to cover all the angles. And no law will ever be able to do that. So what it boils down to is that people have to trust their elected representatives. Law 107 provides us with that challenge of trust because it seems to remove from what we perceive to be the safer ground of section 93 of the British North America Act to new statements. One that is certainly more reflective of the pluralistic society we live in. But on the other hand, the problem is as human beings we mix apples with oranges and so when there are mixed signals given to us by governments, signals such as Law 178 which forbids our language to be seen or as proud of English as Francophones are of French and we should be as they should. And I hate when we speak in terms of we and they because that is one of the barriers we have to break down.

M. Williams: Thank you.

M. Miller: But the level of trust is the problem in our response to any type of new legal initiative because we perceive ourselves quite rightly to be a minority and as a minority caught in a tide of history, in danger. Now maybe that danger is not real and maybe it will be as my friend in Gaspé said: The moment Québec achieves sovereignty, if that should occur, things will be better. But you must allow us the right as a minority to be nervous, to be worried, to be a little mistrustful, particularly when it appears that our language is a threat and has to be hidden away.

M. Williams: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à Mme Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, monsieur, madame, il me fait plaisir de vous saluer. Je reprendrais les propos du président du Parti québécois du comté de Gaspé. Effectivement, lorsque dans un Québec indépendant, rassuré et en possession de tous ses moyens, en particulier sur l'immigration, nul doute qu'on pourra se faire, je dirais, plus généreux parce que vous l'expliquez bien, c'est l'insécurité de la minorité qui génère des attitudes souvent perçues comme étant intolérantes. C'est pourquoi je pense qu'ici ça fait l'unanimité, d'ailleurs c'est inscrit dans le préambule de la loi qui a créé la Commission, nous devons reconnaître dans la Constitution québécoise, si tant est qu'un jour on devient un pays, les droits des anglophones et des autochtones. Et moi ça me paraît, je dirais, élémentaire. C'est le minimum. Et ça correspond d'ailleurs à la perception qu'on s'est toujours faite au Québec des droits, et non pas des privilèges, des minorités.

Vous me donnez l'occasion de le répéter. Je dois dire que vous parlez des rapports harmonieux entre les communautés anglophone et francophone en Gaspésie et je partage votre avis. Et, évidemment, je peux en parler en connaissance de cause, je suis née en Gaspésie plus particulièrement dans la baie des Chaleurs, à Bonaventure. Je pense que vous êtes de New Carlisle, il y a quelqu'un de chez vous qui est de New Carlisle où est né d'ailleurs M. Lévesque et le village voisin, pour ceux qui connaissent moins bien la Gaspésie, Paspébiac c'est le village d'origine de Gérard D. Levesque. Alors ce sont trois petits villages le long de la côte, quelques milliers d'habitants, fort sympathiques, et j'y ai encore de la famille et j'y vais régulièrement et je peux témoigner. Effectivement, les communautés vivent en harmonie mais je dirais trop souvent et trop longtemps comme deux solitudes qui n'ont pas toujours renforcé les demandes les unes pour les autres par rapport au développement économique mais vous souffrez certainement des mêmes difficultés de sous-développement économique.

Je reprends quelques éléments de votre mémoire et plus particulièrement vous allez me permettre de m'arrêter à la clause "nonobstant". Contrairement à la perception qu'on en a, la clause "nonobstant" a surtout servi à protéger des droits. Et c'est le Protecteur du citoyen, la Commission des droits de la personne qui est venue en Commission nous rappeler comment on l'avait utilisée. On l'a utilisée à différentes occasions. Par exemple, rappelez-vous la loi 107 sur les commissions scolaires, qui visait précisément à protéger les droits confessionnels; la loi sur les petites créances, la loi sur les personnes handicapées, la loi sur la réglementation touchant la publicité destinée aux enfants, l'équité sala-

riale. Alors vous avez l'utilisation de la clause "nonobstant" que je dirais utilisée très, très largement en vue de protéger des droits, pas de les protéger, mais d'élargir des droits. Et dans ce sens-là de réaliser une certaine conception qu'on a de l'équité dans une société, qu'on ne peut pas toujours enfermer et inclure complètement et totalement dans une charte.

Par ailleurs, les droits des minorités, ici au Québec, traditionnellement, je pense aux autochtones, on l'a rappelé à l'occasion de la dernière crise, ont été mieux protégés que dans toutes les autres provinces canadiennes. Ils sont en meilleure santé, ils sont plus scolarisés, ils ont un revenu de travail plus élevé, et ils sont moins victimes d'injustices au niveau du traitement de la justice. Alors, et je sais que ça pose un certain nombre de problèmes, vu de chez vous, par rapport à l'affichage. Mais j'aimerais que vous me disiez si, tel que le conviennent ici, pas la majorité mais la totalité des membres de cette Commission, je pense pouvoir le dire, qu'il faille, dans un Québec souverain, enchâsser les droits des anglophones? Est-ce que le passé du Québec, avec l'enchâssement de ces droits, vous rassurerait?

M. Miller: Again, I find, to be able to answer the question as ably as I would like, there is a certain time required. I will try to answer it for you by giving you what I understand to be a sign of a good marriage.

Mme Blackburn: Oui.

M. Miller: When people are going out, when a man and a woman are going out, all the indications of their going out period, the way they fight, the way they get along, is an indication of how they will deal with their relationship when they are married. And I suppose, depending on your point of view, the sovereignty of Québec would be the entrance of Québec and Canada into a different type of marriage, although many people outside of Québec might say: That is not a marriage, that is a divorce. The problem that we see in being reassured by what essentially is a romantic openhearted vision of a Québec that would be in a position to be confident, charitable and generous, is that the signs before the marriage are not good for our community. They discourage us. So we are frightened that if we enter into that marriage, it will not get better, it will get worse. And if we give our Francophone neighbours the benefit of the doubt - I think we sometimes are in a position to do that, and I do not say that patronizingly - the problem also is that a marriage breakup, in the rest of Canada, might not go as well as we would like. There may be a lot of bitterness, and the bitterness will be taken out on minority Francophones throughout the country, which is wrong, and equally wrong, there would be a

backlash here, and we would be caught in it. And so we are dreadfully afraid that if this romantic vision of a new marriage does not occur, we will be caught in a backlash and it will be beyond our control. So the promises are nice, and as I said to friends in Gaspé, "Tu est un vrai romantique, Richard. J'espère que tu seras correct" but you cannot blame us for being worried, because the signs are not good, and we are not the first group and not necessarily an Anglophone group to come here before this Commission and tell you that the breakup, forget the economics, because we are not economics experts, we do not pretend to be, we are talking about what we know, our relationship with people, and the danger is that those relationships that were so strong could break up and no one around this table can guarantee that it will be a good divorce or a good marriage, depending on your point of view.

Mme Blackburn: Est-ce que je comprends bien, dans votre...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez une intervention de 15 secondes, au plus.

Mme Blackburn: 15 secondes. Bien, si je comprends bien, votre manque de confiance est surtout à l'endroit du Canada anglais par rapport aux mesures de représailles qu'il pourrait éventuellement avoir à l'endroit du Québec.

M. Miller: Oui.

Mme Blackburn: Mais moi, je vous dis: Le premier mariage a été pas si pire; le second, on peut vous donner un certain nombre de garanties...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Miller: I do not think that needs a response.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Well, Mr. Patterson, Mme Vatiér, Mr. Miller, Mrs. Richards, Mrs. Watts, thank you. Thank you for taking the time to come here today, and tell us how you feel about living in Québec, now and in the future. So, let us hope for the best.

(Suspension de la séance à 16 h 2)

(Reprise à 16 h 13)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant au Conseil de la culture de l'Est du Québec. Bienvenue. Bienvenue, M. Claude Mongrain, président du Conseil. Est-ce que vous

pourriez nous présenter vos collègues?

M. Mongrain (Claude): D'accord. MM. les coprésidents, mesdames, messieurs, merci de nous recevoir aujourd'hui. Vous avez, de ce côté, M. Gilles Soucy, premier vice-président du Conseil, agent d'animation et des communications du Musée de la Gaspésie à Gaspé; M. Jacques Bérubé, administrateur au Conseil de la culture, artiste en arts visuels, de Rimouski; Mme Rita Giguère, directrice générale du Conseil, et M. Norman Grant, deuxième vice-président du Conseil et président de l'École de musique de Matane.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire, M. Mongrain.

Conseil de la culture de l'Est du Québec

M. Mongrain: D'accord, M. le Président. Alors, notre organisme ayant comme mission fondamentale le développement culturel régional, nous allons centrer notre mémoire sur l'aspect culturel du développement.

La culture comme spécificité québécoise. En quoi le Québec diffère-t-il du Manitoba ou de l'Île-du-Prince-Édouard? Par sa démographie, l'aménagement de son espace, ses ressources naturelles. Le Québec est en effet différent sous ces divers aspects, mais surtout par son histoire, sa langue, sa culture, tout comme il se distingue de la France et des États-Unis pour les mêmes raisons.

Si, pendant des décennies, les Canadiens français devenus Québécois en terre du Québec ont opposé une résistance farouche à l'assimilation anglo-saxonne, ils se sont, depuis le début du XXe siècle, de plus en plus affirmés comme peuple ayant une identité particulière.

Tout comme Marcel Rioux, pour nous, "parler de culture dans notre société moderne, c'est parler de l'homme et de ses relations avec le monde; c'est parler de dépassement, de valeurs, d'imaginaire et de créativité; c'est s'interroger sur les projets d'exister que les hommes doivent formuler pour s'accomplir dans un monde où la technique commence à se dire prête à trouver elle-même toutes les réponses dans ses ordinateurs; c'est convier chaque homme et tous les hommes à la fois à réaliser toutes leurs possibilités".

Dans cette optique, pour nous, le gouvernement québécois a donc comme mission, non seulement de soutenir la vitalité culturelle québécoise mais de s'assurer de démocratiser l'accès à l'expression et à la consommation de la culture sur tout le territoire du Québec.

De la dynamique culturelle en régions. Il est important que vous compreniez que les régions du Québec ne sont pas que des réceptacles des produits culturels de Montréal ou de Québec. Les régions du Bas-Saint-Laurent, de la

Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine foisonnent d'artistes de toutes les disciplines et d'organismes culturels assurant la formation, la création et la diffusion de produits culturels contemporains comparables à ceux, mieux connus, des grands centres urbains.

En effet, il ne faut pas oublier que, encore aujourd'hui, à qualité égale, les régions doivent doublement prouver leur valeur pour obtenir une quelconque reconnaissance. En effet, la préoccupation majeure des grands centres urbains n'est pas de connaître ce qui se passe en régions mais de s'ouvrir au monde extérieur. Cette ignorance de la dynamique culturelle régionale se fonde sur plusieurs facteurs tels le poids de la démographie, la structure médiatique du Québec et le centralisme administratif. Les conséquences de cette ignorance ont notamment pour effet de marginaliser les manifestations culturelles issues des régions, d'exclure les artistes des régions du contrôle des associations nationales et d'empêcher que les problématiques régionales trouvent leur place dans les politiques nationales.

Au niveau culturel, l'objectif de l'inter-régionalisation et du positionnement des régions dans les stratégies du centre demeure donc partiellement atteint.

En 1990, les régions sont toujours en lutte pour l'affirmation de leur expression culturelle et de leur identité. La dynamique des centres les fait regarder vers l'extérieur et non vers l'intérieur du Québec.

S'il est primordial d'exporter la culture québécoise, il est aussi primordial d'assurer un soutien adéquat aux cultures régionales puisque la culture du Québec n'est pas la culture issue d'une ville mais bien celle de la diversité de ses régions.

De la nécessité d'un ministère de la culture au Québec. Le ministère des Affaires culturelles du Québec ne couvre pas tous les volets de la vie culturelle québécoise. Ainsi en est-il des moyens de communications et du loisir culturel. De plus, le gouvernement canadien est intervenu et intervient de plus en plus massivement dans la mise en place d'institutions majeures de diffusion patrimoniale et muséologique.

Devant cet état de fait et surtout en regard de l'importance que prend la culture comme pierre angulaire de la définition de la société québécoise de l'avenir, il nous apparaît essentiel que le ministère des Affaires culturelles devienne un ministère de la Culture. Ce ministère rapatrierait tous les budgets déjà existants au Québec et dilués dans plusieurs autres ministères, de même que tous les budgets et les pouvoirs qui, actuellement, sont du ressort du gouvernement fédéral: Conseil des arts du Canada, ministère des Communications, Office national du film, Téléfilm Canada, Radio-Canada. Ceci favoriserait une plus grande unicité du développement culturel au Québec et la mise en place de véritables politiques culturelles s'appliquant à

tous les volets de la vie culturelle québécoise.

En certains pays, la politique culturelle concerne essentiellement le patrimoine national et le développement des arts au niveau professionnel. En d'autres, elle déborde sur une conception plus large; elle touche en plus la culture populaire, la culture scientifique, l'éducation permanente, les industries culturelles, les communications, l'environnement et quelquefois, les cultures minoritaires. Enfin, comprise dans un sens encore plus global, la notion de politique culturelle renvoie à une dimension globale où l'homme devient le centre de la problématique du développement.

Les objectifs de la politique culturelle souscrivent alors à un projet de société. Le développement culturel n'est plus considéré comme une composante du développement au même titre que le développement économique et social; il devient une manière de concevoir et de réaliser le développement. Dans nos recommandations, dans sa future constitution, le Québec devrait mettre en place un ministère de la culture dont la mission fondamentale serait de couvrir tous les volets de la culture québécoise, faire en sorte que les orientations et les politiques de ce ministère de la culture tiennent véritablement compte des particularités régionales et rapatrient tous les budgets dévolus à la culture, comprenant les communications, dans un seul ministère, pour que celui-ci devienne le maître d'œuvre de tous les champs d'activité culturelle sur le territoire du Québec. En conclusion, la souveraineté doit être aussi politique et économique pour rendre possible le développement culturel. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Mongrain. Nous débutons avec Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci. Alors, au nom du gouvernement, permettez-moi de vous remercier d'avoir participé aux travaux de la Commission en nous présentant un mémoire. Bienvenue dans le comté de Matane, quoique M. Grant soit de Matane et de l'École de musique de Matane, que je connais bien. Ça me fait plaisir de vous voir ici, M. Grant.

Le Conseil de la culture de l'Est du Québec. Dans votre mémoire, vous entendez démontrer qu'actuellement, le ministère des Affaires culturelles, dans ses actions, ne couvre pas tous les volets de la vie culturelle québécoise — je vais mettre mes lunettes; les jeunes du cégep avaient peut-être raison quand ils parlaient des vieux — et plus spécifiquement celles des régions. Il préconise que le Québec se dote d'une constitution dans laquelle devrait être inclus un ministère de la culture dont le mandat fondamental serait de couvrir tous les volets de la culture québécoise en tenant compte des particularités régionales, mais en rapatriant les budgets voués, dévolus à la culture, si vous voulez.

Bref, votre mémoire va dans le sens de celui présenté par l'Union des artistes, c'est-à-dire que vous favorisez la souveraineté du Québec avec le rapatriement total des budgets alloués par le Conseil des arts et le ministère des Communications à Ottawa. Si nous rapatrions tous les budgets alloués à la culture, comment le Conseil de la culture voit les responsabilités des régions en matière culturelle?

Mme Giguère (Rita): Très bonne question! Actuellement, le ministère des Affaires culturelles, au niveau du gouvernement québécois, est, je pense, celui qui a le plus déconcentré ses ressources. Il a effectivement fait énormément d'efforts pour permettre aux régions de mieux réaliser leur développement culturel, mais il reste encore beaucoup à faire. Et je pense que la façon dont le ministère, jusqu'ici, a fait en sorte qu'il y ait davantage de développement culturel et d'accessibilité à la culture, si je pense particulièrement à ce qui se faisait dans les années soixante-dix, on est quand même rendus maintenant, dans les années quatre-vingt-dix, à une amélioration par rapport à ce qui se faisait, et je pense qu'il faut continuer dans cette voie et peut-être parler un peu plus de décentralisation que de déconcentration, au niveau d'un ministère de la culture. Parce que c'est effectivement... Chacune des régions a la capacité de regarder le développement de sa culture, sous toutes ses facettes et non seulement en termes d'une discipline précise.

Mme Hovington: Mais, par exemple, quels sont les champs de compétence qui pourraient être partagés entre les grands centres urbains et les régions, au niveau du développement culturel, toujours?

Mme Giguère: Comme on le dit dans le mémoire, pour nous, les communications sont aussi matière culturelle. Présentement, les communications sont d'un ministère à part, qui n'est pas sous la juridiction du ministère des Affaires culturelles. Ça pose quelques petits problèmes. Quelquefois, dernièrement justement on essayait de faire entendre la voix de la région du Bas-Saint-Laurent auprès du CRTC, et tout particulièrement de Radio-Canada qui, tout à coup, ont décidé de desservir la région du KRTB, à partir d'une antenne venant de Québec, plutôt que d'une antenne venant de Rimouski. Finalement, il y a eu tellement de tollés de la part de l'ensemble des organismes œuvrant dans la région du Bas-Saint-Laurent que Radio-Canada est revenu sur sa décision. Je pense que si on avait pris la peine de d'abord consulter les développeurs régionaux, on n'aurait pas eu besoin, de toute urgence, de se mobiliser tous pour faire entendre notre voix.

Mme Hovington: Justement, sur le rôle des

médias, on parle de Radio-Québec, de Radio-Canada, pour permettre la découverte ou l'exportabilité d'événements culturels qui seraient issus des régions. Quelle est votre opinion sur le rôle qu'ils devraient jouer, ces médias-là? Par exemple, que pensez-vous de leur rôle, si on rapatriait toujours les budgets et certains pouvoirs, s'il y avait lieu de bonifier ces pouvoirs-là? Vous vous y prendriez de quelle façon, en parlant de Radio-Québec? Quel serait son rôle? Quand on parle d'export, vous en avez parlé de l'exportabilité de la culture régionale!

Mme Giguère: Ce serait d'abord intéressant que chacune des régions puisse se reconnaître par ses médias. Ce fut le cas autrefois pour Radio-Québec. Ça l'est peut-être de moins en moins maintenant. On voyait dernièrement la formation d'un bureau en Gaspésie, au niveau de Radio-Québec. Il doit y avoir possibilité de production dans les régions. Nous, je pense au Conseil de la culture, on avait un secteur assez dynamique au niveau de la production cinématographique. Maintenant, les cinéastes et différents producteurs sont très peu nombreux dans la région. La plupart se sont exilés dans les grands centres pour pouvoir vivre.

Mme Hovington: À la lumière de votre mémoire, j'aimerais que vous me donniez des précisions quant aux moyens à se donner pour faire un ministère de la culture – c'est ce que vous préconisez – apte à assurer et à soutenir les produits culturels régionaux. De quelle façon vous voyez ce ministère de la culture que vous préconisez?

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps étant pratiquement écoulé, Mme Hovington, il faudra que la réponse soit aussi complète que brève.

Mme Giguère: Je pense qu'il devrait y avoir un petit plus de pouvoir de décision dans les régions.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est vraiment complet. On passe maintenant à Mme Harel.

Mme Harel: Je voudrais d'abord vous remercier d'être parmi nous cet après-midi. En prenant connaissance de l'analyse des mémoires qui nous sont remis par le secrétariat de la Commission à chaque jour, j'ai constaté qu'il y avait une question qu'il était suggéré de vous poser, suite aux synthèses qui sont faites des recommandations de chacun des groupes qui se présente devant nous. La question se lisait comme suit: Dans quel contexte politique et constitutionnel peut-on rapatrier les pouvoirs et les budgets du ressort du gouvernement fédéral en incluant l'Office national du film, Radio-

Canada, le Conseil des arts du Québec, Téléfilm Canada? Et je pense que la question vous y répondez dans votre mémoire, c'est par la souveraineté. Est-ce que je vous interprète bien?

M. Mongrain: Exactement.

Mme Harel: C'est ça.

Mme Giguère: J'aimerais juste ajouter que, je ne sais pas si je suis trop simpliste, mais déjà la plupart de ces organisations-là ont une portion francophone. La plupart sont de toute façon des personnes qui comprennent très bien le Québec. Les budgets, ils viennent d'où? Ils viennent en bonne partie des impôts que nous payons au fédéral.

Mme Harel: Alors, parlons-nous de culture québécoise? Vous nous présentez tout le défi que vous avez à relever dans votre région, un territoire vaste comme la Suisse, nous dites-vous – ça c'est le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie – sur le plan démographique, 200 municipalités, dont au plus 6 comptent plus de 5000 habitants. Donc, j'en conclus que 195 d'entre elles ont moins de 5000 habitants. Et puis, malgré tout, 85 organismes qui sont membres du Conseil, organismes actifs dans le domaine de la culture et des arts, et 128 individus qui, à titre personnel, sont également membres du Conseil. Moi je suis assez sensible, depuis le début de la journée, à ce que presque tous les groupes qui vous ont précédé ont parlé de l'absence de la dimension de mouvements de population migratoires dans la région. Et je me suis demandé, compte tenu que votre mémoire pose la question de l'identité québécoise, d'une définition de la société québécoise de l'avenir, comment aborder cette question de la culture québécoise dans un Québec où il y aura vraisemblablement une collision frontale entre des régions de plus en plus francophones et d'origine canadienne-française puis un Montréal de plus en plus multiethnique et anglophone? Comment vous la voyez, cette redéfinition de la société québécoise, de la culture et de l'identité québécoise?

Mme Giguère: Je ne sais pas si on peut parler de redéfinition, parce qu'à l'heure actuelle, il y a quand même énormément de dynamisme, à la fois dans les grands centres, à la fois dans les régions. Je pense que – on y fait un petit peu allusion dans le texte – nous on trouve normal que le Québec ait un pôle d'attraction très très fort, et un pôle culturel très très fort, qui est en l'occurrence Montréal, qui le sera probablement toujours, et que celui-ci, finalement, subisse lui-même l'attraction des plus grands centres là où, finalement, il se passe beaucoup de choses, que ce soit à New York, en Allemagne, à Paris, à Toronto, etc. C'est normal, et ça fait partie de la vie culturelle. Ça fait

partie de la vie culturelle, aussi, que des artistes qui vont vivre pendant des années dans une région, qui vont y produire, à un moment donné veuillent aller plus loin et s'en aillent dans d'autres centres urbains ou même à l'extérieur du pays pour poursuivre leur démarche; ça fait partie de n'importe quelle plan de carrière pour un artiste. Je pense que, depuis toujours, la culture québécoise a assimilé beaucoup d'éléments de d'autres cultures. La culture québécoise, ce n'est pas la culture française, ce n'est pas la culture américaine. La culture québécoise a assimilé des éléments de la culture écossaise, anglaise, irlandaise, et, à mon avis, dans la mesure où on a les moyens, elle assimilera aussi des éléments de culture qui nous sont peut-être moins connues parce que nouvellement arrivées en masse: les cultures asiatique, arabe ou autres. En tout cas, je suis peut-être de nature très optimiste, mais il me semble que, depuis la naissance de l'expression artistique québécoise, on a su assimiler d'autres cultures puis qu'on va pouvoir le faire, si on en a le moyen. Et...

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors cette période de questions est terminée. Nous passons maintenant à M. Jean-Pierre Hogue, qui sera suivi de M. Bruno Roy.

M. Hogue: Madame et messieurs, je prendrais le texte que vous aviez à la page 2, où vous citez Marcel Rioux. Et très rapidement, je vous poserais une question simple: Peut-on dire la même chose des autres groupes culturels à l'intérieur du territoire canadien, que d'autres groupes ont, comme le mentionne Rioux, une culture à protéger, une culture à développer? (16 h 30)

M. Mongrain: Oui, je pense que c'est évident; on ne définit pas simplement la société québécoise. Je veux dire, toute société a des valeurs culturelles et il faut les affirmer.

M. Hogue: Et c'était le sens de la réponse que madame venait tout juste de donner, qu'il y a des interrelations continues et une richesse dans cet interéchange.

Est-ce que, dans le système actuel, vous trouvez qu'il y a des aménagements à faire, et êtes-vous aussi certain que la décentralisation et le fédéralisme ne sont pas mutuellement incompatibles? Je veux, personnellement, le répéter parce que j'y crois. Est-ce que vous croyez, puisque vous vous êtes développés, puisque nous sommes ce que nous sommes, qu'il y a possibilité à l'intérieur du système actuel – mais je me répète, la décentralisation et le fédéralisme ne sont pas mutuellement incompatibles – est-ce qu'il y a possibilité de continuer cette démarche sans qu'il y ait obligatoirement souveraineté?

M. Bérubé (Jacques): On pourrait répondre

que les preuves n'ont pas été faites jusqu'à maintenant.

M. Hogue: C'est votre réponse. C'est que, notre maître le passé...

M. Bérubé: Voilà.

M. Hogue: Et puis, si on se lançait dans le futur, vous voudriez quand même rester attachés au passé?

M. Bérubé: C'est-à-dire qu'on va vers l'avenir avec un Québec souverain, avec la culture québécoise. On a à défendre la culture québécoise de la même façon que le Canada aura à défendre la culture canadienne, de la même façon que la France a à défendre la culture française.

M. Hogue: Et vous insisterez, et nous insisterons pour que les poches de culture, dans ce territoire qui s'appelle le Québec, soient aussi valorisées que la nôtre, toutes choses égales d'ailleurs, a pu être valorisée dans le passé?

M. Bérubé: Tout à fait.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bruno Roy.

M. Roy: Merci M. le Président. Il y a un romancier qui s'appelle Jacques Godbout qui disait – et je le rappelais ce matin au cégep de Matane – que la différence entre le Canada et les États-Unis, c'est le Québec. Je pense que c'est important de comprendre que la notion de culture est au centre de ce mémoire-là et j'aurais deux questions. La première, c'est que j'aimerais vous entendre parler de la notion des artistes professionnels en région. Quel est leur avenir, compte tenu justement de l'élément de réponse que vous avez donné tantôt, à savoir que leur évolution les amène très souvent au centre et souvent à Montréal. Est-ce qu'ils ont un rôle à jouer, malgré tout, ici? Et l'autre question que je voudrais poser, c'est – je crois que vous avez choisi d'ignorer cette question, je pense, dans le mémoire – vous est-il possible de chiffrer l'importance économique de la culture en région, et particulièrement dans la vôtre? Est-ce que c'est possible?

Mme Giguère: Ça serait possible si on avait la possibilité d'en faire l'étude. Mais pour ce qui est de votre première question, à savoir quelle est la vie, comment peuvent vivre les artistes professionnels dans une région comme la nôtre, bien, le plus souvent d'abord, ils ne vivent pas de leur art. Ils ont un autre travail pour assurer

leur pain, leur subsistance. Mais il y a une production qui est fort intéressante, particulièrement au niveau des artistes en arts visuels. Le problème que rencontrent les artistes en régions habituellement, c'est l'absence de critiques. C'est l'absence... il y a très peu de critiques d'art de toute façon au Québec. La plupart sont à Québec ou à Montréal et très peu se déplacent pour tenir compte des manifestations culturelles qu'il peut y avoir dans des régions comme la nôtre. Et c'est le problème majeur que rencontrent habituellement des artistes qui vivent dans une région comme la nôtre. Ils sont souvent déchirés entre le plaisir de vivre dans une région où il y a quand même une assez belle qualité de vie et le fait de devoir continuellement se positionner à Montréal ou à Québec, particulièrement à Montréal, pour être finalement dans le coup au même titre que d'autres créateurs.

M. Bérubé: ... en ce qui concerne les artistes, vous parlez de l'acheminement de leur carrière - si on peut parler d'acheminement - vers Montréal. Évidemment, Montréal étant le pôle culturel du Québec, c'est un cheminement normal. Par contre, ces gens-là sont vraiment issus d'ici. Donc leur talent, leur travail culturel s'est développé ici, en région. Je peux simplement vous citer quelques noms assez connus: Nicole Leblanc qui est de Maria; Normand Lévesque de Rimouski; Pierre Perreault également de Rimouski; Victor Lévy-Beaulieu de Trois-Pistoles; Françoise Bujold de Bonaventure; Jocelyn Bérubé de Saint-Nil, malheureusement disparu aujourd'hui, Alain Caron du groupe UZEB de l'Île-Verte, Laurence Jalbert de Rivière-au-Renard sont tous... maintenant font carrière principalement à Montréal, mais leur talent s'est développé ici.

M. Roy: Je posais la question parce que je me demandais... Vous affirmez à un moment donné: assurer de démocratiser l'accès à l'expression et à la consommation de la culture. La notion de consommation en région, c'est quoi? Est-ce que c'est aller voir des spectacles? Qu'est-ce que vous entendez par consommation?

M. Mongrain: La consommation culturelle, c'est entendu au sens, évidemment, d'aller voir ou de participer ou de consommer, finalement, un produit fini, soit qu'il soit produit à l'extérieur de la région ou produit à l'intérieur même de la région. Et vous seriez étonné de voir quand même la quantité et la qualité de la production régionale qui est consommée en région et qui commence, finalement, à circuler aussi vers les grands centres et entre les régions.

Je pense que, si vous me permettez, votre question me permettrait d'ajouter que c'est fondamental, le choix qu'on a à faire, finalement, comme société québécoise, c'est-à-dire quelle sorte de Québec on va construire. Et est-ce que

tout le monde déménage à Montréal ou à Québec comme succursale ou est-ce que, finalement, on n'a pas à permettre une qualité de vie, hein? On parlait tout à l'heure des immigrants qui ne viennent pas, etc. Il y a des gens ici, à l'Université du Québec, qui viennent des pays africains, du Magreb, etc. De plus en plus, il va falloir qu'on assure dans les régions, non seulement un minimum, mais qu'on donne les outils aux régions pour assurer cette qualité de vie qu'on retrouve finalement au niveau culturel, sans quoi, on va fermer le Québec et on va se concentrer sur Montréal.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci termine le temps alloué à cette présentation. Merci Mme Giguère, merci M. Bérubé, M. Grant, M. Soucy et M. Mongrain. Vous nous avez montré que la culture est encore fort vivante ici. C'est très encourageant d'entendre dire que, malgré tout, la production locale a encore beaucoup d'espoir. Nous vous en remercions de ce témoignage, et j'allais rajouter que si mon collègue vous a laissés, ce n'est pas que vous l'aviez découragé, c'est qu'il avait absolument un appel téléphonique pressant à aller faire, hein? Et j'ai maintenant le plaisir de vous demander d'évacuer les lieux pour permettre aux suivants de se présenter.

Madame vous êtes parmi les personnes qui font des présentations individuelles et venez présenter, bien sûr les idées que vous allez défendre. Vous savez que pour une présentation d'une demi-heure, vous avez cinq minutes pour présenter l'essentiel de votre mémoire et qu'ensuite on passe à la période des questions. Je vous cède la parole.

Mme Éva Côté

Mme Côté (Éva): Merci, M. le Président. Alors, pour résumer la première page, je vous remercie et je vais remercier la Commission de me recevoir ici aujourd'hui. Et je vais entrer tout de suite dans le vif du sujet, qui est mon premier paragraphe, sur le rôle de la Commission.

C'est sûr que le rôle de la Commission, c'est de recueillir des opinions et ensuite de faire un rapport. C'est simple à dire, mais je ne pense pas que ce sera facile à faire. La responsabilité de chacun de vous est certainement grande à cause de la gravité de la situation, mais celle de chaque citoyen ne le sera pas moins lorsqu'il s'agira de répondre à la question qui leur sera posée. Je prie pour que le rapport de vos audiences soit le plus clair et le plus compréhensible possible afin que le monde ordinaire puisse s'y retrouver. Il ne faudrait pas non plus que l'on donne l'impression que l'urgence de choisir est telle que les vrais débats soient escamotés, ou tellement complexes qu'ils découragent les plus vaillants.

Et j'arriverai tout de suite sur la question

du partage ou du rapatriement des pouvoirs que le Québec devrait avoir pour permettre à chacun de ses citoyens de vivre pleinement sa vie sociale, culturellement et économiquement. J'ai noté avec satisfaction par les intervenants qui viennent devant vous depuis des semaines, qu'à plusieurs reprises on a signalé la maturité et le développement de l'économie du Québec. C'est donc dire que malgré des structures politiques que certains dénoncent aujourd'hui avec vigueur, j'allais dire avec véhémence, nous avons fait des progrès énormes, et il semble que cette progression devrait se poursuivre. Donc, je n'ai pas l'intention d'élaborer davantage sur le sujet du rapatriement des pouvoirs, mais j'ose espérer que si l'on en vient à la conclusion qu'il faut en exercer le plus possible, il faudrait aussi que la volonté et la capacité de les assumer soit réelle et non pas un leurre. Nous avons vécu tellement de situations ou d'occasions, où on nous avait promis mer et monde et le réveil n'en fut que plus brutal et les frustrations plus grandes. Et je reviendrai sur le sujet lorsqu'on parlera du développement régional.

Je voudrais parler de la question du français au Québec, et les inquiétudes qui ont été manifestées par un certain nombre de vos interlocuteurs précédents rejoignent les miennes. Nous avons tous constaté que la taille de la planète diminue de plus en plus. Vous avez compris que je parle de l'importance aujourd'hui des communications. Nous vivons les événements dans notre maison, devant notre appareil de télévision, en même temps que les joueurs sur le terrain, si vous me permettez l'expression, et le "show" d'Oka s'est vécu au jour le jour, par nous tous, et nous continuons encore aujourd'hui avec la possible guerre contre l'Irak.

De plus, nous commençons de plus en plus à faire des affaires dans le monde. C'est bon et c'est sain, mais j'espère que nous sommes aussi conscients que, ce faisant, nous devons mieux nous préparer à vivre, parler et comprendre les autres qui deviendront non seulement des partenaires économiques, mais aussi des amis avec qui nous pourrions avoir beaucoup de choses à partager, des bonnes relations sociales et culturelles. Et comment nous préparons-nous à affronter ce défi? Surtout, que faisons-nous pour permettre à nos enfants de mieux vivre la mondialisation des échanges commerciaux, sociaux et culturels tout en gardant en tête que nous sommes d'abord et avant tout des francophones, et qu'il est extrêmement important de ne pas oublier ses origines?

Nos attitudes devraient aussi leur démontrer que c'est plutôt une richesse de faire partie de la famille francophone internationale et non une nécessité qui pourrait leur apparaître démesurée lorsque l'on vit sur un continent à majorité anglophone.

Il me semble que l'on fait mieux ce que l'on aime et aimer sa langue et sa culture fait

partie aussi de l'éducation. Vous connaissez le proverbe "on n'envoie pas un chien à la chasse de force". Au contraire, si on lui donne un bon entraînement, si le travail a été bien fait, la satisfaction du chasseur n'en sera que plus grande. Je ne dis pas que nous devrions tous devenir bilingues ou polyglottes, mais nous devrions donner à nos enfants au moins autant de chances que celles dont bénéficient d'autres Québécois anglophones ou allophones. Notre population doit être francophone par goût et non par obligation. Nous avons certainement le droit de vivre et de travailler en français chez nous, mais nous ne devrions pas nous priver de nous donner les moyens d'élargir nos compétences pour être plus efficaces et plus mondiaux. Je me ferai un plaisir de lire votre rapport à ce sujet.

Maintenant, si on revenait à la difficile question du développement régional. Nous vivons actuellement une période extrêmement difficile sur le plan économique, non seulement à cause de la récession qui sévit depuis plus d'un an ici alors qu'il semble qu'elle commence ailleurs, mais surtout à cause de l'inertie des gouvernements provincial et fédéral dans la mise en application des ententes sectorielles de développement intervenues en juin 1988. Il s'agit d'un projet de 210 000 000 \$ et le CRD nous dit qu'à peine 10 % auraient été dépensés par le gouvernement fédéral.

Cette entente de développement des ressources remplaçait, quant à nous de l'Est du Québec, un plan de développement économique qu'on a connu sous le nom de "plan de l'est" qui...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous achevons le temps alloué, madame. Si vous pouvez peut-être résumer plus rapidement.

Mme Côté: Alors, je voudrais vous dire mon mot de la fin parce que je trouve que c'est effrayant, la situation économique qu'on vit. L'Est du Québec subit une baisse de population à chaque année parce que nous ne pouvons faire vivre tout notre monde chez nous. Le développement économique des régions périphériques du Québec, comme ailleurs au Canada et dans le monde, est le résultat d'une volonté politique clairement exprimée et honnêtement respectée.

Nos difficultés sont grandes. Nos difficultés de vivre dans le cadre fédéral actuel devraient trouver une solution dans une négociation très franche avec le reste du Canada. Nous sommes un pays très jeune si on se compare à l'Europe, mais, quand même, après des guerres terribles pendant des dizaines et des dizaines d'années, les pays européens discutent maintenant de relations très intenses, économiques, monétaires, politiques. Que de chemin parcouru depuis le traité de Rome de 1957. Nous devrions pouvoir arriver à un

résultat satisfaisant entre les composantes de notre pays, sinon, comme certains de vos invités nous l'ont dit, peut-être devrions-nous vivre une période difficile assez longue et le but final qui pourrait être atteint ne serait-il pas celui dont nous avons rêvé.

(16 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous commençons la période des questions avec Mme Jeanne Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, bonjour, Mme Côté. Mme Côté, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire. À titre d'ex-députée libérale siégeant au Parlement d'Ottawa, vous avez pu, comme nous sans doute, mais pas comme tous les citoyens, prendre connaissance d'un certain nombre de problèmes que pose la double structure fédérale-provinciale, le coût des chevauchements dans les programmes. La Chambre de commerce, sur la base d'une étude qui a été réalisée et dirigée par le sénateur Arthur Tremblay, estimait qu'en 1978 il y avait 60 % des programmes où il y avait un chevauchement direct, c'est-à-dire 277 sur 465, et que tous les secteurs d'activité, à l'exception des postes de la défense des anciens combattants sur le plan administratif, il y avait aussi chevauchement, ce qui entraîne des coûts énormes qui ne sont pas appliqués directement à l'activité et ça a été dénoncé par, je pense, la quasi-totalité des intervenants comme étant une des difficultés qui s'opposait au développement du Québec.

Maintenant, dans votre mémoire, vous dites un certain nombre de choses et vous déplorez, je pense - comme tous les intervenants qui sont venus et qui ont été entendus ici aujourd'hui et un peu partout au Québec, mais particulièrement dans l'Est du Québec - les difficultés liées au sous-développement et vous parlez de manque de voies de communications, de manque de support à l'entreprise, de programmes spéciaux d'accueil. Vous déplorez également l'uniformité des programmes. Et vous concluez en disant, mais plus sérieusement: "Nos difficultés de vivre dans le cadre fédéral actuel devraient trouver une solution dans une négociation très franche avec le reste du Canada."

Dans cette discussion très franche, d'abord, envisagez-vous qu'on puisse demander le rattachement de certains pouvoirs? Si oui, quels pouvoirs? À ce moment-là, vous allez me dire comment on va réussir à obtenir plus dans une autre négociation alors qu'on nous a refusé moins avec le lac Meech.

Mme Côté: Vous m'avez parlé surtout de chevauchement de programmes puis de négociations très franches. J'ai retenu ça et je ne pense pas que...

Mme Blackburn: C'est-à-dire que je ne vous ai pas parlé, j'ai cité votre mémoire.

Mme Côté: Oui, oui. J'admets ça facilement. Vous avez raison de dire que j'ai été députée fédérale de 1980 à 1984. J'aime autant vous dire que ça n'a pas été une période facile, pour toutes sortes de raisons, politiques et économiques. C'est vrai qu'on a des chevauchements de programmes qui sont, à certains égards, du gaspillage d'énergie et d'argent. C'est vrai aussi. C'est vrai aussi qu'à ce moment-là, le Plan de l'Est du Québec est né, parce que le gouvernement provincial, à ce moment-là, refusait complètement toute espèce d'entente de développement économique avec le gouvernement fédéral. Alors, on s'est trouvé dans des situations économiques extrêmement pénibles et, pour répondre aux besoins spécifiques de l'Est du Québec, on a créé le Plan de l'Est, qui était un plan, comme on le dit, de développement économique pour la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, c'est-à-dire la partie de la province qui... y compris Rivière-du-Loup et La Pocatière, jusqu'à Gaspé; mais ça ne s'appliquait que sur la côte sud du fleuve. On s'entend là-dessus.

C'est vrai qu'on a fait un tas de choses, avec des développements, avec ce programme-là. C'est vrai qu'on a essayé de négocier des choses avec le gouvernement du Québec qui était le Parti québécois à ce moment-là. Et je pourrais vous citer une parole de Bernard Landry qui m'a dit: C'est définitivement non pour une négociation avec le fédéral sur une entente de développement économique. Alors, comme je sais écouter, bien, j'ai compris la leçon et puis on a fait ce plan-là pour l'Est du Québec.

Maintenant, c'est entré dans une entente de développement économique sectoriel pour les régions-ressources et c'est quasi l'immobilisme complet. Pour toutes sortes de raisons que j'ignore, c'est une guerre de drapeaux, c'est une guerre de virgules et de points-virgules. J'ai connu ça aussi dans les négociations. Puis, pendant ce temps-là, nous, on se porte très mal.

Mme Blackburn: Je pense que vous l'avez bien noté, de même que les autres intervenants, mais la question est simple. Vous dites qu'il faudrait qu'on puisse corriger ça par une négociation franche...

Mme Côté: Oui.

Mme Blackburn: ...diriez-vous que le Parti libéral n'a pas été franc dans les négociations du lac Meech? Ça m'étonnerait, parce que j'ai l'impression qu'on a senti beaucoup...

Mme Côté: Chère madame, je n'ai fait...

Mme Blackburn: On a senti...

Mme Côté: Mme Blackburn, je n'ai...

Mme Blackburn: Vous permettez? On a senti

beaucoup de bonne volonté...

Mme Côté: Mme Blackburn, je n'ai...

Mme Blackburn: ...qu'est-ce que seraient des négociations franches?

Mme Côté: Oui. Mais je n'ai fait référence qu'à ce que j'ai connu alors que j'étais à un endroit qui me permettait de voir comment les négociations se faisaient. Maintenant, si vous me dites que vous... Je porterais un jugement de valeur sur le genre de négociations qui ont été faites à propos de l'accord du lac Meech, plus ou moins suffisantes de la part du Québec comme demande ou...

Mme Blackburn: Mais après l'échec du lac Meech, il faut le prendre, c'est un fait. Le gouvernement était de bonne foi, je pense. L'Assemblée nationale était unanime que c'était le minimum et ça a été malgré tout rejeté. Pensez-vous sérieusement qu'il y ait possibilité de négocier des pouvoirs additionnels ou s'il ne faut pas faire comme ce que tout le monde nous a dit aujourd'hui: prenons tous les pouvoirs; on négociera après.

Mme Côté: Non. Moi, je pense qu'il y a moyen de négocier des pouvoirs.

Mme Blackburn: Alors, dites-nous comment avec la formule d'amendement. Parce que je pense que c'est un secteur que vous connaissez bien. Vous avez été députée et j'imagine que vous vous êtes penchée sur ces questions.

Mme Côté: Oui. Mais je vous dis honnêtement que malgré la situation qui prévaut actuellement au Canada, je pense que les Canadiens des autres provinces sont à peu près... doivent devenir aussi inquiets que nous. Et je pense que des négociations très franches pourraient être faites. Si vous me demandez quels pouvoirs on devrait rapatrier de plus que ceux qu'on a, je pense que l'éventail pourrait être ouvert. Moi, ça m'inquiète quand le gouvernement fédéral me dit qu'il s'occupera du recyclage ou de la formation de main-d'œuvre, et il va faire ça unilatéralement, même au Québec. Je ne sais pas s'il a l'intention de le faire ailleurs, mais probablement que c'est la même chose.

Je suis inquiète, aussi, quand il m'arrive avec un projet de loi sur les communications qui touche les compagnies de téléphone, entre autres. Alors, je dis: Il faut absolument qu'on en parle et qu'on aille au fond du problème. Je vous avouerais que... Si vous me dites que ce n'est pas facile de négocier, vous avez raison. Mais avant d'en arriver à une étape peut-être un peu plus loin, peut-être faudrait-il essayer de les reprendre. Mais vous avez raison de dire aussi que cette situation-là ne peut durer indéfiniment, et

je partage ce point de vue.

Mme Blackburn: Vous nous donnerez...

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons passer à un autre bloc de questions, si vous voulez bien, Mme Côté. Je regrette, Mme Blackburn, mais le temps est écoulé. Alors, je demanderais à M. Guy d'Anjou et par la suite à M. Bouchard.

M. d'Anjou: Bonjour, Mme Côté. Vous êtes brave de vous présenter ici toute seule, mais je vous connais depuis longtemps. Vous avez été commissaire d'école, alors ça donne beaucoup de bravoure. Députée, vous êtes actuellement membre d'un conseil municipal, membre du conseil municipal de la ville de Rimouski. Vous avez sûrement beaucoup réfléchi à la situation actuelle au cours des dernières années et suite à votre expérience au Parlement canadien, il y a une question que j'aimerais vous poser. Devant l'évolution d'une situation comme celle que nous vivons présentement, quelle est votre opinion relativement à un nouveau partage de pouvoirs, alors qu'on constate que le gouvernement fédéral, par ses pouvoirs résiduels et par son pouvoir de dépenser, s'est immiscé considérablement dans les pouvoirs réservés aux législatures provinciales, et serait probablement la cause de la situation budgétaire très difficile du gouvernement fédéral?

C'est probablement la cause fondamentale de notre mauvaise situation financière au niveau du Canada. Il y a eu un abus net du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Que diriez-vous d'un renversement de vapeur, à savoir que le fédéral n'aurait plus le pouvoir de dépenser dans les matières de juridiction des provinces et que les provinces auraient le pouvoir résiduel, les pouvoirs résiduels qui ne sont pas mentionnés dans la constitution? Pensez-vous que c'est l'évolution normale à laquelle on doit en venir, si on veut conserver des liens avec la Canada?

Mme Côté: Vous avez raison de dire qu'il s'est pris une habitude, depuis de très nombreuses années, des dizaines d'années, de la part du gouvernement fédéral, d'agir dans des champs de juridiction provinciale. Je pense qu'on est arrivés à un point où ces choses-là ne peuvent plus continuer. Il va falloir qu'on s'entende bien sur les choses, sur qui doit faire quoi et comment on le fait. Par ailleurs, dans les cas spéciaux – et ça, je n'en ai pas à l'esprit, mais je ne voudrais pas me fermer la vue non plus – peut-être y aurait-il lieu... moyen de s'entendre pour faire des ententes ou des transferts de pouvoirs ou de juridiction. Je ne parle que de l'exercice de ça. Ça ne change rien quant à la constitution.

Quant aux pouvoirs résiduels, remarquez que c'est probablement la situation qui prévaut actuellement, quand on parle des communications,

le téléphone, la télévision, la radio n'existant pas en 1867. La Constitution ayant dit que les pouvoirs résiduels appartiendraient au gouvernement fédéral, par opposition à ce qui existe aux États-Unis, c'est sûr qu'il y a beaucoup de choses que normalement avec l'évolution, à l'aube du XXI^e siècle, devraient se rediscuter, pour voir qui serait le mieux en mesure, le mieux placé, pour exercer ces pouvoirs pour que les services soient mieux rendus et les engagements mieux remplis par les gouvernements.

Je pense que les gouvernements ont des engagements aussi vis-à-vis les citoyens et la même façon que nous en avons vis-à-vis notre environnement, notre pays. Vous avez raison de dire ça. Mais si vous me demandez comment vous devez le faire et à quel moment vous devrez le faire, je pense que les éclairages que vous avez eus depuis un bon bout de temps et ceux que vous aurez encore par les spécialistes qui vont venir vous en parler, ou des experts... et j'ai beaucoup de respect pour ces gens-là, et je suis heureuse qu'ils existent, parce que sans ça on aurait certains problèmes. Cette Commission sera en mesure de faire son rapport. Et comme je vous le disais, je le voulais de façon telle que les gens puissent comprendre le contenu de ce rapport. Parce que c'est vrai que ça va faire une question difficile à poser. Mais ça sera aussi une question difficile à répondre. Parce qu'on vous a aussi posé la question, c'est l'envers de la médaille. C'est beau de dire: On sera souverain, et après ça on va négocier une association nécessaire. On nous a fait des mises en garde aussi en disant: Qu'est-ce que sera notre avenir avant d'entreprendre des négociations et tout ça? Là-dessus, si on s'éternisait encore pendant 50 ans, comme on a déjà fait, je pense qu'il faudrait prendre le problème vraiment très décortiqué. Je veux dire, qu'on sache bien de quoi on parle pour éviter les malentendus.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette de vous interrompre, Mme Côté. Je dois passer à une autre question. M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Madame, vous nous dites que vous estimez encore possible de négocier dans la bonne foi des changements qui sont requis au fédéralisme actuel. Est-ce que j'ai bien compris?

Mme Côté: Exactement. Comme a dit M. d'Anjou, moi je suis optimiste et je suis brave. Alors, je suis ici.

M. Bouchard: Vous avez partie – et ce que je vais vous dire, je vous le dis en vous respectant et en estimant votre travail politique et ce que vous représentez – mais j'ai une question qui me chicote et je veux vous la poser, compte tenu de ce que vous venez de nous dire. Vous avez fait partie d'un gouvernement et d'un parti

politique qui, en 1980, lors de la campagne référendaire, ont promis aux Québécois, s'ils votaient non à la question, de renouveler la Constitution. Encore une fois la question de confiance se reposait. Et l'équipe dont vous faisiez partie promettait la même chose que vous nous dites aujourd'hui. On va la renouveler la Constitution. Et au lieu de faire ça, en 1981, 1982, vous avez voté à la Chambre des communes pour rapatrier la Constitution et la modifier substantiellement, sans l'accord du Québec, contre la volonté du Québec et contre la volonté de l'Assemblée nationale, d'une façon quasi unanime.

M. Malépart, lui, nous a dit à la Chambre, avant de mourir, à Ottawa, que s'il avait à voter à nouveau en 1980 sur le référendum de 1980, il voterait oui. Vous, aujourd'hui, sachant tout ce qui s'est passé, est-ce que vous voteriez encore pour le rapatriement de la Constitution en 1982, contre le Québec, malgré la volonté du Québec, mettant le Québec en dehors de la Constitution, là où on est maintenant encore?

Mme Côté: M. Bouchard, en 1990, je ne vais pas réécrire l'histoire. On s'entend là-dessus.

M. Bouchard: Qu'est-ce que ça veut dire? Que vous voteriez non?

Mme Côté: On s'entend là-dessus, je ne réécrirai pas l'histoire.

M. Bouchard: Que vous diriez non au rapatriement? C'est ça?

Mme Côté: Mais si la situation qui a prévalu en 1990 avait existé en 1980, en 1975 ou en 1970, probablement que j'aurais fait comme Jean-Claude. Probablement.

M. Bouchard: Donc, comment pouvez-vous aujourd'hui nous encourager à négocier encore? Comment pouvez-vous maintenant nous dire après tout ça: Recommencez à négocier et peut-être qu'ils vont finir par nous entendre.

Mme Côté: M. Bouchard, le gouvernement fédéral a changé. Ce n'est plus un gouvernement libéral, c'est un gouvernement conservateur. Il devrait y avoir des chances.

M. Bouchard: Donc, il faudrait négocier uniquement avec le gouvernement fédéral et pas avec les provinces?

Mme Côté: M. Bouchard, vous avez été député fédéral aussi. Vous avez été ministre, donc vous avez été plus privilégié que moi et vous avez appris des choses, certainement, que moi je n'ai pas apprises. Ce n'est pas grave. Ce que je vais vous dire c'est qu'en 1981, en 1982, la situation qui prévalait au Canada, au Québec

n'était pas celle qui prévaut aujourd'hui. On s'entend là-dessus.

(17 heures)

M. Bouchard: Alors, qu'est-ce que vous voulez dire...

Mme Côté: J'ai...

M. Bouchard: ...qu'on pourrait faire aujourd'hui ce qu'on n'a pas réussi dans le temps?

Mme Côté: Je pense que l'expérience, ça s'acquiert, puis l'histoire s'écrit au cours des jours. La situation politique a changé au Canada, les intervenants ont changé aussi. La preuve, c'est qu'en trois ans plusieurs gouvernements provinciaux ont changé.

M. Bouchard: M. Wells est toujours là.

Mme Côté: Puis ça a changé aussi...

M. Bouchard: M. Wells est toujours là...

Mme Côté: ...l'accord du lac Meech.

M. Bouchard: ...M. Filmon a été récompensé par une réélection majoritaire, et ainsi de suite. M. Peterson a été puni; lui, ils l'ont chassé.

Mme Côté: Croyez-vous...

M. Bouchard: Ça change pour le pire, madame.

Mme Côté: Croyez-vous qu'en 1981-82 M. René Lévesque désirait devenir le père de la nouvelle Confédération canadienne?

M. Bouchard: M. Lévesque est mort, on ne peut pas le faire parler, mais vous, vous êtes là, vous pouvez répondre à ma question. Est-ce que vous voteriez encore pour le rapatriement unilatéral?

Une voix: Vous faites parler Malépart, là.

M. Bouchard: Non, il a parlé avant de mourir, il l'a dit avant de mourir, M. Malépart, il l'a dit à la Chambre des communes, c'est dans le Hansard.

Mme Côté: Je l'ai entendu, M. Bouchard, M. Malépart, tenir ces propos-là...

M. Bouchard: Mais moi je vous parle de 1982, vous me comprenez?

Mme Côté: Oui...

M. Bouchard: Lui, c'était 1980.

Mme Côté: ...je vous parle de 1982, mais là

on est en 1990, ça va être 1991 tantôt.

M. Bouchard: Mais vous étiez là, vous avez voté contre.

Mme Côté: Puis on a vécu des choses...

M. Bouchard: Vous avez voté contre le Québec, à ce moment-là, vous.

Mme Côté: J'ai voté contre la séparation du Québec, oui.

M. Bouchard: 1982, madame, 1982.

Mme Côté: En 1982...

M. Bouchard: Rapatriement unilatéral forcé de la Constitution...

Mme Côté: En 1980, au référendum...

M. Bouchard: ...contre la volonté du Québec.

Mme Côté: Situons les choses dans le temps. En 1980, c'est vrai que j'ai travaillé pour le non. En 1982, c'est vrai que j'ai voté pour le rapatriement de la Constitution. Puis c'est vrai que j'étais désolée de voir l'attitude prise par le Parti québécois à ce moment-là...

M. Bouchard: L'Assemblée nationale, madame.

Mme Côté: L'Assemblée nationale.

M. Bouchard: L'Assemblée nationale.

Mme Côté: L'Assemblée nationale, comme vous voulez, je respecte le fait que ce soit l'Assemblée nationale aussi...

M. Bouchard: Le Parti libéral du Québec a voté pour la motion qui répudiait le rapatriement odieux de 1982. Donc, c'est l'Assemblée nationale, c'est l'institution démocratique du Québec, c'est le Québec qui a voté non à ce rapatriement. Vous, vous avez été, à Ottawa, avec les autres, vous avez voté oui au rapatriement...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard, le temps est écoulé. Vous avez 15 secondes, madame.

Mme Côté: Je trouve que, comme je disais au début, je ne vais pas réécrire l'histoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors nous passons, sur le temps de la présidence. M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: Je vais juste continuer dans la

même veine que M. Bouchard, parce que j'ai l'impression que Mme Côté nous a peut-être donné une indication, à la page 10. Vous nous suggérez, Mme Côté, de retourner aux négociations avec Ottawa pour rapatrier des pouvoirs et peut-être obtenir des compétences additionnelles, en tout cas négocier, ouvrir des négociations. Mais dans votre dernier paragraphe, vous nous dites: "Nous devrions pouvoir arriver à un résultat satisfaisant entre les composantes de notre pays, le Canada. Sinon, comme certains de vos invités nous l'ont dit, peut-être devrions-nous vivre une période difficile assez longue, et le but final qui pourra être atteint ne serait-il pas celui dont nous avons rêvé?" Est-ce que je dois comprendre, par cette phrase-là, que si les négociations que vous suggérez actuellement n'aboutissaient pas, vous seriez favorable à la souveraineté?

Mme Côté: M. Beaudry, je vis la même réalité que vous. Ce qu'il est important de savoir, puis de faire l'effort, c'est de savoir si c'est viable ensemble.

M. Beaudry: C'est ça.

Mme Côté: Puis après, je ferai comme les autres, j'écouterai la question puis j'y répondrai.

M. Beaudry: Non, non, je comprends, mais c'est vous qui avez écrit ça, là. Peut-être devrions-nous vivre...

Mme Côté: C'est clair, c'est exactement ce que je dis.

M. Beaudry: Peut-être devrions nous vivre une période difficile, alors ce que vous nous dites, dans le fond...

Mme Côté: Si ce n'est pas difficile économiquement, ce le sera certainement intellectuellement puis psychologiquement parce que c'est quand même...

M. Beaudry: Alors ce que vous prévoyez, dans le fond...

Mme Côté: ...ce pour...

M. Beaudry: Ce que vous prévoyez, dans le fond, Mme Côté, c'est que vous suggérez des négociations avec le fédéral, ouvrir des négociations franches avec le fédéral, et vous nous dites: Dans le fond, si ça n'aboutit pas, on vivra peut-être une période difficile, mais il faudra devenir souverain. C'est ça que vous nous dites.

Mme Côté: C'est ce que plusieurs de vos invités nous ont dit, j'ai entendu M. André Raynaud...

M. Beaudry: Non, non, mes invités, je le sais qu'il nous l'ont dit, je vous demande vous, vous, qu'est-ce que vous dites, vous?

Mme Côté: Mais je ne le sais pas, moi, si on aura une période difficile ou facile, en supposant qu'on accepte une souveraineté quelconque. Parce qu'il n'y a jamais personne qui m'a dit ce qu'on vivrait après.

M. Beaudry: Pourquoi nous dites-vous, dans ce cas-là: Peut-être devrions-nous vivre une période difficile assez longue?

Mme Côté: Parce que certaines personnes, comme l'Association des économistes, nous l'ont dit. M. Ghislain Dufour, entre autres, nous a répété aussi, en faisant des réflexions, puis j'espère qu'il a le droit d'en faire, de faire attention puis de regarder ce que pourrait être l'après avant de faire d'abord un après.

M. Beaudry: Alors, si je...

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, nous passons à Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: M. le Président, Mme Côté, j'ai pris connaissance de votre rapport et, à la lecture de celui-ci, j'ai constaté que vous avez gratifié grandement le "plan de l'est", parce que vous disiez, lorsqu'il a été mis en fonction, entre autres, que ça a permis le développement de la région. Vous énumérez certains dossiers qui ont pu profiter de ce plan-là, soit l'UQAR, le cégep, ainsi que la construction d'une résidence des étudiants universitaires. Je suis bien contente si ce plan a pu profiter à la région sauf que moi, ma question est la suivante: Vous ne pensez pas qu'à l'intérieur de ce plan, le fédéral venait empiéter sur le champ des compétences provinciales, et qui étaient des compétences exclusivement provinciales? La question est la suivante: Vous ne pensez pas qu'à l'intérieur d'une nouvelle fédération – parce que vous, vous êtes fédéralistes et si on prend votre point de vue – on ne devrait pas retirer au fédéral ce pouvoir de dépenser; pouvoir de dépenser qui a été décrié par de nombreux intervenants ici aujourd'hui? Et j'aimerais vous entendre à ce sujet Mme Côté.

Mme Côté: C'est que, lorsque vous faites référence au dossier que j'ai indiqué, il s'est agi de projets qui ont été réalisés dans des maisons d'enseignement supérieur à Rimouski, que ce soit le cégep, l'Institut de marine ou l'UQAR, avec l'accord du ministère de l'Éducation du Québec, et selon les critères et les normes qui étaient édictés par le ministère de l'Éducation. C'est surtout dans les maisons d'enseignement. En plus du plan de l'est pour les résidences, il y a eu le programme fédéral spécial qu'on a connu sous le

nom de Les Caisse d'accroissement des compétences professionnelles. Puls, à ce programme-là, il y avait des représentants de la province de Québec et du gouvernement fédéral, et puis ça été des ententes entre gouvernements pour réaliser des dossiers extrêmement importants comme le simulateur-radar de l'Institut de marine.

Maintenant, si vous me parlez du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, c'était aussi la question de M. d'Anjou. Je pense qu'on devrait restreindre – je répète ici ce que j'ai dit à M. d'Anjou – que dans les sphères d'activité qui sont de juridiction provinciale, c'est le gouvernement provincial qui devrait agir. Mais je vous réfère aussi à mon texte en disant que je suis bien d'accord qu'on rapatrie des pouvoirs, qu'on limite même le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, mais je vous répète aussi qu'il faudrait que ça donne un résultat en bout de ligne. Que la volonté exprimée soit claire et nette et qu'on ait aussi la volonté de faire les choses qu'on s'engage à faire. Ça, c'est important.

Mme Bégin: Bon, ça répond à ma question. Cependant, vous avez été députée. Vous êtes à même de connaître les besoins des régions et vous avez sûrement entendu les intervenants de cette région-ci venir nous dire qu'il fallait, dans un Québec de demain, plus de pouvoirs pour les régions. Certains sont même venus nous parler d'une régie pour le développement de la région. Est-ce que vous êtes d'accord avec ça? Est-ce que vous prétendez que même la Constitution, qu'elle soit fédérale ou québécoise, devra inclure des pouvoirs spécifiques aux régions?

Mme Côté: J'ai la même restriction sur le transfert des pouvoirs aux régions que j'en ai vis-à-vis des deux autres niveaux de gouvernement. Je suis pour le transfert des pouvoirs vers les régions mais à condition qu'on leur donne aussi les moyens de le faire. Mais si on utilise les méthodes qui nous sont apparues... en tout cas, dans le monde municipal où je suis actuellement on a trouvé que ça avait été fait d'une façon un peu difficile à digérer.

Mme Bégin: Je comprends.

Mme Côté: Puis passablement difficile même. Alors, si on décidait de transférer des pouvoirs, si on voulait confier aux gouvernements locaux, au niveau régional, l'exercice de certains pouvoirs parce que les services seraient mieux rendus au niveau de la population et peut-être à des coûts moindres aussi, il faudrait, ça aussi, que ça fasse l'objet d'une discussion franche et puis honnête, et puis juste, et puis qu'on s'entende bien sur la valeur des mots qu'on utiliserait pour qu'on n'ait pas de malentendus.

Mme Bégin: Je pense bien, Mme Côté, que si la Commission en vient à la conclusion qu'il faut aller chercher des pouvoirs supplémentaires au niveau du fédéral, nous aurons aussi à aller chercher de l'argent supplémentaire pour que les régions ou la province puissent assumer ces nouvelles responsabilités. Cela va de soi.

Mme Côté: Il y a, si vous me parlez de transfert de pouvoirs, une chose que j'aimerais vérifier. C'est la nouvelle formule de l'assurance-chômage payée exclusivement par les travailleurs et les employeurs. Je me demande, ça par exemple, je me pose vraiment la question, pourquoi ça doit demeurer de juridiction fédérale.

Mme Bégin: Donc on peut conclure que...

Mme Côté: Alors, j'ai certaines interrogations mais je vous pose la question.

Mme Bégin: Donc, on peut conclure en fin de compte que vous n'aurez pas la réponse de moi aujourd'hui. Je suis ici plus pour pouvoir entendre et me faire une idée. Mais si je comprends bien, vous dites qu'on peut avoir des pouvoirs supplémentaires pour les régions et une compétence que vous aimeriez – du moins que vous avez pu identifier, c'est l'assurance-chômage – que ce soit une compétence provinciale. C'est ce que je comprends. C'est ce que vous...

Mme Côté: C'est exactement ma question. Pourquoi ne serait-ce pas de juridiction provinciale maintenant?

Mme Bégin: Je vous remercie beaucoup, Mme Côté...

Mme Côté: Merci.

Mme Bégin: ...de votre éclaircissement.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman voudrait faire une intervention, si elle est courte, à même le temps qui ne nous reste pas, mais vous l'avez.

M. Libman: O.K. C'est dommage que vous n'ayez pas répondu à M. Bouchard tantôt que M. Lapierre aussi a voté en faveur du rapatriement. Ma question se réfère à la page 5 de votre mémoire où vous dites: Il me semble qu'on fait mieux ce qu'on aime, et aimer sa langue et sa culture fait partie aussi de l'éducation. On n'envoie pas un chien à la chasse de force. Au contraire, on lui donne un bon entraînement et si le travail a été bien fait, la satisfaction du chasseur n'est que plus grande. Et finalement, vous dites: Notre population doit être francophone par goût, pas par obligation. Et je pense que c'est une notion très importante. Est-ce que

vous pouvez alors adapter ces leçons en ce qui concerne les minorités du Québec, si on parle des mesures incitatives au lieu de coercitives pour que les minorités puissent mieux coopérer avec la majorité pour la préservation et la promotion de la langue française au Québec?

Mme Côté: Je vous remercie de la question, mais je la trouve dure parce que quand j'ai écrit... Difficile à répondre, je devrais dire, parce que quand j'ai écrit ce texte-là, je faisais plutôt référence à ce que je connaissais bien au niveau des francophones qui veulent faire des études supérieures et je vais vous donner un exemple en passant. Mon fils a fait son bac en chimie à l'Université du Québec à Rimouski et les livres de référence et les notes étaient plus en anglais qu'en français. Alors, il a dû apprendre l'anglais et se dépêcher à part ça. Maintenant, je pense aussi que les anglophones ont une responsabilité vis-à-vis de nous, les francophones, M. Libman. Peut-être avez-vous eu la vie plus difficile les deux dernières années, mais je pense que vous avez la responsabilité de nous aider aussi parce que c'est important qu'en Amérique du Nord, la langue française soit protégée et soit aimée même par les autres, je veux dire, malgré ce que nous a dit le monsieur de Gaspé, M. Miller, je pense. Quand on dit les autres, ce n'est pas péjoratif du tout, ce que je dis là, parce que la population du Québec est aujourd'hui très multiculturelle et c'est beaucoup de langues et de cultures ici. Alors, on essaie de maintenir quand même le fait que la province de Québec dans le Canada, surtout en Amérique du Nord, c'est le seul îlot français qui persiste et avec une situation économique et une maturité sociale, culturelle très avancée. Et j'aimerais que vous y participiez et que vous aimiez ça.

M. Libman: Bien sûr, mais...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman...

M. Libman: ...est-ce que vous pouvez mettre de la lumière sur la question des mesures incitatives au lieu de coercitives? Est-ce que vous faites mention...

Mme Côté: J'ai toujours aimé mieux les mesures incitatives que coercitives.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Côté...

Mme Côté: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): ...merci d'être venue aider cette Commission à avancer un peu plus loin.

Le Centre des dirigeants d'entreprises. On me dit qu'ils viennent juste d'arriver, après

quelque deux heures de route. Pendant que nous... Vous voulez faire un commentaire, M. Roy?

M. Roy: Oui, vous avez devant vous un écrivain, un lecteur et un consommateur heureux. Réginald Martel, de **La Presse** vient de m'appeler, et il annonce que Québec a aboli la taxe sur le livre.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, bienvenue au Centre des dirigeants d'entreprises, le mémoire sera lu par M. Ouellet.

Centre des dirigeants d'entreprises

M. Ouellet (René-Michel): Moi-même, René-Michel Ouellet.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous nous présenteriez aussi vos deux collègues?

M. Ouellet: Oui, à ma droite, Me Denis Rioux, avocat et administrateur du Centre des dirigeants d'entreprises, et à ma gauche, Yves Pomerleau, homme d'affaires de Rivière-du-Loup et aussi administrateur du Centre des dirigeants d'entreprises.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Ouellet, vous avez la parole pour expliquer votre mémoire pendant cinq minutes.

M. Ouellet: Alors, vu la courte période de temps allouée, évidemment je ne lirai pas tout le mémoire, parce que vous l'avez tous reçu. J'aimerais quand même vous apporter un premier point, c'est que le CDE, très bien connu dans notre région depuis, je dirais, le début du CDE, était une association patronale, membre du Conseil du patronat du Québec jusqu'au 30 juin dernier – sauf que le CDE, dans notre région, a continué son œuvre auprès des dirigeants d'entreprises.
(17 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): Pour être bien sûr que vous n'oubliez rien, peut-être que vous pourriez nous donner les conclusions en commençant?

M. Ouellet: Parfait, alors, j'allais vous dire qu'au départ le CDE de la région de Rivière-du-Loup avait décidé de produire un rapport traitant principalement de son opinion concernant les déficits gouvernementaux et la dualité des pouvoirs de taxation. Lors du début des travaux de votre Commission, nous avons cru comprendre que les rapports déposés soulevaient les problèmes de fonctionnement du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral mais n'indiquaient pas de façon claire la position constitutionnelle ou les moyens politiques à prendre

afin de tenter de régler ces questions. Les organismes, lorsqu'ils acceptaient de prendre position, restaient tièdes sur la question de savoir si la souveraineté du Québec ou son maintien dans la Fédération restait le moyen que devaient prendre les Québécois pour atteindre les buts désirés.

Malgré le temps qui était mis à notre disposition pour effectuer une telle démarche, nous avons pris la décision de vous fournir l'opinion de notre groupement par un sondage auprès de nos membres. Nous faisons remarquer à cette Commission que notre organisme est apolitique, qu'il n'a pas ou à peu près jamais pris de position sur les problèmes régionaux ou autres. Ce n'est pas le but du CDE qui est là surtout pour tenter de donner de l'information à ses membres, pour que ceux-ci deviennent de meilleurs entrepreneurs et de meilleurs dirigeants d'entreprises. Devant l'importance de la situation, le conseil d'administration de notre organisme désire vous apporter son humble éclairage dans la recherche de la vérité, s'il en est une.

Nous voudrions soumettre à la présente Commission certains commentaires en provenance de nos membres. Ces commentaires nous semblent être le reflet de la pensée de la très grande majorité des gens d'affaires de notre milieu, et sont tirés à la fois des résultats du sondage que nous avons tenu et des discussions que nous avons entretenues avec nos membres.

1° La presque totalité de nos membres en rejetant le statu quo dénote qu'il faut régler l'incertitude constitutionnelle actuelle dans les meilleurs délais;

2° une très nette majorité préconise que le Québec devra affirmer son autonomie et/ou sa souveraineté, mais, en même temps, une portion importante, soit 42 % des répondants à notre sondage, s'est déclarée plutôt défavorable à une déclaration d'indépendance radicale;

3° nous remarquons que l'opinion de nos répondants et de nos membres reflète assez bien l'opinion de tous les gens d'affaires du milieu;

4° nous pensons que le problème se situe plus au niveau de l'objectif visé, mais bien au niveau des moyens à prendre pour l'atteindre;

5° les dirigeants d'entreprise que nous représentons, nous présumons que beaucoup de Québécois et de Québécoises sont dans la même situation, n'ont pas actuellement tous les éléments nécessaires pour prendre une décision éclairée;

6° l'ambiguïté de la situation et les doutes que nous ressentons présentement nous semblent dus au fait que des réponses à des questions importantes demeurent toujours en suspens. Les contradictions sur différents points en provenance d'experts ou d'autres personnes qui voudraient l'être continuent d'entretenir des doutes qui retiennent certaines personnes à se prononcer pour la souveraineté ou l'autonomie du Québec.

Et finalement, 7°, beaucoup d'entre nous pensaient que cette Commission recevrait ou commanderait des rapports d'experts ou de groupes d'experts qui apporteraient un meilleur éclairage sur les grandes questions qui se posent dans l'éventualité d'une déclaration de souveraineté ou d'autonomie du Québec.

Entre autres, il serait primordial que nous puissions obtenir des informations sur les points suivants: Quelle est la portion du déficit canadien attribuée au Québec? Qu'est-ce qu'il adviendrait des pensions pour nos retraités? Qu'est-ce qu'il adviendrait de l'assurance-chômage? Et ainsi de suite.

En conclusion, le CDE de la région de Rivière-du-Loup n'est pas en mesure de fournir toutes les réponses et c'est la raison pour laquelle nous demandons à votre Commission d'effectuer ce travail, ce débatement. Sans indication claire à ces questions, il sera très difficile de connaître d'une façon précise l'opinion de la population du Québec en regard avec la grande question que chacun se pose, après avoir pris pour acquis que le statu quo ne peut plus exister et que l'échec de l'accord du lac Meech présuppose de la part de nos partenaires canadiens une volonté nette de ne plus rien remettre en question de la situation actuelle.

Nous pensons que sans des informations nettes fournies sur les grandes questions que tout le monde se pose, il sera probablement difficile pour votre Commission de définir des options sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Comme dirigeants d'entreprise, il nous faut aussi constater que la situation constitutionnelle actuelle ne peut plus durer longtemps. Tous nos gens sont exaspérés de cette situation et souhaitent que ces problèmes soient réglés dans les meilleurs délais. Il nous apparaît qu'un Québec détenant tous ses pouvoirs de décision devrait fournir un climat propice au maintien des acquis économiques actuels de chacune de nos entreprises et possiblement former aussi un climat qui leur permettra de se développer. Les barrières géographiques ou culturelles ne nous apparaissent pas comme étant un élément essentiel à notre développement.

Le tissu économique d'une région comme la nôtre est principalement fait de petites et de très petites entreprises. Les prix, de même que la qualité de la production, demeurent avant tout les éléments les plus importants dans nos activités et dans notre rentabilité. Nos membres qui transigent avec des clients des autres provinces du Canada et même des États-Unis nous signalent qu'une fois que la barrière de la langue est dépassée il est excessivement facile de pouvoir régler les problèmes des frontières géographiques en autant que la qualité du produit et son prix sont concurrentiels.

Le Président (M. Jean Campeau): 15 secondes pour...

M. Ouellet: J'ai le temps de terminer. Enfin, nous voudrions insister sur le rôle important que votre Commission a à jouer dans l'établissement de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Devant la volonté des Québécois qui devient de plus en plus précise et devant nos récentes aventures négatives constitutionnelles, vos travaux et la conclusion de ces travaux seront pour nous un élément déterminant lorsqu'il y aura une décision à prendre. Nous insistons sur l'obligation de votre part de fournir un rapport objectif en mettant de côté la partialité politique. Si une Commission comme la vôtre ne peut réussir à dresser le tableau complet et précis de la situation, qui peut bien le faire? Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Ouellet. Nous commençons les interventions par M. Sébastien Allard qui sera suivi de M. Larose et de M. Béland par la suite.

M. Allard: Merci, M. le Président. M. Ouellet, dans votre mémoire, vous donnez passablement d'information sur le sondage que vous avez effectué parmi vos membres. Une des choses qui ressort de ce sondage, c'est que 57 % se seraient déclarés très favorables ou plutôt favorables à ce que le Québec déclare son indépendance. Et après, vous mentionnez toute une liste de commentaires qui sont faits dans ce même sondage. On dit, entre autres, au bas de... Je ne sais pas quelle page, mais à 6... qu'il y a beaucoup de gens qui entretiennent des doutes parce qu'il manque beaucoup de réponses à des questions qui leur semblent importantes. Si on va à la page suivante... On parle par exemple, parmi ces questions sur lesquelles l'information manque, de la proportion du déficit canadien qui devrait être attribuée au Québec – et c'est vrai que c'est une question importante – de ce qu'il adviendrait de la caisse d'assurance-chômage, c'est aussi important. Et quand on va à h, quelles seraient les conséquences économiques sur le niveau de vie des Québécois, à court et à moyen terme?

Si j'essaie de comprendre ces questions-là, j'arrive à la conclusion qu'il y a de l'inquiétude et de l'incertitude parmi les gens qui ont répondu à ce sondage en ce qui regarde une question comme les niveaux de vie. Mais nonobstant tout ça, sans avoir les réponses à ces questions-là, 57 % disent qu'ils sont d'accord avec la souveraineté ou l'indépendance.

M. Ouellet: Je vais laisser la parole à Me Rioux qui est en grande partie responsable de cette partie du mémoire.

M. Rioux (Denis): Alors, voici. Je voudrais vous dire d'abord qu'on a été surpris, nous aussi, du résultat du sondage. Il faut vous dire aussi que ce sondage a été fait après le début de vos

travaux et après le rapport du Mouvement Desjardins. Je dois vous dire qu'on a été surpris que... Si vous lisez un petit peu plus haut, à la première question, 92 % de nos membres... Et nous pensons être très représentatifs des gens d'affaires de la région, il faudrait qu'on s'entende bien là-dessus. Mon président a oublié de vous dire que c'est un organisme qui vit depuis les années cinquante.

Ça nous a surpris de voir que 92 % de nos gens sont plutôt favorables ou, excusez-moi, nous ont déclaré être plutôt défavorables ou très défavorables au maintien de la situation actuelle; que 77 % de nos membres sont plutôt défavorables ou très défavorables à ce que le Québec tente de nouveau de négocier sa réintégration dans la Constitution canadienne; 97 de nos répondants ont déclaré – et c'est là que c'est important – que le Québec devrait affirmer son autonomie politique et choisir seul et librement ses partenaires économiques.

Malgré l'ambiguïté qui existe actuellement et qui persiste chez tous nous autres, on en vient quand même à cette conclusion. Le résultat nous a démontré que si on avait des réponses précises à obtenir aux questions que l'on vous pose – et je pense que c'est votre rôle de les fournir à la population – nous autres, et la balance de la population, serons mieux en mesure de prendre une décision. Mais je tiens à noter que c'est fait après le début de votre Commission, après les premiers rapports où on a noté, chez vous, que les gens ne prenaient pas position. On s'est dit, à ce moment-là: Ça n'a pas de bon sens, qu'est-ce qu'ils font là? Et on a pris sur nous autres, malgré qu'on soit des gens d'affaires, M. Allard, de dire: Bien, si on ne s'en occupe pas, nous autres, si on ne fait pas notre petite part là-dedans, malgré qu'on ne le fasse pas souvent, bien, je pense qu'on va manquer le bateau, je pense que... Ne nous cachons pas. On va vous priver de recevoir cet éclairage-là parce que si vous remarquez, on nous a dit – on vient tout juste d'arriver – on nous dit qu'on était le seul groupement économique de la région à venir vous parler. Je trouve ça un peu spécial mais pour résumer, M. Allard, je comprends que vous vous posez des questions, mais je ne pense pas que ce soit contradictoire, mais que ça dénote l'incertitude que l'on retrouve chez nous, chez les gens d'affaires et surtout chez la population en général qui, aujourd'hui, y va peut-être plus par sentiment national que par raisonnement. Le raisonnement, on attend que vous le fournissiez pour nous concrétiser dans nos décisions. Je vous le dis: on est apolitiques. Est-ce que ça répond à votre question?

Le Président (M. Jean Campeau): Non, je regrette, M. Allard, il ne reste plus... Maintenant, il y a deux autres intervenants, soit M. Larose, s'il est assez charitable pour donner un petit peu de temps à M. Béland, ça ne devrait

pas être trop long. M. Béland, si vous êtes assez charitable...

Une voix: ...notre collègue et ami.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, c'est à vous, M. Larose.

M. Larose: O.K., M. le Président, merci. Quand on a fait le débat avec Mme Côté, elle était d'accord pour dire que le contexte de 1990 est différent de celui de 1980. Il faut croire que ça entraîne nécessairement qu'il y a du monde qui change d'idée, et votre groupe en est un témoin. Et peut-être, contrairement à ce que vous laissez entendre, le monde y va au pif, j'aurais plutôt l'impression que le monde sent qu'il y a des choses qui ont profondément changé en 10 ans, et que le régime fédéral ne fonctionne plus, en 1990, à la manière de 1980, au plan économique. Et c'est dans ce sens-là que je voudrais que vous nous donniez des indications, parce qu'une des surprises de la Commission, c'est qu'un bloc très monolithique, j'allais dire très frileux en 1980, qui était le bloc des affaires, le bloc patronal, par rapport à cette question-là, il est maintenant fractionné, et il y a du monde qui se met à regarder si pour la "business", ça ne serait pas mieux qu'on change de corset, et donc, qu'on se donne des leviers effectivement pour, atteindre les objectifs. Ma question est la suivante: C'est quoi que la petite entreprise - parce que ça m'a l'air d'être la réalité, chez vous - trouve qui ne marche pas, dans la "shop", en 1990? C'est quoi les entraves au développement économique? Parce que l'hypothèse que je fais, c'est que s'ils changent d'idée, c'est parce qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas dans la "business".

M. Rioux: Au risque de me répéter, M. Larose - et je vais en faire une partie et je vais laisser mon confrère Pomerleau continuer la deuxième partie de la réponse - c'est que je pense que c'est l'incertitude devant toute cette situation-là, l'exaspération de nos gens devant la situation politique, qui est la première cause à dire: Quand est-ce qu'on va finir de parler de ça? Comme on le mentionne, dès que le climat politique ou la situation politique sera éclaircie, on pense que ça va créer un climat au moins égal, sinon plus favorable au développement de nos petites et de nos très petites entreprises.

Encore là, je ne voudrais là non plus vous dire autre chose que ce qu'on veut dire dans le rapport. On n'a pas de prétention à cet effet-là. On n'a pas de prétention de vous donner des indications et de vous donner des recettes. Ce qu'on veut vous dire, c'est que c'est un message qui vient d'une région de Rivière-du-Loup, une ville de services, de petites entreprises. On en regroupe environ 100. On a un petit peu plus que ça de demandes; il y en a plus de la moitié qui

ont répondu à notre sondage en quatre jours. Il y a quelque chose, quelque part, qui se passe. Et comme on le mentionne, ce quelque chose-là fait que peut-être la situation économique qui sera définie une fois pour toutes va faire dire à nos gens: Bon bien, ça va faire, là. Au Québec, on a nos pouvoirs, on a tout ce qu'il faut, on n'en parle plus de cette question-là et on continue de fonctionner, on continue de vendre nos produits ailleurs, on continue de travailler comme on travaillait avant et puis on n'en parle plus des questions politiques. Et je finis là-dessus avant de demander à M. Pomerleau de continuer. C'est que je pense que vous avez un rôle... Je ne sais pas s'il y a quelqu'un qui vous l'a dit, j'essaie de suivre ça du mieux possible à la... On suit ça à la télévision. Vous avez un rôle qui est excessivement important à jouer, et s'il y avait un mot plus fort qu'excessif, je vous le dirais.

(17 h 30)

La population attend peut-être plus de vous autres que vous pensez. La population, malgré le fait qu'on note une tendance nette à s'en aller vers l'autonomie-souveraineté - appelons ça n'importe quoi - vers un régime où le Québec aura tous ses pouvoirs, la population attend de vous autres que vous lui disiez: Qu'est-ce qui va arriver du système monétaire? Qu'est-ce qui va arriver des pensions? Qu'est-ce qui va arriver de l'assurance-chômage? Et munie de ces éclaircissements, elle va pouvoir décider s'il y a un référendum ou si on fait des élections là-dessus, elle sera en mesure de prendre une position.

Dès que le Mouvement Desjardins s'est branché ou nous a donné ses conclusions, on a noté chez nous une nette tendance encore vers l'autonomie. Parce qu'on sent que c'est peut-être un mouvement un peu indépendant vis-à-vis tout ça et qui nous donne son éclaircissement. On a entendu des économistes qui sont venus nous expliquer que le système monétaire, ce n'est pas quelque chose d'excessivement important, si jamais le Québec en arrivait à sa souveraineté. Mais on n'a pas été assez loin. Pourquoi ce n'est pas important? On nous a donné des raisons. Le lendemain, dans les journaux, c'est tout contredit. Comment voulez-vous que les gens, d'abord des gens d'affaires comme nous autres qui sommes un peu ouverts à la situation, puissent prendre une décision éclairée et à plus forte raison la population, qui ne sera jamais capable de se décider là-dessus?

Pour résumer, il y a quelque chose qui s'est passé depuis quelques années. Il y a quelque chose qui s'est passé depuis les travaux de la Commission. Le climat politique actuel est malsain pour nos petites entreprises, parce que ça crée de l'exaspération chez les gens et on pense que ça serait le temps qu'on prenne une décision, à un moment donné, pour finir tout ça. Je vais demander à Yves Pomerleau de continuer, parce que...

Le Président (M. Jean Campeau): J'aime beaucoup M. Pomerleau, mais vous parlez beaucoup... Juste une question de dire à M. Béland... il devait parler. S'il s'est senti attaqué, je vais lui donner 30 secondes pour se défendre. Mais s'il s'est senti confirmé, il n'a pas la parole.

M. Béland: Ce n'est ni l'un, ni l'autre. J'ai trouvé que vous nous mettiez beaucoup de responsabilités sur le dos. C'est ça que je voulais vous dire. Est-ce que je peux poser juste une question, juste sur l'urgence? C'est quoi l'urgence? Dix ans, un an, six mois, cinq ans?

M. Rioux: Le plus rapidement possible.

M. Béland: Mais c'est quoi ça?

M. Rioux: On va vous laisser la réponse.

M. Béland: On fera un autre mémoire.

M. Rioux: Pardon? Vous autres? Oui, peut-être.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous passons maintenant à M. Claude Dauphin.

M. Dauphin: Oui, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais souhaiter la bienvenue au Centre des dirigeants d'entreprises qui nous arrive de Rivière-du-Loup, sous la pluie verglaçante, si j'ai bien compris. On me dit que c'est au moins deux heures de route. C'est ça?

M. Rioux: Plus que trois heures.

M. Dauphin: Vous allez me permettre une deuxième question, si je comprends bien.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dauphin, oui, parce que la réponse a été courte.

M. Dauphin: On va continuer comme ça. J'ai juste à dire à nos invités, quand vous dites, à la page 10 du mémoire que beaucoup d'entre nous pensaient que cette Commission recevrait ou commanderait des rapports d'experts... avec évidemment l'assentiment des autres commissaires alentour de la table, nous allons effectivement recevoir des experts, quelques-uns avant Noël, d'autres après Noël. Et évidemment, nous en avons d'ailleurs entendu quelques-uns au tout début de nos travaux, en séance de travail. Je voulais juste vous indiquer que, effectivement, il est prévu, non seulement prévu, mais il est voulu, de façon très forte, que nous entendions des experts. Je notais également, à la même page 10, que vous posez un certain nombre de questions qui devraient être posées, non seulement aux experts, mais que tout bon commissaire devrait avoir dans son livre de poche, de se

poser également ces questions-là qui sont fortement pertinentes. Je pense que tout Québécois et toute Québécoise devra également se poser les mêmes questions. Là-dessus, j'en suis, je confirme et je corrobore ce que vous mettez à la page 10.

Deuxièmement, vous indiquez, par le sondage auquel 50 % de vos membres ont répondu, qu'une très nette majorité, non seulement veut qu'on agisse rapidement, qu'on se branche rapidement, mais également que la très, très grande majorité se prononce en faveur d'une plus grande autonomie ou d'une souveraineté. On a eu l'occasion, la semaine dernière, d'entendre l'Association des économistes du Québec. On y a référé quelque peu à certains moments au courant de la journée. Et, si j'ai bien saisi ce que les économistes nous disaient, c'est que, à moyen ou à long terme, le Québec souverain serait sûrement viable, mais qu'à court terme, ou plutôt pendant la période de transition, on risquerait de vivre certaines difficultés, notamment au niveau de la perception qui serait extrêmement importante pour nos partenaires économiques. Alors je me demandais, étant donné qu'il y a un certain nombre de vos membres qui favorisaient – je pense que c'est la moitié – une déclaration pure et simple de souveraineté ou d'indépendance, une déclaration unilatérale d'indépendance, je me demandais premièrement si vous avez eu l'occasion d'en discuter? Je sais que vous vous réunissez à chaque 15 jours, à ce qu'on m'a dit. Est-ce que vous avez eu l'occasion d'en discuter. Et j'aimerais me référer aussi à un ex-député du Parti québécois, M. Charbonneau, qui nous disait que ce n'est peut-être pas nécessairement la meilleure chose à faire que de faire une déclaration unilatérale d'indépendance, mais plutôt procéder par la voie d'un référendum et ensuite de ça tenter une négociation, justement pour éviter cette perception négative de la part de nos partenaires économiques.

M. Ouellet: Je vais répondre au premier aspect, je dirais, de la déclaration. Au niveau des questions qu'on pose à la page 10, comme on a soulevé plus tôt dans le mémoire, c'est qu'on voulait justement poser ces questions-là parce qu'on se doutait que vous entendriez des experts, mais on voulait s'assurer que ce genre de questions là seraient posées à ces experts pour éclairer la Commission sur la conclusion finale. Au niveau de la deuxième partie, les autres pourront répondre, mais mon opinion personnelle, c'est sûr que les gens évoluent. On présenterait le sondage cette semaine, peut-être qu'on n'aurait pas les mêmes réponses. Il y a une évolution qui se fait. Évidemment, ce que personnellement je perçois, c'est que les gens, finalement, ont vécu le référendum de 1980, ils ont vécu l'échec du lac Meech, là c'est la Commission Bélanger-Campeau, ils veulent fina-

lement qu'il se brasse quelque chose, comme Me Rioux disait tout à l'heure. Les gens veulent qu'il y ait une solution qui leur soit proposée au plus sacrant, au "P.C.", comme on dit dans notre région.

M. Dauphin: Chez nous aussi, la même chose.

M. Ouellet: Comme M. Béland disait, 10 ans, je pense que c'est beaucoup moins que 10 ans, sans vous donner la réponse. Peut-être que Yves pourrait compléter.

M. Pomerleau (Yves): Oui, comme Michel dit, nos idées évoluent, vous nous aidez à les faire évoluer, on tente de vous écouter un petit peu tous les soirs lorsque c'est possible, surtout au résumé qui paraît à 10 h 30 à la télévision. Mais il arrive que, comme on évolue, de nouvelles pensées viennent, je voudrais vous dire qu'à la plupart des questions qu'on posait, c'était toujours en grande partie, favorable ou plutôt très favorable... En fait, il y en a... Sur une question, ça a viré presque à 50-50, enfin, ce qui a montré la prudence des gens d'affaires qui n'étaient pas prêts à tout balancer ce qui a été fait au Canada depuis de nombreuses années. Alors, moi, précisément comme personne en affaires, je trouve qu'il y a beaucoup d'irritants à avoir deux paliers de gouvernement. Mais il reste qu'on doit s'accorder à dire que, petit à petit, par la patience de tous nos dirigeants politiques, il s'est gagné des choses au Québec qui font qu'on vit assez bien avec ça. Quelque part dans le témoignage que nous vous faisons ici, une personne d'affaires, qui transige avec les autres provinces ainsi qu'avec les États-Unis, dit fort bien qu'une fois dépassé l'obstacle de la langue, quand c'est facilité, tout est rendu facile à négocier aux États-Unis ou dans les autres provinces. Alors moi je fais peut-être, je ne sais pas, un autre ballant à ce qu'on vous présente aujourd'hui, à l'effet que s'il y avait quelque chose qui était d'affirmé au Québec, malgré le fait que le Canada — je pense, comme tout ce qui est dit ici puis que vous affirmez depuis plusieurs jours — ne se laissera pas faire à se faire demander ces choses. Il reste, que graduellement, on peut gagner sans claquer la porte comme certains peuvent l'espérer.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je vous souhaite la bienvenue à nos travaux. Je suis un petit peu comme M. Larose, je me dis: C'est le monde à l'envers. En 1980, il n'y avait pas un organisme social, pas un prof d'université qui ne se prononçait pas en faveur de la souveraineté, alors que les gens d'affaires étaient plutôt sceptiques, posaient un certain nombre de

questions, manifestaient un certain nombre de craintes. Et aujourd'hui, ces mêmes organismes sociaux, profs d'université et tout le reste, font de très bonnes analyses mais ne tirent pas les conclusions. Mais vous, j'imagine, en personnes très pratiques et très concrètes, vous dites: Bon bien là, c'est fini, on a encore, oui, un certain nombre de questions, elles sont importantes, elles sont significatives, on a encore un petit peu de scepticisme, mais on croit que la meilleure solution, elle va de ce côté-là. Enfin, c'est ce que vos membres vous ont répondu. Alors, ça me plaît beaucoup évidemment. Vous savez quel point de vue on défend. Alors, j'imagine qu'on est en train, tous au Québec, de se rejoindre quelque part. Ça aurait été intéressant, peut-être, que vous restiez membre du Conseil du patronat. Ils auraient peut-être décidé de consulter aussi tous leurs membres et peut-être seraient-ils venus à la même conclusion à laquelle vous êtes venus. On pourrait peut-être leur suggérer; ils nous entendent peut-être en ce moment.

Une voix: ...on parle d'un genre d'entreprise... ça n'existe plus à Montréal.

Mme Marois: Mais ça existe en régions et ils nous ont dit tout à l'heure qu'ils s'étaient dissociés du... Est-ce que j'ai bien compris ou j'ai mal compris?

M. Ouellet: C'est-à-dire qu'on s'est dissociés par la force, dans le sens que...

Mme Marois: D'accord.

M. Ouellet: ...le Centre des dirigeants d'entreprise, comme organisme provincial, qui était présidé par M. Gagné, je pense, que M. Béland doit bien connaître, a décidé finalement de cesser ses activités parce que, justement comme organisme provincial, ça ne fonctionnait pas. Sauf que dans les régions...

Mme Marois: C'est fort et ça...

M. Ouellet: ...entre autres comme la nôtre, qui est une région leader au niveau du CDE provincial, nous autres, on a décidé de continuer nos activités.

Mme Marois: D'accord. Alors, ça serait peut-être intéressant que vous leur suggériez, de toute façon, de consulter leurs membres. Mais je vous félicite pour ça, parce que ça s'appelle se retourner vite, dans le fond, et se dire que la question va se poser, et plutôt que de n'avoir rien à dire à la Commission, on ira chercher le point de vue de nos membres.

Je voudrais faire une remarque sur le libre-échange qu'on mentionnait tout à l'heure comme une possibilité, évidemment, qui s'ouvrirait, et

qu'il était très intéressant pour les entreprises de faire affaire ailleurs, entre autres avec les États-Unis. Mais je mentionnerais que ce n'est pas lié à la réalité constitutionnelle mais c'est plutôt relié à une décision politique qui, Constitution ou pas, évidemment, aurait pu se faire. On s'entend bien à cet égard-là.

La question vous a été posée tout à l'heure; je vais la reposer autrement. Vous dites: On veut que cette espèce d'insécurité et cette espèce de discussion qui n'en finit plus se termine et il faut prendre une décision relativement rapidement. Vous soulevez un certain nombre de questions. Oui, la Commission va s'y pencher. On n'aura peut-être pas les réponses exactes et parfaites. On sait que: 10 économistes, 10 opinions. Mais cela étant dit, on va s'y pencher sur ces questions-là.

Imaginons que la Commission remette son mémoire comme prévu, ses recommandations à la fin mars. Est-ce que, pour vous, un référendum dans les mois qui suivraient serait un temps suffisamment rapide si on a répondu – généralement là, si on veut, et d'une façon assez spécifique dans certains cas – aux questions que vous soulevez?

Une voix: Je demanderais peut-être à Yves.

M. Pomerleau: Je voudrais peut-être dire quelques mots. Sans être une personne qui voyage beaucoup, j'ai quand même vu un peu d'autre chose que le Québec. Et la question qui est souvent posée, surtout par d'autres personnes du Canada c'est: Qu'est-ce que vous voulez au Québec? Même après toutes les discussions – puis Dieu sait si on en a eu des discussions à propos du lac Meech – il semble que ça n'a pas été compris, la question qui se posait au lac Meech. Pour beaucoup de monde, ça continue. Qu'est-ce que vous voulez au Québec?

Finalement, je pense que lorsque ça – si on dit que c'est un référendum, que ce soit une prise, une déclaration d'autonomie, peu importe – lorsque ça aura fini de faire bouger les choses. Moi, je disais à mes amis, en montant, que pas plus tard qu'il y a deux ans, quelqu'un à Vancouver – c'est-à-dire quelqu'un de Vancouver qui est un concessionnaire d'automobiles comme je suis – se demandait – parce qu'enfin, nécessairement, lors de rencontres avec d'autres concessionnaires... puis j'étais au conseil consultatif des concessionnaires de Chrysler à Windsor – lui il se demandait – puis ça c'est en dehors de nos discussions – pourquoi au Québec on revendiquait encore alors que ça avait été réglé aux Plaines d'Abraham.

Et c'est vrai ce que je vous dis là. C'était un monsieur qui était de Victoria, qui était un Anglais d'Angleterre. Venir me dire à moi, là: C'est réglé depuis les Plaines d'Abraham votre affaire!

Mme Marois: Est-ce qu'il savait qu'on existait encore quelque part, non? Oui?

M. Pomerleau: En tout cas, il me regardait de très haut, le monsieur, soit dit en passant. Mais il reste que si on se branchait et qu'eux autres, ils arrêtaient d'en parler... Vous allez... On était, Denis et moi, à Vancouver après un séjour de ski, au mois de mars passé. Les gens couraient après nous pour nous faire parler du lac Meech. Disons que déjà, là, on ne savait pas trop en quoi ça consistait le lac Meech...

Mme Marois: Mais, ma question, j'y reviens...

Le Président (M. Jean Campeau): Madame...

Mme Marois: Elle sera courte. Nous déposons le rapport, nous répondons à vos questions. Est-ce qu'on va en référendum ou pas?

Une voix: C'est une grosse question, ça.

M. Ouellet: Moi, je vais me lâcher comme président du groupe...

Le Président (M. Jean Campeau): Bien laissez-vous... un oui ou un non.

M. Ouellet: Je ne peux pas dire oui ou non, sauf que je pense que ce qui ressort du sondage qu'on a effectué, c'est que les gens veulent être consultés sur le résultat. Je pense que ça répond à votre question.

Le Président (M. Jean Campeau): Et le temps qui nous est alloué est terminé. C'est la première fois que ceux qui répondent aux questions répondent... et que la réponse est plus longue que la question posée par Mme Marois.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Marois: Je vous demanderais, Monsieur, le président de...

Une voix: Monsieur le président, je pense qu'on a eu deux heures et demie à y penser.

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, ça va. Je vous remercie beaucoup. Je vous remercie évidemment pour la longue route que vous avez faite, mais un merci spécial pour nous avoir rappelé à chacun de nous l'importance de cette Commission pour l'avenir du Québec. On va tâcher de ne pas l'oublier.

(Suspension de la séance à 17 h 46)

(Reprise à 17 h 47)

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous reprenons nos travaux. Cette fois-ci, c'est conjointement le Conseil central du Bas-Saint-Laurent et le Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Donc, je comprends que MM. Normand Gagnon Pierre Jobin, Mme. Lisette Dion et M. Jean-Yves Lapierre, et qu'il y en a un seul qui fait la présentation.

**Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CSN)
et Conseil central de la Gaspésie et des
Îles-de-la-Madeleine (CSN)**

M. Gagnon (Normand): Oui, Normand Gagnon. On va faire la présentation du Conseil central Gaspésie et les Îles et la présentation du Conseil central du Bas-Saint-Laurent.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Gagnon: Ça va être comme le Parti québécois tout à l'heure, cinq minutes chacun qu'ils nous avaient dit, et on...

Le Président (M. Jean Campeau): Non, il faudrait que ce soient cinq minutes au total.

M. Gagnon: Hum!

Le Président (M. Jean Campeau): Écoutez, on négocie, six minutes en tout.

M. Gagnon: On va essayer, on va lire vite.

Le Président (M. Jean Campeau): Maintenant, est-ce que vous pouvez présenter les gens qui sont à la table avec vous?

M. Gagnon: Oui, j'aimerais vous présenter du Conseil central Gaspésie et les Îles Jean-Yves Lapierre et Lisette Dion et M. Pierre Jobin et moi-même, Normand Gagnon, du Conseil central du Bas-Saint-Laurent.

Alors on va commencer par les trois minutes du Conseil central Gaspésie et les Îles.

Le Président (M. Jean Campeau): Moi, ce que j'aimerais, si vous pouviez nous donner au moins vos conclusions, pour ne pas qu'on les perde à la fin. Faites pour le mieux.

M. Gagnon: Oui, on s'est préparés en fonction de faire un résumé du...

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, il y aura moins de questions.

Mme Dion (Lisette): Bonjour, je vous remercie, messieurs les commissaires, d'avoir accepté de nous entendre. Les régions de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine vit actuel-

lement de sérieux problèmes économiques attribuables à plusieurs facteurs, par exemple une population qui ne cesse de décroître, affectant particulièrement les jeunes; une population qui ne cesse de vieillir, du fait de naissances de moins en moins nombreuses, de l'exode des jeunes et de l'absence de jeunes arrivants; une sous-scolarisation; un taux de chômage élevé; un nombre record d'assistés sociaux, ces personnes sont peu scolarisées; un revenu familial plus faible que la moyenne québécoise; une industrie des pêches maritimes en sérieuse difficulté; une activité agricole en déclin confirmée par la diminution constante du nombre de fermes et de la population agricole; une industrie touristique problématique; un manque de capital de risque.

Géographiquement, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine sont situées loin des concentrations importantes de population, donc loin du milieu des affaires, loin des marchés. Le sous-développement des ressources fait en sorte que la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine se méritent la place de la région qui depuis nombre d'années affiche le plus haut taux de chômage au Québec et ces derniers mois, le plus haut taux de chômage au Canada. Cette situation a pour conséquence l'appauvrissement de la population, un taux d'hospitalisation plus élevé et à plus forte raison, l'exode de la population vers les grandes villes.

Aujourd'hui, nous parlons d'un Québec différent, d'un Québec indépendant, d'un Québec souverain. Nous sommes convaincus que l'indépendance devra changer nos conditions de vie, car opter pour l'indépendance afin de se retrouver dans une situation semblable serait pour ainsi dire inutile. Nous pensons que l'indépendance du Québec devrait permettre aux Gaspésiens et aux Madelinots de développer leur région avec le plein contrôle de leurs ressources naturelles, particulièrement les pêches, la forêt et le tourisme. Un Québec souverain devrait permettre de mobiliser et de faire participer les individus au développement de la Gaspésie et des Îles. Un Québec indépendant devrait faire en sorte d'inverser le processus de décroissance démographique, créer des emplois, créer un climat favorable à l'entrepreneuriat local, bref améliorer la qualité de vie des Gaspésiens et des Madelinots.

Un Québec indépendant devrait s'assurer du plein contrôle des eaux qui longent ses côtes. Il devrait délimiter le territoire avec Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick. Un Québec indépendant verrait aussi à négocier l'accès à la zone des 200 milles.

L'exploitation de la pêche devra demeurer sous le seul contrôle du Québec qui verra à s'assurer, au départ, d'une saine gestion afin de ne pas gaspiller inutilement la ressource. Pour ce faire, il faudra favoriser les espèces sous-exploitées et non exploitées, favoriser la stabilisation du secteur, la première transformation des espèces déjà exploitées, favoriser et développer

les seconde et troisième transformations des produits marins, développer la recherche dans le secteur des résidus de poisson, développer des nouveaux produits de consommation à partir de produits marins, former une main-d'oeuvre qualifiée et développer des services gravitant autour des pêches maritimes.

La région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine sera en somme une région qui fournira des produits marins non seulement pour le Québec, mais on devra voir à mettre sur pied un plan de mise en marché afin d'exploiter nos ressources. Finalement, tous les volets de cette industrie jusqu'à la mise en marché devront se faire en régions.

Côté tourisme, les paysages gaspésiens et madelinots, avec leurs eaux, leurs montagnes, leurs plages sont des éléments de base très importants pour l'industrie touristique. Un Québec indépendant verra à assumer la gestion et le développement des parcs nationaux qui sont déjà munis de structures permettant d'intéresser le tourisme. On pourra facilement utiliser les infrastructures existantes afin d'améliorer et développer l'industrie touristique durant tout l'hiver, toute l'année, hiver comme été. Pour ce faire, il serait primordial pour un Québec indépendant d'améliorer le système routier, de développer le transport ferroviaire et permettre aux différentes compagnies aériennes d'opérer à des taux accessibles à toute la population québécoise et autre.

L'exploitation forestière joue un rôle important dans l'économie de la région gaspésienne. Dans une démarche de développement économique régional, la forêt exploitée d'une façon planifiée serait une source inépuisable d'emplois et de richesses collectives. Un Québec indépendant devrait favoriser une utilisation rationnelle de la ressource, favoriser l'implantation d'une industrie structurante dans le domaine de l'exploitation du feuillu, favoriser une plus grande utilisation de la matière ligneuse et utiliser davantage les résidus de bois, former une main-d'oeuvre qualifiée pour les travaux de reboisement et d'aménagement forestier, développer la culture de plants forestiers en ferme.

Nous pensons que dans un Québec indépendant il serait essentiel de miser sur le développement régional basé sur les ressources disponibles en régions. Le Québec est pourvu de toutes les ressources minières qu'il suffirait de développer. Il serait primordial de poursuivre la formation de prospecteurs miniers et la recherche des nouveaux secteurs miniers à développer. Le Québec dispose de toutes les ressources nécessaires à son développement. Nous pourrions le comparer facilement à une personne humaine. Comme celle-ci, il connaît son enfance, son adolescence et devenu à l'âge adulte, il peut maintenant assurer sa propre destinée. Merci.

M. Gagnon: Je fais un résumé du résumé ou

si...

Le Président (M. Jean Campeau): Vous faites un résumé du résumé.

M. Gagnon: Alors, le Conseil central du Bas-Saint-Laurent représente quelque 8000 travailleurs et travailleuses de tous les secteurs d'activité dans l'ensemble du Bas-du-Fleuve. Depuis 1945, la Conseil central a défendu les intérêts des travailleurs et des travailleuses sur les lieux de travail, bien sûr, mais aussi partout où cela s'est avéré nécessaire. Il a fourni des apports importants au développement régional.

Par rapport à l'avenir constitutionnel du Québec, le Conseil central partage les positions de la CSN auxquelles il contribue. Par ailleurs, notre situation particulière nous amène à présenter des éléments concrets des effets néfastes de la présence fédérale dans notre région et du traitement discriminatoire que nous subissons par rapport à d'autres parties du territoire canadien. Pour nous, l'indépendance du Québec peut nous donner des moyens pour favoriser le développement régional en assurant une vraie place aux régions dans l'ensemble québécois et en mettant l'accent sur le plein emploi. L'indépendance que nous voulons, c'est un outil de développement économique, politique et social aussi. Et là, on parle de la présence fédérale chez nous. On donne, dans le document, différents points qui nous semblent aberrants. Et lorsqu'on arrive à la discrimination, un peu plus loin dans le rapport, on dit encore que notre situation particulière nous amène à présenter des effets néfastes du traitement discriminatoire. On donne des exemples de ça. Chacun a eu la chance de lire le rapport.

Et nous parlons, dans la quatrième partie de notre rapport, des outils de développement. Alors, pour ce qui est des outils de développement économique, bien entendu, le volume des investissements requis pour assurer au Bas-Saint-Laurent une prospérité comparable à celle du Québec ne diminuera pas parce que nous nous retrouvons dans un Québec indépendant, mais il y a certaines données de notre environnement économique qui risquent de changer pour le mieux. Il n'y aura plus de conflits de juridictions, d'orientations différentes, de dédoublements de structures entre le fédéral et le Québec. Ça, c'est sûr.

Par rapport aux actions de l'État, notre population ne comptera toujours que pour environ 200 000 personnes, mais en regard de 6 000 000 de Québécois et de Québécoises plutôt que par rapport à 25 000 000 de personnes au Canada. Ça aussi, c'est certain.

Pour ce qui est du développement social — je vais terminer là-dessus, M. le Président — nous avons exposé quelques données inquiétantes de la situation du Bas-Saint-Laurent. Le revenu personnel, qui atteint à peine les deux

tiers de la moyenne canadienne, et un rapport emploi-population qui n'est même pas de 50 %. Mais encore faut-il noter et répéter qu'il s'agit là de moyennes. Dans les centres urbains les plus importants de la région comme Rimouski, Rivière-du-Loup, Matane ou Mont-Joli, la situation est généralement meilleure. Une bien mince consolation, puisque cela signifie que, dans le reste du territoire, la situation est encore plus déprimée que ce que les moyennes régionales, déjà fort inquiétantes, nous indiquent.

On sait que les MRC de la Matapédia, des Basques et du Témiscouata comptent parmi les moins avantagées du Québec. Notre région se vide, et ceux et celles qui nous quittent, ce sont les jeunes que nous formons à grands frais dans l'espoir de les voir contribuer à la croissance du Québec, en priorité dans leur région. Mais si on veut fermer le cercle, il faut aussi leur trouver, ici, des emplois et des conditions de travail à la mesure de leurs aspirations. Tout s'enchaîne: pas d'emplois et les plus mobiles nous quittent. Faute de main-d'œuvre qualifiée, on ne peut attirer d'investissements dans des secteurs moteurs. Et la région continue à s'appauvrir, donc, sa capacité d'investir diminue. Pour briser ce cercle vicieux, il faut mettre l'accent sur l'emploi. C'est urgent. Si vous voulez que le Bas-Saint-Laurent apporte une contribution valable au développement du Québec dans son indépendance, il nous faut nous donner les moyens de parvenir à y rétablir la situation de l'emploi. Comme le Québec, dans son ensemble, flotte avec un taux de chômage de 10 %, mais avec un rapport emploi-population de 58 % contre 48 % dans le Bas-Saint-Laurent, nous ne doutons pas que la situation de l'emploi sera dans la courte liste des priorités d'un Québec indépendant. Sur ce point, cela rejoindra les priorités des travailleurs et travailleuses du Bas-Saint-Laurent.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Gagnon. Première intervention, M. Richard.

M. Richard: En ce qui concerne le Bas-Saint-Laurent, à la page 19 de votre mémoire, vous soulevez plusieurs questions concernant l'organisation politique du Québec. Vous esquiviez un peu la réponse, par contre, en disant qu'on verra ça lorsqu'on aura les pouvoirs. Donc, ma première question serait dans le sens de dire: Vous voulez quelle forme d'organisation politique? Laquelle privilégiez-vous? Je sais que vous faites allusion à un beau grand mot qui est le "bicaméralisme" ou un gouvernement régional avec taxation. C'est quoi votre forme de gouvernement que vous voudriez mettre de l'avant? C'est quoi votre vision?

M. Gagnon: Je laisserai à M. Jobin le soin de répondre, si vous permettez.

M. Jobin (Pierre): Vous avez remarqué qu'il

y a plus de questions que de réponses parce que, effectivement, tant au Conseil central que dans l'ensemble de la CSN, c'est un débat qui n'est pas terminé et sur lequel il y a diverses directions qui se dessinent déjà dans le Québec actuel et dans quelques-unes des réformes qu'on a vécues récemment ou qu'on s'appête à vivre, par exemple, dans le système des affaires sociales. Et donc, il n'y a pas, là-dessus, de réponse coulée dans le ciment, à ce moment-ci du débat, à l'intérieur de notre mouvement.

M. Richard: Comme plusieurs intervenants, M. Jobin, vous avez mentionné, dans votre document toujours, une demande assez forte vers la régionalisation. J'aimerais savoir: dans votre esprit, c'est quoi la région? Est-ce que c'est la région économique? Est-ce que c'est les MRC? C'est quoi, dans votre vision future, ce que vous appelez la régionalisation?

M. Jobin: Au Conseil central du Bas-Saint-Laurent, ce n'est pas écrit dans notre constitution mais tout comme. La région, pour nous, c'est à peu près le territoire du Conseil central, ce qui est aussi à peu près l'ancien territoire des diocèses qui régissaient tant les caisses populaires que les syndicats nationaux, que la plupart des organisations que notre population s'est données au cours des ans. Et ça ressemble assez bien aux territoires de la nouvelle région administrative qui fait qu'on est encore voisins avec la Gaspésie...

M. Richard: Merci, M. Jobin...

M. Jobin: ...mais qu'on est maintenant en bon voisinage.

M. Richard: Ça répond à ma question. Madame, je ne vous ai pas oublié. Vous avez fait une nomenclature, un constat dans le domaine des pêcheries, de la forêt, du tourisme. Maintenant, pourquoi le régime fédéral a manqué son coup? Pourquoi que ça a "floppé", selon vous? Parce que vous faites un inventaire, vous dites: c'est...
(18 heures)

M. Lapierre (Jean-Yves): Je pense qu'avec le régime fédéral, à l'heure actuelle, il y a trop d'intervenants, il y a trop de gouvernements à s'impliquer à ce niveau-là. On pense qu'on a les expertises régionales, on a la matière première dans ce domaine, qui fait en sorte qu'on est capables de prendre nos responsabilités au niveau du Québec et même au niveau des régions, pour être capables d'exploiter davantage notre produit, faire en sorte qu'on va créer des emplois, puis on va arrêter nos jeunes de quitter nos régions et s'en aller vers les grandes villes. Si on veut garder notre population et si on veut développer, je pense que c'est en créant des emplois, et pour créer des emplois, je pense que ça y va de soi:

il faut absolument développer.

M. Richard: Mais selon ce que vous mentionnez, c'est que la méthode actuelle, selon tout ce que vous constatez, n'a jamais fonctionné, selon vous, et vous ne pouvez pas le faire à l'intérieur du contexte actuel. Il faut absolument qu'on obtienne une complète autonomie, de façon... Vous faites allusion, entre autres, à la zone de 200 milles où inévitablement il va falloir qu'on s'assoie et qu'on négocie sûrement, parce que la zone de 200 milles ne touche pas que nous, elle touche d'autres provinces. Vous dites: Nous, le constat qu'on fait, ça n'a pas donné de résultats. On va être plus puissants lorsqu'on sera tout à fait indépendants et autonomes et on va être plus assurés que ce qui s'est passé à date.

M. Lapierre: Je pense qu'il y a d'autres intervenants qui en ont parlé cet après-midi. Il n'est pas seulement question de la zone de 200 milles. Au niveau, par exemple des permis de pêche, c'est décevant, quand on vit dans des régions qui vivent à peu près de la pêche comme les Îles-de-la-Madeleine, c'est la matière première. Je pense que c'est décevant quand on voit que c'est très difficile d'avoir des permis pour être capables d'exploiter les produits qu'on a. Comme on vous disait tantôt, plus il y aura de gouvernements dans ces dossiers-là et plus difficile va être la négociation. Parce que tous et chacun cherchent à tirer un coin de la couverture.

M. Richard: Merci pour vos mémoires. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. François Gendron.

M. Gendron: Rapidement, je voudrais vous dire que vous avez deux excellents mémoires qui ont le mérite d'être on ne peut plus clairs. Vous optez clairement pour la souveraineté et vous dites: Après, on fait des choses. Dans ce sens, je pense que la Commission doit être heureuse de constater qu'il n'y a pas d'imbroglio concernant votre point de vue sur l'avenir constitutionnel du Québec. Je voudrais toucher deux questions. D'abord, une première au niveau du Conseil central du Bas-Saint-Laurent. Vous avez traduit, je pense, avec raison, toutes les difficultés liées aux éternels et coûteux dédoublements entre le fédéral et le Québec; vous avez parlé de ça adéquatement. Je pense que c'est important d'avoir votre point de vue. Est-ce que vous croyez qu'on pourrait résoudre ces difficultés uniquement par un meilleur partage des compétences, bien sûr à la suite de négociations très franches, comme dirait Mme Éva Côté?

M. Jobin: Non.

M. Gendron: Merci. C'est dans la même ligne que votre mémoire, c'est très clair. Deuxième question que j'aimerais vous poser. C'est que vous avez parlé, et avec raison encore, en ce qui me concerne, qu'un Québec souverain devrait avoir un souci beaucoup plus grand de ses régions et en partie de la dimension de la ruralité. Parce que c'est un drame assez difficile au Québec, quand on sait qu'il y a au-dessus de 750 municipalités au Québec de moins de 800 de population. C'est évident qu'occuper son territoire et ne pas s'occuper du développement en milieu rural, je pense qu'on ne serait pas plus avancé. Vous avez insisté sur une représentation politique des régions par un système bicaméral, au niveau national et également un palier régional électif, par une fiscalité autonome pour les régions ou par d'autres avenues particulières à chaque région. J'aimerais ça que vous soyez plus précis, parce que là j'ai de la difficulté... Même dans un Québec souverain, bien sûr qu'il va continuer à exister des particularismes régionaux, mais la structure, d'après moi, qu'on devrait offrir aux régions pour qu'elles soient mieux représentées et plus dynamiques, devrait être uniforme. Est-ce que je vous interprète bien, ou bien non s'il pourrait y avoir des distorsions dans la structure régionale?

M. Jobin: Comme je répondais tantôt à d'autres intervenants, la réflexion là-dessus n'est pas finalisée au sein du mouvement, tant sur le plan national, la CSN dans son ensemble, qu'au sein du Conseil central du Bas-Saint-Laurent. Mais on pense qu'on peut envisager que dans le Québec il y ait des territoires pilotes pour certaines activités. On a déjà connu ça, la décentralisation de telle ou telle activité jusqu'à maintenant occupée par l'État central, qu'il soit à Québec ou à Ottawa, qui se ferait dans une région mais qui ne se ferait pas forcément dans une autre. Et d'autres activités pourraient aussi faire l'objet d'expériences de ce genre-là, pour voir comment, sur le plan régional, on peut gérer tel ou tel domaine d'activité de l'État.

M. Gendron: O.K. Mme Dion ou M. Lapierre, pour ce qui est du mémoire du Conseil central de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, vous avez encore là, je pense, traduit une réalité dramatique pour les régions, il s'agit de l'exode rural qui est un phénomène généralisé et grandissant, malheureusement. À votre avis, dans un Québec souverain, comment on contre ça? Comment on réussit à contrer ou à inverser cette tendance qui ne pourrait, d'après moi, perdurer? Concrètement, comment on corrige cette tendance?

Mme Dion: Je pense qu'en créant des emplois avec la forêt, la pêche, tout ça, on va garder nos jeunes dans la région. Ça va aider beaucoup, il n'y a pas d'emplois du tout. Les

jeunes s'en vont aux études, puis ils restent, ils ne reviennent plus.

M. Gendron: Je suis heureux que vous ayez lié dans votre mémoire la préoccupation d'une préoccupation plus forte des régions avec une politique de plein emploi. On sent que c'est lié, et je pense que c'est correct. Mais est-ce que, pour contrer l'exode, on pourrait l'atteindre uniquement par une meilleure politique d'emploi, ou est-ce que vous n'y incluez pas des éléments reliés à l'immigration? Est-ce que vous avez analysé ça, que, si on avait le contrôle de l'immigration, on pourrait distribuer plus équitablement les gens qui arriveraient au Québec, plutôt que de les concentrer uniquement dans les régions urbaines? Est-ce que vous ne croyez pas que ce serait également une façon de contrer l'exode rural en améliorant notre performance régionale par l'apport de nouveaux arrivants et de leur ingéniosité, bien sûr?

M. Lapierre: Mais je pense que, si on réussit à créer des emplois dans notre région, on est ouverts à accueillir des immigrants. Il n'y a pas de problème. Ce qui serait peut-être, à l'heure actuelle, le problème, c'est qu'on n'a pas assez d'emplois chez-nous pour être capables de les accueillir. Ce qui fait qu'on ne peut pas développer du côté scolaire, on ne peut pas développer davantage, ce qui fait que nos jeunes qui veulent aller se perfectionner, il faut qu'ils aillent se perfectionner à l'extérieur. On n'a pas les expertises et on n'a pas les écoles non plus pour être capables de leur donner le perfectionnement dont ils ont besoin pour continuer à travailler dans différents domaines.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors M. Gendron, un court commentaire?

M. Gendron: Non, c'est une très courte question. Dans votre esprit, un Québec souverain, est-ce qu'il regarde une association avec le reste du Canada ou si on ne regarde pas ça, parce que vous n'en avez pas parlé.

M. Lapierre: Dans ce que j'en sais, il n'en a jamais été question avec le reste du Canada.

M. Gendron: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. André Ouellet, qui sera suivi de Mme Rosette Côté.

M. Ouellet: Merci M. le Président. Mesdames, messieurs, je voudrais d'abord vous dire que votre mémoire... il est bien difficile de vous contenter. Lorsque le gouvernement canadien n'investit pas, vous considérez que c'est de l'injustice. Lorsque le gouvernement canadien investit dans la région, là vous appelez ça des cadeaux de Grecs, à la page 9 de votre mémoire.

Et même plus, à la page 10, vous dites que ces cadeaux du fédéral ont des effets pervers. Alors évidemment, dans cette optique, il m'apparaît assez difficile de satisfaire les gens de la CSN. Ça ne me surprend pas d'ailleurs parce que je cotoie mon ami Larose depuis quelques semaines et il est rarement d'accord avec ce que le gouvernement du Canada fait.

Mais je vous écoutais, Mme Dion, et vous faisiez une liste assez importante de choses qui devraient être faites. Et ce qui est intéressant, c'est que vous disiez: C'est le gouvernement qui devrait faire ça. Finalement, vous vous en référez beaucoup à l'État providence. Et en réponse à des questions, vous avez dit: Il faudrait récupérer des pouvoirs, il faudrait récupérer de l'argent du gouvernement canadien, mais pas vraiment pour le donner au gouvernement souverain du Québec, pour donner ces pouvoirs, cette autorité, ces sommes d'argent dans la région, au niveau local, afin d'avoir des programmes qui sont plus adaptés aux besoins locaux et afin de mieux gérer les différents programmes pour servir notre population.

Alors, finalement, en vous écoutant, j'ai l'impression qu'on peut très bien passer par-dessus le gouvernement du Québec. C'est une récupération de programmes et de fonds pour être mieux utilisés au niveau local et, qu'on soit à l'intérieur du Canada ou à l'intérieur d'un Québec souverain, ce qui est très important pour vous, c'est qu'il y ait une administration locale qui réponde à vos besoins. Et je vous félicite parce que vous avez été très honnête, vous le dites vous-même à la page 16 de votre mémoire: "...un Québec indépendant qui ne mettrait pas résolument l'accent sur le plein-emploi (...) nous paraîtrait comme un bien mince progrès." Donc, ce que vous voulez, ce sont des changements non pas constitutionnels, mais des changements de société.

Moi, je viens d'une paroisse du Bas-du-Fleuve. Ma paroisse natale, c'est Saint-Pascal de Kamouraska. Il y avait là une industrie fort importante, la tannerie Boucher, qui employait quelques centaines de personnes. La CSN y est venue, a créé un syndicat. Finalement, la tannerie a été obligée de fermer.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ouellet: Je ne dis pas ça pour blâmer le milieu syndical. Je voudrais que vous me compreniez. Le milieu syndical est essentiel, mais il faut qu'il y ait un juste rapport des forces à un moment donné. Je vois que la FTQ - notre ami n'est pas ici - mais eux, ils ont créé un fonds de solidarité. Et ils investissent, ils garantissent un certain nombre d'emplois et ils participent au développement. Qu'est-ce que la CSN est prête à faire? Qu'est-ce que vous êtes prêt à faire pour vraiment épauler... Non pas toujours attendre l'État-providence, mais qu'est-ce que vous autres,

vous êtes prêts à faire pour vous assurer que ces emplois que vous souhaitez vont rester dans la région et que vous allez arriver à ce plein-emploi que vous souhaitez?

M. Gagnon: Lorsque le président de la CSN aura à présenter son mémoire, vous pourrez lui poser cette question-là: qu'est-ce que la CSN veut? Nous, on est venus ici devant cette Commission pour donner un plan régional lorsqu'on voulait parler des dédoublements de programmes, toutes sortes d'affaires. Lorsqu'on parlait de cadeau de Grecs tout à l'heure, vous faisiez allusion au cadeau de Grecs, c'est que, comme on n'a pas d'industries durables, on a tout le temps des programmes qui arrivent comme un genre de tampon pour faire gagner les semaines d'assurance-chômage aux personnes, et après ça s'en aller sur l'assurance-chômage ou le bien-être social, s'il n'y a pas autre chose. C'est ça qu'on appelle, à mon sens, des cadeaux de Grecs, parce que ça ne fait que colmater des brèches et ça ne résout rien. C'est ce que je peux vous répondre là-dessus et si pour Mme Dion, je n'ai pas saisi la question...

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Côté? Je regrette. Le temps est écoulé pour M. Ouellet. Est-ce qu'il y avait une réponse, madame?

Mme Dion: Non, c'est correct mais je pense que quand un employeur vient nous voir et qu'il a des problèmes, on peut s'asseoir avec lui et négocier, ça nous est déjà arrivé. On ne ferme pas nécessairement les industries.

M. Lapierre: Je voudrais ajouter que vous avez un très bon compagnon de travail, M. Larose, en passant.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Côté.

Mme Côté: Oui, vous m'avez toute mêlée là, parce que j'avais compris que vous vouliez un changement constitutionnel, un statut souverain, lui il dit qu'il n'a pas lu ça, en tout cas vous me direz si j'ai mal lu. Cependant, ce que je constate, c'est que vous faites la même analyse de vos deux régions que les autres groupes qui vous ont précédés, bon, désertion, l'exode rural, le problème du chômage, et vous demandez des moyens et des outils pour le développement régional. Je pense que ça, ce constat-là est fait. Vous ajoutez un élément important qui est le plein emploi, au-delà de ce qu'on peut en dire, je pense qu'on ne peut pas créer de la richesse si l'emploi n'est pas au cœur de nos préoccupations.

Cependant, il y a eu un élément qui m'a un peu... qui me dérange un peu, parce que vous dites nommément, surtout pour la Gaspésie et les îles, que vous avez un vécu de rapports explicites avec le reste des provinces canadien-

nes. Et du même souffle, vous ne parlez d'aucun rapport d'ordre économique, que ce soit en lien géographique ou d'échanges commerciaux avec les autres provinces du Canada. Et vous avez répondu à la question de M. Gendron en disant que dans vos mémoires, il n'y a pas de rapports économiques avec le reste des provinces du Canada. J'aimerais ça que vous développiez davantage. Donc dans votre tête, il n'y en a pas de rapports économiques, on pourrait s'autosuffire, ou il pourrait y avoir certaines formes de rapports économiques avec les autres provinces du Canada, nommément parce que la réalité de la Gaspésie et des îles est différente du reste du Canada, du Québec pardon. Oh! le lapsus.

M. Lapierre: Je pense que c'est moi qui ai répondu à cette question-là et puis je n'ai peut-être pas saisi réellement la question parce que ce n'est réellement pas ce que je voulais dire.

Mme Côté: Ah oui?

M. Lapierre: Non, je ne pensais pas que la réponse que j'avais donnée, c'était ça la question qui avait été posée.

Mme Côté: Alors expliquez-nous donc.

M. Lapierre: Parce que présentement je ne pense pas qu'on a dit à quelque table que ce soit à la CSN qu'on ne négociera pas avec le reste du Canada, les autres provinces du Canada. On a besoin des autres provinces du Canada comme elles peuvent avoir besoin de nous autres. Si on a des richesses, on peut les partager avec les autres. Quand je parle de richesses, je parle du domaine de la pêche, surtout pour nous autres, je pense que notre poisson, quand on va le pêcher et qu'on le vend, on pourrait peut-être dire à l'état brut, il y a d'autres provinces qui n'en ont pas de poisson. On peut faire des échanges à l'intérieur du Canada comme on peut en faire à l'extérieur, les États-Unis, avec nous autres.

Mme Côté: Merci bien.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président, le bon Dieu est bon, parce que j'attendais ce moment depuis de nombreuses années.

M. Larose: Soixante!

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Je vois ça.

M. Hogue: ...et avec mon compagnon de

gauche, ça m'encourage à augmenter mon plaisir. Je vous remercie beaucoup...

Le Président (M. Jean Campeau): N'oubliez pas que vous avez parlé du bon Dieu.

M. Hogue: Oui, oui. Merci, M. le Président. Et je pense qu'on va faire, dans l'action, une trêve que le fédéralisme, ce n'est pas monolithique et que le fédéralisme est une organisation dynamique et ne va pas toujours sur la même tangente. Moi, je trouve vos deux mémoires très intéressants. J'en ai déjà parlé à votre Président et je lui ai même demandé s'il me permettait de poser les questions que je poserais. Il m'a dit: Oui. En prenant le... Si je commence avec Gaspésie et les Îles, je trouve qu'à la page 3, le dernier paragraphe, il y a vraiment une position intéressante, surtout venant de la CSN que j'ai longtemps vue comme très idéologique, "devra changer"... Parce qu'on dit: Si on a une situation semblable, ce serait pour ainsi dire inutile, et je vois que vous y mettez ensuite des nuances: "devrait, devra, devra". Je trouve ça sérieux et je vous félicite.

Vous n'êtes pas idéalistes, vous êtes réalistes et avez en vue le mieux-être des gens avec qui vous transigez. Et dans l'autre, je m'arrête seulement à la page 5 et à la page 6, celui... le mémoire du Conseil central, où vous dites: "Notre centrale a clairement et résolument opté pour l'indépendance du Québec". C'est votre droit et je ne partage pas votre position, vous le savez. "Il n'est donc que normal que nous suivions...", j'ai trouvé ça très intéressant, d'autant plus que les deux autres lignes nous disent que cette normalité, nous n'en voulons pas parce que ce sont les membres et les travailleurs. La page 6 me permet de poser ma question. Le deuxième paragraphe, le dernier paragraphe. Il semble, et c'est ma première question, que la CSN s'est développée allégrement, de façon intéressante... et vous faites l'histoire. Il n'y a rien eu venant du fédéral qui aurait pu — mon mot est fort — mais qui aurait pu vous ostraciser, il n'y a rien eu de ça. Et vous avez pu vous développer quand même à l'intérieur d'une réalité fédérale et provinciale. C'est ma première question et j'aimerais que vous la notiez.

Ma deuxième question: votre modèle de participation à la CSN est-il exportable? Est-ce que, puisque le fédéral est capable de jouer de la décentralisation et que ce n'est pas incompatible, pourrait-on exporter votre modèle entre les régions et le central? Pouvons-nous donc, utiliser la CSN comme modèle de développement entre Ottawa et Québec? Et ma deuxième question est aussi sérieuse.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Gagnon: Vous avez raison de dire que la

CSN a évolué, a bougé et tout a bougé autour du fédéralisme parce que le fédéralisme n'a pas bougé. Il a bien fallu que les autres bougent. C'est pour ça que, nous aussi, notre discours a évolué. La CSN a tout le temps été — je ne veux pas embarquer dans le mémoire que la CSN va vous présenter au mois de décembre — pour ce qui est de nous, il est bien sûr que nous avons pris une position...

M. Hogue: Non, je ne veux pas discuter la position. Je veux seulement vous dire que, entre vos...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, le Bon Dieu a été bon pour vous jusqu'ici. On me dit que c'est votre anniversaire de naissance; bien, je vous donne 15 secondes.

M. Hogue: Il y a des juridictions partagées dans la CSN. Et puis, vous vivez avec. Il y aurait des juridictions partagées entre Ottawa et Québec et nous pourrions vivre ensemble.

M. Gagnon: Ça fait depuis 1867 que l'on essaie et on a de la misère.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, le temps est terminé. Merci d'avoir accepté de venir présenter ensemble votre mémoire et de l'avoir discuté avec nous pour faire avancer la Commission.

Les membres de la Commission se retrouvent ici à 19 h 30. Je vous rappelle que le propriétaire de l'hôtel nous a assuré que, ce soir, le repas était spécial et que ça valait la peine de manger ici. Alors, ça ira plus vite.

(Suspension de la séance à 18 h 21)

(Reprise à 19 h 44)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

Mesdames et messieurs, nous reprenons nos travaux.

Nous recevons maintenant la Coalition Urgence rurale. Alors, bienvenue, M. Raymond. Pourriez-vous nous présenter les gens qui vous accompagnent?

Coalition Urgence rurale

M. Raymond (Gilles): Bien sûr. Avec moi, il y a les trois coprésidents de la Coalition Urgence rurale, à savoir M. Gratien D'Amours, à ma droite, qui est le président de l'UPA régionale, Mme Ethel Greene, à ma gauche, qui est présidente du comité des affaires sociales, Ethel?

Mme Greene (Ethel): Justice.

M. Raymond: De justice sociale du Québec, et M. Daniel Lamarre, qui est le préfet de la MRC de la Vallée de la Matapédia. Avec les trois coprésidents, nous avons des collègues avec nous, M. Jean-Maurice Lechasseur, qui est le président du Syndicat des producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent, ainsi que, à l'extrême gauche, M. Gilles Roy, qui est agronome et qui était l'un des fondateurs du Mouvement Opération dignité au début des années soixante-dix.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, votre audience a une durée de 30 minutes. Donc, vous avez 5 minutes pour votre présentation.

M. Raymond: Merci. Mmes et MM. les commissaires, nous voudrions signaler que la Coalition Urgence rurale a été formée le 10 juin dernier, lors d'une assemblée réunissant près de 2000 personnes venues de tous les coins du Bas-Saint-Laurent et issues de milieux souvent très différents. Cependant, ces personnes étaient animées d'une volonté commune. 2000 personnes dans la cathédrale de Rimouski, 2000 personnes s'étant rassemblées afin de former de façon déterminée et déterminante un front commun, une coalition pour passer à l'action. Vous le savez, l'enjeu et le défi que s'étaient fixés collectivement ces quelque 250 groupes, organismes et corporations, ce rendez-vous que nous avons pris avec l'histoire était et demeure la survie de nos collectivités rurales menacées.

Mesdames et messieurs, nous vivons une situation fort troublante ici. Nous sommes un territoire fragile de son présent et incertain de son avenir. Mais les populations de nos villages et de nos petites villes se sont levées, ne laissant plus désormais qui que ce soit ni ignorer le Bas-Saint-Laurent, ni l'exclure. Que l'on nous comprenne bien, il est ici question d'une région qui refuse de disparaître, d'un milieu rural qui refuse de se laisser détruire. Nous refusons de laisser nos localités se vider maison après maison. Nous refusons de considérer comme normal et inéluctable l'exil de nos jeunes vers les grands centres. Nous refusons d'accepter que nos dernières familles dans la force de l'âge soient, elles aussi, contraintes à faire leurs valises. Nous refusons que le nombre de nos communautés en danger continue à s'élever d'année en année. Nous refusons de courir à notre perte sans élever la voix. Nous refusons de disparaître dans le silence et l'anonymat d'un pays qui n'aurait de véritable avenir à offrir qu'aux régions centrales et urbaines.

Mmes et MM. les commissaires, vous avez votre échéancier et nous avons aussi le nôtre. Nous croyons en notre potentiel. Nous avons des projets concrets à stimuler et à mettre de l'avant. Nous avons des richesses à mettre en valeur pour notre profit et pour notre propre avancement. Dès cet hiver, avec un plan d'action

minutieusement conçu, l'Est du Québec va déferler telle une vague de fond et comme on dit chez nous, nous allons faire preuve d'un effort considérable pour s'arracher la vie. Nous avons un esprit positif. Nous sommes créateurs et surtout, nous sommes tenaces. Mmes et MM. les commissaires, il s'agit là d'une déclaration d'intention que l'on doit prendre au sérieux ici dans ce contexte, non seulement à cause de la gravité de la situation qui affecte l'Est du Québec, mais aussi parce que nous sommes d'avis que l'avenir politique et constitutionnel du Québec ne saurait être envisagé sans que l'on tienne compte du Québec des régions, de toutes les régions.

Voilà pourquoi, du point de vue de la Coalition Urgence rurale, il va de soi qu'un Québec ayant à redéfinir sa place doit nécessairement affirmer dans une nouvelle constitution ou autrement que son territoire national repose sur des régions identifiées et reconnues comme telles, des régions qui ont des droits. Notamment, que nous avons le droit de fixer nous-mêmes les priorités de notre développement, que nous avons le droit enfin reconnu de concevoir nous-mêmes, selon nos propres critères, les programmes de développement qui nous concernent ainsi que les modalités d'application de ces programmes, que nous avons le droit enfin reconnu de gérer nous-mêmes intégralement les budgets de développement voués spécifiquement à la mise en valeur de notre territoire régional.

Mesdames et messieurs, l'Est du Québec n'a pas le choix. Aussi considérables soient nos efforts, aussi grands et novateurs soient les projets que nous nous apprêtons à stimuler, jamais il nous sera possible de nous en sortir s'il n'est pas aussi une volonté politique d'en finir avec 20 ans de mépris, 20 ans de centralisation, 20 ans de politiques gouvernementales à l'avantage des grands centres, 20 ans de planification à la petite semaine et de pseudo-tentatives gouvernementales, 20 ans d'une décentralisation de façade, 20 ans de cataplasmes par-dessus cataplasmes.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même, les ruraux du Bas-Saint-Laurent veulent et vont se prendre en main. Voilà ce que nous avons à apporter au Québec. Nous l'avons dit déjà, sans un milieu rural sain qui retient et fait vivre son monde, impossible de songer à maintenir un avenir harmonieux dans les grands centres urbains. Nous sommes complémentaires, comme le sont le cœur et les poumons, et s'il n'en tient qu'au Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, laissez-moi vous dire que les poumons du Québec sont sérieusement atteints. Mesdames et messieurs, je crois cependant que nous connaissons, à peu de chose près, le remède.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci pour votre exposé, M. Raymond. Alors, nous allons débiter avec Mme Louise Harel.

Mme Harel: Alors, il me fait plaisir de vous accueillir. J'ai eu l'occasion déjà de rencontrer quelques-uns d'entre vous et de prendre connaissance de cette mobilisation que vous avez mise en place dans le Bas-Saint-Laurent. À la lecture de votre mémoire, évidemment, après avoir échangé toute la journée avec des intervenants de la région, nous savons que rapatrier au Québec ça ne veut pas dire rapatrier à Québec, mais ça veut dire rapatrier pour le Québec. Ce qui m'intéresse de savoir, parce que vous insistez sur le fait qu'il doit y avoir l'attribution de pouvoirs spécifiques aux régions, la première question c'est: Pour déléguer des pouvoirs et les attribuer, encore faut-il les posséder. Vous allez me dire que c'est une question qu'on pose fréquemment, mais vous avez pensé que ce n'était pas nécessaire de vous prononcer sur le fait qu'il fallait les posséder. Vous, vous vous prononcez sur le fait qu'il faut les distribuer. C'est ça que je dois comprendre?

M. Raymond: C'est-à-dire que la Coalition Urgence rurale est un organisme populaire et, étant un organisme populaire, ce que nous entendons c'est que, bien sûr, les partis politiques et la politique partisane doivent intervenir autant dans le développement du Québec que dans celui des régions. Mais étant un organisme populaire, ce que nous mettons de l'avant, c'est que, d'abord et avant tout, le premier rôle doit revenir à la population du Québec, à celle du Bas-Saint-Laurent comme à celle des autres régions. Voilà pourquoi ce que nous recommandons à la Coalition Urgence rurale et ce que nous souhaitons que la Commission retienne, c'est de mettre de l'avant, à brève échéance, un référendum qui permette à la population du Québec, à celle d'ici comme à celle d'ailleurs, de se prononcer clairement et sans entourloupette à une question simple: Êtes-vous pour ou contre la souveraineté?

Dès lors, je pense que la population du Québec pourra décider et il va de soi, comme nous l'avons dit tout à l'heure, que dans le suivi de ce référendum nous voulons et nous insistons auprès de vous pour que vous reteniez, que ce soit à l'intérieur d'un nouveau projet de constitution ou autrement, de reconnaître les droits des régions, les droits à gérer elles-mêmes leur développement.

Mme Harel: Donc, vous nous dites: Dans la mesure où justement ce choix est la souveraineté, il faut profiter de l'occasion pour redistribuer du pouvoir. Et vous proposez qu'on le redistribue autrement qu'il est distribué présentement.

Dans votre mémoire évidemment, vous insistez beaucoup sur le fait que... Peut-être que j'interprète vos propos, mais ce que vous obtenez présentement, c'est en plaçant votre misère et que vous voulez l'obtenir en gérant votre

développement et non pas finalement en obtenant des faveurs parce que la situation empire dans le fond.

M. Raymond: Il y a un certain nombre de choses qui n'ont pas été comprises encore après 20 ans au sujet du développement dans le Bas-Saint-Laurent. La misère est un constat, l'espoir est ce vers quoi nous nous dirigeons. Nous avons des projets concrets. Mes collègues ici pourraient vous en faire part. Nous sommes à définir. Nous avons travaillé depuis le mois de septembre. Plus de 200 personnes ont animé des tables de concertation sectorielles à la grandeur de la région: Tables de concertation sur les enjeux de développement économique, politiques d'éducation, développement municipal, santé et affaires sociales, et même des questions nouvelles pour nous comme notre potentiel minier, et nous sommes à colliger ces enjeux et nous sommes à trouver ensemble ces priorités. Et quand je vous disais tout à l'heure que vous avez un échancier et que nous avons le nôtre, le nôtre, c'est un échancier d'urgence; nous n'avons pas le choix. Donc, après les Fêtes, il va de soi qu'il y aura une vaste consultation. Plus qu'une consultation. Un plan d'action qui va être adopté à la grandeur de la région, où nous allons définir nos priorités, tant pour la relance de notre agriculture que la relance de notre ruralité comme telle. Et dès lors, vous allez être sollicités à nouveau pour nous appuyer.

Mme Harel: Est-ce que vous procédez à cette consultation et à cette élaboration de projet dans le cadre des états généraux du monde rural qui doivent avoir lieu en février prochain?

M. D'Amours (Gratien): Évidemment, pour le Bas-Saint-Laurent, au niveau agricole, il est très clair que, pour nous, Urgence rurale arrivait à un moment où nous avions déjà entrepris quelque chose au niveau de l'UPA, au niveau provincial. Et je pense que le monde rural et le monde agricole ne pouvaient pas faire autrement que de s'associer à cette démarche-là devant un constat qu'on fait où on lance un cri d'alarme. Et comme le dit le coordonnateur d'Urgence rurale, je pense que, pour nous, ce qui est important, c'est de voir comment on reprend les choses en main, comment, en régions, on peut arriver à décider des choses, à faire des choix. Et c'est vraiment, au niveau agricole, ce qu'on veut faire et, bien sûr, on veut le faire à l'intérieur du cadre des états généraux. Mais je pense qu'Urgence rurale arrivait à un moment, je pense, privilégié dans la démarche, je pense qu'on s'est joints à la démarche et je pense que ça coïncide drôlement bien.

Le Président (M. Jean Campeau): Vos commentaires, en dix secondes. Bonne question.

Mme Harel: Je vais passer au coordonnateur, si vous me le permettez.

M. Raymond: Merci, Mme Harel. Alors, si vous me le permettez, pour compléter la réponse de monsieur, on pourrait sortir toute une liste de projets, de dossiers, qui ont été montés ici, dans l'Est du Québec, qui ont vraiment été créés de toutes pièces. Ce qui s'est passé, quand on dit que les politiques sont des politiques de centralisation vers les grands centres... que ce soient les premiers plans de développement touristique, les comités d'aide au développement des collectivités, les projets créateurs d'entreprises, les groupes de soutien aux initiatives jeunesse, ce sont des mesures que nous, nos gens sur le territoire, avons trouvées pour essayer de relancer notre économie. Qu'est-ce qui s'est passé? Ce qui s'est passé, c'est que ça a été récupéré et repris par les grandes machines administratives des paliers de gouvernement et par la suite, ça nous a été refilé avec des normes dans lesquelles on ne "fitte" même plus, comme on dit. Vous vous rendez compte: nous avons initié des projets spécifiques de développement, de soutien à l'entreprise et avec des budgets de départ qui, évidemment, étaient centrés sur l'Est du Québec, et puisque les politiques, qui sont des politiques de centralisation vers les grands centres... Ces projets-là ont été repris, ont été transformés. On dit qu'ils ont été blanchis ni plus, ni moins; ils ont été étirés et adaptés à l'ensemble du Québec, "coast to coast", dans certains cas, et on s'est retrouvés - je pourrais vous énumérer des projets concrets où la région qui a parti ce projet-là ne va plus dedans...

Et c'est ça qu'on veut faire cesser. On veut que les initiatives que nous prenons soient admises et respectées comme telles et encouragées. On ne veut pas plus que la part qui nous revient; on ne veut pas demander nécessairement des budgets nouveaux. Ce qu'on veut, c'est qu'on veut les gérer nous-mêmes. Fini le prêt-à-porter.

Le Président (M. Jean Campeau): Permettez-moi...

M. Raymond: C'est terminé de se faire avancer des projets qui nous viennent soit d'Ottawa ou de Québec. On est capables de définir nos priorités. Ça fait 20 ans que ce sont les autres qui les définissent; ça fait 20 ans qu'on ne cesse de reculer.

Le Président (M. Jean Campeau): La prochaine période de 10 minutes, il y a quatre membres qui insistent pour parler. Alors, je donne d'abord la parole à M. Jacques Proulx, en osant espérer qu'il sera diligent.

M. Proulx: J'ai fait diligence, ce matin, M. le Président, et ça ne m'a pas payé parce que

mon suivant a mangé mes minutes et les siennes. Alors, je vais utiliser mon temps, ce soir.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Ceci étant dit, je pense que je n'ai pas besoin de dire, au départ, que je suis parfaitement d'accord avec... Vous étiez convaincu de ça, ce n'est pas moi qu'il faut que vous convainchiez. De ça, c'est le reste du Québec... Je pense que vous faites un constat qui est excellent, parce que c'est une réalité gênante à dire, mais c'est une réalité. Le développement régional, je ne pense pas que ce soit rien qu'au Québec... Ça doit être un peu partout dans le monde au Québec, ça a été uniquement, jusqu'à aujourd'hui... Il y a peu de gens qui ont compris c'était quoi, du développement régional.

On a utilisé ça parce que ça a toujours fait l'affaire, particulièrement, des politiciens, parce que c'était très important et très rentable pour les élections. Et je dirai qu'ici, dans le Bas-Saint-Laurent, vous êtes un peu les Gaulois, parce que vous n'en êtes pas à votre première manifestation, les Opérations dignité et ainsi de suite. Mais jusqu'à un certain point, ça vous a quasiment pénalisés parce que le monde a pris goût. C'est intéressant, ça fait un bon "show" et on vous tient longtemps sur ça. Mais il reste quand même que le développement régional, malheureusement, n'a jamais été compris, et on réalise de plus en plus qu'il y a une espèce de connivence entre les paliers gouvernementaux pour que, quand l'un dit non, l'autre dit oui et chacun leur tour, ils disent non ou oui. Ça s'arrange bien pour toutes les ententes Québec-Ottawa, les différentes autres ententes, tout ça. Mais la chose qui me chicote le plus aujourd'hui, avec vous autres qui êtes un regroupement de personnes indépendantes quand même, vous ne vous entendez pas comme groupe, indépendamment du financement des gouvernements. Vous êtes agressifs, mais vous devenez, à un moment donné, d'une tiédeur terrible. Ça, ça m'agace.

Je voudrais que vous vous mettiez à notre place, nous, les non-parlementaires ici. Nous autres on a des idées politiques, on a des orientations, mais on n'est pas encarcenés par un projet de parti ou ainsi de suite. Nous autres, on est ici pour essayer d'élaborer ensemble une option constitutionnelle. C'est la raison.

Ça m'irrite jusqu'à un certain point de voir un groupe comme vous autres, avec toute la liberté que vous avez, ne pas arriver avec une recommandation très précise du comment. Je suis parfaitement d'accord avec tout ce que vous avez dit, parfaitement d'accord. J'endosse ça sans aucune difficulté et j'imagine que tout votre monde endosse ça parfaitement. La preuve c'est que les manifestations, le monde a très bien répondu. Mais vous êtes gênés quand vous venez pour nous dire comment on va faire ça. C'est beau de parler de développement régional. C'est

beau de parler de rapatrier les pouvoirs. C'est beau, toutes ces choses-là, mais il y a un comment quelque part, et nous, on va être obligés de répondre à ça. Le risque c'est qu'on réponde à partir de nos sentiments plutôt qu'à partir des nuances qu'il faudrait peut-être apporter et qui viennent des groupes. Je peux comprendre que certains groupes ne nous disent pas comment. Je peux comprendre, mais je n'accepte pas, parce qu'ils retirent une partie de leur revenu des gouvernements ou de certaines autres... Mais vous autres, ce n'est pas le cas. Vous êtes libres comme l'air, à ce niveau-là. Pourquoi vous ne dites pas comment, nous autres, on va faire ça. Il me semble que ça fait assez longtemps que vous êtes les cobayes d'expériences sur le développement régional. Il me semble que vous devriez être tellement tannés de ça pour dire: C'est assez.
(20 heures)

M. Raymond: M. Proulx, ce que vous souignez, cette démarche, elle est en train de se bâtir. On ne veut pas que ce soit la démarche de quelques individus, c'est la démarche, vous le savez, pour monter tout l'appareil des États-général du milieu rural. Ici, dans le Bas-du-Fleuve, on s'en vient avec ça. On s'en vient avec ça après les fêtes. On veut que cette démarche, que ces projets-là, que ces priorités-là... Et on va en défoncer des barrières. On va innover. On va arriver avec des choses, avec du jamais vu. On pourrait vous en annoncer et Jean-Maurice Lechasseur pourrait, vous annoncer des projets très substantiels sur lesquels on est en train de s'appuyer. Mais les principes de base sont très fondamentaux. Un premier principe de base, c'est l'occupation du territoire. On a toujours basé le développement de ce pays-là, sur la centralisation vers les grands centres. Qu'est-ce qui se passe entre Montréal et Québec, les deux agglomérations urbaines, et le corridor de 200 kilomètres entre les deux? On est rendu qu'il y a 85 % de la population du Québec qui est concentrée là. Les régions se vident. C'est le cas pour notre région et quand on regarde ce que les fonctionnaires appellent les arrières-pays de chacune des autres régions, c'est aussi le cas. On parle de développement régional, mais nous parlons aussi de développement rural.

M. Proulx: Comment ça se fait qu'on est les exclus de la prospérité, comme vous dites, depuis si longtemps? Ça dépend de qui? Vous gigotez, vous autres, depuis 20 ans, 30 ans, je ne sais pas, la première opération Dignité. Qui est responsable que ça ne débloque pas?

M. Raymond: Les axes de développement de ce pays-là ont été fixés. Ça a commencé avec le rapport Higgins, Martin, Raynaud qui précisait que le pays doit se développer en fonction des pôles de croissance. Et ce n'est pas la seule théorie qui est émise comme ça. On regarde le

rapport entre les pays développés et les pays du tiers monde, et c'est la même chose. Et on regarde les gens chez Desjardins, par exemple, on regarde l'approche qu'ils ont par rapport aux pays du tiers monde. Et regardez ce que nous on prône. On prône une reprise en main de notre territoire, on prône des projets mis de l'avant par les nôtres et la rétention de notre économie ici, chez nous, de nos épargnes. On est capables de les utiliser. Justement, on inscrit ça de façon très nette et très claire dans un projet de société qu'on va présenter au printemps. J'aimerais que Gilles, qui a l'expérience des opérations Dignité des années soixante-dix...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Raymond...

M. Proulx: Mais c'est quoi qui empêche de prendre vos affaires en main?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Raymond, je suis obligé de vous interrompre. Vous pourrez répondre à la question sur un autre temps. M. Beaudry, à vous.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Votre mémoire, naturellement, fait comme bien d'autres depuis qu'on est en régions. Tout le monde parle de décentralisation, puis tout le monde nous dit que les régions se meurent, qu'il y a un exode vers les grands centres. Mais votre mémoire a un aspect particulier, en ce sens que, à la page 5, vous nous dites: "...devrait appliquer des mesures destinées à produire des mouvements de population dans le sens contraire". Alors vous autres, vous partez des grands centres, vous partez de Montréal, vous partez de Québec, puis vous ramenez des gens dans la région. Moi, ce que j'aimerais savoir de vous autres, et dans le rural, est-ce que vous avez des moyens précis, pratiques, pour dire à quelqu'un qui vit à Montréal: On va le récupérer, nous autres, on va l'intéresser assez pour qu'il déménage de Montréal pour s'en venir en région, ici, en Gaspésie? Est-ce que vous avez des moyens précis en ce sens-là?

M. Raymond: C'est dans l'ordre des choses qui seront exposées cet hiver et au printemps. Ce que je peux vous dire c'est qu'à l'heure actuelle il y a effectivement des gens de Montréal qui, peut-être à l'image de ce que déclarait ce philosophe américain quand il parlait de "Small is beautiful", ont envie d'un contexte de vie qui soit vivable, qui reviennent ici avec un certain capital et qui sont prêts à se partir en affaires. Nous, ces gens-là, on les accueille. Mais on voudrait aussi que, par exemple, des jeunes qui veulent revenir et se lancer en production agricole, il y ait un contexte concret qui puisse les accueillir, qu'il y ait une structure d'accueil pour eux. Et c'est ce que nous allons proposer et

ce que nous allons mettre de l'avant. Et il n'est pas exclu non plus, dans les barrières que nous devons défoncer, qu'au niveau de l'immigration, cette vision de l'immigration qui doit absolument être concentrée dans les grands centres, que ça finisse.

Il faut que le milieu rural, et les régions puissent participer à l'ensemble de l'évolution de notre société. Et ce qu'on vous dit, c'est que nous sommes prêts à le faire. On est prêts à faire des efforts, on est prêts à accueillir des immigrants investisseurs, on est prêts aussi à accueillir des immigrants qui arriveraient, par exemple, avec d'autres techniques de production agricole. Mais pour en arriver là, avec nos efforts, avec les efforts de nos conseils municipaux et des mesures concrètes, il va falloir également que les paliers de gouvernement nous appuient dans cette démarche-là. Parce que ce n'est pas nous qui allons ouvrir un bureau d'immigration à Hong Kong.

M. Beaudry: Alors, je comprends que vous n'ouvrirez pas de bureau, mais parlons d'immigration, par exemple. On sait qu'il y en a déjà eu des immigrants qui sont allés en régions, puis que, finalement, ils sont demeurés en régions pendant un certain temps. La première chose qu'on a sue, ils étaient retournés à Montréal, à Québec, ils s'étaient rapprochés des grands centres. Est-ce que vous avez des politiques précises pour dire que ces gens-là, on pourrait les garder chez nous parce qu'il y a des choses qui peuvent les intéresser, il y a une aide qui est prévue. Ou est-ce que vous avez quelque chose à demander particulièrement au gouvernement pour faire en sorte que des politiques précises dans ce sens-là puissent être mises en application?

M. Raymond: M. Beaudry, le Québec est loin d'être l'endroit qui est le plus avancé en termes de développement rural. Un de nos collègues est allé récemment faire une enquête, assister à un congrès et voir ce qui se passait au niveau de la Communauté économique européenne. Je lui cède la parole.

M. Roy (Gilles): D'abord, je voudrais dire que c'est clair qu'on souhaite attirer des immigrants et c'est à la région de se donner, je pense, des mécanismes d'accueil et de rétention de ces éventuels immigrants qui viendraient s'installer chez nous. Mais il y a aussi un autre créneau qu'on a à favoriser. C'est aussi le retour de certaines de nos ressources qui sont parties vers l'extérieur parce qu'elles ne trouvaient pas sur place des projets suffisamment intéressants pour les motiver à y rester. Et moi, j'ai l'exemple par l'expérience du JAL par exemple, que lorsqu'on a des projets intéressants et attrayants, des jeunes reviennent alors qu'ils ont quitté leur milieu et ils reviennent pour s'y

réinstaller et redevenir des éléments moteurs de valorisation de l'économie et de la vie sociale du milieu, d'une part.

Par ailleurs, je pense qu'il faut aussi, chez nous, mettre vraiment d'avant l'importance du milieu rural et faire reconnaître à la grandeur du Québec que le milieu rural a sa place dans notre société de demain. Depuis une trentaine d'années, le milieu rural a toujours été considéré comme un élément secondaire et évacué beaucoup des orientations qu'on a préconisées lorsqu'on a parlé de développement régional. Pour moi, parler de développement rural, c'est faire du développement régional, mais l'inverse n'est pas nécessairement vrai, parce que le développement régional traditionnel, c'est un développement qui a un discours urbain et industriel qui ne rejoint pas souvent les véritables orientations que doit avoir un véritable développement rural. Et on va me dire: Mais c'est rétrograde, ce discours-là. Je m'excuse, c'est peut-être nous qui ne suivons pas l'orientation mondiale qui se dessine actuellement.

J'ai participé en juin à la conférence de la Société française d'économie rurale sur le thème "Quel avenir pour l'agriculture et le milieu rural?" avec des participants de la Communauté économique européenne et de l'OCDE, et ça m'a renversé. Le discours et l'orientation que ces structures-là veulent se donner de valorisation des milieux ruraux et surtout des périphéries les plus dévitalisées... et on se dit qu'on se refuse, pour ces milieux-là, uniquement une vocation qui va vers la décroissance, le déclin et la mort. Et on veut que ces milieux-là s'associent et soient partie prenante dans une démarche de progrès et de consolidation de la grande économie mondiale, alors que chez nous, lorsqu'on parle de libre-échange, on parle de rationalisation par la centralisation.

On a encore ce discours-là. Et on a des parcelles de notre patrimoine qui a été construit, par exemple, avec Purdel et compagnie qui s'en vont vers les villes sous prétexte de rationalisation et pour s'habiller à être participants au commerce international et à la mondialisation de l'économie. Alors qu'en Europe, c'est l'inverse qu'on fait et on dit: Pour se rendre solidaires et vraiment profiteurs de cette mondialisation-là, il faut consolider tous nos milieux et il faut penser à un développement qui n'accentue pas les écarts entre les régions et les écarts entre les sous-régions de nos régions. Ça c'est du sous-développement. C'est ce que nous ont donné les thèses de Martin, Higgins, Raynaud. Qu'on parle de développement alors qu'on a provoqué le sous-développement... et les alternatives à cette approche-là n'ont jamais été favorisées, et les efforts qu'on a faits par les Opérations dignité, par le JAL, ça a été des efforts qu'on a gagnés par batailles, qui ont demandé des énergies incroyables parce qu'on n'avait jamais l'écoute favorable des pouvoirs politiques en place. Et on

se faisait dire par des technocrates qu'on n'avait pas les ressources. L'érablière du JAL, on ne serait jamais capable de produire une livre de sirop à l'entaille; on a battu les records au Québec. On a dépassé une saison: quatre livres de sirop à l'entaille. Les gens connaissent le potentiel de leur milieu. Laissons-leur la charge et la responsabilité de prendre en main ce potentiel-là, et n'ayez pas peur: ils vont en trouver des moyens de l'exploiter et de se développer. Et comme le disaient de mes interlocuteurs à Toulouse en France: Il faudra encourager tout ce qui bouge et non pas essayer de le contrer en prétendant qu'on n'a pas de légitimité parce qu'on n'est pas des élus. Hein?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Robert Benoit.

M. Roy: Et pour moi, c'est de l'"électocratie" qu'on est à organiser.

Le Président (M. Jean Campeau): Le prochain intervenant, M. Robert Benoit.

M. Benoit: M. Raymond, je pense que nous du gouvernement sommes particulièrement impressionnés de votre Coalition, et historiquement, dans mon village, quand les gens ont formé des coalitions, c'est des gens qui avaient du coeur au ventre et qui voulaient rapidement mettre des choses en place et passer à l'action; c'est vous-même qui le disiez. Je vais reprendre un peu d'autres questions qui ont été posées, et je vais vous les poser de nouveau, mais cette fois-ci, je vais vous laisser mes cinq minutes. Il y a des milliers de gens qui vous regardent à la télévision au moment où on se parle, qui aimeraient comprendre ce que vous essayez de faire et, si j'étais un homme d'affaires assis dans mon salon à Montréal ce soir, quels sont les arguments que vous pourriez me donner pour que je vienne m'installer à Matane? Ou, si je suis un immigrant sur la rive sud de Montréal et que je suis au Québec depuis quelques mois, quels sont les arguments que vous pouvez me donner, aujourd'hui, ce soir, à ces auditeurs-là, pour que je m'installe dans la région ici?

M. Raymond: Nous sommes dans un monde, chez nous, qui est un monde à taille humaine. À Montréal, un clochard nous aborde. On ne connaît pas la misère. Chez nous, j'essaie de ne pas m'embarquer dans tous les dossiers, mais c'est bien dommage, parce que je connais les gens. Ces communautés-là, c'est des communautés où nous avons encore le contrôle sur ce qui se passe. Mais la raison pour laquelle nous sommes ici, c'est que nous sommes en train de le perdre, ce contrôle sur notre devenir. On pourrait élaborer et énoncer des projets sur lesquels nous travaillons. Une primeur au Québec, on y reviendra plus tard, c'est vraiment une primeur, la

première fois qu'une entente intermunicipale, des petites municipalités se rassemblent afin de créer un fonds d'exploration minière. Et ça, on travaille fort là-dessus. Qui travaille là-dessus? Ce sont les gens de la population, ce sont les gens qui s'impliquent dans nos conseils municipaux. Au niveau forêt, je vais céder la parole à Jean-Maurice qui pourrait vous dire aussi ce qui se passe. Jean-Maurice est un homme impliqué et c'est aussi un travailleur forestier. Gratien est un homme impliqué, c'est un agriculteur. Je suis un homme impliqué, je suis un écrivain. Ethel est religieuse, Daniel est professeur et préfet de MRC, Gilles est agronome. On est ensemble et on n'est pas capables de se lâcher, même si on avait bien envie de faire autre chose, parce que ce milieu-là on l'a dans les tripes, ce milieu-là on y croit et ce n'est pas vrai qu'il va être détruit. Si on laisse faire ça, c'est le visage du Québec qui est en train de se voiler. Jean-Maurice.

M. Lechasseur (Jean-Maurice): M. le Président, moi je pense que dans la transformation, par exemple, il faut impliquer les producteurs dans la transformation, il faut absolument développer des formules de partenariat, où on redonnera à notre population, à ceux qui auront le goût de venir investir chez nous, un sentiment d'appartenance. Moi je pense que c'est une fierté qu'il faut développer chez nous, qu'il faut inculquer aux gens qui vivent chez nous et à ceux qui auraient le désir de revenir éventuellement. Et moi, bien sûr, je suis un producteur de bois. Ce n'est pas en vendant une corde de bois qu'on se met riche. Je ne le pense pas, parce qu'à toutes les fois qu'on produit une corde de bois, il y a une étude qui nous dit qu'on est déficitaire de 25 \$.

C'est dans la transformation, éventuellement, qu'il faudra aller. Et le Syndicat des producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent a mis une formule sur pied, et je me permets peut-être de faire un peu de publicité pour ce dossier-là. Le projet de Mont-Joli, par exemple, la population a investi 3 000 000 \$ dans ça. Éventuellement, le syndicat, on serait prêts à aller jusqu'à 10 000 000 \$. C'est de l'argent pour des producteurs, ça, pour les gens de la base. Les gouvernements nous ont dit: "Prenez-vous en main, et les incitatifs suivront". On a cru à la formule, et on voudrait, bien sûr, avoir un appui de nos élus, oui. Moi je pense que c'est le genre de choses qui peut intéresser celui qui vient de Québec, celui qui vient de Montréal, et peut-être éventuellement l'immigré qui déciderait de venir investir ici.

On a des ressources dans la région. On a des ressources humaines. On a des ressources naturelles, je pense que Gilles y a fait allusion, il faut les développer chez nous....

M. Lechasseur: ...celui qui vient de Québec, celui qui vient de Montréal et, peut-être éven-

tuellement, l'émigré qui déciderait de venir investir ici. On a des ressources dans la région, on a des ressources humaines, on a des ressources naturelles – je pense que Gilles y a fait allusion – il faut les développer chez nous.

M. Roy: M. Proulx nous indique qu'il déplore qu'on n'ait pas proposé des moyens. Bien, pour nous, parler de la Constitution du Québec, soit en termes de souveraineté avec un niveau plus ou moins prononcé d'association, ou en termes de fédéralisme avec un niveau plus ou moins prononcé de renouvellement, c'est parler du squelette d'un éventuel pays. Et dire ce que ça signifie pour Québec et Montréal, comme on a tendance à le faire uniquement, c'est mettre un peu de viande sur le nez et sur le menton, c'est lui donner un peu un visage. Et si on oublie les régions, ça ne continuera pas à être attrayant. Si on oublie de mettre de la chair sur les autres parties du squelette que sont les régions et sur l'apparence qu'on veut donner à ce pays-là, bien, parler de constitution, pour nous autres, c'est démobilisant. Ce qu'on veut, c'est vraiment signifier qu'il faut que, dans la Constitution, le rôle, la responsabilité et l'"autonomisation" des collectivités, des MRC et de la région, c'est important. Ça, c'est un "comment on va bâtir le Québec". Pour moi, ça se situe au niveau du "comment", et au niveau du "comment" qui nous rejoint les tripes, dans les tripes. Et sur l'apparence de toute cette partie du pays, on souhaite signifier comment distribuer les bourrelets afin que l'ensemble conserve ou se donne une allure agréable à l'œil qui nous permette de valser avec fierté dans le concert des nations.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Roy: Pour moi, c'est important cette dimension-là. Et ce qu'on préconise, pour moi, c'est dans le "comment on bâtit notre Québec". Et on veut y être, dans le "comment"; c'est ça qui est important.

Le Président (M. Jean Campeau): Deux rapides interventions. M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. Je suis très heureux d'entendre les réactions du regroupement qui est devant nous. Je comprends bien que, quelle que soit la formule constitutionnelle qu'on va retenir, il peut y avoir quand même centralisation et que ça, ça ne favorise pas le développement des régions. Il n'y a pas seulement du côté du gouvernement fédéral qu'on a centralisé. J'ai l'impression qu'on a centralisé un petit peu à Québec aussi. Et le message qu'on nous livre aujourd'hui, si j'ai bien compris, c'est que, dans une future constitution ou une constitution renouvelée, peu importe, il y a la place des régions qu'il faut reconnaître et qu'il faut garantir, il y a une décentralisation réelle qui

doit se faire vers les régions. C'est intéressant quand vous parlez de l'attribution de pouvoirs spécifiques aux régions. Comment voyez-vous ça auprès des organismes existants actuellement?

M. Raymond: Ça, c'est quelque chose qui va être à définir. Mais je pense que ce qu'il faut voir, c'est surtout que les régions, la nôtre comme les autres régions, doivent se donner une politique de développement, un plan de développement. Depuis une dizaine d'années, au Québec, les municipalités – on le sait tous, tous ceux qui sont ici, on fait partie de municipalités – se sont donné des plans d'aménagement. Ça, c'est bien, c'est bien gentil, c'est une belle étape. Mais l'étape est passée, on est rendus plus loin. Là où on est rendus? On est rendus à se donner un plan de développement pour la municipalité, pour la MRC, mais un plan de développement pour la région aussi. Ce qui fait que, quand on dit que les pouvoirs doivent être décentralisés en régions, ce qu'on dit, c'est que ça ne doit pas se faire à la petite semaine en disant: Je veux un bout de voirie et je veux un bout de tel ministère. Ce qu'on dit, c'est: Plutôt que de penser à partir de déconcentration administrative et de transferts et de pelletage à partir des grands centres, Québec ou Ottawa... Ce qu'on dit, c'est: Écoutez nous, nous définissons nos priorités, nous définissons nos projets de développement et, ensemble, on va regarder, à partir de nos priorités, de ce qui nous est essentiel; on va regarder ce qui va être décentralisé chez nous.

Mais d'abord, ce qui doit être reconnu, c'est que les priorités de développement – et vous rendez-vous compte, ça n'existe même pas à l'heure actuelle – les priorités de développement d'une région doivent être déterminées par les gens de cette région. Les programmes qui doivent appuyer ces priorités de développement doivent aussi être définis par les régions. Écoutez, ça n'a pas d'allure! On monte des projets et on passe – et là, je ne charrie pas – à peu près entre la moitié et les trois quarts de notre temps à essayer de "fitter" dans les normes qui sont faites à partir des villes. Je vous donne un exemple bien concret. Il existe un projet très utile, un programme très utile qui s'appelle le programme d'aide à l'emploi. Or, selon les critères des villes, donc, les critères nationaux, "from coast to coast", il faut avoir été en chômage durant les 24 des 30 dernières semaines pour y être éligible. À Montréal, il n'y a pas de problème: vous avez besoin de quelqu'un qui était en chômage durant les 24 des 30 dernières semaines, vous allez le chercher. Mais dans une région comme la nôtre, où c'est du travail saisonnier, où tout le monde tombe en chômage en même temps, vous rendez-vous compte? Ça veut dire que ce projet-là, qui est un outil utile, ce programme-là, les normes sont fixées à l'extérieur.

Je vous donne un autre exemple. Récem-

ment, dans une publication d'un ministère, on vantait un projet de développement d'emplois qui avait réussi à former, ici à Mont-Joli, 10 personnes en aéronautique — parce que c'est la priorité prioritaire, "from coast to coast" l'aéronautique — mais ce qu'ils ne disaient pas et que, nous, on sait, c'est que les 10 qui ont suivi le cours sont partis de la région. C'est dans cet univers que nous naviguons. Ne vous demandez pas pourquoi nous sommes en déclin. Ne vous demandez pas pourquoi nous sommes en train de périr. Et ne vous demandez pas pourquoi, d'une façon calme, détendue, mais maudiquement tenace, on vous dit: On s'en vient cet hiver et là, il va falloir qu'on s'assoie et qu'on regarde concrètement: priorités définies par les régions, programmes définis par les régions. C'est bien beau de définir les programmes mais il va falloir les gérer et on va les gérer. Qui va les gérer, me demandez-vous? On est capables de le définir. On est capables, de s'asseoir, tous les leaders de la région, et de s'entendre sur un organisme, une tête de pipe, un mécanisme qui va gérer nos outils de développement, qui va gérer notre capital qui va permettre de se développer.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Raymond...

M. Raymond: C'est là que nous sommes rendus.

Le Président (M. Jean Campeau): ...malheureusement le temps est écoulé. C'est très enrichissant. Alors merci à vous tous et je pense que c'est un beau témoignage. Ce sont des gens différents qui se mettent ensemble pour réaliser un idéal commun qui est le bien de la région et en ceci, ça ressemble peut-être aux membres de la Commission pour l'avenir du Québec qui sont très différents mais qui sont ici pour l'avenir du Québec. Alors merci du bel exemple.

(Suspension de la séance à 20 h 22)

(Reprise à 20 h 25)

Le Président (M. Jean Campeau): Le prochain groupe. Nous recevons le groupe de recherche Éthos, qui est, en fait, le groupe interdisciplinaire de recherche sur les enjeux éthiques des interventions professionnelles et sociales. Bienvenue M. Fortin. Si vous voulez nous présenter les deux personnes qui vous accompagnent.

Groupe de recherche Éthos (UQAR)

M. Fortin (Pierre): À ma gauche, M. Guy Giroux, qui est professeur à l'Université du Québec à Rimouski et, à ma droite, M. Bruno Boulianne, qui est agent de recherche pour notre groupe.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est vous qui faites la présentation du sommaire. Vous avez cinq minutes, M. Fortin.

M. Fortin: MM. les présidents, Mmes et MM. les commissaires, les membres du groupe de recherche Éthos s'adressent à la Commission parce qu'ils sont conscients du rôle capital qu'il peut jouer dans cette période importante de notre histoire. C'est en tant qu'"éthusiennes" et "éthusiens" que nous comparaissons devant vous et que nous désirons attirer votre attention sur certains enjeux éthiques que suscite la question de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Cette question a ressurgi d'une impasse, celle de l'impossibilité de voir ratifiée, en juin dernier, le projet d'entente constitutionnelle du lac Meech.

Le premier souhait que nous formulons devant vous, c'est que les Québécoises et les Québécois se donnent dignement, collectivement et courageusement tous les leviers politiques nécessaires à l'affirmation de leur droit à l'autodétermination et à la promotion pleine et entière de leur développement économique, social et culturel. Il nous apparaît essentiel que le gouvernement du Québec déclare la souveraineté politique pleine et entière du Québec devant le reste du Canada et devant la communauté internationale. Ce geste, sans précédent dans notre histoire, devra être précédé d'un référendum qui permette à la population québécoise de se prononcer clairement sur le sujet.

Les associations se développeront, s'il y a lieu, d'égal à égal, entre peuples souverains afin de réaliser un projet de société à notre ressemblance. Selon nous, la question de l'avenir politique et constitutionnel du Québec est inséparable d'un projet de société. Il nous apparaît essentiel que, dans la redéfinition du statut politique et constitutionnel du Québec, l'on tienne compte de la dimension éthique inhérente au projet de société que la Commission mettra de l'avant. Nous attirons particulièrement l'attention sur les valeurs suivantes: la solidarité, la justice, le partage. Et le modèle de société démocratique que nous devrions tous et toutes ensemble privilégier, devrait respecter fondamentalement la personne humaine et ses droits fondamentaux.

Dans ce respect de la personne humaine et de ses droits fondamentaux, nous estimons essentiel que l'on reconnaisse les droits des minorités ethniques, culturelles et linguistiques en favorisant leur intégration au modèle de société que tous et toutes ensemble nous privilégierons.

Nous suggérons également que nous accordions un statut particulier aux communautés amérindiennes et inuit qui partagent notre territoire en tenant compte de leurs aspirations légitimes.

Nous demandons qu'il y ait, dans le projet

politique et constitutionnel proposé par la Commission, qu'il y ait un partage équitable des pouvoirs, entre le centre et la périphérie au Québec. Que le partage du pouvoir politique, à l'intérieur même du Québec, soit compatible avec la nécessité d'assurer un aménagement équilibré de notre territoire, en tenant compte des régions, les unes par rapport aux autres. Que soit mise en place au sein du Parlement québécois un mécanisme semblable à un conseil des régions servant de contrepoids politique à l'avantage de la périphérie.

Nous vous demandons également que dans la redéfinition du statut politique et constitutionnel, vous vous préoccupiez de la responsabilité du peuple québécois à l'égard de la communauté internationale, notamment à l'égard des nations en voie de développement.

Alors, voilà en gros les recommandations que nous vous suggérons. Nous répondrons à vos questions en les détaillant un petit peu plus si vous en sentez le besoin.

Le Président (M. Jean Campeau): Première intervention, M. Lucien Bouchard qui sera suivi de M. Jean-Pierre Hogue et de M. Gérald Larose.

M. Bouchard: Merci. Au nombre des enjeux que vous examinez dans le document et qui d'ailleurs font l'objet pour chacun d'entre eux d'une recommandation, il y a deux références qui me paraissent, entre autres, justement importantes. Il y a celle au n° 3 de la page 17 où vous suggérez que l'on reconnaisse les droits des minorités ethniques, culturelles et linguistiques en favorisant leur intégration à la réalité culturelle francophone. Nous savons bien par d'autres témoins qui sont venus avant vous et par la commune renommée, qu'il est très difficile d'intégrer le respect des valeurs collectives avec le respect des droits individuels et que quelque part entre les deux, il y a une ligne de démarcation à tirer là où finissent les unes, là où commencent les autres. Est-ce que vous avez une proposition à faire à la Commission quant à la façon de gérer ce problème?

M. Fortin: Je vais être franc avec vous, non, mais je pense qu'il vous faudra préciser l'articulation comme vous l'avez signalée, M. Bouchard, entre les droits individuels et les droits collectifs. Cette articulation est actuellement peut-être un peu plus difficile à faire dans l'état actuel dans lequel nous nous trouvons que dans la possibilité d'un Québec souverain. Je m'explique. C'est qu'une fois que nous nous serons affirmés comme le peuple devant le reste de la communauté internationale, concernant l'intégration des minorités ethniques, culturelles et linguistiques, les jeux seront beaucoup plus clairs. Quand on viendra s'établir au Québec, on saura qu'au Québec, ça se passe en français. Actuellement, il faut comprendre les déceptions

et aussi les revendications de ceux et celles qui viennent ajouter de leur expertise ou encore qui viennent enrichir la mosaïque culturelle du Québec, il faut comprendre leur frustration parce que nous ne sommes pas certains que la réalité canadienne et québécoise leur est toujours bien expliquée. Alors, il me semble que si les jeux sont clairs, l'articulation des droits individuels et des droits collectifs sera peut-être plus facile.

M. Bouchard: Qu'est-ce qui en est maintenant de la recommandation concernant les autochtones? Vous souhaitez que la Commission leur reconnaisse un statut particulier sans que ce soit encore précisé. Il y a beaucoup de concepts qui ont été proposés pour régler les rapports d'un État souverain du Québec avec les autochtones et un État tout court, mais il n'y a pas beaucoup de précisions en tout cas dans le mémoire que vous faites, quant à la façon de le faire.

M. Fortin: Je vais laisser la parole à mon collègue.

M. Boulianne (Bruno): Dans nos discussions, on n'en est pas arrivés sur un consensus comme tel sur des précisions concernant les modalités. On n'en est pas là. Je pense que ce serait aux élus du Québec, à ce moment-là, à le faire sauf que nous, on veut éclairer ceci. C'est d'abord et avant tout reconnaître que ces gens-là étaient ici d'abord pour ensuite être capables de discuter face à face, ensemble, pour voir comment est-ce qu'on peut les accueillir, qu'est-ce qu'ils veulent nous offrir et qu'est-ce qu'ils veulent partager avec nous sur le territoire du Québec? À l'heure actuelle, l'un des problèmes c'est effectivement ça. On l'a vu dans le cas d'Oka, à mon avis, c'est qu'ils ne savent plus avec qui discuter. Quand c'est le temps de discuter avec les représentants du Québec, c'est plus ou moins reconnu. Donc, il faut constamment passer par un tiers pour arriver à se comprendre. Ce qui fait, je pense, que ça mêle les cartes.

M. Bouchard: Est-ce qu'il me reste une question?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, monsieur.

M. Bouchard: Est-ce que vous avez pris connaissance de la résolution qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, je pense que c'est en 1985, et qui comporte un certain nombre d'éléments qui composent une sorte de grille pour régler le problème des autochtones au sein du Québec? Par exemple, ce concept d'autonomie gouvernementale qu'on retrouve dans la résolution, est-ce que vous l'avez analysé, est-ce que vous avez... Non?

M. Boulianne: Moi, personnellement non. Il faudrait d'abord et avant tout peut-être ouvrir un dialogue. Les autochtones à l'heure actuelle sont eux-mêmes en dialogue, ils ne savent pas trop entre leur communauté et sur quoi ils veulent vraiment s'organiser, qu'est-ce qu'ils désirent? Donc, eux, de leur part, ils ont un chemin à faire pour commencer à se comprendre et ensuite de ça, nous, on aura à les accueillir pour discuter ensemble de ce qu'on fait ici au Québec ensemble. Je pense que là, il y aura des aménagements à faire.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors, M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Vous dites dans votre résumé, à la page 3, que la Commission devrait éviter de sombrer dans une forme ou l'autre de réductionnisme économique ou juridique et je vous l'accorde. À la page 3 aussi de votre mémoire, vous utilisez une expression assez forte. Vous dites que l'avenir nous interpelle et je pense que je vais vous interpeller puisque je vais utiliser et l'expression et la lettre et le verbe. En vous écoutant et en vous lisant, je me retrouvais avec des collègues, vous savez, dans des clubs de docteurs ésotériques; il y a des énoncés intéressants, du presque ex cathedra, et je vous dis qu'en lisant votre rapport et votre résumé, vous faites ce que vous nous demandez, à nous, membres de la Commission, de ne pas faire. Vous faites du réductionnisme idéologique et intellectuel.

Cela dit, je vous pose ma question. Vous mettez en lumière plusieurs enjeux reliés à la redéfinition et à l'autodétermination du Québec. Quels seraient les écueils – on va s'en aller dans du pratique – à éviter si l'on voulait s'assurer que le développement économique, social et culturel des Québécois ne soit pas entravé par l'incertitude nécessaire dont on a entendu parler régulièrement à la table, reliée à une déclaration unilatérale d'indépendance, comme vous le disiez tout à l'heure?

M. Fortin: Une première remarque, monsieur, c'est oui, sans aucun doute...

M. Hogue: Vous pouvez m'appeler docteur.

M. Fortin: Oui, docteur. Une première remarque, docteur...

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Oh! Docteur!

M. Fortin: ...C'est que, oui, nous sommes des universitaires, nous sommes fiers d'être des universitaires. Nous sommes très près de l'équipe qui est passée devant vous tout à l'heure et nous partageons tout à fait le diagnostic qu'elle fait

de la situation des régions au Québec. Dans les recommandations que nous faisons, il y a toute cette dynamique, cette âme de la région qui s'y trouve. Malheureusement, vous ne l'avez pas trouvée, c'est peut-être malheureux pour vous, mais elle est là.

M. Hogue: Je n'en ferai pas de dépression.

M. Fortin: Bon. Deuxième remarque que j'aimerais faire, est-ce que vous pouvez, monsieur, me trouver un peuple dans l'histoire qui a proclamé son indépendance uniquement à cause des questions économiques?

M. Hogue: Ce n'est pas la question que j'ai posée.

M. Fortin: Bon. Alors, c'est ça, le réductionnisme. Vous me demandiez d'éviter...

M. Hogue: Alors, répondez à la question sur le plan pratique. Sortez de l'ex cathedra et sortez de la théorie ou des salles de cours.

M. Boulianne: Sur un plan pratique, le premier écueil à éviter c'est de penser à court terme, penser à une période de 5 ans ou de 10 ans. Ce que les gens ont dit, la plupart des économistes qui se sont présentés devant la Commission, c'est ceci: Pendant une période de 5 à 10 ans, peut-être qu'il y aurait des problèmes. Mais vous le savez, l'indépendance politique, une indépendance, ça ne se fait pas sur une période de cinq ans. Ça vise à long terme et je pense que le Québec est prêt à vivre peut-être ces 5 ans ou 10 ans pour passer à autre chose et pour se développer davantage. Je pense que c'est ça, l'écueil principal, de penser à court terme.

M. Fortin: Et c'est d'avoir peur que ces 5 ans ou 10 ans soient pénibles pour nous, les Québécoises ou les Québécois. Je suis tout à fait d'accord avec ce que mon collègue dit. Il y aura sans aucun doute – il ne faut pas se le cacher – une période difficile, mais on en a vue d'autres, les Québécoises et les Québécois, au cours de notre histoire et ça ne nous fera pas peur, cette période-là, si elle est là. Mais ce n'est pas si évident que cette période-là sera aussi difficile qu'on peut nous le faire croire.

Mais je vous reposerais ma question: Est-ce que vous êtes capable de trouver un peuple dans l'histoire qui s'est donné un pays uniquement à cause des questions économiques?

M. Hogue: Non. Je ne veux pas faire de leçon.

M. Fortin: C'est ça, l'écueil.

M. Hogue: Je veux seulement vous dire que des têtes comme les nôtres et comme les vôtres,

nous devons être très humbles quand on parle d'un projet aussi important pour le cœur, la tête et le devenir de chacun de nous. Il ne faut pas faire de salles de cours ici. C'est uniquement à ça que j'en ai. C'est uniquement à ça.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va?

Une voix: C'est pour ça qu'on...

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Merci, M. Hogue. Alors, M. Larose, c'est à vous.

M. Larose: M. le Président, je suis un peu surpris des réactions de mon collègue de droite...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Nous sommes dans un séminaire neuf heures par jour depuis trois semaines et je trouve que, pour des gens qui ont un titre inhabituel pour la Commission, discuter de quelques enjeux éthiques et que le groupe de recherche appelle Éthos, oui, ça nous change de l'économie, ça nous change des sciences politiques. Ce que je trouve d'intéressant, c'est que pour une fois, au lieu que ce soit de la métaphysique, c'est de l'éthique qui a un atterrissage concret. Est-ce que je fais une lecture correcte en disant que vous faites la lecture de la réalité présente qui veut qu'un projet souverain, oui, ça sollicite tout un monde de valeurs à côté duquel on ne doit pas passer? Et quand on pose des questions pour les autochtones, on pose des questions pour les minorités. Vous en parlez exactement. C'est tout le défi qu'on a comme société, d'accepter la différence.

Et, contrairement au fédéralisme canadien qui rabote la différence, qui la nie et qui connaît un échec magistral parce que, il faut se le rappeler, l'échec du Canada, c'est la négation de la différence que sont les francophones, que sont les autochtones et que sont précisément les diverses composantes de cette société-là. Et si le Québec qu'on construit s'enlignait pour répéter la même erreur, je pense qu'on connaît déjà le résultat. Or, moi, qu'on me dise: Écoutez, humblement, un projet comme celui que vous nourrissez, eh bien, ça suppose effectivement des valeurs de solidarité, des valeurs de justice, de partage – pas rien que de charité chrétienne là, c'est un peu passé de mode – mais de partage de pouvoirs, je comprends que quelques politiciens peuvent trouver ça un peu plus "rough".

Mais pour moi, je trouve que c'est le défi de responsabiliser l'ensemble de nos communautés et on en parle dans les régions depuis le début. Si on ne trouve pas le moyen d'avoir une structure politique qui responsabilise les communautés et les régions, eh bien, ça se peut bien que le projet qu'on nourrit fasse pic, pic. Alors, dans ce sens-là moi, je trouve, contrairement à mon ami Hogue, qu'il y a là un enseignement qui

n'est pas très doctoral ni théorique. C'est un défi du quotidien.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Larose.

M. Larose: Là j'ai fait comme mon ami Hogue, j'ai épuisé mon temps.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Maciocia.

M. Maciocia: M. Fortin, vous parlez dans votre mémoire... vous véhiculez beaucoup d'idées. Entre autres, dans votre mémoire, vous touchez un domaine rarement abordé jusqu'à date. C'est celui-là, justement, des enjeux éthiques et de liberté. Je vous en remercie parce que c'est une nouvelle approche qui, probablement, va aider à la réflexion et à la prise des décisions sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Et en même temps, vous parlez de cet enjeu éthique, vous parlez des enjeux moraux tels que la qualité démocratique de la société, le développement de la solidarité sociale et le respect et la dignité de la lignée française.

Ma première question est celle-ci: En quoi le fédéralisme empêche-t-il justement l'épanouissement de ces enjeux-là?

M. Fortin: Il y a une valeur essentielle et fondamentale en éthique. Je pense que vous en conviendrez avec moi. C'est la liberté pour les individus. Il en va de même, je crois, pour les peuples. Que la liberté, l'autonomie, c'est une valeur essentielle et fondamentale. Il faut que nous vivions la liberté avant de rencontrer l'autre, avant de dialoguer avec l'autre, avant de penser avec l'autre une convivialité, c'est-à-dire un projet de société. Ça m'apparaît essentiel, autant en micro-éthique – je ne veux pas faire le professeur – qu'en macro-éthique, cette valeur d'autonomie, cette valeur de liberté m'apparaît capitale et essentielle.

Alors, vous me dites: Il me semble... et ça, ça fait partie de mes engagements de citoyen, de vous affirmer une telle chose, mais je reconnaitrai tout à fait que d'autres personnes aient des opinions tout à fait contraires.

M. Maciocia: Voilà, mais c'est dans ce sens-là. Ça ne veut pas dire que le fédéralisme empêche l'épanouissement de ces valeurs.

M. Fortin: Non.

M. Maciocia: Lorsqu'on part du principe que vous dites: La liberté, l'autonomie c'est avant tout et après, ces caractéristiques-là.

M. Fortin: Oui. Mais est-ce que le fédéralisme, tel que nous l'avons pratiqué depuis 1867, nous satisfait? Est-ce que le fédéralisme accueille

les différences, favorise les différences? La question est là. Personnellement, je crois que non.

M. Maciocia: Parfait. Dans un autre ordre d'idées, M. Fortin, dans votre mémoire, vous faites mention d'un meilleur partage des pouvoirs politiques entre les régions et les périphéries. Il est possible seulement si les MRC avaient un rôle plus important.

M. Fortin: Je vais laisser la parole à mon collègue, M. Giroux.

M. Maciocia: En quoi peut-on recommander le rôle des MRC et quels pouvoirs en plus peut-on leur accorder? En accordant des pouvoirs en plus aux MRC, est-ce qu'on n'empiète pas sur les pouvoirs des municipalités?

M. Giroux (Guy): Écoutez, il me fait plaisir de répondre à cette question-là, mais j'y répondrai d'une façon, si vous me permettez, un petit peu plus large, en ce sens que nous, comme éthiciens au sein du Groupe de recherche Éthos, nous n'avons pas à décider à la place des MRC et des municipalités le genre de répartition de pouvoirs qu'ils souhaiteraient obtenir par rapport aux pouvoirs centraux.

Lorsqu'on a proposé un partage des pouvoirs, on l'a fait dans la perspective d'un équilibre, d'un contrepois politique de la périphérie au sein même, éventuellement, d'un Parlement souverain à Québec où il y aura un conseil, par exemple, des régions, au même titre que le Parti libéral du Québec, en 1980, et que la commission Pepin-Robarts, en 1979, proposaient soit un conseil fédéral ou un conseil de la Fédération pour faire contrepois au pouvoir centralisateur qu'on a connu traditionnellement au pays. Alors, l'idée, c'est justement de permettre aux régions, à la périphérie de faire contrepois politique.

N'oublions pas une chose, c'est que le système parlementaire qu'on connaît au Québec et au Canada est de type britannique où existe le principe de la solidarité ministérielle et de la discipline de parti. D'aucuns, comme M. Gil Rémillard, ont constaté que ce type de pouvoir est virtuellement totalitaire dans la mesure où il n'y a pas vraiment de séparation entre l'exécutif et le législatif. À plus forte raison, lorsqu'on n'a pas de système électoral proportionnel et que c'est la majorité et que si on considère par ailleurs qu'un déplacement traditionnel des populations de la périphérie vers les centres, on déqualifie, on disqualifie la périphérie pour faire contrepois face au pouvoir grandissant des centres, d'où l'idée de faire contrepois. C'était le sens des remarques et des propositions qu'on faisait dans notre mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Une

question rapide.

M. Maciocia: Oui. Vous avez parlé des conseils de régions tantôt. Ma question, naturellement, c'est: Qui serait appelé à siéger sur un tel conseil?

M. Giroux: Ça dépend du genre de pouvoir et je faisais allusion que nous n'étions pas habilités à nous prononcer sur le genre de répartition de pouvoirs que voudraient les maires et les MRC, par exemple. C'est à eux – et ils l'ont déjà fait sans doute devant vous – d'envisager un aménagement de pouvoirs. Je pense que ce type d'aménagement-là est ouvert. L'idée première qu'on mettait de l'avant, c'est qu'il devait y avoir un équilibre entre la périphérie et le centre. Les aménagements, ma foi, seraient éventuellement à discuter avec les instances appropriées, soit le niveau municipal, les MRC versus le pouvoir central.

Le Président (M. Jean Campeau): M. d'Anjou, une courte intervention.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. Vous voulez un projet de société qui s'inscrive dans l'histoire du Québec. Vous recommandez que soient reconnus les droits des minorités ethniques, culturelles et linguistiques en favorisant leur intégration à la réalité culturelle francophone. Vous recommandez également que l'on accorde un statut particulier aux communautés amérindiennes et inuit qui partagent notre territoire.

Qu'en est-il des anglophones qui font partie de l'histoire du Québec et qui ont contribué à bâtir le Québec avec nous? Quel statut voulez-vous leur reconnaître?

M. Fortin: Je pense que les anglophones comme les francophones font partie du peuple québécois. Ce serait de voir avec eux ce qu'ils veulent effectivement de ce pays que la majorité, si éventuellement la majorité des Québécois veulent se donner un pays, quelle est la contribution particulière qu'ils veulent apporter. Je pense que les anglophones au Québec, si on regarde notre histoire, nous ont apporté beaucoup, et ils peuvent encore nous apporter beaucoup et je pense que c'est en dialoguant avec eux et c'est en aménageant, tout en respectant notre majorité... C'est toute la question de l'articulation des droits individuels et des droits collectifs. Je pense qu'on pourrait mettre à contribution ici l'apport extraordinaire que peuvent apporter les anglophones dans l'histoire du Québec et dans notre histoire future, comme ils en ont apporté dans notre histoire passée.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Je vous dirai d'abord que, moi, je trouve ça très réconfortant et très rafraîchissant de voir enfin des universitaires qui décident de se mouiller, de s'impliquer puis de s'engager, et puis qui viennent nous dire, en plus, que l'une des valeurs essentielles sur laquelle on doit bâtir notre projet de société puis la souveraineté du Québec, parce que c'est de ça dont on parle, c'est la liberté, la liberté des personnes puis la liberté des peuples. Moi, je considère que c'est en aucune façon un cours théorique ennuyeux et indigeste. Au contraire, je trouve que c'est de la bonne nourriture, de la bonne nourriture spirituelle, parce que je constate que depuis un certain temps, depuis qu'on a amorcé nos travaux, l'intelligentsia québécoise – c'est comme ça qu'on peut peut-être l'appeler – je trouve qu'elle n'est pas très présente dans le débat, puis ça fait plaisir de voir qu'il y en a quelques-uns qui décident de s'engager, de se mouiller puis de dire ce qu'ils pensent vraiment, carrément, puis sans ambages. Puis qu'ils viennent nous dire, en plus: Nous sommes de ce peuple, nous sommes de cette région et nous voulons participer, nous voulons nous engager pour que ce peuple naisse, se développe, et pour que cette région, également, se prenne en main puis se développe, bien, moi, je ne trouve pas que vous êtes, à ce moment-là, des universitaires ennuyeux. Bien au contraire.

Je vous pose une question, parce qu'il faut vous en poser une, mais je vous dis tout de suite que vous n'avez pas à m'appeler docteur.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Vous dites qu'il faut reconnaître les droits des minorités ethniques. J'imagine que la communauté anglophone en fait partie, qu'il faut reconnaître les droits de la minorité anglophone, mais, en même temps, vous dites que la primauté du français doit être assurée sur l'ensemble du territoire québécois comme langue de l'État et également comme langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires.

M. Fortin: Pour reprendre les considérants de votre introduction.

M. Brassard: Oui. Depuis qu'on a commencé nos travaux, il y en a quelques-uns qui sont venus nous dire qu'il y avait comme une incompatibilité là-dedans qu'on puisse assurer à la fois un respect intégral et scrupuleux des droits de la minorité, en particulier de notre communauté anglophone ici, puis qu'on puisse faire du français la langue d'usage, la langue du travail, la langue des communications, du commerce puis des affaires. Alors, vous qui avez réfléchi longuement sur l'éthique, je vois que vous n'en

voyez pas. Est-ce que je comprends bien?

M. Fortin: Oui. Je comprends les difficultés que nous rencontrons actuellement, c'est parce que nous n'avons pas encore notre pays, et les jeux ne sont pas clairs quand on vient au Canada, quand on vient au Québec. Mais quand on aura notre pays, les jeux seront plus clairs et on saura que, quand on veut participer, quand on veut s'intégrer au peuple québécois, à la communauté québécoise, que nos bras sont grand ouverts, à condition toutefois qu'on nous respecte comme francophones.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va?

M. Brassard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Pierre Fortin, M. Boulianne, M. Giroux, merci de la réflexion que vous avez bien voulu partager avec nous ce soir. Ceci termine nos audiences à Matane.

J'ai quelques petites annonces de fin de séjour pour les membres de la Commission. D'abord, une première, ça va être la fin... Mme Hovington a quelque chose à nous dire à la fin.

Mme Hovington: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Non, je ne vous laisse pas tout de suite la parole.

Mme Hovington: Non?

Le Président (M. Jean Campeau): Non, pas tout de suite. Alors, merci aux citoyens puis aux citoyennes de Matane pour leur hospitalité. Merci à Mme Hovington, justement, pour le cocktail aux crevettes d'hier soir qui a été bien apprécié. Départ par autobus pour l'aéroport à 21 heures tout le monde. Chacun s'occupe de ses bagages. Deux avions, un avion F-27, et tout ceux qui montent à bord de cet avion F-27 ont déjà été avisés, ceux qui n'ont pas été avisés montent dans l'autre.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Reprise des travaux demain à 10 h 30 à l'école Manikou-tai, à Sept-Îles. Mme Hovington, c'est à vous.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. D'abord, une bonne nouvelle, je suis heureuse qu'on ait appris à Matane et que l'on ait annoncé à partir de Matane que le gouvernement a enlevé la taxe de la TPS sur les livres. Ça, j'en suis très heureuse et c'est une bonne nouvelle à annoncer. Et je voudrais remercier tous les groupes aujourd'hui qui sont venus présenter des mémoires à la Commission, ici, à Matane. Je dois souligner la qualité de tous les

mémoires que nous avons reçus ici en Commission et je dois répondre à M. Brassard, ce matin, qui disait qu'il avait une inquiétude à savoir que les commissaires avaient l'air de s'ennuyer en région. Moi, je peux vous dire qu'aujourd'hui, à Matane, je suis sûre qu'il n'y a aucun commissaire autour de la table qui s'est ennuyé et, au contraire, vous avez su démontrer un intérêt énormément important pour le développement régional. Vous avez su apporter des éléments nouveaux qui vont éclairer tous les membres de cette Commission et je vous en remercie au nom de tous mes collègues, commissaires de cette Commission. Et merci à mes collègues commissaires d'être venus ici à Matane aujourd'hui.

Le Président (M. Jean Campeau): Mon Dieu que vous parlez bien!

Des voix: Ha, ha, ha!

(Fin de la séance à 20 h 56)